

**ÉCOLE DOCTORALE SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIÉTÉ
GROUPE DE RECHERCHE ANGLO-AMÉRICAINE DE TOURS (GRAAT)**

THÈSE présentée par :
Elie MAMBOU

soutenue le **21 octobre 2008**

pour obtenir le grade de : **Docteur de l'Université François-Rabelais**
Discipline/ Spécialité : Anglais/ Civilisation

**LA DIASPORA AFRICAINE AUX ÉTATS -UNIS DE 1960 À NOS
JOURS : INTÉGRATION ET/ OU ASSIMILATION ?**

THÈSE dirigée par :

M. GUILBERT, Georges-Claude

Professeur des Universités, Université François-Rabelais
- Tours

RAPPORTEURS :

Mme CHRISTOL, Hélène

Professeur des Universités, Université de Provence

Mme DESSENS, Nathalie

Professeur des Universités, Université de Toulouse II –
Le Mirail

JURY :

M. MENÉNDEZ, Mario

Professeur des Universités, Institut d'Études Politiques
de Rennes (Président)

Mme COQUET-MOKOKO, Cécile

Maître de Conférences, Université François-Rabelais -
Tours

M. GUILBERT, Georges-Claude

Professeur des Universités, Université François-Rabelais

Mme CHRISTOL, Hélène

Professeur des Universités, Université de Provence

Mme DESSENS, Nathalie

Professeur des Universités, Université de Toulouse II –
Le Mirail

Remerciements

Cette recherche n'aurait pas pu être menée à son terme sans l'aide et le soutien d'un grand nombre de personnes. Nous leur exprimons ici notre profonde gratitude.

Nous témoignons une reconnaissance toute particulière à Monsieur Georges-Claude Guilbert dont la disponibilité et le soutien ont été déterminants pour la réalisation de ce travail. Nous lui rendons un vibrant hommage pour la patience et la perspicacité dont il a fait preuve durant nos moments d'angoisse.

Notre gratitude va aussi à Corinne Planchon qui nous a aidé pour la réalisation matérielle de ce travail, aux documentalistes de la bibliothèque américaine de Paris (7^e) qui nous ont aidé dans nos recherches, ainsi qu'à ceux de la *Countee Cullen Public Library* (136th St. Harlem) et la *Mid-Manhattan Library* (455 5th Avenue) à New York qui nous ont beaucoup aidé dans nos recherches de documents lors de notre récent séjour aux États-Unis.

Nous remercions également Agyemang Konadu, enseignant à l'Université d'Akron (OHIO) et à Yanyi Djamba, Associate Professor à l'Université de Louisiane, pour les documents qu'ils nous ont faits parvenir. Ils nous ont à la fois fourni de précieuses informations et grandement facilité le contact avec les familles africaines résidant aux États-Unis. La richesse de leur contribution et la pertinence de leurs informations nous ont donné le désir de poursuivre dans la voie d'une meilleure compréhension de cette population migrante. Nous tenons à remercier toutes les familles de migrants africains qui ont bien voulu se prêter au jeu des entretiens et accepter de répondre à notre questionnaire, et sans qui ce travail n'aurait pas été possible.

Enfin, bien sûr, nous remercions les membres du jury qui ont bien voulu accepter de lire ce travail.

Résumé

La Diaspora africaine aux États-Unis de 1960 à nos jours : intégration et/ ou assimilation ?

Les migrants africains aux États-Unis sont-ils intégrés ? Sont-ils assimilés ? Les deux ? Quelle est leur place dans la société américaine, notamment par rapport aux WASPs ? Pour répondre à ces questions ce travail tente de définir les notions d'intégration et d'assimilation et se penche pour commencer sur la genèse et le contexte sociohistorique de l'immigration africaine aux États-Unis. À l'aide de la bibliographie disponible, de statistiques officielles, d'un questionnaire inédit et d'entretiens il observe les causes de l'immigration et les différentes catégories de migrants, selon leurs origines géographiques, sociales, religieuses, etc. puis selon leurs activités aux États-Unis (prenant en compte la fuite des cerveaux, le business ethnique, etc.). Les degrés et stratégies d'intégration économique, sociale, politique, culturelle sont étudiés ainsi que les degrés et stratégies d'assimilation. Pour finir les perspectives d'avenir des migrants étudiés sont examinées.

Mots clés.

Intégration, assimilation, Diaspora, migrants, religion, identité, multiculturalisme, perspectives, États-Unis, WASPs.

Abstract

The African Diaspora in the US from 1960 to nowadays: integration and / or assimilation ?

Are African migrants to the United States integrated? Are they assimilated? Both? What is their place exactly in American society, notably in regards to WASPs? To answer those questions this research work attempts to define the notions of integration and assimilation and looks at the birth and the sociohistorical context of African immigration to the U.S. With the help of the available bibliography, official statistics, an original poll and personal interviews it observes the causes of immigration and the different categories of African migrants, according to geographical, social, religious, etc. origins, then according to their activities in the U.S. (notably taking into account the "brain drain," ethnic business...). The extent and strategies of economic, social, political then cultural integration are studied, as well as the extent and strategies of linguistic and cultural assimilation. To conclude, the perspectives of African migrants in the U.S. are examined.

Key words.

Integration, assimilation, Diaspora, migrants, religion, identity, multiculturalism, perspectives, United States, WASPs.

Table des matières

Remerciements	p. 2
Résumé.....	p. 3
Résumé en anglais.....	p. 3
Table des matières.....	p. 4
Introduction.....	p. 9

Première partie : Genèse et contexte sociohistorique de l'immigration africaine aux États-Unis.

Chapitre I

1. Le contexte économique et sociopolitique de l'émigration des Africains vers les États-Unis d'Amérique dans les années 1960.....	p.40
--	------

1.1. Les facteurs géopolitiques.....	p.42
1.2. Les facteurs religieux et politiques.....	p.59
1.3. Les facteurs socioéconomiques.....	p.63
1.4. Stratégies migratoires.....	p.80

Chapitre II

2. Les rapports sociaux dans l'Amérique des années 1960.....	p.83
2.1. De l'espoir au désarroi ou la désillusion d'un groupe social.....	p.83

Chapitre III

3. La loi des « Frères et sœurs » et son impact sur les flux migratoires en provenance des pays d'Afrique subsaharienne.....	p.94
3.1. La loi de 1990 : l'immigration des travailleurs qualifiés et le regroupement familial favorisés.....	p.97
3.1.2. Les cadres et intellectuels africains aux États-Unis.....	p.98
3.1.3. La fuite des cerveaux.....	p.98
3.2. Le système d'attribution des visas.....	p.114

Chapitre IV

4. Les catégories de migrants africains aux États-Unis.....	p.116
4.1. Leur profil socioculturel.....	p.116
4.2. Les migrants de l'Afrique de l'Ouest établis aux États-Unis	p.123
Conclusion	p.125

Deuxième partie : L'intégration économique, sociale, politique et culturelle des migrants africains au États-Unis.

Chapitre I

1. L'intégration économique.....	p.134
1. 1. Migrants africains face au marché du travail.....	p.134
1.1.2. Le business ethnique.....	p.142
1.1.3. Les entrepreneurs africains de Washington, DC. : une intégration économique réussie.....	p.145
1.1.4. Les Cap-Verdiens du Massachusetts : une affirmation économique et culturelle.....	p.152
1.1.5. Les migrants ouest-africains à New York : une Diaspora de commerçants.....	p.158
1.1.5.1. Échec de l'intégration des camelots ouest-africains à New York.....	p.159
1.1.5.2. Les relations conflictuelles entre les commerçants africains et l'association des marchands de la Cinquième Avenue.....	p.162
1.1.5.3. Leurs conditions de travail.....	p.164
1.1.5.4. Leurs conditions de vie.....	p.166
1.1.5.5. L'organisation du commerce : revenus, épargne et transferts d'économies des migrants ouest-africains à New York.....	p.171
1.2. L'intégration économique des femmes de la Diaspora africaine et leur rôle dans la vie associative.....	p.179
1.2.1. La mobilité géographique et professionnelle des femmes commerçantes originaires d'Afrique subsaharienne.....	p.182

1.2.2. Des femmes d'affaires extrêmement dynamiques et mobiles.....	p.184
---	-------

Chapitre II

2. L'intégration sociale.....	p.187
2.1. Sociabilité et pratiques sociales.	p.187
2.2. Logement et intégration.....	p.195
2.3. La couverture médicale.	p.202
2.4. Les relations inter et intra-ethniques.....	p.204
2.4.1. L'identité africaine et les relations sociales avec les autres groupes du pays.....	p.204
2.4.2. Les relations intra-ethniques.....	p.219
2.4.3. Le réseau associatif des migrants africains aux États-Unis.	p.229

Chapitre III

3. L'intégration culturelle.....	p.235
3.1. Pratiques culturelles : l'intégration dans le domaine de l'art.....	p.235
3.2. L'identité culturelle africaine.....	p.239
3.2.1. La spécificité culturelle africaine.....	p.239
3.3. Dans le domaine de la musique.....	p.246
3.4. Le cinéma.....	p.252
4. Religion et intégration.....	p.255
4.1. L'apport des migrants ghanéens à l'église catholique américaine.....	p.257
4.2. La pratique de l'islam chez les migrants africains aux États- Unis.....	p.259
4.3. L'église mormone et les migrants africains de l'Utah...	p.267
5. Sport et intégration.....	p.275

Chapitre IV

6. Les migrants africains et la politique.....	p.280
--	-------

Chapitre V

7. Pauvreté et exclusion : le cas des illégaux africains (travailleurs qualifiés et non qualifiés).....	p.286
7.1. Leur situation économique et sociale.....	p.291
7.2. La restructuration de l'économie américaine et son impact sur le travail des migrants africains non qualifiés.....	p.297
7.2.1. Leur intégration économique et sociale.....	p.302
Conclusion	p.303

Troisième partie : Assimilation linguistique et culturelle.

Chapitre I

1. Le concept d'assimilation aux États-Unis.....	p.314
1.1. L'assimilation : un concept progressif.....	p.325
1.2. Les migrants africains aux États-Unis entre tradition et assimilation.....	p.335
1.2.1. Assimilation : quelques changements culturels.....	p.335

Chapitre II

2. L'assimilation linguistique.....	p.348
2.1. Sociabilité et pratiques linguistiques.....	p.348
2.1.1. Maîtrise de l'anglais.....	p.348
2.1.2. Pratique linguistique et assimilation.....	P.353

Chapitre III

3. L'assimilation culturelle.....	p.356
3.1. Éducation scolaire et assimilation.....	p.356
3.2. L'assimilation de la seconde génération.....	p.360

Chapitre IV

4. Citoyenneté et assimilation.....	p.377
4.1. Les migrants africains et le <i>modus vivendi</i> américain.....	p.428

4.2. La discrimination raciale aux États-Unis vue par les migrants africains.....	p.442
4.2.1. La discrimination raciale dans le domaine économique..	p.452
4.2.2. Les pratiques discriminatoires dans le domaine du logement.....	p.455

Chapitre V

5. La crise identitaire de la seconde génération.....	p.463
Conclusion	p.477

Quatrième partie : Les perspectives d’avenir des migrants africains.

Chapitre I

1. Les migrants africains : gens d’ici et d’ailleurs.	p.485
1.1. Les relations avec le pays d’origine.....	p.485

Chapitre II

2. Le projet de retour au pays natal.....	p.497
3. Quelles perspectives pour la deuxième génération ?.....	p.512

Chapitre III

4. Les nouvelles lois sur l’immigration et les expulsions aux États-Unis	p.524
4.1. La lutte contre l’immigration clandestine.....	p.524
4.2. Les expulsions.....	p.537
4.3. La pratique de la double peine.....	p.540

Conclusion	p.545
Conclusion	p.550
Bibliographie	p.569
Annexes	p.595
Index	p.624

Introduction

Notre intention initiale en choisissant de traiter ce sujet était de mettre en lumière les migrants africains, au-delà des clichés. Nous avons voulu approfondir nos connaissances dans un domaine de recherche particulier, celui de l'immigration africaine outre-Atlantique. Il est difficile de dissocier la question de l'immigration de celles de l'intégration et de l'assimilation. Nous avons cherché à comprendre le phénomène migratoire africain vers les États-Unis, qui sont loin d'être la destination traditionnelle des migrants africains. En effet, peu de recherches ont été effectuées dans ce domaine. Elles émanent principalement de journalistes et de quelques universitaires.

A notre connaissance, s'il est un groupe social qui pose la question de l'intégration ainsi que de l'assimilation, aussi bien en Europe occidentale qu'en Amérique du Nord, c'est bien les migrants venus d'Afrique.

Par ailleurs, le phénomène migratoire africain aux États-Unis a longtemps souffert d'une absence de reconnaissance comme domaine de recherche à part entière de la civilisation américaine, souvent occulté par la situation des Africains-Américains (études africaines-américaines). Sur l'ensemble des travaux de recherche publiés entre 1990 et 2000 sur le thème de l'immigration¹ aux États-Unis, très peu (1%) ont porté sur les migrants africains, dont le nombre ne cesse pourtant de croître et dont la présence est de plus en plus visible dans le pays.² A titre

¹ L'immigration est un mouvement de population considéré du point de vue du lieu d'arrivée tandis que l'émigration est un mouvement de population considéré depuis le lieu de départ.

Chedemail, 1998, 65.

² Comme le souligne Jill Wilson : « Although the African population is small relative to most other Immigrant groups, their numbers are growing, and Africans have become a noticeable presence in many U.S. cities. »

Cf. Wilson, 2003, 2.

Leigh Swigart confirme ce point de vue lorsqu'elle écrit : « In the last two decades, there has been a surge in immigration to the United States from Sub-saharan Africa, the part of the continent

d'exemple, en 2000, sur une centaine d'articles écrits, par des chercheurs, sur les minorités noires, seuls une dizaine d'entre eux ont porté sur les nouveaux arrivants d'Afrique subsaharienne.¹

De même, entre 1990 et 2002, près d'une vingtaine d'articles ont été écrits sur les migrants africains dans des quotidiens américains tels que *The New York Times*, *The New York Daily News*, *USA Today* ou *The Washington Post*.² Des chercheurs africains comme Charles Amissah, Yanyi Djamba, Kofi Agawu, Aliko Songolo, Oty Laoye, Anthony Agbali ou Francis Doodoo ont exprimé leur désaccord sur la façon dont la presse écrite américaine a représenté ce continent.³ Deux

sometimes called « Black Africa ». These new immigrants represent a wide variety of nations, cultures, languages, and religions. »

Swigart, 2001, 6.

Dans *The Los Angeles Times* du 18 février 2008, on peut également lire : « The population of African immigrants in the United States is rapidly growing. Since 1990, about 50 000 Africans have come to the United States annually, more than in any of the peak years of the international slave trade, which was abolished in 1865. They add to the steady influx of black immigrants from other continents and the Caribbean, and those who have been in the United States for generations but who don't racially and culturally define themselves as African-American. »

The Los Angeles Times

<Disponible sur <http://www.latimes.com/news/opinion/la-op-chude-sokei18feb>>. (consulté le 17 mai 2008)

Voir aussi Doodoo, 1999, 386 et Tiyambe, 2002, 9.

¹ *Irinkerindo : A Journal of African Migration*

Issue 3, Sept. 2004.

<<http://www.africamigration.com>>. (consulté le 14 avril 2006)

² Cf. Voir plus particulièrement les articles sur les migrants africains parus dans *The New York Times*, Oct. 21, 1994, A21 ; *The New York Times*, Feb. 11, 1995, A21 ; *The New York Times*, Aug. 23, 1995, A1 ; *USA Today*, Aug. 22, 1995 ; *The New York Daily News*, Dec. 11, 1995 ; *The New York Daily News*, Jul. 5, 1995, *The New York Times*, Apr. 15, 1996, A1 ; *The New York Times*, Apr. 25, 1996, A1 ; *The New York Times*, Apr. 1, 1997, A10, etc.

³ Cf. *Irinkerindo : A Journal of African Migration*

Issue 1, sept. 2002

articles sur trois ont présenté une image caricaturale et stéréotypée de l'Afrique subsaharienne.¹ C'est ce qui a amené ce Nigérian qui réside à Denver à se plaindre :

Even in academia and the media Americans continue to use derogatory terms such as tribe for ethnic group and dialect instead of language, and even though in many African countries more than half the population is urban, the only images you see on TV are national parks, which makes it look as if Africans live in the forest !²

<<http://www.africamigration.com>>. (consulté le 14 avril 2006)

¹ Par exemple, un journaliste du *Washington Post* écrit : « A young woman from Ghana confides an occurrence that many Africans have experienced : “It’s the most ignorant questions I get. Do you guys live in houses over there?” » Ainsi, poursuit-il « Because they have so little to gain, the Africans’ self-identification as Africans first also stems from a genuine sense of difference, and a pride in Africa that makes them regroup around an African identity and values. » (*The Washington Post*, Feb. 24, 2002).

Tout aussi évocatrice est cette affirmation de l'historien américain Howard Dodson : « African immigrants are deeply conscious of the negative image of Africa projected in the United States. Although they readily acknowledge the political, economic and social problems that mark the continent, most Africans do not recognize themselves or their countries in the stereotypical and pessimistic images with which Americans are presented. The often astonishing nature of the derogatory clichés coming from a wide spectrum of American society that is ignorant of African realities is a common subject of conversation and irritation. » (Diouf & Dodson, 2005, 17)

De même, John Arthur affirme que : « The social stereotypes and images associated with “black” and “African” are cultural and economic backwardness, degradation, and even savagery. » Il déclare par ailleurs que : « Stereotypical media representations of the peoples and cultures of Africa have not helped advance the cause of Africa and Africans in the United States. » (Arthur, 2000, 81 & 86) ; En 2002, Olufunké Okome écrivait : « Media accounts have traditionally excluded the experiences of the Africans, preferring to present them as helpless, hapless, souls who have nothing to offer to the U.S., and are so powerless in the scheme of things, as to be a liability to the socioeconomic systems. » (Okome, 2002, 16).

² Cf. Diouf & Dodson, *op. cit.*, 17.

Dans *The Washington Post* on peut également lire : « Africa is widely perceived as a savage, backward, war-ravaged continent. »¹

Voilà qui rappelle quelque peu le discours des missionnaires occidentaux en Afrique au XIXe siècle qui prétendaient apporter la lumière de la civilisation aux peuples « arriérés » d'Afrique mais qui, en réalité, avaient d'autres ambitions : occupation territoriale, exploitation des ressources naturelles. Avec des approximations certes par rapport à ce que la connaissance historique a pu établir, il s'est avéré que les sociétés traditionnelles d'Afrique précoloniale étaient relativement bien organisées. Nous reviendrons sur cet aspect plus loin.

Les marchands ambulants africains dans les rues de New York et les flux migratoires des Africains aux États-Unis entre 1980 et 1990 ont souvent fait office de référence pour les quotidiens précités.² En outre, dans un article sur cinq, le migrant africain a été assimilé au paysan sahélien illettré, employé dans des secteurs non qualifiés. C'est cette vision réductrice et limitée de l'Afrique et de l'Africain – donnée par la presse écrite américaine – qui a sans doute incité Alhaji Kromah à écrire :

Ordinary people, including elders and children, must know that along with the huts, crocodiles and famine, African countries also have skyscrapers, multiple lane road networks, and other manifestations of modern life. Let the people take the initiative, particularly in America, to teach the young

¹ *The Washington Post*, Feb. 24, 2002.

² C'est ce que suggère Paul Stoller quand il écrit à propos des marchands ambulants ouest-africains de New York : « To be a real African in an African-American economic niche that has constructed ideal Africans living in a largely imagined Africa creates some fundamental ironies for West African street merchants in New York City. West African vendors find themselves both catering to and resisting a stereotypical image of themselves (as Africans they say that they are seen as more "primitive" intellectually by some of their clientele) that both benefits them economically and denies their cultural specificity. » (Stoller, 2002, 82).

Pour attirer l'attention du lecteur du *New York Times* sur les flux de nouveaux immigrants africains aux États-Unis, Sam Roberts, journaliste américain, écrit : « For the first time, more Blacks are coming from Africa than during the slave trade. » (Roberts, 2005).

children that Africa is not a single country and a single language. Let the children know that all forms of human beings come from Africa, and their geographical habitats were all once attached to the African continent. African-Americans can play a crucial role in this educational drive.¹

Cet universitaire libérien se refuse à croire que ce type de discours soit de nature à aider le migrant africain à présenter une image différente des clichés construits au fil des siècles par l'Occident chrétien et « civilisé ». Selon lui, la méconnaissance de l'Afrique se traduit, dans la société américaine, par un recours à des stéréotypes qui, en général, assimilent le migrant africain à un travailleur non qualifié.

L'immigration africaine aux États-Unis est relativement récente par rapport aux vagues d'immigration venues d'Europe à la fin du XIXe et au début du XXe siècles et reste, comme nous l'avons déjà dit, un domaine peu exploré.

Notre étude portera, dans un premier temps, sur les facteurs économiques, socioculturels et géopolitiques liés à cette immigration, les relations inter et intra-ethniques, l'identité² culturelle africaine et la prise en compte de cette identité dans le processus d'intégration et / ou d'assimilation de ces migrants dans une société américaine multiethnique.

¹ Kromah, 2002, 23.

² Le terme « identité » vient du latin *idem* (le même). Il désigne ce dans quoi un individu se reconnaît et dans quoi les autres le reconnaissent. L'identité est toujours attachée à des signes par lesquels elle s'affiche, de sorte qu'elle est à la fois affirmation d'une ressemblance avec les membres du groupe identitaire et d'une différence avec les « autres ». L'identité réfère à l'appartenance à un groupe, une culture, une société, un milieu (les coutumes vestimentaires en sont les manifestations les plus apparentes, les tabous alimentaires marquent également l'appartenance à un groupe, une culture, une société, un milieu). Des problèmes se posent à un groupe social qui se trouve immergé dans une société où il ne se reconnaît pas. Il peut générer une volonté contraire de résistance et de maintien de l'identité originaire. (Cf. *Dictionnaire de sociologie*, 1999, 264 ; Grawitz, 2004, 214).

Force est de constater que les relations entre différents groupes sociaux ne sont pas toujours aisées, les divergences étant nombreuses. Nous mettrons aussi en évidence les différents groupes de migrants africains aux États-Unis ainsi que les catégories socioprofessionnelles auxquelles ils appartiennent.

Plusieurs ouvrages¹ ont été écrits à ce sujet. Les ouvrages et articles² écrits par des intellectuels africains³ sur la question de l'immigration africaine revêtent un intérêt particulier pour nous et suscitent par ailleurs quelques interrogations.

¹ On pourrait citer *My Odyssey* de Nnamdi Azikiwe ; *African Emigrés in the United States* de Kofi Apraku ; *We Won't Budge : An African Exile in the World* de Manthia Diawara ; *America, Their America* de John Pepper Clark, entre autres ouvrages.

² Il s'agit essentiellement d'articles écrits par des sociologues nigériens et congolais (Akiwowo, Abimbola Oluwatosin, Taiwo Lawoyin, Akyere Orimisan, Matondo Kubu Turé...) sur l'émigration des Africains vers les États-Unis.

Cf. *Afrique-États-Unis*, n° 956, 4-12.

<<http://www.allafrica.com>>. (consulté le 4 mars 2007)

³ Le terme « intellectuels africains », fait référence en particulier aux universitaires (sociologues urbains, économistes, historiens, politologues, philosophes, géographes, etc.) et aux journalistes. Dans un autre sens, il peut vouloir désigner l'ensemble des Africains qui exercent un métier intellectuel par opposition aux travailleurs manuels comme les ouvriers. Il s'agit en effet des écrivains, juristes, enseignants, médecins, banquiers, politiciens, etc. Nous pouvons faire allusion aux métiers de *col blanc* et ceux de *col bleu*.

Il convient de souligner que le mot « intellectuel » implique une multitude de définitions. Pour le *Dictionnaire de l'académie française*, « un intellectuel est une personne qui exerce une activité, une profession intellectuelle. Les médecins, les juristes ou les professeurs sont des intellectuels. C'est aussi une personne qui, exerçant une profession intellectuelle, intervient dans la vie publique au nom de son savoir, ou de ses idées. Par exemple, l'engagement des intellectuels. » (*Dictionnaire de l'académie française*, IXe édition, 424.)

Selon le *Dictionnaire de sociologie*, « sont des intellectuels ceux qui, au sein d'une société, contribuent à la création et/ ou à la circulation culturelle. L'intellectuel est un producteur de biens culturels en lesquels ses pairs reconnaissent une qualité proprement intellectuelle » (*Dictionnaire de sociologie*, op. cit., 288.)

Paul N'Da estime que les intellectuels constituent un groupe social détenteur d'une compétence culturelle, qu'elle soit scientifique ou littéraire, associée à une liberté de jugement par

John Pepper Clark, Manthia Diawara, Richard Rive, Kofi Apraku, Paul Tiyambe, ou Okome Olufunké ont observé la situation socioéconomique des migrants africains et se sont inspirés de leur expérience individuelle dans le Nouveau Monde pour écrire des articles et ouvrages. Leur analyse met en évidence la difficulté pour certains de ces migrants à s'intégrer à la société américaine, et les incertitudes qui vont de pair avec une migration d'Afrique vers les États-Unis. L'un des buts de leurs écrits est de sensibiliser leurs lecteurs aux dysfonctionnements de la société américaine. Ils évoquent entre autres, l'échec du *melting pot*¹, l'ethnicité², la ségrégation géographique (généralement urbaine) et les clivages sociaux.

rapport aux représentations dominantes ou par rapport aux pouvoirs extérieurs. Ce sont des hommes de culture et de science.

Cf. N'Da « Les intellectuels africains » in *Afrique-États-Unis*, 36.

<<http://www.allafrica.com>>. (consulté le 4 mars 2007)

¹ Les cultures différentes intègrent des éléments mutuels produisant une culture nouvelle. Nous y reviendrons dans la troisième partie de ce travail.

² L'ethnicité est un concept subjectif. Il comprend des aspects comme l'origine, l'identité, la langue et la religion. Selon Paul N'Da, le concept d'ethnicité se réfère à une identité ou similarité partagée par un groupe de personnes sur la base d'une ou de plusieurs caractéristiques incluant : une tradition culturelle ou des coutumes familiales et sociales, et parfois religieuses, une origine géographique commune, une longue histoire partagée, sa mémoire étant toujours vive, une langue et une religion communes.

N'Da, *op. cit.*, 39.

François Gresle considère l'ethnicité comme la revendication de l'appartenance à une collectivité spécifique (ethnie ou tribu) face à un autre groupe social. De ce fait, une ethnie désigne un groupement d'individus appartenant à la même culture (même langue, mêmes coutumes, etc.), se reconnaissant, se désignant, et agissant comme tels.

Cf. Gresle et al., 1994, 119.

De la même manière, Stephen Smith entend par « ethnicité », un sentiment d'appartenance à un groupe particulier qui tend à exclure les autres. L'ethnicité est généralement assimilée à un repli sur soi.

Cf. Smith, 2005, 18.

Même si leur analyse de la société américaine est éminemment pertinente, Kofi Apraku, Francis Doodoo ou Manthia Diawara n'hésitent pas à prendre position, notamment sur la question de la discrimination raciale. De plus, la question de l'universalité des expériences vécues se pose. Le Sud-Africain Richard Rive démontre à l'évidence que la réflexion sur la question de l'intégration au sein d'une Amérique multiethnique a conduit près de 30% des intellectuels africains à universaliser une expérience spécifique et à cet égard, ils sombrent dans la généralité.¹ Ainsi, avec des approximations, 15% d'entre eux mettent en exergue une catégorie de travailleurs migrants africains présentée comme représentative d'un groupe social ou d'un continent.² Certains de ces auteurs se sont quelque peu orientés vers une critique sociale.

D'une manière générale, John Pepper Clark propose, dans *America, Their America*, une fresque idyllique de l'Afrique, une Afrique belle et chaleureuse. En outre, son expérience américaine est particulièrement saisissante.³ L'Amérique, terre d'exil, est présentée comme « une source de frustrations et de traumatismes, de dépaysement et de nostalgie, d'angoisse et de choc culturel. » Il dit avoir été offusqué par les inégalités qui règnent dans ce pays.⁴

¹ Richard Rive in Duerden & Pieterse, 1972, 159.

² *Ibid.*

³ De retour d'un séjour de dix ans aux États-Unis, John Pepper Clark (journaliste et écrivain nigérian) publie, en 1964, un ouvrage qui s'intitule *America, Their America*. Considéré comme « A travel book », cet ouvrage décrit les difficultés auxquelles les premiers étudiants partis étudier en Amérique étaient confrontés : conflit des cultures, difficultés pour trouver un hébergement, ségrégation urbaine et raciale dans l'Amérique des années 1960.

Ce document, en forme de récits de vie quotidienne, constitue selon l'auteur, sa rencontre avec le Nouveau Monde : une expérience exceptionnelle, bouleversante et digne d'être rapportée. Ainsi dit-il : « It was just the experience of America : I felt I had to get it out of my system, either by way of reporting—or by way of commentary ; but I just had to get that experience out of my system ; I merely portrayed events as I saw them. [...] *America, Their America* was written for Americans, for Europeans, for Africans, for everybody. »

J.P. Clark in Dennis & Cosmo, 1972, 73.

⁴ *Ibid.*

Il importe que l'immigration africaine aux États-Unis soit au préalable décrite, qualifiée et quantifiée. Notre première tâche consistera donc à examiner le nombre de migrants africains aux États-Unis. Nous pourrons ensuite tenter de cerner leur profil professionnel et socioculturel.

Ceci nous amènera à une problématique que nous formulerons en ces termes : les migrants africains aux États-Unis sont-ils intégrés ? Sont-ils assimilés à la population américaine ?

Ces interrogations nous introduisent de plain-pied dans les préoccupations qui ont motivé le choix de ce thème de recherche. Notre expérience des États-Unis, nos lectures et les entretiens que nous ont accordés des migrants africains nous ont semblé pertinents pour y répondre.

Ce travail se présente, à l'évidence, comme une réflexion sur l'intégration et l'assimilation de la Diaspora africaine aux États-Unis au cours de ces quatre dernières décennies. Il s'agit d'examiner la situation économique, politique et socioculturelle de ces migrants, mais aussi leur adaptation à ce nouvel environnement. Nous évoquerons également les difficultés socioéconomiques qui touchent directement ou indirectement près de 8% de ces nouveaux arrivants. C'est dans cette perspective économique, culturelle et sociohistorique que s'inscrit notre recherche. Certes, ce sujet pose une série de questions et impose de donner des précisions sur le corpus et la méthode choisis.

Notre corpus est formé d'un questionnaire anonyme adressé aux migrants africains aux États-Unis, et qui constitue la base de notre recherche. Il nous a permis d'obtenir des informations objectives et pertinentes sur ce groupe social. Ce questionnaire a été complété par des ouvrages (livres de voyage) et des articles écrits par des Africains, qui traitent de leur propre expérience américaine, du choc produit par un contact culturel entre Migrants africains et Américains. Ce que Joel Millman appelle « the Cultural Gap ».¹

Sur ce sujet, lire également *Journal of Nigerian Students in America*, 1965.

¹ Millman, 1997, 14.

Certes, ces documents sont des témoignages, des impressions de voyage et ne prétendent nullement décrire ou éclairer de manière exhaustive une réalité complexe. Ils posent explicitement ou implicitement la question de l'intégration et de l'assimilation des minorités visibles dans la société américaine. Nous avons lu certains articles électroniques écrits sur les groupes de migrants africains implantés dans les grandes villes américaines de l'Est, de l'Ouest, du Nord et du Sud. Par exemple, les Sénégalais, Maliens, Gambiens et Guinéens établis à New York et à Baltimore ; les Cap-Verdiens de Boston et de Brockton dans le Massachusetts ; les Ghanéens de Chicago et de Charlotte ; les Sud-Africains de Tallahassee et de Miami ; les Camerounais de San Francisco ; les Nigériens de Philadelphie, d'Austin et de Dallas ; les Soudanais de Nashville ; les Nigériens de Greensboro en Caroline du Nord ; les Somaliens et Éthiopiens de Seattle et de Washington, D.C. ; les Congolais de Denver ; les Sierra-Léonais et Libériens de Philadelphie, etc. A cela s'ajoutent des ouvrages produits par des non Africains tels que John Arthur, Howard Dodson, Leigh Swigart ou John Logan qui traitent de l'immigration africaine aux États-Unis en général et de l'intégration des nouveaux venus d'Afrique en particulier.

Nous opterons pour une méthode inductive, c'est-à-dire, nous partirons des hypothèses sur l'intégration et l'assimilation des migrants que l'on va essayer de vérifier dans notre étude.

Les motifs qui nous ont poussés à faire référence à la situation géopolitique et économique des nouveaux États indépendants d'Afrique se fondent essentiellement sur des faits d'ordre historique.

Les ouvrages écrits sur la situation géopolitique de l'Afrique s'enracinent dans l'univers socioculturel auquel l'auteur appartient et auquel tout Africain pourrait aisément s'identifier. Ils décrivent une réalité économique, sociale ou démographique complexe (migrations forcées, migrations volontaires liées au travail avec retour occasionnel ou définitif des migrants au pays d'origine).

Ces ouvrages laissent apercevoir une certaine vision du continent africain, caractérisée par des clivages idéologiques et socioculturels qui ont généré des flux migratoires, et en particulier la fuite des « cerveaux » africains vers l'Amérique du

Nord (États-Unis, Canada), l'Europe ou vers l'Australie. Cependant, même si les faits politiques évoqués sont authentiques, une prise de distance s'impose.

Il importe de clarifier les termes « Diaspora africaine », « intégration » et « assimilation » que nous privilégions ici, dans la mesure où ils pourraient être un facteur de confusion et d'incompréhension. Quel sens attribuons-nous à ces concepts ?

Le terme grec « Diaspora » renvoie objectivement au phénomène historique de dispersion des membres d'un peuple à travers le monde ; à l'ensemble des membres d'un peuple dispersés à travers le monde mais restant en relation.¹ La « Diaspora » peut devenir une notion idéologique qui permet à des groupes sociaux minoritaires de revendiquer une identité commune à partir d'une culture, d'une religion, ou d'une histoire partagée. Elle obéit très souvent à la nécessité de fuir les persécutions. Ainsi en est-il des Juifs ou des Kurdes.²

D'après Samuel Huntington, « les Diasporas sont des groupes sociaux transnationaux dont les membres s'identifient à une terre d'origine. Elles sont constituées de personnes ayant volontairement ou involontairement quitté leur terre natale pour vivre et travailler ailleurs, mais qui s'identifient prioritairement à un groupe ethno-culturel transnational. »³

Une « Diaspora » réfère à un groupe d'individus ayant une origine géographique, culturelle commune et vivant dans un ou plusieurs pays étrangers. De ce point de vue, la « Diaspora africaine » est l'ensemble des Africains établis hors d'Afrique ou qui demeurent en dehors de l'Afrique. Sylviane Anna Diouf précise que « The term African Diaspora refers only to African expatriates, not to

¹ *Le Petit Larousse*, 2005, 332.

² *Ibid.*

³ Huntington, 2004, 271.

Samuel Huntington ajoute qu'un groupe ethnique est « une entité ethnique ou culturelle interne à un État. »

Ibid.

people who are part of the historical African Diaspora brought about by the transatlantic slave trade. »¹

Dans la formulation du sujet, le terme « Diaspora africaine » désigne l'ensemble des migrants africains² qui vivent dans différents États d'Amérique (cf. tableau 1 en Annexes), ou encore l'ensemble des Africains qui, pour des raisons socioéconomiques ou idéologiques, ont immigré aux États-Unis. Il s'agit particulièrement des travailleurs migrants, des réfugiés politiques et demandeurs d'asile, des commerçants et artisans, des informaticiens, enseignants, médecins, juristes, chefs d'entreprise, etc. qui résident dans les métropoles américaines. Ils constituent une minorité³ d'une minorité.

¹ Dodson & Diouf, 2005, 14.

² Le terme « Migrant africain » désigne tout Africain qui a quitté son pays d'origine pour s'établir dans un autre pays ou qui vient s'installer dans un pays étranger au sien. Aussi, « Migrant » et « Immigrant » sont des synonymes, des mots qui ont un sens analogue ou très voisin.

Les chercheurs américains comme John Arthur, Milton Gordon, Peter Salins, Leigh Swigart, April Gordon et John Logan utilisent les termes « African Immigrants », « Black Africans » ou « African Foreign-Born Residents » pour désigner les migrants africains, mais aussi pour distinguer ce groupe des « African-Americans », « Black Americans » et des « Afro-Caribéens » « African-Caribbeans ».

Cf. Arthur, 2000 ; Milton Gordon, 1999 ; Logan, 2000 ; Salins, 1997 ; April Gordon, 1998 ; Swigart, 2000 ; Wilson, 2003.

Ainsi par exemple, dans *Extended Lives : The African Immigrants Experience in Philadelphia*, Leigh Swigart précise que : « We use the term African immigrant to refer to people born on the continent who have recently taken up residence abroad, not African-Americans whose ancestors were forced to emigrate unwillingly from Africa centuries ago. The term refers to people who have come voluntarily from their country of origin and also to those who come to America as refugees ; it refers to those who come permanently and to those who hope for eventual return. » (Swigart, 2000, 6).

³ Les migrants africains représentent environ 25% de la population noire des États-Unis d'Amérique.

Source : U.S. Census Bureau. Data set : Census 2000 Summary.

Mais il faut éviter, là encore, l'équivoque qu'entraînerait le seul adjectif « africain ». Car on engloberait abusivement les Africains du Nord, qui, culturellement, appartiennent au monde arabe. Le terme « africain » indique une nuance géographique qui est aussi une référence culturelle importante : il ne s'agit pas des Noirs de Malaisie, des Antilles ou de Nouvelle-Guinée. Mais bien de ceux d'Afrique subsaharienne qui ont, au cours des siècles, développé une civilisation¹ bien particulière que l'on reconnaît entre toutes. La Diaspora africaine désigne, comme l'affirme Léopold Senghor, « un groupe social particulier par sa culture et par ses traditions. »²

Le Bureau du recensement des États-Unis estime qu'en 2000, la Diaspora africaine comptait environ 1.706.926 membres. Les nationalités les plus nombreuses sont : les Nigériens (165.481), les Ghanéens (127.000), les Sud-Africains noirs (114.000), les Ethiopiens (112.000), les Libériens (110.589), les Kenyans (96.000), les Sierra-Léonais (34.000), le reste de la population africaine subsaharienne étant répartie entre quatorze nationalités.³ Cependant, cette statistique ne tient pas compte des migrants africains illégaux⁴ dont le nombre

¹ La civilisation africaine réfère, entre autres, au commerce triangulaire, aux royaumes traditionnels d'Afrique subsaharienne (Ashanti, Bamiléké, Kongo, Batéké, Peuls, Ifé, Kuba, Mossi, Haoussa, Mbé...), aux arts africains, aux œuvres artistiques (chants, danses, masques) de l'Afrique traditionnelle et qui témoignent de la profondeur de ses racines. Dans le domaine de la musique, qui niera par exemple l'africanité du Blues, du Jazz ou des rythmes cubains ? Sans évoquer les origines de l'Apartheid en Afrique australe, la colonisation et la décolonisation de l'Afrique, etc.

D'ailleurs, les écrivains africains tels que Tchicaya U'Tamsi, Alexandre Biyidi, Guillaume Oyono, Seydou Badian, Cheik Hamidou Kane ou Jean Pierre Makouta-Mboukou considèrent la littérature africaine comme manifestation et partie intégrante de la civilisation africaine.

Cf. *Afrique-États-Unis* 630(1993):12.

² Cf. Léopold Sédar Senghor, cité dans *Afrique-États-Unis*, *op. cit.*, 26.

³ Source : Statistical Abstract of the United States, Washington, DC Bureau of the Census, 2000. Cf. « African-born Residents. »

⁴ Nous n'avons pas de statistiques officielles sur le nombre de migrants africains clandestins dans ce pays. Selon les statistiques non officielles, ils seraient près de 1 750 000.

Cf. *The Migration Policy Institute*, cité par Dodson & Diouf, 2005, 2.

avoisinerait celui des légaux, voire le dépasserait. Sam Roberts confirme cette hypothèse :

According to the census, the proportion of Black people living in the United States who describe themselves as African-born is estimated at about 1.7 million. This number reflects only legal immigrants, who have been arriving at the rate of about 50,000 a year, first mostly as refugee and students and more recently through family reunification and diversity visas. There is no official count of the many others who entered the country illegally or have overstayed their visas. Kim Nichols, co-executive director of the African Services Committee, which directs newcomers to health care, housing and other services in the New York region, estimates that the number of illegal African immigrants dwarfs the legal ones.¹

L'évaluation numérique précise des migrants venus d'Afrique subsaharienne pose problème à cause de la non connaissance du nombre exact d'illégaux parmi eux. En 2002, The United States Citizenship and Immigration Services (USCIS) établissait le même constat. Ce département, chargé de contrôler l'immigration, a fait savoir que :

Obviously, to adequately count the Sub-Saharan African population is no easy task, and the difficulty is compounded by the high number of undocumented people represented among certain nationalities : the Senegalese, Gambians, Ivorians, and Malians in particular. One can safely argue that among the 3,000 Senegalese who entered the United States as business visitors and the 5,800 who came as tourists in 2000, a large proportion did not leave and do not appear in any statistics.²

¹ Roberts, *op. cit.*, C:3.

² USCIS, Supplemental Tables. « Nonimmigrants Admitted by Country of Citizenship and Class of Admission, Fiscal Year 2002. »

<Disponible sur <http://uscis.gov/graphics/shared/aboutus/statistics/SupplementalTables.htm>>. (consulté le 22 mai 2006)

Il faut dire qu'ici l'évaluation est faite en fonction des passeports et visas octroyés. Elle intègre aussi les migrants africains ayant acquis la nationalité américaine et ceux qui ont la *Green Card* en cours de validité.

Nous préférons le terme « migrant » à celui d' « immigré » qui est un terme générique aux connotations très diverses. Il semble bien que le mot « immigré » connote une classe sociale précise (par exemple, les travailleurs immigrés). Premièrement, les travailleurs immigrés demeurent une population très majoritairement ouvrière, une main-d'œuvre bon marché et un état marqué par la précarité, ce qui est loin d'être le cas pour tous les migrants africains aux États-Unis. Il y a une immigration africaine hautement qualifiée dans ce pays, sur laquelle nous reviendrons un peu plus loin. Deuxièmement, la désignation française du terme « immigré » connote une extériorité durable, contrairement aux États-Unis, où l'intégration à venir est contenue dans le terme « immigrant ».¹ Dans l'usage de ce terme, il y a également une connotation culturelle, négative (populations indésirables, idées de rejet et de dénigrement), il évoque doublement l'étrangeté et l'invasion.²

Selon la définition conventionnelle, un immigrant est un étranger né à l'étranger. En conséquence, le fait que certains migrants africains puissent, après quelques années de résidence aux États-Unis, se déclarer Américains par naturalisation³ ne contrarie pas leur appartenance à la catégorie d'immigrants. Aux

¹ Cf. Body-Gendrot, 1991, 25.

² Mutume, 2003, 7.

³ « La naturalisation est une procédure d'acquisition de la nationalité par décision de l'autorité publique ou encore le rapport juridique qui désigne un individu comme citoyen d'un État-nation selon un principe général du droit international privé. Par exemple, un citoyen américain. » Cf. Grawitz, 2004, 306.

Les critères de naturalisation actuels aux États-Unis sont les suivants :

- 1-Cinq années de résidence permanente aux États-Unis.
- 2-Une « bonne moralité », c'est-à-dire un casier judiciaire vierge.
- 3- La capacité à parler, lire et écrire un anglais courant. (de niveau quatrième)

termes de la définition juridique, les immigrants regroupent l'ensemble des personnes nées à l'étranger résidant sur le territoire américain, qu'elles soient ou non de nationalité américaine aujourd'hui.¹

Il serait vain de rechercher le nombre exact des migrants africains vivant dans ce pays tant leurs situations sont complexes vis-à-vis du droit, notamment celui de la nationalité et de la réglementation relative à l'accès et au séjour des nouveaux immigrants aux États-Unis. Les données statistiques divergent. Au demeurant, la divergence constatée entre les statistiques disponibles peut s'expliquer aussi par la non comptabilisation d'un nombre important d'immigrants africains rentrés aux États-Unis avec un visa de tourisme (Non-Immigrant visa, B-2 visa) et qui ne seraient pas retournés dans leur pays d'origine.² Ils représentaient 20% des migrants africains en 2000 et près de 25% en 2002.³

Le recensement s'avère parfois difficile car certaines personnes (environ 6%) originaires d'Afrique ne sont pas en mesure de décliner leur nationalité ou leur statut juridique (documents délibérément détruits).⁴ Le dénombrement des migrants est rendu encore plus aléatoire pour des raisons liées à la localisation géographique. Par exemple, 40% des marchands ambulants ouest-africains voyagent souvent d'un État à un autre, habitant temporairement chez des amis ou dans des locaux insalubres des quartiers défavorisés de métropoles américaines, souvent

4-Une compréhension d'ensemble du système politique et de l'histoire américaine, attestée par la réussite à un « test civique ».

Les deux exigences clefs sont une connaissance élémentaire de l'anglais, de l'histoire et du système politique américains. Ces critères représentent par ailleurs les deux composantes restantes de l'identité américaine : l'héritage culturel anglais et les principes démocratiques libéraux.

Huntington, *op. cit.*, 213.

¹ Body-Gendrot, *op. cit.*

² Adelman, 1994, 6.

³ *The Migration Information Source : U.S. in Focus*

<<http://www.migrationinformation.org>>. (consulté le 8 mai 2006)

⁴ *Ibid.*

inaccessibles aux enquêteurs.¹ Ce qui ne facilite pas l'évaluation numérique des migrants africains aux États-Unis. Nous verrons, à cet égard, que les migrants illégaux ne vivent pas tous dans des conditions particulièrement précaires. Près de 8% d'entre eux sont allés rejoindre un parent établi régulièrement aux États-Unis.

Aussi, contrairement à ceux originaires d'Afrique centrale et d'Afrique australe, les migrants venus d'Afrique de l'Ouest forment un groupe extrêmement soudé.² Lorsqu'ils se distinguent entre eux, ces derniers font intervenir davantage la notion de localité (origine géographique) que celle de nationalité. Pour ce qui concerne les migrants ouest-africains, on pourrait ajouter le fait religieux qui peut servir de référence culturelle à environ 70% d'entre eux.³

De nos jours, et sur un plan plus général dépassant le cadre géographique, l'immigration africaine aux États-Unis a changé de nature. Comme l'ont observé Francis Dodoo, Paul Tiyanbe et Joseph Takougang, nous sommes loin de l'immigration temporaire de main-d'œuvre composée pour l'essentiel d'hommes seuls (travailleurs migrants), de ce que Sylviane Diouf appelle les « célibataires géographiques » (les épouses restaient alors au pays d'origine). En effet, avec la loi sur le regroupement familial (Brothers and Sisters Act), les migrants s'installent durablement aux États-Unis, y font venir leurs familles, y ont des enfants qui, pour la plupart, deviennent des citoyens américains soit à la naissance (14^e Amendement) soit à leur majorité.

A l'aspect strictement économique lié aux flux migratoires (les travailleurs migrants) s'ajoutent des considérations d'ordre social et culturel. L'immigration s'inscrivant désormais dans la durée, des relations interculturelles se sont développées, en même temps que se pose la question de l'intégration culturelle et la reconnaissance à ces migrants, de certains droits à la différence. Car près de 48% d'entre eux se réclament d'une identité culturelle distincte qu'ils veulent préserver.⁴

¹ *Ibid.*

² Adelman, *op. cit.*, 7.

³ Takougang, 1995, 11.

⁴ Halima, 1999, 6.

Il nous paraît nécessaire de définir à présent les concepts « d'intégration » et « d'assimilation ». Qu'entendons-nous par « intégration » ? Qu'est ce que « l'assimilation » ?

« Intégration » vient du latin *integrare* c'est-à-dire, renouveler, rendre entier. Le *Lexique des sciences sociales* définit l'intégration comme « l'action de faire entrer une partie dans le tout, l'action de faire entrer un élément dans un ensemble de telle manière qu'il constitue avec celui-ci un tout cohérent ou encore une partie, un groupe ethnique s'insérant dans un tout comme collectivité. »¹ L'intégration s'exprime par l'ensemble des interactions entre les membres, provoquant un sentiment d'identification au groupe. (Il peut s'agir de la langue, la religion ou la socialisation des enfants).²

Anne Marie Gaillard souligne au passage que le terme « groupe ethnique » désigne « une population qui pour une grande part s'auto-perpétue biologiquement, qui partage des valeurs culturelles fondamentales communes constituant une unité manifeste de formes culturelles. »³ Pour Steve Sailer, « An ethnic group is one defined by shared traits that are within biological families e.g., language, surname, religion, self-identification, historical or mythological heroes. »⁴

Milton Gordon insiste, pour sa part, sur le fait que « The term ethnic group refers to any racial, religious, or national-origins collectivity. »⁵

La sociologie de l'immigration présente le concept d'« intégration » comme « le processus par lequel un groupe social s'approprie l'individu pour assurer la cohésion du groupe. Un groupe est fortement intégré lorsque ses membres sont en interaction fréquente, lorsqu'ils ont des passions identiques et partagent des buts communs. »⁶

¹ Grawitz, *op. cit.*, 231.

² *Ibid.*

³ Gaillard, 1997, 126.

⁴ Sailer

Cf. <<http://www.isteve.com>>. (consulté le 23 janvier 2007)

⁵ Gordon, 1961, 264.

⁶ *Dictionnaire de sociologie*, 1999, 288.

L'intégration, telle qu'elle est définie par les institutions administratives qui en ont été chargées au début des années 1970 dans des pays occidentaux comme la France (le Haut Conseil à l'Intégration (HCI), l'Observatoire des Inégalités, Le Secrétariat d'État de l'Immigration et de l'Émigration, l'Observatoire de l'Intégration de France Terre d'Asile), se présente comme un processus de passage d'un type de société à un autre. Il s'agit de susciter la participation active des migrants venus des pays différents à la société, tout en acceptant la subsistance de spécificités culturelles et en tenant pour vrai que l'ensemble s'enrichit de cette variété. Par exemple, l'intégration des populations de différentes origines sociales et culturelles dans un pays, ou l'intégration d'un individu ou d'un groupe social dans un milieu social différent.¹

Il peut s'agir d'une intégration par l'économique (le travail), par le sport ou par la musique (le culturel). Le travail étant une valeur centrale pour les migrants. Il est le « grand intégrateur ». Travailler c'est aussi s'inscrire dans la norme. Tout migrant se doit d'être actif en occupant un emploi clairement identifié. En cela, il est utile à la collectivité (il contribue à la création des richesses) et à lui-même (il se procure honnêtement son revenu). Il contribue à l'effort collectif. Cela lui permet d'être intégré économiquement à la société en ayant une position identifiée par d'autres individus et par lui-même.² D'ailleurs, la création d'emploi, le sens de l'effort, la réussite professionnelle ainsi que la mobilité professionnelle sont encouragés aux États-Unis.³ De même, le dynamisme, le pragmatisme, l'individualisme et l'initiative privée (*self-reliance*) sont des qualités exaltées par près de 60% des Américains.⁴

Le fait d'avoir un travail, le fait de participer à la vie sociale et culturelle d'une ville ou d'une région donnée et de respecter les lois du pays d'accueil sont généralement considérés, par les autorités publiques, comme des signes

¹ Grawitz, *op. cit.*, 332.

² *Dictionnaire de sociologie, op. cit.*, 288.

³ Konadu, 2001, 9.

⁴ Pauwels, 2001.

Nous reviendrons sur ces notions plus loin.

d'intégration à la société. L'intégration sociale implique la socialisation¹, l'intégration culturelle renvoie entre autres à l'adhésion des migrants aux valeurs culturelles du pays d'accueil. Pays dans lequel ils sont amenés à vivre afin de se mouvoir en son sein.²

Le concept d'intégration, tel que l'explique le *Dictionnaire de sociologie*, désigne « l'état d'un système social dont les parties sont fortement reliées entre elles. Par opposition à la ségrégation (sociétés d'ordre, apartheid) qui règne dans certaines sociétés. L'intégration définit aussi le processus aboutissant à cet état, l'inverse étant alors l'exclusion. »³

L'intégration n'est pas un processus linéaire dont l'aboutissement serait fixé une fois pour toutes. La diversité de ses formes est là pour en témoigner. Les façons de s'intégrer sont multiples comme nous l'avons dit *supra* : l'intégration par le travail, l'intégration par le sport, la musique, le cinéma, etc. La diversité et les difficultés de l'intégration reflètent les évolutions de la société américaine qui s'est à la fois polarisée et ouverte aux différences.⁴ Les migrants apparaissent en général comme une main-d'œuvre qui s'intègre par le travail, la qualification professionnelle, l'action syndicale et la citoyenneté et non par la culture⁵, qui reste

¹ La socialisation réfère ici aux relations que les migrants africains entretiennent avec les groupes sociaux du pays d'accueil.

² Voir *supra* note 2.

³ *Ibid.*

⁴ Dodoo, 1997, 544.

⁵ La culture se définit ici comme le mode de vie du pays d'accueil. La culture telle que la définissent Pierre Bonte et Michel Izard est « un ensemble complexe incluant les savoirs, les croyances, l'art, les mœurs, le droit, les coutumes, ainsi que toute disposition ou usage acquis par l'homme vivant en société. »

« Dans la société africaine », ajoutent-ils, « la culture c'est ce que l'on trouve en naissant (tradition, coutumes, héritage culturel). »

Cf. Bonte & Izard, 1991, 190.

S'agissant de la culture américaine, Samuel Huntington estime qu'il y a eu pendant près de quatre siècles, aux États-Unis, une culture commune anglo-protestante partagée par une majorité de ses habitants. Cette culture est issue des colons fondateurs. Elle a perduré et constitué l'élément central

privée. Cette intégration autour du travail permet de comprendre la volonté des migrants africains de participer à la création des richesses de leur pays d'accueil. Le travail est une valeur, une éthique.¹

Sylvie Chedemail pense que l'intégration est « une attitude de respect réciproque entre immigrants et autochtones. Les immigrants se conforment aux lois et devoirs du pays d'accueil mais ils conservent certaines de leurs traditions. Celles-ci, à leur tour peuvent être adoptées par la population locale : le Nouvel An chinois est célébrée avec autant d'enthousiasme que la Saint Patrick à New York. »²

Cependant, l'intégration est un processus plus ou moins long qui dépend de deux facteurs : l'âge d'arrivée de la personne immigrée et sa culture d'origine. Les Africains qui ont émigré à un âge très avancé éprouvent des difficultés à s'intégrer et à s'adapter au mode de vie du pays d'accueil.³ Aussi, les enfants de migrants africains nés à l'étranger et arrivés très jeunes dans le pays d'accueil s'intègrent beaucoup plus facilement que leurs parents (facilité d'apprentissage de la langue et de la culture du pays d'accueil, socialisation).⁴

L'école est perçue par les autorités publiques comme une institution intégrative en raison de sa distance affichée aux cultures d'origine des migrants et de son indifférence aux normes culturelles de la société d'accueil. Elle apparaît comme la voie d'accès à l'insertion économique et à la mobilité sociale.⁵ Elle a aussi gardé une force de socialisation, en particulier pour la deuxième génération dont on parlera plus longuement dans la troisième partie de notre travail.

Les difficultés éprouvées par près de 25% des migrants africains à s'intégrer aux États-Unis sont liées en particulier à la barrière linguistique, mais

de l'identité américaine. [...] La langue, la religion, les principes du gouvernement, les mœurs constituent les valeurs protestantes.

Voir Huntington, 2004, 67.

¹ Dodoo, *op. cit.*, 544.

² Chedemail, *op. cit.*, 65.

³ « Les migrants d'Afrique. » *Afrique-États-Unis* 630(1993):15.

⁴ *Ibid.*

⁵ Dodoo, *op. cit.*, 545.

aussi à l'éducation civique et à l'échec du suivi socioprofessionnel.¹ Plus que par la culture de leur société d'origine, l'intégration des migrants est par ailleurs déterminée par leur motivation personnelle et leur caractère.

Les migrants africains originaires des pays d'Afrique de l'Ouest et de culture musulmane (Maliens, Sénégalais, Gambiens, Nigériens, Burkinabés, Guinéens...) ont plus tendance à vivre en cercle fermé que ceux issus des pays africains de tradition religieuse chrétienne (Camerounais, Centrafricains, Congolais, Angolais, Gabonais, Rwandais, Togolais...).² De surcroît, s'il y a repli ethnique ou identitaire, on pourrait être tenté de supposer que les migrants concernés ne sont pas socialement intégrés. Nous étudierons aussi le mode de vie des migrants africains dans la société à laquelle ils sont amenés à s'intégrer.

L'ambiguïté de cette notion d'intégration tient au fait que les appareils intermédiaires facilitant le passage d'une société à l'autre, tels que l'école et le monde du travail, s'avèrent aujourd'hui beaucoup moins efficaces dans certaines sociétés occidentales (échec scolaire, manque de qualification professionnelle, difficultés pour trouver un emploi, taux de chômage élevé). Le seul lien social intermédiaire devient parfois le repli ethnique observé chez près de 35% des migrants africains.³

Arthur Paecht considère que l'intégration est un processus multiple et complexe. Il distingue néanmoins l'intégration culturelle de l'intégration sociale et économique. L'intégration sociale et économique consiste, selon lui, à considérer qu'à partir du moment où l'on travaille dans un pays d'accueil, on bénéficie des mêmes droits sociaux que les autochtones. Cela constitue un facteur d'intégration.⁴

« Aux États-Unis », soutient Dominique Daniel, « aucun département ou bureau n'est chargé de l'intégration des immigrants, aucune politique systématique n'est prévue pour la faciliter.[...] La tradition américaine veut que tout étranger qui

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ Cf. Pellissier & Paecht, 2004, 22.

cherche à entrer dans ce pays comme immigrant, mais qui pourrait être susceptible de devenir une charge publique, soit exclu d'emblée. »¹

« Assimiler » vient du latin *assimilare*, de *similis*, « semblable ». Dans la sociologie des rapports interculturels, l'assimilation désigne « le fait qu'un individu ou un groupe intègre la totalité des traits culturels (langue, croyances, mœurs) de la culture dominante en abandonnant ses caractéristiques antérieures. Ce processus connaît, en fait, de multiples degrés, depuis la totale assimilation (mariages interethniques, intégration culturelle) jusqu'aux diverses formes de différenciation et de résistance à cette assimilation. »²

« Assimiler quelqu'un à : c'est le considérer comme « semblable à », fondre des personnes dans un groupe social. Par exemple, assimiler des immigrants, assimilation des migrants (naturalisation). Il s'agit de faire devenir « semblable » sur le plan culturel, les immigrants aux membres du groupe social d'accueil. Encore faut-il être assimilable, c'est-à-dire, pouvoir être assimilé, ou rendu semblable ».³

L'assimilation, pour Georges Thines et Agnes Lempereur, est « un processus par lequel un groupe social ou ethnique limité, en état d'infériorité numérique et/ou économique, acquiert le système de valeurs et les modèles de comportement de la société dans laquelle il s'insère. L'ambiguïté du concept tient au fait que la culture du groupe assimilé est supposée inférieure à celle de la société d'accueil. »⁴

Milton Gordon estime qu'une assimilation complète suppose la réalisation des éléments suivants : changement des modèles culturels en ceux de la société d'accueil, entrée, sur une grande échelle, dans les institutions de la société d'accueil, mariages interethniques, absence de préjugés à l'égard du groupe assimilé ; absence de discrimination à l'égard du groupe assimilé ; absence de conflits de valeurs ou de pouvoir entre le groupe assimilé et la société plus large.

¹ Dominique Daniel in *Les modèles d'intégration en question*, op. cit., 75.

² *Dictionnaire de sociologie*, op. cit., 40.

³ *Ibid.*

⁴ Cf. Thines & Lempereur, 1975, 98.

Parmi les variables qui influencent les degrés et le rythme de l'assimilation on peut citer l'importance numérique, la densité et la structure du peuplement.¹ Gordon pense par ailleurs que l'assimilation n'est pas réciproque, elle consiste en une sorte d'imitation de l'autochtone, de conformisme. C'est une imitation et une « similitude » selon un plan idéal.²

L'assimilation, selon la thèse principale du sociologue français Emile Durkheim, développée dans *La division du travail social* (1893), est un processus de passage des individus d'une société à « solidarité mécanique » à une société à « solidarité organique ».³ La sociologie de l'immigration présente l'assimilation culturelle comme l'ensemble des phénomènes qui résultent du contact continu et direct entre des groupes d'individus de cultures différentes et qui entraînent des changements dans les modèles culturels initiaux de l'un ou des deux groupes (pendant la colonisation des pays africains, l'implantation des petites églises étrangères dans un pays, l'imitation des comportements de la métropole ou de la vieille capitale).⁴ L'acculturation désigne « le processus de rapprochement des cultures différentes et une recomposition d'une nouvelle culture. »⁵ Pour Milton Gordon, elle consiste en l'adoption de la culture dominante. Les membres des

¹ Gordon Milton, cité par Anne Marie Gaillard, 1997, 123.

² *Ibid.*

³ Dans la société moderne, la tradition durkheimienne conçoit l'assimilation comme la construction d'une solidarité organique associant la participation des immigrants aux activités sociales et le partage de normes et de valeurs véhiculées par des institutions telles que l'école, la famille ou la religion.

Durkheim, cité dans *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 19.

⁴ Gaillard, *op. cit.*, 123.

⁵ Grawitz, *op. cit.*, 28.

D'après Emeka Nwadiora, « Acculturation is the cultural change which results from continuous, firsthand contact between two cultural groups. First, there are physical changes experienced in housing, increased population density and pollution. There are then biological changes, due to changes in types of food. The most crucial changes that occur are cultural in nature. The individual's original political, economic, technical, linguistic, religious and social and cultural institutions become altered as new ones take effect. » (Nwadiora, 1995, 62).

minorités ethniques adoptent les pratiques culturelles, comme la langue, les habitudes vestimentaires, les goûts musicaux du groupe dominant.¹

Dans le sens anthropologique du terme, l'assimilation désigne « le fait qu'un élément culturel exogène se trouve intégré dans l'ensemble d'une culture sans que cette dernière en soit profondément modifiée. »² Yves Alpe pense que : « l'assimilation est un processus par lequel les immigrants perdent progressivement leur spécificité culturelle et acquièrent la langue et le mode de vie du pays d'accueil. »³

Face à cette multitude de définitions plus ou moins complexes, nous retiendrons celle qui nous paraît la plus explicite et la plus pertinente par rapport à notre recherche.

Dans notre étude, le concept d'intégration doit être compris comme l'action d'insérer (économiquement et socialement) un groupe d'individus dans le pays d'accueil et ce, dans l'acceptation des différences culturelles au nom de la tolérance, sans pour autant remettre en cause les fondements politiques de ce pays. Cela sous-entend l'égalité des droits (au logement, à l'emploi, à la formation et à la protection sociale) pour tous les migrants légaux quelles que soient leur race, leur origine géographique et leur culture ; le respect des droits fondamentaux de toute personne humaine. Égalité des droits mais aussi d'éventuels devoirs liés à ces droits. Aussi allons-nous explorer ici les différents champs d'insertion : l'économique, le politique, le résidentiel, le social, le culturel où les migrants vont développer des stratégies d'intégration.

Il est important de souligner qu'il n'existe pas de modèle d'intégration universel. Il n'existe pas non plus de concept précis et indiscutable sur ce qu'est l'intégration. Il n'en demeure pas moins que, dans notre étude, il s'agit de voir comment les migrants africains s'insèrent dans la société américaine, dans les domaines que nous venons d'évoquer. L'immigration africaine aux États-Unis pose-t-elle des problèmes spécifiques ?

¹ M. Gordon cité par Andrea Rea & Maryse Tripier, 2003, 55.

² Gaillard, *op. cit.*, 127.

³ Alpe et al. 2005, 14.

Dans *Invisible Sojourners : African Immigrant Diaspora in the United States*, John Arthur définit « l'assimilation » comme :

A process whereby groups that are culturally distinct and separate come to create and share a common culture. [...] Acculturation (sometimes referred to as cultural assimilation) describes the process by which one group, usually a minority or immigrant group, learns the culture of the dominant group.¹

L'assimilation suppose une rupture totale avec les traditions du groupe social d'origine. Cette rupture est indispensable pour les migrants africains désireux de s'assimiler à la population américaine. Cela implique aussi une maîtrise linguistique. L'assimilation linguistique fait référence, entre autres, à la maîtrise de l'anglais et l'assimilation culturelle, à l'adoption par les nouveaux immigrants aux États-Unis, du « *modus vivendi* » de la population locale, ainsi que la connaissance de la nouvelle culture.

C'est ce que Paul Stoller et Milton Gordon appellent « l'américanisation » des nouveaux immigrants.² Sur le plan juridique cela se traduirait par une naturalisation. Ce dernier point nous permet de dire que le pays d'accueil ne peut pas rester passif puisque, s'agissant de la nécessaire naturalisation, il revient à l'État d'en fixer les modalités. Aussi, comme nous le verrons dans la troisième partie de notre travail, les critères d'assimilation des nouveaux immigrants aux États-Unis ont fait l'objet d'un débat chez les chercheurs américains. Car plusieurs points de vue s'opposent.

Pour les migrants africains, l'assimilation culturelle se traduirait par l'abandon progressif et définitif de leur culture d'origine, de leurs spécificités culturelles au profit des normes sociales et culturelles du pays d'accueil, c'est-à-

¹ Arthur, 2000, 69.

² Stoller, 2002, 93 ; Gordon M., 1961, 275.

Pour les immigrants, s'américaniser signifie adopter, prendre les manières, les mœurs américaines. Cf. *Le Robert. Dictionnaire de la langue française*, 1985, 310.

dire celles des États-Unis.¹ Il s'agit entre autres des habitudes alimentaires, la musique, la danse, les cérémonies religieuses, mariages, obsèques, l'abandon des langues maternelles et autres traditions culturelles.

Notre quête sera orientée, dans un premier temps, vers les différentes catégories de migrants africains aux États-Unis et leur profil socioculturel. Nous étudierons ensuite les vagues d'immigration africaine dans ce pays au cours des années 1970 et 1980. Il s'agit d'examiner la portée du phénomène d'immigration africaine aux États-Unis, pour en déduire certaines tendances et spécificités, notamment géographiques. En effet, celle-ci se concentre dans les régions du Nord-Est, du Sud-Est et de l'Ouest et, de façon générale, dans les grandes villes du pays. Cette concentration urbaine est une caractéristique essentielle de l'immigration africaine. Cela s'explique par la conjonction d'un fort taux de croissance économique et d'une demande de main-d'œuvre dans une multitude de secteurs d'activités. Les migrants africains sont présents aux États-Unis dans des secteurs d'activité tels que le commerce, l'éducation, la santé, l'informatique, la restauration et les services. 12.4% d'entre eux travaillent en tant qu'indépendants dans le secteur du business ethnique.²

Aussi, il nous paraît incohérent de ne pas prendre en considération les facteurs socioéconomiques liés à l'immigration africaine aux États-Unis. On peut difficilement étudier les courants migratoires africains vers les États-Unis et l'intégration des migrants en faisant *table rase* des causes de départ.

Plus précisément, il s'agit de comprendre d'un point de vue sociologique les interactions pouvant s'établir entre les systèmes migratoires africains et la dynamique économique de ce pays, qui constitue, jusqu'à nos jours, un pôle intense d'immigration pour les populations des pays en voie de développement. Dans son ouvrage qui s'intitule *The Age of Migration : International Population Movements in the Modern World*, Miller Mark a étudié les orientations des flux migratoires et il s'est aperçu que les migrations se dirigent souvent des pays du Sud vers ceux plus

¹ Dodoo, 1997, 6.

² Konadu & Takyi, 2001, 41.

industrialisés du Nord. Aujourd'hui, le nord englobe aussi bien l'Europe que les États-Unis d'Amérique.

Nous aborderons également la question de l'assimilation ou de la non assimilation des migrants africains ; l'enracinement et le déracinement de certains d'entre eux : le conflit des cultures ou le contact de deux civilisations (africaine et américaine). Et, bien évidemment, les discriminations aux États-Unis et, par ricochet, le désir commun à tous les groupes sociaux minoritaires quelles que soient leurs origines (africaine, africaine-américaine, afro-caribéenne) et leur rêve à savoir : prendre leur propre destin en main, s'affirmer librement, la projection d'une société où les conflits ethniques seraient résolus, où seraient bannies toutes formes d'injustice.¹ Car analyser la situation des minorités noires aux États-Unis d'Amérique, c'est aussi faire allusion à une vision d'espoir sur la possibilité d'existence d'une société exempte de toutes discriminations, d'une nation où la démocratie va être basée sur ses principes de justice et d'égalité, où le racisme et les pratiques discriminatoires quelles qu'elles soient seraient bannies.² D'après Manthia Diawara, « Racism and xenophobia do constitute the main obstacle to the integration and assimilation of new immigrants and their attempt to achieve the American Dream. »³

Le terme « minorité noire » englobe aussi bien les Africains-Américains, les Afro-Cubains, les Afro-Caribéens que les Africains. Rappelons au passage que ce travail s'intéresse essentiellement à la minorité noire originaire d'Afrique subsaharienne et recouvre la période de 1960 (13 pays africains ont obtenu leur

¹ Martin Luther King Jr., cité par John P. Clark, 1964, 17.

² Comme le disait Martin Luther King : « I have a dream that my four little children will one day live in a nation where they will not be judged by the color of their skin but by the content of their character. »

Martin Luther King Jr. cité dans *Afrique-États-Unis* 630 (1993): 25.

³ Diawara, 2003, 3.

Le terme « xénophobie » évoque la méfiance, voire la crainte qu'éprouvent les populations autochtones à l'égard des personnes étrangères au groupe d'appartenance.

indépendance en 1960, « l'année de l'Afrique », l'année de l'élection de John F. Kennedy) à nos jours.

Nous présenterons cette recherche en quatre parties.

Dans une première partie, nous examinerons la genèse et le contexte sociohistorique de l'immigration africaine aux États-Unis dans les années 1960. Il s'agira d'étudier précisément le contexte économique et sociopolitique de l'émigration des Africains vers les États-Unis. Nous mettrons un accent particulier sur les facteurs géopolitiques, religieux, politiques et socioéconomiques, ainsi que sur les stratégies migratoires et communautaires, et sur l'impact de la loi des « Frères et sœurs » sur les flux migratoires en provenance des pays d'Afrique subsaharienne.

Plusieurs questions se posent. Comment peut-on expliquer les flux migratoires africains au cours de ces dernières années ? A quels facteurs économiques et sociopolitiques sont-ils liés ?

Répondre à ces interrogations nécessite de resituer cette immigration dans son contexte historique, en présentant notamment les problèmes de l'Afrique postcoloniale.

La seconde partie sera consacrée à la question de l'intégration des migrants africains dans ce pays. Intégration dans les domaines économique, social, politique et culturel.

Pour mieux appréhender et évaluer l'intégration de la Diaspora africaine aux États-Unis, nous tenterons d'examiner la situation économique et sociale (l'emploi, le logement, la sécurité sociale), culturelle (la religion, les loisirs) et politique (la participation à la vie politique locale, le vote) de ses membres au sein de la société américaine.

La troisième partie de notre travail de recherche s'intéressera à l'assimilation de ces migrants à la population américaine (assimilation linguistique et assimilation culturelle) ; cette troisième partie s'attachera aussi à la crise identitaire de la seconde génération des Africains. Elle exposera de façon concomitante la complexité de ce concept dans le contexte des États-Unis d'Amérique.

Dans la dernière partie de cette étude, nous nous interrogerons sur les perspectives d'avenir des migrants africains. Il s'agira d'étudier leurs projets de retour et les nouvelles lois sur l'immigration aux États-Unis.

Première partie :
Aperçu historique
Genèse et contexte sociohistorique de
l'immigration africaine aux États-Unis.

Chapitre I

1. Le Contexte économique et sociopolitique de l'émigration des Africains vers les États-Unis dans les années 1960.

La prise en compte du contexte socioéconomique, politique et culturel est évidemment nécessaire pour comprendre la genèse des phénomènes migratoires africains aux États-Unis : du départ d'Afrique à l'installation définitive dans le Nouveau Monde, en passant par l'intégration économique, sociale et culturelle, la construction d'une identité culturelle et/ou l'assimilation linguistique et culturelle.

Il peut s'agir d'une immigration volontaire (l'immigration économique : recherche d'un emploi et d'une vie meilleure) ou d'une immigration subie (guerre civile, exil, refuge ou asile politique). Certaines études ont tenté d'expliquer les causes de l'immigration africaine aux États-Unis. Harold Adelman écrit à cet égard :

In the past three decades, new African Diaspora communities have emerged within the United States of America. Unlike mass and forced migrations of Africans to America from the 16th to the 19th centuries, Africans who have come to the USA since the 1960s have arrived unshackled—although the refugees among them may not have left home of their own volition. Their reasons for coming vary—education, adventure, opportunity, asylum, entrepreneurial aspirations—and they have settled in numbers over 1,5 million strong.¹

Les phénomènes migratoires sont profondément ancrés dans l'histoire sociale des peuples d'Afrique subsaharienne. Les migrations africaines qui se sont accentuées et diversifiées ces dernières années introduisent une nouvelle donne sociale et économique dans les pays d'accueil, dont les États-Unis. Des recherches menées par Miller Mark, Kyle Brown, Baron Holmes, Paul Stoller, Sylviane Diouf ou Leigh Swigart révèlent précisément l'importance de l'émigration africaine vers

¹ Adelman, 1994, 2.

les États-Unis. Dans son article intitulé « Les Africains aux USA : “battants” et intellectuels », Sylviane Diouf évoque le développement des flux migratoires africains aux États-Unis depuis les années 1980. Ainsi, affirme t-elle :

Depuis 1980 on assiste au développement spectaculaire de l'immigration d'Afrique noire (les Africains arrivent aux États-Unis au rythme de plusieurs milliers par an). Son taux d'accroissement est le plus fort enregistré pour l'ensemble des pays dont sont originaires les immigrants, que ce soit d'Europe, d'Asie ou d'Amérique latine. Ainsi, l'immigration subsaharienne a augmenté de 28%, et les Subsahariens représentent aujourd'hui plus de 70% des immigrants africains.¹

Sur les quelques 35.000 émigrants africains recensés en 1985, la moitié d'entre eux ont opté pour le Nouveau Monde.² Par exemple, en 1990, 16.369 migrants africains ont été admis aux États-Unis. En 1992, ils étaient 24.826.³

Loin de prétendre épuiser un sujet aussi important, nous nous contenterons d'un exposé sommaire, évoquant les facteurs migratoires présidant aux destinées des nouveaux arrivants africains aux États-Unis. D'entrée de jeu, nous essaierons de convoquer quelques figures emblématiques de l'exil tout en s'interrogeant sur le chaos sociopolitique qui règne dans les principaux pays « pourvoyeurs ». Cette section touchera les domaines divers de la crise politique et économique à l'ère postcoloniale, la religion, la question identitaire et culturelle dans une société africaine en pleine mutation. Nous observerons la fuite des « cerveaux », en tentant d'en cerner les conséquences.

S'il est aisé de définir l'exil, qui pourrait se comprendre ici comme un phénomène migratoire quantifiable, il est plus ardu de traiter de l'identité, concept abstrait par excellence. L'identité est une construction, une donnée vouée à une

¹ Diouf, *op. cit.*, 20.

² Cf. Nations Unies, *Annuaire démographique* 1985, spécial « Migrations internationales », New York, 1986.

³ Source : U.S. Immigration and Naturalization Service, 1996.

mutation perpétuelle. L'identité n'est pas figée dans un espace et dans un temps donnés.¹ Diop estime que le concept d'identité a pour fondement la culture et tout ce que cela implique en termes de différences au niveau de la sensibilité et des aspirations.² En somme, l'identité est la façon d'être d'un individu ou d'un groupe social face aux autres entités individuelles ou collectives. Dès lors, toute réflexion sur la question de l'immigration et d'identité implique celle de l'altérité, de la survie et du changement.

Les années 1960 et 1970 constituent une décennie au cours de laquelle l'Afrique culturelle et artistique s'affirme. Elles marquent également l'éveil des consciences sur le continent noir : la dénonciation de la politique coloniale, la revendication sociale, culturelle et identitaire. En d'autres termes, l'affirmation de la culture et de l'identité africaines face à certains pays européens avec lesquels les pays d'Afrique ont des liens historiques, culturels et linguistiques. L'identité africaine renvoie, entre autres, aux pratiques culturelles (religieuses) et culturelles (cérémonies, fêtes) et linguistiques (dialectes) des Africains subsahariens.

Les migrations africaines sont par conséquent indissociables du contexte culturel, économique et social mouvementé. Elles sont aussi la conséquence de la situation économique et sociopolitique dégradante des pays d'Afrique subsaharienne.

1.1. Les facteurs géopolitiques.

Entre 1960 et 1965, 80% des pays d'Afrique subsaharienne ont accédé à l'indépendance. C'est le cas du Nigeria (1960), du Bénin (1960), du Tchad (1960), du Congo (1960), du Sénégal (1960), du Gabon (1960), de l'ex-Zaïre (1960), du Cameroun français (1960), du Mali (1960), de la Sierra Leone (1961), de la Gambie (1965), de la République Centrafricaine (1960), du Togo (1960), de la Côte d'Ivoire (1960), du Burkina Faso (1960), du Niger (1960), de la Somalie (1960), de

¹ Diop, 1975, 18.

² *Ibid.*

l'Afrique du Sud (1961), du Burundi (1962), du Malawi (1964), de la Guinée (1960), du Kenya (1963), de l'Ouganda (1962), de la Tanzanie (1964), de la Zambie ou la Rhodésie du Nord (1964), du Zimbabwe ou la Rhodésie du Sud (1965), de Madagascar (1960), du Rwanda (1962), pour ne citer que ceux-là : conséquence directe ou indirecte de l'éveil du nationalisme, de la prise de conscience de l'intelligentsia¹ africaine mais aussi et surtout de la révolte des colonies due à la misère et aux conditions de travail et de vie difficiles des populations (travail forcé).² Dans le contexte de leur « mission civilisatrice », les colons ont pillé les ressources naturelles des pays colonisés.

Au début des années 1950, les peuples colonisés ont revendiqué l'amélioration de leurs conditions sociales et économiques, afin de leur permettre de trouver de meilleures possibilités d'élever leur niveau de vie et d'affirmer leur droit à la vie et à la liberté. Le but du mouvement de libération était la réalisation d'une indépendance complète et inconditionnelle et l'édification d'une société africaine où le libre épanouissement de chacun garantit celui de tous.³

La stabilité politique n'a malheureusement pas suivi l'accès des pays africains à l'indépendance car les lendemains de l'indépendance ont été agités. En effet, les années qui ont suivi l'accession à l'indépendance ont été caractérisées par des conflits sociopolitiques. Les troubles politiques étaient fréquents dans 45% des

¹ L'intelligentsia africaine désigne l'ensemble des intellectuels africains de l'époque, souvent caractérisés par des aspirations indépendantistes (Citons à titre d'exemple, le Guinéen Sékou Touré, le Sénégalais Léopold Sédar Senghor, le Kenyan Jomo Kenyatta, le Malien Modibo Keita, le Tanzanien Julius Nyerere, l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny, l'ex-Zaïrois Patrice Lumumba, l'Ougandais Milton Oboté, le Congolais Fulbert Youlou, le Zambien David Kenneth Kaunda ou le Ghanéen Kwame N'Krumah).

Diop, 1975, 76 ; Smith, 2005, 37.

² La colonisation de l'Afrique était perçue par les intellectuels africains précités comme un processus de domination et d'exploitation. L'économie coloniale s'était spécialisée dans l'exportation de produits bruts, d'origine agricole ou minière. Elle était aussi fondée le plus souvent sur le travail forcé.

Diop, *op. cit.*, 77.

³ Okome, 2002, 15 ; *Encyclopaedia Universalis*, 409 ; voir aussi « Decolonization in Africa » in Gates & Appiah, 1999, 571-73.

nouveaux États indépendants.¹ La période postcoloniale a vu également l'arrivée de dictateurs au pouvoir (en Angola, au Nigeria, au Togo, en ex-Zaïre, au Libéria, au Congo, en Sierra Leone, au Ghana, au Bénin, en Ouganda, au Mozambique, au Soudan, au Gabon, en Tanzanie). Joseph Takougang parle d'oppression et de désillusion politiques :

The lack of political and individual freedoms are reasons frequently cited by most Africans for immigrating to the United States. Although independence represented a period of hope and an opportunity for Africans to control their own destiny after more than seventy years of colonial rule, the expectations soon turned into a veritable nightmare as many of the newly independent states soon found themselves mired in a series of political problems, including civil wars, single-party authoritarian rule and military dictatorship.²

Ces régimes dictatoriaux et corrompus ont généré un sentiment de frustration chez de nombreux intellectuels africains et ont souvent été liés à des affrontements interethniques.³ Ainsi en Angola, ancienne colonie portugaise, une guerre civile a opposé deux ethnies du pays au lendemain de l'indépendance, entraînant le pays dans le chaos et l'anarchie et poussant des milliers d'habitants à émigrer.⁴ C'est le cas de cet Angolais qui réside à Baltimore :

I left my home country for political and economic reasons. I(m a Refugee in the United States. When the civil war broke out in Angola in 1998, many people died, they have been slaughtered by the army. Those

¹ Diop, *op. cit.*, 78.

² Takougang, 1995, 52.

³ Environ 30% des personnes que nous avons interrogées disent avoir quitté leur pays natal pour des raisons politiques.
Notre questionnaire.

⁴ De Andrade & Ollivier, 1980.

(like me) who escaped from the massacres found it necessary to leave the country by any means.¹

Au cours de la première décennie l'indépendance, plusieurs pays comme l'Angola ont connu des troubles politiques et sociaux qui ont poussé des populations à l'exil, des mesures anti-démocratiques ont été prises dans plusieurs pays et les opposants aux régimes en place ont été éliminés physiquement.

S'opposer à un chef d'État, par exemple, passait pour aller à l'encontre soit de l'indépendance nationale, soit du fondement même de l'État. L'élimination de l'opposition constituait un devoir aux yeux de plusieurs chefs d'État, car il ne s'agissait non pas d'une opposition d'idées, disaient-ils, mais d'une opposition de régions ou d'ethnies au pouvoir central.²

Pour éliminer les opposants, tous les moyens étaient utilisés. Les incarcérations injustifiées (à l'issue d'un simulacre de procès), soit pour trouble à l'ordre public (notamment en Afrique anglophone), soit pour actions subversives ou pour complot contre la sûreté de l'État ont été nombreuses.³ Comme nous le rappelle Basil Davidson : « African citizens were deprived of their fundamental rights, including the freedom of expression. In many instances, those who were critical of the regimes in power were either imprisoned, killed, or forced into exile. »⁴

Cette situation politique et sociale trouble a eu pour corollaire, entre autres, la prise de pouvoir par les militaires : des coups d'État militaires se sont produits dans une trentaine de pays d'Afrique subsaharienne, mettant fin à l'infrastructure politique et entraînant certains pays dans des guerres civiles. Par exemple, en 1963 au Togo, en 1965 en République centrafricaine, en 1965 en ex-Zaïre, en 1966 au Nigeria, au Ghana, au Burkina Faso et en Ouganda, en 1969 au

¹ Extrait de notre questionnaire. On trouvera en annexe, les aspects techniques de l'enquête (échantillons, tableaux, difficultés rencontrées).

² Cf. Ake, 1996.

³ *Ibid.*

⁴ Davidson, 1993, 243.

Soudan, en 1970 au Mali, en 1973 au Rwanda, en 1974 au Niger, en 1975 au Tchad, au Congo en 1977, en Ethiopie en 1974, en Angola et au Mozambique en 1979, au Libéria en 1980, au Burundi en 1987, en Sierra Leone en 1991, en Côte d'Ivoire en 1999, au Cameroun et au Darfour, entre autres pays.

Selon Stephen Smith, entre 1960 et 1990, 79 coups d'État réussis ont été recensés en Afrique.¹ De ce point de vue, Agyemang Konadu écrit :

Population movements out of Africa in the past three decades may be linked to the proliferation of *coup d'états* and the rise of military dictators and their oppressive regimes (Idi Amin in Uganda ; Kutu Acheampong and Jerry Rawlings in Ghana ; Ibrahim Babangida and Sanni Abacha in Nigeria ; Samuel Doe in Liberia ; Muhammad al-Nimeri in the Sudan ; Mobutu Seseseko in the former Zaire, etc.) The list of African countries that experienced military coups and saw the rise of military dictators in the last two to three decades reads like the directory of the Organization of African Unity (OAU). All these ruthless leaders came out of the standing army tradition that was imposed on African countries.²

A titre d'exemple, il y a eu 500.000 morts dans la guerre civile au Soudan en 1983, un véritable génocide.³

La répression politique a poussé certains Ghanéens à chercher refuge aux États-Unis, dans les années 1970 et 1980. C'est le cas de ceux dont parle ce journaliste anonyme :

A few Ghanaians in the first half of the 20th Century began the migration to the United States. Many Ghanaians came to the United States in the 1970s, but most came in the 1980s during the military regime in Ghana. From the 1980s to the present, the number of

¹ Smith, *op. cit.*, 50.

² Cf. Konadu & Takyi, 2001, 35-36.

³ Okome, *op. cit.*, 17.

Ghanaians in the U.S. has tripled. Ghanaians have settled all over the United States. For example, there are over 4,000 Ghanaians in Hartford, and over 10,000 Ghanaians in each of the following areas : New York/ New Jersey, Boston/Worcester/ Lowell, Chicago, and Texas.¹

L'instabilité politique, les coups d'État militaires, l'usurpation du pouvoir et l'oppression politique ont donc généré des émeutes interethniques et l'émigration des d'Africains vers l'Amérique du Nord, dont les États-Unis.² L'immigration africaine a augmenté régulièrement après 1980. Environ 150.000 Africains ont émigré légalement aux États-Unis dans les années 1980, 250.000 dans les années 1990, et près de 310.000 au début des années 2000. Il faut par ailleurs y ajouter un grand nombre d'Africains qui, tous les ans, entrent aux États-Unis clandestinement.³ Par exemple, le conflit armé entre l'Erythrée et l'Éthiopie a entraîné l'émigration de milliers d'Erythréens vers l'Amérique du Nord. Comme l'a observé Selassie Bereket :

A war between Eritrea and Ethiopia from 1961 to 1991, for example, led to a steady, massive stream of refugees from Eritrea. More than 30,000 Eritreans fled to North America alone (about 80 percent of these between 1981 and 1988), with at least one third, or 10,000, settling in the Washington area.⁴

L'Éthiopie est un bon exemple de ces conflits internes de la période postcoloniale entraînant une vague d'émigration. Joseph Takougang a examiné l'afflux des réfugiés éthiopiens aux États-Unis résultant de la guerre civile :

¹ Cf. Ghanaian Migration to the United States.

<http://www.usccb.org/mrs/pcmr/ethnicities/ghanaian.shtml>

² Gordon A., *op. cit.*, 86 ; Smith, *op. cit.*, 56 ; Bodie, 2003, 1 ; Falola & Afolabi, 2008, 198.

³ *Irinkerindo : A Journal of African Migration*

Issue 1, sept. 2002

⁴ Bereket, 1996, 5.

One of the reasons for the presence of a large number of Ethiopian emigrés in the United States in the last decade and a half may be attributed to the civil war that had rampaged the country, especially during the Marxist regime of President Mengistu Haile Mariam (1977-1991), and the willingness of the United States to admit political refugees from the country.¹

L'Afrique des indépendances, c'est en fait celle des guerres civiles qui ont jeté sur les routes des milliers de populations civiles. Le conflit du Katanga (1960-65) et la guerre angolaise (longue de 15 ans) ont déplacé vers des zones plus ou moins clémentes des hommes, des femmes et des enfants fuyant la violence militaire.²

On pourrait également citer la guerre du Biafra (Nigeria) en 1967 qui a entraîné le pays à la ruine et forcé des populations civiles à l'exil. Un Nigérian de Washington, D.C. en témoigne : « When the war in my country tore apart the rich fabric of cultural and social life at home, I found myself living in the Washington, D.C. area for an indefinite period. »³

Ce migrant est loin d'être un cas isolé, un tiers des chauffeurs de taxis nigériens de Washington, D.C. et de Miami ont dû quitter le Nigeria à cause des événements politiques et conflits interethniques. Rares sont les pays d'Afrique subsaharienne qui n'ont pas connu de guerre civile dans leur histoire. Certains pays tels que le Rwanda, le Congo, la Somalie ou le Libéria ont connu un véritable génocide. Par exemple, en 1992, Washington, D.C. a accueilli près de 800 réfugiés somaliens ayant fui la guerre dans leur pays. Ce qui explique la présence aujourd'hui dans la capitale fédérale d'une grande population somalienne (Hyattsville, 7th Street, Water Street, 14th Street, 18th Street, K Street, California Street, U Street, etc.), mais également plus de 200 réfugiés politiques éthiopiens.⁴

¹ Takougang, *op. cit.*, 53.

² Cf. Ollivier & De Andrade, *op. cit.*, 6 ; Gates & Appiah, *op. cit.*, 107.

³ Extrait de notre questionnaire.

⁴ Cf. *African Resource Center*

C'est à ce titre que Selassie Bereket écrit dans son article intitulé « Washington's New African Immigrants » :

Ethiopia unending war, drought, and famine, and an undemocratic political regime combined with militarization in the 1970s and 1980s, led many young Ethiopians to flee to Sudan, Kenya, Djibouti, and then out of Africa altogether to Europe and North America. Today Ethiopian refugees, the largest African national group in the Washington area, make up the largest Ethiopian community in the United States.¹

Les États-Unis ont des liens historiques et politiques étroits avec l'Éthiopie depuis la seconde guerre mondiale. Ils ont été les principaux alliés de l'Éthiopie dans le conflit érythréen. Tout comme la Somalie, l'Éthiopie a toujours été un point géostratégique pour les Américains (compte tenu de sa position géographique, de sa proximité avec le Golfe Persique et les pays du Moyen-Orient). C'est d'ailleurs en Éthiopie que se trouve la plus grande base militaire américaine d'Afrique, près d'Asmara, qui accueille occasionnellement l'aide humanitaire américaine pour l'Afrique.²

Certains régimes politiques africains sont encore très autoritaires et n'hésitent pas à réprimer dans le sang les révoltes de quelque ampleur. Cela a été le cas en 1992 à Kinshasa (RDC), en 1994 à Brazzaville (Congo), en 1972 à Accra (Ghana), en 1976 à Kampala (Ouganda), en 1979 à Monrovia (Libéria), en 1980 à Addis-Abeba (Ethiopie), en mars 1991 à Bamako (Mali), en 2004 à Lomé (Togo), en 2005 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ou en décembre 2007 à Nairobi (Kenya) lors de la réélection de Mwai Kibaki.

Ce climat politique agité a généré des flux migratoires. *The African Times/USA* du 2 juin 2006 évoque la situation d'une réfugiée politique éthiopienne, dont les débuts à New York furent extrêmement difficiles :

<Disponible sur <http://www.arceam.org>>. (consulté le 16 avril 2006)

Voir également Macharia, 2000, 3 ; Stoller, 2002, 8 ; Tomasi, 1983, 18.

¹ Bereket, *op. cit.*, 5.

² A. Gordon, 1998, 8.

In 1980, Awa, her husband, two sons, and a newborn daughter flee Ethiopia to Kenya after a new political regime is introduced that threatens their lives. In 1983, she obtains a Diverse Visa to enter US and sponsorship from the New York Association for New Americans (NYANA). That year, her family arrives in America and are immediately placed in hotel accommodations for 5 days and given \$75 for two weeks, twice.

Awa and her family are moved to an apartment building procured by NYANA and receives recommendation that she and her husband apply for public assistance and SS cards ; there are 13 or 14 other families in small roach and rat-infested apartment building.[...] Today, she has two children in major universities, one already graduated and on his way to law school, and another daughter at prestigious private high school.¹

Dans *Invisible Sojourners : African Immigrant Diaspora in the United States*, John Arthur porte un regard lucide sur la société africaine postcoloniale. Il décrit la violence latente, des tribus rwandaises hostiles et potentiellement violentes. Il fait également référence aux quantités de migrants africains qui ont fui les massacres perpétrés par l'armée pour se réfugier aux États-Unis. On peut citer l'exemple de ce Ghanéen qui a fui l'oppression du régime dictatorial de son pays, dont parle Arthur. Celui-ci habite dorénavant dans l'État de Géorgie :

An immigrant from Ghana, residing in Atlanta, who was a victim of General Acheampong's reign of terror against university students in the 1970s, stated that "the lesson is there for future African leaders to see that African leaders who gain and hold on to power by stealth and by the barrel of the gun eventually fall by the same tactic. When military officials usurp power using violence to overthrow other military or

¹ *The African Times/ USA*

<<http://www.theafricantimes.com>>. (consulté le 5 juillet 2006)

civilian regimes, they also become vulnerable to insurrections and violence when future government takeovers occur. ¹

Près d'un demi-siècle après les indépendances, 70% des États d'Afrique fonctionnent encore selon une logique de la violence. John Arthur rend compte de cette absurdité et de ce qu'il appelle le règne de la terreur. Cette terreur participe d'une méthode d'intimidation et de corruption, souvent dénoncée par les migrants africains.

Aussi précise-t-il : « The African immigrants are unequivocally opposed to military dictatorships and to African leaders who have anointed themselves as life-long presidents ; they characterized most of these leaders as despotic and tyrannical. »²

80% des pays aujourd'hui indépendants se heurtent à des problèmes politiques considérables.³ La diversité ethnique, c'est-à-dire la présence de tribus distinctes au sein de ces pays, a été à l'origine d'une crise politique profonde. 90% des guerres civiles en Afrique subsaharienne ont été déclenchées par des rivalités politiques dues à la lutte interethnique pour le leadership.⁴

Herman Nickel a raison d'affirmer que :

Sadly, it is this lack of accountability—and the resultant profusion of corruption, bloated bureaucracies, underperforming parastatals and abuse of power—that has become Africa's common denomination, from single party left-wing regimes to conservative President-for-life autocracies.⁵

¹ Arthur, 2000, 89.

² *Ibid.*

³ Voir *supra*, note 1.

⁴ Takougang, 2003, 2.

⁵ Nickel, 1990, A 18.

Pour 65% des opposants aux régimes politiques en place, en l'occurrence, la seule issue est la fuite vers d'autres continents (Europe, Amérique). Ils ne se sentent plus en sécurité dans leur propre pays et vivent dans la crainte, tout en entretenant l'espoir de voir un jour naître en Afrique une démocratie digne de ce nom et la reconnaissance effective des droits de l'homme. C'est dans cette perspective que Diana Baird a écrit :

African immigrant communities vary considerably in size, in the length of time they have been in the United States, and in the circumstances that brought them to this country. Some individuals came with scholarships to American universities ; others fled oppressive political situations with "only the shirt on their backs," as one Ethiopian educator/ cab driver explains. Still others came as businessmen and women.¹

Par ailleurs, l'instabilité de la situation politique en Afrique postcoloniale, les régimes politiques corrompus et le déclin économique ont engendré un climat défavorable aux investissements intérieurs et étrangers.² C'est sans doute la raison pour laquelle le sociologue français René Dumont estimait en 1962, pessimiste, que « L'Afrique noire [était] mal partie »³.

Le chômage et l'insécurité ont légitimé, chez certains Africains, les rêves les plus fous. Entre 1985 et 1992 plus d'un millier de jeunes Africains (Sénégalais, Guinéens, Nigériens, Gambiens, Nigériens, Béninois, Gabonais, Ivoiriens en

¹ BAIRD, Diana. « The African Immigrant Folklife Study Project. »

<Article disponible sur <http://www.folklife.si.edu/africa/about.htm>>. (consulté le 29 août 2006)

² Gordon April, *op. cit.*, 87 ; Apraku, *op. cit.*, 82 ; Takougang, *op. cit.*, 53.

Kofi Apraku a eu raison de dire que : « without political pluralism, economic pluralism becomes very difficult to achieve, and without economic pluralism, private sector development becomes a very difficult and unrealistic proposition in Africa. »

Apraku, *op. cit.*, 82.

³ René Dumont, cité dans *Afrique-États-Unis*, *op. cit.*, 19.

l'occurrence) ont disparu dans l'océan atlantique en tentant de regagner la côte est des États-Unis sur des bateaux de fortune.¹ Par exemple, le 28 janvier 2007, la police des frontières maritimes des États-Unis a arrêté 14 migrants clandestins sénégalais au large de New York, au terme d'une traversée de l'océan atlantique de 47 jours sur un bateau de pêche.² Des centaines d'autres sont morts en s'introduisant dans des trains d'atterrissage d'avions en partance de Dakar, d'Accra, de Khartoum, de Luanda, de Bamako, de Lagos et d'Abidjan.³ C'est dans ce contexte que Manthia Diawara a écrit dans l'introduction de son livre qui s'intitule *We Won't Budge : An African Exile in the World* :

My frustration came partly from the fact that nothing has changed since 1974, when I, myself, had left Bamako, Mali with other young people of my generation to go to America. Still today, the youth are fighting to get out of Africa, to run away from abject poverty, unemployment, civil and tribal wars, religious persecution, corruption, and government oppression.⁴

Entre 1961 et 1978, environ 18.000 intellectuels africains ont dû fuir leur pays pour se réfugier aux États-Unis d'Amérique où ils espéraient être libres. Pour avoir critiqué ouvertement (notamment dans leurs œuvres) le système totalitaire, certains écrivains africains (Mongo Beti, Wole Soyinka, Maxime N'Débeka, entre autres) ont été contraints de vivre hors de leurs patries. D'autres ont fait l'expérience des geôles.

Chinua Achebe (écrivain nigérian) en fournit l'exemple. Il a été persécuté par les autorités politiques de son pays après la parution, en 1966, de son roman sarcastique intitulé *A Man of the People*, dont la version française – parue aux Éditions Abidjan – s'intitule *Le Démagogue*. Le livre dénonce, en effet, les dérives autoritaires d'un chef d'État africain ; c'est aussi une critique sociale des politiciens

¹ « Les migrants d'Afrique. » *Afrique-États-Unis* 630 (1993): 30.

² Cf. *The New York Amsterdam News*, March 29-April 4, 2007, A6.

³ *Afrique-États-Unis*, op. cit., 30.

⁴ Diawara, 2003, 6.

corrompus d'Afrique. Achebe s'est exilé aux États-Unis où il a enseigné pendant vingt ans à l'Université du Massachusetts.¹ Il est loin d'être un cas isolé. James Ngugi, écrivain kenyan, a été incarcéré en 1977 pour avoir critiqué le régime en place dans son pays. Trois mois après sa sortie de prison, il est parti vivre aux États-Unis où il travaille désormais comme « Professor of Comparative Literature and Performance Studies » à New York State University.² L'intention n'est pas de se limiter à ces deux pays, mais de les considérer comme une illustration de ce qui se passe également dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne. En général, le chemin de l'exil passe par un harcèlement sans pareil des pouvoirs en place en Afrique, ou même par une prison politique. L'Afrique des indépendances est celle des limites et des frontières – frontières physiques et morales.

Il est important de noter que les écrivains comme Jean Malonga, Sony Labou Tansi, Mongo Beti ou Jean Pierre Makouta Mboukou et les journalistes politiques africains tels que Jean Claude Kakou ou Edmond Phillipe Gali, perçoivent la capitale politique de leur pays comme un centre oppressif, un lieu clos, voire « une prison ». Emprisonnés, enfermés et exclus, ceux-ci tentent, au travers de la plume, d'émerger hors de ce lieu clos.³

Achebe est l'un des écrivains de son pays à avoir conquis une solide renommée au-delà des frontières nationales. De même, il est au premier rang des intellectuels africains à avoir marqué une distance critique vis-à-vis des nouveaux pouvoirs mis en place après les indépendances. Il a payé son audace au prix de toute une vie professionnelle passée en exil aux États-Unis – un exil forcé qu'il a souvent dénoncé lors d'entretiens.

Il est pertinent de tenter d'établir les rapports de proportion entre le flux des exilés et la rigueur des tyrannies locales, en s'efforçant de pratiquer une lecture diachronique éclairée des vagues migratoires au sein de tout un pan de l'histoire sociopolitique du continent africain. Il faut distinguer exil politique et exil économique, tout en percevant leurs relations. Nous nous garderons de schématiser

¹ Okome, 2002, 16.

² *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 17.

³ Diop, *op. cit.*, 108.

ces deux types d'exil qui se recoupent souvent et nous observerons les cheminements des exilés politiques ou intellectuels comme ceux de leurs congénères exilés économiques.

L'immigration africaine aux États-Unis s'est accentuée au cours des années 1980 et 1990. Nombre d'Africains ont émigré vers les États-Unis, souvent pour des raisons idéologiques. Les trois-quarts des pays d'Afrique subsaharienne précités ayant opté pour une idéologie marxiste-léniniste.

C'est au cours de cette période que l'on a commencé à parler de la fuite des cerveaux.¹ L'un des facteurs clés de cette immigration est la dictature politique. Comme l'ont constaté Sylviane Diouf et Howard Dodson :

Emigrants were not only pushed out of their countries, they were also pulled to the United States. A number of favorable immigration policies enabled them to make the journey in much greater numbers than before. Tens of thousands of political refugees from Ethiopia and Eritrea, living under a Marxist regime, were allowed entry in the mid-1980s, and when the Immigration Reform and Control Act of 1986 legalized the status of eligible illegal aliens, more than 31 000 African applied.²

Par exemple, en Ouganda, ex-Zaïre, Angola, Bénin, Congo, Libéria, Nigeria, Ghana, Centrafrique, Togo, Cameroun, Zambie, etc. la situation politique était caractérisée par la censure politique, la sacralisation du pouvoir, le culte de la personnalité poussé à l'extrême, des arrestations arbitraires d'opposants politiques, des tortures, des condamnations sans jugement.³

¹ Cf. Brown, 2002, 3 ; Diouf, 1991, 22 ; Mutume, 2003, 18 ; Okome, 2002, 14 ; Takougang, 1995, 51 ; A. Gordon, 1998, 86.

Selon Diouf, la fuite des cerveaux se produit lorsqu'un pays perd sa main d'œuvre qualifiée en raison de l'émigration.

Diouf, 1991, 22.

² Dodson & Diouf, *op. cit.*, 2.

³ Takougang, 1995, 51 ; Okome, *op. cit.*, 14.

Parmi les intellectuels africains de renom qui ont quitté l'Afrique pour s'exiler aux États-Unis, nous pouvons citer : l'historien congolais Théophile Obenga, Professeur à L'Université de San Francisco, le sociologue libérien Zuberi (actuel directeur du *Center for Africana* de l'Université de Pennsylvanie), Christina Anyanwu¹, journaliste nigériane exilée à Washington, D.C., Sunday Joseph Otengho, médecin ougandais exilé en Californie et Président de *Association for the Advancement of Africa*, l'écrivain congolais Emmanuel Dongala, Professeur de littérature à Simon's Rock College dans le Massachusetts, le philosophe ghanéen Kwasi Wiredu, Professeur à l'Université de Floride (Tampa), l'Informaticien-Mathématicien nigérian Philip Emeagwali qui est considéré comme un des pionniers d'Internet aux États-Unis, Kofi Kissi Dompere, Professeur d'économie à Howard University, l'écrivain d'origine ghanéenne Ama Ata Aidoo, Professeure de littérature africaine à Brown University (Rhode Island), le sociologue kenyan Kinuthia Macharia, Professeur à la American University (Washington, D.C.), l'historien ghanéen Emmanuel Akeampong, Professeur à Harvard, le géographe ghanéen Agyemang Konadu de l'Université d'Akron (OHIO), les économistes congolais Jacques Katuala et Jean Makidu, tous deux Professeurs à l'Université d'Atlanta, la sociologue nigériane Christie Achebe, Professeur à Bard College (New York), le ghanéen Kofi Agawu, Professeur de musicologie à l'Université de Princeton, le Nigérian Toyin Falola, Professeur d'histoire à l'Université de Texas (Austin), le Nigérian Jacob K. Olupona, Professeur d'études religieuses à l'Université de Californie (Davis), le Congolais Aliko Songolo, Professeur de littérature africaine à l'Université du Wisconsin (Madison), le Nigérian Emmanuel

¹ Christiana Anyanwu, journaliste politique nigériane et lauréate du prix Courage-1995 de la FIFM « Courage in Journalism » a passé trois ans en prison après qu'une série d'articles qu'elle a publiés au sujet d'un complot supposé ait provoqué la colère du dirigeant maintenant disparu, le général Sani Abacha.

A l'époque de son emprisonnement, sa famille - dont ses deux enfants - était partie vivre aux États-Unis et elle l'a rejointe après sa libération.

<Disponible sur <http://www.annuaire-au-feminin.tm.fr/bioanyanwuchristiana.html>>. (consulté le 14 février 2006)

Ike Udogu, politologue à l'Université Francis Marion (Caroline du Sud), le Congolais Yves-Valentin Mudimbe, écrivain et Professeur de littérature à l'Université de Duke (Caroline du Nord) et à l'Université de Stanford, le Nigérian Isidore Okpewho, Professeur de Littérature comparée à Binghamton University (Sunny), l'historien sénégalais Mamadou Diouf, Professeur à l'Université du Michigan, le Ghanéen Moradewun Adejunmobi, Professeur d'études africaines à l'Université de Californie (Davis), le Camerounais Ambroise Kom, Professeur de littérature africaine-américaine au College of the Holy Cross (Worcester), le Nigérian Ify Iweriebor, journaliste à New York, la Nigériane Anthonia Kalu, Professeur de linguistique à l'Université du Colorado, le Congolais Lokangala Losambe, Professeur d'Anglais à l'Université de Vermont, la Nigériane Titilayo Ufomata, Professeur de Speech and Communication à Kentucky State University, le Nigérian Olufemi Vaughan, Professeur en sciences politiques à Stony Brook University (Sunny), Célestin Monga, économiste à la Banque mondiale à Washington, D.C., l'Ivoirienne N'Dri Thérèse Assié-Lumumba, Professeure d'études africaines à Cornell University, le Nigérian Francis Abiola Irele, Professeur de littérature africaine et africaine-américaine à Harvard,¹ la liste est sélective mais longue, que l'on nous en tienne pas rigueur.

Selon un rapport de l'UNESCO (United Nations Educational Scientific and Cultural Organization) de 1995, 39% des universitaires africains travailleraient en Occident, soit 20% en Amérique du Nord (États-Unis, Canada) et 19% en Europe.²

Il va sans dire que la contestation des intellectuels africains face à la dictature de certains chefs d'État a été remarquable. Pour ne s'en tenir qu'à l'Ouganda, on peut noter qu'au cours de la décennie 1970-1980, le pays a perdu environ 40% de ses journalistes et universitaires.³ 30% d'entre eux se sont exilés

¹ *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 26.

² Cf. Rapport de l'UNESCO cité dans *Irinkerindo : A Journal of African Migration*.
<<http://www.africamigration.com>>. (consulté le 14 avril 2006)

³ *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 24.

aux États-Unis pour des raisons politiques et au nom de principes idéologiques.¹ L'Université était le siège de la contestation sociale aussi bien au Congo qu'en Ethiopie dans les années 1980. Ceci valide très précisément cette hypothèse. Le dilemme de l'intellectuel africain consiste très souvent à se mettre au service du dictateur ou à s'exiler, comme dirait Léopold Sédar Senghor, « à jouer les laquais du potentat local ou aider à la consolidation des puissances impériales par un dur labeur. »²

Car l'avènement des indépendances et la lutte pour le pouvoir qui a suivi a divisé l'intelligentsia africaine en deux catégories : d'un côté les intellectuels liés au pouvoir de manière « organique », de l'autre les dissidents.

On parle beaucoup de la fuite des « cerveaux » d'Afrique (scientifiques, médecins, ingénieurs, économistes, juristes, spécialistes des technologies de l'information et d'autres experts hautement qualifiés) vers l'Amérique du Nord ; concernant ces derniers il est parfois malaisé de différencier l'exil politique de l'exil économique.

Les données statistiques sur les départs et les destinations, une présentation plus complète des formes d'exil et de leurs impacts sur l'identité constituent autant de pistes de recherches qui restent encore à explorer. Par exemple, que reste-t-il des mœurs et cultures des familles Yoruba, Malinké ou Bamiléké installées aux États-Unis ? Les migrants africains influencent-ils les habitudes des populations autochtones ? Que dire de la génération des Africains nés en exil qui ne connaissent d'autres réalités que celle du Nouveau Monde ?

¹ *Ibid.*

² Cf. Léopold Sédar Senghor cité dans *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 18.

1.2. Les facteurs religieux et politiques.

Les persécutions religieuses, les conflits interconfessionnels, le fondamentalisme et l'extrémisme religieux constituent également un facteur essentiel des migrations africaines vers les États-Unis d'Amérique.

En effet, l'église chrétienne selon René Laremont, a du mal à trouver sa place et à s'affirmer dans des pays musulmans d'Afrique noire tels que le Soudan, l'Éthiopie, la Tanzanie, l'Ouganda, le Tchad, l'Erythrée, la Somalie, le Niger, la Gambie, ou le Mali. Les fondamentalistes musulmans sont hostiles ou s'opposent fermement à la présence chrétienne dans ces pays. Les membres de l'église chrétienne étant considérés comme des « infidèles ».¹

Les musulmans radicaux obligent la minorité chrétienne à se convertir à l'islam : le port du foulard islamique obligatoire pour les femmes chrétiennes sous peine d'être assassinées. La minorité chrétienne se trouve donc assujettie. Face à l'intolérance (discrimination à l'embauche sur la base de la religion), aux agressions et à la menace des intégristes musulmans, certains membres de l'église chrétienne (qui représentent 38% dans un pays comme le Soudan ; 12% en Erythrée ; 5% au Sénégal) ont dû quitter leur pays pour se réfugier en Europe et aux États-Unis d'Amérique.²

En Afrique australe, la ségrégation raciale a été à l'origine des départs massifs des populations vers les États-Unis d'Amérique. Des intellectuels sud-africains noirs tels qu'Alex La Guma, Mphela Makhoba,³ Dennis Brutus, entre

¹ Laremont, 1995, 7.

² Cf. Okome, 2002, 17.

³ « South African poet Mphela Makhoba whose work was part of a cultural struggle against apartheid lives in Miami. His poetry performances grow out of Sotho ritual invocations. Self-exiled from South Africa in the 1960s, Makhoba came to the United States to continue his art and resistance. »

Cf. BAIRD, Diana. « The African Immigrant Folklife Study Project. »

<Article disponible sur <http://www.folklife.si.edu/africa/about.htm>>. (consulté le 29 août 2006)

autres, qui tentaient de dénoncer le système politique du gouvernement de Prétoria (sous Pieter Willem Botha) basé sur l'apartheid, ont vu leurs ouvrages censurés. Les uns ont été incarcérés et les autres ont été persécutés (lettres anonymes, menaces de mort...) et forcés à l'exil.¹ A ce sujet, Takougang écrit :

Because of its policy of apartheid that treated the colored and Black population as second and third class citizens respectively, many Black South Africans were forced to flee to the United States. Although some of these South Africans might have come to the United States as students, the decision to remain in the country after their studies was due to the fear that their criticism of the White regime while in the United States could lead to their persecution if they returned home.²

A titre d'exemple, en 1960, à la suite du massacre de Sharpeville, où 69 manifestants noirs contre le port obligatoire du *Pass* ont été tués par la police, les organisations anti-apartheid, dont le congrès national africain (ANC), ont été interdites. Une fois ces organisations réduites à la clandestinité, certains de leurs dirigeants engagés dans la lutte armée ont été mis en prison, d'autres se sont exilés aux États-Unis.³

¹ Tsietsi Mashinini, leader des étudiants qui se sont révoltés à Soweto le 16 juin 1976, est un des Sud-Africains noirs qui ont quitté leur pays pour des raisons politiques.

Par ailleurs, 48% des Sud-Africains noirs originaires de Johannesburg ont immigré aux États-Unis à cause de la politique d'Apartheid sous P. W. Botha avant que Frederick de Klerk, son successeur, ne renonce à cette politique en réformant la constitution qui donne désormais aux Noirs et aux Métis le droit de vote. Les Sud-Africains représentent 12% des migrants africains aux États-Unis.

A la question de savoir « Pourquoi avez-vous immigré aux États-Unis ?, » Un des réfugiés politiques sud-africains (noirs) répond : « Parce que je ne voulais pas vivre dans un pays où mes enfants seraient considérés comme des citoyens de seconde zone. »

Extrait de notre questionnaire.

² Takougang, *op. cit.*, 53.

³ Adelman, *op. cit.*, 12 ; Smith, *op. cit.*, 40.

C'est en Floride, dans cet État de la *Sunbelt* que résident 38% des migrants originaires d'Afrique australe,¹ sans doute pour des raisons climatiques autant qu'historiques. En effet, dans les années 1970 et 1980, des dizaines de bateaux transportant des matières premières reliaient le Cap de Bonne Espérance à Miami. L'Afrique du Sud (première puissance économique du continent africain) compte parmi les plus grands producteurs mondiaux d'or, de diamant, de chrome et de titane. 80% des illégaux sud-africains interpellés par la police des frontières de Miami se dissimulaient à bord de ces bateaux au cours de cette période.² 18.5% des réfugiés sud-africains habitent à Liberty City, un quartier noir de Miami et 16% d'entre eux résident à Overtown.³ Aussi, la Floride est un des États d'Amérique qui ont accueilli le plus grand nombre de réfugiés politiques (40% selon *The Migration Information Source*)⁴ : qu'il s'agisse des réfugiés cubains fuyant le régime communiste de Fidel Castro ou des Sud-Africains opprimés dans leur pays. Par ailleurs, la législation américaine garantit aux réfugiés politiques le droit de travailler aux États-Unis. Comme le souligne Selassie Bereket dans l'article précédemment cité : « Political refugees—a majority among Africans—are automatically eligible for employment in the United States under current immigration laws ».⁵

La fin de l'apartheid et l'arrivée du leader charismatique Nelson Mandela au pouvoir en 1994 n'ont pas incité tous les migrants sud-africains à rentrer au pays. Car, même si les lois ségrégationnistes ont été abolies dans ce pays, la situation économique d'environ 48% des autochtones ne s'est pas améliorée pour autant. Il faudra sans doute plusieurs années pour réduire la pauvreté dans les

¹ La population sud-africaine de Floride est estimée à 84.696 habitants.

Source : *U.S. Census Bureau*, 2000.

² « Les migrants d'Afrique. » *Afrique-États-Unis*, *op. cit.*, 15.

³ *Ibid.*

⁴ Cf. *The Migration Information Source : U.S. in Focus*

Washington, D.C.

<<http://www.migrationinformation.org>>. (consulté le 8 mai 2006)

⁵ Bereket, *op. cit.*, 7.

townships et dans les bidonvilles situés à la périphérie de Johannesburg.¹ La deuxième génération des Sud-Africains, c'est-à-dire, les enfants nés aux États-Unis auraient des difficultés à s'accoutumer au mode de vie du pays de leurs parents.²

Par ailleurs, la criminalité en Afrique du Sud ne cesse de croître. Depuis 2004, Johannesburg occupe la première place des villes les plus dangereuses d'Afrique, suivies de Lagos et Kinshasa.³

L'« Ivoirité », un concept ultranationaliste et xénophobe développé en Côte d'Ivoire entre 1993-1999 sous la présidence d'Henry Konan Bédié, a déclenché un climat d'incertitude politique et de tension sociale sans précédent dans ce pays et provoqué l'exil de milliers d'Ivoiriens aux États-Unis et en Europe. C'est le cas du chanteur de reggae Tiken Jah Fakoly qui vit aujourd'hui entre New York et Bamako. Le pays a été divisé en deux fractions antagonistes : musulmans d'un côté et chrétiens de l'autre. Les Ivoiriens d'origine étrangère se sont vus refuser tout droit à la citoyenneté, et plusieurs étrangers ont été expulsés du pays. Bédié était accusé par ses opposants (le général Robert Gueï, Alassane Ouattara, entre autres) d'utiliser la tactique « diviser pour mieux régner », de vouloir fustiger ses adversaires politiques ; des centaines de dissidents et une dizaine de journalistes ont été assassinés, sans parler d'autres opposants politiques (une cinquantaine environ) qui ont été condamnés à des peines de prison ou aux travaux forcés.⁴ Ces journalistes ont été tués pour avoir dénoncé les dérives autoritaires de l'État en ce qui concerne le traitement réservé aux opposants politiques dans ce pays.⁵

¹ Richmond, 1994, 6.

² Kromah, *op. cit.*, 23.

³ Cf. *African Events*

<<http://www.africaevent.com>>. (consulté le 10 avril 2006)

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

1.3. Les facteurs socioéconomiques.

Les facteurs historiques qui ont provoqué l'émigration des Africains vers les États-Unis sont liés aux fléaux sociaux et économiques en Afrique. D'un point de vue économique, politique et démographique, toutes les conditions étaient rassemblées pour multiplier les volontés de départs. Le chômage et la recherche d'une vie meilleure sont évoqués par près de 38% des migrants africains établis aux États-Unis en tant que facteurs d'immigration.¹ Selon *The Migration Information Source* : « Every day African immigrants come to the United States seeking a better life for themselves and their families. They are often driven from their countries of birth by hunger, political repression and a lack of decent jobs. »²

L'historien Joseph Takougang considère que le chômage, la pauvreté et l'instabilité politique en Afrique subsaharienne sont à l'origine des migrations des Africains vers les États-Unis d'Amérique. Ainsi affirme-t-il : « The severe economic difficulties, increased poverty and political instability that have plagued many African countries in the last two decades have resulted in the large scale migration of Africans to the United States. »³

Le chômage et la pauvreté sont liés à la corruption. Comme nous le rappelle Takougang :

More than four decades after independence the economy of most African states is characterized by grinding poverty, endemic corruption and high rates of unemployment. The rate of immigration among skilled and professional Africans to the United States has increased as the economic situation on the continent has grown worse. In 1964, for example, only 1.4 percent of the estimated number of professionals in

¹ Notre questionnaire.

² *The Migration Information Source : U.S. in Focus*
<<http://www.migrationinformation.org>>. (consulté le 8 mai 2006)

³ Takougang, *op. cit.*, 52.

the United States were from Africa. However, by 1968, the number had jumped to 2.1 percent and 6.7 percent in 1970.¹

Par exemple, le Zimbabwe des années 1980 était un pays économiquement avancé en comparaison avec les autres pays d'Afrique subsaharienne tels que le Niger, le Mali, le Centrafrique ou le Tchad. Son PIB par habitant était de 8200 dollars.² Des exportations supérieures aux importations (son PNB étant de 620 millions de dollars³) et des rendements agricoles très élevés, une industrie en pleine expansion. Cette description correspond à n'importe quel pays en développement certes les inégalités entre les Zimbabwéens noirs et ceux d'origine européenne étaient astronomiques et inacceptables, et le nouveau gouvernement avait la lourde tâche de rééquilibrer les choses. Non seulement le nouveau dirigeant du pays n'a rien rééquilibré du tout, mais il a réussi à mécontenter tout le peuple : le parti frère pendant la lutte pour l'indépendance, dont il a exclu le chef du gouvernement et instauré la dictature du parti unique ; les autochtones à qui il n'a rien apporté ; ses compatriotes d'origine européenne qu'il a choisis comme boucs émissaires de son échec et du dysfonctionnement du pays ; les homosexuels qu'il considère comme des *personae non grata* dans son pays au cours de ses discours politiques, etc. Ainsi, la nation prospère des années 1980 a rejoint la tête du peloton des pays qui se développent à reculons.⁴ Offusqués et sidérés, 80% des Zimbabwéens ne se reconnaissaient plus dans de telles pratiques politiques. Entre 1990 et 1995, environ 6500 Zimbabwéens ont dû quitter leur pays pour trouver refuge aux États-Unis. Aujourd'hui, 35% des universitaires et autres migrants zimbabwéens qualifiés travaillent outre-Atlantique.⁵

¹ *Ibid.*, 53.

² Cf. FAOSTAT, Banque Mondiale, 2006.

³ *Ibid.*

⁴ Par exemple, en 2001, le PIB du Zimbabwe par habitant était de 480 dollars. Celui du Niger était de 890 dollars et celui du Tchad, 1070 dollars.

Cf. Smith, *op. cit.*, 76.

⁵ *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 28.

Par le passé, le Nigeria était aussi un des pays d'Afrique subsaharienne qui bénéficiaient d'un niveau de développement économique important, grâce à ses ressources pétrolifères. La baisse du prix du baril de pétrole dans les années 1980 associée au problème de gestion des ressources financières générées par cette matière première ont appauvri ce pays. Entre 1980 et 1990, des milliers de Nigériens ont émigré vers l'Amérique du Nord.¹ A ce propos, Joseph Takougang affirme que :

Nigeria, which in the 1970s enjoyed a healthy economy and the status of a middle income country because of the high price it received for its oil, had by 1993, fallen to the ranks of one of the poorest nations in the world primarily because of a decline in the price of its oil.²

Au Libéria, les Africains-Américains avaient dominé la vie politique du pays depuis sa fondation en 1847 par des esclaves libérés.³ Les disparités économiques et sociales entre les descendants des Américains et les indigènes (Krumen, Mandingues) créaient un profond ressentiment et une colère qui ont amené un coup d'État sanglant et finalement l'arrivée de Samuel Doe au pouvoir en avril 1980.

William Richard Tolbert, Jr., un Africain-Américain, a été assassiné par l'armée et Samuel Doe s'est proclamé premier Président indigène du Libéria. Il s'en est suivi plusieurs mois de répression sanglante contre les Africains-

¹ *Ibid.*

Voir aussi « Nigeria : Where Does it Go From Here ? » *West Africa*, Oct. 4-10(1993): 1760.

² Takougang, 1995, 54.

³ Le Libéria fut découvert par les Portugais et fréquenté par les marchands européens. En 1822, la Société américaine de colonisation, fondée en 1816, commence à y établir des esclaves noirs libérés, malgré l'hostilité des autochtones. En 1847, la république du Libéria, indépendante, est proclamée ; la capitale est nommée Monrovia en l'honneur du président américain James Monroe. Ce pays a des liens historiques et économiques importants avec les États-Unis.

Cf. *Encyclopaedia Universalis*, 1996, 726 ; *Le Petit Larousse*, 2005, 1470 ; Gates & Appiah, *op. cit.*, 1328.

Américains. Il y avait, dans ce pays, une ségrégation sociale entre les Africains-Américains (aussi appelés « Americo-Liberians ») et les autochtones (« Native Liberians »). Sous la présidence de Tolbert, le taux de chômage des indigènes (35% en 1979) était quasiment le double de celui des Africains-Américains.¹ Cette situation sociale trouble a déclenché l'émigration d'environ 18.000 Libériens vers les États-Unis entre 1978 et 1985.²

La Sierra Leone voisine a aussi connu un climat d'agitation sociale au début des années 1990. Le pays s'est enfoncé dans la pauvreté et la violence. En 1993, les émeutes dans la capitale (Freetown) ont conduit près de 2000 Sierra-Léonais à traverser l'océan atlantique pour se réfugier aux États-Unis.³

La Côte d'Ivoire, quant à elle, fut jadis l'une des économies africaines les mieux gérées, attirant des émigrants africains à la recherche de débouchés. Mais ce paradis des émigrants d'Afrique de l'Est et de l'Ouest par le passé, a sombré dans la guerre civile en 2005. Depuis, le pays connaît un exode massif de ses travailleurs qualifiés en raison de la crise économique et politique. Précisons que les États-Unis sont la deuxième destination des migrants ivoiriens après la France. *Afrique-États-Unis* estime que 1500 travailleurs sociaux sur les 3000 que comptaient Abidjan et Bouaké sont partis aux États-Unis.⁴

Il existe de ce point de vue une corrélation entre la situation socioéconomique du continent africain et l'accélération des flux migratoires vers les États-Unis. Baffour Takyi fait remarquer que :

Since the 1970s Africa has been facing persistent economic problems, which have led to a steep deterioration in the condition of the well being of a majority of Africans. Manifestations of economic decline in Africa include declining food availability, worsening balance of payment

¹ *Afrique-États-Unis*, op. cit., 29.

² *Ibid.*

³ Adelman, op. cit., 6.

⁴ *Afrique-États-Unis*

<<http://www.allafrica.com>>. (consulté le 4 mars 2007)

deficits, dwindling foreign exchange revenue, sluggish or negative growth in national income, high rates of inflation, declining productivity especially in the public sector, rising budget deficits, degradation of the physical environment (i.e. deforestation, soil erosion and desertification), rising unemployment, and increasing indebtedness.¹

Crise économique, tribalisme, monopartisme, injustices sociales, intimidations, intérêts particularistes, enrichissements illicites, précarisation généralisée sont des caractéristiques communes à maints pays d'Afrique subsaharienne. Okome résume ainsi la situation préoccupante du continent africain, principale cause de l'émigration des Subsahariens vers l'Occident, ainsi :

Civil wars, human rights violations and repression also cause international migration. During the Nigerian civil war, many from Biafra migrated to Western countries, including the U.S. The Liberian civil war, the Somalian conflict, and the Eritrean-Ethiopian war are other instances where increased immigration was generated as a result of war.

In the heydays of apartheid, many anti-apartheid activists fled to the West. Similarly, dissidents have fled each and everyone of the neo-colonial, one-party, or dictatorial states of Africa (Uganda, Kenya, Ghana, Nigeria). The United States became the first preference of African Immigrants when immigration policies became more restrictive and punitive in the former colonial powers (France, The United Kingdom and other western European countries).²

Dans leur article intitulé « African Immigrants in the USA : Some Reflexion on Their Pre-and Post-Migration Experiences », Agyemang Konadu et Baffour Takyi considèrent la situation sociopolitique de l'Afrique subsaharienne

¹ Cf. Konadu & Takyi, *op. cit.*, 34.

² Okome, *op. cit.*, 15.

comme un facteur déterminant de l'émigration des Africains vers les États-Unis. Leur analyse s'est avérée particulièrement intéressante pour notre recherche. Selon Konadu :

Added to the economic woes are the unending socio-political problems such as ethnic conflicts, civil wars, and political instability that have characterized many African countries for the better part of the past three decades. These have constituted “push” forces that have compelled Africans to respond to the supposed “pull” forces of relatively better socio-economic and political conditions in the USA.¹

Il faut certainement y ajouter des facteurs sociopsychologiques : l'incertitude face à l'avenir, les conditions de vie défavorables, difficiles à supporter (pour des milliers de jeunes Africains), le désir de s'éloigner géographiquement du pays d'origine, le désir d'épanouissement professionnel. La fuite, le cheminement à travers les marécages pour fuir les violences, la quête d'un pays autre, d'une terre d'asile. La question ethnique, utilisée bien souvent par les politiciens africains pour diviser des peuples qui ont toujours vécu ensemble, même si, par moment, ils ont traversé des conflits essentiellement en raison de disputes territoriales. Les guerres tribales ont détruit les liens sociaux et modifié le rapport entre les populations dans une Afrique indépendante.

Le lien social est remis en question au profit du culte d'une identité ethnique (Tutsi contre Hutu au Rwanda, Bété contre Dioula en Côte d'Ivoire) exclusive. Autant dire que la cellule familiale africaine présente aujourd'hui un autre visage ; la démarche solitaire prend le pas sur le groupe.²

L'immigration économique s'est largement développée au milieu des années 1980. New York a vu l'arrivée des milliers de travailleurs migrants, comme en témoigne ce journaliste :

¹ Konadu & Takyi, *op. cit.*, 34.

² Diop, *op. cit.*, 143.

Since the mid-1980s a large number of the African working class immigrated to a particular area of Harlem (116th Street between St. Nicholas and 8th Avenues). This neighbourhood encompasses many African cultures such as people from Somalia, Nigeria, Ethiopia, Ivory Coast, Guinea, Mali and Senegal. The primary language in this Harlem community is English although many of these people also speak French and their native African tongues. Senegalese natives make up the majority of Africans in this area.¹

Si la dégradation de la situation économique des pays africains peut justifier la croissance de l'immigration africaine outre-Atlantique, elle ne peut à elle seule expliquer ces flux.

Un autre facteur important ayant généré les flux migratoires africains vers les États-Unis dans les années 1980 est le changement des politiques d'immigration en Europe occidentale. En effet, jusqu'au début des années 1980, la destination privilégiée de l'émigration africaine est l'Europe occidentale.

Mais les pays traditionnels d'émigration Sud-Nord, c'est-à-dire les anciennes puissances coloniales que sont la France, le Royaume Uni et le Portugal, ayant durci leurs lois sur l'immigration et restreint le droit d'asile, les migrants africains ont opté pour les États-Unis, le Canada, voire l'Australie, profitant par exemple de la libéralisation du droit d'asile et de la politique du regroupement familial aux États-Unis.² Comme nous l'explique Howard Dodson :

Traditionally, African had migrated primarily to their former colonial powers : Great Britain, France, and Portugal, and more than a million sub-Saharan Africans currently live in Europe. But beginning in the late

¹ Cf. *Voices of New York*

<http://www.nyu.edu/classes/blake.map2001>

² Gordon A., 1998, 80 ; Okome, *op. cit.*, 19.

1970s, these countries froze immigration because of economic slowdowns. Immigration to the United States became an option.¹

Entre 1961 et 1970, 29.000 demandeurs d'asile ont été admis aux États-Unis et ce chiffre a atteint 81.000 entre 1971 et 1980.² Pour eux, les États-Unis constituent une terre d'asile pour les opprimés. La restriction du droit d'asile dans l'Hexagone a donc généré des flux migratoires en Amérique du Nord, si l'on en croit Paul Stoller :

More repressive French immigration policies triggered increased African immigration to North America, most scholars seek a broader explanation. They believe that the increased migration of third world peoples—including Africans—to North America devolves directly from what economists call global restructuring.³

Au milieu des années 1980, l'Europe de l'Ouest n'était donc plus la principale destination des migrants africains à cause des lois européennes sur l'immigration jugées trop restrictives, notamment en France, en Espagne et en Allemagne.⁴ Cette politique migratoire, et singulièrement les restrictions apportées aux conditions de séjour des migrants, a eu pour conséquence, entre autres, un accroissement de l'immigration africaine dans le Nouveau Monde. Agyemang Konadu partage cet avis :

The increasing popularity of the USA as the destination of African immigrants can be traced to several pull factors, among which are the tightening up of immigration rules in Europe in the late 1970s and early 1980s, which coincided with the liberalization in the U.S. and Canada.

¹ Dodson & Diouf, *op. cit.*, 1.

² *Ibid.*

³ Stoller, *op. cit.*, 17.

⁴ Tiyambe, *op. cit.*, 11.

The apparent prosperity of the United States vis à vis stagnating economic conditions and increasing xenophobia in traditional African destination places, Britain, France, and Belgium. Indeed, in recent times, increasing numbers of African immigrants have suffered assaults, and even death, at the hands of Skinheads in Europe, especially in Germany. Even “friendly” nations like Spain, France, and Italy no longer welcome Africans with open arms, especially as their own economies begin to deteriorate.¹

Aujourd’hui, avec l’instauration et le développement du multipartisme sur l’ensemble du continent africain, les migrations africaines ont tendance à ralentir, bien que certains Africains soient toujours tentés de traverser illégalement les frontières pour échapper à la pauvreté et à la misère.

Les Africains exerçant une profession libérale (médecins, consultants, experts-comptables, journalistes, avocats et hommes d’affaires) étaient, d’après Kofi Apraku – ancien Professeur d’économie à l’Université de Caroline du Nord – en quête de perspectives de carrières, bouchées ou tronquées dans leur pays d’origine. Pour eux, les États-Unis sont le pays de l’opportunité et de la libre entreprise par excellence. La décision d’émigrer dépend également de la différence de salaire et du niveau de vie entre pays de départ et pays d’arrivée, sans parler de la puissance du dollar comme monnaie d’échange.²

En 1994, la dévaluation (par la Banque mondiale du franc CFA qui est la devise monétaire des pays d’Afrique centrale) a généré une crise économique et politique sans précédent sur le continent africain : licenciements, baisse du niveau de vie de millions d’Africains.³ Howard Dodson explique les difficultés économiques inhérentes à la dévaluation de cette monnaie pour les Africains :

¹ Konadu & Takyi, *op. cit.*, 37.

² Apraku, 1991, 22.

³ Stoller, *op. cit.*, 17 ; Dedieu, *op. cit.*, 66.

Political unrest in some African countries grew along with the economic difficulties, and often exacerbated them. In 1994, a 50% percent devaluation of the currency of a dozen francophone countries led to a restructuring of the public sector, numerous layoffs, more bankruptcies, and fewer prospects for college graduates.¹

Cette dégradation soudaine de l'économie des pays de la zone CFA a accentué l'immigration africaine en Amérique du Nord. Joseph Takougang soutient cette idée lorsqu'il déclare : « Reeling from pervasive political instability as well as economic uncertainty following the World Bank's decision to devalue the African franc, new waves of African immigrants had arrived in the USA looking for economic opportunities. »² C'est aussi le cas de ce migrant nigérien de New York dont parle Paul Stoller :

One of the Nigerien traders on 125th Street, Idrissa Dan Inna, arrived in February 1994, two weeks after the World Bank orchestrated the devaluation of the African franc. The devaluation, he said, ruined his business in Niger. With twelve children to feed, he took action by liquidating his inventory in Niger, buying a round-trip ticket between Niamey and New York City and obtaining an American tourist visa. On arrival in New York City, he sold the return portion of his ticket and used the money to buy new inventory. After several days in New York, he was on business on 125th Street.³

30% des émigrants africains constituent un potentiel humain hautement qualifié.⁴ Il s'agit essentiellement des jeunes diplômés, dont les connaissances

¹ Dodson & Diouf, 2005, 2.

² Takougang, 1995, 54.

³ Stoller, *op. cit.*, 186.

⁴ *Afrique-États-Unis*

<<http://www.allafrica.com>>. (consulté le 4 mars 2007)

scientifiques et technologiques suscitent un intérêt de plus en plus croissant de la part des sociétés occidentales.

Les intellectuels africains, formés en grande majorité à l'étranger (et plus particulièrement en Europe) et aux frais de leur pays d'origine, continuent d'émigrer vers les États-Unis d'Amérique. D'après le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), il y aurait 20.000 départs chaque année.¹ Là-bas, ils trouvent des facilités pour continuer leurs recherches, la possibilité d'avancer dans leur carrière, de hauts salaires et la liberté d'opinion qui fait si souvent défaut en Afrique. Comme le fait remarquer Stoller :

African Immigrants in the United States stress that it is economic and political conditions beyond their control, and human rights abuses, that are generally responsible for their leaving. They also point out that low salaries, lack of adequate equipment and research facilities, and the need to provide for their extended families are the reasons for their emigration.²

La question de la fuite des cerveaux ici étudiée n'est pas nouvelle. Pour ne citer qu'un exemple parmi bien d'autres, l'article d'Henri Agbali intitulé « Sociologie de la population : les Migrations des élites subsahariennes » dans *Cahiers d'études africaines* publié en 1965 exposait déjà les méandres de la migration des intellectuels des anciennes colonies anglaises (en l'occurrence du Nigeria et du Ghana) vers la métropole londonienne.³

1

Ibid.

² Dodson & Diouf, 2005, 7.

³ Cf. Henri Agbali « Sociologie de la population : les Migrations des élites subsahariennes », cité dans *Afrique-États-Unis*, *op. cit.*, 12 ; Sur ce sujet, nous pourrions également citer l'article de Jean Pierre Ndiaye qui s'intitule « Elites africaines et culture occidentale. Assimilation ou résistance ? », Paris, 1969.

Dans sa réflexion, l'universitaire togolais restituait l'essence des rapports maître-esclave qui régissent les relations entre l'Occidental et l'Africain, autrement dit, la violence qu'exerçaient les puissances impériales dans leurs (anciennes) colonies. A cette époque, indique Agbali, la migration des intellectuels nigériens et ghanéens vers la Grande Bretagne s'expliquait essentiellement par la quête de reconnaissance du pouvoir colonial, unique centre de légitimation.¹

Ce thème fut à nouveau abordé dans *The Nigerian Brain Drain : Factors Associated with the Expatriation of American-educated Nigerians* d'Onuoha Chukunta, publié en 1976.

Aujourd'hui, bien que le contexte historique soit passablement différent, l'article d'Agbali reste d'actualité au regard de l'ampleur de la fuite des cerveaux de l'Afrique subsaharienne vers l'occident (dont les États-Unis). A la recherche de reconnaissance à laquelle on assistait hier, se substituent aujourd'hui de nouveaux paramètres tels que la cruauté des tyrannies locales, l'attrait des meilleures conditions de travail et le désir d'épanouissement personnel.

Mais il faut le reconnaître, l'exode des cerveaux africains illustre le sempiternel conflit d'intérêts entre l'Occident et l'Afrique. Il y a une véritable difficulté à élaborer une réflexion qui va au-delà de ces limites et qui apporte des données nouvelles, car la question de la fuite des cerveaux est à la fois universelle, commune et particulière aux pays en voie de développement d'Afrique.

La loterie carte verte a permis à environ 250.000 Africains de vivre et travailler aux États-Unis. En effet, chaque année, au mois de novembre, le gouvernement américain distribue par tirage au sort 55.000 *Green Cards* dans le cadre du programme de diversification des flux migratoires. Cette carte est un visa permanent qui permet aux gagnants de bénéficier des mêmes avantages qu'un citoyen américain sans limite de temps, à l'exception du droit de vote. A titre d'exemple, en 1995, ce programme a attribué 20.200 visas aux Africains ; en 2005, 6725 Nigériens, 6060 Ethiopiens, 3618 Kenyans, 2857 Togolais, 1540

¹ *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 12.

Camerounais, 1015 Soudanais, 844 Ivoiriens ont gagné la loterie carte verte.¹ A ce sujet April Gordon déclare, nous citons « In 1995 alone, the new program allocated 20, 200 visas for Africa, about 37% of the visas available. »²

D'après Agyemang Konadu :

The State Department's Diversity Program (Visa Lottery), introduced in 1990, which enabled an average of 20,000 Africans per annum to immigrate to the U.S. over the past six years. During the past four years, Africa's portion of the 55,000 Green Cards issued annually under this program has been consistently 42%. In 1998 alone, 21,000 Africans from 48 countries and their dependents were admitted to the USA under this program. This is in addition to those arriving as refugees (7,000 in 1998).³

Ce programme a entraîné une augmentation de la population africaine dans le pays et tout particulièrement dans certains quartiers du centre des grandes villes comme New York, Los Angeles, Washington, D.C., San Francisco, Miami. Comme en témoigne cette affirmation d'un journaliste new yorkais :

According to 1995-96 "Newest New Yorkers" publication from the NYC Department of City Planning, immigration from Africa doubled nationwide due to the expansion of the "diversity visa" program, amounting to 5,4% of total immigration. Nigerian immigration to the US increased 220%, while in New York City, Ghana became the 3rd largest "sender" to Bronx. Among New York bound immigrants, 2/3 settled in Brooklyn (36%), 31% Queens, and in the Bronx, 13,5%. Moreover, the #1 neighborhoods for immigrants are calculated to be Washington Heights, Chinatown, and Bay Ridge-Bensonhurst.⁴

¹ Source : American Immigration Center. US Diversity Visa Program. Green Card Department, Jan. 2006

² Gordon A., *op. cit.*, 84.

³ Konadu & Takyi, *op. cit.*, 38.

⁴ *Voices of New York*.

Les migrations africaines sont donc historiquement liées à une multitude de transformations économiques, politiques et démographiques que les pays africains ont subies après l'indépendance. A titre d'exemple, Washington, D.C. a vu l'arrivée des milliers de réfugiés politiques et économiques venus d'Afrique à la fin des années 1970. Bereket évoque l'attrait qu'exerce cette ville pour les immigrants africains :

The contemporary voluntary immigration from Africa to the United States is more numerous and diverse than ever. Beginning in the 1970s and accelerating in the 1980s, Washington emerged as a major magnet for this new worldwide migration—an odyssey that reflects the political and economic circumstances and the cultural complexity of the changing African continent itself.¹

L'afflux, aux États-Unis, des réfugiés africains en provenance des pays tels que l'Éthiopie et la Somalie s'est poursuivi jusque dans les années 1990. Car la situation socioéconomique de ces deux pays s'est profondément dégradée à cause des guerres tribales. Comme l'atteste cette affirmation de Sam Roberts :

The flow from Africa began in the 1970s, mostly with refugees from Ethiopia and Somalia, and escalated in the 1990s, when the number of Black residents of the United States born in sub-Saharan Africa nearly tripled. Combined with the much larger flow of Caribbean Blacks, the recent arrivals from Africa accounted for about 25 percent of Black population growth in the United States over all during the decade. Nationally, the proportion of Blacks who are foreign-born rose to about

<Disponible sur <http://www.nyu.edu/classes/blake.map2001>>. (consulté le 2 février 2007)

¹ Bereket, *op. cit.*, 2.

7.3 percent from 4.9 percent in the 1990s. In New York City, about 1 in 3 Blacks are foreign-born.¹

Les transformations démographiques réfèrent à la surpopulation de certains pays d'Afrique subsaharienne. Par exemple, en 2003 le Nigeria communément appelé « le géant de l'Afrique » comptait 131 millions d'habitants² avec toutes les difficultés que cela implique en Afrique : chômage, misère, stagnation ou marasme économique. Lagos, la capitale économique du pays est la ville la plus peuplée d'Afrique de l'Ouest : 13 millions d'habitants en 2003. La ville détient par ailleurs une criminalité record, une insécurité permanente et trafic de drogue croissant (2% en 2000 ; 5% en 2003). En 2004, le taux de chômage dans les bidonvilles de Lagos était de 50%.³ 40% des jeunes Nigériens vivent dans une situation d'extrême pauvreté et rêvent de l'Eldorado américain.⁴ Partant de ce constat, Solomon Jones estime que l'immigration économique des Nigériens aux États-Unis n'est pas près de décroître ou de s'arrêter :

Between 1965 and 1987, Nigerians came to the United States in search of economic opportunity. A second wave came in the 1990s because of political turmoil in their homeland. There are now more than 20,000 Nigerians in the Philadelphia area. And in spite of strict immigration restrictions on African seeking to come to the U.S., the exodus shows no signs of waning.⁵

Autre exemple, en 2006 le taux de chômage à West Point, un quartier pauvre de Monrovia (Libéria), était de 40% de la population active. Le sous-développement perpétuel, endémique, la surpopulation de ce quartier et les

¹ Roberts, *op. cit.*, A2.

² « Evolution démographique au Nigeria. » *Hommes et Migrations*, 1255 (2005): 22.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ Jones, 2006, 2.

difficultés économiques chroniques (la pêche étant jusqu'aujourd'hui la seule activité économique) ont incité 14% des jeunes Libériens à traverser l'Atlantique pour une vie meilleure aux États-Unis.¹

A propos de l'explosion démographique dans certains pays d'Afrique subsaharienne, Howard Dodson ajoute que :

In the 1970s, a number of African countries were experiencing economic difficulties : mounting debts, sluggish growth, exploding demography, and a high unemployment. All these factors pushed those who could to seek their fortune elsewhere.²

Aux difficultés économiques s'ajoutent des difficultés sociales : la pauvreté et la famine engendrées par des calamités naturelles, en particulier la sécheresse dans les îles du Cap-Vert,³ en Ethiopie, en Somalie, au Darfour, au Rwanda et en Namibie.⁴ Cette situation a généré ce que Solomon Jones appelle « les migrants écologiques ».⁵ A ce sujet l'analyse d'Alhaji Kromah est édifiante :

The growth of African immigration to the U.S. in the 1990s resulted from internal strife, natural disasters and economic hardships in some African countries. The calamities forced thousands of people to flee the continent. Many others came through family reunification programs and

¹ *Afrique-États-Unis*

<<http://www.allafrica.com>>. (consulté le 4 mars 2007)

² Cf. Dodson & Diouf, *op. cit.*, 2.

³ Alexandra Zavis écrit à propos de la catastrophe écologique au Cap-Vert : « Through the years, long periods of drought and famine, worsened by overgrazing and deforestation, have spurred waves of migration from Cape Verde to Portugal, France and, above all, the United States. » Cf. Zavis, 2001, 2.

⁴ Bereket, *op. cit.*, 5.

⁵ Jones, 2006, 6.

diversity visas, a lottery for people who come from countries with low rates of immigration to the United States.¹

Les îles du Cap-Vert ont particulièrement souffert des catastrophes naturelles (telle que la sécheresse) au cours de ces deux dernières décennies, entraînant le pays dans de sérieuses difficultés économiques et sociales, ne laissant aux populations d'autre choix que d'émigrer vers les pays voisins ou outre-Atlantique. Comme l'affirme Colm Foy : « Cape Verde has been subject to periodic drought, landlessness, a stagnant economy, and a rapidly growing population. People are left with no alternative but to emigrate. »²

John Arthur n'hésite pas à comparer la situation socioéconomique du continent africain à celle des pays comme l'Irlande et l'Ecosse par le passé. Il a observé l'inadéquation entre le nombre de diplômés et les créations d'emploi, le chômage et l'émigration vers d'autres pays et en l'occurrence vers les États-Unis. D'après lui :

The expansion in primary, secondary, and postsecondary education in Africa following independence has produced educated Africans who cannot find jobs in their own countries because their economies have not expanded fast enough to absorb them. The result is that some African countries are confronted with the same problems that Ireland and Scotland experienced earlier—slow expansion in employment opportunities and oversupply of educated labor. This compelled thousands of Scottish and Irish people to search for jobs in other parts of the world, especially in the United States. The Africans coming to the United States are, therefore, not unique in this regard.³

Au regard de la documentation statistique disponible, près de 48% des migrants africains (travailleurs migrants, artisans, commerçants) ont donc quitté

¹ Kromah, *op. cit.*, 23.

² Foy, 1998, 26.

³ Arthur, *op. cit.*, 101.

leur pays d'origine pour des raisons économiques.¹ Ce chiffre est estimé à 54% dans notre enquête.²

Les facteurs d'émigration ne se limitent pas à l'économie. Les statistiques de l'immigration du travail, centrées sur les statuts de travailleurs, masquent le fait que près de 25% de migrants africains admis au séjour aux États-Unis pour d'autres motifs (politiques en particulier) exercent aussi une activité. Leigh Swigart résume très bien ces différents facteurs :

Africans leave their home countries and immigrate to the United States area for a variety of reasons. Some are sojourners who are seeking their fortune in the U.S.. Many come as students and stay on to work as professionals. Others are fleeing political turmoil in their countries of origin and come to the United States as refugees or as asylum seekers.³

1.4. Stratégies migratoires.

Nous l'avons établi, les groupes de migrants africains établis aux États-Unis sont nés de mouvements migratoires qui ont commencé après les indépendances. Les stratégies migratoires sont multiples : les premiers arrivés déterminent le mode d'entrée et d'établissement des suivants. Les déséquilibres économiques et démographiques expliquent l'augmentation du nombre de candidats à la traversée, parfois illégale : recherche de meilleures conditions de vie, de la prospérité économique.⁴

¹ Okome, *op. cit.*, 16.

² 54% des personnes interrogées ont immigré aux États-Unis pour des raisons économiques. Notre questionnaire.

³ Swigart, *op. cit.*, 12.

⁴ Kromah, *op. cit.*, 24

Macharia rappelle que « From the 1990s on, many “economic immigrants” have entered the United States with the simple intention of improving their lives by escaping the worsening economic situations back in Africa. »

La décision d'émigrer est souvent précédée d'une certaine expérience de la société américaine. Ainsi, c'est à la suite de plusieurs séjours que près de 60% des Cap-Verdiens décident de s'installer aux États-Unis. Dans une étude consacrée aux migrants cap-verdiens aux États-Unis, Raymond Almeida a noté que 65% d'entre eux avaient déjà vécu dans ce pays pendant des périodes excédant trois mois. 48% d'entre eux ont par la suite demandé des visas d'immigration en tant qu'époux ou épouses de résidents.¹

En Afrique occidentale (Mali, Sénégal, Gambie, Niger, Côte d'Ivoire, Guinée...), les migrations restent ce qu'elles ont toujours été : une affaire de famille.² Dans leurs stratégies de survie, les familles s'efforcent d'aider financièrement un de leurs membres à s'insérer dans un circuit migratoire (États-Unis, Europe). Elles espèrent à plus ou moins long terme des envois de fonds. Ceux qui parviennent à émigrer vers les États-Unis ou l'Europe se sentent tenus d'envoyer à leurs familles une part de leurs gains salariaux en contrepartie de l'aide reçue pour faciliter leur départ.³

Ce système est particulièrement bien organisé chez les migrants sénégalais et maliens. Celui qui sera choisi pour bénéficier de l'aide de sa famille pour émigrer n'est plus l'aîné des fils comme c'était le cas autrefois dans la structure familiale traditionnelle. C'est celui ou celle qui dispose des plus grandes compétences pour gagner de l'argent au profit de sa famille. Les commerçants sénégalais (les Mourides) sont parmi les premiers migrants africains aux États-Unis dans les années 1960. Comme en témoigne Millman :

The first Mourides came to America in the late 1960s, international traders whose contacts already spread across Africa and into Europe and the Far East. They came selling African items prized in the West—

Cf. Macharia, *op. cit.*, 11.

¹ Almeida, 1978, 36.

² Cf. « Les migrants d'Afrique. » *Afrique-États-Unis*, *op. cit.*, 17.

³ *Ibid.*

antique carvings, diamonds—and gold and left with cargo prized in Africa.¹

Entre 1960 et 1965, ce groupe résidant à New York était devenu, pour ainsi dire, la pierre angulaire d'un système migratoire en formation.

Jusqu'aujourd'hui, New York est la destination favorite des Ouest-Africains. 60% de ces migrants y résident.² Cette ville exerce un attrait sur eux sans doute grâce à son activité économique florissante. Mais derrière cette vision idyllique de la mégapole, se cachent pourtant une misère socioéconomique et une économie parallèle. Paul Stoller écrit :

From West African villages, New York City glitters with the economic opportunity. Ironically, this view is shared by the elite managers of the service industry that dominates the formal sector. From the perspective of people living in the Bronx, East New York, or Harlem, however, New York City is too often a place of despair, disenfranchisement, drugs, and crime—a place dominated by the informal sector. And it is in this New York that West African traders live.³

Une enquête réalisée par le Bureau International du Travail (BIT) en 1995 dans la zone ouest du continent africain a révélé que les envois de fonds effectué par les migrants ouest-africains aux États-Unis couvrent entre 30% et 80% des besoins des familles.⁴ Nous y reviendrons dans la seconde partie de cette recherche.

10% des migrants venus d'Afrique de l'Ouest résident à Greensboro.⁵ Certains de ces migrants y exercent des activités commerciales, d'autres sont employés dans des usines. Dans *Money Has No Smell : The Africanization of New*

¹ Millman, *op. cit.*, 3.

² *Afrique-États-Unis*, *op. cit.*, 18.

³ Stoller, *op. cit.*, 18.

⁴ Cf. *Hommes et Migrations*, *op. cit.*, 28.

⁵ Notre questionnaire.

York City, Stoller évoque l'implantation et la situation économique des migrants ouest-africains dans cette ville :

In Greensboro, North Carolina, a growing community of West Africans (Ghanaians, Nigerians, Malians, Senegalese, and Nigeriens) has taken root and grown. In 2000, Nigerien traders estimated that nine thousand of their compatriots lived in Greensboro. Most of these new immigrants work in factories and restaurants. Many of them hold two jobs, work seven days a week, and sleep only three to four hours a day.¹

Chapitre II

2. Les rapports sociaux dans l'Amérique des années 1960

2.1. De l'espoir au désarroi ou la désillusion d'un groupe social.

Au lendemain de la décolonisation de l'Afrique, les gouvernements transitoires des pays africains anglophones et les missions catholiques et protestantes ont envoyé massivement des étudiants aux États-Unis ; l'objectif étant de former une élite politique² africaine, capable de diriger les pays après le départ des colons. C'est le cas de la *St Patrick's High School* fondée en 1961 à Mombasa (Kenya) par des missionnaires irlandais. Entre 1962 et 1965, cette école a attribué

¹ Stoller, *op. cit.*, 9.

² Nous entendons par élite politique, une classe dirigeante.

Joseph Verroff, un observateur politique américain écrivait en 1963 : « Prognosticators of future events should not minimize the potential impact of the fifteen hundred African students currently studying in the country. Among this group will be the political leaders, the technicians and the teachers, the intellectual strength of many new countries in Africa that have emerged recently from colonial chrysalises and found that they do not yet know how to fly—most—of the African students enrolled today in institutions in the United States will be the social leaders of their less developed countries tomorrow. »

Cf. Joseph Veroff, cité par Takougang dans « Recent African Immigrants to the United States : A Historical Perspective. » *The Western Journal of Black Studies* 19 (1995): 51.

près de 6000 bourses d'études supérieures aux meilleurs élèves afin qu'ils aillent poursuivre leurs études outre-Atlantique.¹ Kinuthia Macharia écrit à propos de la formation des cadres africains aux États-Unis pendant la période postcoloniale :

The 1960s saw most African countries becoming independent. A number of these nations wanted to train cadre abroad that would return and take up the jobs vacated by former colonial administrators. Some Anglophone countries sent their able students to Britain and more so to the United States. Kenya, for example, had a program called the "Airlift" that brought hundreds of students to the U.S. over in the late 1950s to the early 1960s. Many of them went back and occupied senior government positions. However, a few remained, and they would later form key social networks that would act as nodes for newer African migrants in the last twenty years.²

Dans le cadre des échanges avec les pays d'Afrique, le gouvernement fédéral américain octroyait, chaque année, une centaine de bourses d'étude aux étudiants africains au cours de cette période.³ De plus, les fondations Carnegie, Ford et Rockefeller ont attribué des milliers de bourses aux étudiants des pays d'Afrique anglophone et francophone.⁴

Howard University (Washington, D.C.), Lincoln University (Pennsylvanie), Shaw University et St Augustine's College (Caroline du Nord), Alabama State University (Montgomery) et Atlanta University (Georgie) sont parmi les universités noires des États-Unis qui ont accueilli des étudiants africains dans les années post 1960. 60% des Africains partis étudier aux États-Unis étaient rentrés au pays au terme de leurs études supérieures, parmi eux, le docteur Nmandi Azikiwe le premier président du Nigeria ou encore Kwame Nkrumah, leader

¹ *Afrique-États-Unis* 825(1994):17.

² Macharia, *op. cit.*, 10.

³ Murphy, 1976, 8 ; Duerden, *op. cit.*, 6.

⁴ Murphy, *op. cit.*, 17 ; Dedieu, *op. cit.*, 67.

nationaliste et premier président du Ghana, tous les deux sont diplômés de Lincoln University.¹

Nous pouvons également citer Kamuzu Banda, médecin et premier président du Malawi qui est diplômé de l'Université de Chicago et du Meharry Medical Center (Tennessee).²

40% des étudiants africains ayant terminé leurs études aux États-Unis en 1965 ont décidé de s'y établir définitivement.³ Faut-il préciser qu'aux États-Unis, un étudiant n'est pas considéré comme un immigrant. Il a un visa de type F-1. Il devient immigrant à partir du moment où il décide de s'installer dans le pays au terme de ses études, et doit par conséquent demander un autre type de visa (« Immigrant visa ») ou faire la demande d'une carte verte.

Comme le rappelle Agyemang Konadu :

The rising African population in the USA includes large numbers of ex-students who have opted to stay due primarily to the worsening socio-economic and political conditions back home. It is estimated that close to half of all Africans who arrived as students in the late 1960s, 1970s, and 1980s did not go back for one reason or another.⁴

C'est le cas de ce migrant nigérian, arrivé aux États-Unis dans les années 1960, dont parle Diana Baird dans son article intitulé « The African Immigrant Folklife Study Project » :

Dr. Tonye Victor Erekosima is from the Kalabari region of Nigeria and grew up among Igbo neighbors in the southeastern region of the country. From an early age, he knew the complex worlds created by colonial Nigeria : that of his Western-educated, middle-class parents,

¹ *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 8.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ Konadu & Takyi, *op. cit.*, 38.

members of a Protestant sect ; that of the Catholic and Anglican schools he attended ; and that of his ancestral culture, from which he felt frustratingly isolated. He won a scholarship in the early 1960s to study in the United States, eventually obtaining his doctorate. [...] He is a minister at the Church of the Living God in Hyattsville (Washington, D.C.), a pan-African and African-American congregation.¹

Il convient de rappeler que naguère, les jeunes Africains qui prenaient le chemin de l'Amérique s'y rendaient essentiellement pour des raisons de formation universitaire. Ils constituaient un groupe social en quête de savoir.² La scolarisation en colonie ne dépassant que rarement le niveau secondaire, il était donc normal que les brillants sujets se rendent soit « en métropole » soit aux États-Unis pour parachever leur formation académique.³ Il faut admettre que malgré son orientation

¹ Baird, *op. cit.*, 3-4.

² Kromah, *op. cit.*, 23 ; Bereket, *op. cit.*, 13 ;

Selon Joseph Takougang, « In the 1960s, most Africans who came to the United States were students who were anxious to return to their respective countries after completing their studies in order to contribute in the task of nation building. »

Cf. Takougang, *op. cit.*, 50

Okome le confirme lorsqu'il dit que : « After the Second World War and during the period of the nationalist anti-colonial struggle for independence, Africans who came to the U.S. can be better described as migrants who sought education, or travelled for business or leisure. These migrants returned to their home countries once their objectives had been accomplished. »

Cf. Okome, *op. cit.*, 15.

³ Rappelons que 80% des Universités d'Afrique subsaharienne ont été créées après 1960. Citons, à titre d'exemple, l'Université de Luanda (Angola) créée en 1968, celle de Bangui (Centrafrique) fondée en 1969, l'Université de Zambie créée en 1964, les Universités de Libreville (Gabon), de Lomé (Togo) et du Bénin créées en 1970, les Universités de Nairobi (Kenya) et de Burundi fondées en 1977, l'Université de Brazzaville (Congo) créée en 1971, l'Université Makereré (Ouganda) érigée en 1963, l'Université libre de Kigali (Rwanda) créée en 1996, l'Université du Cap-Vert fondée 2004, etc.

Cf. « L'enseignement supérieur en Afrique » in *Afrique-États-Unis*, 22.

<<http://www.allafrica.com>>. (consulté le 4 mars 2007)

idéologique aliénante et son programme scolaire visant l'assimilation,¹ en dépit de son rigorisme pédagogique traumatisant, l'école coloniale a eu le mérite de produire la première classe d'intellectuels africains.

L'exil académique fait figure pour beaucoup d'énorme sacrifice, d'épreuve incontournable destinée à acquérir les armes indispensables à l'édification d'une Afrique moderne postcoloniale, une modernité fondée sur la synthèse de cultures.

Comme l'a observé April Gordon, les premiers étudiants africains sont arrivés aux États-Unis dans les années 1950 et une minorité s'y établira quelques années plus tard :

However, in the 1950s, the beginning of Africa's independence period, the number of immigrants doubled from the previous decade; it doubled again in the 1960s. It is here, beginning in the 1950s and after independence, that the origins of the new Diaspora of black Africans to the U.S. originates. Although most came for an education and returned to Africa, a few remained and provided a nucleus for those who began arriving and staying in greater numbers in the 1970s.²

Ces étudiants étaient d'origine éthiopienne, ghanéenne, kenyane, libérienne, nigériane, cap-verdienne, tanzanienne et ougandaise.³

¹ A l'époque coloniale, l'assimilation visait notamment la destruction des coutumes des peuples indigènes africains (leurs rites, leurs dieux). 90% des indigènes d'Afrique centrale et occidentale étaient animistes.

« Vos dieux sont des bouts de bois, » disait un colon à un indigène nigérian.

Cf. *Afrique-États-Unis* 829 (1995): 6-7.

Selon Anne Marie Gaillard, le terme d'assimilation employé entre les deux guerres s'appliquait à la tentative de francisation des populations autochtones (par le biais de l'école, de l'armée et d'autres institutions nationales). Pendant la période post-coloniale, l'assimilation a correspondu à la volonté politique française d'accepter les immigrants, à condition qu'ils se coulent complètement dans la matrice culturelle française.

Gaillard, *op. cit.*, 124.

² Gordon A., *op. cit.*, 82.

³ *Ibid.*

Depuis les indépendances jusqu'au début des années 1970, 60% des jeunes Africains en formation ou en poste aux États-Unis rentraient souvent avec enthousiasme pour apporter leur pierre à l'édification de la nation.¹ A titre d'exemple, Ellen Johnson-Sirleaf, présidente du Libéria depuis 2005, a vécu aux États-Unis de 1961 à 1971 où elle poursuivait des études d'économie à l'Université du Colorado et à l'Université d'Harvard.² Son prédécesseur Charles Taylor a étudié à Boston de 1972 à 1980. Il est diplômé en économie de Bentley College de Waltham. 50% des étudiants étaient des boursiers de leur pays, ce qui, en soit, constituait une sorte d'engagement moral, sans compter que les opportunités en termes de postes de haut rang n'étaient pas rares.³ A cette époque, pourrait-on dire, les pays africains étaient bel et bien en voie de développement, et l'optimisme était de mise.

Depuis son accession à l'indépendance en 1965 jusqu'en 1999, la Gambie (pays anglophone d'Afrique de l'Ouest) n'avait pas d'Université et devait investir une grande partie de ses fonds publics dans la formation de ses professionnels aux États-Unis, au Canada et au Royaume Uni. 30% des professeurs diplômés aux États-Unis et au Canada ne sont pas rentrés au pays.⁴

Cependant, le Nouveau Monde s'avère parfois décevant ; le Rêve américain peut même tourner au cauchemar pour certains migrants africains.

D'un point de vue historique, la première vague des migrants économiques venus d'Afrique subsaharienne dans les années 1960 a dû faire face aux mêmes difficultés socioéconomiques que les Noirs autochtones (ségrégation urbaine, discrimination raciale⁵, difficultés pour trouver un emploi ou un logement), bref, ils

¹ *Irinkerindo : A Journal of African Migration*
<<http://www.africamigration.com>>. (consulté le 14 avril 2006)

² <<http://africanhistory.about.com/od/liberia/p/Sirleaf.htm>>. (consulté le 14 mars 2007)

³ Takougang, *op. cit.*, 51.

⁴ *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 7.

⁵ « Recent arrivals from Africa are likely to suffer from racism and homelessness in the United States. »

ont dû affronter l'hostilité du milieu ou de l'environnement social : la société américaine étant racialement polarisée et socialement stratifiée.

Certains de ces migrants étaient non seulement confrontés au problème de ségrégation sociale et de discrimination raciale en matière d'emploi et de logement mais ils se sentaient également dépayés dans la société d'accueil. Ils étaient frappés d'ostracisme dans la mesure où la population noire locale ne les acceptait jamais entièrement. Les deux groupes sociaux se côtoyaient mais ne se mélangeaient pas, les uns vivaient à côté des autres mais pas ensemble.¹ Le contact de ces migrants africains avec l'Amérique a souvent été marqué par la surprise, la désillusion et la déception.²

En effet, les Africains-Américains n'ont pas vu l'arrivée des nouveaux migrants d'un très bon oeil. Ils avaient peur surtout que ces derniers prennent leurs emplois et bénéficient de meilleurs avantages sociaux.³

Ces derniers ont également été confrontés au problème de racisme, comme le montrent Durden et Pieterse dans *African Writers Talking*, au travers de l'analyse des récits des écrivains africains qu'ils ont interrogés.

Certains Américains d'origine européenne, si l'on en croit April Gordon, ont fait part de leurs inquiétudes au regard non seulement des flux migratoires africains et de l'emploi mais aussi par rapport au problème d'assimilation culturelle et linguistique auquel ces nouveaux arrivants pourraient être confrontés aux États-Unis. Dans « The New Diaspora – African Immigration to the United States », on peut lire :

There are growing fears that there are too many African immigrants, that many of them are racially and culturally unassimilable, and that they may take jobs from the native population. Another worry is that the large number of new African migrants threatens the cultural integrity of U.S.

Cf. Durden & Pieterse, *op. cit.*, 8.

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ Diamond, 1996, 12.

society; i.e., they don't speak English, they don't join the melting pot, they are too "different."¹

En dépit de sa connotation idéologique indéniable, ce discours afro-pessimiste correspond à une certaine réalité. Car, comme nous le verrons plus loin, la barrière linguistique constitue un obstacle à l'intégration et à l'assimilation des migrants, quels qu'ils soient.

Ce qui rendait les migrants africains nostalgiques c'était l'absence de cet environnement fraternel et solidaire au sein duquel ils avaient toujours vécu et auquel ils pouvaient s'identifier.² Les États-Unis constituent, selon le Sud-Africain Alan Koumalo, un espace complexe, dont les habitudes de vie tranchent avec les us et coutumes de l'Afrique subsaharienne. C'est un monde qui ouvre le regard du migrant sur une autre réalité. En travaillant comme manutentionnaire sur le port de New York dans les années 1970, ce migrant vit la dure réalité de l'immigration – réalité qui détruit le mirage trompeur d'une ville-lumière où la richesse est à portée de main.³

Face au dénigrement, à l'intolérance et à l'isolement dont ils étaient victimes, les migrants africains devaient s'adapter à la société américaine, se bâtir une nouvelle façon de vivre. Plongés dans la désillusion et dans l'incertitude, certains migrants africains (tels que l'Ivoirien Joseph Kume ou le Tanzanien Ralph Ade) ont dû retourner dans leur pays d'origine, leur situation n'en était plus que désespérée : ostracisés, exclus et confrontés à la dureté de la société américaine.⁴ L'espoir s'est traduit en désespoir pour la majorité de ces migrants (70%) qui considéraient les États-Unis d'Amérique comme un Eldorado, une terre promise, ou tout simplement un lieu où l'on peut faire fortune.⁵ A propos de ces migrants,

¹ Gordon, A., *op. cit.*, 82.

² Clark, 1964, 12.

³ Cf. « Les migrants d'Afrique. » *Afrique-États-Unis*, *op. cit.*, 11.

⁴ Duerden & Pieterse, *op. cit.*, 8.

⁵ *Ibid.*

Bereket affirme : « For many African newcomers, the gap between expectations of the good life in America and stark reality adds to the stress of adjustment. »¹

La décolonisation des pays d'Afrique coïncide avec le mouvement des droits civiques aux États-Unis.² En effet, le pays connaît un climat de tensions raciales et politiques au cours des années 1960, avec notamment la révolte des ghettos. Des émeutes raciales d'une violence extrême éclatent dans les quartiers noirs des grandes villes du pays³ – émeutes souvent réprimées dans le sang comme c'est le cas à Detroit en juillet 1967, à Washington et à Baltimore en 1968. Evoquons aussi rapidement l'arrestation et l'incarcération de centaines de *Black Panthers*, et quelques assassinats politiques : John F. Kennedy en 1963, Medgar Evers⁴ en 1963, Malcolm X en 1965, Martin Luther King Jr. en 1968, Robert Kennedy la même année, pour ne citer que ceux-là.

Les années 1960 marquent ainsi une époque décisive de l'histoire africaine-américaine : le mouvement pour les droits civiques, la lutte pour l'égalité des droits, pour la liberté et l'amélioration du sort des Africains-Américains, la lutte contre les préjugés raciaux et les inégalités sociales, la lutte contre la

¹ Bereket, *op. cit.*, 9.

² *Ibid.*

³ Les violences urbaines et les émeutes dans les quartiers noirs à cette époque sont fréquentes et particulièrement meurtrières : Los Angeles : 9 émeutes en 1965 (34 morts à Watts - Los Angeles), 38 en 1966 (4 morts à Cleveland), 128 en 1967 (41 morts à Detroit, 23 à Newark, 20 à New York), 131 au début de 1968 (11 morts à Chicago, 7 à Washington, 6 à Baltimore).

Sans oublier les marches des Noirs (la marche sur Washington de 1963 ; celle du dimanche sanglant de 1965 à Selma, dans l'Alabama...) pour revendiquer des droits que la constitution américaine leur garantissait, mais qui leur étaient déniés dans les faits.

Cf. « Le mois de l'histoire africaine-américaine » *Afrique-États-Unis* 210(1989):13.

⁴ Medgar EVERS était un ardent défenseur des idéaux de la liberté et d'égalité, mais aussi le Chef de la *National Association for the Advancement of Coloured People (NAACP)* qui défendait les droits civiques des Noirs. Il fut assassiné à Jackson (Mississippi) le 13 juin 1963 par un extrémiste blanc. *Ibid.*, 15.

ségrégation raciale dans les transports urbains et dans des lieux publics (écoles, églises, cinémas, bars, restaurants).¹

C'est dans ce contexte de tensions politiques et raciales, de contestation sociale que l'Amérique accueille en effet la première vague de migrants africains dont nous analyserons la situation économique et sociale dans la seconde partie de notre travail.

La discrimination raciale est un des problèmes majeurs auxquels les nouveaux migrants d'Afrique (y compris les représentants politiques de divers pays) se trouvent confrontés dans les années 1960, la société américaine étant racialement stratifiée.² Comme l'a observé Selassie Bereket :

African diplomats travelling from Washington to New York were refused service in the hotels and restaurants along Route 95. The political significance of the advent of diplomats representing newly independent African nations fell short of furthering the dream to create a more tolerant society.³

Aussi, en ayant choisi d'immigrer aux États-Unis, parfois sans aucune réelle qualification professionnelle, certains migrants africains savent pertinemment les problèmes auxquels ils vont être confrontés, mais cela est loin de les décourager : « C'est vrai et c'est de plus en plus vrai », explique le Ghanéen Alain Kouakou, « le racisme fait plus de ravages aujourd'hui aux États-Unis, particulièrement à New York, qu'il y a vingt ans. Pourtant, cela n'arrête pas les Africains. »⁴ La question du racisme dans ce pays a d'ailleurs fait l'objet de

¹ Gates & Appiah, *op. cit.*, 452 ; Royot, Bourget & Martin, 1993, 308.

² Glazer, 1998, 1076 ; Dedieu, *op. cit.*, 66.

³ Bereket, *op. cit.*, 2.

⁴ Diouf, 1991, 24.

plusieurs débats dans la presse écrite¹ et audiovisuelle.² Nous reviendrons sur cette question plus loin.

Dans le contexte social de l'époque (les années 1960), l'intégration des premiers migrants africains dans la société américaine s'est avérée problématique.³ Cependant, en dépit des difficultés rencontrées, certains migrants sont parvenus à trouver un emploi. Les lois contre la discrimination raciale⁴ votées par le Congrès y ont sans doute contribué.

Le temps a permis à ces migrants de s'intégrer économiquement. Par exemple, en 1969, environ 56% des Subsahariens, diplômés et qualifiés, ont pu trouver un emploi et vivre décemment.⁵

Dans les années 1970 et 1980, les États-Unis devaient faire face à de flux migratoires en provenance des pays d'Afrique subsaharienne, conséquence directe des lois sur le droit d'asile et des réfugiés politiques (*Refugee Act*, 1980).⁶

Dans « Immigration to the United States : Journey to an Uncertain destination », rapport publié en 1994 par le Bureau des références en matière de population, Philip Martin et Elizabeth Midgley identifient trois facteurs qui ont orienté le débat sur l'immigration au cours des années 1990 : des facteurs culturels, politiques et économiques. D'après leur constat, les immigrants d'aujourd'hui et notamment ceux venus d'Afrique rurale diffèrent considérablement des Américains de naissance par l'ethnicité. Aussi, il n'existe pas de consensus politique sur la question de savoir si les nouveaux immigrants constituent un atout ou, au contraire, un boulet pour la société américaine. Cette enquête révèle néanmoins que 60% des

¹ Voir par exemple le dossier sur la question noire aux États-Unis dans *West Africa Magazine*, 4325, 2002 ; *The New York Amsterdam News*, Apr. 2, 1999 ; *The African Times/USA* Jul. 5, 2006 ; *Ebony*, Dec. 6, 2005 ; *Irinkerindo : A Journal of African Migration* 2, 2003, etc.

² Cf. Plus particulièrement sur les chaînes locales câblées.

³ Clark, *op. cit.*, 17.

⁴ Citons notamment le *Civil Rights Act* de 1964 qui déclare illégale toute discrimination à l'embauche sur la base de la couleur de peau, du sexe, de la religion ou de l'origine nationale. Cf. Pauwels, 1998, 188 ; Gates & Appiah, 1999, 18.

⁵ *Ibid.*

⁶ Cf. Gordon April, *op. cit.*, 4 ; Takougang, 1995, 51.

Américains pensent qu'il serait bon de freiner l'immigration par rapport à son rythme actuel. Un peu plus des deux tiers estiment qu'une immigration accrue rendrait « plus difficile le maintien de l'unité du pays ». Ceux-ci considèrent que l'immigration n'est probablement pas un facteur de croissance économique, et la grande majorité d'entre eux (80%) estiment qu'une augmentation de l'immigration se traduirait inéluctablement par une augmentation du taux de chômage.¹

Nous étudierons l'intégration des immigrants africains dans la vie économique, politique, culturelle et sociale des États-Unis dans la seconde partie de notre travail.

Chapitre III

3. La loi des « Frères et sœurs » et son impact sur les flux migratoires en provenance des pays d'Afrique subsaharienne.

Cette loi de 1965, désormais surnommée la loi des « Frères et sœurs », traduction de *Brothers & Sisters Act*, a permis à 70% des migrants africains de faire venir leur famille aux États-Unis.² En 1965, comme nous le rappelle April Gordon, le gouvernement a supprimé les anciens quotas par pays et « made it easier for Third World migrants to come to the U.S. This and subsequent policy changes have set new priorities for admitting migrants: reunited families of American citizens and legal permanent residents and recruiting needed workers. »³

Les gouvernements Kennedy (1961-63) et Johnson (1963-68) souhaitent en effet autoriser le regroupement familial en dehors des quotas et inciter des pays comme la République d'Irlande et le Royaume Uni à mieux profiter de la loi d'immigration. Les défenseurs de cette loi pensaient qu'elle n'aurait guère d'impact significatif sur les flux d'immigration. En 1979, les prévisions atteignaient les 138.000 personnes par an (au lieu des 45.000 annoncées).

¹ Martin & Midgley, 1994, 4.

² Okome, *op. cit.*, 16.

³ Gordon, A., *op. cit.*, 80.

Les trois quarts des immigrants des années 1970 et 1980 étaient désormais issus du Tiers monde, notamment des réfugiés politiques et demandeurs d'asile venus d'Afrique ou d'Asie. Ce que les législateurs de Washington, D.C. n'avaient pas prévu.¹

La démonstration a été faite en prenant l'exemple d'un Africain venu demander l'asile ou d'un étudiant africain venu faire ses études aux États-Unis. Ce dernier y trouve un emploi, on lui accorde un permis de résidence temporaire puis permanent.

Une fois son statut régularisé, il fait venir au titre du regroupement familial son épouse et ses enfants. Quelques années plus tard, tous deviennent citoyens américains et l'époux peut ainsi servir d'intermédiaire pour l'entrée de ses frères et sœurs (visas de catégorie cinq) et de leurs parents (hors catégorie) aux États-Unis. A leur tour, les frères et sœurs deviennent citoyens, font venir leurs époux et enfants respectifs, justifiant ainsi le surnom donné à la loi.²

On peut citer l'exemple de ce migrant originaire du Burkina Faso qui a migré en Californie à la fin des années 1960. Deux ans après son mariage, sa femme est venue le rejoindre ; trois de ses cinq enfants sont d'ailleurs nés aux États-Unis. Ils ont demandé et acquis la nationalité américaine quatre ans plus tard et ils ont fait venir deux de leurs cousins qui, à leur tour, sont aussi devenus citoyens américains.³ Ce Burkinabé a donc joué un rôle moteur dans la migration de sa famille aux États-Unis.

Les résidents permanents ainsi que les migrants africains naturalisés Américains ont donc le droit de faire venir épouses, enfants et parents aux États-Unis qui, à leur tour peuvent faire venir d'autres membres de leurs familles dans le pays. Cela conduit April Gordon à parler de réseaux d'immigrants africains bien établis dans le pays :

¹ Takougang, *op. cit.*, 10 ; Body-Gendrot, *op. cit.*

² Body-Gendrot, *op. cit.*

³ Voir « Les migrants d'Afrique », *op. cit.*, 21.

Like many immigrant communities before them, Africans are at a stage where both the reasons to migrate and the networks are well enough established for chain migration to occur. That is, primary migrants arrive first. After becoming residents and citizens, they bring their families over. Those family members in turn become residents and citizens and many bear children who are citizens. This encourages even more of their countrymen and countrywomen to come, and so the process continues.¹

45% des migrants africains établis aux États-Unis aident leurs familles, voire leurs amis à quitter l'Afrique afin de les rejoindre.² Cette pratique est courante en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. L'enquête réalisée par Agyemang Konadu confirme cette hypothèse. Ainsi, écrit-il :

The spatial distribution is partly explained by the chain migration that characterizes Africans. It is almost expected, and often demanded, that Africans who have made it to the U.S. and other Western countries should assist siblings, other family members and friends to emigrate. Even when they are not in a position to sponsor, they may provide assistance in the form of information, and airfares, and hosting immigrants upon their arrival. It is therefore not surprising that 90% of the people interviewed said they had friends and/or relatives in the U.S., and 92% were assisted or influenced by them.³

Les riches États-Unis d'Amérique et le puissant dollar américain continuent d'attirer beaucoup de migrants d'Afrique, mais les flux migratoires observés au cours de la décennie 1960-70 se sont réduits au début de l'année 1990 à cause de la législation. En effet, les lois sur l'immigration votée par le Congrès dans les années 1990 visaient à choisir les immigrants. 70% de migrants africains (en particulier, ceux qui n'ont aucune qualification professionnelle) ont vu leurs

¹ Gordon A., *op. cit.*, 11.

² Notre enquête.

³ Konadu & Takyi, *op. cit.*, 41.

demandes d'asile politique rejetées. Toutefois, l'émigration de la main-d'œuvre qualifiée se poursuit.¹

3.1. La loi de 1990 : l'immigration des travailleurs qualifiés et le regroupement familial favorisés.

Au cours de la décennie 1990, environ 15.000 travailleurs africains qualifiés et parlant anglais ont été admis aux États-Unis.²

Cette politique de l'immigration choisie, basée sur le qualitatif (c'est-à-dire, sur la qualification professionnelle et la compétence linguistique), devrait permettre de compenser le manque de main-d'œuvre ou l'absence de qualification dans certains secteurs de l'économie américaine. Il s'agit des emplois qui exigent des compétences particulières.

Cependant, cette nouvelle politique a également généré une certaine hostilité des syndicats américains qui craignaient que l'arrivée d'une main-d'œuvre étrangère compétente ne constitue une menace pour les emplois de leurs membres.

¹ Désormais, les demandes des immigrants sont retenues selon deux critères : la compétence ou la qualification professionnelle et le regroupement familial. Données fournies par Sophie Body-Gendrot, 1991, 17.

² Brown, 2002, 6.

3.1.2. Les cadres¹ et intellectuels africains aux États-Unis.

3.1.3. La fuite des cerveaux

La fuite des cerveaux n'est pas l'apanage des Africains, tendant au contraire à être un phénomène général : les meilleurs talents de pays en développement sont attirés par des pays développés. Les informaticiens et chercheurs scientifiques latino-américains et indiens sont attirés par les États-Unis. Il en est de même pour les meilleurs techniciens supérieurs et experts asiatiques qui résistent difficilement aux offres d'emploi dans les laboratoires et centres de recherches aux États-Unis d'Amérique. Le pays offre une structure d'accueil attrayante dans le domaine scientifique en l'occurrence. Par exemple le plan de relance décidé en 2003 par les Américains place les dépenses de recherche en toute première priorité avec un budget de 117 milliards de dollars en 2004.²

L'organisation internationale pour les migrations et la commission économique des Nations Unies pour l'Afrique estiment qu'entre 1960 et 1980,

¹ La notion de « cadre » se définit, en premier lieu, par les fonctions exercées : sont considérés comme tels les membres des organisations, entreprises et administrations exerçant des fonctions d'encadrement. S'y ajoutent les titulaires de postes de travail exigeant une marge d'initiative et de responsabilité, ainsi que les postes supposant des qualifications élevées.

Cf. *Dictionnaire de sociologie, op. cit.*, 59.

Dominique Glaymann associe le terme « cadre » aux professions intellectuelles supérieures, aux professions libérales. Les cadres administratifs et commerciaux d'entreprise, ingénieurs et cadres techniques d'entreprise.

Cf. Glaymann & Barbusse, 2004, 138.

Pour le *Dictionnaire de l'académie française*, le mot « cadre » désigne le personnel appartenant à la catégorie supérieure des salariés d'une entreprise. Les cadres supérieurs, cadres administratifs, cadres commerciaux, chefs d'entreprise.

Cf. *Dictionnaire de l'académie française, op. cit.*, 32.

² <<http://perso.orange.fr/xdep/blonde104.html>>. (consulté le 17 mars 2007)

127.000 Africains hautement qualifiés ont quitté le continent pour les États-Unis.¹ Les domaines les plus touchés étant la médecine et l'ingénierie. De 1980 à 1990, ce chiffre a atteint 140.000.²

A titre d'exemple, entre 1990 et 2000, environ 60.000 ingénieurs, juristes, médecins, professeurs, experts en logiciels et chercheurs scientifiques en provenance des pays d'Afrique subsaharienne ont été admis en priorité avec un visa correspondant à la troisième catégorie.³ Un autre exemple, au cours de la décennie 1980-1990, l'Éthiopie a perdu 75% de sa main-d'œuvre spécialisée au profit des États-Unis et de l'Europe.⁴

Les cadres et intellectuels africains représentent environ 25% des migrants africains aux États-Unis.⁵ 80% des migrants africains hautement qualifiés occupent, dans l'ensemble, une position socioéconomique plus élevée que les autres groupes de migrants (latinos, caribéens).⁶ 45% sont des cadres (ingénieurs-informaticiens chez Bull, Hewlett Packard ou chez Microsoft dans la Silicon Valley en Californie, cadres commerciaux, techniciens supérieurs y compris dans la technologie de pointe comme la biotechnologie ou l'aéronautique). D'autres exercent des professions libérales.

¹ « Between 1960 and 1975, it is estimated that Africa lost almost 127 000 highly skilled workers to America, including medical doctors, university lecturers, and engineers. »

Cf. « Organisation internationale pour les migrations », citée dans *U.S Africa* <<http://www.usafricaonline.com>>. (consulté le 10 août 2006)

² *Ibid.*

³ Source : *American Immigration Center*, 2001.

⁴ *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 8.

⁵ Cf. *Irinkerindo : A Journal of African Migration* <<http://www.africamigration.com>>. (consulté le 14 avril 2006)

⁶ Apraku, 1991, 31.

On peut ainsi citer les exemples du Camerounais Jacques Bonjawo, ancien ingénieur-informaticien chez Microsoft et actuellement Président-directeur général de Genesis Futuristic Technologies, une start-up de la Silicon Valley¹ ; du Malien Cheikh Modibo Diarra, ingénieur de la NASA résidant au Texas, d'Etienne Baranshamaje originaire de Burundi, économiste à la Banque Mondiale ; ou de la Nigériane Titi Lola Banjoko, chirurgienne à Washington, D.C.²

88% des cadres africains immigrés aux États-Unis ont un emploi, des revenus relativement élevés et sont généralement propriétaires de leur logement ou occupent des logements de fonction. 90% d'entre eux maîtrisent parfaitement la langue anglaise.³

Chris Toe en est le parfait exemple. D'origine libérienne, cet économiste est le premier migrant africain à être nommé Président d'une grande Université américaine, Strayer University (Washington, D.C.). Ainsi déclare t-il : « I thank my parents for instilling in me an unquenchable thirst of knowledge which made it possible for me to be chosen President of an American University. »⁴

Avant de migrer outre-Atlantique, la grande majorité (80%) des cadres et intellectuels africains avaient déjà vécu à l'étranger (au Canada, en Australie, au Royaume Uni, en France) comme étudiants ou comme salariés.⁵ C'est le cas de certains migrants nigériens et sénégalais :

Nigerian professionals, for example, often migrate to the United States after having worked a few years in Great Britain or the Caribbean ; and many Senegalese come from Europe. These are motivated expatriates, adaptable risk-takers always in search of better opportunities. They

¹ Lire le livre de Jacques Bonjawo. *Mes années Microsoft – un Africain chez Bill Gates*. New York : Cosmos Publishing, 2007.

² Cf. *The Black Business Journal*, *op. cit.*, 34.

³ Brown, *op. cit.*

⁴ Butty, 2003, 6.

⁵ Apraku, *op. cit.*, 40

bring strong experience to the U.S., acquired at home and in their countries of first immigration.¹

C'est aussi le cas de ce migrant malien qui a quitté son pays pour la France dans les années 1960, puis de France est parti aux États-Unis, plus précisément à New York où il travaille et réside dorénavant. Selon lui :

In the 1960s and 1970s, it was radical for those of my generation from the former French colonies of Cote d'Ivoire, Guinea, Mali, and Senegal to use America as a dream space for emigration. We dreamed of going to France—the land of Liberty, Equality, and Fraternity—in order to rise above what we considered our miserable condition in Africa. We hoped to prove ourselves there, and to participate in the universal humanism as it was promulgated by the République. But as soon as our number grew large, the National Front and other racists raised their ugly heads against immigration and homeboy cosmopolitanism as threats to public safety and as danger to French culture.²

Par ailleurs, il est essentiel de noter que 60% des cadres africains formés à l'étranger (Europe, Australie, Canada) étaient rentrés dans leur pays d'origine.³ Les nouveaux gouvernements ne leur ont pas assuré un avenir à la hauteur de leurs espérances ou, à cause de la dictature, de la corruption ou des guerres interethniques, ils ont dû repartir à l'étranger et notamment aux États-Unis où ils se sentent plus en sécurité, profitant de la loi sur l'immigration de 1990.⁴ Grâce à la

¹ Dodson & Diouf, *op. cit.*, 6.

² Diawara, *op. cit.*, 12.

³ *Ibid.*

⁴ « African doctors, teachers and Businessmen flock to Canada and to the US for more lucrative positions, and many more skilled workers leave unstable political and economic conditions for more secure States abroad. »

Cf. Brown *op. cit.*, 1.

qualification et à la compétence professionnelle acquises à l'étranger, ils ont obtenu un visa de troisième catégorie attribué aux membres de professions exigeant une compétence exceptionnelle avec époux et enfants. D'autres (et plus particulièrement des chercheurs scientifiques) ont profité d'un stage aux États-Unis pour s'y installer définitivement. Certains laboratoires américains de recherche scientifique (de New York, San Francisco, Atlanta, Miami, Chicago, Baltimore, San Diego, Nouvelle Orléans, Cleveland, Seattle, San Antonio, Pittsburgh, etc.) leur ont proposé des bourses, puis des salaires.¹ Dans son article qui s'intitule « Africa's Loss in the Brain Drain », Kyle Brown affirme que :

Africa loses African professionals to the tune of \$4 billion each year. African doctors, teachers and businessmen flock to Britain, Canada and the U.S. for more lucrative positions, and many more skilled workers leave unstable political and economic conditions for more secure states within the continent.²

Il faut noter que la migration des chercheurs scientifiques africains est généralement motivée par des raisons économiques. Comme le soutient ce chercheur éthiopien de Boston :

In Addis Abba University, Ethiopia—of about 20 faculty from the Physics Department who left for Ph.D. studies—almost all to the United States—none returned. [...] It must be remarked that job opportunities, whether professional or otherwise, are far better for African scholars in the United States than in Europe, where the unemployment rate is high. This is one of the major factors that keeps professionals in the United

A propos des universitaires africains aux États-Unis, voir aussi *Journal of African Business*.

Editorial Board Members. Disponible sur

<<http://journalofafricanbusiness.utoledo.edu/edboard.htm>>.

¹ Okoli, 1994, 23 ; Okome, *op. cit.*, 15.

² Brown, *op. cit.*, 1.

States. A lenient immigration policy, better job prospects, and less segregating sociocultural setting attract African scholars to stay in the United States.¹

Cette fuite des Africains hautement qualifiés (en particulier les informaticiens, les ingénieurs, les biologistes, les physiciens, ou les médecins) a souvent été dénoncée par la presse africaine. Elle est regrettable pour le continent noir, pour la recherche scientifique en Afrique. Dans *Éducation et démocratie en Afrique : le temps des illusions*, Ambroise Kom écrit :

Du fait de la détérioration constante de [ses] conditions de vie et de travail, l'intelligentsia africaine est en passe de constituer une main-d'œuvre significative pour l'économie des pays développés. Sur ce plan, les Nigériens semblent tenir haut le flambeau, au moins sur le continent américain.²

Le phénomène de la fuite des cerveaux que l'on observe de l'Afrique vers le Nouveau Monde marque une nouvelle page de l'histoire africaine telle qu'elle a été écrite jusqu'à nos jours. Bien plus que l'exploitation matérielle, cette fuite représente la perte de ce que l'Afrique a de plus précieux, c'est-à-dire, la migration de son capital humain. Elle a également un impact négatif sur le plan économique en Afrique. Elle a un coût financier important pour les pays qui en sont victimes. James Butty partage ce point de vue :

It is estimated that Africa has lost a third of its skilled professionals in recent decades to the Brain Drain. [...] Africa was spending about \$4

¹ Teferra, 1997, 2.

² Cf. Ambroise Kom. *Education et démocratie en Afrique : le temps des illusions*. Paris : l'Harmattan, 1996, 273, cité dans *U.S Africa* <<http://www.usafricaonline.com>>. (consulté le 10 août 2006)

billion a year to replace the estimated 70,000 African professionals who leave their countries each year.¹

Cette situation interpelle les gouvernements des pays africains. Des autorités politiques des pays comme le Malawi, le Zimbabwe ou le Ghana ont attiré l'attention du gouvernement américain sur cette migration des cerveaux africains et sur ce paradoxe :

Officials in Ghana and other African countries have even begun to complain to American officials that they are losing talent trained in their Universities in a Brain Drain they can ill afford. [...] The Ashanti village of Bekwai saw 10 students qualify as doctors. Not one practises in Ghana.²

L'Afrique du Sud a récemment demandé aux pouvoirs publics américains et canadiens qu'ils arrêtent de recruter leur personnel médical qualifié.

Les facteurs liés au départ des cadres et intellectuels sont multiples (immigration de travail, regroupement familial, religion, asile politique, subvenir aux besoins de ceux restés au pays, etc.), les conséquences en sont également diverses.

50% des intellectuels africains établis aux États-Unis disent qu'ils sont conscients de l'ampleur du phénomène de la fuite des cerveaux et de son impact négatif sur le développement de l'Afrique.³ April Gordon le rappelle : « A major concern is that because African migrants tend to be young, skilled, and educated, a large-scale "brain drain" is occurring that will hinder African development efforts. »⁴ Un journaliste du bi-hebdomadaire *The African Times/USA* du 12 août 2006 souligne que :

¹ Butty, *op. cit.*, 6.

² Brown, *op. cit.*, 2.

³ *Ibid.*

Sur ce sujet, voir aussi Holmes, 1970, 23.

⁴ Gordon A., *op. cit.*, 86.

The migration of highly trained people out of Africa, often called brain drain or brain loss, leaves many nations short of the skills needed to meet the challenges of the twenty-first century. This phenomenon is not new to Africa. It began in the 1960s following independence and has continued ever since. Every year, thousands of Africans head overseas looking for better opportunities. The numbers were small initially, but they later increased as political, economic, and social conditions in Africa deteriorated.¹

Les magazines tels que *Newsweek*, *West Africa*, *Afrique-États-Unis*, *Class magazine* entre autres continuent d'attirer l'attention des migrants sur les conséquences du départ des intellectuels africains du continent, et notamment sur l'appauvrissement de l'Afrique. Comme le fait remarquer Joseph Takougang :

This brain drain has resulted in the loss of one-third of the continent's skilled professionals in recent decades. While these highly skilled professionals are a tremendous asset to the further development of the United States and other developed nations of the World, the \$4 billion that it cost to fill up the capacity gap created by their departure from their countries of origin continues to be a drain on the meagre resources of African nations. This can only lead to further economic stagnation for the continent and its people.²

Déjà en 1990, la Commission économique pour l'Afrique (ECA) exhortait les migrants africains qualifiés à retourner en Afrique pour participer à la reconstruction de leurs pays ou pour contribuer au développement économique et politique de ceux-ci. Elle a rappelé que :

¹ *The African Times/ USA*
<<http://www.theafricantimes.com>>. (consulté le 30 août 2006)

² Takougang, *op. cit.*, 43.

No society progresses toward full social and economic development without sacrifice, hard-work and a pioneering spirit. Conditions are the way [they are] in Africa, partly because of your absence from the scene. Your skills, and knowledge, combined with an unflinching commitment to the welfare of your people, can play a most important part in transforming your country's economy and raise the living standards of your people. Your continent needs you now.¹

C'est cette prise de conscience de la situation sociopolitique et économique du continent en ce qui concerne la pénurie de cadres et autres travailleurs qualifiés qui a incité cet intellectuel ghanéen à vouloir rentrer dans son pays pour contribuer au développement de celui-ci. Un journaliste du magazine britannique *Newsweek* écrit :

Kofi Apraku wants to go back home. Nearly 20 years ago, he came to America as an exchange student to finish high school—and ended up staying to get his B.A., M.A. and Ph.D. Now he is Professor of Economics at the University of North Carolina at Asheville. According to a United Nations estimate, 300,000 trained professionals like Apraku are working in the West. Most can't—or won't—return. The result: a devastating brain drain that has deprived the continent of its top talent.²

D'autres migrants comme cet ingénieur en informatique d'origine camerounaise préfèrent apporter leur contribution depuis les États-Unis. « J'entends poursuivre, fût-ce en franc-tireur, ma croisade en faveur de l'adoption des Technologies de l'information et de la communication (TIC) pour contribuer au développement de l'Afrique », a-t-il souligné. « Je voudrais mettre mon expérience

¹ Cf. « La déclaration de The Economic Commission for Africa », citée dans le livre d'Apraku, 1991, 32.

² Cf. *Newsweek*, Jul. 1991.

professionnelle au service de l'Afrique. Aujourd'hui, pas demain, car la passion de ma vie c'est l'action. »¹

Selon un rapport des Nations Unies pour le Développement des Ressources Humaines, il y avait plus de 21.000 médecins nigériens qui exerçaient aux États-Unis en 1993.² Le déclin économique et l'instabilité politique sur le continent ont dissuadé des milliers de cadres et professionnels formés non seulement aux États-Unis mais aussi en Europe, de rentrer dans leur pays d'origine. Il faut dire que la dégradation des conditions socioéconomiques et politiques en Afrique s'est accentuée dans les années 1990. Et de ce point de vue, Joseph Takougang souligne que :

Many Africans, particularly highly skilled professionals have been forced to seek their economic fortunes elsewhere, including the United States. In fact, a 1991 report estimated that one out of every four African in the United States was believed to be a Nigerian. According to the United Nation's Human Development Report, in 1993, at a time when Nigeria's healthcare system was severely deficient there were more than 21,000 practising Nigerian physicians in the United States. Recently the situation has become so severe that many of the highly skilled and trained professionals who had been educated in the United States and Europe and had returned home in the 1970s and early 80s have been forced to return to the West in search of better opportunities. Even some of the most patriotic African students who were still thinking of returning home after completing their course of study in the United States have become disillusioned that many of them have given up the idea.³

Le politologue togolais Edem Kodjo et l'économiste ghanéen Kofi Apraku pensent que la situation politique actuelle en Afrique subsaharienne – et en

¹ Cf. Bonjawo, 2007, 2.

² Rapport des Nations Unies, cité dans l'article de Takougang, *op. cit.*, 54.

³ *Ibid.*

particulier l'absence de démocratie – constitue un frein pour le retour des migrants qualifiés et hautement qualifiés dans leur pays d'origine. En conséquence, des réformes politiques et économiques s'imposent. D'après Kofi Apraku :

The greatest challenge for African government to overcome is the strong resentment of the migrants for pervasive political dictatorship, authoritarianism, corruption, and economic mismanagement that characterize the landscape of Africa. [...] The strong emphasis that many of these emigrants place on political freedoms in their return decisions may be the direct outcome of their long stay in the United States.¹

Dans un article intitulé « African Immigration and Naturalization in the United States from 1960 to 2002 : A Quatitative Determination of the Morris or the Takougang Hypothesis », Karim Bangura insiste également sur la nécessité d'une réforme dans les domaines de l'éducation, de l'économie et de la politique en Afrique pour endiguer la fuite de sa main-d'œuvre hautement qualifiée vers les États-Unis :

Africa is being drained of its brightest sons and daughters. The only way to stop this brain drain is for African nations to improve their quality of education, increase economic opportunities, and increase the opportunities for political participation.²

D'une manière générale, les trois-quarts des migrants africains aux États-Unis (intellectuels ou non) ménagent avant tout leurs intérêts personnels et immédiats ainsi que ceux de la famille à laquelle ils n'échappent pas, plutôt que

¹ Apraku, *op. cit.*, 33-34.

² Cf. BANGURA, Karim. « African Immigration and Naturalization in the United States from 1960 to 2002 : A Quatitative Determination of the Morris or the Takougang Hypothesis. » 7.

<Article disponible sur <http://www.purehost/articles/bangura.html>>. (consulté le 3 janvier 2005)

d'affronter les « monstres politiques » locaux en vue de l'édification d'une nation viable pour l'avenir.¹ Une anthologie de récits d'expérience des migrants africains dévoilerait les limites de la révolte individuelle face aux systèmes politiques qui, pour être balayés, ne demandent pas moins qu'une révolution. Mais est-il possible de contribuer au développement du pays natal à partir de son pays d'adoption ?

Un quart des migrants africains établis aux États-Unis affirment qu'ils peuvent aider ou contribuer au développement économique de leur pays d'origine depuis l'étranger, grâce notamment aux transferts de fonds.² Aussi étrange que cela puisse paraître, le montant des transferts d'argent effectué par certains migrants africains comme les Ghanéens, équivaut aux ressources générées par l'exportation des matières premières de leur pays. Kyle Brown le confirme lorsqu'il écrit :

Millions of African professionals working in the West send massive amounts of money home. Ghana's remittances, for example, rival its most important exports. Sending US \$400 million a year. Ghanaians all over the Diaspora contribute almost as much as cocoa—its principal crop—to economy.³

L'exode des cerveaux africains vers l'Amérique est d'ailleurs devenu un véritable problème auquel Gumisai Mutume vient de consacrer une étude.⁴ Les statistiques annuelles sur l'émigration de la main-d'œuvre hautement qualifiée vers les États-Unis sont multiples et imprécises. La presse écrite africaine (*West Africa*, *The African Abroad*) estime que chaque année, environ 5000 Africains hautement qualifiés quittent le continent africain pour s'établir dans le Nouveau Monde. Par exemple, en 2000, ils étaient 5150.⁵ L'ampleur du phénomène, ce transfert de savoir

¹ Diop, *op. cit.*, 150.

² Notre enquête.

³ Voir Brown *op. cit.*, 3.

⁴ Cf. MUTUME, Gumisai. « Reversing Africa's Brain Drain : New Initiatives Tap Skills of African Expatriates. » *Africa Recovery* 2(2003):17-19.

⁵ Cf. *USAfrica*, *op. cit.*, 12.

et des technologies à l'envers doit être vue, selon Mutume, en termes de disponibilité de ces ressources dans les pays africains dont sont originaires les migrants, en termes de qualité de ces talents perdus pour l'Afrique, en termes également de besoin de ces ressources humaines pour les pays d'émigration.¹

Aussi, lorsqu'un pays africain perd un médecin explique-t-il, ce sont 22.000 patients qui restent sans soins, alors que l'action de ce même médecin aux États-Unis ne touchera guère que 400 personnes.²

La revendication des autorités africaines constitue donc un facteur déterminant pour assurer la viabilité et le développement futur de leur pays. Au Congo, l'un des principaux objectifs du projet établi par le ministère de l'enseignement supérieur en 1990 visait à retenir les diplômés de l'Université (en médecine et en technologie) au pays afin que leurs compétences et leur expérience soient mises au service du développement et du renforcement de la société civile.³

Des journaux tels que *The African Times/USA* et *The African Observer* estiment que l'Afrique a besoin de cette main-d'œuvre qualifiée, en dépit du problème de l'insécurité qui n'est toujours pas résolu dans certains pays d'Afrique subsaharienne (au Soudan, en Sierra Leone, en Ethiopie, en Somalie, au Tchad, en Angola, au Rwanda, au Congo, en Erythrée, etc.). Comme le souligne un journaliste du *African Times/USA* :

These people are needed in Africa. We have enough high IQ engineers in the USA. Africa needs these people. [...] Africa might "need" these people, but Africa isn't utilizing them very well at the moment. It's a really lousy deal for them as well. Even if the immigrants I knew stayed in retail their whole lives (and they seemed to be ambitious and hardworking to do that) it's a better outcome than getting their arms and legs hacked off with a machete, which has been known to happen in Africa. I think Samuel Huntington noted in *Who Are We* that African

¹ Tiyambe, *op. cit.*, 10 ; Mutume, *op. cit.*, 15.

² *Ibid.*

³ *Afrique-États-Unis*, *op. cit.*, 14.

immigrants to the U.S. are more likely to hold desk jobs than native Blacks. How many of those jobs even exist in Africa?¹

L'universitaire ghanéen estime que 60% des cadres et experts africains envisagent de retourner dans leur pays d'origine, lorsque les conditions politiques et économiques qui les ont poussés à partir auront changé. Nous y reviendrons dans la dernière partie de ce travail de recherche. Plusieurs questions se posent. Comment, en effet, après des années de vie intellectuelle et professionnelle intense, accepter le retour dans des structures archaïques, inefficaces et obsolètes ? Comment également priver ses enfants, notamment ceux nés et grandis aux États-Unis, d'une éducation que l'on est soi-même allé acquérir à Princeton, à Stanford, à Columbia, Yale ou Harvard ?

Certains, tels que l'informaticien nigérian Philip Emeagwali et le Gambien Souleymane Nyang, directeur du département d'études africaines à Howard University de Washington, avouent sans aucun complexe qu'il n'est pas question pour eux de rentrer en Afrique aujourd'hui. Ce dernier affirme : « nous vivons dans un village global, nous ne sommes pas faits pour servir uniquement les nôtres, mais l'humanité en général. »² De même, près d'un tiers des participants à notre enquête se montrent peu enthousiastes à la perspective de rentrer, dans l'immédiat, dans des pays politiquement et économiquement instables.³

En tout état de cause, 67% des migrants africains qualifiés aux États-Unis estiment qu'ils ont une dette morale vis-à-vis du continent africain et le devoir de mettre l'expérience acquise à l'étranger au service de leurs pays respectifs.⁴

¹ *The African Times/ USA*

<<http://www.theafricantimes.com>>. (consulté le 5 juillet 2006)

² Apraku, *op cit.*, 23.

³ Notre questionnaire.

⁴ Apraku, *op cit.*, 46.

Lors d'un entretien avec un groupe de migrants camerounais de Washington, D.C., un journaliste américain demande si les Camerounais de la Diaspora ont une responsabilité par rapport leur pays. Un de ces migrants répond, nous citons :

Oui. Ils ont le bénéfice d'une riche expérience du monde, et le devoir de partager le savoir auquel ils ont accédé grâce aux sacrifices consentis par les paysans camerounais. L'école publique gratuite qui leur a offert l'instruction était financée par la taxation implicite qu'ont subi les planteurs de café, de cacao et de coton.

Malheureusement, beaucoup de Camerounais de la Diaspora pensent que le fait d'avoir été à l'école et d'avoir obtenu des diplômes leur donne des droits particuliers sur le Cameroun... Les milliers d'entre eux résidant aux États-Unis sont les plus aisés du point de vue matériel. Travailleurs, dynamiques et entrepreneurs, ils tirent bien profit de l'ouverture et de la flexibilité de la société américaine. Ils constituent un des groupes sociaux les mieux formés et certains mènent des carrières remarquables dans le secteur privé et dans les grandes institutions internationales.¹

La réflexion de certains Africains de la Diaspora court cependant le risque de s'éloigner de la réalité du terrain, ce qui n'est guère surprenant. Les bonnes intentions ne suffisent pas. La société africaine traditionnelle reste très conservatrice et il arrive parfois qu'il y ait une incompréhension entre le migrant africain et l'autochtone en ce qui concerne la prise de décisions sur les questions qui engagent l'avenir du pays, tandis que la société moderne connaît une mutation rapide.

¹ Cf. Cameroun Link.

<Disponible sur http://www.camerounlink.net/fr/pers_news.php?nid=11742&pid=294>. (consulté le 23 janvier 2007)

La population africaine qualifiée émigre plus facilement vers les pays développés. En 1995, un rapport de l'Office des Migrations Internationales (OMI) évaluait à 23.000 le nombre de cadres et intellectuels africains quittant chaque année le continent à destination de l'Amérique, de l'Europe ou de l'Australie. La situation socioéconomique dans 70% des pays d'Afrique subsaharienne est aujourd'hui telle que beaucoup de diplômés ne peuvent espérer trouver sur le continent un emploi correspondant à leurs compétences et doivent se résoudre à l'exode, avec parfois des chances assez sérieuses d'installation dans des pays développés qui connaissent des déficits d'emplois qualifiés dans certains secteurs.¹

Mais derrière ces quelques privilégiés qui parviennent à émigrer grâce à leur niveau élevé de qualification, il y a un nombre considérable de jeunes (40% selon Manthia Diawara) en l'occurrence vivant dans la pauvreté et la frustration.²

Crise économique, taux de chômage élevé, violations des droits de l'homme, conflits armés et manque de services sociaux adaptés, tels la santé, le transport et l'éducation sont autant de facteurs qui concourent aux migrations des Africains vers les États-Unis. Par exemple, au Soudan, les guerres civiles incessantes, le sous-emploi, la recherche de qualification a incité 40% des Soudanais à quitter leur pays. Ces derniers représentent environ 3% des migrants africains aux États-Unis.³

En dépit des difficultés rencontrées, de la complexité des rapports sociaux dans leur pays d'adoption, les migrants africains (qualifiés et non qualifiés), voyant des Noirs maires des grandes villes (Harold Washington à Chicago en 1983 ou David Dinkins à New York en 1989), conseillers municipaux, représentants au congrès, juge(s) à la Cour suprême, chefs de police ou journalistes renommés, sont persuadés que leurs enfants, une fois les diplômes requis en poche, pourraient avoir accès à tous les postes que leur compétence saura leur offrir.

¹ Kromah, *op. cit.*, 23.

² Diawara, 2003, 6.

³ *Afrique-États-Unis*

<<http://www.allafrica.com>>. (consulté le 4 mars 2007)

3.2. Le système d'attribution des visas

L'amendement Johnson/Kennedy, mis en application en 1968, substitue à la sélection par origines nationales un seuil numérique fixé chaque année : aucun pays ne peut faire admettre plus de 20.000 immigrants par an. Sept catégories de visas d'immigration permettent d'établir de subtiles distinctions parmi les postulants. Celles-ci étaient toujours en vigueur en 1990. La première catégorie regroupe les fils et filles célibataires de citoyens américains et leurs enfants ; la seconde, les époux et fils/ filles d'étrangers résidents permanents ; la troisième : les membres de professions exigeant une compétence exceptionnelle avec époux et enfants ; la quatrième : les fils et filles mariés de citoyens américains avec époux et enfants ; la cinquième : les frères et sœurs de citoyens américains avec époux et enfants et la sixième : les travailleurs dans des emplois qualifiés ou non dont les compétences manquent aux États-Unis, leurs époux et enfants.¹

Aujourd'hui dans les consulats américains en Afrique subsaharienne, les conditions d'obtention de visas sont de plus en plus discriminantes et contrôlées pour les émigrants, notamment depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001. Les pièces requises sont nombreuses : preuve que l'on dispose d'un revenu suffisant pour le séjour prévu, garantie de rapatriement, attestation d'accueil dûment visée par la mairie de l'hébergeant.²

En l'absence de ces pièces, le candidat à l'entrée aux États-Unis peut être refoulé à la frontière par la police des frontières. Aussi, conformément aux nouvelles lois sur l'immigration, les autorités américaines établissent une sélection de migration selon des critères sociaux privilégiant les immigrants hautement qualifiés, ayant des compétences professionnelles et linguistiques, susceptibles de

¹ Source : U.S. Immigration and Naturalization Service, 1990. Statistical Yearbook of the INS, Washington, D.C..

² Mutume, 2003, 15.

s'intégrer à la société américaine.¹ Il s'agit simplement d'une immigration triée et choisie. Les principales nouveautés de la loi concernent également les conditions de résidence et les modalités d'expulsion, par exemple la pratique de la double peine pour les résidents ayant commis certains délits particuliers (crime, trafic de drogue, etc.), le refus de garantie de soins (sauf urgence) pour les clandestins.²

De même que la nouvelle loi sur les réfugiés rend l'obtention de ce statut difficile. Les candidats au statut de réfugié doivent prouver qu'ils ont fait l'objet de persécutions dans leur pays pour être acceptés aux États-Unis. Cela s'explique sans doute par le fait que le profil des migrants africains a changé au fil des années, mais aussi par l'augmentation croissante du nombre de réfugiés depuis les années 1980, comme l'a observé Joseph Takougang :

Unlike their counterparts of the 1960s and 70s, whose primary objective was to obtain an American education before returning home to contribute to the task of nation-building, the new immigrants from Africa are mainly refugees and asylum seekers escaping the ravages of civil wars and political persecution in their homelands, or highly skilled professionals disappointed by the worsening economic situation in many African states.³

¹ Cf. Okome, *op. cit.*, 18.

² Cf. U.S. Immigration and Naturalization Service (INS). Washington, D.C., 1997.

³ Takougang, *op. cit.*, 50.

Chapitre IV

4. Les catégories de migrants africains aux États-Unis

4.1. Leur profil socioculturel

Le terme « migrant » nécessite un éclaircissement. Du latin *immigrare* (venir dans, s'introduire dans, changer de résidence), le verbe « immigrer » est défini, par le *Dictionnaire de Sociologie*, comme « l'entrée dans un pays de personnes non autochtones venant y chercher un emploi. » Il conviendra d'évoquer la situation des migrants « écologiques », c'est-à-dire, ceux qui ont fui les conséquences de la désertification, de la sécheresse et de la famine dans leur pays ; celle des migrants politiques qui ont survécu aux dictatures africaines et enfin celle des migrants économiques, victimes du chômage endémique, de la crise de l'emploi et de la précarité.

Aux États-Unis, un immigrant est « une personne née étrangère à l'étranger et entrée dans le pays en cette qualité en vue de s'établir sur le territoire américain de façon durable. »¹ 32% des migrants africains ont pu, au cours de leur résidence aux États-Unis, acquérir la nationalité américaine.² En 1990, Sylviane Anna Diouf écrivait :

Les Africains noirs qui émigrent aux USA – et ils sont de plus en plus nombreux à faire ce choix depuis dix ans – sont en majorité anglophones et ont acquis dans leur pays d'origine un bon niveau d'instruction.

Commerçants, intellectuels..., ils jouissent d'un statut plus élevé que les immigrés africains en Europe et sont moins touchés par le racisme que les Noirs américains.³

¹ *The Migration Information Source : U.S. in Focus*
<<http://www.migrationinformation.org>>. (consulté le 8 mai 2006)

² *Ibid.*

³ Diouf, *op. cit.*, 20.

Polyglottes et plus qualifiés que les autres minorités visibles (Latinos, Asiatiques, Afro-Caribéens, et Africains-Américains), les migrants africains sont présents dans plusieurs villes des États-Unis. A New York, par exemple, ils sont plus nombreux (environ 158.175 en 2000) que les Afro-Caribéens (54.200).¹ Les hommes représentent 58% d'entre eux.²

96.2% des migrants africains travaillent et 70% d'entre eux bénéficient d'un support familial stable.³ En 1981, les femmes représentaient 47.7% des migrants africains et 46.6% en 1991.⁴ De ce point de vue, Sam Robert affirme que :

Many Immigrants from Africa speak English, were raised in large cities and capitalist economies, live in families headed by married couples and are generally more highly educated and have higher-paying jobs than American born Blacks.⁵

Cette population est socialement très hétérogène. Ce qui caractérise par ailleurs ces migrants, c'est leur niveau d'études, relativement élevé par rapport à celui d'autres minorités.⁶ Ils constituent à notre connaissance l'un des groupes sociaux les plus diplômés du pays, comme l'ont d'ailleurs observé Howard Dodson et Sylviane Diouf, qui écrivent : « The most significant characteristic of the African immigrants is that they are the most educated group in the nation. Almost half have

¹ U.S. Census Bureau. Data Set : Census 2000, Summary File 3.

² Cf. Diouf & Dodson, 2005, 5 ; 70% d'après les résultats de notre enquête.

³ Diouf, 1991, 20.

⁴ Tiyaambe, 2002, 13.

⁵ Roberts, *op. cit.*

⁶ Cf. Teferra, 1997 ; Dodoo, 1997 ; Arthur, 2000 ; Momeni, 1986 ; voir également l'article « African-Born U.S. Residents are the Most Highly Educated Group in American Society. » *The Journal of Blacks in Higher Education* 13(1996): 33-34.

bachelor's or advanced degrees, compared to 23 percent of native-born Americans.
»¹

Parmi les migrants africains hautement qualifiés aux États-Unis (près de 6%), on compte des médecins, ingénieurs, universitaires, juristes, économistes, banquiers, analystes en informatique, dirigeants et cadres de multinationales, entrepreneurs dans le secteur du commerce et dont on parlera dans la seconde parties de notre travail.²

Les migrants africains constituent une population essentiellement urbaine, éclatée en microgroupes et dispersés à travers tout le pays. A titre d'exemple, c'est au Texas (un État grand comme la France) que se trouve le plus grand groupe de migrants nigériens du pays (136.000 selon les statistiques du *U.S. Census Bureau*, 2000). L'afflux des Nigériens au Texas n'est pas le fruit du hasard. En effet, les États-Unis entretiennent des liens économiques très étroits avec le Nigeria, le premier pays producteur de pétrole en Afrique. D'ailleurs un migrant nigérien sur trois est allé travailler dans des usines américaines de pétrole situées dans cet État, dans les années 1980.³ Dès lors, la présence des Nigériens au Texas est motivée par des raisons économiques. Parmi les pays africains ayant engendré des réfugiés, le Nigeria se plaçait en haut de l'échelle en 1990, rappelons-le.

A propos de la répartition géographique du groupe social, Jill Wilson écrit :

Just like the African-Americans, and unlike the Caribbean immigrants, Africans are dispersed throughout the country, including Hawaii and Puerto Rico, and in no state do they number fewer than 150. New York has the largest African population, followed by California, Texas, and Maryland. However, the District of Columbia, Maryland, and Rhode Island have the highest percentage of Africans in their total populations. The East Coast and California are the Sub-Saharan Africans' principal

¹ Dodson & Diouf, *op. cit.*, 6.

² *Ibid.*

³ Okome, 2002, 14.

areas of settlement, but almost 52,000 live in Texas, 34,000 in Georgia, and close to 29,000 in Virginia.¹

La capitale fédérale des États-Unis a accueilli, au fil des années, des migrants africains venus des pays tels que le Ghana, la Sierra Leone, l’Ethiopie, la Somalie, le Cameroun, l’Erythrée, etc.² Ces migrants ont quitté le continent africain pour diverses raisons. Sur les 16.369 migrants africains admis aux États-Unis en 1990, 63.9% d’entre eux soit environ 10.459 migrants résidaient dans les États du Texas, de New York, de Georgie, de l’Illinois, de Californie et dans le Maryland.³ En 1991, la population éthiopienne de Washington, D.C. était estimée à 20.000 personnes. En 1993, entre 80.000 et 100.000 migrants africains habitaient à Chicago.⁴

L’étude faite par Wilson a également montré que les migrants africains sont des citoyens à 90%.⁵ La grande majorité (95%) d’entre eux ont migré dans des zones urbaines où se trouvaient déjà leurs compatriotes :

Africans are highly urban : 95 percent reside in a metropolitan area, and like most immigrants, they tend to establish themselves where other countrymen have preceded them and established the basis of a community. According to the region in Africa they come from, migrants tend to select certain states. West Africans are mostly found in New York (17 percent) and Maryland (11 percent), while 15 percent of East Africans have chosen California and 10 percent Minnesota. 16 percent of Central Africans live in Maryland and 9.5 percent in

¹ Jill, 2003, 4.

² Bereket, *op. cit.*, 2.

³ Cf. Carson, 2003.

⁴ Statistiques du *US Census Bureau* citées par Joseph Takougang dans son article qui s’intitule « Recent African Immigrants to the United States : A Historical Perspective. » *The Western Journal of Black Studies* 19 (1995): 55.

⁵ Wilson, *op. cit.*, 4.

California. Southern Africans are most numerous in California (22 percent) and Florida (9.4 percent).¹

Le choix de la ville d'installation est déterminé par la possibilité de rencontrer d'autres migrants africains. 85% d'entre eux ont migré dans des villes où ils avaient des parents ou des amis.² Ces migrants se regroupent autour de leurs compatriotes dans des quartiers (résidentiels ou populaires) et se concentrent souvent dans des professions particulières. Comme nous le verrons plus loin, ils se dispersent progressivement et se différencient en termes de résidence, de métiers, de revenus, et de niveau d'études. Par exemple, 60% des migrants angolais et camerounais de Bakersfield, Sacramento et Stockton en Californie ont rejoint soit leurs compatriotes soit des membres de leur famille.³ Kinuthia Macharia observe :

It is notable that most African migrants, especially those coming to the United States in the last ten years, do not migrate blindly. They usually have contacts here, and in most cases they move into the cities where most of their countrymen are.⁴

La ville de Providence, R.I. compte un groupe important de migrants Libériens estimé à environ 22.000 personnes.⁵ Les grandes villes permettent à ces migrants de retrouver plus facilement des compatriotes. La proximité de la ville et des amis reste fortement souhaitée pour près de 45% des personnes que nous avons interrogées. Ce sont les affinités culturelles qui ont guidé leur choix du lieu

¹ Ibid.

² Cf. « Les migrants d'Afrique », *op. cit.*, 24.

³ Ibid.

⁴ Macharia, 2002, 12.

⁵ Cf. *The Migration Information Source*, *op. cit.*

USA Today

<Disponible sur http://www.usatoday.com/news/politics/2008-03-03-4279719716_x.htm>. (consulté le 17 mai 2008)

d'installation. C'est aussi vrai pour les migrants africains de Philadelphie. L'enquête menée par l'anthropologue Leigh Swigart a révélé qu'il y a dans certains quartiers de cette ville du grand Nord-Est des États-Unis des micro-groupes de migrants africains :

African immigrants arriving in Philadelphia tend to settle in the same neighborhoods as friends and family members who came before them. This « Chain Migration » creates pockets of different populations around the area—many Sierra Leoneans, Liberians, and Ethiopians live in Southwest Philly, for example. Sudanese tend to settle in either West or Northeast Philly. There is a small Kenyan population in Norristown. And a number of Eritreans live in Lansdale.¹

S'agissant de l'origine géographique, les nouveaux migrants africains viennent aussi bien de pays anglophones (Nigeria, Ghana, Gambie, Ouganda, Libéria, Sierra Leone, Zambie, Zimbabwe, Kenya, Namibie, Tanzanie, Malawi, Swaziland, Ouganda, Seychelles), lusophones (Cap-Vert, Angola, Guinée-Bissau, Mozambique, São Tomé et Príncipe), hispanophones (Guinée équatoriale) que francophones (Sénégal, Côte d'Ivoire, Gabon, Bénin, Congo, Ethiopie, Cameroun, Tchad, Togo, République centrafricaine, Mali, Rwanda, Soudan, Niger, Burundi, Madagascar).² Nous reviendrons sur les relations interculturelles et intra-ethniques, ainsi que sur l'engagement associatif de ces nouveaux arrivants dans la métropole états-unienne, plus loin.

Ces migrants – que les Mexicains appellent « Los Africanos » – viennent (pour 55%) de pays dont les cultures diffèrent énormément de celle des États-Unis. C'est pour cette raison que l'on peut s'interroger sur l'intégration et / ou l'assimilation de ces nouveaux arrivants aux États-Unis.

L'émigration des Africains vers les États-Unis, comme nous l'avons déjà vu, est un phénomène récent (significatif à partir des années 1960). Par conséquent,

¹ Swigart, 2001, 10.

² Cf. *The U.S. Census Bureau, op. cit.* ; Dedieu, 2002, 66 ; Macharia, *op. cit.* ; Diouf, *op. cit.*

la population africaine immigrée n'est qu'à sa deuxième, voire troisième génération. Auparavant, l'émigration africaine était orientée vers d'autres pays¹ d'Afrique (migration interne) ou vers les pays d'Europe occidentale comme le Royaume Uni, la France, la Belgique ou l'Allemagne. Ces pays ont constitué pendant plusieurs décennies, la destination traditionnelle des Africains.²

Cette émigration, on l'a vu, s'inscrit dans une double perspective ; d'une part économique : recherche d'un emploi mieux rémunéré que celui occupé dans son pays d'origine (le cas échéant) ainsi que de meilleures conditions de vie en général ; d'autre part, socioculturelle : la liberté et la quête d'un « avenir radieux » pour les jeunes diplômés, les travailleurs migrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés politiques.³

Notre recherche nous a permis d'établir une typologie des migrants africains en trois groupes distincts :

- *Les migrants africains naturalisés Américains.

- *Les travailleurs qualifiés, possédant la *Green Card*.

- *Et les illégaux.

Cette classification permet d'appréhender la diversité des situations d'intégration / de non intégration et / ou d'assimilation / de non assimilation à la population américaine.

L'immense majorité des migrants africains (environ 95%) travaillent, bâtissent des projets pour l'avenir, bénéficient d'une éducation scolaire et de compétences dans des domaines très variés. Ils sont aussi très attachés aux valeurs

¹ Par exemple, les Burkinabés et Maliens immigraient en Côte d'Ivoire. Les Sénégalais et Tchadiens allaient s'établir au Congo-Brazzaville ; le Kenya a absorbé des flots d'immigrants somaliens et soudanais ; les Centrafricains, au Gabon ; les Congolais de la RDC émigraient vers le Nigeria et vers le Congo-Brazzaville voisin ; les Rwandais et Angolais en ex-Zaïre ; les Libériens en Sierra Leone, etc.

Smith, 2005, 56-57.

² Okome, *op. cit.*, 6.

³ Tiyambe, *op. cit.*, 9 ; Adelman, 1994, 18.

familiales.¹ L’assertion de Selassie Bereket sur les migrants africains de Washington, D.C. est tout à fait éclairante de ce point de vue :

Most African immigrants in Washington are not “the huddled masses” and “wretched refuse” of Emma Lazarus’s poem inscribed on the statue of Liberty. They are primarily young and comparatively well-educated men and women, many of whom have come to the United States with professional skills and entrepreneurial drive. The success of the many restaurants “with Third World” names attests to these traits.²

4. 2. Les migrants de l’Afrique de l’Ouest établis aux États-Unis.

Les phénomènes migratoires sont profondément ancrés dans l’histoire sociale des peuples d’Afrique de l’Ouest. La migration ouest-africaine aux États-Unis s’est accentuée et diversifiée au cours de ces dernières années. Elle est un processus déjà bien engagé, et le nombre d’immigrants venus s’établir, de manière plus ou moins permanente, dans les métropoles du pays ne cesse d’augmenter (10% par an).³ Les Ouest-Africains représentent 40% de la population africaine migrante aux États-Unis.⁴ C’est pourquoi, il nous paraît intéressant d’étudier l’évolution de cette migration, ainsi que l’intégration de ce groupe social. Notre recherche sera centrée d’une part, sur l’intégration des migrants ouest-africains dans l’espace

¹ Par exemple, 94.2% des migrants africains que nous avons interrogés ont un emploi et 85% d’entre eux sont mariés et ont des enfants.

² Bereket, *op. cit.*, 7.

³ *The Migration Information Source : U.S. in Focus*
Washington, DC.

<<http://www.migrationinformation.org>>. (consulté le 8 mai 2006)

⁴ *Ibid.*

économique, socioculturel et politique dans la société américaine et, d'autre part, sur leur assimilation linguistique et culturelle à la population locale.

Nous examinerons plus précisément le rôle des marchands itinérants à New York : leurs conditions de travail et leurs conditions de vie dans une ville qui a accueilli tant de groupes sociaux différents.

The U. S. Bureau of Census évalue à environ 158.175, le nombre de migrants originaires de l'Ouest du continent africain qui résident dans la ville de New York.¹ Ils sont dispersés dans la mégalopole (Flushing, Queens, Parkchester, Harlem, Bronx, Midtown-Manhattan, etc.). Les Nigériens représentent 30% de la population africaine, 15% des Mourides sénégalais, 14% des Gambiens, 10% des Ghanéens, 5.5% des Maliens, 4% des Libériens, 3.8% des Béninois, 2.6% des Sierra-Léonais, 1.5%, des Guinéens, 1% des Ivoiriens.

En matière d'immigration, toute approche statistique est notoirement délicate et complexe, on ne le dira jamais assez. La difficulté atteint peut-être son paroxysme en Afrique, où, comme l'affirme Miller Mark, non seulement il est difficile d'observer les mouvements de population, mais où l'on assiste à un développement considérable de la migration clandestine et à une augmentation constante des réfugiés. Sur le plan statistique, l'existence et la fiabilité des sources sont les deux grandes incertitudes d'une recherche sur les populations migrantes d'Afrique subsaharienne.² L'absence d'une base de données fiable et continentale ne permet pas de déterminer avec une certitude absolue l'ampleur du problème.

Les pays africains fournissent des informations très insuffisantes sur l'émigration ; certains pays font l'effort d'inclure dans les recensements généraux de populations quelques questions sur les migrations, ou réalisent des comptages aux frontières. Même dans le meilleur des cas, la lecture et l'utilisation des données restent aléatoires et compliquées. Dans son panorama statistique, Jill Wilson affirme que 40% des États africains disposent de sources spécialisées, collectées par des organismes tels que les offices de la main-d'œuvre, qui en fait ne contrôlent

¹ Source : U. S. Bureau of Census, 2000.

² Mark, 1993, 34.

que les migrations officielles¹. Ces chiffres sous-estiment donc la réalité et l'ampleur du phénomène.

Les statistiques des pays d'accueil (dans le cas de notre étude, les États-Unis) nous paraissent être beaucoup plus fiables. Car il existe une distorsion importante entre les statistiques des pays africains et celles des États-Unis d'Amérique : il est donc plus facile de recenser un immigrant, c'est-à-dire une personne résidant dans un lieu donné, qu'un émigrant, par définition absent. « L'harmonisation » ou plus exactement « l'inharmonisation des sources », selon Sylviane Anna Diouf, « constitue un obstacle supplémentaire. »²

Conclusion

L'immigration africaine aux États-Unis est liée, comme nous l'avons souligné *supra*, à une multitude de facteurs (idéologiques, économiques, religieux). Nous avons tenté de replacer cette immigration dans son contexte historique et d'étudier l'origine et le profil socioprofessionnels des migrants. Dans les années 1980, les migrations africaines se sont intensifiées et réorientées géographiquement. De l'Afrique vers l'Europe, puis de l'Afrique vers l'Amérique du Nord dans un contexte économique ou politique plus général.

On ne peut donc pas réduire l'immigration à sa dimension économique. Même si l'on s'accorde à penser que la recherche de travail demeure l'un des motifs fondamentaux des départs, l'imbrication des facteurs nécessite d'être étudiée.

Aux prises avec de graves difficultés économiques (sécheresse du Sahel), troublés par des conflits locaux aux implications souvent ethniques, les nouveaux États d'Afrique subsaharienne ont connu on l'a vu une forte instabilité politique au

¹ Wilson, 2003, 8.

² Diouf, *op. cit.*, 22.

cours de la période postcoloniale. Les prises illégales du pouvoir, les troubles politiques et sociaux ont généré des flux migratoires vers les États-Unis d'Amérique. Par exemple, en 1992, Washington, D.C. accueille des centaines de réfugiés ayant fui la guerre civile et la famine en Somalie ; l'apartheid en Afrique du Sud (1960-1994) ; les guerres civiles et les génocides en Angola (1980-85), au Nigeria (1965-67), au Rwanda (1994-96), au Libéria (1990-95), au Congo (1996-98) ; les persécutions religieuses (les catholiques au Soudan et en Somalie – pays musulmans à 99%) ; les catastrophes naturelles notamment la sécheresse (au Soudan, au Tchad et aux îles du Cap-Vert) ; les dictatures politiques (ex-Zaire, Togo) ; l'explosion du taux de chômage, la précarité chez les jeunes diplômés sortis des Universités ou rentrés de l'étranger – conséquence directe du Programme d'Ajustement Structurel (PAS)¹ imposé par le Fond Monétaire International (FMI) aux pays d'Afrique équatoriale, dans les années 1980...

L'immigration économique s'est accentuée dans les années 1980. 55% des migrants africains n'ont pas quitté leur pays avec enthousiasme ; ils y ont été contraints et ont émigré pour des raisons professionnelles, politiques, économiques et familiales. Les années 1980 sont considérées comme une période crépusculaire en Afrique subsaharienne. Des troubles politiques au Nigeria, en Angola et au Ghana ont déclenché le départ de milliers de personnes vers l'Occident. Le Rwanda en particulier est un pays exsangue et économiquement sinistré, confronté de plein fouet à une terrible pauvreté. La guerre de 1994 a plongé le pays dans le chaos, déplaçant des centaines de personnes.² Dans les années 1970, l'Ouganda a quant à

¹ Le Programme d'Ajustement Structurel consistait à réduire, de façon significative, le nombre de fonctionnaires dans la fonction publique de certains pays africains, afin de réduire leur déficit économique et d'obtenir un prêt du FMI. La fonction publique étant le principal employeur dans la grande majorité (90%) des pays d'Afrique subsaharienne, à orientation politique communiste (Angola, Congo, Togo, Zambie, Gabon, Bénin...). Par conséquent, un tiers des jeunes diplômés ont vu leur avenir s'obscurcir et n'ont eu d'autres choix que d'émigrer vers les États-Unis, le Canada, l'Australie ou l'Europe.

Okome, *op. cit.*, 17.

² Cf. *The New York Times*, August 2, 1994, A10.

lui subi une dictature sans précédent, reposant largement sur l’incarcération et la torture des opposants souvent contraints à l’exil. Comme nous le rappelle Okome :

African migrate from their countries of birth for much the same reasons that other immigrants do. Broadly categorized, these reasons include the economic, social or political motivations that either pushes immigrants into leaving their countries of origin and settling in a new country, or those that pull them into seeking immigration to a given country. Push factors that stimulate migration from Africa include low pay, the lack of employment, underemployment, the absence of family members due to prior migration, and exposure to endemic violence, persecution and oppression. Pull factors of course include the possibility of earning a higher income, finding employment, joining family members and hope for freedom from violence, persecution and oppression.¹

L’augmentation des flux migratoires d’Afrique subsaharienne vers les États-Unis s’inscrit on le sait dans une progression continue et soutenue depuis les années 1960. Il y a eu une forte accélération, notée par tous les observateurs, au cours des deux dernières décennies. En effet, on est passé de 800.000 migrants présents officiellement aux États-Unis en 1985 à 1.300.000 en 1995.² Les entrées au titre de la procédure de regroupement familial (*Brothers & Sisters Act*) et la croissance récente du nombre de migrants africains (10% au cours de la période indiquée parmi lesquels on compte 45% de femmes) sont les conséquences directes et indirectes des changements politiques africains.

De même, Katherine Stapp écrit : « Récemment le Centre de Linguistiques Appliquées de Washington, D.C. a vu l’arrivée massive d’enfants venant des régions en guerre d’Afrique, d’Amérique latine et d’Europe de l’Est. »

Stapp, 2000, 2.

¹ Okome, *op. cit.*, 17.

² Mwamoyo, 2005, 1.

A la différence de l'exil politique qui a une intention déclarée, la migration des intellectuels, même lorsqu'elle a une profonde motivation économique, se présente d'abord comme la recherche de meilleures conditions de travail. Pourquoi le nier, l'exilé est avant tout un être menacé qui opte pour la solution de sauvetage individuel en s'échappant d'un univers déliquescant. Il s'agit de se mettre à l'abri de la précarité, des incertitudes et de l'absurdité du vécu quotidien en Afrique et, évidemment, de s'assurer un épanouissement professionnel si possible.

Les facteurs socioéconomiques et politiques poussent aussi certains étudiants africains à ne pas retourner en Afrique au terme de leurs études supérieures aux États-Unis. Stephen Smith estime qu'un chercheur scientifique africain sur trois s'installe, à la fin de sa formation, dans un pays occidental.¹ Les raisons du non retour au pays natal varient selon les individus. Dans bien des cas, les migrants évoquent un climat sociopolitique sombre dans une Afrique souffrant de dictatures, de corruption et d'instabilité. Comme l'illustre cette affirmation de Damtew Teferra :

The motivation of African scholars to study in the United States and stay on later is a result of complex economic, political, social, cultural, and personal matters. The impact of each factor varies from country to country and from individual to individual. Many African countries are now undergoing economic hardships exacerbated by political turmoil and social instabilities rendering it difficult for scholars to return home. Furthermore, the news from home on suppression of dissidents by governments aggravated by the ever-declining support for public services discourages potential returnees.²

Les vagues d'immigration africaine que l'on observe depuis les années 1980 trouvent leur explication fondamentale dans la faillite de plus de trente années d'indépendance marquées par la dictature de partis uniques. Dans son ensemble, la société africaine sombre dans un chaos politique. Elle est frappée de plein fouet par

¹ Smith, 2005, 57.

² Teferra, *op. cit.*, 3.

une récession économique avec, en prime, les troubles sociaux qui accompagnent la lutte pour la démocratie et la corruption. Comme le fait remarquer ce migrant éthiopien qui réside à Minneapolis-St. Paul :

The difference between African and American leaders is that politicians in America provide for their constituencies. They provide them roads, hospitals, schools, and industries. In Africa, the politicians are not only corrupt, but they go one step further. They take the clothing off the backs of the poor ; they take away food from the mouth of infants and feed it to their military comrades and their accomplices because they will be there to protect them. They negotiate international aid deals and siphon the money to foreign banks and meanwhile keep telling the rest of their citizens to tighten their belts for further economic austerities. Meanwhile, they, the politicians, are living very lavishly while masses perish. There is something immoral about this.¹

La vague migratoire ne touche d'ailleurs pas que les intellectuels. Au nombre des candidats au départ de l'Afrique, voire des autres pays de misère matérielle vers les États-Unis ou l'Europe, il y a plusieurs catégories sociales dont les ouvriers qualifiés et non qualifiés, les mafieux, les prostituées, etc.

Il semble qu'il y ait une corrélation directe entre la situation économique du continent africain et cette accélération des flux migratoires de ces deux dernières décennies. A partir des années 1980, les pays d'Afrique subsaharienne ont enregistré des taux de croissance économique négatifs. Le PIB est variable (4.4% en 1998, 3.1% en 1999, 5% en 2000)², alors que la population totale augmentait de 3% par an. Les gouvernements africains, soumis à une forte pression du Fond Monétaire International pour réaliser des « ajustements structurels », ont dû réduire la taille du secteur public qui était souvent le principal employeur. Un quart des jeunes diplômés se sont trouvés sans aucune perspective de travail. Ils ont dû se lancer à la recherche de moyens de survie immédiats. Cette recherche les a souvent

¹ Arthur, *op. cit.*, 90.

² Source : Afrique Relance, Nations Unies, 2002.

conduits sur le chemin des migrations, de l'Afrique vers l'Europe, l'Australie, les États-Unis ou le Canada. Aux difficultés économiques se sont ajoutés des problèmes politiques, provoquant instabilité et violence.

De 1969 à 1990, l'Afrique postcoloniale a connu 17 des 43 guerres civiles recensées dans le monde.¹ Les deux dernières décennies ont été particulièrement marquées par les conflits internes (conflits ethniques, génocides, répression sanglante). Aux troubles existants depuis déjà longtemps et de manière quasi permanente au Mozambique, en Angola, au Burundi, en Sierra Leone et au Libéria, se sont ajoutés les conflits du Rwanda (entre Tutsi et Hutu), du Darfour (entre tribus noires et arabes), du Congo (entre Cobras et Ninjas) et de la Côte d'Ivoire (entre autochtones et immigrants venus de l'État voisin du Burkina Faso). Quant aux pays comme le Soudan, la Somalie et l'Éthiopie ils se sont littéralement effondrés, sombrant dans le désordre. L'immigration s'explique donc par une incapacité à vivre chez soi. Par exemple, le Congo a subi deux guerres civiles en 1993 et 1997. Sa proximité géographique avec l'Angola et le Rwanda a eu également des incidences sur les flux de départs. La guerre civile entre l'Éthiopie et la Somalie a duré pendant dix-sept ans, a fait des milliers de victimes et entraîné l'émigration de milliers d'habitants, on le sait. La Côte d'Ivoire a vu augmenter les tensions entre les populations du Nord et celles du Sud et se durcir l'antagonisme entre Ivoiriens autochtones et Ivoiriens d'origine étrangère. Madagascar, dont l'économie est quasi exsangue, connaît depuis longtemps des conflits politiques susceptibles de dégénérer en guerre civile.

Les conséquences de ces conflits font que l'on recense aujourd'hui sur le continent africain environ 6 millions de réfugiés et 17 millions de personnes déplacées, vivant souvent dans des conditions très précaires. En somme, la détérioration, au fil des années, de la situation économique et politique ainsi que le pessimisme que les populations ne peuvent manquer d'éprouver quant à leur avenir ont stimulé l'émigration. Okome écrit à ce sujet :

¹ Diop, *op. cit.*, 122.

As it were, there is a crisis of being, that presents existentially and materially, affluence in the intended country of immigration, and widespread poverty in the home country. Attending the poverty are serious political and socioeconomic crises that make departure and immigration all the more attractive.¹

Depuis les années 1990, il y a eu un frémissement démocratique incontestable, certes, mais dans un contexte de conflits sociaux et de marasme économique qui se traduit par une misère de plus en plus envahissante – misère qui pousse certains Africains (intellectuels ou non) à prendre le chemin de l’exil vers des lieux beaucoup plus accueillants.² Pour la plupart des observateurs, les gouvernements de leur pays sont pour l’insant incapables de garantir la démocratie et le développement économique qui permettrait de générer la croissance et réduire la pauvreté.³

Catastrophes naturelles, sécheresses récurrentes et famines sont autant d’autres facteurs déclencheurs d’émigration.

Les problèmes de l’Afrique subsaharienne sont encore aggravés par le sous-emploi de la main-d’œuvre qualifiée. En Sierra Leone, par exemple, Il y a paradoxalement un taux de chômage et de sous-emploi élevé parmi les jeunes diplômés, et tout particulièrement les diplômés des Universités (scientifiques et ingénieurs compris).⁴

Etant donné la nature internationale de la fuite des cerveaux et l’attrait qu’exercent les pays développés, les mesures permettant de freiner ce phénomène en Afrique subsaharienne n’aboutiront que si elles sont appuyées par les pays de destination, dont les États-Unis, comme l’a noté l’Union pour l’étude de la population africaine, organisme scientifique panafricain à but non lucratif.⁵ Avec la

¹ Okome, *op. cit.*, 15.

² Diop, *op. cit.*, 122.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *Afrique-États-Unis*

<<http://www.allafrica.com>>. (consulté le 4 mars 2007)

chute des taux de natalité, poursuit-elle, et le vieillissement démographique, la demande de main-d'œuvre qualifiée devrait s'accroître dans les principaux pays d'immigration, car il faut des jeunes pour maintenir la productivité.

Enfin, Joseph Takougang pense que pour mettre un terme à l'immigration économique, il faut réduire les disparités économiques entre l'Afrique et l'Occident. Ainsi conclut-il : « So long as the economic disparity between Africa and the Western capitalist economies continue, there will be a greater tendency for Africans who are able to immigrate to the United States or Europe to do so. »¹

¹ Takougang, *op. cit.*, 54.

Deuxième partie :
L'intégration économique, sociale,
politique et culturelle des migrants
africains aux États-Unis.

Après avoir montré dans la première partie de notre travail que les phénomènes migratoires africains vers les États-Unis ne sont pas nés *ex-nihilo*, nous aborderons dans cette partie la question de l'intégration des migrants africains sur le quadruple plan économique, social, politique et culturel.

Chapitre I

1. L'intégration économique.

1.1. Migrants africains face au marché du travail.

From the sociological literature on immigration, the concept of integration means how immigrants adapt or become part of their new society. Given this latitude, the concept of integration can involve a lot of things, including structural or economic integration (wage or earnings, type of jobs, the establishment of businesses), etc.

– Agyemang Konadu¹

Les migrants africains occupent une position relativement favorable dans l'économie des grandes villes américaines, comparés aux autres minorités du pays. Ils ont un taux respectif d'intégration sur le marché de l'emploi supérieur à celui des Noirs autochtones. 96% des migrants africains sont au travail contre 89.9% des Africains-Américains² et 94% des Latino-Américains (essentiellement portoricains et mexicains).³ Environ 29.5% d'entre eux occupent des postes de haut niveau dans des secteurs d'activités extrêmement variés.⁴ Ce chiffre est estimé à plus de 30% par Howard Dodson :

A significant proportion of African Immigrants have “made it”; 33 percent of the women (32 percent of the natives) and 38 percent of the men (28

¹ Cf. Konadu & Takyi, 1999, 17.

² U.S. Census Bureau. *Labor Force Statistics*, Jan. 2006.

³ *Ibid.*

⁴ Wilson, *op. cit.*, 6.

percent of the natives) hold professional and managerial positions. They are University professors, physicians, lawyers, researchers, engineers, and accountants, and work at all levels in American corporation. This is at odds with the popular perception that Africans, almost by definition, are poor and disproportionately employed in low-paying jobs.¹

62% des migrants africains ont des revenus annuels compris entre 25.000 et 80.000 dollars.² C'est notamment le cas pour ceux qui exercent une profession libérale ou encore ceux qui ont créé leur propre emploi dans le commerce. Une étude réalisée par John Arthur a révélé que ces derniers avaient des revenus assez importants : « Family income among self-employed African immigrants ranged from a low of \$21,000 to a high of \$80,500. The highest group of earners were families operating immigrant stores. Their average total earnings were \$60,000 per annum. »³

Notre enquête sur les revenus annuels des migrants africains a montré que 10% d'entre eux gagnent entre 20.000 et 29.999 dollars ; 40% ont des revenus allant de 30.000 à 39.999 dollars ; 12% gagnent entre 40.000 et 49.999 dollars ; 8% gagnent entre 50.000 et 59.999 dollars ; 6% : 60.000 et 69.999 dollars et 2% ont des revenus allant de 70.000 dollars et plus (tableau 4).

Howard Dodson déclare par ailleurs : « Sub-Saharan Africans are doing better economically than other people of African origin. Their median household income in 2000 was \$ 40,300, while it was \$ 40,000 for Caribbeans and \$ 33,500 for African-Americans ».⁴

Dans un environnement aussi compétitif que les États-Unis, qui valorise l'initiative privée, dans une société en perpétuel mouvement, l'intégration par le travail est une réussite pour près de 60% des migrants africains. 6% d'entre eux ont réussi à gravir l'échelle sociale et se sont retrouvés dans la classe moyenne eu égard

¹ Dodson & Diouf, 2005, 7.

² Amissah, 1994, 35.

³ Arthur, 2000, 98.

⁴ Dodson & Diouf, *op. cit.*, 8.

à leurs revenus particulièrement élevés.¹ Il s'agit principalement de certains négociants en pétrole (les Nigériens du Texas), importateurs de denrées alimentaires (les Kenyans de Washington, D.C.), petits entrepreneurs² ou banquiers (les Sénégalais de New York).

Le travail, le sens des affaires et de l'effort sont des valeurs essentielles pour bon nombre de ces migrants. Et de ce point de vue, John Arthur souligne que :

The majority of African immigrant households are engaged in income-generating activity. Work is a major component of African culture [...]. Senegalese immigrants in New York City are now operating their own bank, offering mortgages, business loans, and wire transfers to Africa.³

Sylvianne Anna Diouf partage ce point de vue sur le dynamisme économique des migrants africains. Aussi déclare t-elle : « C'est cette capacité d'adaptation, ce sens des affaires et cette débrouillardise que certains Africains possèdent au plus haut point, qui leur permettent aujourd'hui de profiter des

¹ Amissah, *op. cit.*, 36.

² C'est le cas de cet entrepreneur sénégalais dont parle Joel Millman : « The eighth floor at 1225 Broadway belongs to Bamba Nyang, one of the city's most prosperous traders, whose growing empire of businesses include a travel agency, overseas telephone lines and a money transfer service—all named Kara for his marabout in Senegal. Phone calls cost 99-cents a minute, made from a row of booths where these traders meet on a typical afternoon. In 1994, Kara reportedly remitted more than \$7 million back to Dakar, earning a lucrative 3% commission for the service. » Cf. Millman, 1997, 12.

On peut également citer certains Sud-Africains, propriétaires de boîtes de nuit sur Ocean Drive (Miami) et commerçants-grossistes ghanéens spécialisés dans la vente de tissus à Chicago.

Cf. *The Black Business Journal Magazine*

<<http://www.blackbusinessonline.com>>. (consulté le 5 mars 2006)

³ Arthur, *op. cit.*, 85.

possibilités qu'offrent les États-Unis à ceux qui veulent réussir dans le secteur privé ».¹

Une ville comme Atlanta (66% de Noirs en 1999)² regroupe la plus forte proportion de chefs d'entreprise africains et africains-américains après Washington, D.C. et Detroit. New York aussi compte environ une cinquantaine de PME dirigés par des migrants africains.³ Cette intégration spécifique dans le monde du travail sera renforcée (comme nous le verrons un peu plus loin) par un mode d'habitat particulier : la résidence.

La compétitivité des migrants africains sur le marché du travail et leur réussite dans les affaires s'expliquent par leur niveau d'instruction et par leur motivation. La majorité d'entre eux dispose d'un taux de scolarisation relativement élevé :

Most black African immigrants come to America with a solid educational background, and thus they are more likely than American-born Blacks to enroll in institutions of higher learning. [...] African Immigrant success in America is attributable to the investment that Africans make in education, economic persistence, and entrepreneurial motivation.⁴

L'universitaire Francis Dodoo confirme cette hypothèse; selon lui, « Africans have one of, if not the highest levels of education of all Immigrants to America ».⁵ Dans son article intitulé « African Immigrants in the United States : A

¹ Diouf, 1991, 21.

² En 2000, la ville d'Atlanta comptait près de 200.000 migrants venus des pays d'Afrique subsaharienne.

Cf. *US population Census*, 2000.

Voir également Bodie, 2003.

³ Cf. Diouf, *op. cit.*, 25 & Kugel, 2002, 6.

⁴ Arthur, *op. cit.*, 79.

⁵ Dodoo, 1997, 528.

Socio-Demographic Profile in Comparison to Native Blacks », Yanyi Djamba affirme qu'en 1990, seuls 10% des migrants africains percevaient des aides sociales du gouvernement, contre 45% des Africains-Américains. Aussi déclare t-il : « Native Blacks have higher levels of welfare rates than both black and white African Immigrants ». ¹

La position économique de ces migrants découle de leur niveau d'éducation. Au cours de la même année, 36.5% des Africains occupaient des emplois de professions libérales contre 6.3% de Mexicains. ²

The MPI's National Center on Immigrant Integration Policy retient un certain nombre de critères d'intégration des nouveaux immigrants aux États-Unis. Parmi lesquels nous citons : « Parents'levels of education and English-language ability ; parents'occupations, wages, and labor force participation rates ; shares of young children of immigrants living in poverty or low-income households ; and rates of benefits use. » ³

Autre exemple, les migrants cap-verdiens s'intègrent aussi bien sur le marché du travail et rejoignent ou dépassent le taux d'activité de la population américaine. 95% des hommes et 90% des femmes déclarent avoir un emploi dans la santé, l'éducation, dans le commerce de gros ou de détail (comme nous le verrons dans le chapitre consacré à ce groupe social), dans les assurances et dans les services. ⁴ Les Cap-Verdiens ont aussi compris que toute réussite économique dans la société américaine implique à l'origine un travail acharné et une entraide. ⁵

¹ Djamba, 1999, 213.

² *A Journal of African Migration*, op. cit., 18.

³ Cf. *Migration Policy Institute*.

<Disponible sur <http://www.migrationinformation.org/integration>>. (consulté le 10 juin 2008)

⁴ Almeida, 1978, 102.

⁵ *Ibid.*

A Philadelphie, 25% des migrants nigériens ont créé leurs propres entreprises et gagnent bien leur vie, à l'image de cet homme d'affaires dont Solomon Jones retrace la carrière dans son article intitulé : « Out of Africa » :

More than two decades ago, after spending his teenager years working in construction in Nigeria and studying in England for a time, Dibor came to Philadelphia to attend the now-defunct Spring Garden College. He earned a bachelor's degree and worked in large architectural firms before starting his own business. For the past six years he has been president of Adcon Consultants, Inc., which provides mechanical, electrical, structural and civil engineering, transportation construction supervision and inspection services, and has contracts in several cities, including Philadelphia, Memphis and Washington, D.C.

Lawrence Dobor is a successful businessman, he's just one of many Nigerian businesspeople in Philadelphia. According to a Balch Institute study, there are more than 20 Nigerian businesses, institutions and cultural organizations in Philadelphia, ranging from art and clothing stores—like Uzoamaka World Beat Emporium in Center City and Chic Afrique in the Gallery Mall—to cultural organizations like the Yoruba Development and Cultural Organization of the Delaware valley. There are Nigerian doctors' offices, lawyers and entrepreneurial ventures like Docucare Copy Service in North Philadelphia.

And while some Philadelphians tend to stereotype Nigerian and other African immigrants as parking attendants and cab drivers, African immigrants are the best educated of any immigrant group.¹

On peut donc supposer que ces migrants sont intégrés économiquement.

Cependant, tous les migrants africains n'occupent pas des emplois qualifiés. A New York par exemple, 44% des emplois manuels sont désormais occupés par des migrants africains non qualifiés.² Des chercheurs tels que George J. Borjas ou

¹ Jones, 2006, 3.

² Arthur, *op. cit.*, 84.

Gerald Jaynes affirment que beaucoup de nouveaux immigrants sont prêts à accepter des méthodes obsolètes (travail à domicile, travail à la pièce) leur permettant de gagner leur vie décemment.¹

D'autres analystes comme David Reimers et Jean Heller font au contraire valoir que, sans les flux constants d'immigrants en provenance du Tiers-Monde, dont l'Afrique tropicale, les dirigeants d'entreprise des villes comme New York ou Baltimore auraient été obligés d'effectuer des dépenses de modernisation d'équipements archaïques. Sans la présence d'une telle main-d'œuvre docile et industrielle, de nombreuses entreprises auraient probablement été délocalisées en Asie.²

Le manque de qualification professionnelle empêche près de 20% des migrants africains d'accéder aux emplois qualifiés.³ Des emplois de manutentionnaire, de gardiennage, de bagagiste dans des hôtels, d'agent d'entretien, de distributeur de prospectus, de jardinage, de vendeur à la sauvette, de services d'aide à la personne, de promeneur de chiens... et souvent mal rémunérés sont exercés à 90% par des immigrants non qualifiés. Ils n'ont pas, en général, d'autres alternatives. 15% des personnes interrogées gagnent entre 10.000 et 19.000 dollars par an et environ 5.5% d'entre elles vivent en dessous du seuil de pauvreté (9.800 dollars par an en 2006).⁴ Certains clandestins accomplissent des tâches

¹ Borjas, 1987, 383 ; Jaynes & Williams, 1989, 23.

² Reimers, 1985 ; Heller, 1982.

³ Cela est particulièrement vrai pour certains Ouest-Africains qui sont arrivés New York il y a quelques années. Comme l'a constaté Paul Stoller : « For more than fifteen years, West Africans have steadily poured into New York City. Most of these immigrants, most of them men, have not been formally educated. They are traders or unskilled wage laborers, not diplomats. Many of them make a living as street vendors in Harlem, Brooklyn, and lower Manhattan, where they share informal vending space with African-Americans, Jamaicans, Koreans, Chinese, Vietnamese, Ecuadorians, Mexicans, Pakistanis, and Afghans. »

Cf. Stoller, *op. cit.*, 6.

⁴ Source : Wisconsin Medicaid and BadgerCare Federal. *Poverty Level Guidelines (FPL) for Premium Assistance*, Feb. 2006.

souvent jugées rebutantes ou socialement dévalorisantes (nettoyage, employés des pompes funèbres) et ce, en toute illégalité.

D'autres migrants africains sont employés dans des sociétés de transport comme la Greyhound ; ils sont aussi agents de sécurité, mécaniciens, chauffeurs de taxis « gypsy cab drivers » (25% des Nigériens, Maliens et Ghanéens à New York) ; vigiles dans des magasins de vêtements et de chaussures (JC Penney, Woolworth, Century 21, Conway...) ou encore cuisiniers dans des restaurants et serveurs dans des bistrots. Comme l'a observé Joseph Takougang :

Although there were about 100,000 highly educated African professionals throughout the United States in 1999, many more are also involved in jobs where less education and often less skill may be required. They work as cab drivers, parking lot attendants, airport workers or waiters, waitresses, and cooks in restaurants. Still others have become entrepreneurs. In Washington, D.C., New York City, Atlanta, Los Angeles, Houston and Miami, for example, African immigrants own restaurants, healthcare agencies and speciality stores that cater to the needs of the large African and other immigrant population in these cities.¹

Un journaliste de *Rocky Mountain News* l'a observé également ; les migrants africains aux États-Unis occupent aussi bien des emplois qualifiés que des emplois sous qualifiés : « Africans permeate all aspects of Colorado life. They are doctors, lawyers, professors, engineers, students, cab drivers, clerks, security guards and chefs. They reflect some basic American passions: politics, the Broncos, day trading, eating burgers, even skiing. »²

¹ Takougang, 2003, 4.

² Cf. *Rocky Mountain News*, March 19, 2000.

1.1.2. Le business ethnique.

L'expression « business ethnique » qualifie un secteur économique et professionnel essentiellement organisé sur une base ethnique, c'est-à-dire qu'un groupe social se spécialise dans un domaine commercial particulier. Par exemple, le commerce des produits exotiques chez les migrants africains ou chinois.

Nous allons nous intéresser en particulier aux entrepreneurs africains de Washington, D.C., de New York, de Brockton (Mass.), aux activités économiques et au dynamisme de certains immigrants africains dans le domaine commercial.

A Baltimore, Chicago et à Atlanta un bon nombre de restaurants, de boutiques de produits exotiques africains et d'entreprises d'import-export sont dirigées par des migrants africains.¹ A New York et plus précisément à Harlem certains migrants africains ont développé des activités commerciales dans des secteurs variés : la télécommunication, l'alimentation, l'informatique, la coiffure, le commerce des vêtements, la restauration, etc. Comme le souligne Howard Dodson :

The African presence has become very visible on the streets of several U.S. cities. The prime example is Harlem. On and around 116th Street, a neighborhood known as Little Africa, Africans—mostly from francophone West Africa—own several restaurants, a tax and computer center, grocery stores, a butcher shop, photocopy shops, a hardware store, tailor shops, wholesale stores, braiding salons, and telecommunication centers. Other businesses sell electronic equipment, cosmetics, household goods, and Islamic items.²

Dans son article paru dans *The New York Times*, Seth Kugel, un journaliste américain, n'hésite pas à utiliser des verbes comme « flourish », « spring up » ou

¹ Cf. *The Black Business Journal Magazine*

<<http://www.blackbusinessonline.com>>. (consulté le 5 mars 2006)

² Dodson & Diouf, *op. cit.*, 8.

« sprout up » pour décrire l'émergence et le caractère récent des activités commerciales des migrants ouest-africains à New York :

West African businesses have been springing up in the neighborhood. They are visible from the street. Stephane kaffi recently left a computer job at Bear Stearns to open *Ma Jolie African Market* on nearby 169th Street. He felt there was unmet demand for his wares, which include fufu flour, pistachio butter, and three brands of palm nut cream, used for cooking. [...] Importing from Africa the consumer goods that the immigrants desire, African immigrant retailers have managed to fill a void in their groups by serving as the sources of African foods, clothing, jewelry, newspapers, magazines, videos, and cultural artifacts.¹

La réussite de ces Africains dans le business ethnique tient à trois facteurs : une compétence acquise dans le pays de départ, la possibilité de trouver des capitaux, grâce à la confiance que les membres du groupe se témoignent et la disponibilité de la main-d'œuvre. L'esprit d'entreprise de certains de ces nouveaux venus (Ivoiriens, Camerounais, Sénégalais, Burkinabés, Maliens, Soudanais, Ougandais, Béninois, Cap-Verdiens, Zambiens, Tchadiens, Gabonais, Tanzaniens, Angolais, Centrafricains, etc.) qui trouvent dans leur groupe, parfois élargie, une clientèle, utilisent les ressources d'une main-d'œuvre de même origine nationale, continuellement alimentée par de nouveaux flux d'immigration et n'hésitent pas à créer un marché transnational, grâce aux liens économiques et culturels entretenus avec les pays d'origine, comme nous le rappelle Kugel :

In Africa, the majority of businessmen and businesswomen were self-employed in some capacity, working with family members in the retailing business and utilizing family capital to facilitate business start-ups. Many newcomers to the United States bring human capital resources (multiple families, kinship, and strong interpersonal bonds)

¹ Kugel, 2002, C:14.

that promote self-employment. Most of them are able to mobilize economic resources, they rely on family labor and on ethnic and family credit sources to fund the business.¹

Pour John Arthur, la réussite des migrants africains dans le business ethnique s'explique aussi par une implication de la famille dans les activités commerciales, à l'effort collectif et au travail acharné :

Many reasons for the success of African-owned ethnic business in their communities including strong family units, collective resources, eagerness for self-employment, and the emphasis on hard work and trust. Motivation to succeed is also crucial to the vitality of the immigrant ethnic stores.²

Mais, la réussite matérielle de certains de ces immigrants n'entraîne pas pour autant la rupture avec le pays d'origine. 80% des entrepreneurs africains de New York sont attachés aux valeurs culturelles et religieuses de leur pays d'origine.³ Et à ce titre Dodson affirme que : « Little Africa is a microcosm of what African immigrants represent and create : they are attached to their cultural and religious values ; are quick to take advantage of what modernity can offer ; and play a major role in familial, communal, and national development at home. »⁴

La facilité des déplacements permet désormais à environ 38% des migrants de retourner dans leur pays, notamment pendant les vacances d'été ou pendant la période des fêtes. De plus, cette réussite leur permet de soutenir financièrement leurs parents au pays et de réaliser des investissements dans le pays natal, lesquels resserrent encore plus étroitement les liens transnationaux : « With a median

¹ *Ibid.*

² Arthur, *op. cit.*, 106.

³ Millman, 1997, 12.

⁴ Dodson & Diouf, *op. cit.*, 8.

income of over \$40,000 in 2003, many African immigrants are not only expected to support their families in the United States, but also other relatives back in Africa. »¹

Selon une étude réalisée en 1991 par l'économiste ghanéen Kofi Apraku : « 37 percent of African Emigrés in the United States remitted between \$1,500 and \$3,000, while 20 percent sent between \$3,000 to more than \$10,000 annually to support friends and relatives back in their home countries. »²

Aussi dérisoires que ces montants puissent paraître pour certains Américains aisés, ils pourraient rendre d'énormes services aux familles en Afrique, ajoute-t-il : « While these amounts may not be significant to an average middle-class American, they are of vital importance in the continent, and to a people where a few hundred dollars might determine whether a parent lives or dies, or whether a sibling continues to attend school or not. »³

1.1.3. Les entrepreneurs africains de Washington, D.C. : une intégration économique réussie

Rappelons d'emblée que Washington, D.C. est une des grandes villes américaines qui ont accueilli le plus grand nombre de migrants africains venus des régions est, ouest et centre du continent africain au cours de ces deux dernières décennies. La plupart d'entre eux étant des demandeurs d'asile et réfugiés politiques, comme nous le fait remarquer Selassie Bereket :

The Washington, D.C. region has one of the largest and most diverse populations in the United States of immigrants born on the African continent, some 60,000 people. The majority have come from the Horn of Africa, more than 30,000 Ethiopians, Eritreans, and Somalis combined, with the largest numbers from Ethiopia and Eritrea. The next largest group,

¹ Takougang, *op. cit.*, 4.

² Apraku, 1991, 6.

³ *Ibid.*

10,000 to 15,000 are from Nigeria. Substantial numbers from Ghana, Sierra Leone, Senegal, Cameroon, and dozens of other African countries add to the mix of cultures. They are workers, self-employed business people, and their families. [...] A large number of African immigrants in Washington have come as political refugees.¹

Dans son article intitulé « National or International Capital? The African Immigrant Presence in Washington, D.C. », Kinuthia Macharia explique que les demandeurs d'asile africains sont arrivés massivement à Washington, D.C. parce que c'est la capitale fédérale et que c'est là que se trouvent les plus grandes institutions politiques du pays (la Cour suprême, le Congrès, la Maison Blanche), et surtout, aux yeux de certains migrants africains ayant fui les massacres et génocides dans leur pays, Washington, D.C., en tant que capitale, est tenue en partie responsable de la situation politique, économique et sociale du continent africain parce que le gouvernement fédéral soutient militairement certains leaders politiques africains (au Nigeria, en République démocratique du Congo, au Rwanda, en Ouganda) lors des guerres civiles.² Il convient de rappeler que Washington, D.C. entretient des relations économiques très étroites avec des pays africains comme l'Ouganda, le Kenya, Gabon et le Congo (exploitation des gisements pétrolifères, de l'or, du cuivre et de diamant) et militaires avec l'Erythrée, l'Éthiopie, la Somalie, le Tchad et l'Angola (construction de bases militaires à Asmara, à N'djamena et à Luanda).³

Dans la capitale fédérale, le commerce n'est pas l'apanage des Asiatiques ou des Mexicains. Le long de Georgia Avenue, Lonsdale Avenue et de Connecticut Avenue, où se succèdent une série de magasins aux noms suffisamment évocateurs pour deviner la nationalité de leurs propriétaires : le Zanzibar, Little Kenya, le Mogadiscio, Afro-market, Makumba, le Kimimanjaro, le Kalabash, Sabar

¹ Bereket, 1996, 12.

² Macharia, 2000, 1.

³ Diawara, 2003, 17.

Zougloous, Bakayoko & Sons Continental African Market, le Tropicana, etc. Ces établissements proposent des sacs à main, des tissus, des pagnes, des produits exotiques, etc. Tous les produits viennent d'Afrique et les réseaux d'importation permettent de réduire au strict minimum le nombre d'intermédiaires.¹

Dans les quartiers de Silver Spring, Langley Park, Green Spring et de Hyattsville dans le Maryland, une banlieue de Washington, D.C., environ 600 magasins sont aussi gérés par des migrants africains qui ont su réadapter leur savoir-faire traditionnels pour développer des activités commerciales, y compris dans le négoce international. Les revenus générés par le commerce permettent également de soutenir les parents restés au pays.

Ces quartiers se distinguent par l'importance de leur population étrangère et par un secteur commercial fortement développé. On y recensait environ 400 commerces en 2000.²

La population de ces quartiers est composée à plus de 19.6% de résidents originaires des pays d'Afrique subsaharienne, 10.9% des actifs sont artisans ou commerçants indépendants. Plus qu'une relation de concurrence, les différents groupes présents à Hyattsville entretiennent une complémentarité commerciale. Les Asiatiques détiennent les commerces de textiles et la maroquinerie alors que les Latinos, largement majoritaires dans le quartier, se sont imposés dans le commerce de proximité, spécialisé ou non.³

Regroupés dans six rues de Hyattsville, les commerçants africains détiennent l'alimentation exotique. Ils commercialisent leur savoir-faire notamment dans les domaines culinaire et artisanal. Des soins esthétiques sont prodigués dans une quinzaine de salons de coiffure et de commerces de produits cosmétiques pour femmes africaines-américaines, africaines et jamaïcaines.⁴

¹ *Supra* note 2 ; voir également Stoller, *op. cit.*, 8.

² Macharia, *op. cit.*, 5.

³ *Ibid.*

⁴ Bereket, *op. cit.*, 6.

Si la vitalité de ses commerçants n'est en rien comparable à celle des groupes asiatiques voisins, Hyattsville constitue cependant le point phare des économies noires africaines de la côte est des États-Unis.

Silver Spring et Adams-Morgan sont devenus un véritable centre des affaires africaines vers lequel se dirigent tous ceux qui souhaitent entrer en contact avec les commerçants originaires du continent noir. Assumant la fonction de bar ou de restaurant grâce aux aménagements effectués au sous-sol, à l'étage ou dans l'arrière-salle, la plupart des établissements africains (salons de coiffure ou magasins d'alimentation) sont autant des lieux de sociabilité que des espaces marchands. Ils offrent à la population locale et aux touristes dans la capitale fédérale un point d'ancrage dans la ville et proposent un lieu de divertissement. Chacun sait pouvoir échapper à la solitude et à l'indifférence en s'y rendant à toute heure de la journée ou tard dans la nuit.

La clientèle n'est pas seulement africaine. Les commerçants africains ciblent également des Américains qui ont séjourné en Afrique comme touristes, coopérants ou employés du gouvernement américain, ayant travaillé dans des ambassades américaines sur le continent africain.

Par ailleurs, la boisson que l'on sert dans des bars tenus par des migrants africains est généralement importée d'Afrique pour attirer la clientèle africaine. Ce n'est pas par hasard que la plupart de ces établissements portent des noms africains : il s'agit d'après Kinuthia Macharia d'une véritable opération marketing :

Some of the African clubs in Washington, D.C. import favourite beers or wines from their home countries in order to make the patrons really feel at home. One can, for example, buy the famous Tusker beer from the clubs that intend to attract Kenyans and those who may have visited Kenya. The names of the clubs (Safari club, Serengeti, Kilimanjaro) are an entrepreneurial marketing tool to attract compatriots.¹

¹ Macharia, *op. cit.*, 7.

Pour stabiliser une clientèle particulièrement mobile et promouvoir leurs activités, les commerçants africains entretiennent avec elle des relations d'amitié et n'hésitent pas à transformer leur espace de vente en espace de socialisation.

Outre le commerce, 38% des migrants africains qualifiés, diplômés des grandes universités américaines, ont créé leurs propres entreprises, sociétés de consultants, cabinets d'experts comptable ou d'avocat. 45% des migrants africains ont des revenus annuels allant de 35.000 à 75.000 dollars.¹ Kinuthia Macharia affirme à cet effet que :

Other varieties of African enterprises include consulting by professionals, with accountants or professors starting consulting firms in their areas of expertise. Tax preparation is an emerging business among Africans who hold a Master's degree in Business Administration from a college.

Many Africans now have their taxes done by other Africans who have opened offices in shopping areas. Nigerians tend to dominate in this business. Attorneys have opened private firms and provide services to Africans, especially those with immigration problems.²

D'autres ont créé des sociétés d'import-export à Washington, D.C. Ils importent des produits alimentaires d'Afrique pour fournir des magasins d'alimentation, mais aussi des restaurants africains de la capitale fédérale :

African Immigrants tend to have more African-based enterprises. Thus, for example, Washington, D.C., is the only city in the world that rivals Addis

¹ « The Africans' average annual income are higher than those of the foreign-born population as a whole. 45 percent earn between \$35,000 and \$75,000 a year, and because of the Immigrants' disproportionately high education levels—exceed the median income of African-Americans and Caribbeans. »

Cf. *U.S. Bureau of the Census, 2000: Earnings of African Foreign-Born Workers 16 years and over.*

² Macharia, *op.cit.*, 9.

Ababa in the number of Ethiopian restaurants located within a short distance of each other, not to mention Ethiopian food stores.¹

Les migrants africains sont aussi propriétaires d'agences de voyage, de boutiques de vêtements, de journaux, de garages automobiles, des sociétés de transport, de taxis rouges et noirs de la ville :

African men have entered the transportation business. In Washington, D.C., they are extremely numerous in the taxi business. Most started as employees but have bought their own cabs and are their own bosses. Many Ethiopians, Nigerians, as well as Ghanaians and East Africans operate taxis in the capital. The Ethiopians also have a quasi-monopoly as parking garage attendants in the area.²

Les secteurs d'activités des migrants africains sont diversifiés : du transport à l'hôtellerie, de l'imprimerie aux assurances, de la santé au commerce, de la comptabilité à l'immobilier, du moins qualifié au très qualifié.³ Ce qui, comme le dit Selassie Bereket, pourrait étonner certains touristes dans la capitale des États-Unis :

Today visitors arriving at Union Station or Washington National Airport may be struck by the number of taxi drivers from Somalia, Ethiopia, Nigeria, Ghana, Eritrea, and other African nations, who greet them in pronounced Afro-English accents. Throughout the city, visitors meet African parking-lot attendants, hotel staff, gas-station operators, cashiers, street vendors, and others engaged in a host of service-industry jobs. A

¹ *Ibid.*

²

Ibid., 10.

³ « The Washington area's African Immigrants pursue a wide range of occupations, from dishwasher to World Bank engineer, » déclare Selassie Bereket.

Cf. Bereket, *op. cit.*, 9.

closer look reveals the presence of African physicians, nurses, real estate agents, accountants, and business owners and merchants.¹

Tout cela tend à prouver le dynamisme de ce groupe social dans le domaine économique dans leur pays d'accueil. Plusieurs raisons expliquent la réussite économique du groupe ; on pourrait citer, entre autres, la qualification professionnelle acquise aux États-Unis ou à l'étranger (Canada, Europe, Afrique, Australie) dans des domaines variés (droit, commerce international, économie, médecine...). Sur ce point, les statistiques disponibles sont imprécises : selon Agyemang Konadu 37.4% des migrants africains aux États-Unis sont diplômés des universités américaines,² 32% d'après John Arthur,³ pour Francis Dodoo, ils représenteraient 24.8% des migrants africains plus 33.2% autres diplômés des universités étrangères,⁴ 39.5% des personnes que nous avons interrogées.⁵

Cette réussite est due aussi au labeur et à leur esprit de compétitivité dans le domaine des affaires : productivité, performance et concurrence sont des qualités requises pour réussir dans le secteur commercial.⁶ Certains commerçants travaillent jusqu'à 15 ou 16 heures par jour, 7 jours sur 7. Leur éthique du travail rejoint celle des WASPs, mais s'allie de plus à l'organisation interne de certains groupes africains (les Soudanais et Erythréens en l'occurrence) : les primo-arrivants prennent en charge les nouveaux arrivants et leur apportent une aide financière et matérielle afin de faciliter leur installation. Cette organisation est principalement centrée sur le travail et l'économie (travail, effort, discipline). Les raisons de leur migration étant bien souvent fondées sur l'amélioration de leur situation économique tant pour eux que pour leur famille. C'est ce qui a probablement amené John Arthur à conclure que :

¹ *Ibid.*, 2.

² Konadu & Takyi, *op. cit.*, 41

³ Arthur, *op. cit.*, 100.

⁴ Dodoo, *op. cit.*, 534.

⁵ Notre questionnaire.

⁶ *Ibid.*, 6.

By many measures, African-owned businesses are doing well, most deriving moderate-to-significant returns on their investment. Their mode of economic incorporation into the mainstream society is through economic self-reliance and internally generated capital.¹

Cependant, Washington, D.C. n'est pas la seule ville des États-Unis où les migrants africains se sont imposés économiquement.

1.1.4. Les Cap-Verdiens du Massachusetts : une affirmation économique et culturelle.

Avec une population estimée à 450.000 habitants, les Cap-Verdiens constituent le groupe social d'origine étrangère le plus important de l'État du Massachusetts au Nord-Est des États-Unis.²

80% des migrants cap-verdiens résident à Boston et à Brockton.³ John Franklin affirme que la discrétion de la plupart des migrants venus de l'archipel du Cap-Vert et l'absence de conflit avec les autorités (police, justice) de cet État montrent qu'ils sont très bien intégrés.⁴ D'un point de vue économique, ils sont également une minorité à connaître le chômage (3%).⁵

¹ Arthur, *op. cit.*, 107.

² Selon les données statistiques disponibles, les Cap-Verdiens représentent 20% des migrants africains résidant à Brockton (Massachusetts). Ils viennent de différentes îles. Comme en témoignent leurs associations, mais plus spécialement de la principale île de l'archipel, Santiago, essentiellement agricole.

Source : US Census Bureau, 2000.

³ Carreira, 1982, 7.

⁴ Franklin & Seitel, 2005, 2.

⁵ Almeida, 1978, 36 ; Foy, 1998, 12.

A en croire les responsables associatifs, la plupart des Cap-Verdiens installés sur la côte est des États-Unis travaillent dans le secteur du bâtiment. Il est vrai qu'aux îles du Cap-Vert, la plupart des ruraux ont une double activité, ils se disent volontiers « pedreiros », c'est-à-dire maçons, tout en étant agriculteurs ou pêcheurs. Beaucoup de jeunes migrants cap-verdiens ont été embauchés comme manœuvres dans des entreprises de travaux publics des villes précitées.

Rappelons que les États-Unis sont la deuxième destination des Cap-Verdiens¹ après le Portugal. L'infertilité des terres de certaines îles de l'archipel comme Santiago, Santo Antão, Fogo, São Vicente et Maio, la sécheresse et la famine ont poussé des milliers d'insulaires à émigrer vers les États-Unis.² Antonio Carreira estime que 85% des Cap-Verdiens vivant outre-Atlantique ont migré pour des raisons économiques.³

Outre le bâtiment, certains Cap-Verdiens tiennent des « épiceries buvettes » dans le Massachusetts. Cette forme de commerce difficilement qualifiable, bien connue dans l'archipel, semble particulièrement prisée par ces migrants. Ces épiceries vendent plutôt des biens de première nécessité (alimentation, hygiène) ainsi que des boissons alcoolisées (essentiellement du rhum produit au Cap-Vert). Aujourd'hui, la gamme des produits vendus par ces établissements, en même temps que leur origine, s'est considérablement élargie. La clientèle est majoritairement cap-verdienne.⁴

Très semblables à ceux qui existent au Cap-Vert, ces établissements ont la particularité de vendre des produits provenant essentiellement des pays lusophones

¹ Les migrants cap-verdiens implantés aux États-Unis sont estimés à plus de 650 000 alors que le Cap-Vert comptait 369 000 habitants au recensement de 2000.

Source : *The Migration Information Source : U.S. in Focus*

<<http://www.migrationinformation.org>>. (consulté le 8 mai 2006)

² Foy, 1998, 19.

³ Carreira, *op. cit.*, 10.

⁴ Cf. *Irinkerindo : A Journal of African Migration*, Sept. 2002, 5.

<<http://www.africamigration.com>>. (consulté le 14 avril 2006)

et d'y associer une activité « buvette ». Les vins, bières et autres alcools, l'huile d'olive, les conserves de sardines, les produits secs – morue, charcuterie, proviennent du Portugal.¹

Le rhum (*aguardente* de Santo Antão), les conserves de thon, les *bolachas*, biscuits qui servaient autrefois à l'alimentation des marins² sur les navires en raison de leur longue durée de conservation, et le maïs pilé, prêt à être utilisé pour la préparation de la *cachupa*, plat traditionnel cap-verdien, sont importés des îles du Cap-Vert.³

Les produits cap-verdiens sont achetés auprès de commerçants insulaires assurant la navette entre les îles et les États-Unis. D'autres produits d'origine portugaise ou espagnole sont achetés directement dans ces pays.

Ces établissements sont aussi des lieux de retrouvailles et de socialisation. A l'arrière de l'épicerie, une salle est réservée à la consommation de boissons sur place. Après leur travail et pendant les week-ends, les migrants cap-verdiens s'y retrouvent pour boire un verre, jouer aux cartes, échanger les nouvelles du pays. L'activité du bar semble plus rentable que celle de l'épicerie ; le chiffre d'affaires se monte jusqu'à 5.000 dollars pendant les fins de semaines.⁴

Les associations cap-verdiennes de la ville de Brockton comme celle des Badios, surnom donné aux habitants de l'île de Santiago et celle de Santo Antão (île située au Nord de l'archipel et réputée pour son rhum) participent à la vie des quartiers, en offrant des repas chauds aux personnes les plus démunies (les « have-nots »), notamment pendant la période d'hiver, et en organisant, pendant l'été, des festivals de musique et de danse cap-verdiennes. Cesaria Evora, ambassadrice du

¹ *Ibid.*

² Au début des années 1960, les baleiniers américains recrutèrent des Cap-Verdiens pour leurs équipages et ils furent des centaines à travailler comme saisonniers dans la cueillette des myrtilles sur la côte est des États-Unis.

Cf. Almeida, 1978, 26.

³ *Irinkerindo: A Journal of African Migration*, op. cit., 6.

⁴ *Ibid.*

Cap-Vert qui vit six mois de l'année dans la banlieue de Boston où elle possède une résidence, participe régulièrement à ces événements culturels.¹

48% des Cap-Verdiens s'associent aux Africains-Américains pour célébrer l'histoire africaine-américaine, tous les ans, au mois de février. Des activités culturelles (exposition des oeuvres artistiques), des symposiums et débats sur la question de l'esclavage, la guerre de sécession et sur Martin Luther King, Jr. et le mouvement des droits civiques sont organisés par des intellectuels africains et africains-américains (journalistes, écrivains, universitaires, etc.) dans certaines universités, comme ce fut le cas en février 2005 à Simon's Rock College dans le Massachusetts.²

Environ 60% des migrants cap-verdiens³ (70% selon Raymond Almeida⁴) apportent aussi une aide matérielle et financière aux familles restées au pays. Comme l'affirme Alexandra Zavis : « Many of Cape Verde's 430,000 people depend on the money, clothes, food and other gifts sent back by the migrants, whose contributions to their sun-parched homeland represent about 20 percent of

¹ *Ibid.*

² Cf. *African Events*, April 2006, 3.

<<http://www.africaevent.com>>. (consulté le 10 avril 2006)

Le mois de l'histoire africain-américaine est l'occasion de saluer la contribution des Africains-Américains à la construction du pays. A l'image du discours prononcé par George W. Bush le 12 février 2007 à la Maison Blanche, discours publié dans *The African Times/ USA* entre autres :

President Bush Celebrates African-American History Month. « The theme of this year's African-American History Month is *From Slavery to Freedom : Africans in the Americas* In America, their first real hope of freedom came on New Year's Day in 1863, when President Abraham Lincoln signed the Emancipation Proclamation in room right upstairs. The heroes of the Civil Rights Movement continued to struggle for freedom. And by their courage, they changed laws and opened up the promise for millions of our citizens. Today, African-Americans are seizing opportunities gained at great price, and they're making their mark in this wonderful country in countless ways. We see their character and achievement in the neighborhoods across our nation, and we see it right here in this room—right here in the White House. »

The African Times/ USA du 14 février 2007.

³ *Ibid.*

⁴ Almeida, *op. cit.*, 33.

the gross national product. »¹ D'ailleurs, à Praia, la capitale du Cap-Vert, on reconnaît au premier coup d'œil les Cap-Verdiens qui ont de la famille aux États-Unis : les maisons des familles de migrants cap-verdiens sont les mieux entretenues.²

A Ribeira Grande et à Mindelo, 65% des automobiles sont de marque américaine (Cadillac, Chevrolet et Chrysler). Il s'agit dans leur grande majorité de véhicules d'occasion qui sont importés des États-Unis par des circuits opaques, voire mafieux.³ Autant dire que l'Amérique est omniprésente dans l'archipel et que certains Cap-Verdiens ont un goût marqué pour tout ce qui est « américain ».

Dans leur article intitulé « Learning from Cape Verdean Experience », John Franklin et Peter Seitel estiment par ailleurs que près de 60% des Cap-Verdiens du Massachusetts passent leurs vacances au pays.⁴

Dans le Massachusetts, le portugais est désormais la langue la plus parlée après l'anglais.⁵ Entrepreneurs, juristes, employés de banque, commerçants et médecins cap-verdiens sont généralement bilingues et parfaitement bien intégrés dans cet État.⁶

L'étude réalisée par Raymond Almeida a montré que 75% des Cap-Verdiens vivant dans le Massachusetts ont un style de vie africain (goût en matière de musique, coutumes alimentaires et vestimentaires) bien que la majorité d'entre eux vivent et travaillent aux États-Unis depuis de nombreuses années et possèdent la *Green Card*.

Il importe toutefois de préciser que le Cap-Vert est l'un des pays les plus pauvres d'Afrique.⁷ Le commerce du poisson constitue la principale activité

¹ Zavis, *op. cit.*, 2.

² Almeida, *op. cit.*, 33.

³ *Ibid.*

⁴ Franklin & Seitel, 2005, 4.

⁵ *Ibid.*, 10.

⁶ *Ibid.*

⁷ En 2004, le PIB du Cap-Vert était de 1.5%.

Source : Banque mondiale, la pauvreté au Cap-Vert. Evaluation sommaire du problème et stratégie en vue de son allègement. Rapport n°19896, Région Afrique, Département Sahel, Juin 2005.

économique du pays. Dans des villes comme Santa Maria, São Pedro ou Santa Cruz, 65% des hommes exercent le métier de pêcheur et 70% des femmes commercialisent les produits de la pêche.¹ Depuis 1990, le développement du tourisme dans l'île de Sal ne profite guère aux Cap-Verdiens. Un Cap-Verdien sur trois continue de vivre dans une pauvreté extrême, le salaire moyen est d'environ 350 euros par mois. Les produits alimentaires (riz, sucre, pommes de terre...) importés du continent restent excessivement chers pour les insulaires ; à cela s'ajoute le problème d'eau potable et d'électricité.²

L'immigration apparaît comme la clé de voûte de l'économie cap-verdienne. Elle est une tradition dans l'archipel du Cap-Vert. On estime que pour un Cap-Verdien vivant au pays, au moins deux vivent à l'étranger. Dans le seul État du Massachusetts aux États-Unis, la population cap-verdienne est bien plus importante que celle vivant au Cap-Vert.³ Les États-Unis continuent d'exercer un attrait sur beaucoup de jeunes cap-verdiens au chômage et désespérés. 80% d'entre eux rêvent d'émigrer un jour vers ce pays qu'ils considèrent encore aujourd'hui comme un Eldorado.⁴

Cependant, une étude plus approfondie de la présence cap-verdienne dans le Massachusetts, prenant en compte la réelle motivation de leur choix spécifique de cet État apporterait sans doute un éclairage complémentaire. Si à Brockton, les logiques économiques de la ville ont fait se fondre dans le décor des Cap-Verdiens qui s'y sont installés, qu'en est-il de l'intégration économique des migrants africains dans d'autres villes des États-Unis ?

¹ Gates & Appiah, *op. cit.*, 368.

² Foy, 1998, 17.

³ Voir *supra* note 2.

⁴ Cf. Carreira, *op. cit.*, 12.

1.1.5. Les migrants ouest-africains à New York : une Diaspora de commerçants.

Les migrants ouest-africains (Sénégalais, Maliens, Gambiens, Guinéens, Nigériens) à New York sont issus de milieux sociaux divers et exercent des métiers différents. Ils sont entrepreneurs, commerçants¹, travailleurs qualifiés, vendeurs d'objets d'art africain, employés de restaurant.

Mais ce sont en fait les marchands ambulants communément appelés les « camelots » vendant des parapluies, des lunettes de soleil, des foulards, des imitations de montres de marques prestigieuses (fabriquées en Asie), des tee-shirts, des sweat-shirts, des casquettes de base-ball, des cravates ou les derniers petits articles à la mode, qui, ouvrant la voie à l'immigration ouest-africaine à New York, ont été les véritables pionniers en la matière.²

Au cours de la période postcoloniale, les migrants ouest-africains sont petit à petit devenus une Diaspora de commerçants. En effet, en raison de la pénurie d'emplois dans leur pays, du manque de qualifications et de diplômes, nombre d'Africains de l'Ouest (40% de la population) n'ont eu d'autres débouchés que le commerce. Pour les plus démunis, le commerce de rue représente un moyen de subsistance, une possibilité de gagner de l'argent, parce que cela nécessite peu de capital d'investissement, qu'il n'y a pas de frais généraux, et que, dans un groupe ethnique soudé tel que celui des migrants ouest-africains, les débutants peuvent parfois obtenir de la marchandise à crédit de la part des grossistes.³

Cependant, l'intégration des migrants ouest-africains à New York suscite quelques interrogations. Qu'en est-il de la situation socioéconomique et, plus

¹ Le terme générique de commerçant recouvre des réalités bien différentes. Vendeur ambulant, trafiquant de pierres précieuses, propriétaire de petites boutiques, directeur de société d'import-export entre l'Afrique et les États-Unis, entre l'Asie et les États-Unis, autant de statuts occupés par les commerçants africains ayant investi l'espace urbain de leur pays d'accueil.

² « Les migrants d'Afrique. » *Afrique-États-Unis* 630 (1993): 28

³ *Ibid.*

précisément, des conditions de travail et de vie de la plupart d'entre eux dans cette ville cosmopolite ?

1.1.5.1. Échec de l'intégration des camelots ouest-africains à New York.

D'un point de vue historique, il convient de rappeler ici que l'immigration des Ouest-Africains à New York remonte au début des années 1970.¹ A partir de Noël 1975, ils étaient des dizaines à Battery park, à Times Square, à côté du Museum of Modern Art (MOMA), à Union Square, à Grand Central Station, à Washington Square Park, à Houston Street, Canal Street, devant l'Empire State Building ou sur les trottoirs en face des boutiques prestigieuses de New York (Lord & Taylor, Macy's, Saks Fifth Avenue, Henri Bendel, Teller's, Bergdorf Goodman, Van Cleef & Arpels, etc.). Ils ont rapidement fait sensation avec leurs étalages de parapluies, lunettes de soleil, casquettes, gants, foulards et montres.²

A la différence d'autres groupes de migrants qui sont entrés sur le marché du travail avec la plus grande discrétion, les commerçants africains vendent ostensiblement leur marchandise dans le plus exclusif voisinage. Ils ont d'ailleurs beaucoup fait parler d'eux : au total, cinq articles leur ont été consacrés dans le quotidien *The New York Times*, plusieurs autres dans *The New York Post*, un reportage sur *ABC* et deux documentaires.³ Comme le note Agyemang Konadu : « The emergence of Wolof-speaking immigrants in New York since the 1970s and their effort to introduce Dakar-style street-trading, for instance, has been a subject of considerable interest to the media. »⁴

¹ *Ibid.*

² Cf. « On the Streets of New York City. » *The Economist*, June 19(1999): 61 ; Stoller, 2002, IX.

³ Ebin, 1990, 25 ; *The New York Post*, Oct. 17, 1994 ; Voir également le documentaire « *In and Out of Africa* », réalisé en 1992 par Lucien Taylor, Ilisa Barbarash & Christopher Steiner et celui de Micah Schaffer intitulé « *Death of Two Sons* ».

⁴ Konadu & Takyi, *op. cit.*, 43.

Bien que la plupart de ces articles soient d'une tonalité positive, ils expriment une certaine curiosité à l'égard de ces migrants africains francophones apparus si soudainement sur les trottoirs new-yorkais. Certains articles ont émis de violentes critiques contre eux. « L'affaire fit grand bruit dans les journaux, » déclare Victoria Ebin, « qui mirent en cause Edward Koch, le maire de New York, laissant entendre que s'il se montrait peu enclin à la sévérité envers les marchands de rues africains, c'était parce que son propre père avait exercé cette activité. »¹

Les commerçants de Times Square accusaient les camelots ouest-africains de ne pas payer leur patente ; de plus, les montres qu'ils achetaient à Chinatown pour les revendre dans les rues de la ville étaient défectueuses.

L'un des reproches les plus fréquents qu'ils essayaient était qu'on les soupçonnait d'être organisés depuis l'extérieur et, notamment, par la mafia. Certains résidents américains de New York ont affirmé avoir remarqué à proximité d'un groupe de migrants ouest-africains des voitures de luxe immatriculées hors de l'État et déclaré qu'ils étaient manipulés par une bande du New Jersey.²

Lors d'une interview dans *The New York Times*, le lieutenant Louttit, de la brigade policière chargée de la surveillance des vendeurs de rue africains, a insinué qu'il existait des liens entre les marchands de rue africains et les Asiatiques propriétaires de tous les commerces de gros. Suite à de nombreuses critiques, Edward Koch s'est retourné contre les camelots ouest-africains, les accusant de transformer la plus belle avenue de New York en une espèce d'Istanbul.³

Le thème de l'invasion a été également décliné à maintes reprises. *The New York Post* déclarait que : « Le fléau des camelots ouest-africains est en train

¹ Ebin, *op. cit.*, 25.

² *The New York Times*, Apr. 26 (1990): C : 7.

³ Ebin, *op. cit.*, 25.

d'infecter toute la ville de New York. »¹ Rudolph Giuliani, maire de New York de 1993 à 2001 et successeur du maire africain-américain David Dinkins, a appliqué une politique de tolérance zéro dans la ville. Il a déclaré l'activité commerciale des Ouest-Africains illégale.² Constamment interpellés et persécutés par la police new-yorkaise, 60% des camelots ouest-africains ont dû quitter New York pour d'autres villes touristiques comme Miami, Las Vegas, San Francisco ou Los Angeles.³

Ray Kelly, chef de la police new-yorkaise, a opté pour une politique de répression à l'encontre des marchands itinérants venus d'Afrique de l'Ouest. Aussi, les charges retenues contre les vendeurs à la sauvette africains sont dorénavant beaucoup plus lourdes qu'auparavant. « Before, African street traders would just spend a day or two in jail and do some community service time », déclare un officier de police new-yorkais, « now we often charge them with selling counterfeit goods (Rolex watches and Ray Ban sunglasses), which means they can do up to a year in prison ».⁴

Michael Bloomberg, le nouveau maire de New York, poursuit la politique de son prédécesseur. *The New York Post* du 14 novembre 2006 annonçait un autre projet de loi de l'équipe municipale à l'encontre des marchands ambulants à New York :

Street peddlers who sell counterfeit and pirated goods—including phony designer clothing, movies and music—will face higher fines and more summonses under legislation to be introduced in the City Council. Fines would no longer be left solely to the discretion of judges. They would range from \$500 to \$5,000. In addition to cops, Department of Consumer Affairs inspectors would be able to seize goods and issue tickets. Under the proposed law, violators would still face jail time of up to 15 years.⁵

¹ *The New York Post*, Jul. 6 (1991): A8.

² Stoller, *op. cit.*, 20.

³ Millman, 1997, 5.

⁴ « On the Streets of New York City », *op. cit.*, 61.

⁵ Lire l'article de Frankie Edozien dans *The New York Post*, Nov. 14, 2006

Aujourd'hui, les camelots africains, beaucoup moins nombreux qu'auparavant (une cinquantaine environ¹), continuent de vendre des articles non contrefaits (sacs à main, casquettes, sweat-shirts, chaussettes, parapluies, foulards, gants, portefeuilles) sur des stands dans le quartier de Times Square. Ils s'acquittent désormais de leurs taxes et n'ont plus besoin de jouer au chat et à la souris avec la police. Certains d'entre eux se soumettent volontiers aux contrôles de routine de celle-ci.² Mais ce n'est pas pour autant qu'ils exercent leurs activités en toute quiétude.

1.1.5.2. Les relations conflictuelles entre les commerçants africains et l'association des marchands de la Cinquième Avenue.

La puissante association des marchands de la Cinquième Avenue à Manhattan a été des plus virulentes dans les attaques portées à l'encontre des commerçants africains.

Dirigée par le célèbre promoteur immobilier Donald Trump, cette association accusait les camelots africains de détruire le paysage urbain et de voler leurs marchandises. Ce qui peut sembler étonnant dans la mesure où les grands commerçants de cette Avenue et les camelots ouest-africains (que les New-Yorkais appellent « West African street vendors » ou « West African street peddlers ») ne vendent pas les mêmes articles et que les marchandises de ces derniers proviennent d'Asie.³

Ces accusations n'étaient pas fondées. Cette association (qui est en fait un groupe de pression) a versé des sommes d'argent à la police municipale afin de faire « nettoyer » l'Avenue, c'est-à-dire expulser les commerçants ouest-africains

¹ Stoller, *op. cit.*, 26.

² *The New York Post*, *op. cit.*

³ Ebin, *op. cit.*, 32 ; Stoller, *op. cit.*, 196.

des rues de New York.¹ Entre 1985 et 1988, près d'une centaine de camelots ouest-africains ont été arrêtés (et une grande partie d'entre eux condamnés pour vente illégale dans les rues), souvent avec une violence et une brutalité qui ne se justifiaient pas, d'après les récits de certains témoins non africains.² Le sentiment d'intolérance des membres de cette association a incité les migrants sénégalais à quitter la Cinquième Avenue pour exercer leurs activités commerciales dans des zones beaucoup moins prestigieuses de la ville tout en s'organisant pour lutter contre le vol de leurs articles. Paul Stoller écrit :

By 1985 scores of Senegalese had set up tables in front of some of Manhattan's most expensive retail space along 5th Avenue. This cluttered third world place in a first world space soon proved intolerable to the 5th Avenue Merchants Association. Headed by Donald Trump, the association urged city hall to crack down on the unlicensed vendors. Following the cleanup, Senegalese vendors relocated to less precious spaces in Midtown : Lexington Avenue, 42nd Street near Grand Central Station, and 34th Street near Times Square, to name several locations. They worked in teams to protect themselves from the authorities and petty criminals. One person would sell goods at a table. His partners would post themselves on corners as lookouts. Another compatriot would serve as the bank, holding money safely away from the trade. In this way, Midtown side streets became Senegalese turf.³

Des avocats ont pris alors leur défense et, lors d'une affaire portée devant la Cour suprême, ils ont plaidé la discrimination fondée sur « la couleur, la race et l'origine nationale » (comme on dit en américain), ce qui constitue une violation évidente de la constitution américaine.⁴ Le juge a rendu un verdict à l'encontre de

¹ *The New York Post*, Jul. 6 (1991): C:10.

² Lake, 1992, 34.

³ Stoller, *op. cit.*, 19.

⁴ *Ibid.*

la police et a ordonné que les brigades anti-vendeurs de rue africains, connues sous le nom de brigades Alpha, cessent leurs activités. Malgré ce jugement, la décision de justice n'a pas été mise en application et les brimades à l'encontre des commerçants ouest-africains ont continué.¹

Cette hostilité à l'égard des commerçants ouest-africains tend à montrer le refus des autorités municipales de la ville d'intégrer certaines populations venues des pays en voie de développement, car l'intégration des nouveaux arrivants dans une société implique à la fois un effort de la part de ceux-ci et une réelle volonté politique des autorités locales, pour ne pas dire une mobilisation des dynamiques locales afin de permettre ladite intégration.²

1.1.5.3. Leurs conditions de travail.

En 1982, seuls deux commerçants ouest-africains à New York possédaient une licence, délivrée par les autorités compétentes (Consumer Affairs Board), les autorisant à vendre leurs marchandises sur un étal dans les rues. Les autres ont tenté d'obtenir cette licence mais leurs demandes ont été bloquées par les autorités de délivrance.³ En outre, les deux commerçants munis de cette licence ont été très vite menacés de se voir retirer leur autorisation pour des infractions mineures telles que d'avoir placé leur étal trop près d'un virage (infraction passible d'une amende pouvant aller jusqu'à 300 dollars). Pour renouveler une licence chaque année, toutes les amendes doivent avoir été payées. A la fin de leur première année, les deux vendeurs africains avaient accumulé 11.000 dollars d'amendes chacun.⁴

¹ *Ibid.*

² Diouf, 1997, 6.

³ *The New York Post, op. cit., C : 13.*

⁴ *Ibid.*

Ceux qui possédaient un numéro de patente mais pas de licence n'avaient d'autre choix que de louer un emplacement dans des immeubles voués à la démolition. Cependant, ces lieux n'étaient pas fréquentés par les passants et les loyers exigés étaient exorbitants (jusqu'à 2.000 dollars par mois). Même lorsqu'ils s'arrangeaient pour partager le loyer à plusieurs, cela restait encore trop cher pour être rentable.¹ Malgré toutes ces difficultés, la plupart d'entre eux parvinrent à s'en sortir, et certains même prospérèrent. 65% d'entre eux sont maintenant devenus propriétaires de commerces de gros grâce notamment à leur esprit combatif et à leur expérience commerciale en matière d'articles rentables.²

Paul Stoller explique : « The more successful West African traders have used their profits to open restaurants or boutiques like Karta Textiles, a shop on West 125th Street in Harlem that sells cloth and clothing from West Africa. Other merchants operate thriving import-export businesses. »³

Un bon exemple de réussite économique est celui d'Hamed Diop, sénégalais, ancien camelot, aujourd'hui importateur exclusif de tissus sénégalais et ivoiriens. Il a lancé au début des années 1990 le premier catalogue de vente par correspondance de vêtements réalisés en tissus africains. Une affaire qui marche car son chiffre d'affaires s'élève à 6 millions de dollars.⁴ C'est aussi le cas de ce commerçant sénégalais :

Mr Sarr arrived in New York City at the 17, speaking no English ; the police arrested him on the first day for peddling without a licence. But this, he says, is simply one of the trials and tribulations the Mourides expect on their journey towards God. Now, at 33, Mr Sarr is an American citizen and owns a high-rent tourist shop on 42nd Street at Times Square, on one of the corners where he used to dodge the police.⁵

¹ *Ibid.*

² Diouf, 1991, 22.

³ Stoller, *op. cit.*, 7.

⁴ Ebin, *op.cit.*, 25.

⁵ Cf. « On the Streets of New York City. » *op. cit.*

1.1.5.4. Leurs conditions de vie.

Les conditions de vie et de travail des marchands ambulants ouest-africains est un sujet qui a particulièrement intéressé Victoria Ebin et Rose Lake. Les deux chercheurs, respectivement anthropologue (Université de Londres) et boursière de la Fondation *Fulbright*, ont écrit plusieurs articles sur les camelots et musulmans ouest-africains à New York City : leur analyse de la situation de ces migrants nous paraît tout à fait objective.

Alors qu'ils se débattaient bien souvent dans la plus grande difficulté pour exercer leur métier, les conditions de vie des commerçants ouest-africains étaient particulièrement précaires, voire épouvantables.¹ Jusqu'au milieu des années 1980, environ 70% de ces vendeurs à la sauvette vivaient à Manhattan dans des dortoirs, des hôtels comme le Gershwin Hotel, le Madison, le Wellington, le Belleclaire, le Columbus Studios Hotel, le Edison, dans des B&Bs, et dans certains hôtels au mois (Bryant Hotel, Park View, Senton, Mansfield Hall, etc.), accueillant les personnes les plus démunies où la drogue, la prostitution et la violence font partie du quotidien.²

A l'hôtel Bryant, qui hébergeait le plus grand nombre de camelots ouest-africains (40%), la direction n'hésitait pas à entrer dans les chambres avec ses passes pour confisquer les effets personnels des clients lorsque les loyers n'étaient pas payés.³ Il arrivait que celle-ci engage des voyous pour molester les commerçants ouest-africains dans le but de les contraindre à s'en aller.⁴

Beaucoup de camelots ouest-africains ont essayé d'obtenir un appartement, mais plusieurs facteurs jouaient contre eux. En tant qu'immigrants francophones récemment arrivés, peu familiarisés avec la langue anglaise et ne connaissant pas leurs droits, la plupart de ces Africains se sont retrouvés à la merci

¹ *Supra* note 2.

² *Ibid.*, 32.

³ *Ibid.*, 33.

⁴ *Ibid.*

de ce que New York peut offrir de pire. Ils ont perdu des milliers de dollars avec des « hommes de confiance » souvent des Africains-Américains ou des Caribéens, qui promettaient de leur trouver des appartements.¹

Un groupe de commerçants ouest-africains a un jour donné 7.000 dollars à une femme africaine-américaine qui prétendait posséder un grand appartement à Harlem. Lorsqu'ils y sont arrivés avec leurs bagages et ont demandé la clef, ils ont été agressés par un gang de voyous.²

Les migrants africains à New York n'ont pas une réputation de violence et ne sont pas protégés contre les éventuelles agressions extérieures, à la différence d'autres groupes de migrants tels que les Jamaïcains, les Irlandais ou les Italiens, qui eux, sont protégés par un réseau de gangs établis depuis longtemps à New York.³

Les relations que les marchands ambulants africains entretiennent avec les responsables municipaux de New York se sont améliorées progressivement.⁴ Au début des années 1990, ils n'étaient quasiment plus en conflit avec les officiers de la brigade Alpha, et ceux-ci les défendirent lors de querelles avec les grossistes pakistanais.⁵

Un facteur ayant contribué à pacifier leurs relations sociales fut, à en croire Rose Lake, une décision prise par la plupart des camelots de fournir des informations plus complètes aux autorités politiques et administratives locales sur leurs conditions de vie difficiles aussi bien dans leur pays d'origine qu'à New York (chômage, problème de logement, exploitation de la part des Africains-

¹ *Ibid.*, 34.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ Lake, *op. cit.*, 36.

⁵ La brigade alpha était chargée de surveiller les camelots ouest-africains et de les verbaliser pour vente illégale sur la Cinquième Avenue.

Cf. *The New York Times*, *op. cit.*, C: 14.

Américains, intolérance, ostracisme). Ils se sont attirés alors la sympathie de certains élus locaux (David Dinkins, entre autres politiciens) qui se sont mis à apprécier davantage ces commerçants, vérifiant leur réputation de travailleurs acharnés et courageux.¹

Un autre point très important en leur faveur, selon Rose Lake, était que les marchands itinérants ouest-africains n'étaient pas impliqués dans le trafic de drogue. On peut raisonnablement penser que les relations que les camelots ouest-africains entretiennent désormais avec les autorités politiques et administratives de la ville de New York donnent l'espoir à ces migrants qu'ils pourront peut-être s'intégrer pleinement dans cette mégalopole.

Rose Lake note par ailleurs qu'au-delà des conflits et de la brutalité policière, les camelots ouest-africains ont appris, de leur expérience new-yorkaise, le recours aux avocats afin de faire valoir leurs droits. A la fin des années 1980, plusieurs logements refaits ont été attribués aux commerçants ouest-africains à Harlem.² Ce geste de bonne foi de la part des autorités municipales était semble-t-il destiné à ce que ces nouveaux immigrants rejoignent les autres groupes sociaux défavorisés (Africains-Américains et Hispaniques) de Harlem.³

Les migrants ouest-africains de Harlem ont fini par ressentir, selon l'anthropologue Victoria Ebin, le besoin de s'organiser plus efficacement. L'une des premières initiatives prise par les camelots africains afin d'établir plus officiellement leur présence à New York fut de créer, en 1988, la Africa Business Community⁴ et la African Immigrants' Association of New York City en 1990.⁵ Celle-ci visait notamment à améliorer les relations avec les responsables municipaux. 90% d'entre eux étaient convaincus que seule une meilleure

¹ Diouf, *op. cit.*, 22.

² *Supra* note 4.

³ *Ibid.*

⁴ Cf. « On the Streets of New York City. » *op. cit.*

⁵ « Les migrants d'Afrique. » *Afrique-États-Unis* 630 (1993): 29.

organisation pouvait permettre aux commerçants africains de New York d'améliorer leur statut juridique, ainsi que leurs conditions de vie et de travail à New York.¹

Aujourd'hui, des associations religieuses africaines² nouvellement créées organisent régulièrement des « assemblées » afin de collecter des fonds et elles ont même créé une caisse spéciale destinée à payer les frais judiciaires de leurs membres en cas de nécessité. Les migrants africains ont dorénavant l'opportunité de s'unir pour débattre des problèmes auxquels ils sont confrontés afin de trouver une solution.³

En définitive, lorsque les commerçants ouest-africains sont arrivés dans la « grosse pomme », il leur a fallu trouver un travail ne nécessitant pas de capital d'investissement et utiliser les seules ressources en leur possession : leurs propres forces de travail ainsi que leurs liens de solidarité.⁴

Comme d'autres groupes de nouveaux immigrants (Asiatiques, Caribéens) de cette ville, leurs principaux atouts ont été, selon Victoria Ebin, leur ardeur à la tâche et un réseau étroit de relations leur permettant de s'entraider et de travailler ensemble.⁵

Ils ont dû cependant trouver leur propre « créneau » parmi les autres groupes de nouveaux arrivants, qui avaient déjà balisé leur territoire à New York. Les Turcs vendent des fruits à l'étalage, les Hispaniques (Portoricains, Mexicains) possèdent des boutiques de fruits et légumes dans des rez de chaussée de certains immeubles de Manhattan (principalement sur la 42^e rue), les Chinois sont

¹ Ebin, *op. cit.*, 25.

² Les Associations religieuses africaines les plus connues à New York City sont : *The New York City Church of Christ Arts, Media & Professionals Ministry*, *The Mouride Islamic Community*, *AME Methodist Church African Liberation Ministry*, *The Islamic Society of Mid-Manhattan* et la *Confrérie musulmane sénégalaise de New York City*.

Source : *Hommes et Migrations* 1132(1990): 27.

³ *Supra* note 3.

⁴ *Ibid.*

⁵ Ebin, *op. cit.*, 25.

propriétaires des restaurants et magasins à Chinatown, les Indiens et les Pakistanais tiennent les kiosques à journaux. Les migrants ouest-africains se sont spécialisés dans le commerce de rue : les uns vendent des montres et des lunettes de soleil en provenance des pays d'Asie, les autres exercent le commerce d'objets d'art africain (« handicrafts ») tels que des masques africains, des statuettes en ivoire et en bois, des amulettes, mais également des tissus de toutes sortes fabriqués en Afrique.¹

Depuis, la plupart d'entre eux ont appris les rudiments du commerce à New York. Ils ont exploré les différentes possibilités que peut offrir cette ville en matière de commerce ; ils ont su créer des contacts et établir des réseaux de relations, qui ont permis à certains commerçants ouest-africains de développer leurs activités à New York ainsi que dans d'autres villes (Baltimore, Chicago, Atlanta, Dallas, Cincinnati, Little Rock, San Diego, Seattle, Greensboro ...). Comme l'explique Paul Stoller :

There is something heroic about this group of West African traders. Fleeing economic hardship, they arrived in America with little money and less technological expertise. Mastering the language of American capitalism and skilfully recreating their trading networks, they have managed to earn enough money to expand their enterprises as well as to care for their large families in Niger, Mali, Senegal, Guinea, and Burkina Faso. Confronting regulatory obstacles and disruptions to their businesses, they found legal loopholes that allowed them to continue trading. [...] West African street traders are an impressive lot. They are adaptable, street savvy, and smart.²

En 1999, 30% des camelots ouest-africains se sont sédentarisés.³ Ils participent dorénavant à l'effervescence de l'activité commerciale d'import-export de New York. Certains marchands itinérants ont utilisé leur expérience acquise sur

¹ Diouf, *op. cit.*, 24.

² Stoller, *op. cit.*, 143.

³ *Ibid.*, 20.

les trottoirs de Manhattan pour ouvrir leurs propres magasins. Les lieux qu'ils fréquentaient comme clients sont devenus leurs propres entreprises florissantes.¹

1.1.5.5. L'organisation du commerce : revenus, épargne et transfert d'économies des migrants ouest-africains à New York.

En 1995, on estimait à plus de 800 le nombre de petites entreprises tenues par des migrants ouest-africains à New York.² Dans le « Midtown » Manhattan, ces derniers tiennent environ 600 commerces : « In Mid-Manhattan, about six hundred West African traders sell African arts and crafts out of a mini-storage unit that probably represents the largest collection of African creations (antiques and copies) in the country. »³

Les commerçants du marché africain de Harlem sont essentiellement des migrants venus d'Afrique de l'Ouest. 85% des boutiques du quartier leur appartiennent.⁴ Vendeurs de souvenirs, bouchers, épiciers, restaurateurs, les migrants ouest-africains ont su imposer leur marque sur les quartiers où ils sont concentrés. Ils ont ressuscité le petit commerce mis à mal par les supermarchés et

¹ Les meilleurs exemples de réussite dans le commerce recensés par Diouf sont ceux d'Alex Erwiah, de père ivoirien et de mère ghanéenne, PDG de la compagnie cosmétique pour femmes noires Naomi Sims, 400 employés, 5 millions de dollars de chiffre d'affaires, une centaine de points de vente à travers les États-Unis ; de Hamed Diop, propriétaire de plusieurs grands magasins de tissus africains à SoHo (New York City) ; de Seydou qui possède une dizaine de grands restaurants à New York City, Los Angeles et à Detroit, pour ne citer que ceux-là.
Cf. Diouf, *op. cit.*, 24.

² *The Black Business Journal*, Jan. 17 (2002): 5.
<<http://www.blackbusinessonline.com>>. (consulté le 5 mars 2006)

³ Dodson & Diouf, 2005, 9.

⁴ Diouf, 1997, 4.

aidé à la survie de quartiers tels que Red Hook, Harlem, Fulton, Brooklyn, etc., laissés à l'abandon.¹

Certaines autorités municipales de New York (comme Randy Daniels) saluent le dynamisme économique des commerçants mourides venus d'Afrique occidentale :

Uptown in Harlem, many Mourides have opened legitimate restaurants and shops. By so doing, they are changing the face of a depressed area. According to Randy Daniels, the deputy commissioner for economic development in New York City States, "African fabric shops, travel agents and telephone call-centres are internationalising the economy." Immigrants from other countries in West Africa are also settling in Harlem and across the Harlem river in the Bronx. But 116th Street and Malcolm X Boulevard, around the mosque named after the radical black leader, has become known as Little Senegal, with more than 80% of businesses now owned by Senegalese.²

Aux États-Unis, la famille se retrouve, investit en commun, vit et travaille ensemble. Elle économise ainsi des loyers, des salaires, une protection médicale onéreuse et du temps. Levés tôt, 90% des commerçants africains travaillent toute la journée et ferment tard dans la nuit.³

Parents, enfants (après l'école), frères et sœurs, grands-parents mettent la main à la pâte, se contentant de salaires minimums, accumulant des heures supplémentaires sans contrepartie. Résultats : lorsque le commerçant a fait assez d'argent dans l'enclave ethnique, il revend sa boutique à un compatriote à peine arrivé et s'installe dans un autre quartier.⁴

¹ *Ibid.*

² Cf. « On the Streets of New York City. » *op. cit.*, 61.

³ Macharia, 2002, 15.

⁴ *Ibid.*

Un cran au dessus, on trouve le grossiste et l'importateur. A New York, une « petite Afrique » a surgi dans le « Uptown » entre la 125^e et la 135^e rue.¹ Il y a près d'une centaine de commerces de gros et d'import-export, deux banques sénégalaises et une dizaine de restaurants.² L'économiste Charles Amissah ajoute : «West African immigrants in New York City are now operating their own banks, offering mortgages, business loans, and wire transfers to Africa.»³

Très actifs, les migrants ouest-africains ne connaissent pas le chômage. Le créneau ethnique leur permet de trouver des emplois – grâce à la solidarité – à l'intérieur de leur groupe social.⁴ Entre 70 et 80% d'entre eux travaillent pour des sociétés commerciales sénégalaises. Si certains sont seulement employés, en attendant de se mettre à leur compte, d'autres sont déjà millionnaires en dollars. C'est le cas de M. Kalidou qui importe une multitude de marchandises d'Asie. Celui-ci explique :

Mes clients sont des petits commerçants du Bronx, du Queens et de Brooklyn qui vendent surtout aux Africains-Américains, aux Afro-caribéens et aux Hispaniques. Je compte parmi mes clients, de nombreux camelots sénégalais qui vendent dans les rues, des montres, des lunettes, des sacs et des barrettes pour cheveux. Tout ce que j'importe est très bon marché, entre trois et dix dollars, parce que ceux qui, ensuite achètent au détail, sont très pauvres. Ma marchandise vient de Dubaï et de Taiwan. Mon chiffre d'affaires l'année dernière était de six millions de dollars.⁵

Les migrants d'Afrique de l'Ouest envoient environ 500 millions de dollars tous les ans dans leur pays d'origine, et plus particulièrement dans les villages d'où ils sont originaires (80% d'entre eux viennent des zones rurales). Ces

¹ Cf. Kugel, 2002 ; Gate & Appiah, *op. cit.*, 43.

² « Walking on 125th Street. » *The New York Times*, Oct. 21 (1994): A21 ; Kugel, *op. cit.*, 2.

³ Amissah, 1994, 122.

⁴ « Les migrants d'Afrique. » *op. cit.*, 30.

⁵ *Ibid.*

fonds envoyés par la Diaspora ouest-africaine servent à la construction des écoles, des hôpitaux et des mosquées.¹

Les transferts d'économies des migrants ouest-africains ont pour objectif premier le développement de leur pays d'origine. L'épargne constitue un investissement à finalité productive. Assimiler épargne et transferts d'économies des migrants venus d'Afrique de l'Ouest revient donc à supposer que les envois de fonds opérés par ce groupe vers leur pays d'origine ont une finalité productive, donc de développement économique.² Jusqu'à une date récente, 48% des investissements du Mali seraient venus des Maliens de la Diaspora.³

Il apparaît clairement que ces envois de fonds constituent, pour les pays d'origine, une part importante des transferts de ressources en provenance des États-Unis.⁴ Le montant de ces envois serait de 800 millions de dollars en 2005.⁵

Les transferts de fonds ont pris une telle importance qu'aujourd'hui une famille sur cinq en Afrique compte à présent sur l'argent envoyé par les migrants pour assurer sa subsistance. Par exemple, une infirmière gambienne de Philadelphie déclare : « The main reason why I came here was to support my family. I send \$1500 every month, which is more than I used to make. I am nothing without my family and I would never think of not providing for them, even when it gets difficult here. »⁶

C'est aussi ce qu'affirme ce migrant clandestin originaire de Guinée, qui réside à Boston : « Coming to the United States is not how I would have chosen to live my life. It is an enormous sacrifice to be away from my country and my family. But many people now depend on the money I send home. So I have little choice but to continue here. It is a lonely life. »⁷

¹ *Ibid.*

² Apraku, 1991, 31.

³ *The Black Business Journal*, *op. cit.*, 9.

⁴ Brown, 2002, 2.

⁵ *Ibid.*

⁶ Notre questionnaire.

⁷ *Ibid.*

Le chiffre d'un milliard de dollars a été avancé et repris dans certains articles.¹ Les chiffres avancés sont impressionnants et semblent justifier le fait que les transferts de fonds réalisés par les groupes de migrants africains soient au centre de l'analyse socioéconomique de *The Migration Policy Institute* des États-Unis. Mais se pose alors la question de l'origine de ces chiffres, des sources utilisées et de leur fiabilité. L'interprétation de certaines données reste hasardeuse. Les montants transférés par les migrants sont souvent évalués à partir des données des organismes bancaires, postaux (Western Union, mandats) ou des informations statistiques disponibles auprès du Fond Monétaire International (FMI); ne sont donc enregistrés que les flux transitant par les canaux officiels. Ces chiffres sous-estiment, bien souvent, l'ampleur réelle des envois de fonds des migrants, puisqu'ils ignorent les envois effectués par d'autres filières, notamment les intermédiaires se rendant dans le pays d'origine.

Selon le magazine britannique *The Economist*, des sommes d'argent considérables sont transférées par des migrants sénégalais de New York vers leur pays : « About \$100 m is transferred from New York City to Senegal every three-months through informal banking arrangements. »²

Le recours à des enquêtes directes auprès des populations concernées est donc indispensable. C'est ce qu'a fait Agyemang Konadu. Plus de 80% des migrants ouest-africains appartiennent à la catégorie socioprofessionnelle des commerçants, majoritairement centrés en zone urbaine et dans les classes d'âge actif.³ Et selon Joel Millman, seule une minorité des migrants venus de l'Ouest du continent africain a une pratique de thésaurisation d'une partie de leurs revenus.⁴

En donnant des indications sur l'impact économique circonscrit des transferts de fonds des migrants ouest-africains présents à New York, cette étude n'en révèle pas moins leur importance relative pour les pays d'origine. En effet, ces transferts jouent un rôle indéniable dans la vie quotidienne des familles restées au

¹ Cf. Konadu, 1999 ; Kanya, 1997 ; Okome, 2002 ; Millman, 1994.

² *The Economist*, *op. cit.*, 61.

³ Konadu, *op. cit.*, 9.

⁴ Millman, 1997, 36.

pays. On peut fortement supposer, au regard des informations recueillies, que ces transferts se perpétueront aussi longtemps que ces migrants resteront aux États-Unis. Des analyses plus approfondies portant sur le projet de retour devraient permettre de donner quelques indications sur ce point. Ce sera l'objet des trois chapitres que regroupe la dernière partie intitulée « Les perspectives d'avenir des migrants africains ».

Il est à noter par ailleurs que 70% des commerçants sénégalais à New York sont membres de la confrérie mouride, dont le fondateur s'appelle Cheikh Amadou Bamba. Ce marabout était surtout connu pour ses positions anticolonialistes et pour avoir été le premier chef traditionnel à inculquer aux Mourides la valeur du travail.¹

Fondée au Sénégal où elle demeure une composante majeure de la vie économique et politique, la confrérie mouride s'est implantée aux États-Unis (New York, Chicago, Detroit...), en Europe (Milan, Marseille, Paris, Madrid...) et en Asie (Tokyo, Taipei...).² Cette vaste expansion commerciale répond à une adaptation économique et sociale perpétuelle, caractéristique essentielle des Mourides.

Travaillant singulièrement dans les secteurs du commerce et de la finance, ce groupe est très structuré. Les Mourides se constituent en véritable Diaspora de commerçants et réorganisent eux-mêmes leurs solidarités sur des bases urbaines, créant des petites structures économiques et des *dairas* (lieux de regroupement). Ces *dairas* que l'on trouve par exemple à Brooklyn et à Harlem (New York) ont des compétences religieuses et fournissent aussi aides et contacts. Elles se sont informatisées pour mieux suivre leur fichier de cotisants.³ Il arrive parfois qu'un des petits fils de Cheikh Amadou Bamba rende visite aux Mourides établis à New York afin de récolter quelques fonds pour l'organisation. En règle générale, une partie des fonds récoltés constitue l'épargne et l'autre, est utilisée en cas de

¹ Ebin, 1990, 25.

² *The Economist*, op. cit.

³ Ottavia & Blion, 2000, 37.

nécessité ou d'urgence (pour payer des frais d'hospitalisation d'un de leurs membres, évacuation sanitaire vers l'Europe, payer les obsèques d'un des leurs, etc).¹

Chaque année, le 28 juillet, les Mourides de New York défilent sur la Cinquième Avenue, en mémoire de leur chef traditionnel avant d'aller prier à la mosquée d'Harlem. Comme en témoigne également cette affirmation de Sylviane Diouf :

Since the mid-1990s, July 28 has been officially declared Cheikh Amadou Bamba Day, when hundreds of Murid men, women, and children parade down Fifth Avenue in traditional clothes, in what is possibly the most visible African religious event in the nation.²

De Dakar à New York, les Mourides tissent des réseaux marchands reliant les métropoles. Le mouridisme dont la capitale se trouve à Touba (Sénégal) se structure autour d'un réseau international rendant possible l'accueil et l'insertion économique (et sociale) de ses adeptes à l'étranger.³ Le milieu culturel, le cadre idéologique du mouridisme sont les bases d'une organisation économique et sociale pour laquelle le départ et l'expansion extérieurs sont des valeurs centrales.⁴ Par exemple, cette organisation finance le voyage de 50% de ses membres vers New York, mais aussi vers d'autres grandes villes des États-Unis. Comme l'attestent les sociétés commerciales : Touba Fashion à Atlanta, Touba Gold and Jewelry à Silver Spring, Md., Touba Liabden-Mouridin à la Nouvelle Orléans, West Africa Touba

¹ *Ibid.*

² Dodson & Diouf, *op. cit.*, 13.

³ Cf. « On the Streets of New York City. » *op. cit.*, 61.

Paul Stoller confirme lorsqu'il écrit à la page 183 : « Among West african traders, who are Muslims, commerce is an honorable profession. Traders are members of highly structured networks and follow a strict set of commercial procedures that are stipulated in the Qur'an. Violation of these procedures brings disrespect and shame. »

Stoller, *op. cit.*

⁴ Ottavia & Blion, *op. cit.*, 38.

Art à Miami.¹ En retour, ces derniers ont une dette morale envers l'organisation : ils se doivent d'envoyer des contributions financières régulières à l'organisation afin de perpétuer le système. Le Mouride se doit également d'offrir un hébergement à ses compatriotes. De ce fait, il participe au réseau commercial et à son expansion.²

La confrérie mouride est une puissante organisation disposant d'une grande influence économique et politique au Sénégal. Cette puissance est à l'image de la mosquée de Touba – la plus grande d'Afrique subsaharienne – bâtie par Cheikh Amadou Bamba dont les disciples lui vouent un véritable culte. 60% d'entre eux sont devenus économiquement puissants.³ Certains membres du groupe possèdent de véritables empires commerciaux et constituent une forme d'aristocratie au sein de la confrérie, dont la puissance se fonde sur leur surface financière. Ces derniers ont un pouvoir important de décision au sein de l'organisation.

La solidarité au sein de la confrérie est régulée et formelle, elle oblige à se soumettre à des règles, à se conformer à certains comportements. Ainsi, le chef redistribue auprès des disciples les plus démunis une part de ses richesses, ce qui lui permet d'exercer son contrôle et de conserver son pouvoir social.⁴

Ce chapitre particulier sur les commerçants ouest-africains constitue une bonne illustration de la manière dont leurs entreprises se sont développées à partir d'une confrérie mouride basée en milieu rural africain (au Sénégal) vers une organisation hautement urbaine (à New York) en s'appuyant sur un réseau international combinant affaires et activités religieuses. Toutefois, on peut légitimement s'interroger sur l'intégration sociale des membres cette organisation qui semble être érigée en clan.

¹ Cf. Millman, *op. cit.*, 4.

² *Supra* note 1.

³ Ebin, *op. cit.*, 26.

⁴ *Ibid.*

1.2. L'intégration économique des femmes de la Diaspora africaine et leur rôle dans la vie associative.

Over the last 10 years, more and more West African women decided to stop waiting for their men to mail checks home from the United States and to join them and earn their own income. Others have been coming alone, leaving husbands and children behind. The switch is a dramatic departure from the strong gender roles. It was women's traditional role to stay at home and patiently wait for men to send money to feed the family.

– Kinuthia Macharia¹

Aux États-Unis, 45% des migrantes africaines prennent une part active dans l'économie de leur pays d'accueil. Elles ont une activité génératrice de revenus. En général, ces migrantes développent des petits commerces, le plus souvent alimentaires.² A Baltimore, par exemple, elles seraient près de 33% à exploiter leur propre commerce, 28% à Seattle et 25% à Houston.³

A Washington, D.C., la femme africaine joue un rôle actif aussi bien dans la vie économique que dans la vie associative de la ville d'adoption. Elle se définit aujourd'hui comme femme mariée et comme mère de famille prenant en charge financièrement l'éducation de ses enfants. Elle revendique également son rôle de fille soutenant financièrement ses parents restés au pays. Sa participation au projet associatif correspond généralement à une motivation personnelle : s'investir dans des opérations commerciales, participer à la création des richesses.⁴

Employée, gérante, propriétaire de fonds, cliente ou flâneuse, la femme africaine est présente dans une multitude d'activités commerciales non seulement à Washington, D.C., mais également sur la côte ouest des États-Unis. Cela nous

¹ Macharia, *op. cit.*, 6.

² *Afrique-États-Unis*
<<http://www.allafrica.com>>. (consulté le 4 mars 2007)

³ *Ibid.*

⁴ Diouf, 1991, 26.

paraît aller dans le sens de l'intégration. Cette assertion de Macharia est éclairante de ce point de vue :

In the Washington, D.C. metropolitan area and in other American cities, African women are in the forefront of hairstyling, but a few Ugandans have also entered the business.

Another business in which African women are engaged is the establishment of nursing homes to care for aging and sick Americans. [...] This is becoming quite a business of choice for families, especially on the West Coast (California, Washington state, Oregon), where single and married women are renting or buying homes to operate as adult-care facilities.¹

Autour du commerce, s'organise toute une vie associative dans la capitale fédérale. La relation « vendeur-client » dépasse le strict champ économique, la boutique devient elle-même une famille où l'on débat ensemble des problèmes de régularisation, de santé ou d'école. Une passante entre dans une boutique parce qu'elle y a aperçu une amie et des conversations plus ou moins intimes s'engagent, d'autres migrantes arrivent, transformant de manière transitoire l'espace marchand en espace de socialisation. Une habituée demande qu'on lui garde son enfant le temps d'un rendez-vous chez le médecin, une commerçante ambulante vient proposer ses articles, une femme active profite d'un jour de congé pour « faire le tour de ses connaissances » afin d'avoir des nouvelles du pays, une restauratrice vient s'approvisionner, etc. Parfois toutes se retrouvent durant le week-end à l'occasion d'un anniversaire, d'une tontine, d'un projet de création d'association.²

D'un point de vue culturel, les pays d'Afrique de l'Ouest sont marqués par des systèmes d'organisation familiale qui attribuent un rôle économique important aux femmes. Elles doivent parfois assurer la survie économique de la famille et assumer toutes les autres charges qui leur sont dévolues. Le commerce représente

¹ Macharia, *op. cit.*, 6.

² Daff, 2002, 6.

souvent la meilleure solution. Dès leur plus jeune âge, la plupart des femmes d'affaires originaires d'Afrique de l'Ouest et généralement très attachées à la tradition, ont été initiées par leurs aînées à la vente de tissus, de produits alimentaires ou cosmétiques, au tressage de mèches de cheveux avec de l'argent emprunté à des sociétés de microcrédit qui aident à créer des microentreprises.

Traditionnellement considérés comme féminins dans leur pays d'origine, ces savoir-faire ont été réadaptés en fonction du nouveau contexte économique et culturel de leur pays d'accueil. Avant même d'émigrer vers les États-Unis, certaines femmes (ouest-africaines en l'occurrence) s'étaient déjà démarquées des activités commerciales et culturelles. Elles ont par exemple contribué au développement économique de leurs régions d'origine et initié des projets de soutien matériel et culturel à ces régions.¹

C'est d'ailleurs l'action solidaire avec le pays d'origine ou les contributions importantes pour la transformation et l'amélioration du sort des villages quittés qui confèrent à des migrants africains (femmes et hommes), une certaine légitimité à l'immigration aux États-Unis.²

Il faut cependant noter que cette relation forte avec le pays d'origine n'implique pas forcément une perspective de retour immédiat. Nous y reviendrons dans la dernière partie de notre travail.

L'intégration économique et sociale des migrants africains passe aussi par la vie associative, dynamisée par le rôle social des femmes.

¹ Cf. Takougang, 1995, 50.

Par exemple, les femmes de la Côte du Golfe de Guinée s'affirment dans le commerce de tissus, en exploitant à la fois leur dynamisme commercial et leur savoir-faire en tant que teinturières. Elles exercent le métier de commerçante, qui leur offre une liberté de mouvement que beaucoup de pays africains (principalement musulmans) refusent aux femmes. Or, dans cette région, la place des femmes dans la société est éminente. Non seulement elles participent largement aux revenus familiaux, mais elles acquièrent une certaine indépendance financière. Depuis longtemps, ces femmes assurent la circulation des produits vivriers, entre campagne et villes en pleine croissance. Cette activité suppose tout de même de longs déplacements.

Afrique-États-Unis, op. cit., 26.

² *Ibid.*

1.2.1. La mobilité géographique et professionnelle des femmes commerçantes originaires d'Afrique subsaharienne.

Le commerce a rendu possible une certaine mobilité professionnelle en mettant en contact des femmes commerçantes africaines avec 10% des opérateurs économiques dans les villes où elles se sont établies.¹ 46% d'entre elles ont alors pu étendre leurs réseaux relationnels et cumuler les activités (commerce, octroi de prêts...).² Dans ce paysage, New York City constitue un espace de circulation, de rencontre et d'entreprise commerciale indéniable.³ Près de 30% des employées dans le commerce circulent d'un établissement commercial à l'autre pour fuir des conditions de travail ingrates, des emplois mal rémunérés, et pour lier connaissance avec les fournisseurs ou les partenaires économiques de l'employeur.⁴

Accumulant expériences et capital social, la plupart des employées africaines espèrent ainsi pouvoir un jour créer leur propre affaire et acquérir une autonomie financière et de mouvement. C'est ce qu'a fait une jeune Sénégalaise installée à New York City depuis une dizaine d'année :

Dia quickly found a job in a hair salon in Harlem and worked there for about a year, thinking all along about opening her own place. In 1994, she joined a group of self-employed African women who had launched their own business. With an average price of \$100 per hairdo, a salon's annual profit can reach \$150,000. Depending on their experience, some employees make up to \$20,000 a year—a huge sum compared to what they would earn in Senegal.⁵

¹ *Ibid.*

² Daff, *op. cit.*, 6.

³ *Ibid.*

⁴ Diouf, 1991, 23.

⁵ Daff, *op. cit.*, 2.

On peut aussi citer l'exemple de deux Sénégalaises qui ont ouvert, en décembre 1997, un salon de coiffure « *Sister-Sister African Hair Braiding and Weaving Salon* » à Houston.¹

De plus, 70% des commerçantes ambulantes évoluent entre les boutiques de Harlem et ceux d'Atlanta.² Elles y écoulent des articles rapportés d'Afrique, transportés en petite quantité dans leurs bagages afin de contourner les taxes douanières. Leurs marchandises sont généralement destinées à une clientèle féminine : bijoux en or provenant de Dubaï, sacs à main, vêtements, boubous, produits cosmétiques fabriqués en Afrique, mais aussi des produits alimentaires comme l'attiéké, manioc fermenté, ou la viande de brousse, consommés dans l'Afrique forestière.³

Des colporteuses vendent au détail lorsqu'elles s'adressent aux clientes, mais peuvent aussi céder une partie de leur stock aux gérantes des magasins. Des accords peuvent être conclus ; les fournisseurs qui résident pour la plupart sur le continent africain, approvisionnant régulièrement les « sédentaires ». Le maintien de ces transactions sur le moyen terme a permis à des femmes commerçantes originaires des pays d'Afrique subsaharienne de cesser le porte-à-porte pour ouvrir par la suite un établissement commercial dans la ville.⁴

Les accords passés avec les employées (cuisinières, gérantes, serveuses ou coiffeuses) peuvent également dépendre de leur dynamisme sur le plan relationnel. L'embauche des femmes d'origines nationales très diverses (camerounaise, ivoirienne, congolaise, ougandaise, zimbabwéenne, cubaine, jamaïcaine, etc.) participe de cette volonté d'attirer à soi une clientèle élargie. La diversité des activités déployées dans un même établissement permet non seulement de faire face à la concurrence mais aussi de s'adapter à une clientèle extrêmement mobile et

¹ *African Diaspora : African Diaspora in the U.S.*, 8.

<Disponible sur <http://www-sul.stanford.edu/africa/african-diaspora/>>. (consulté le 5 mai 2008)

² Daff, *op. cit.*, 2.

³ Diouf, *op. cit.*, 25.

⁴ *Ibid.*

infidèle. De même que les transformations incessantes des boutiques (agrandissement de la surface, changement de local, voire de propriétaire) relèvent d'une stratégie d'adaptation à la demande.¹

1.2.2. Des femmes d'affaires extrêmement dynamiques et mobiles.

45% des femmes d'affaires africaines ont réussi à se hisser au niveau de l'import-export. Le meilleur exemple est celui des commerçantes africaines de Hyattsville. Elles voyagent en Europe pour rencontrer les fournisseurs de produits, parcourant des kilomètres pour négocier les prix et les designs.

Ces femmes, que l'on pourrait croire « sédentaires » parce qu'elles gèrent un fond de commerce à Washinton, D.C. ou New York City, n'hésitent pas à confier leur magasin à un tiers pour aller s'approvisionner directement auprès des fabricants en Hollande, en Turquie ou en Asie.² Parallèlement, elles constituent, selon Marieme Daff, une clientèle essentielle pour des agences de voyage comme celle de ce migrant malien à New York :

With their new economic power, African women have become a valuable clientele for many businesses, such as the travel industry. They represent about 40 percent of Habi Bah's travel agency customers in New York City. These women are extremely mobile, both on a national and international level.³

35% des migrantes apprennent aussi à relier les territoires et se lancent dans le négoce international, intervenant comme courtières. Spéculant sur le différentiel de richesse entre l'Afrique et l'Amérique, elles contribuent à l'acheminement des marchandises (riz, poissons fumés ou salés, friperie, pneus,

¹ *Ibid.*

² Macharia, *op. cit.*, 7.

³ Daff, *op. cit.*, 2.

véhicules, ordinateurs et photocopieurs d'occasion) d'un continent à l'autre. Toutefois, ces opérations restent ponctuelles et risquées.¹

Les sanctions appliquées en douane pour le passage de marchandises non autorisées peuvent provoquer la destruction des stocks et entraîner la faillite des commerçantes : « J'ai vu mon container de poissons partir en fumée à Kennedy Airport, je ne m'en suis pas encore relevée », déclare une commerçante malienne de New York.²

Afin de minimiser les risques et les coûts relatifs à une sur taxation, un petit nombre de négociantes a choisi de traiter directement avec des sociétés d'import-export et de transit.³

Ces partenariats les déchargent ainsi de l'ensemble des opérations de dédouanement. Si ces femmes d'affaires peuvent s'introduire dans ce milieu, c'est aussi parce qu'elles ont su mobiliser et créer des réseaux de longue date dans leur milieu d'origine.

Par un acheminement parfois complexe, les commerçantes d'origine ouest-africaine rencontrées à New York sont parvenues à mettre leur vie conjugale sous le signe de l'autonomie financière, de l'action et de la décision, et à se constituer en soutien familial, finançant notamment la scolarisation des enfants dans leur pays d'origine, comme l'affirme cette commerçante d'origine sénégalaise :

Men venture to different parts of the globe all the time. There was no reason why I couldn't do it, too. And many more single women followed the same path, gradually gaining the community's approval to become the breadwinner for their extended families.⁴

Tout comme les migrants hommes, les femmes sont en passe de devenir, sur le plan économique, une présence dynamique dans les grandes villes

¹ *Ibid.*

² Cf. *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 26.

³ Daff, *op. cit.*, 3.

⁴ *Ibid.*, 4.

américaines (Annapolis, Washington, D.C., New York, Atlanta, Baltimore, Philadelphie, Chicago, Minneapolis, Dallas, Cincinnati, San Diego, Sacramento, Montgomery, Boston, Miami, etc.). Comme l'a observé Howard Dodson : « Women from sub-Saharan Africa have formed a dynamic group of the sort that in many U.S. cities controls the markets, and are also engaged in long-distance commerce. »¹ Elles sont présentes dans plusieurs secteurs d'activités, que ce soit dans l'industrie du tourisme, dans le commerce (alimentation), les services, la restauration... Si certaines travaillent en tant qu'indépendantes dans le domaine du business ethnique, la majorité sont salariées. 75% des femmes entrepreneurs africaines travaillent dur et se sont adaptées au sein de la société capitaliste américaine qui encourage l'initiative privée et le sens de l'effort.² Au vu des témoignages et statistiques recueillis, mais aussi des situations économiques que l'on vient de décrire, on pourrait donc supposer que l'intégration économique d'une grande majorité de femmes d'affaires africaines aux États-Unis est réussie.

S'intégrer dans une société quelle qu'elle soit c'est avoir un travail, un logement, une couverture maladie. S'intégrer c'est aussi rejeter toutes formes de communautarisme, apprendre la langue du pays d'adoption en vue d'acquérir une certaine autonomie. D'ailleurs les intégrationnistes comme Dominique Schnapper ou Jacqueline Costa-Lascoux considèrent que les migrants potentiels se doivent d'apprendre la langue et la culture du pays d'accueil avant leur migration. L'apprentissage de la langue, de certaines données géographiques et historiques du pays d'immigration s'impose pour les migrants. Ils mettent par ailleurs un accent particulier sur la citoyenneté et l'adhésion des migrants aux valeurs culturelles et démocratiques de la société d'accueil.

Toutefois, il existe d'autres formes d'intégration telle que l'intégration par le sport, l'intégration du migrant ayant un talent spécifique (artistique, vocal...) reconnu et apprécié par la population autochtone, etc.

¹ Dodson & Diouf, *op. cit.*, 9.

² Macharia, *op. cit.*, 7.

Philip Martin estime que les trois indicateurs de base de l'intégration socioéconomique des immigrants aux États-Unis sont l'éducation, l'emploi et le revenu.¹

Chapitre II

2. L'intégration sociale.

2.1. Sociabilité et pratiques sociales.

Les migrants africains peuvent avoir des échanges plus ou moins grands avec la société d'installation. On appellera « sociabilité » les rapports avec autrui.

Ce mot regroupe les contacts entretenus en dehors de la sphère domestique (quartier, café, engagement associatif, sorties), bref, l'ouverture sur la société américaine. « Intégration » est synonyme non seulement d'insertion professionnelle (formation, travail) mais également de participation à la collectivité (la sphère locale).

En outre, l'origine sociale et le niveau scolaire déterminent certaines spécificités des pratiques sociales. C'est l'objet de la troisième partie de notre recherche qui traite de l'assimilation.

L'aisance en anglais joue un rôle déterminant, en délimitant les cercles de relation possibles : les groupes fortement handicapés par un niveau linguistique trop bas privilégient nécessairement les relations intra-ethniques.² L'acquisition de l'anglais pour les migrants africains venus des pays francophones est vécue comme une véritable « libération ». Pour ceux qui ne parviennent pas à l'apprendre cela reste un handicap non seulement pour la formation professionnelle ou le travail, mais aussi pour la vie de tous les jours, pour nouer des contacts et sortir d'une solitude. La création de liens avec la population passe beaucoup par l'acquisition de

¹ Martin & Midgley, *op. cit.*, 4.

² Gordon, 1999, 78.

la langue du pays d'accueil. De ce fait, les migrants qui ont plus d'aptitude à un apprentissage linguistique rapide sont plus vite insérés dans des réseaux de sociabilité.¹

Les connaissances plus ou moins nombreuses de personnes résidant dans le quartier, les sorties le soir, la fréquentation des lieux de divertissement, des cafés et l'inscription à une association sont des indicateurs d'une sociabilité.

La proportion de migrants faisant partie d'une association reflète un niveau d'engagement collectif dans la vie publique. Recevoir à déjeuner ou à dîner chez soi des amis ou de collègues reflète une sociabilité plus étendue.

Ainsi, aux États-Unis, la sociabilité de quartier se révèle relativement forte parmi les migrants venus d'Afrique subsaharienne. Près de 65% des hommes originaires de cette région du monde socialisent avec des personnes de leur quartier contre, par exemple, 40% des Latinos.² Aussi, on note chez environ 70% des membres de ce groupe social, une forte représentation à l'échelle du voisinage, par exemple aux conseils scolaires de quartier où les étrangers sont admis à voter.³ Ils se rendent volontiers aux multiples manifestations organisées par les écoles, les parents d'élèves ou par l'église locale. Dans les locaux de leurs associations, des dîners et fêtes sont organisés et des mutuelles d'entraide se sont formées pour, en quelque sorte, consolider les relations amicales.

Ces associations se livrent à des activités culturelles, sportives ou festives. Elles ont pour fonction d'animer la vie des quartiers et regroupent indifféremment les premières et les secondes générations, les jeunes et les plus âgés. Elles aident à la préservation de leur identité culturelle ou ethnique. Mais toutes les associations n'ont pas une orientation ethnique et revendicative. Certaines associations sont d'abord l'expression d'un quartier, c'est-à-dire, elles ont pour objectif la construction de solidarités dans des quartiers, contribuent à animer la vie locale et essaient de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes quels qu'ils soient.

¹ *Ibid.*

² *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 25.

³ Butcher, 1994, 12.

60% des migrants africains fréquentent des cafés (« coffee shops »), ou d'autres lieux de divertissement tels que : Apollo Theater, Broadway, Madison Square Garden, Yankee Stadium à New York, des boîtes de nuit comme le Safari club, Kilimanjaro à Washington, D.C. ou des salles de cinéma de grandes villes américaines dans les États de New York, Californie et Texas.¹ Cependant, cette grande activité nocturne marque aussi tous les autres groupes de nouveaux migrants, en particulier les Cubains et les Afro-caribéens.²

Parmi les migrants qui se sont engagés dans la vie associative, environ 38% y participent de façon active. Il ne s'agit pas exclusivement d'une participation à des associations de type religieux ou exclusivement africaines, mais aussi à des associations « classiques » de la société américaine. Les plus connues sont : *The Human Rights Association* de Baltimore, *Volunteer Service Awards Program* de Washington, D.C., *Habitat for Humanity* d'Austin et de New Orleans, *Human Rights Watch* d'Atlanta, *NetAid*, *Network For Good (Fight Against Poverty)* de New York ou de *Childhelp* – une organisation non gouvernementale à but non lucratif chargée de lutter contre la maltraitance de l'enfant. Par exemple, 25% des migrants africains du Maryland sont membres de la *Parents Teachers Association* (PTA) – une association de parents d'élèves ayant pour objectif la récolte de fonds pour les écoles élémentaires de la ville : foires aux livres, ventes aux enchères, pique-niques, organisations de spectacles présentant les élèves talentueux de l'école, manifestations, fêtes de printemps et d'Halloween, dimanches de jardinage pour fleurir les abords de l'école... Les parents sont aussi accompagnateurs lors des sorties de classe, lecteurs à la bibliothèque pour les plus petits et surtout ils aident les professeurs lors de diverses activités : ateliers d'écriture, de pâtisserie, etc.³

¹ Djamba, 1999, 212.

² Cf. *Irinkerindo : A Journal of African Migration*, Dec. 2003.
<<http://www.africamigration.com>>. (consulté le 14 avril 2006)

³ *Ibid.*

Ils sont environ 35% des enseignants africains à avoir intégré des associations comme *The American Federation of Teachers*, *United Federation of Teachers* (NY) et *The National Education Association*, pour ne citer que celles-là.¹ De ce point de vue, l'engagement associatif parmi les migrants africains apparaît relativement importante au regard des témoignages recueillis. On note, d'une part, une implication dans des activités de la société d'accueil, et d'autre part, une participation à des activités de loisirs. 40% des migrants africains font partie d'un club sportif ou d'une association culturelle non africaine.²

Rappelons que les associations culturelles africaines (religieuses et autres) – dont on a beaucoup parlé jusqu'ici – sont extrêmement actives et proposent des activités qui touchent un public beaucoup plus large que les simples adhérents. Elles facilitent les contacts avec la société américaine, contribuent à l'éducation des enfants des minorités et participent aux échanges culturels, comme l'indique John Arthur :

African Immigrants have set up a scholarship fund to assist two local minority students to go to College. [...] Support the United Way in the community as well as donate food during holidays. Symposia, lectures, and cultural events designed to portray African culture are among the community-based cultural activities that the Immigrants organize in their localities. Some Immigrants give lectures at area high schools on topics related to African history and culture during Black History Month. These culture exchanges, the African immigrants confirmed, are vital to promoting community social and cultural development.³

L'étude de la sociabilité et des pratiques sociales des migrants africains permet donc d'apprécier leur ouverture sur la société d'installation. Leur sociabilité s'est inscrite dans un nouveau tissu relationnel qui se situe essentiellement autour

¹ Dodson & Diouf, 2005, 8.

² Djamba, *op. cit.*, 212.

³ Arthur, 2000, 84.

du quartier. 35% d'entre eux participent activement à des associations centrées sur des activités en rapport avec la vie aux États-Unis.¹ Leurs pratiques sociales tiennent sans doute à leur profil socioéconomique et à leur position en moyenne plus élevée dans l'échelle sociale. Plusieurs écrits et témoignages tentent d'accréditer cette hypothèse. A ce titre, John Logan écrit :

The social and economic profile of Africans is far above that of African Americans, and even better than that of Hispanics. [...] In the metropolitan areas where they live in largest numbers, Africans tend to live in neighbourhoods with higher median income and education level than African- Americans and Afro-caribbeans.²

Les États-Unis donnent, à tous les migrants, la possibilité de trouver leur place au sein du pays, suscitent la participation active des nouveaux arrivants à la société nationale. C'est en travaillant que l'on participe à la création des richesses. L'intégration économique passe par une sécurité financière. S'intégrer socialement c'est aussi accepter les règles de fonctionnement du pays dont les nouveaux arrivants deviennent membres et respecter les institutions de ce pays.

75% des migrants africains prônent la mixité culturelle, le respect des différences culturelles, les diversités dans l'unité, le respect des composantes ethniques et culturelles de la nation américaine.³ New York est, de ce fait, une des grandes villes américaines qui symbolisent la diversité culturelle, le brassage ou le métissage culturel. Sa réputation d'être une ville qui ne dort jamais est due, selon Jean Heller, pour une large part à ses nouveaux immigrants.⁴ Sa longue tradition d'accueil de peuples venus du monde entier (symbolisée par la Statue de la Liberté), ses quartiers ethniques foisonnants et singuliers, le pluralisme culturel exprimé à tous les échelons de la vie sociale et l'activisme groupal qui le nourrit,

¹ *Ibid.*

² Logan, 2000, 6.

³ Halima, 1999, 7.

⁴ Heller, 1982, 8.

expliquent que New York se régénère sans cesse, tout en préservant la diversité de ses immigrants.¹

S'agissant des relations sociales, les migrants sénégalais de cette ville organisent régulièrement des activités culturelles et invitent des amis et des voisins à des barbecues lors de fêtes religieuses afin de consolider les liens sociaux avec ces derniers.² D'autres groupes de migrants africains n'hésitent pas à se servir des médias pour faire connaître leur culture :

In New York City, Senegalese organize celebrations and traditional wrestling matches at local parks and invite friends to share barbecued lamb on the Muslim holiday of Tabaski. Over AM radio, social groups whose members come from the Horn of Africa (Ethiopians, Eritreans, Somalians, and Sudanese) broadcast poetry about their experience of exile in America.³

Les migrants africains respectent les coutumes et traditions des autres groupes sociaux de la ville, par exemple, le défilé annuel (du 17 mars) des Américains d'origine irlandaise sur la Cinquième Avenue pour célébrer la Saint Patrick, la célébration du nouvel an chinois à Chinatown ou encore le *Brooklyn's West Indian Day Carnival Parade*. Ils s'associent aux Africains-Américains pour célébrer *Martin Luther King's Day*, le troisième lundi de janvier.⁴

A Philadelphie, les migrants africains s'intègrent socialement en participant de manière active aux activités culturelles et religieuses organisées par les différents groupes sociaux de la ville. Comme l'a observé Leigh Swigart :

¹ Body-Gendrot, 1991, 98.

² Diouf, 1997, 6.

³ BAIRD, Diana. « The African Immigrant Folklife Study Project. »
<Article disponible sur <http://www.folklife.si.edu/africa/about.htm>>. (consulté le 29 août 2006)

⁴ Cf. *The Migration Information Source : U.S. in Focus*, 3 May 2006.
<<http://www.migrationinformation.org>>. (consulté le 8 mai 2006)

African immigrants interact with Philadelphians at large, that is, outside their social group. This interaction happens in the workplace and through the mutual cultural and religious activities that are becoming more common in Philadelphia.¹

A Washington, D.C., des ponts culturels et sociaux sont établis entre les groupes de migrants africains et caribéens, qui partagent des expériences similaires. Les relations sociales entre ces deux groupes avaient incité l'ancien maire de la ville Marion Barry à créer une *Commission of African and Caribbean Community Affairs*, composée d'un nombre égal de membres des deux groupes précités.² Certaines organisations et institutions africaines-américaines (écoles, groupes religieux), dont parle Kinuthia Macharia, pratiquent également des échanges culturels avec des villes de pays africains :

African-American organizations develop exchange visits between African and American children and adults, sponsor cultural activities, and raise funds for civic gifts-ambulances, computers, etc. These organizations work closely with African and Caribbean immigrants organizations from their "adopted regions".³

Il semblerait que l'appartenance à un groupe social ayant une conscience positive (rejet du communautarisme et du racisme) soit une condition favorable pour l'intégration des individus qui le composent à une entité nationale plus vaste.⁴ Un groupe social désigne un ensemble d'individus proches par leurs origines et leur histoire.⁵

¹ Swigart, *op. cit.*, 12.

² Macharia, *op. cit.*, 8.

³ *Ibid.*

⁴ Heller & Baubock, 1996, 12.

⁵ *Dictionnaire de sociologie*, 1999, 217.

Les institutions traditionnelles de socialisation (la famille, l'école, le travail, l'église ou la mosquée) et les groupes intermédiaires (partis politiques, syndicats) ont largement contribué à l'intégration sociale de certains migrants africains aux États-Unis. La famille est un facteur essentiel d'intégration sociale dans la mesure où l'individu, en apprenant les règles de vie et en les assimilant, acquiert les moyens de se faire une place et de se mouvoir au sein de la société, de se forger une identité sociale. 56% des migrants africains sont très attachés à la famille et aux valeurs familiales.¹

L'école joue un rôle moteur dans la socialisation² des migrants et de leurs enfants aux États-Unis, et singulièrement dans l'acquisition linguistique (l'apprentissage de l'anglais) et de la culture (histoire, valeurs culturelles) du pays. La langue, les valeurs morales et les façons de vivre sont des traits culturels. Peter Skerry rappelle :

Schools should make a special effort to teach new Immigrants about American values. They should help them absorb America's language and culture as quickly as possible, even if their native language and culture are neglected.³

Kinuthia Macharia présente l'intégration comme un processus de réciprocité entre les migrants et la société d'accueil, encourage l'apprentissage de la langue du pays d'accueil, l'insertion professionnelle et la formation civique.⁴

Par exemple, l'instruction civique permet aux migrants et à leurs enfants de connaître les institutions politiques du pays, leurs droits et devoirs, en un mot,

¹ Arthur, *op. cit.*, 83.

² Le terme « socialisation » fait référence ici au « processus par lequel les individus apprennent et intériorisent les façons d'agir et de penser des groupes sociaux auxquels ils appartiennent. L'intégration est une forme de socialisation. »
Cf. *Dictionnaire de sociologie, op. cit.*, 481.

³ Skerry, 2000, 10.

⁴ Macharia, *op. cit.*, 9.

l'éducation à la citoyenneté. Comme le suggère Peter Salins : « Schools should teach students to be proud of being part of this country and learn the rights and responsibilities of citizenship. »¹

En conclusion, même si l'école ne parvient pas à combler tous les handicaps linguistiques et sociaux que cumulent certains enfants de migrants, elle réussit néanmoins une œuvre d'intégration sociale non négligeable. Au vu des exemples donnés et de l'examen des modes et des principaux pôles de socialisation que sont la famille, la corporation professionnelle et la religion, on peut considérer que l'intégration sociale des migrants africains est globalement réussie. Et si l'on s'en tient à la définition du mot « intégration » donnée plus haut, s'intégrer c'est participer, semble-t-il, à la vie de la collectivité. Le fait d'avoir un travail et de participer à la vie sociale et culturelle d'une ville ou d'une région d'adoption sont considérés comme des indices d'intégration à la société.

2.2. Logement et intégration

Un des principaux critères d'intégration (économique et sociale) des immigrants en Amérique du Nord est, selon Agyemang Konadu, le logement, pour avoir de meilleures conditions de vie et établir leur identité sociale, mais aussi les revenus.² Nous étudierons dans cette section de notre travail, l'intégration par le logement des migrants africains et plus particulièrement, le secteur géographique dans lequel la majorité d'entre eux réside.

L'accession à la propriété constitue un symbole d'intégration. 37% des migrants africains interrogés sont propriétaires de leur logement (appartement ou

¹ Salins, 1997, 18.

² Konadu, 2001, 43.

maison) aux États-Unis.¹ John Logan estime qu'ils sont 46.4% (à Chicago), 47% (à New York), 49.8% (à Houston), 45.1% (à Boston), 44% (à Dallas), 24.2% (à Los Angeles), 41.9% (à Philadelphie), 50.4% (à Atlanta).²

Ces chiffres restent toutefois inférieurs à ceux de la population blanche de ces villes : soit 66.5% à Chicago, 62.4% à New York, 55.9% à Houston, 85.9% à Boston, 66.8% à Dallas, 50.7% à Los Angeles, 73.8% à Philadelphie et environ 64.5% à Atlanta.³ Ils sont par contre supérieurs à ceux des Hispaniques (Latinos en l'occurrence) : 11% à Chicago, 14.3% à New York, 21.3% à Houston, 4.5% à Boston, 14.6% à Dallas, 28.6% à Los Angeles, 4.1% à Philadelphie et 4.1% à Atlanta.⁴ Et à ceux des Africains-Américains : environ 17.5% à Chicago, 16.1% à New York, 17% à Houston, 4.5% à Boston, 13.7% à Dallas, 8.2% à Los Angeles, 18.3% à Philadelphie et 27.5% à Atlanta.

D'après Logan, il s'agit en grande majorité des migrants africains naturalisés américains dont l'intention de retourner vivre dans leur pays d'origine est très faible.⁵ L'accession à la propriété témoigne d'une volonté d'installation et d'intégration pour ces migrants, elle correspond à la recherche d'une sécurité matérielle de leurs familles.

Cependant, dans une société qui est racialement polarisée et stratifiée comme l'Amérique, la discrimination dans l'octroi des prêts immobiliers, notamment chez les minorités noires, entrave l'accès à la propriété. Il paraît que les banques ont leurs « zones rouges » qu'elles considèrent à risques et pour lesquelles elles ne prêtent pas quel que soit le projet.⁶

Mais les problèmes de discrimination raciale, de ségrégation urbaine ou géographique aux États-Unis ne touchent pas toutes les catégories de migrants

¹ Notre questionnaire.

² Logan, *op. cit.*, 1.

³ Source : Demographia. USA Home Ownership Rate in Major Metropolitan Areas by Race : 2000. <Disponible sur <http://www.demographia.com/db-usa-ho-2000.htm>>. (consulté le 14 février 2007)

⁴ *Ibid.*

⁵ Logan, *op. cit.*

⁶ Diouf, 1991, 18.

africains. Par exemple, 60% des cadres et entrepreneurs africains habitent Monterey Park dans la banlieue de Los Angeles.¹ Ils ont investi dans l'immobilier et y sont profondément enracinés : 44.4% d'entre eux ont accédé à la propriété – l'accès à la propriété sous-entend un enracinement dans la société d'accueil.²

Les migrants africains qui en ont les moyens résident généralement dans des quartiers résidentiels ou dans des quartiers racialement mixtes :

Sub-Saharan Africans have a tendency to live in mixed rather than all-black neighborhoods and in areas that have a high concentration of college-educated people and middle-class incomes. As the 2000 census shows, 29,3 percent live in neighbourhoods whose residents have a college education (the numbers for non-Hispanic whites are 29 percent, and 17,5 percent for African-Americans).³

Mais ils résident aussi dans des zones urbaines où les populations ont des revenus importants, comme nous le rappelle Logan : « Africans live in more advantaged neighborhoods with a median income of \$45,567 (though this is still more than \$7,000 below the neighbourhood median income of an average non-Hispanic white). »⁴

C'est le cas des Zimbabwéens, Angolais, Togolais, Béninois et Centrafricains qui habitent Mount Vernon, un quartier résidentiel plutôt paisible de New York où il y a une mixité sociale et raciale, où cohabitent la bourgeoisie noire et la classe moyenne blanche. Il y a une corrélation entre ressources financières et zone d'habitat.⁵ On peut aussi citer l'exemple des migrants sud-africains résidant à Bricktown dans le New Jersey ou des Kenyans, Congolais, Zambiens, Gabonais et

¹ Amissah, 1994, 109.

² *Ibid.*

³ Dodson & Diouf, 2005, 5.

⁴ Logan, *op. cit.*, 16.

⁵ Brown, 2002, 3 ; Halimi, 1992, 51.

Burundais qui résident à Modesto, un comté paisible de Californie.¹ Ne peut-on pas déceler là les indices d'une intégration ?

Kyle Brown pense que les nouveaux immigrants qui accèdent à la classe moyenne sont bien intégrés dans des quartiers blancs ou dans des banlieues – car aux États-Unis les banlieues où vivent 46% de la population américaine sont blanches à 95%.² Dans *Invisible Sojourners : African Immigrant Diaspora in the United States*, John Arthur affirme que les migrants africains qui résident dans des banlieues des villes américaines ont fait des études supérieures et ont de gros revenus : « African immigrants who live in the suburbs, with college educations have household incomes above \$50,000. »³

Pour Mary Waters, les revenus des migrants africains aux États-Unis sont étroitement liés à leur niveau d'études relativement élevé, donc aux diplômes et aux qualifications professionnelles qu'ils ont acquis :

The median family income for the African immigrants was about \$32,000 per year, 10,000 more than the median earnings of African-American families (Census of the United States, 1990-2000). The differential in income is accounted for by higher levels of education among Africans, white employers' preference for black immigrants rather than native-born blacks, and multiple wage-earning in African immigrant households.⁴

58% des personnes que nous avons interrogées et qui ont des revenus annuels supérieurs à 45.000 dollars habitent dans des quartiers résidentiels. 20% d'entre elles résident dans la banlieue des métropoles américaines.

¹ *The Black Business Journal*, op. cit., 12.

² Brown, op. cit., 3.

³ Arthur, op. cit., 92.

⁴ Waters, 1994, 18.

Nous pouvons citer l'exemple de ce Ghanéen qui habite à Bricktown et qui déclare : « I'm quite integrated : Homeownership is an important step. This has been achieved. But also involvement in community and professional recognition. »¹

Les résultats de notre enquête nous amènent à conclure que les populations aisées originaires d'Afrique subsaharienne ont su éviter le danger de la « ghettoïsation », la menace qui pèse sur les personnes les plus précarisées, incapables de mobilité et pour qui l'accession à la propriété relève de l'exploit.² Or, ghetto est synonyme d'isolement, d'absence de contacts interculturels. Une société ouverte repose sur la mobilité, c'est-à-dire sur le droit et la possibilité pour chacun de décider où et comment il veut vivre, que ce soit dans une enclave ou dans un quartier racialement mixte.

Des revenus élevés permettent donc à 42% des migrants africains de se loger dans des quartiers résidentiels des grandes villes américaines.³ C'est le cas des médecins hospitaliers, avocats, universitaires ghanéens, kenyans et sud-africains qui habitent sur Park Avenue, Greenwich village (Midtown), à Staten Island et dans le New Jersey ; des pétrochimistes et négociants en pétrole nigériens de Houston et de Dallas (Texas) ; des informaticiens congolais et camerounais qui résident à Palo Alto (en Californie) ; des entrepreneurs guinéens et burundais de Georgetown (Washington, D.C.) ; ou encore des chirurgiens ougandais et soudanais qui habitent Pennsylvania Avenue dans la capitale fédérale.⁴ De ce point de vue, Glenn Deane écrit :

Because sub-Saharan Africans tend to live in neighborhoods whose residents have high incomes and college educations, they are largely segregated from African-Americans and Caribbeans. Although this trend is declining somewhat, it still holds true in New York City and Atlanta, two cities where Africans are quite numerous.⁵

¹ Notre questionnaire.

² Waters, *op. cit.*, 19.

³ Apraku, *op. cit.*, 35.

⁴ Amissah, *op. cit.*, 159.

⁵ Deane & Logan, 2003, 456.

Toutefois, si 42% des migrants africains aisés parviennent à se loger dans des quartiers résidentiels ou dans des banlieues (comme l'affirme l'économiste ghanéen Kofi Apraku), d'autres, en particulier les illégaux (« unauthorized residents ») se trouvent confrontés au problème de logement.¹ Ils découvrent la face cachée de l'Eldorado rêvé. Les « single-room occupancy » qui servent de foyers d'hébergement aux travailleurs migrants et à des réfugiés politiques sont généralement saturés. La pénurie de logements à New York, Tallahassee, Atlanta, Boston et à Washington, D.C. est telle que certains immigrants (travailleurs qualifiés et non qualifiés) originaires d'Afrique subsaharienne ne trouvent que des logements à bon marché dans des quartiers vétustes de la ville.² A New York, par exemple, beaucoup de migrants ouest-africains vivent en attendant de trouver un logement décent dans des chambres d'hôtels sordides, qui sont dans un état de délabrement avancé :

Housing is a central problem for West African immigrants in New York City. Although conditions in SROs are deplorable, many West Africans continue to live in this kind of housing. Perhaps the best-known African “village” in New York City is Park View Hotel at 55 West 110th Street. Francophone West Africans who live there call it “Le Cent Dix.” The building is in a state of advanced disrepair. In 1994, City hall cited it for a variety of code violations that included the presence of leaks, urine, feces, roaches, trash, and garbage in public access. Cracked and peeling plaster walls that line the dark hallways have attracted drug dealers and other hustlers.³

Cela s'explique, d'après Sophie Body-Gendrot, par le désengagement de l'État fédéral en matière d'action social (la construction de logements pour des populations à revenus modestes). Le désir de certains élus de promouvoir des

¹ Cf. « Immigration News : Illegal Aliens – A Global Problem. » *Immigration Insight* 45 (2000): 8.

² Adelman, 1994, 7.

³ Stoller, *op. cit.*, 153.

mesures d'intégration sociale se heurte au souhait des conservateurs de limiter les dépenses. Pour schématiser, les conservateurs prônent des valeurs familiales et chrétiennes, sont favorables à la peine de mort, s'opposent au contrôle des armes à feu ainsi qu'à l'avortement légal et au mariage des homosexuels ; ils sont également contre le financement public du logement social. Ils soutiennent que les immigrants étant arrivés de leur plein gré, l'État n'a pas à s'en soucier.¹

L'intégration des immigrants (venus du Tiers-Monde) par le truchement du logement social est d'autant plus aléatoire que des pratiques ségrégatives persistent parfois dans l'attribution de ces logements. L'absence de logements sociaux en nombre suffisant incite donc certains nouveaux arrivants à revenus modestes à se loger dans le parc immobilier privé vétuste. Le prix de l'immobilier dans des grandes villes comme Chicago, Charlotte, Boston, Los Angeles, San Francisco, Denver ou Baltimore entraîne une suroccupation des logements par les nouveaux immigrants et provoque parfois l'exode de la population à hauts revenus. Dans certaines villes américaines, la ségrégation ethnique est d'autant plus forte qu'elle se double d'une ségrégation sociale.² Nous reviendrons sur cette question dans la partie qui suit.

Pour tenter de faire face à cette situation de précarité, les organisations intermédiaires,³ et en particulier les églises, mosquées et certaines associations africaines, déploient les premiers filets de secours à l'intention des Africains les plus démunis lorsque nulle politique n'est prévue au niveau local en matière de logement. Ces organisations représentent un véritable rempart contre la misère, manifestent une prise en charge de la société par elle-même face aux carences de l'État.⁴ Il convient d'examiner, à présent, d'autres formes d'intégration sociale que sont la couverture maladie et les relations interethniques.

¹ Body-Gendrot, *op. cit.*, 58.

² Reimers, 1985, 54 ; Harrington, 1971 ; Kozol, 1991.

³ Les organisations intermédiaires (ethniques en l'occurrence) ont pour but de lutter contre l'exclusion des minorités visibles (Migrants africains, Africains-Américains, Afro-caribéens, Asiatiques, Latinos) et les inégalités sociales aux États-Unis.

Cf. *Afrique-États-Unis*, *op. cit.*, 28.

⁴ *Ibid.*

2.3. La couverture médicale.

Nous allons nous intéresser particulièrement à la couverture médicale des migrants africains qui s'avère être un marqueur essentiel de l'intégration sociale aux États-Unis.¹ Elle permet d'avoir de meilleures conditions de santé et de vie, en ayant la possibilité de se faire soigner quand on est malade (maladie, maternité, accident du travail, maladies professionnelles, invalidité, prise en charge des frais médicaux et des frais d'hospitalisation qui sont particulièrement onéreux aux États-Unis).²

Aux États-Unis, les soins médicaux sont le plus souvent pris en charge par l'entreprise ou par le particulier lui-même, grâce à des assurances privées. Pour bénéficier d'une couverture satisfaisante, il est nécessaire de recourir à une assurance complémentaire. Il n'y a pas de système d'assurance santé généralisé et obligatoire au niveau national, comme c'est le cas en France. Les entreprises se doivent de fournir à leurs employés une couverture médicale plus ou moins complète selon leur taille. Pour ceux qui travaillent dans les grandes entreprises, le problème ne se pose pas : celles-ci couvrent environ 80% de leurs salariés. En revanche, dans les PME de 25 à 100 personnes, seule une petite moitié (52%) des salariés bénéficie d'une assurance santé fournie par leur employeur.³

La couverture par le service public est extrêmement faible.⁴ Celle-ci, dans de piètres conditions, est assurée pour les personnes âgées de plus de 65 ans grâce au *Medicare* et pour les indigents par le *Medicaid*.⁵ En 1991 par exemple, 15.7% de la population américaine ne disposait d'aucune protection (contre 13.1% en 1989).⁶

¹ Takyi, 1999, 9.

² Pauwels, 2001, 99.

³ *Ibid.*, 100.

⁴ Conséquence, la moitié de la population n'aurait pas de couverture maladie.

Cf. *Afrique-États-Unis*, *op. cit.*, 14.

⁵ Medicare et Medicaid font partie de nombreuses lois votées dans les années 1960 sous l'administration Johnson dans le cadre de la *Great Society*.

⁶ Cf. Jacquier, *op. cit.*, 51.

La seule possibilité est le recours aux assurances privées mais elles sont inaccessibles aux faibles revenus et aux salariés en situation précaire.

La majorité des migrants africains que nous avons interrogés (65%) ont une couverture médicale.¹ Ils ont un numéro de sécurité sociale qui, comme le rappelle Marie-Christine Pauwels, est valable à vie sur tout le territoire américain. Il s'agit dans la grande majorité des cas, de migrants africains qui remplissent un certain nombre de conditions (statut d'immigration, carte verte, activité professionnelle, nombre d'années de résidence dans le pays).² Car les migrants légaux et illégaux se voient refuser toute prestation pendant leurs cinq premières années de résidence sur le sol américain, selon la législation américaine spécifique.³

Les assurances américaines deviennent de plus en plus exigeantes, augmentant leurs primes ou pratiquant la sélection des assurés et des risques. En conséquence, elles hésitent, selon Pauwels, à assurer les employés obèses, fumeurs, ou susceptibles de contracter une maladie génétique, par exemple, afin d'éviter des procédures judiciaires qui sont monnaie courante aux États-Unis.⁴

¹ Notre questionnaire.

² Source : Social Security Administration (SSA), Baltimore, Maryland.

³ Pauwels, *op. cit.*, 103.

⁴ *Ibid.*

2.4. Les relations inter et intra-ethniques.

2.4.1. L'identité africaine et les relations sociales avec les autres groupes du pays.

Les migrants africains entretiennent d'assez bonnes relations sociales avec les Africains-Américains.¹ A titre d'exemple, 90% de la clientèle des commerçants africains de Washington, D.C., de New York, de Baltimore, de Chicago ou de Brockton est africaine-américaine.² S'agissant des migrants africains de la capitale fédérale, Selassie Bereket confirme : « Neighbors, clients, patrons, and co-congregants of African newcomers living in the Washington area often include African-Americans—the descendants of those who were brought unwillingly from Africa centuries ago. »³

Environ 65% des Africains-Américains sont intéressés par la culture africaine dont ils sont issus.⁴ *Cultural Arts Safari*, un groupe d'Africains-Américains de Durham en Caroline du Nord s'est fixé comme objectif de promouvoir la culture (musique et danse) africaine à travers tous les États-Unis et effectue tous les ans un voyage en Afrique.⁵ Tous les ans, plus d'une centaine d'Africains-Américains se rendent en Afrique de l'Ouest pour visiter des lieux historiques et autres sites touristiques telle que l'île de Gorée au Sénégal (point de départ des bateaux qui transportaient les esclaves vers les Amériques). Ce voyage, retour aux sources, est vécu comme un pèlerinage vers la terre de leurs ancêtres, une façon de renouer avec leurs racines :

¹ 60% des personnes interrogées entretiennent d'assez bonnes relations avec les Africains-Américains.

Notre questionnaire.

² Macharia, *op. cit.*, 12.

³ Bereket, 1996, 6.

⁴ *Ibid.*

⁵ Cf. *Afrique-États-Unis*, *op. cit.*, 28.

A growing number of African-Americans are searching for their roots in Africa by visiting the coast of West Africa to experience its culture. Sometimes, the trip to Africa is characterized by visits to historically significant places such as the forts and dark dungeons that held captured slaves prior to their shipment to the New World. To those who have been to historical sites such as Goree in Senegal or Cape Coast Castle in Ghana, this has been a journey of renewal and self-discovery, a spiritual pilgrimage to connect with their ancestral home.¹

Cependant, au vu des témoignages recueillis, il y a des divergences culturelles entre les deux groupes sociaux, voire une incompréhension mutuelle qui rend leurs relations sociales complexes. « Black Americans and Black Africans have different backgrounds », déclare un Camerounais de Philadelphie.² John Arthur considère qu'il y a un grand fossé entre immigrants africains et Africains-Américains, engendré par des écarts culturels et socioéconomiques :

The cultural, political, and economic affinity between African immigrants and their black counterparts is not as strong as it should be considering the historical cord that ties them together. A wide gap exists between the two groups. The cultural barriers and the social and economic differences separating the Africans and the African-Americans is sometimes the cause of a simmering hostility and misunderstanding between them. Sharing the common physical characteristic of skin color has not ensured cultural and economic unity between African immigrants and American-born Blacks.³

Africains-Américains et migrants africains ont une origine commune, mais pas la même histoire.⁴ Les uns furent emmenés de force en Amérique tandis que les autres y sont arrivés de leur propre gré. Les uns revendiquent une identité noire, les

¹ Arthur, *op. cit.*, 77.

² Notre questionnaire.

³ *Supra* note 1.

⁴ Cf. Dodson & Diouf, 2005, 12 ; Halima, 1999, 7 ; Roberts, 2005 ; Takougang, 1995, 4.

autres défendent une identité africaine, « l'Africanité », c'est-à-dire l'origine géographique, l'ethnie et la religion. L'identification aux valeurs et à la culture africaines est très forte chez près de 70% des migrants africains aux États-Unis.¹ Howard Dodson confirme :

When asked how they identify themselves, African Immigrants, in general, say they are Africans first and members of a national group second. To be African means to have a continent, to belong to a specific country, to be part of a different culture, to speak one or several foreign languages, to be heir to a deep-rooted history, and to share with other Africans a number of values, experiences, and cultural and social traits.²

L'ethnocentrisme³ culturel est, selon John Arthur, une caractéristique commune aux deux groupes sociaux. D'une part, les migrants africains cherchent à se distinguer des Africains-Américains en mettant en exergue leur attachement aux valeurs et à l'identité culturelle africaines :

A persistent theme emerging from discussions with African immigrants on their relationship with Black Americans is that both sides perceive the other as culturally ethnocentric. Foreign-born Blacks tend to stress their distinctiveness from American-born Blacks, setting themselves apart by emphasizing their ethnic pride and culture. [...] Culturally and normatively, however, the two groups are very different. The patterns of socialization and cultural identification are different. Sometimes the cultural gap and differences in value orientation become sites of conflict and tension between the two groups.⁴

¹ Dodoo, *op. cit.*, 546.

² Dodson & Diouf, *op. cit.*, 16.

³ « L'ethnocentrisme est une tendance à valoriser la manière de penser de son groupe social, de son pays, et à l'étendre abusivement à la compréhension des autres sociétés ». *Le Petit Larousse*, 2005, 403.

⁴ Arthur, *op. cit.*, 80-81.

Cette dernière remarque illustre bien le conflit des cultures entre les deux groupes sociaux. Les différences culturelles se manifestent aussi dans le domaine de l'éducation, de la structure familiale et de la mobilité géographique et professionnelle. La majorité des migrants africains sont conscients de la nécessité des études et des diplômes pour intégrer le marché de l'emploi qui est de plus en plus sélectif aux États-Unis.¹ 95% des migrants africains (contre 65% des Africains-Américains) reconnaissent la valeur des études dans le monde du travail.² Et à ce propos, John Arthur écrit :

To many African immigrant families, education is an investment in human capital, the key to status and mobility in the United States. The gradual rise of African immigrant intellectuals testifies to the central role that education plays in the lives of Africans. For the immigrants who have had access to education in America, it is the confluence of their class status in Africa and America's tremendous educational opportunities that has propelled many to respectable jobs in this country. African values that are favourable and conducive to academic accomplishments are serving the immigrants very well.³

Charles Amissah insiste aussi sur l'éducation et le travail acharné comme ouvrant la voie du succès matériel dans ce pays.

De plus, l'étude faite sur les deux groupes sociaux, par Yanyi Djamba, a montré que :

There are substantial differences in education between African immigrants and native Blacks. These differences are associated not only with national origin and race, but also with gender. In general, however, African immigrants are more educated than the native Blacks. First, among males aged 16 years and older, black African immigrants have

¹ *Ibid.*, 96.

² Dodoo, *op. cit.*, 546.

³ Arthur, *op. cit.*, 101.

the highest school enrollment rates both in 1980 and 1990, followed by white Africans, and native Blacks. In contrast, among females aged 16 years and older, black Africans still have the highest school enrollment rates but they were followed by native Blacks in 1980, and white Africans in 1990. Second, African immigrants are more educated than native Blacks. According to these data, among males aged 16 years and older, there were more persons with college education among black African immigrants, followed by white African immigrants and native Blacks.¹

C'est aussi chez les Africains-Américains que l'on trouve le plus grand nombre de familles monoparentales aux États-Unis (une famille sur deux, selon Pauwels²), alors que 85% des migrants africains sont mariés ou vivent en couple.³ En outre, les migrants africains considèrent les Noirs autochtones des quartiers centres aux États-Unis comme des gens « paresseux », « laxistes » en matière d'éducation de leur progéniture et « obsédés » par le racisme dans leur pays.⁴ Ils leur reprochent notamment un manque d'initiative, d'autonomie et d'ambition.

¹ Djamba, 1999, 212.

² « Une famille africain-américaine sur deux est tenue par une femme seule ; 1 sur 4 chez les Hispaniques ; 1 famille blanche sur 7 et 1 sur 8 chez les Asiatiques. » Pauwels, *op. cit.*, 54.

³ Notre questionnaire.

⁴ Cf. « Africans, American Blacks find Few Places to Connect : One race Separated by Two Cultures. » *The Washington Times*, Dec. 2, 2001, 3 ; Voir également l'article d'Anthony Agbali dans *USA/Africa Dialogue*, 668 : *A Troubled Diaspora IX*.

<Disponible sur <http://www.utexas.edu/conferences/africa/ads/668.html>>. (consulté le 8 mai 2008)

A titre comparatif, les immigrants haïtiens partagent cette opinion. Comme l'a observé un journaliste haïtien aux États-Unis : « Les immigrants haïtiens considèrent que les Africains-Américains sont « paresseux, mal organisés, obsédés par les affronts et les barrières raciales et qu'ils ont une attitude laxiste envers la famille et l'éducation des enfants. »

Cf. *Afrique-États-Unis*, *op. cit.*, 29.

Comme en témoigne cette assertion – un regard croisé que porte John Arthur sur les deux groupes :

Black immigrants see Black Americans as lazy, disorganized, obsessed with racial images, and having a laissez-faire attitude toward family life and child raising. [...] Black immigrants view themselves as more ambitious, hard workers, less likely to be on welfare, less hostile to Whites, and [they] feel more dignified and self-assured in their dealings with the White majority.¹

Cela s'explique sans doute par le fait que la plupart des migrants originaires des pays d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Est ont grandi dans des sociétés où leurs qualités intellectuelles, physiques, sociales et humaines n'ont jamais été remises en cause sur la base de la couleur de peau. Dans les zones géographiques précitées, le problème de discrimination raciale est quasi inexistant.²

Il y a des Noirs autochtones, et singulièrement ceux des États du Sud qui ne veulent rien avoir à faire avec l'Afrique et se sentent offensés lorsqu'on leur rappelle leurs origines.³ Avec ceux-là, les migrants africains ne communiquent pas, car, même s'il n'existe pas de véritable hostilité, le mépris envers l'Afrique et les migrants africains est grand, sans doute à cause du contentieux ancestral.⁴

¹ Arthur, *op. cit.*, 78.

² Dodson & Diouf, *op. cit.*, 25.

³ *Ibid.*

⁴ S'agissant du contentieux ancestral entre Africains et Africain-Américains, John Arthur ajoute que : « Sometimes the uneasiness is given a political dimension in the form of statements, allegedly made to African Blacks by Black American youths, that the Africans did nothing to stop the slave trade and that the Africans are partly to blame for selling the African-Americans' ancestors to the White man hundreds of years ago. »

Arthur, *op. cit.*, 83.

L'accusation souvent portée contre les migrants africains, « you sold us », fait référence à la traite des Noirs en Afrique.¹ Joseph Takougang remarque :

African immigrants are perceived by some African Americans as responsible for the fact that their ancestors were sold into slavery. There is also the accusation that African immigrants see themselves as better, if not superior to their African-American counterparts. Unfortunately, this perception has led to an uneasy relationship between some African immigrants and their African brothers and sisters that continue to divide and paralyse Blacks in America thereby making them ineffective political and economic forces in national politics.²

Plusieurs témoignages de migrants africains aux États-Unis montrent qu'il y a un climat antagoniste, un conflit latent entre nouveaux arrivants venus d'Afrique subsaharienne et Africains-Américains : « If you ask the majority of African immigrants here », déclare un Togolais de Corpus Christi (Texas) « they will tell you they are more threatened by Black Americans than by Whites. It is almost like they blame us for their problems. »³ L'étude réalisée par Paul Stoller sur les migrants africains à New York confirme cette notion :

The Los Angeles Times évoque aussi ce contentieux : « In such distinctions between black immigrants and African-Americans lay buried a history of competitive intra-racial tensions and cultural differences that have never been resolved. »

Cf. *The Los Angeles Times*

<Disponible sur <http://www.latimes.com/news/opinion/la-op-chude-sokei18feb>>. (consulté le 17 mai 2008)

¹ Arthur, *op. cit.*, 83.

² Takougang, 2003, 5.

³ Notre questionnaire.

On peut citer par ailleurs cette affirmation d'un journaliste américain : « It's now not uncommon to hear African-American scholars and students complaining about the increasing presence of Caribbean and African blacks in black studies departments. Indeed, these kinds of tensions erupted at UC Berkeley two years ago and reflect the continuing struggle over the redefining of "black" in

In the mid-1990s, the juxtaposition of Africans and African-Americans led to some social tension. Several Africans said they had been disappointed to encounter hostility from Blacks in the neighbourhood, reporting with bitterness that they were sometimes accused of selling Black Americans' ancestors into slavery. The Africans also lashed out at what they said was an unwillingness of African-Americans to work. In contrast, many African-Americans at the Park View praised their African neighbors, saying that they were friendly, respectful, and hard-working.¹

Dans son article intitulé « African Immigrants in the United States : The Challenge for Research and Practice », Hugo Kamya évoque aussi ce climat antagoniste entre les deux groupes sociaux. Ainsi, déclare t-il :

Tension between African-Americans and Africans have been noted, and often exaggerated. Some commentators share the opinion that the tension, generated by the masked preferential treatment given to Africans over African-Americans, often contributes to the exploitation of both groups, as well as mutual suspicion among members of both groups.²

Les relations humaines entre migrants africains et Africains-Américains restent complexes et ambiguës. Certains déplorent le manque de conscience culturelle collective et de solidarité culturelle entre les deux groupes sociaux, comme cette avocate africaine-américaine :

American life and thought. [...] Black immigrants generally and increasingly differ from native-born African-Americans in their views on race, racism and political affiliations. »

Cf. *The Los Angeles Times*, *op. cit.*, 2.

¹ Stoller, *op. cit.*, 153.

² Kamya, 1997, 154.

There's not a sense of cultural solidarity between African-Americans and Africans and we are always looking for that connection. I think a lot of African-Americans are responding to that lack of solidarity, that sense that there is a lack of race-consciousness among Africans, which we have very deeply.¹

Il faut cependant prendre cette assertion avec beaucoup de réserves quand bien même la complexité des relations sociales entre les migrants venus d'Afrique subsaharienne et les Africains-Américains laisse certains chercheurs africains (Joseph Takougang, Francis Doodoo ou Yanyi Djamba) perplexes. En parlant de « lack of race-consciousness », cette avocate fait sans doute aussi allusion aux intellectuels africains.

Il nous semble que les intellectuels africains immigrés outre-Atlantique sont en fait parfaitement conscients de la question noire aux États-Unis. Il y a de nos jours, comme par le passé, une véritable « prise de conscience raciale » chez environ 80% d'entre eux.² On peut en dire autant pour ceux qui sont rentrés en Afrique.

Nous pouvons citer l'exemple de cet écrivain africain. En 1968, à la question du journaliste Cosmo Pieterse, à savoir « The first thing I'd like to ask is : the two years or so that you've been in the United States, what kind of impression have they left with you ? », l'écrivain sud-africain Ezekiel Mphahlele répond :

¹ *The Washington Times*, *op. cit.*, 5.

² Cf. *Irinkerindo : A Journal of African Migration*

Issue 2, Dec. 2003

<<http://www.africamigration.com>>. (consulté le 14 avril 2006)

A titre d'exemple, on pourrait citer les écrivains Dennis Brutus (écrivain sud-africain exilé aux États-Unis), Tchikaya U'Tamsi et Jean Malonga (écrivains congolais), David Diop et Birago Diop, (écrivains sénégalais), Wole Soyinka et Cyprien Ekwensi (écrivains nigériens), Camara Laye (écrivain guinéen), James Ngugi (écrivain kényan), entre autres ; Christina Anyanwu (journaliste nigérienne exilée aux États-Unis), les journalistes politiques congolais Jean Claude Kakou et Yoba Mavoungou ; les universitaires Abiola Irele (Nigérien) et Ama Ata Aidoo (Ghanéenne), etc.

Well, the United States certainly left a disturbing impression on me. One knew the number of things that go on in the country with regard to what is often called the Negro Question—race relations and all that; but one came into real close contact with it in the United States, and one realized that it was a pretty serious thing, something that the Americans would have to apply their minds to, sooner or later. They certainly are, but it's pretty fragmented, the way in which they apply themselves to the problem. And the impression the United States left on my mind really concerned the bigness of the whole race question in the country. The negro front itself is very fragmented.¹

Le mouvement de la négritude² – une revendication identitaire – est né en Afrique subsaharienne dans l'entre-deux-guerres. Parmi les tenants de ce mouvement, le poète-académicien Léopold Sédar Senghor, le docteur Kwame N'Krumah, le poète martiniquais Aimé Césaire, le leader nationaliste Sékou Touré, l'universitaire Cheick Anta Diop qui exhortaient l'homme noir à une prise de conscience et à l'affirmation de soi-même et de son identité. En d'autres termes, il s'agit de lutter pour la respectabilité de la culture de l'homme noir et pour la réhabilitation de sa dignité et son humanité qui ont été bafouées, ridiculisées, voire niées.³

¹ Duerden & Pieterse, 1972, 101

² Ce mot est un néologisme qu'Aimé Césaire a employé pour la première fois en 1939. D'après lui, « la négritude est la simple reconnaissance du fait d'être noir, et l'acceptation de ce fait, de notre destin de noir, de notre histoire, et de notre culture. »

Césaire, cité dans *Afrique-États-Unis*, 829 (1995): 9.

³ Cf. Diop, 1975, 123.

« Il n'est pas inutile de rappeler que la stratégie des colons », écrit Jean Malonga « fut notamment d'essayer de « gommer » toute appartenance identitaire chez les indigènes. Ils devaient apparaître comme issus du néant, d'un monde vide, sans passé, et sans histoire. De même, dans les années 1930 et 1940, l'Homme noir était présenté en Occident comme un être primaire, ignorant et sans culture. Heureusement, la nature humaine a ceci de particulier que même au plus fort des humiliations et des tragédies, elle garde toujours un peu de sa lumière. »

Cf. Jean Malonga, cité dans *Afrique-États-Unis*

<<http://www.allafrica.com>>. (consulté le 4 mars 2007)

L'avocate précitée ne devrait pas oublier que le panafricanisme¹, dont William Edward Burghardt Du Bois et Marcus Garvey furent les fervents défenseurs, a eu un écho favorable chez 90% des écrivains africains.² D'ailleurs, les thèmes de l'esclavage, du colonialisme et de la discrimination raciale sont récurrents dans la littérature africaine (francophone et anglophone).³

A propos de la question raciale aux États-Unis, il faut dire que les migrants africains n'échappent pas aux conflits engendrés par une société racialement

En 1935, Théodore Monod, directeur de l'Institut français d'Afrique noire (IFAN) déclarait que : « L'Afrique n'est pas une *table rase*, à la surface de laquelle on peut bâtir, a nihilo, n'importe quoi. »

Théodore Monod, cité dans *Afrique-États-Unis*, *op. cit.*, 23.

¹ Le panafricanisme est une doctrine politique, un mouvement tendant à regrouper, à rendre solidaires les nations du continent africain. Il fut fondé entre la fin du XIXe et le début du XXe siècles par une poignée d'intellectuels africains-américains dont William Edward Burghardt Du Bois, Booker Washington et Marcus Garvey.

Né en 1868, Du Bois est un des rares Africains-Américains à pouvoir faire des études poussées dans les universités de Fisk, de Berlin et de Harvard, d'où il obtient un doctorat. Il devient communiste et décide de quitter les États-Unis pour s'installer au Ghana dont il devient citoyen par naturalisation et où il meurt en 1963. Marcus Garvey est jugé pour malversations, incarcéré puis amnistié et expulsé en 1927 vers la Jamaïque comme étranger indésirable aux États-Unis. Ils influencent de nombreux intellectuels sur le continent africain (Nmandi Azikiwe, Jomo Kenyatta, Modibo Keita, Thomas Sankara, Félix Houphouët-Boigny, Alioune Diop, Ahmadou Kourouma, Kwame Nkrumah et bien d'autres).

Le concept du panafricanisme unit les Africains au-delà de leur origine géographique et de leurs différences linguistiques.

Ibid., 126 ; Gates & Appiah, 1999, 1487.

² N'Da, 1987, 18.

³ Pour une réflexion approfondie sur ces questions, lire *L'enfant noir* de Camara Laye ; *Things Fall Apart* de Chinua Achebe ; *Étrange destin de Wangrin* d'Amadou Ampaté Bâ ; *Cry, the Beloved Country* d'Alan Paton ; *A Simple Lust* de Dennis Brutus ; *Ville cruelle* d'Alexandre Biyidi ; *Afrique debout* de Bernard Dadié ; *Wild Conquest* et *A Black Man Speaks of Freedom* de Peter Abrahams ; *L'Aventure ambiguë* de Cheikh Hamidou Kane ; *Femme noire, femme africaine* de Léopold Sédar Senghor, entre autres œuvres de fiction.

polarisée.¹ A peine 25% des personnes interrogées entretiennent d'assez bonnes relations avec les minorités latino-américaines et asiatiques, et 30% ont de bonnes relations avec ces groupes sociaux. Il y aurait semble t-il des conflits entre migrants africains et Asiatiques (Coréens, Chinois en particulier) dans des villes comme Chicago, Los Angeles, San Francisco ou Washington, D.C.²

Ce climat hostile serait généré par des tensions interethniques latentes. Il s'agit particulièrement des clivages et de la haine ethnique entre certains Africains-Américains et les « Kews », surnom donné aux Coréens à New York.³

De Harlem à Brooklyn, des centaines d'Africains-Américains ont, par le passé, manifesté une haine contre les commerçants coréens de Koreatown dans le « Midtown » et mené des boycotts parfois très durs contre certains d'entre eux. La majorité des Africains-Américains leur reproche de ne pas être courtois, d'être méprisants, arrogants, désagréables et de recourir systématiquement à la force au moindre incident, même contre des femmes. Au cours de l'année 1990, 90% des clients noirs ont boycotté les épiceries coréennes installées à Brooklyn.⁴

Il semblerait que les médias américains aient largement contribué à la détérioration des relations interethniques (Noirs et Asiatiques) en présentant à la télévision, une image négative de certains ghettos à New York. Les Noirs seraient alors perçus par certains Asiatiques comme des gens « violents », « paresseux » et « pauvres ».⁵ Cet amalgame et ce type de clichés sont extrêmement dangereux. Tous les membres d'un groupe social quel qu'il soit ne peuvent être traités de manière identique, ils ne peuvent pas être tous assimilés à des « voyous ». Un migrant camerounais résidant à New York explique, dans un registre de langue familier :

¹ Cf. Diouf, 1991, 24 ; Waters, 1994, 18.

² Notre enquête.

³ Body-gendrot, *op. cit.*, 92 ; Stoller, *op. cit.*, 138 ; *Hommes et Migrations* 1149 (1991): 16.

⁴ *Ibid.*

⁵ Cf. *Hommes et Migrations* 1132 (1990): 9-31.

Il est vrai que les Asiatiques arrivent à New York City avec des préjugés qu'ils ont appris au contact des médias américains ou du cinéma. Inconsciemment, ils sont persuadés que les Noirs sont violents, agressifs, paresseux et voleurs. Et puis, quand on regarde dans certains quartiers comme le Bronx, tout ce qu'ils voient c'est justement ça : des gens à la dérive, des alcooliques, des drogués, des pauvres.

Alors que eux, en quelques années, ils peuvent acheter une maison et déménager. Les Noirs, eux, sont toujours là, toujours aussi ratés. Ils se disent que c'est de leur faute ; qu'ils sont paresseux alors que le problème est bien plus complexe.¹

Cette affirmation nous semble relever de la caricature. Elle ne reflète pas le point de vue de la majorité des Asiatiques.

Par ailleurs, les commerçants coréens rétorquent en réponse aux accusations de violence contre les clientes et clients africains-américains et aux incidents du passé, que ces derniers étaient saouls ou drogués, et qu'ils essayaient de voler leurs marchandises.

Aussi ont-ils mis en place des amicales qui essaient de désamorcer les situations explosives en rencontrant les leaders noirs et en discutant des voies et moyens les mieux à même de calmer les esprits. Comme tentative de réconciliation des deux groupes sociaux, on peut citer l'exemple de ce Coréen qui, après avoir fait fortune en vendant des perruques à Harlem, a avancé 300.000 dollars au *New Yorker Club*, le seul club privé de la ville fondé par des Africains-Américains pour les minorités (y compris les femmes), à qui les banques, l'une après l'autre, refusaient un prêt.² Pour atypique que soit cet exemple, il n'en demeure pas moins une illustration de cette volonté de réconciliation interethnique.

42% des migrants africains en Californie entretiennent de mauvaises relations humaines avec les minorités asiatiques. 30% d'entre eux ont évoqué des conflits et une cohabitation difficile entre Asiatiques et Noirs à Los Angeles.³ Cette

¹ « Les migrants d'Afrique. » *op. cit.*, 27.

² *Ibid.*

³ Notre questionnaire.

difficulté à vivre ensemble trouverait sa source dans les tensions raciales entre Africains-Américains et Coréens dans cette ville.

En effet, le 16 mars 1991, Latasha Harlins, quinze ans, entre dans une épicerie coréenne de Los Angeles. Quelques minutes plus tard, la propriétaire de l'épicerie l'accuse de vouloir voler une bouteille de jus d'orange à 1.79 dollars. Les deux protagonistes échangent insultes et gifles. Latasha se dirige vers la porte. La propriétaire tire une balle dans la tête.¹

Et les représailles ne se sont pas fait attendre. Plusieurs magasins appartenant à des Coréens ont été incendiés, tandis que d'autres ont subi des pertes énormes dues aux boycotts organisés par le *Brotherhood Crusade*, un groupe noir militant dont le but est d'obliger les Coréens à changer de manières ou, dans le cas contraire, à fermer boutique.²

Selon Diouf, Los Angeles est emblématique des problèmes qui surgissent un peu partout entre les nouveaux arrivants et les Africains-Américains, dont la majorité est systématiquement confinée au bas de l'échelle. Si des frictions existent parfois entre migrants caribéens, dont le taux de réussite économique est plus grand, et Africains-Américains, ou entre ces derniers et des immigrants asiatiques autres, il est à noter que c'est bien entre Coréens et Africains-Américains que l'hostilité est la plus forte.³

Les rapports des migrants africains avec les Américains blancs sont assez bons eu égard aux témoignages recueillis. Ils n'ont que peu de rapports avec les racistes déclarés, bien entendu. Ils n'en ont pas beaucoup plus avec ceux qui ne voient de l'Afrique que la misère et le sous-développement. Quoique certains parmi ces derniers (notamment ceux qui emploient des domestiques africains) disent préférer les migrants africains, « plus travailleurs » aux Africains-Américains, « paresseux » et « agressifs. »⁴ John Arthur partage cet avis : « Africans who come

¹ Source : *Hommes & Migrations* 1160 (1991): 19.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, 26.

to the America are resourceful, assiduous, and industrious. »¹ C'est aussi ce que remarque Steve Sailer, journaliste américain :

Something I noticed after a number of visits to D.C. is how much White Washingtonians prefer African Immigrants to American blacks. One reason is because on average the African blacks are much more obsequious toward Whites than the American blacks of Washington D.C., who are far more surly and slow-moving than the American blacks in, say, Chicago. [...] The African Immigrants, in contrast, are much more polite.²

Sur ce point, Halima pense que, culturellement, les migrants africains sont moins « belliqueux » que les Noirs autochtones. Environ 65% d'entre eux entretiennent de bonnes relations humaines avec les autres groupes sociaux, sont respectueux des autres groupes, des valeurs et du fonctionnement de base du pays d'accueil (les États-Unis).³ De même, Solomon Jones estime : « Black Africans living in the United States are highly sociable, whereas Black Americans don't do much of that. »⁴

D'une manière générale, les migrants africains entretiennent de bien meilleures relations avec les Blancs, comme nous l'a confié un Guinéen de Baltimore. Pour la majorité de ces nouveaux arrivants, le sentiment anti-blanc de certains Africains-Américains est troublant.⁵ 80% d'entre eux sont offusqués par l'obsession de la « couleur » chez certains Africains-Américains, leurs accusations incessantes et les cris de haine contre les Blancs d'Amérique.⁶ Ils ne partagent pas,

¹ Arthur, *op. cit.*, 83.

² <<http://www.isteve.com>>. (consulté le 24 janvier 2007)

³ Halima, *op. cit.*, 10.

⁴ Jones, 2006, 5.

⁵ Cf. Ebin, 1990, 31.

⁶ *Supra* note 1.

comme nous le verrons dans la section de notre travail consacrée à la religion, le point de vue des musulmans africains-américains sur l'Amérique blanche. 85% des migrants africains ne sont pas non plus toujours en accord sur les pratiques religieuses des Africains-Américains.¹

76% des personnes que nous avons interrogées sont convaincues que le processus d'intégration sociale doit se dérouler dans l'harmonie, sans aucune compétition économique et sans aucune friction susceptible de provoquer des tensions entre groupes sociaux. Les différences culturelles doivent être une source d'enrichissements et non pas d'affrontements interethniques.

2.4.2. Les relations intra-ethniques.

Les relations intra-ethniques des migrants africains s'avèrent tout aussi complexes que celles qu'ils entretiennent avec les autres groupes sociaux. Aux États-Unis, les migrants venus d'Afrique subsaharienne ont tendance à se regrouper en fonction de l'origine géographique ou en fonction de la classe sociale.² L'existence de micro-associations telles que : *Kenyan Community Abroad* (à Pennsylvanie et dans le Minnesota), *Senegalese Association of Houston*, *Tanzanian Community of Dallas*, *Liberian Mandingo Association of New York*, *Nigeria Policy Council de Baltimore*, *Congo Boston* (dans le Massachusetts), *Ethiopian Community Services, Inc.* (dans le comté de Santa Clara), *Kenya Diaspora Network* (à McLean, Virginia), *the Nigerian Women Eagles Club* (Cincinnati, Ohio), *Congo Sans Frontières* (à New York), *Sierra Visions*, *Union of Tanzanians North Carolina*, *Liberian Community Association. Washington Metropolitan Area*, *Ethiopian North America Health Professionals Association* (Bloomfield Hills, Michigan), *RSA Overseas - South African Ex-pat's* (Arlington, Virginia), *North American Convention for Togo* (Sioux City, Iowa) etc. illustre bien cette diversité des origines géographiques, voire nationales.

¹ *Ibid.*

² Djamba, *op. cit.*, 214 ; Konadu, Takyi & Arthur, 2006, 34.

En effet, les migrants originaires d'Afrique de l'Ouest (Sénégalais, Maliens, Nigériens, Guinéens et Gambiens) constituent un groupe extrêmement soudé sur le plan culturel (autour de la religion musulmane) et économique (autour du commerce). Tout comme ceux venus de l'Est du continent africain (Ethiopiens, Somaliens, Kenyans, Erythréens et Soudanais) qui vivent majoritairement dans le Maryland. Les migrants d'Afrique centrale (Camerounais, Congolais, Togolais, Angolais, Gabonais, Centrafricains, Béninois et Burundais) vivent en grande majorité en Californie et en Géorgie ; 80% des Sud-Africains résident en Floride et 60% des Nigériens, au Texas. Les Ghanéens forment le plus grand groupe d'immigrants africains dans l'Illinois.¹

Quoique dispersés sur tout le territoire américain, les migrants africains qui ont, à la base, une grande tradition d'entraide et de solidarité, arrivent à s'organiser notamment dans le domaine économique.² Certains arrivent même à se constituer un capital pour amorcer une activité commerciale grâce à un système d'économie informelle très connu en Afrique, appelé « tontine » :

One reason the Africans' businesses can flourish in areas where bank loans are hard to obtain is that they call upon their own tradition of solidarity and reciprocity. Personal savings are an important component of their capital, but interest-free contributions from family members, friends, compatriots, and coreligionists often represent an essential part of their assets. In addition, traditional rotating savings funds, used through Africa, enable them to access capital outside of the bank system. This cooperative system is known as *tontine*. The system is based on trust, mutual aid, and reciprocity. Each member of a group contributes a set amount of money—which can reach several hundred dollars or more—every week or month. The collection is then given to a different member each month.³

¹ Apraku, 1991, 35.

² *Ibid.*

³ Dodson & Diouf, *op. cit.*, 9.

60% d'entre eux parviennent aussi à coordonner des actions au travers de leurs associations ou des medias.¹ Par exemple, ils n'hésitent pas à aller manifester dans la rue lorsqu'ils sont confrontés à une situation difficile ou conflictuelle. Cela a été le cas en février 1999 à New York, lorsqu'un jeune Guinéen (Amadou Diallo) a été tué par une bavure policière.²

La compétition économique, les incompréhensions culturelles n'épargnent d'ailleurs pas les populations migrantes d'origine africaine, fragmentées par origines nationales aux États-Unis. Dans des quartiers au centre de villes telles que Baltimore, Atlanta, Newark, Chicago ou Houston, certains Africains-Américains, et plus particulièrement ceux qui sont exclus du marché du travail, ne voient pas de gaieté de cœur la réussite économique de ces nouveaux arrivants. L'organisation intra-ethnique et la réussite économique des commerçants africains ont déjà, par le passé, suscité une certaine jalousie de la part de certains Africains-Américains. Howard Dodson l'explique :

Many African stores are located in African-American neighborhoods; and some people have voiced resentment at what they perceive to be just another wave of immigrants keeping to themselves, unwilling to adapt to the locals' ways, not providing jobs to the natives, and taking money out of the community. They are also miffed by the fact that while African-Americans have a difficult time raising capital to establish businesses in their own neighbourhoods, newly arrived African immigrants are able to do so in record time.³

On peut s'étonner de la réaction et de l'attitude de certains Africains-Américains à l'égard des nouveaux arrivants d'Afrique subsaharienne.

¹ Halima, *op. cit.*, 11.

² Stoller, 2002, IX ; Diawara, 2003, 3 ; *The New York Times*, Feb. 5, 1999.

³ Cf. Dodson & Diouf, *op. cit.*, 6.

Ce qui agace le plus les Noirs autochtones, c'est semble-t-il le fait que des gens venus d'ailleurs se voient finalement accorder dans ce pays une place plus importante que celle qu'ils n'ont jamais eue.¹

Les relations intra-ethniques ont conduit les migrants africains à créer des associations dont l'objectif premier est de consolider les relations entre eux et avec les Américains. John Arthur souligne que les migrants africains « have established associations in the United States to forge closer ties among themselves, with the members of the host society »². Joseph Takougang le souligne également dans son article intitulé « Contemporary African Immigrants to The United States » :

The new African immigrants are no longer just interested in making money, they are also interested in building stronger social groups and organizing themselves in order to become a more powerful political and economic force in their respective communities. Groups such as the All African Peoples Organization in Omaha, Nebraska, the Nigerian-American Chamber of Commerce in Miami, the Tristate (Ohio, Indiana and Kentucky) Cameroon Family, the Nigerian Women Eagles Club in Cincinnati, Ohio, and the African Heritage Inc. in Wisconsin all aim to help their members become active in their communities and create a better understanding between Africans and Americans.³

Sur le plan interne, on note chez environ 75% des migrants venus d'Afrique subsaharienne, une assistance mutuelle lors des cérémonies de mariages ou de naissances ; c'est vrai aussi en ce qui concerne l'organisation des obsèques et l'aide au retour d'un des leurs.⁴ De nombreuses organisations et associations culturelles (religieuses en particulier) jouent un rôle essentiel de ce point de vue :

¹ Halima, *op. cit.*, 16.

² Arthur, *op. cit.*, 71.

³ Takougang, *op. cit.*, 5.

⁴ Apraku, *op. cit.*, 37.

The number of African organizations and associations throughout the United States is astonishing. Every nationality has national, regional, professional, gender, political, and sometimes ethnic organizations. In many areas, pan-African organizations, which bring together Africans from various nationalities, have also been established. [...] Churches, mosques, associations, or simply compatriots are quick to pool resources to help pay rent, put funds in a business in distress, purchase a ticket back home for someone who has not made it in the United States, or raise bail when someone is arrested.¹

Les migrants africains ont créé des associations dont le but est de promouvoir leur statut économique. Certaines d'entre elles (comme *The Ethiopian Community Center* et *The Organization of Nigerian Professional*) ont pour vocation d'aider les nouveaux arrivants à s'installer, à trouver un emploi et à leur apporter une assistance tant matérielle que morale dans des situations particulières (détresse, maladie, etc.).² Ces associations de soutien aux efforts d'insertion des

¹ Dodson & Diouf, *op. cit.*, 13-14.

² Comme l'affirme ce migrant sénégalais de New York : « We're a self-supporting community, when people first arrive, we find a place for them to stay in New York City and we help them look for business. »

Cf. Notre questionnaire

Toujours en ce qui concerne la solidarité et l'entraide entre migrants africains, un journaliste écrit dans *The Economist* : « The Mouride community helps peddlers when they lose their goods. Often they are back selling on the streets the same day. »

Voir l'article « On the Streets of New York City », *op. cit.*, 61.

L'étude faite par Joel Millman sur les migrations transatlantiques a révélé également que les migrants africains aux États-Unis ont créé ce que l'on appelle des « Community Centers » afin d'apporter une aide matérielle à ceux qui ont en besoin et d'assurer une formation professionnelle à ceux qui n'ont aucune qualification. « We provide a lot of services », déclare un migrant Zambien d'Atlanta « such as English language classes, job and life skills training, and assistance in everyday living, from finding housing to balancing a checkbook. Providing such services would help African immigrants integrate more quickly into American society and stay off social programs. »

Cf. Millman in « Caste Party : Africa Arrives in America. » *op. cit.*

nouveaux venus se sont créées à l'initiative d'anciens migrants avec pour objectif essentiel de faciliter l'intégration.

Il s'agit d'aider les nouveaux arrivants à trouver un travail et à s'intégrer à la société d'accueil. Les solidarités dépassent le cadre familial. L'appartenance à une même ethnie peut jouer également un rôle important dans la constitution de réseaux migratoires. C'est aussi, comme l'écrivait Selassie Bereket en 1996 :

In addition to ethnic grocery stores and restaurants, some Africans have established organizations such as the Ethiopian Community Center and the Organization of Nigerian Professionals to help compatriots get settled, find jobs, and deal with emergencies. Others have founded churches or mosques, soccer teams, and newspapers to meet the need for fellowship and provide forums for social exchange and emotional support.¹

De manière analogue, les membres des associations telles que *the Senegalese Association of Houston* ou *the Tanzanian Community of Dallas* accueillent des jeunes migrants (soutien scolaire, aide à la recherche d'emploi, animation et activités de loisirs...). Ils leur offrent l'hospitalité (hébergement) et les aident parfois financièrement pour débiter un commerce, contribuant de fait à l'élargissement du réseau. Par effet de rebonds, les migrants soutenus par ces associations, une fois installés, font venir à leur tour leurs frères, demi-frères ou neveux.

Dans son article « African Immigrant Entrepreneurs in the United States », Kinuthia Macharia souligne en effet que l'entraide et l'assistance mutuelle sont des valeurs que la plupart des migrants africains partagent dans leur pays d'accueil (les États-Unis). Mais ce chercheur ne nous donne aucune statistique. Il écrit :

Most African nationalities in the United States today have some form of home-based organizations. They are particularly visible at times of

¹ Bereket, 1996, 7-8.

death, at weddings, and at religious ceremonies, when community action is at play. An extension of such social networks has become invaluable in settling people in various cities : finding apartments, giving out furniture or showing newcomers where to purchase used furniture, showing them where the clinics are in case of health emergencies, etc.¹

D'autres exemples recensés par Marieme Daff montrent qu'il existe indéniablement aux États-Unis une forte solidarité intra-ethnique chez les migrants originaires d'Afrique subsaharienne.²

New York, Los Angeles, Dallas, Houston, Philadelphie, Miami et Washington, par exemple, comptent plusieurs journaux et magazines faits par des migrants africains pour des migrants africains. Les plus connus sont : *Class Magazine*, *Eno Magazine*, *African News Reel*, *African Suntimes*, *Cape Times*, *The Black Business Journal*, *USAfrica*, *The African Observer*, *African Abroad*, *Journal of Pan African Studies*, *Tadias* et *The African Times*. Il existe aussi des programmes de radio et émissions de télévision diffusées sur des chaînes locales câblées.³ Certains des journaux que nous venons de citer ont pour but d'informer les migrants sur la situation économique et sociopolitique de leur pays d'origine :

In the United States, sub-Saharan Africans are linked through several newspapers, magazines, and radio and television programs they own, operate, or produce. African Independent Television, a Nigerian channel, is available on cable. *The African Times*, *African Abroad*, *The African Observer*, *Afro-Heritage*, and *The African Sun Times* are some

¹ Macharia, *op. cit.*, 12.

² Cf. Daff, 2002.

³ *African Connections, Inc.* basé à Oakland en Californie est l'un des réseaux câblés les plus connus aux États-Unis et en Afrique subsaharienne.

Cf. <<http://melanet.com/connections>>.

Mais aussi la radio *Wakilisha* qui émet depuis la Floride.

<<http://www.wakilisha.com>>.

of the most prominent print media that cater to Africans, irrespective of nationality. Other publications are strictly country-focused, such as *Gaffat*, a Maryland-based newspaper in Amharic that reaches the Ethiopian community, and *Class*, a social-event and style magazine that covers the Nigerian community in Texas.¹

Outre la presse écrite et audiovisuelle, les nouvelles technologies et en particulier le réseau Internet constituent un moyen d'information et de communication indispensable, pour environ 99% des migrants. Citons notamment le *Ghana Cyber Group*, *High Impacts* (Houston), *Wahomes Kenya* (Minnesota), entre autres. Comme nous le rappelle Howard Dodson :

Today, Africans from Los Angeles to Cincinnati can watch television programs and listen to radio broadcasts from their various countries of origin on their computers. They can read their national newspapers online, the same day they are published in Dakar, Nairobi, or Accra. Very active chat rooms link the Senegalese, Burundi, Sierra Leonean, and Nigerian diasporas scattered across the Americas, and enable émigrés to keep abreast of developments and sentiments at home.²

L'engagement associatif des migrants africains ne se limite pas au territoire américain. Des petites associations africaines, comme celle des Maliens aux États-Unis, *The New York African Businesswomen's Association*, *Kenyan-American Professional's Association* (New Jersey), *Liberia – Grand Gedeh Association in the Americas* (Brooklyn), *Kenyan Community Abroad* (Minnesota), *Uhuru Open Golf Tour – Educating One Child at a Time*, *National Association of Yoruba Descendants in North America* (Washington, D.C.) ou l'association des Nigériens d'Amérique du Nord, pour ne citer que celles-là, interviennent aussi en Afrique pour apporter une aide matérielle et des soins médicaux aux populations vivant dans des zones enclavées. Howard Dodson a pu le noter :

¹ Dodson & Diouf, *op. cit.*, 15.

² *Ibid.*

The Association of Nigerian Physicians in the Americas, which counts more than 2,000 members in the United States and Canada, sends doctors on medical missions to Nigeria to provide services and other support to people in underserved rural areas. [...] Thousands of projects throughout the African continent are thus being funded by the emigrants and are directly managed by the locals. The economic impact of the émigrés on their countries of origin, whether at the familial, local, regional, or national level, is extremely high.¹

C'est aussi le rôle des associations créées par certains Ghanéens résidant à Atlanta et à Washington, D.C., qui réunissent des membres de différentes ethnies de leur pays d'origine et jouent un rôle économique et social important :

African immigrants from Ghana residing in Washington, D.C. and Atlanta have formed mutual aid associations. They form these associations to represent their ethnic, clan, village, alumni, and national affiliations. In Atlanta, these associations include the Ashanti, Ewe, Akwapim, Kwahu, Okuapemman, Asanteman, and Ga-Adangbe Associations. There are also mutual aid societies representing alumni from the three main universities in Ghana—Legon, Cape Coast, and Kwame Nkrumah University of Science and Technology (KNUST). The associations serve a number of functions. They provide economic, psychological, cultural and political support. They assist immigrants during period of crisis such as illness or death and payment of legal expenses. In addition, they provide socialization for new immigrants, teaching the mores and culture of the host society.²

Les membres du *South African Network of Skills Abroad (SANSA)* contribuent au transfert de technologie vers leur pays d'origine. L'organisation offre des livres, des ordinateurs et des logiciels destinés à des écoles défavorisées

¹ *Ibid.*, 14.

² Arthur, *op. cit.*, 70.

des townships de Prétoria en Afrique du Sud.¹ L'association des Ghanéens d'Atlanta travaille également en collaboration avec la *African Foundation* qui recueille et recycle des ordinateurs récupérés aux États-Unis pour les donner aux écoles et groupes sociaux défavorisés du Ghana.² Elle contribue aussi à la construction d'écoles, d'hôpitaux dans certains villages du pays.

On ne saurait « metre dans le même panier » tous les migrants africains et les présenter comme des gens tous solidaires. Il y a un travail de discernement à faire. Si certains se dévouent pour la vie associative, d'autres sont moins motivés, bien sûr.

40% des migrants africains (et plus particulièrement ceux qui appartiennent à la classe sociale aisée) sont distants. Ceux-là ne manifestent pas de véritable intérêt pour la vie associative, et ne côtoient pas le milieu africain.³ Notre enquête le montre. C'est sans doute pour cette raison que John Arthur affirme que certains immigrants africains n'ont pas grand-chose en commun avec leurs compatriotes excepté leur affiliation géographique avec le continent africain.⁴

¹ *African Events*

<<http://www.africaevent.com>>. (consulté le 10 avril 2006)

² *Ibid.*

³ Dodoo, *op. cit.*, 529.

⁴ « Once in the United States, many of the African immigrants have little in common except their geographical affiliation with the continent of Africa. Difficulties often arise when an attempt is made to generalize and connect the immigrants to a common tie of Africaness. Even within the same national group of immigrants in the United States, one can discern significant differences in culture and social organization. »

Arthur, *op. cit.*, 71.

2.4.3. Le réseau associatif des migrants africains aux États-Unis.

Le secteur associatif africain se caractérise par la diversité de ses membres et par la multiplicité de ses objectifs. Aux États-Unis, 85% des associations africaines s'investissent dans le processus de l'intégration.¹ Si certaines associations (comme celle des migrants sénégalais de New York et celle des Sud-Africains de Floride) restent résolument tournées vers le pays d'origine, d'autres, en revanche, tentent de faire la jonction entre l'ici et l'ailleurs, en mettant l'accent aussi bien sur les facteurs matériels que sur les questions spirituelles (la religion). C'est le cas de l'association des Ghanéens de Chicago et celle des Soudanais de Baltimore.²

Le réseau associatif africain constitue une véritable bouteille à l'encre ; des chiffres sont avancés ici et là, chiffres oscillant entre 400 et 600 associations.³ Cette profusion reflète, d'une part la mosaïque de nationalités et d'ethnies de cette immigration, et d'autre part elle révèle le dynamisme des acteurs sociaux, qui explorent, vaille que vaille, les espaces de liberté de la société américaine.

Bien que profondément attachés à leur pays d'origine et au continent noir, 60% des migrants africains se sont engagés, de façon active, dans des associations culturelles, religieuses dans leur pays d'accueil.⁴ Les dirigeants de celles-ci, généralement diplômés, connaissent souvent très bien les rouages du système politique américain et la façon d'en tirer profit.⁵ Les associations religieuses africaines les plus connues à New York sont : *The New York City Church of Christ Arts, Media & Professionals Ministry* et la Confrérie musulmane sénégalaise de New York. D'autres villes des États-Unis comptent de nombreuses associations bénévoles créées par des migrants africains comme : l'association des Libériennes de Chicago, l'association des Sierra-Léonaises de Baltimore, *The Yoruba*

¹ Macharia, 2000, 16.

² Laremont, 1995, 9.

³ « Les migrants d'Afrique. » *Afrique-États-Unis* 630(1993): 26.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

Development and Cultural Organization of the Delaware Valley, The Forum for the Advancement of Nigeria et *The Efik National Association of Nigeria* de Philadelphie,¹ sans oublier celles de la capitale fédérale dont parle Selassie Bereket dans son article intitulé « Washington's New African Immigrants » :

In the greater Washington metropolitan area, the Nwannedinamba Social Club of Nigeria, the Asante Kotoko Association, the Ethiopian Business Association are among the many organizations that revitalize traditional norms, values, and civic unity.²

Lorsqu'ils parviennent à se mobiliser, les migrants africains font généralement alliance avec d'autres groupes sociaux (Afro-Caribéens, Afro-Cubains) de leur quartier pour défendre par exemple l'égalité des droits et la justice.³ Les mobilisations interethniques de 1994 à New York City, 1998 à Washington, D.C. et celle de 2002 à Baltimore le confirment.⁴ A titre d'exemple, le 17 octobre 1994 et à l'appel de deux leaders noirs (Morris Powell et Al Sharpton), environ 150 commerçants ouest-africains et une vingtaine de commerçants africains-américains ont manifesté à New York pour protester contre le déplacement du marché africain de la 125^e vers la 116^e rue, ordonné par l'administration de Rudolph Giuliani.⁵

Selon *The African Times / USA*, environ 45% des membres des Associations africaines participent, de façon régulière, à des manifestations publiques aux États-Unis.⁶ Par exemple, en juillet 1998 43% d'entre eux ont pris part à la grande manifestation des Américains dans de nombreuses villes du pays

¹ *Ibid.*

² Bereket, *op. cit.*, 6.

³ Djamba, 1998, 456.

⁴ *Ibid.*

⁵ Stoller, *op. cit.*, 125.

⁶ Cf. *The African Times/ USA*, May 2, 2006, 4.

<<http://www.theafricantimes.com>>. (consulté le 23 mai 2006)

pour dénoncer le travail des enfants dans les usines d'une grande marque américaine de chaussures de sport en Asie¹ ; environ une centaine de femmes libériennes venues de nombreuses villes américaines ont manifesté devant le siège de l'ONU à New York pour dénoncer l'utilisation des enfants dans la guerre au Libéria en 1999² ; près de 40% des migrants africains (venus de plusieurs villes américaines) ont manifesté en novembre 2002 sur Pennsylvania Avenue à Washington, D.C. au côté des Africains-Américains pour condamner le racisme dans le domaine de l'emploi.³ En septembre 2004, devant la Cour suprême des États-Unis, ils étaient environ une cinquantaine au côté des Homosexuels pour dénoncer l'homophobie dans le pays ; 34% des migrants africains ont participé à la manifestation des Américains devant la Maison blanche en octobre 2005 pour protester contre la guerre en Irak⁴ ; en mars 2006, ils étaient également une centaine à Los Angeles au côté des Latinos pour dénoncer le projet de loi sur l'immigration qui vise à assimiler tout employeur d'immigrants clandestins à un criminel.⁵ Autrement dit, un patron américain qui emploierait un immigrant illégal serait condamné à une peine de prison ferme. Et plus récemment en avril 2008, près d'une trentaine de migrants africains manifestaient à New York aux côtés des

¹ Cf. *African Events*, Jul. (1998) : 3.

<<http://www.africaevent.com>>. (consulté le 10 février 2006)

² Cf. *The New York City Amsterdam News*, Apr. 2 (1999): 12.

<Disponible sur <http://www.amsterdamnews.org>>. (consulté le 14 février 2006)

³ Daff, *op. cit.*, 10.

⁴ *The African Observer*, Aug. 26, 2005, 8.

<<http://www.nycobserver.com>>. (consulté le 16 mars 2006)

Voir aussi *Black Radical Congress*

<<http://www.blackradicalcongress.org>>. (consulté le 18 mars 2006)

⁵ Cf. *The Migration Information Source : U.S. in Focus*, March, 2006, 7.

<<http://www.migrationinformation.org>>. (consulté le 8 mai 2006)

Africains-Américains pour demander justice, après l'acquittement de trois policiers qui avaient tué un jeune Noir de 22 ans.¹

75% des migrants africains de Washington, D.C. disent assurer la promotion de la langue et de la culture de leur pays d'origine, la promotion de leurs établissements commerciaux par des actions publicitaires dans des quotidiens locaux.² 70% d'entre eux apportent une assistance financière aussi bien à leurs compatriotes qui rentrent au pays qu'aux membres de leurs familles qui sont restés là-bas.³ Le montant des transferts d'argent opérés par des migrants africains aux États-Unis à destination de l'Afrique est considérable (500 millions de dollars en 2006).⁴ Dans son article intitulé « The Senegalese in New York City : A model Minority ? », Sylviane Diouf estime que 90% des migrants sénégalais résidant à New York ont un fort sentiment du devoir et d'appartenance à un groupe social.⁵

Il convient de préciser que pour 45% des migrants africains, c'est une responsabilité sociale, morale et culturelle de répondre aux sollicitations et exigences de la famille étendue, qu'il soit en Afrique ou aux États-Unis.⁶ Cette donnée fondamentale de la question s'illustre par des dizaines d'appels reçus des parents d'Afrique qui demandent de l'aide pour des funérailles, pour un mariage, les frais de scolarisation des petits frères, neveux et autres cousins, des factures

¹ Cf. *The African Times/ USA*

New York City

<<http://www.theafricantimes.com>>. (consulté le 5 mai 2008)

² Bereket, *op. cit.*, 8.

³ « African-born residents of the United States are sharing their relative prosperity hereby sending more than \$1 billion annually back to their families and friends », écrit Sam Roberts dans *The New York Times*, 21 feb. 2005.

⁴ Cf. *African Events*

<<http://www.africaevent.com>>. (consulté le 10 avril 2007)

⁵ Diouf, 1997, 8.

⁶ Bereket, *op. cit.*, 9.

médicales, des ressources pour survivre ou bien pour payer la note d'un charlatan ou d'un autre. La liste des besoins reste ouverte.

Face à la faillite des États africains postcoloniaux, c'est l'individu – et souvent le migrant – qui se doit de trouver le moyen de faire survivre sa famille ici et là-bàs. Cet aspect de la légendaire solidarité africaine étant établi, il convient de reconnaître la tentation de l'individualisme, du désir de s'en sortir coûte que coûte, même si c'est au prix de l'abandon douloureux de certains principes humanistes et d'idéaux qui permettent de marcher la tête haute, ou tout simplement d'être en accord avec soi-même.

A Washington, D.C., à Atlanta ou à Baltimore, près de 35% des nouveaux immigrants africains organisent des soirées dansantes, des défilés de mode, des journées ou des semaines culturelles africaines (folklore, danses traditionnelles, musique, arts), créent des associations dont le but est de s'investir dans des actions de la ville d'accueil et de renforcer la cohésion interne entre différents groupes sociaux.¹ Des associations et organisations telles que la *All African Peoples Organization* d'Omaha (Nebraska), la *Nigerian-American Chamber of Commerce* de Miami, la *Tristate* (Ohio, Indiana et Kentucky), *Cameroon Family*, la *Nigerian Women Eagles Club* de Cincinnati et la *African Heritage Inc.* dans le Wisconsin œuvrent dans ce sens.²

Dans la capitale fédérale, la participation des migrants africains à des activités culturelles et à la vie de la collectivité permet sans doute de réaliser leur intégration sociale aux États-Unis :

The 1997 Festival of African Immigrant Folklife in Washington, D.C. shows several dimensions of African culture, values, and expressive forms brought from home to construct new communities and identities ; and the new tradition that grows from encounters with groups in the African

¹ Cf. *African Events*, May 4, 2006.

<<http://www.africaevent.com>>. (consulté le 10 avril 2006)

² Takougang, 2003, 6.

Diaspora in American society as a whole that contributes to the rich cultural landscape of the United States.¹

Les pratiques interculturelles (partager des repas, échanger des recettes culinaires, etc.) visent également à faire rencontrer des cultures et religions différentes pour tenter l'intégration sociale. Différentes confessions se côtoient lors d'échanges qui sont souhaités par des associations religieuses ou par des centres culturels qui sont généralement des lieux d'écoute et de parole qui favorisent les relations interculturelles. Aussi, il faut préciser que les groupes religieux africains ainsi que les associations culturelles africaines sont subordonnés aux lois de la nation américaine.²

Les échanges culturels entre les populations, les relations interethniques contribuent à structurer et à consolider le tissu social au sein de bon nombre de quartiers de villes américaines comme New York, Philadelphie, Atlanta, Charlotte, Dallas, Houston, San Francisco ou Los Angeles. Ils permettent à certains migrants africains une appropriation de l'espace public et leur confère une meilleure visibilité. Enfin, ces échanges impliquent, selon Yanyi Djamba, une recherche de reconnaissance de la part des nouveaux venus.³

¹ Bereket, *op. cit.*, 9.

² *Ibid.*

³ Djamba, 1998, 456.

Chapitre III

3. L'intégration culturelle.

3.1. Pratiques culturelles : l'intégration dans le domaine de l'art.

La diversité culturelle des États-Unis a permis à certains migrants africains de s'insérer dans cette société par le biais de l'art ou de la création artistique.

45% des sculpteurs, peintres et céramistes originaires des pays d'Afrique subsaharienne y ont trouvé une liberté d'expression qui fait si souvent défaut dans leur pays d'origine.¹ Ils y sont semble-t-il bien intégrés. L'un des artistes africains les plus connus dans le Nouveau Monde est Baba Wagué Diakité, d'origine malienne.² C'est un exemple d'intégration réussie.

En effet, depuis une dizaine d'années, la ville de Portland dans l'État d'Oregon sur la côte Nord-Ouest des États-Unis, est le foyer d'un artiste venu du Mali dont une galerie d'art de la ville, la *Jamison-Thomas Gallery*, présente les œuvres, pour le plus grand plaisir des amateurs de la céramique.³

Dans la terre cuite, Wagué⁴, le jeune céramiste africain – dont le nom signifie « homme de confiance » en bambara – sculpte des figurines à l'image des ancêtres mythiques. En dépit d'images empruntées à la civilisation américaine, son inspiration et son expression demeurent fondamentalement africaines. Le céramiste exprime la beauté de l'art africain et prône le métissage culturel. Le résultat offre

¹ Adelman, 1994, 10.

² *Class Magazine*, vol. 3, 2005, 2.

<<http://www.usafricaonline.com>>. (consulté le 10 août 2006)

³ « De Bamako à Portland : l'itinéraire de Wagué, conteur et céramiste. » *Afrique-États-Unis* 829(1995):14.

⁴ Wagué est un conteur et céramiste malien établi à Portland (Oregon) depuis une dizaine d'années. Son talent de conteur lui vaut une certaine notoriété non seulement dans son pays d'origine et en Afrique, mais aussi aux États-Unis.

Ibid., 15.

un foisonnement de formes et de couleurs enchevêtrées qui se fondent en une image unique.

Son art semble être apprécié dans l'Oregon et, à trente-trois ans, Wagué est l'un des artistes les plus appréciés dans sa ville d'adoption. Comme en témoigne un Américain de Portland « Everyone loves Baba Wagué ». ¹ On s'arrache ses œuvres, à Portland mais aussi dans les galeries d'arts du Texas et de Pennsylvanie où son travail a été présenté. ²

Plusieurs revues américaines, telles que *Ceramics Monthly*, *The Black Business Journal*, *The International Migration Review*, ont rendu compte de son talent et deux cinéastes de Portland lui ont même consacré des films. Le public américain, souvent déconcerté par les bizarreries de l'art contemporain, est séduit par la sincérité et la simplicité avec lesquelles Wagué illustre des scènes pleines de fantaisie et de force. La galerie Jamison-Thomas expose son travail et organise des manifestations consacrées uniquement à son œuvre, ou regroupant plusieurs artistes. Le céramiste africain a également réalisé des fresques murales dans le cadre de projets commandés par la municipalité. ³

Adopté par l'Amérique, Wagué reste très attaché au Mali et, jusqu'à présent, il a réussi à y séjourner une année sur deux pendant trois mois. ⁴ Baba Wagué est loin d'être un cas isolé. D'autres artistes africains établis aux États-Unis sont de renommée internationale. C'est le cas de l'artiste sénégalais Fodé Camara. Diplômé de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs de Paris, Fodé a immigré aux États-Unis au début des années 1990. Il s'est spécialisé dans le domaine de l'art africain contemporain. Ses tableaux, exposés à la *Contemporary African Art Gallery* de New York, traitent de thèmes sociaux comme l'esclavage symbolisé par l'île de Gorée (Sénégal), la colonisation et la décolonisation de l'Afrique, l'immigration et l'acculturation. Des milliers d'Américains visitent cette

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

galerie tous les ans. Son propriétaire est le premier admirateur des œuvres de cet artiste :

Gallery owner Bill Karg, a long-time admirer of Camara's work, selected ten recent acrylic-on-canvas pieces both for their compelling beauty and the set of social issues they address. Even with the gallery's relatively modest space, the paintings are adequately lit and thoughtfully arranged according to theme, color, and composition. [...] The largest painting in the exhibition, *Acculturation II* served as the show's centrepiece, occupying the most prominent position in the gallery. *Acculturation II* is part of a series of life-size male nudes and semi-nudes begun in the mid-1990's that deals with the relationship of the individual to society. As the title suggests, this particular painting poses questions about the shifts in personal identity that accompany border crossing and migration.¹

D'autres artistes contemporains venus d'Afrique subsaharienne comme : Kwesi Owusu & Bright Bimpong (Ghana), Ouattara Watts (Côte d'Ivoire), Osi Audu (Nigeria), Donald Odita & Michael Adejumo (Nigeria), Siemon Allen (Afrique du sud), Wiz Kudonor & Owusu-Ankromah (Ghana), Modou Dieng (Sénégal), Bayo Iribhogbe (Nigeria), Sam Nhlengethwa & Iba Ndiaye (Sénégal), Joseph Cartoon (Kenya), Barthosa Nkurumeh & (Nigeria), Doudou Ndoye, Racky Diankha (Sénégal), Ladelle Moe (Afrique du sud), Victor Ehikhamenor (Nigeria), entre autres, sont de renommée internationale. Tous exposent leurs œuvres au *Smithsonian National Museum of African Art* de Washington, D.C.,² mais également au *Brooklyn Museum of Art*, *Museum of Contemporary African Diasporan Arts*, *North Carolina Museum of Art*, *Detroit Institute of the Arts : African Art Exhibit*, *Museum of the African Diaspora* de San Francisco, *North*

¹ « Fodé Camara : Many Colors, Much Meaning » in *Afrique-États-Unis*, op. cit., 15.

² Bereket, op. cit., 12.

Miami's Museum of Contemporary Art et au *Contemporary Art Museum St Louis* (M.O.).¹

De ce point de vue, Leigh Swigart écrit :

The African exhibit explores many aspects of the experiences of new African immigrants living in our midst. Understanding their lives can help us to extend our own, as we come to appreciate the richness of the cultures that African immigrants bring with them and the contributions they make to our neighborhoods and city.²

A travers leurs oeuvres, les artistes africains parlent de leurs ancêtres, des traditions, des changements qui se sont opérés dans les villages africains pendant et surtout après la colonisation, de l'acculturé qui ne peut être entièrement occidentalisé ou qui n'est plus tout à fait africain.

Les données statistiques sur le nombre d'artistes africains ayant migré aux États-Unis sont toutefois contradictoires et ne nous apportent pas un éclairage pertinent. Par exemple, *The African Resource Center* estime à 235.000, le nombre d'artistes africains établis dans ce pays,³ alors que le *Ijaw Resource Center* du Minnesota fait état de plusieurs dizaines de milliers.⁴

En outre, la compréhension de l'art africain implique peut-être une connaissance des traditions et coutumes ancestrales du continent noir, un voyage dans le temps. L'académicien Léopold Sédar Senghor rappelait volontiers que « le peuple africain a son histoire, sa civilisation et sa propre identité culturelle ».⁵

¹ Cf. « African Diaspora Artists » in *Africultures*, Jun. 8 (2006): 7.

² Swigart, *op. cit.*, 16.

³ *African Resource Center*

<Disponible sur <http://www.arceam.org>>. (consulté le 16 avril 2006)

⁴ Cf. *Ijaw Resource Center*.

<<http://ijawcenter.com/>>. (consulté le 18 avril 2006)

⁵ Cf. Léopold Sédar Senghor in *Hommes et Migrations* 1132 (1990): 31.

3.2. L'identité culturelle africaine.

3.2.1. La spécificité culturelle africaine.

Les coutumes et traditions africaines peuvent-elles constituer un obstacle à l'intégration des migrants africains aux États-Unis ?

Il est vrai que l'art africain tire sa source dans la société traditionnelle africaine, et plus précisément dans la tradition orale (la musique, la poésie, les contes, les proverbes, les chants traditionnels, la danse, le djembé). L'Afrique a développé, au fil des siècles, une multitude de formes d'expression artistique. Les objets d'art que les camelots ouest-africains vendent dans les rues de New York ou les tableaux que les artistes précédemment cités peignent et exposent au *Smithsonian National Museum of African Arts* de Washington, D.C. et au *Contemporary Art Museum* de Saint Louis, reflètent donc cette tradition. Ils témoignent également de la diversité des expressions culturelles en Afrique subsaharienne. Car le continent africain est un ensemble ethno-culturel très diversifié. Les populations forment du point de vue ethno-culturel et social un ensemble d'une grande diversité.

Les thèmes abordés sont multiples et divers : la vie du griot¹, du marabout, les excisions, les rites ancestraux (invoquer les esprits des ancêtres), les divinités,

¹ Le terme « griot » signifie « crier, déclamer ».

La plupart des sociétés d'Afrique présentent, avant la colonisation, une hiérarchie interne fondée sur le statut ou la fonction des individus. Les griots conservent la mémoire des royaumes (par exemple, celui du Mali fondé au XIII^e siècle). Ils s'accompagnent d'instruments de musique, généralement une kora (instrument à vingt et une cordes dont la caisse de résonance est unealebasse) – ou un balafon, sorte de xylophone. La mélodie soutient la mémoire du conteur, qui récite les hauts faits de Rois tandis que les femmes chantent, pour lui donner des moments de répit et agrémenter le récit. Aujourd'hui, le contexte a changé. Devant un public qui dépasse le cercle familial, les griots chantent avant tout les louanges de ceux qui peuvent les payer et adaptent leurs discours aux circonstances.

De même, les chefs des nouveaux États indépendants d'Afrique postcoloniale n'hésitaient pas à confier aux griots traditionnels le soin d'exalter leur politique ou leur parti.

les tribus, les totems¹, les tabous, la célébration des obsèques, les coutumes alimentaires, les mariages forcés, l'Afrique des ancêtres, l'émancipation de la femme africaine, le conflit des cultures en Afrique (tradition et modernisme), le respect des vieux et de la sagesse ancestrale (« old age means the wisdom of experience »), auquel renvoie l'adage « lorsqu'un vieillard meurt c'est toute une bibliothèque qui brûle ».²

Par exemple, le griot a un rôle prépondérant dans la société traditionnelle africaine. Il est le garant de la culture orale (le poète, le conteur et le moraliste). Tout comme le griot, le marabout a également un rôle social important. Il est le protecteur car il a un pouvoir magique de guérisseur.

Autre exemple, selon une tradition séculaire chez les Nigériens appartenant à l'ethnie yoruba, interrompre la chaîne qui lie les ancêtres aux vivants constitue un drame, sans parler du symbolisme qu'il y a autour de la noix de *kola* que certains Ghanéens (immigrants et ceux qui sont restés au pays) offrent à tout invité. Les rites magiques comme le vaudou chez les Béninois et Guinéens ou encore les Ibos du Sud-Est du Nigeria qui pensent que chaque individu possède un *Chi* (un Dieu) qui le protège et gouverne sa vie et à qui il faut régulièrement faire des offrandes pour apaiser sa colère. Le tam tam est comme moyen de communication pour les populations de certains villages africains. Au Sénégal, au Mali et au Niger, les griots et les conteurs (« Storytellers ») sont considérés comme les gardiens de la coutume ancestrale. Sans oublier d'autres pratiques ancestrales comme la palabre³ et les danses rituelles tel que le *juba* africain où les participants forment un cercle à

¹ Il s'agit d'un animal, d'une plante ou d'un objet considéré comme protecteur d'un individu ou comme ancêtre mythique représentant un groupe social par rapport à d'autres groupes d'une même société ; Représentation sculptée ou peinte de cet animal, de cette plante ou de cet objet.

Cf. Le Petit Larousse, *op. cit.*, 1018.

² Cf. Amadou Ampaté Bâ in *Afrique-États-Unis* 630(1993): 17.

³ La palabre est une institution très complexe et incontournable dans la culture de l'Afrique de l'Ouest. C'est elle qui règle la vie sociale des villageois. Elle englobe la plupart des aspects de la vie quotidienne. A la fois expression des croyances religieuses, et sommet de toutes les institutions sociales et politiques, la palabre est aussi une sorte de cour de justice. Le but de la palabre est de rétablir ou de veiller sur l'harmonie et la concorde du village.

l'intérieur duquel évoluent deux danseurs, tandis que l'assistance les accompagne de la voix, en tapant du pied au rythme des mots prononcés.

L'Afrique subsaharienne demeure une terre de prédilection pour de nombreux chercheurs. Tous les ans, des dizaines d'anthropologues, historiens, ethnologues et archéologues¹ spécialistes de l'Afrique noire se rendent sur ce continent, pour tenter de comprendre les coutumes des peuples africains : les Massaï du Kenya, les guerriers Zulu d'Afrique du Sud, les divinités du panthéon Yoruba, les Ashantis du Ghana, les trésors du roi d'Ethiopie.² A titre d'exemple, Paul Stoller, anthropologue américain à l'Université de Pennsylvanie, s'est rendu à plusieurs reprises au Niger, afin d'étudier les coutumes et rites spirituels du peuple

¹ Par exemple, entre 1970 et 1990, les fouilles archéologiques ont permis de mettre à jour des vestiges de civilisations très anciennes : des sculptures en terre cuite de Nok, au Nigeria, datant du VI^e siècle avant Jésus Christ jusqu'au VI^e siècle après J.-C., des statues de Djenné-Jeno au Mali, dont la production culmina au XIV^e siècle, des bronzes à la cire perdue d'Ifé et du royaume du Bénin produits entre le XII^e et le XVIII^e siècles.

Cf. *Afrique-États-Unis* 829, *op. cit.*, 18.

² *African Events*

<<http://www.africaevent.com>>. (consulté le 10 avril 2006)

Il existe encore plusieurs centaines de monarques sur ce continent. A l'image de Joseph Langanfin (Bénin), Oni d'Ifé (Nigeria), Fon de Banjun et Halidou Sali (Cameroun), Addo Dankwa III (Ghana), Abubakar Sidiq (Nigeria), l'empereur des Mossi (Burkina Faso), l'empereur de Kuba (R.D. Congo), Opoku Ware II (Ghana), le sultan de Sokoto (Nigeria), pour ne citer que ceux là. Ils détiennent d'importants pouvoirs traditionnels et spirituels. Issus de dynasties qui ont marqué l'histoire de l'Afrique subsaharienne jusqu'au milieu du XX^e siècle, ils sont la source de pouvoirs souterrains avec lesquels les gouvernements doivent composer. Ils sont par ailleurs les garants de vieilles bases culturelles. 40% des migrants africains aux États-Unis sont attachés aux coutumes des sociétés traditionnelles africaines (notamment la circoncision des garçons qui symbolisait jadis leur passage à l'âge adulte, ou la polygamie symbole du pouvoir). Par exemple, l'empire Peuls de Sokoto, l'empire Mossi et les royaumes Haoussa du Nord du Nigeria constituent d'importants centres de pouvoirs occultes. Cependant, 60% des Africains reprochent à ces monarques leur conservatisme tribal, qui bloque le passage des sociétés traditionnelles africaines vers des États modernes.

Afrique-États-Unis, *op. cit.*, 24.

songhay et a réalisé une dizaine de travaux de recherche sur les différentes tribus de ce pays.¹ L'historien américain Howard Dodson a réalisé plusieurs études sur les objets archéologiques des peuples haoussas et peuls du Nigeria, les arts traditionnels africains (masques et statuettes), sur l'art graphique de l'ethnie Ndebele du Cap et les coutumes des pygmées de la forêt équatoriale du Cameroun afin de saisir leur signification profonde, après plusieurs voyages en Afrique. La civilisation traditionnelle, tant Yoruba qu'Ibo, était une des plus riches du patrimoine africain. Qui n'a pas admiré la perfection des bronzes du Bénin ou des objets en terre cuite d'Ifé ? A ce sujet, Claude Lévi-Strauss, anthropologue français, déclare :

Il n'y a pas de peuple sans culture. Les Noirs d'Afrique ont créé au cours des siècles des religions, des sociétés, des littératures et des arts tellement particuliers qu'on les reconnaît entre toutes les autres civilisations de la terre. Cette civilisation a marqué de façon indélébile les manières de penser, de sentir et d'agir des Africains.²

D'autres comme l'historien américain Dennis D. Cordell sont allés étudier les ethnies du Mali et du Burkina Faso ; l'anthropologue américaine Betina Ngweni est spécialiste du Kenya ; Emmett Jefferson Murphy, historien américain est spécialiste de l'Afrique ; Donald L. Donham et Monique Borgerhoff, tous deux anthropologues, étudient les peuples d'Ethiopie ; Yolanda Richardson a réalisé une étude sur les peuples indigènes du Kenya ; l'historien Benjamin Lawrance travaille sur les ethnies d'Afrique centrale ; Vivian Stromberg donne des conférences sur le Kenya ; Maulana Karenga, historien à California State University (Long Beach) est allé étudier les rites des peuples du Nigeria, mais aussi, la portée symbolique des totems et masques sacrés des rois du Congo.³ Rappelons qu'au XIXe siècle, les premiers missionnaires occidentaux pensaient que l'Afrique profonde,

¹ Cf. Stoller, *op. cit.*, 24-25.

² Claude Lévi-Strauss, cité dans *Afrique-États-Unis*, *op. cit.*, 18.

³ *Ibid.*

traditionnelle avec ses tabous, ses offrandes, ses cérémonies traditionnelle, ses sorciers et ses dieux (superstitions) symbolisait la barbarie et l'obscurantisme.

Aujourd'hui les comportements des migrants originaires d'Afrique de l'Ouest résultent encore d'une logique d'économie affective où l'entente réciproque est fondée sur les liens de parenté, d'origine ou de religion. Dans les sociétés traditionnelles et rurales africaines, l'acte économique, matériel et désacralisé a une place secondaire. L'usage profane d'un bien importe moins que son usage sacré.

40% des migrants africains aux États-Unis, et ceux de la première génération en particulier, veulent perpétuer les coutumes de leurs ancêtres qui sont des traditions séculaires dans leur pays d'origine.¹ Comme en témoigne également la présence des marabouts qui pratiquent désormais dans des villes telles que Washington, D.C., Baltimore, Atlanta, Dallas, New York, Houston et San Francisco.² « La culture africaine », déclare Paul N'Da, « possède des racines très profondes. »³

Les traditions africaines sont perceptibles lors des festivals de musique et de danse africaines dans certaines métropoles américaines et qui attirent certains Américains. Ces festivals sont, pour bon nombre de camelots sénégalais, des lieux propices pour leurs activités commerciales. Comme l'a constaté Joel Millman : « During summer months, African street festivals in every U.S. city attract many Americans, throngs of Senegalese peddlers, many earning thousands of dollars on a single weekend selling boubous, drums, wood carvings and jewelry. »⁴

C'est semble t-il une richesse culturelle pour le pays d'accueil, et un plus, selon Sylviane Diouf, pour la diversité ethno-culturelle américaine.⁵

¹ Cf. « Africans, American Blacks find Few Places to Connect : One race separated by Two Cultures ». *The Washington Times*, Dec. 2 (2001): 4.

² Stoller, *op. cit.*, 149 ; Halima, 1999, 7.

³ N'Da, *op. cit.*, 23.

⁴ Millman, *op. cit.*, 12.

⁵ Diouf, *op. cit.*, 12.

A Washington, D.C. environ 45% des migrants primo-arrivants somaliens et éthiopiens sont soucieux de préserver leur identité culturelle, de renforcer la cohésion des familles et de consolider les liens du groupe social avec leur pays d'origine, par l'organisation de l'enseignement de la langue et la culture d'origine.¹

Préserver les coutumes et traditions africaines est également l'objectif que se sont assignées certaines organisations nigérianes et ghanéennes. Le constat établi par Diouf est tout à fait éclairant de ce point de vue :

Some organizations are devoted primarily to the maintenance of sociocultural traditions. Such is the case of several Nigerian and Ghanaian masquerade groups that hold dances and ceremonies whose objective is not only to entertain, but also to acknowledge the success of members, mourn the deceased, or welcome newborns into the community. Some masquerades have been adapted to local conditions : they are shorter, sometimes used prerecorded music, and are held only once a year ; but others have remained authentic, with elaborate costumes, libations to the ancestors, intricate rhythms, and powerful symbolism understood only by the initiates.²

Le *Smithsonian Institution's National Museum of African Art* de la ville témoigne d'une prise de conscience de l'héritage culturel et artistique du continent africain. La fête de Kwanzaa, créée en 1966 par un Africain-Américain nommé Maulana Ron Karenga et célébrée dans tous le pays en fin décembre, intègre plusieurs éléments de la culture africaine :

The African-American holiday of Kwanzaa, created by Maulana Ron Karanga in California in 1966, incorporates elements from many African harvest festivals. The annual celebration, now an important part

¹ Macharia, 2000, 10.

² Cf. Dodson & Diouf, *op. cit.*, 14.

of Washington's social scene during the last week of December, focuses on African art, music, dance, and food.¹

Marion Barry, l'ancien maire de Washington, D.C. ne disait-il pas lors d'une interview accordée à un journaliste du magazine *West Africa* que :

Recent African immigrants in the Washington, D.C. area contribute labor and skills to the regional economy and enliven the local cultural environment through their art, clothing, adornment, and food. It is their music and dance, however, that have most strikingly transformed the cultural terrain.²

De même qu'à New York des migrants sénégalais sensibilisent les jeunes issus de l'immigration africaine à la culture d'origine de leurs parents en organisant des camps de vacances au Sénégal.³ Cette double appartenance, revendiquée par près de 60% des enfants de migrants africains ou « l'africanité », semble très forte chez les membres de ce groupe social.⁴ L'attitude des migrants sénégalais de New York qui consiste à privilégier la culture du pays d'origine au détriment de la culture du pays d'accueil se confond très souvent avec un refus d'intégration culturelle. Rose Lake déclare à ce propos que « les obstacles à l'intégration culturelle sont intimement liés à l'attitude de la société d'accueil et au comportement des migrants eux-mêmes. »⁵

¹ Bereket, *op. cit.*, 12.

² Voir Kromah, 2002, 24.

³ Diouf, *op. cit.*, 12.

⁴ *Ibid.*

⁵ Ebin et Lake, 1992, 37.

3.3. Dans le domaine de la musique.

Entre 1970 et 1990, le continent africain a vu partir près de 12.000 artistes-musiciens vers l'Occident pour des raisons idéologiques et économiques, entre autres. L'émigration des artistes africains vers les États-Unis a été motivée par la reconnaissance artistique et professionnelle (recherche d'une notoriété internationale) ou par la recherche de meilleures conditions de travail (studios d'enregistrement, producteurs, salles de concert, marketing...).¹

Durant la décennie 1990-2000, environ 5.000 musiciens africains ont émigré vers les États-Unis.² Bien qu'établis dans le Nouveau Monde, la plupart de ces artistes (interprètes, compositeurs) produisent des millions d'albums (CDs et DVDs) qu'ils vendent aussi bien en Afrique qu'aux États-Unis car ces derniers représentent un marché gigantesque pour eux.³ Parmi les plus connus des deux côtés de l'Atlantique, on peut citer l'Ivoirien Ismael Isaac, le Guinéen Lama Sidibe, les Sud-Africains Badenya, Luky Dube⁴, le Sénégalais Baaba Maal, le Ghanéen Kofi Anang, le Togolais Itadi K. Bonney, les Camerounais Francis M'bappe, Henri Dikongue, le musicien d'origine kenyane Frank Ulwenya, les Cap-Verdiens Frank de Pina et les frères Mendes, les Zimbabwéens Willard Kalanga et Thomas Mapfumo du groupe *The Blacks Unlimited* qui résident à Eugene dans l'Oregon, le Somalien Hasan Gure de Virginie, les Congolais Dominic

¹ Amissah, 1994, 98.

² Cf. *Afrique-États-Unis*, op. cit., 24.

³ Cf. *The Black Business Journal*, Dec. 2005, 3.

<<http://www.blackbusinessonline.com>>. (consulté le 20 mars 2006)

A propos des activités économiques exercées par les migrants africains dans le domaine musical aux États-Unis, Kinuthia Macharia écrit : « Some initiative Africans, especially those from cultures that have been popularized as unique in the Western mind, have found a business niche in their own cultures. Some Masaï from East Africa, and many West African drummers and dancers have started dance companies, while others give classes in music and dance. Selling music of African origin, traditional and contemporary, either on cassette, CDs or DVDs has also become a growing business for African entrepreneurs. »

Macharia, op. cit., 6.

⁴ Disparu en octobre 2007.

Kanza, Awilo Longomba qui se produisent au Lincoln Center et au Irving Plaza à Mid-Manhattan, mais aussi à l'Apollo de Harlem. Il y a également les groupes Afropop, Soukous Stars Revisited, Notias, Bakula Band, The B-29s, Afro-diasporic, Kekele, Cape Verdean Serenaders et African Jazz qui sont régulièrement sollicités lors des festivals de musique d'été et durant le mois de l'histoire africaine-américaine.¹

D'origine sénégalaise et installé dans le New Jersey, Aka Akon (Aliaune Thiam de son vrai nom) est un des jeunes musiciens africains de Hip-Hop les plus connus aux États-Unis et à New York en particulier. Au début du mois de mars 2007, il a occupé la deuxième place du Billboard Hot 100.²

Les musiques d'Afrique reflètent la diversité culturelle des migrants africains aux États-Unis, les influences musicales sont variées. Joseph Takougang le révèle :

African-born immigrant artists and musicians who have settled in the United States produce a variety of expression. There is no singular, monolithic African immigrant social group, there is no generic African music or dance or other kind of expressive culture. [...] The music of recently arrived Africans demonstrates clearly and powerfully the many expressions and meanings of African culture in America.³

Le chanteur de reggae ghanéen Rascalimu est aussi bien connu à New York. De son vrai nom Alidu Mumuni, cet artiste a vécu auparavant en Europe et en Thaïlande avant de s'installer à New York en 1986. En 2003, il a vendu près d'un million d'album.⁴ Il habite dans le Bronx et se produit souvent au Lion's Den

¹ Cf. *The Black Business Journal*, op. cit.

² Source : <http://www.billboard.com/bbcom/charts/chart_display.jsp?>. (consulté le 9 mars 2007)

³ Takougang, op. cit., 6.

⁴ *The Black Business Journal*, op. cit., 4.

Club à Manhattan.¹ Son public n'est pas essentiellement africain, il est aussi afro-caribéen, afro-cubain, africain-américain et latino. « New York City is the musical city of the World », déclare t-il « It seemed like there were so many opportunities here, regarding music. I thought that there I would be able to break through in the music industry. And that has really proven to be true ».²

Les productions musicales africaines, relativement peu connues en Occident, sont bien plus riches et diverses qu'on ne le croit généralement. Sur le plan national, le profil culturel de l'immigration africaine aux États-Unis est lié, bien sûr, à la musique rumba. On sait, en effet, que les musiques africaines-américaines, caribéennes et cubaines trouvent leurs sources dans la culture africaine. La musique africaine constitue l'héritage culturel le plus important pour bon nombre d'Africains-Américains.³ Comme dit Daniel Royot, « la culture est aussi faite du regard que porte un groupe social sur lui-même au travers de son passé », notamment musical.⁴

Outre la rumba, le makossa, le mayebo et le reggae, certains migrants africains ont formé des groupes musicaux qui chantent des chants religieux (« spirituals ») notamment à Atlanta et à Charlotte, ont intégré des groupes de Gospel africains-américains à Harlem qui est considéré comme le berceau de la culture musicale africaine-américaine. D'autres se sont tournés vers la danse, le ballet, en créant des groupes de danse traditionnelle africaine que l'on trouve à New York, Atlanta, Miami ou Orlando.⁵ La danse africaine trouve une expression tout à fait particulière dans ces villes cosmopolites et particulièrement à New York, la capitale mondiale de la danse avec son célèbre New York City Ballet.⁶

¹ *Ibid.*

² *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 28.

³ Gates & Appiah, 1999, 1856.

⁴ Cf. Royot, Bourget & Martin, 1993, 311.

⁵ Gates & Appiah, *op. cit.*, 39 ; Stoller, *op. cit.*, 87.

⁶ *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 29.

Bill T. Jones, chorégraphe et danseur africain-américain mondialement connu, a intégré une vingtaine de danseurs venus d'Afrique subsaharienne dans sa compagnie de ballet.¹

La soprano Titilayo Rachel Adedokun, d'origine nigériane, est un exemple d'intégration réussie. Cette chanteuse d'opéra a réussi à s'intégrer à la société américaine grâce à son talent artistique. Elle est décrite, par la presse écrite américaine, comme une artiste talentueuse, polyglotte et polyvalente. En 2005, un journaliste de *Class Magazine* écrivait :

Ms Adedokun's talent and experience span different musical genres including opera, Broadway musicals, spirituals, jazz and popular Italian music. She has been noted by critics everywhere for her versatility and her unparalleled ability to captivate an audience.

She was chosen by director Franco Zeffirelli to sing the title role in his production of *Aida* at Teatro Verdi in Busseto, Italy, on the centennial celebration of Verdi's death. She has also sung roles in *La Bohème*, *Carmen*, *The Tales of Hoffmann*, *The Magic Flute*, *Porgy and Bess*, and *Boccaccio*, among many others, as well as solo recitals and concerts with theatres and orchestras in the US, Italy, Germany, Austria, Switzerland, Russia and Hungary.²

D'autres migrants tels que le Guinéen Kofi Jo ou le Congolais Rapha exercent plusieurs activités. Guitariste promis selon *The Washington Post* au plus brillant avenir, Kofi Jo, jeune musicien qui réside aux États-Unis depuis une dizaine d'années a effectué dans sept villes africaines (N'Djamena, Douala, Bamako, Ouagadougou, Abidjan, Lagos et Accra) une tournée parrainée par le centre culturel américain de la Guinée, dans le cadre du programme CULTURE

¹ *Ibid.*

² *Class Magazine*

Vol. 3. 2005

<<http://www.usafricaonline.com>>. (consulté le 10 août 2006)

qui a pour but d'encourager les échanges culturels. Ce dernier déclarait, en 2007, que : « music and dance have a very important role to play in bringing about love and unity among humankind. As long as we are dancing together, we have no time to hate each other ».¹

Né à Accra (Ghana), Kofi Jo est venu aux États-Unis pour approfondir ses connaissances en musicologie. Il travaille dans une société d'édition tout en poursuivant une carrière internationale de musicien. Au cours de son voyage en Afrique, Jo a interprété des œuvres issus d'un large répertoire. En dehors des concerts donnés, il a dialogué avec des étudiants et des professeurs de musique, animé des cours d'interprétation et donné des conférences.²

Cet artiste africain effectue aussi des tournées dans plusieurs villes américaines (Chicago, Portland, Boston, Dallas, Madison, Austin, Miami, etc.). Selon lui, « Americans should explore the incredible diversity and richness of the African Diaspora through the many recordings of African music and sound from Smithsonian Global Sound ».³ Tout comme Kofi Jo, des musiciens tels que les Congolais Nzongo Soul et Pembe Chereau sont bien connus à New York où ils résident depuis longtemps. Des « flyers » de leurs concerts sont souvent distribuées à la sortie des stations de métro de New York (Canal Street, Chambers Street dans le Lower Manhattan), à Soho, Gramercy Park et à Battery Park.⁴

De par leur technique et leur créativité, les musiciens originaires d'Afrique subsaharienne jouent un rôle majeur dans les relations interculturelles et dans l'évolution de la musique du monde. L'immense majorité de ces artistes (80%) participent aux festivals de musique et de danse africaines-américaines, se produisent dans tous les États-Unis. Par exemple, le groupe African Jazz se produisait en juin 2006 au célèbre Carnegie Hall (Manhattan), d'autres groupes comme Afro-diasporic et Afro-pop donnent des concerts au Minton's Playhouse (Harlem) et au Centre Kennedy de Washington, D.C., généralement dans le cadre

¹ *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 29.

² *Ibid.*, 30.

³ *Ibid.*

⁴ Cf. *African Abroad*, Jul. 6, 2005.

du programme *Arts America* de l'USIS (U.S. Information Service).¹ On peut légitimement penser que, culturellement parlant, certains migrants africains s'intègrent parfaitement au sein du groupe social africain-américain à travers la musique et c'est probablement dans ce contexte que Hugo Kamya écrit :

The new arrivals, mostly from Western Africa, have joined older African- American populations in a number of urban centers throughout the USA. In Seattle, Atlanta, Washington, D.C., New York City, Houston, and Minnesota's Twin Cities, the cultural expressions of African immigrants and their heritage now bounce back and forth across the Atlantic in suitcases, over the airwaves and the Internet, in voices singing out in languages such as Twi, Yoruba, Wolof, and lingala, or sounding out on xylophone, kalimba, oud, and djembe drums.²

Les styles musicaux africains comme la rumba congolaise, le « highlife » nigérian ou le makossa camerounais semblent être appréciés à New York, Washington, D.C., San Francisco et à Miami.³ Baffour Takyi a raison de dire :

Like Africans from earlier Diasporas and like immigrants from elsewhere, newly arrived African immigrants have brought their artistic skills, values, knowledge, and experience and created dynamic, often powerful new cultural forms that give definition to their social groups in the USA.⁴

¹ *African Events*, Jun. 10, 2006, 4.

<<http://www.africaevent.com>>. (consulté le 12 juin 2006)

² Kamya, 1997, 164.

³ Takougang, *op. cit.*, 6.

⁴ Cf. Konadu & Takyi, 2001, 36.

Tout porte à croire que les migrants africains évoqués *supra* ont réussi à s'intégrer aux États-Unis, grâce à leurs compétences et talents dans le domaine de la musique.

Il convient de préciser tout de même que les artistes africains récemment immigrés aux États-Unis ne constituent pas un véritable pouvoir culturel. Il s'agit d'un phénomène plutôt marginal comparé aux styles musicaux comme le rap, la country ou la soul music. Dans un pays multiculturel¹ comme les États-Unis, les styles musicaux cités plus haut méritent tout de même d'être évoqués car ils contribuent somme toute à la richesse et à la diversité culturelles de ce pays.

3.4. Le cinéma.

Le cinéma n'est pas véritablement le domaine de prédilection des migrants africains aux États-Unis. Néanmoins, certains immigrants venus d'Afrique subsaharienne ont été sollicités pour jouer le rôle de figurants dans les films de Spike Lee, *Do the Right Thing* (1989) et *Malcolm X* (1993) ; dans *Out of Africa* (1985) de Sydney Pollack, *La Chute du faucon noir* (2001) de Ridley Scott ; *King Kong* (2006) de Peter Jackson ; *Little Senegal* (2001) de Rachid Bouchareb, tourné à Harlem ; ou dans *Ali* de Michael Mann, dont une partie du film fut tournée au Nigeria, au Ghana et au Zimbabwe. Mais aussi dans des téléfilms sur l'Afrique (au Kenya, en Afrique du Sud ou au Cameroun), tel que *Allan Quatermain et la pierre des ancêtres* (2004) de Steve Boyum et dans la série télévisée *Roots* de David Wolper.²

¹ Le multiculturalisme renvoie entre autres à la présence, dans une société donnée, de différences culturelles, à l'existence de demandes et d'affirmations identitaires, religieuses, ethniques. [...] Elle implique la reconnaissance des particularismes culturels.

Cf. Dictionnaire de sociologie, *op. cit.*, 355.

² *The Black Business Journal*, Jan. 17, 2002, 6.

<<http://www.blackbusinessonline.com>>. (consulté le 5 mars 2006)

Les producteurs des films précités ont sollicité essentiellement des migrants africains qui parlent l'anglais américain. C'est le cas d'une centaine de migrants sénégalais et maliens de Harlem qui ont joué des rôles mineurs dans *Little Senegal*.¹

Le comédien d'origine camerounaise Yaphett Koto joue régulièrement les seconds rôles dans de grandes productions, *Alien* notamment.² Djimon Hounsou, un Béninois établi à Los Angeles depuis 1990, est sans doute un des comédiens africains les plus sollicités à Hollywood. Il a tenu plusieurs rôles dans divers films : *Stargate, la porte des étoiles* (1994) de Roland Emmerich, *Amistad* (1997) de Steven Spielberg, *Gladiator* (1999) de Ridley Scott, *Frères du désert* (2001) de Shekhar Kapur, *Lara Croft & the Cradle of Life : Tomb Raider 2* (2002) de Jan de Bont, *Biker boyz* (2003) de Reggie Rock Bythewood, *In America* (2003) de Jim Sheridan, *Constantine* (2004) de Francis Lawrence, *The Island* (2005) de Michael Bay, *Beauty Shop* (2005) de Bille Woodruff, *Eragon* (2006) de Stefen Fangmeier, *Blood Diamond* (2007) d'Edward Zwick, pour ne citer que ceux-là.

D'autres comme le Nigérian Olaniyi Areke, arrivé à Washington, D.C. dans les années 1980 ou encore le Camerounais Pierre Poumier, se sont lancés dans la réalisation de films et documentaires. En 1993, Pierre Poumier réalise, avec une subvention du Bureau des narcotiques de l'Agence américaine d'information et de relations culturelles (USIA), un court-métrage « L'Argent facile » qui a été diffusé à maintes reprises sur le réseau *Worldnet* et primé au FESPACO de 1994. Ce film examine, du point de vue d'un Africain, les risques et pénalités encourus par des étrangers qui essaient d'introduire en fraude des substances illicites aux États-Unis.³

¹ *The African Observer*, Jun. 4 (2002): 8.

<<http://www.nycobserver.com>>. (consulté le 5 juillet 2006)

² Diouf, 1991, 24.

³ Cf. *Afrique-États-Unis*, 829 (1995): 23.

Depuis 1990, près d'une cinquantaine de migrants africains aux États-Unis s'intéressent à la production.¹ Trois grandes sociétés de production ont été créées par des Subsahariens en 1992 : Iroko Production & Publications LLC à Lynn (MA), African Film Distribution Company AFC et The United African Artists Incorporated (UAAI) à New York. Et depuis, ces sociétés ont produit un nombre considérable de films, on pourrait citer *Knight of the night*, *All I Have*, *The Journalist*, *After the Dawn*, *Battle of the Riches*, *More than Gold*, *La Crima*, *Sacred Tradition*, *Yellow Fever*, *Divided Attention*, *Royal Package*, *Eagle's Bride*, *Missing in America*, *The Train has left the Station*, *Slave Warrior*, *The Last African Virgin*, *This America*, *Honourable*, *Behold the Daughter of Death*, *The Gods Are not to Blame*, *Passport of Mallam Illia*, *Come Back Little Sheba*, *The Lion and the Jewel*, *A Mile to Canaan*, entre autres, et la liste est trop longue.²

Au cours de la même période, les migrants africains ont produit aussi une multitude de téléfilms diffusés sur des chaînes câblées aux États-Unis. Certains migrants nigériens comme Rudolph Okonkwo, Bethels Agomuoh, Felix Nnorom et Oliver O. Mbarama sont polyvalents. Par exemple, ce dernier est Juriste de formation (Administrative Law Judge à New York), mais il est également comédien, dramaturge et réalisateur (Independent Film Maker) diplômé de *Hollywood Film Institute* de Los Angeles.³

Quoique récente, l'activité cinématographique des migrants africains continue de se développer notamment à New York et le nombre de comédiens ne cesse de croître (2% de plus en 2003).⁴ Toutefois, cette activité reste marginale par rapport à la production cinématographique hollywoodienne.

Dans la section suivante, nous examinerons le lien entre les pratiques religieuses de ces migrants et l'intégration.

¹ *Ibid.*

² Cf. *Irinkerindo : A Journal of African Migration*, Dec. 2004.
<<http://www.africamigration.com>>. (consulté le 7 avril 2006)

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

4. Religion et intégration.

Les États-Unis sont un pays profondément religieux et l'exercice de cultes de tout ordre y est librement toléré. La liberté religieuse est à la base même de la constitution de ce pays, à tel point qu'il s'agit du premier droit garanti par la constitution. La religion est présente au quotidien et ne craint pas de s'afficher : des autocollants « *Jesus Saves* » ; « *God is Love, Jesus is Lord* » ; « *So Help Me God* » ; « *Jesus I Trust in You* » collés à l'arrière des voitures et des taxis ou ce slogan, vu à Canal Street dans le métro de New York « *Go to Church, you'll feel better !* » sont monnaie courante. Il n'est pas rare de voir quelqu'un exprimer ouvertement ses convictions chrétiennes à Times Square, dans Central Park ou dans d'autres lieux publics de la ville. La religion est aussi associée aux affaires. Par exemple, à Elk River, petite ville du Minnesota, il y a cinq magasins et deux restaurants chrétiens mais également une banque chrétienne (la *Riverview Community Bank*).¹ Dans des États comme l'Utah, les juges envoient régulièrement des mineurs délinquants écouter la parole de Dieu dans des centres religieux.²

Les Universités et collèges privés dispensent quasiment tous un enseignement religieux ; celui-ci est cependant exclu des écoles publiques, en raison de la séparation officielle de l'Église et de l'État.

L'influence de la religion en politique est très importante, les références à Dieu étant récurrentes dans de nombreux discours politiques.³ C'est bien connu, la devise nationale est *One Nation Under God* et la devise *In God We Trust* est gravée sur les pièces de monnaie et billets de banque.

Il n'y a pas de religion officielle aux États-Unis en vertu du premier Amendement à la constitution qui stipule que le Congrès n'a ni le droit d'imposer une religion, ni celui d'en interdire la pratique. Qu'en est-il des pratiques cultuelles

¹ Peil, 1995, 358.

² Pauwels, 2001, 105.

³ Cf. *Courrier international*, juin-juillet-août 2008, 35.

des migrants africains aux États-Unis? Peut-on parler d'une réelle intégration de ces nouveaux arrivants au sein des différents groupes religieux du pays ?

Un grand nombre des migrants africains que nous avons interrogés (87%) sont membres actifs d'une église. Ainsi par exemple ils représentent 20% des membres de l'église protestante qui est souvent considérée comme *la* religion de l'Amérique ; c'est la religion dominante, la plus pratiquée aux États-Unis.¹ Là aussi, une précision s'impose : l'immense majorité des migrants africains (protestants) sont des protestants baptistes. Ces derniers participent de façon active aux activités religieuses et ils sont aussi plusieurs dizaines à assurer les fonctions de pasteur, à l'image des grands leaders africains-américains : Martin Luther King, Jesse Jackson, Adam Clayton Powell, Sr., Malcolm X (avant sa conversion à l'islam), Andrew Young (ancien maire d'Atlanta).

C'est le cas des protestants baptistes libériens de Montgomery en Alabama, qui est un des États les plus religieux des États-Unis. C'est aussi le cas des pasteurs évangélistes camerounais et kenyans de la « New Life Church » à Colorado Springs ou encore des évangélistes sud-africains de Sioux Falls dans le Dakota du Sud. Environ 45% d'entre eux contribuent à l'écriture des chants religieux, vendent des livres religieux et font du « marketing » religieux afin de convertir d'autres personnes.²

La religion est une forme de socialisation, en ce sens qu'elle unit tous les membres d'un groupe social donné.³ Elle constitue pour un migrant africain sur trois, l'expression d'une intégration culturelle et sociale : « Religion is an essential part of most Africans' lives, and migration often exacerbates religious needs that, as is common among Africans, extend to touch upon all aspects of social, familial, and cultural life »,⁴ écrivent Howard Dodson et Sylviane Diouf.

¹ Notre questionnaire.

² Cf. *Afrique-États-Unis*, op. cit., 16.

³ Cf. Gordon, 1999, 14 ; Diouf, 1997, 10 ; Ebin, 1990, 25.

⁴ Dodson & Diouf, 2005, 12.

4.1. L'apport des migrants ghanéens à l'église catholique américaine.

Le catholicisme est en forte progression chez les migrants africains compte tenu du nombre considérable de migrants venus des pays d'Afrique non musulmans. Un migrant africain sur trois appartient à cette église traditionnelle aujourd'hui.¹

A titre d'exemple, 75% des Ghanéens de Chicago sont catholiques.² Margaret Peil estime que la plupart d'entre eux ont été bien accueillis par des Américains de confession catholique de cette ville dont ils partagent les valeurs morales ; entre autres, l'hospitalité, l'Amour du prochain, l'entraide, la charité chrétienne : « Some long-term local American residents and their organizations have welcomed Africans of the new Diaspora to their churches and community organizations. »³

Ensemble, les catholiques ghanéens et américains célèbrent le *Good Friday*, le *Feast of Corpus Christi*, *Christmas* and *Easter*.

Environ 36% des enfants de migrants ghanéens poursuivent leurs études dans des universités chrétiennes du pays, notamment à Wheaton college de Chicago, à l'université catholique de Washington, D.C. et à Regent University, qui est une grande faculté de Droit en Virginie.⁴

Cependant, les Ghanéens de confession catholique n'ont pas toujours la même vision du catholicisme que les Américains. Les cérémonies religieuses sont beaucoup plus animées en Afrique qu'elles ne le sont à Chicago.⁵ C'est probablement la raison pour laquelle les présidents des associations ghanéennes de la ville font venir aux États-Unis, et dans le cadre des échanges culturels, des prêtres ghanéens d'Accra (la capitale du Ghana) pour dire la messe et montrer aux

¹ Peil, *op. cit.*, 348.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 19.

⁵ *Ibid.*

catholiques Américains, le style africain. Takougang écrit : « Religious life in the United States is also marked by regular visits of Christians clergy from home who deliver sermons and lectures, and help retain spiritual and financial links with churches in Africa. »¹

Le style religieux africain est de plus en plus perceptible dans de nombreuses églises non seulement à Chicago mais également dans d'autres villes des États-Unis (Houston, Brockton, Philadelphie, Miami, Charlotte, Austin, Atlanta, etc.).² Joseph Takougang le confirme : « African music, songs, and dance are performed in many churches in Chicago, Houston, and Washington, D.C. ». ³

65% des migrants africains participent à la vie de l'église. Des documents vidéos montrant les missions catholiques sur le continent africain sont visualisés, des séjours sont régulièrement organisés à Accra (Ghana), à Rome et à Lourdes dans l'optique d'une approche comparative, interculturelle et en vue d'une meilleure intégration culturelle et sociale des Ghanéens dans leur société d'accueil et dans l'église catholique américaines.⁴

Dans son article intitulé « Ghanaian Americans Catholics – Their Gifts and Challenges », John Appiah affirme :

The gift that Ghanaians have brought to the Catholic Church in the United States is worshipping as Africans, that is, with full participation of mind, soul, and body. The values most important to Ghanaians are hospitality and a welcoming environment. Some of the Challenges Ghanaians face in becoming part of the faithful in the U.S. Catholic Church are dealing with a different language and sometimes facing the conflict between cultures.⁵

¹ Takougang, *op. cit.*, 8.

² *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 19.

³ *Supra* note 1.

⁴ *Ibid.*

A noter que les Catholiques représentent aujourd'hui près d'un quart de la population américaine.

⁵ Peil, *op cit.*, 349.

Actifs sur le plan religieux dans le milieu urbain où ils vivent, la plupart des migrants ghanéens à Chicago semblent être « bien intégrés » socialement. Tout comme certains Américains, ils sont très attachés aux valeurs familiales et spirituelles.¹

4.2. La pratique de l'islam chez les migrants africains aux États-Unis.

46% des migrants africains aux États-Unis sont originaires des pays musulmans d'Afrique subsaharienne (Le Sénégal, le Mali, la Gambie, le Soudan, le Tchad, la Somalie, la Guinée, le Niger, etc.).² 35% des participants à notre enquête sont de confession musulmane. D'après les statistiques de *The Migration Information Source*, les Africains-Américains représentent 44% des musulmans américains, les immigrants africains 41% et les autres groupes sociaux 15%.³ Jusqu'en 2001, notamment avec les flux migratoires, l'islam est une des religions qui ont progressé le plus dans ce pays en particulier dans certaines zones urbaines défavorisées. Fait relativement récent dans la société américaine contemporaine, ce développement attire l'intérêt croissant des universitaires pour une religion qu'ils sont de plus en plus nombreux à étudier. Howard Dodson declare :

The most recent development on the African religious landscape is the proliferation of mosques, which corresponds with the immigration from French-speaking West Africa, where a majority of the population is Muslim. More than twenty mosques have opened in New York City alone since the mid-1990s. There are also well-established Nigerian mosques in Chicago, Miami, Houston, Dallas, Philadelphia, and Washington, D.C.

¹ *Ibid.*

² Takougang, *op. cit.*, 8.

³ **source :** *The Migration Information Source : U.S. in Focus*, Dec. 2006.

Services at most mosques are conducted in a variety of African languages, as well as English, French, and Arabic.¹

Qu'est-ce qui explique les mouvements massifs de conversion à l'islam au sein des migrants africains aux États-Unis ces dernières années? Les migrants africains de confession musulmane sont-ils intégrés dans le pays ? Comment sont-ils perçus depuis les attentats de septembre 2001 ?

Ricardo René Laremont, spécialiste de l'islam et Professeur à l'Université de Yale, pense que lorsque l'islam progresse, c'est parce qu'une forme de justice fait défaut, plus particulièrement dans les domaines économique et social. L'islam peut avoir beaucoup de succès dans les sociétés où existent de fortes inégalités et où les orientations politiques et économiques du pays ne prennent pas en compte les besoins des masses.²

La religion musulmane exerce un grand attrait sur certains Africains-Américains des quartiers défavorisés, car elle offre des structures solides et un message moral très fort auxquels les milieux défavorisés sont particulièrement sensibles. « Il apparaît clairement », affirme Khalid Blankinship, Américain converti à l'islam et aujourd'hui Professeur d'études islamiques à l'Université Temple, « que dans les groupes sociaux défavorisés, l'islam peut être un modèle possible pour la reconstruction de la société. On estime que les Africains-Américains constituent entre 40 et 42% des musulmans américains. [...] Les archives de l'État civil, à Philadelphie, font état de plus de 7 millions de musulmans vivant aux États-Unis ».³

La religion musulmane s'est considérablement développée dans des zones urbaines relativement pauvres de certaines métropoles américaines. Le nombre

¹ Dodson & Diouf, *op. cit.*, 9.

² Laremont, 1995, 8.

³ Blankinship, 1994, 10.

croissant d'écoles musulmanes, de mosquées et centres islamiques (Centre islamique de Washington, D.C., *Mosque of Islamic Brotherhood* de Harlem (New York), *Nation of Islam* de Chicago), d'associations féminines musulmanes, témoigne de l'attrait qu'exerce cette religion sur les populations des zones précitées.¹ Certains Africains-Américains se sont convertis à l'islam.

Le discours réclamant la justice et l'équité résonne dans les mosquées de nombreuses villes américaines (New York, Chicago, Baltimore, Greensboro, Atlanta, Seattle, Miami, Albany, Houston, New Orleans, etc.) En substance, c'est le discours du docteur Martin Luther King se réclamant de la loi de Dieu contre la loi des hommes.² La religion musulmane se révèle comme une source d'inspiration et de réconfort pour tous les opprimés.³ Certains migrants originaires des pays d'Afrique subsaharienne et confrontés aux difficultés économiques et socioculturels aux États-Unis, qui se disent être proche de la pensée islamique pour qui Dieu, justice et vérité se confondent.⁴

Cependant, l'interprétation de l'islam est un exercice complexe car il existe dans le Coran à la fois des versets exhortant à lutter pour la justice et d'autres invitant à accepter les conditions de l'existence. La mauvaise interprétation du Coran peut être particulièrement dangereuse pour différents groupes sociaux spécifiques et pour la société en général.

De nos jours, on observe deux tendances au sein de la religion musulmane aux États-Unis.

On trouve d'un côté les partisans d'un islam radical et intolérant qui épousent les thèses intégristes et séparatistes des anciens Black Muslims. Les adeptes de cet islam sont en général des Africains-Américains (Al Sharpton, Louis Farrakhan).⁵ La plupart d'entre eux veulent ressusciter l'idéologie extrémiste d'Elijah Muhammad. Rappelons-le, les tensions sociales aux États-Unis dans les

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ Cf. Adelman, 1994, 9.

⁴ Gates & Appiah, *op. cit.*, 260.

⁵ Lincoln, 1973, 20.

années 1960 avaient donné naissance à un noyau dur nationaliste (au sein de l'Amérique noire), qui rejetait la non violence et qui prônait l'auto-défense armée et le retour aux valeurs fondamentales de l'islam.¹ « There's no God but Allah, » disaient-ils. Malcolm X, cet ancien chrétien converti à l'islam fut le défenseur acharné de cette idéologie radicale. Il voulait opposer le racisme au racisme et prêchait le séparatisme (la séparation de l'Amérique noire et l'Amérique blanche) si ce n'est la destruction. Il prônait également l'ascension économique, un programme de développement inspiré du « faites-le vous-mêmes » (« do it yourself »), afin de créer une économie noire indépendante.² Ce dernier a influencé beaucoup de musulmans africains-américains qui, confrontés au chômage, à l'injustice sociale et au racisme dans leur vie quotidienne, se réclament de cet islam dur et intolérant.³ La majorité d'entre eux rejettent le christianisme comme la religion de l'homme blanc ainsi que leurs noms américanisés, vestiges du temps de l'esclavage.⁴ « Les membres de l'American Muslim Mission », déclare Mustapha Diop, « ne font pas partie de la classe moyenne en ascension ; 90% des adeptes vivent dans des ghettos relativement enclavés et ont un comportement anti-blanc et anti-américain très marqué. Leur conversation porte fréquemment sur la politique et leurs discours reflètent leur vision de la vie américaine en générale, ou de ce qu'ils appellent « The United Snakes of America ».⁵

On trouve de l'autre côté les partisans d'un islam modéré, pacifique et tolérant qui voient en Allah le sauveur. Sénégalais, Maliens, Nigériens, Ethiopiens, Gambiens, Somaliens, Burkinabés, Nigériens et d'autres musulmans africains de la Diaspora aux États-Unis sont adeptes de cet islam modéré, qu'ils considèrent comme «The True Religion » basée sur la paix et la tolérance, sur le principe de justice, d'égalité ou d'équité, mais aussi sur l'entraide et le partage.⁶ 90% de ces

¹ *Ibid.*

Voir aussi Granjon, 1985.

² Ebin, 1990, 28.

³ Gates & Appiah, *op. cit.*, 1233.

⁴ Royot, 1993, 309.

⁵ Cf. *Hommes et Migrations* 1132(1990): 28.

⁶ *Supra*, note 3.

musulmans soutiennent la non violence et ils ont été unanimes pour dénoncer et condamner fermement les attaques terroristes et barbares du 11 septembre 2001.¹

En dépit des divergences de pratiques religieuses et sociales entre musulmans ouest-africains et musulmans africains-américains de Harlem, de plus en plus d'Africains-Américains commencent à adhérer à cette forme d'islam :

Many American Blacks are converting to the Mouride faith. One of them, Alpha Elias Abdul Latif, once a member of Louis Farrakhan's Nation of Islam, praises "the uncompromising stance of Amadou Bamba against the European domination of Africa and the world." Other Blacks see parallels with their own heroes, particularly Booker T. Washington, who admonished Blacks to pull themselves up by their bootstraps.²

Selon Sylviane Diouf, les fortes valeurs familiales des Ouest-Africains plaisent beaucoup à certains Africains-Américains.³ Par exemple, en 1990, plus d'une centaine d'enfants africains-américains de New York et Baltimore ont été envoyés au Sénégal pour étudier pendant une année, leur voyage étant payé par la confrérie.⁴ La conversion de 10% des Africains-Américains à l'Islam s'apparente, d'après Marie-Christine Pauwels, à une recherche des racines perdues car 60% des esclaves venaient des pays musulmans d'Afrique subsaharienne. Une fois arrivés en Amérique, ceux-ci furent forcés de se convertir au christianisme.⁵

Au cours de la décennie 1990-2000, près de 250.000 migrants africains de confession catholique et protestante se sont convertis à l'islam. Alors qu'ils étaient environ 110.000 entre 1980 et 1990. Il s'agit notamment des individus vivant dans

¹ Cf. *The African Observer*, Sept. 30 (2001): 2.

<<http://www.nycobserver.com>>. (consulté le 28 avril 2006)

² Cf. « On the Streets of New York City », *op. cit.*, 61.

³ Diouf, 1997, 10.

⁴ Ebin, *op. cit.*, 31.

⁵ Cf. *The African Observer*, *op. cit.*, 7 ; Pauwels, *op. cit.*, 109.

des zones urbaines défavorisées et en majorité des hommes (80%) mariés à des femmes musulmanes.¹

La religion musulmane correspond, pour environ 40% des migrants d'Afrique de l'Ouest à New York, à une nécessité spirituelle, comme en témoigne Stoller :

Islam unquestionably structures the everyday lives of West African traders at the Malcolm Shabazz Harlem Market and elsewhere in New York City and keeps alive their sense of identity in what, for most of them, remains an alien and strange place. [...] In the face of social deterioration in New York City, Islam makes them strong ; its discipline and values, they say, empower them to cope with social isolation in America.²

Elle leur fournit un lieu d'expression pour leurs activités religieuses et leurs opinions. Les 1.400 mosquées du pays, dont la toute dernière vient d'être érigée à Manhattan répondent aux besoins spirituels des musulmans africains.³ Les migrants ouest-africains ont, en plus des mosquées, des *daïras*⁴ (centres religieux et

¹ *The Migration Information Source : U.S. in Focus*
<<http://www.migrationinformation.org>>. (consulté le 8 mai 2006)

² Stoller, *op. cit.*, 165.

³

Voir *supra* note 4.

⁴ Ces *daïras* (lieux de culte où les musulmans africains se retrouvent une fois par semaine pour prier ensemble et partager un repas), constituent un lien indispensable pour maintenir le contact entre les uns et les autres.

« Nous avons plusieurs projets en vue, » déclare Mustapha le chef de la Confrérie musulmane de New York « entre autres, créer, avec les dons et contributions hebdomadaires des membres, un centre d'apprentissage et un centre social où les gens peuvent se reposer, prier et recevoir à manger ». « La maison de Brooklyn », poursuit-il, « sert de foyer central pour les mourides de New

culturels) dans de nombreuses grandes villes américaines (Chicago, Boston, Atlanta, Miami, Detroit, New York, Baltimore, Charlotte, etc.).¹

Cependant, depuis les attentats terroristes de 2001, cette religion suscite des inquiétudes chez certains Américains (politiciens notamment) de confession catholique, protestante ou juive. Elle est de plus en plus assimilée au terrorisme, même si islam ne veut pas dire islamisme.²

Il y a donc ici matière à une interrogation sur les conséquences des événements du 11 septembre sur l'action publique relative au fait islamique en général et sur la perception de cette religion outre-Atlantique en particulier.

Par exemple, à New York et à Washington, D.C. les attentats ont généré un sentiment de méfiance à l'égard des musulmans quels qu'ils soient. Takougang partage cet avis :

Although several public officials seem to support the rights of immigrants, the West African Muslims I've met in New York City and in Washington, D.C. are convinced that most Americans now view them with disdain and resentment.³

A Greensboro, une vingtaine d'employés Soudanais et Tchadiens ont été ostracisés dans une usine de fabrication de pièces automobiles.⁴ En novembre 2006, des chauffeurs de taxis somaliens de Seattle ont été fustigés et attaqués en justice car ils refusaient des clients qui transportaient des boissons alcoolisées.⁵

York. Elle sert aussi de lieu d'hébergement pour les Africains les plus démunis, notamment ceux qui sont confrontés au problème de logement, les sans domiciles... ».

Cf. *Hommes et Migrations* 1132 (1990): 26.

¹ *Ibid.*

² Cf. *The African Observer*, *op. cit.*, 4.

³ Takougang, *op. cit.*, 6.

⁴ *Ibid.*

⁵ *African Events*

<<http://www.africaevent.com>>. (consulté le 2 février 2007)

Au début du mois de novembre 2001, deux Soudanais résidant à Minneapolis se sont vu refuser l'accès à bord d'un avion parce qu'ils étaient musulmans. Comme l'atteste cette affirmation d'un journaliste kenyan citée dans le magazine *U.SAfrica* :

The journalist pointed to incidents such as the removal before Thanksgiving of two Sudanese from a commercial flight in Minneapolis. The two passengers had prayed at the gate before boarding, and other passengers asked authorities to remove them from the plane, concerned the two guys were preparing for a terrorist attack. [...] Several Ethiopians travelling to the United States for Ramadan with valid visas were denied entry at Dulles Airport (Virginia).¹

Bien que des chiffres exacts soient difficiles à obtenir, toutes les personnes rencontrées disent que les attentats du 11 septembre ont eu un impact négatif sur leur religion. Certaines familles africaines (notamment éthiopiennes et somaliennes) auraient quitté les États-Unis pour le Canada. Leurs enfants se faisaient harceler à l'école, ils ne se sentaient plus à l'aise dans la société américaine. D'autres auraient décidé d'américaniser leur nom, pour passer inaperçus.²

¹ Cf. *U.S Africa*, Dec. 2001, 24.

² Notre enquête.

4.3. L'église mormone et les migrants africains de l'Utah.

« Système de croyances destinées à mettre l'homme en rapport avec le surnaturel (Dieu) »¹, la religion fait parfois l'objet de pratiques incongrues, contraires à la morale du plus grand nombre. Certains groupes sociaux en ont fait une utilisation politique. Les mormons de l'Utah en constituent l'exemple le plus significatif.

Fondée en 1820 par un paysan américain (Joseph Smith), l'église mormone (The Church of Jesus Christ of the Latter-day Saints) apparaît à première vue comme l'incarnation d'une des plus spectaculaires impostures de l'Amérique contemporaine et de ses exportations idéologiques.

En 2000, le nombre de migrants africains dans l'État de Utah était évalué à 3.600 personnes.² Dans les années 1960 environ 15% des migrants africains aux États-Unis étaient membres de l'église mormone.³ Ce chiffre est estimé aujourd'hui à 5.5%.⁴ Les migrants africains sont-ils réellement intégrés au sein de cette église ? Comment peut-on expliquer le retour au catholicisme, entre 1980 et 1990, d'environ 2.000 migrants africains, anciens adeptes de l'église mormone à Salt Lake City dans l'Utah?⁵

Les fondements théologiques et idéologiques de cette église méritent d'être évoqués car ils sont un remarquable exemple de culture et de société édifiées de toutes pièces, autour d'une religion.

Les mormons sont célèbres pour leur acceptation de la polygamie. Le mormon ne fume pas, ne boit pas d'alcool, refuse drogues et excitants de toutes

¹ Cf. Bonte & Izard, 1991, 619.

² Cf. U.S. Census Bureau. Data set : Census 2000.

³ Gillette, 1985, 19.

⁴ Cf. *The Migration Information Source*.

<<http://www.migrationinformation.org>>. (consulté le 8 février 2007)

⁵ *Ibid.*

sortes et arrive vierge au mariage. Il verse 10% de son revenu à son église, une partie de sa vie est consacrée à des engagements humanitaires et civiques.¹

Cependant, lorsque l'on examine de près les principes et fondements théologiques² de l'église mormone, on s'aperçoit qu'elle occulte une certaine doctrine ségrégationniste notamment à l'encontre des personnes dites de « couleur » ; que les lois ségrégationnistes du XIXe siècle ont continué à gouverner la théologie mormone pendant plus d'un demi-siècle après leur abrogation, car les dignitaires de l'église soutiennent que les lois divines l'emportent sur les lois de l'union.

La doctrine et l'idéologie de Brigham Young basées sur « l'ordre naturel, ordre divin entre oppresseurs et opprimés », ses positions radicales et sa condamnation des mariages inter-ethniques confirment cette hypothèse.

L'église mormone soutient en effet que les Africains en particuliers et les Noirs en général seraient les descendants, non seulement de Ham, mais aussi, par l'épouse de celui-ci, de Caïn le fratricide. Ils sont, en outre, les descendants de ce pharaon qui fut maudit par Noé, son père, et à qui Dieu a interdit l'accès à la prêtrise, dans les Écritures.³

Par conséquent, les Noirs pouvaient être membres de l'église mormone, participer à ses sacrements ordinaires, accéder au Royaume céleste, mais ils n'avaient droit ni à la prêtrise, ni à la consécration suprême et éternelle du lien conjugal.⁴ En d'autres termes, les Noirs et quiconque avait le moindre soupçon de sang noir étaient exclus parce qu'ils étaient considérés comme les descendants d'ennemis de Dieu. A en croire les propos xénophobes et totalement ambigus de Brigham Young, admettre les Noirs à la liturgie et aux sacrements, c'est les admettre au mariage céleste. Ils ne devaient pas, par ailleurs, se marier en dehors de

¹ Stewart, 1987, 16.

² *Ibid.*, 22.

³ Voir Le livre d'Abraham (1. 26).

⁴ Stewart, *op cit.*, 86.

leur groupe ethnique. Cette vision douteuse de la société fut glorifiée à travers la propagande religieuse.¹

Dans les années 1960, les mormons s'offusquèrent du brassage culturel aux États-Unis et de l'éventuelle multiplication des mariages interethniques formellement condamnés par la morale mormone. Une agressivité jusqu'alors inédite et injustifiée se déclencha.² Des rumeurs quasi hystériques et sans fondement furent à plusieurs reprises répandues à travers la région de Salt Lake City, annonçant le débarquement imminent de commandos terroristes noirs.³ Les alertes les plus spectaculaires aboutirent, l'une en 1965 à la mobilisation de la police locale et à la formation de groupes d'auto-défense, l'autre au début de 1970, à l'organisation systématique, pendant plusieurs semaines, de groupes d'auto-défense constitués de commandos activistes armés jusqu'aux dents qui commencèrent à s'entraîner, parfois dans les locaux de l'église, jusqu'à ce que la hiérarchie ait démenti ces fausses nouvelles et prié ces fidèles trop vigilants de laisser aux autorités locales le soin d'assurer le maintien de l'ordre. Ce type de faits corrobore la thèse d'un racisme profond dans la subculture mormone.⁴

Au début des années 1960 maints projets de loi contre la ségrégation ont été repoussés ou ignorés par la majorité de la législature de l'Utah, profondément mormone, et l'Utah a ainsi acquis la regrettable particularité d'être le dernier État de l'Ouest des États-Unis à n'avoir aucune législation en matière de droits civiques.⁵

Cette lente dégradation de l'image de l'église a suscité de profonds remous parmi les fidèles. Au point de vue social, l'idéologie raciste et ségrégationniste de

¹ Brewer, 1986, 10.

² Gillette, *op. cit.*, 23.

³ *Ibid.*, 25.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*, 64.

l'église a eu des conséquences néfastes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des États-Unis.¹

En 1963, sans aucun ultimatum, le gouvernement nigérian (Afrique de l'Ouest) a rappelé tous ses citoyens résidant dans l'État de Utah (il s'agit notamment des étudiants nigériens qui poursuivaient leurs études à Brigham Young University) et décidé de refuser l'entrée de son territoire aux missionnaires mormons d'origine américaine, après avoir découvert leur doctrine noire.

En 1965, des associations africaines de grandes villes américaines, soutenues par le Congress of Racial Equality (CORE) ont décidé de faire pression sur les pays africains et asiatiques afin qu'ils refusent de délivrer des visas aux représentants de l'église mormone.²

76% de fidèles (migrants africains) dans les villes américaines (qui ignoraient jusque-là l'idéologie et la doctrine de l'église mormone) ont quitté l'église. Certains se sont convertis au catholicisme et au protestantisme. Plusieurs églises mormones ont été incendiées sur le continent africain : à Lagos (Nigeria), à Accra (Ghana), à Monrovia (Liberia), à Freetown (Sierra Leone).³

Pour la première fois dans un conflit socioculturel aux États-Unis, des concepts théologiques étaient employés pour justifier une offensive anti-ségrégationniste. Entre 1968 et 1970, les Africains-Américains ont boycotté les entreprises possédées par l'église mormone, et de sérieux incidents ont accompagné les déplacements des équipes sportives de la Brigham Young University en dehors de l'Utah.⁴ Des bagarres ont éclaté à plusieurs reprises lors des compétitions hors de l'Utah, pendant que certaines Universités, notamment l'Université de Stanford et celle de Pennsylvanie, faisaient part de leur décision de mettre fin aux échanges sportifs avec l'Université mormone, aussi longtemps que subsisterait ce qu'elles considéraient comme une discrimination raciale au sein de l'église mormone.

¹ *Ibid.*

² Cf. *Afrique-États-Unis*, 829 (1995): 14.

³ *Ibid.*

⁴ Gillette, *op. cit.*, 26.

La principale équipe visée, celle de basket-ball, est allée de défaite en défaite, démoralisée par les harcèlements, les injures et les matches joués tant bien que mal entre deux rangées de policiers casqués et armés.¹

Le président McKay avait laissé entendre que la doctrine n'avait pas de véritable fondement théologique et qu'elle serait bientôt modifiée.

Le 9 juin 1978 fut donc un jour de gloire et de frayeur qui vit le président Spencer W. Kimball proclamer une nouvelle révélation divine : les Noirs pourraient désormais accéder à la prêtrise. Les rues des villes de l'Utah s'emplirent de gens en larmes de joie, de voitures klaxonnant, saluant cette victoire des droits civiques sur le conservatisme raciste, selon certains Africains et Africains-Américains, une décision divine, selon d'autres.²

Il est compréhensible que le président Kimball, pour lequel l'expansion de l'église mormone a été la préoccupation majeure, ait été sensible au problème. Toutefois, son discours apocalyptique n'a eu qu'un faible écho chez les migrants africains, dans la mesure où le nombre de fidèles africains est resté très bas (3.5%).³

L'aggravation de cette crise socioculturelle et sa dimension économique accrue ont produit, aux États-Unis et en Afrique subsaharienne, des tensions et des incidents qui feront date.⁴

Au plan politique, George W. Romney, le premier mormon à se porter candidat à la présidence des États-Unis depuis J. Smith, a fait lui-même l'expérience difficile d'appartenir à une église conservatrice et qui est aujourd'hui assimilée à une secte.⁵ Lors de sa brève campagne présidentielle (1968), comme dans toute sa vie politique, il a, malgré son engagement personnel en faveur de

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ Cf. *The Migration Information Source : U. S. in Focus*, May 2006.

Aussi près de 5% des migrants africains interrogés sont mormons.

Notre questionnaire.

⁴ *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 14.

⁵ Gillette, *op. cit.*, 29.

l'égalité raciale, été en butte aux organisations noires, dénonçant son appartenance à une église qui excluait encore les Noirs de son clergé et de ses sacrements les plus importants. De telles pratiques discriminatoires s'apparentaient en effet à un refus de la part des dignitaires de cette église d'intégrer totalement certains groupes minoritaires.¹

Depuis, les barrages sociaux et les interdits moraux que la hiérarchie a renforcés ont perdu leur efficacité. A l'interprétation naïve des Écritures mormones et la nouvelle Droite conservatrice, s'oppose de plus en plus la lucidité des jeunes et d'intellectuels noirs qui ont trop voyagé et trop étudié, pour accepter plus longtemps le respect à la lettre de doctrines nées d'esprits autodidactes dans l'Amérique d'autrefois.

L'église mormone a été victime de sa superficielle insistance sur l'éducation : apprendre à penser n'est pas nécessairement apprendre à bien penser. L'exceptionnelle ampleur de son organisation et de ses exégèses ne suffit pas à masquer la pauvreté des fondements même de sa foi, de la réflexion théologique de la hiérarchie, et de son refus de toute évolution.² Si l'on ne dispose d'aucune donnée précise concernant le nombre de migrants africains ex-mormons, Emeka Nwadiora a avancé que près d'un millier d'entre eux ont renoncé à leur foi en l'église mormone pour rejoindre les églises catholiques et protestantes en 1990.³

On peut également citer l'étude réalisée par un historien des religions en 2005 qui a révélé que le nombre de mormons originaires d'Afrique subsaharienne ne cesse de décroître aux États-Unis. En 2005, ils représentaient 4.5% des mormons contre 8% en 1990. Et ce, au profit des églises catholiques et protestantes.⁴

¹ *Supra* note 4.

² *Ibid.*

³ Nwadiora, *op. cit.*, 60.

⁴ Cf. *African Events*, *op. cit.*

<<http://www.africaevent.com>>. (consulté le 10 avril 2006)

En conclusion, les migrants africains doivent trouver leur place au sein d'une société multiethnique et multiconfessionnelle. Comme l'indique Francis Dodoo : « American society is increasingly multi-ethnic. America was shaped by a rich mix of all different ethnic and religious origins. It is a multicultural and multi-faith society. »¹ Les migrants africains, bien sûr, ajoutent au phénomène.

La religion est extrêmement présente dans la société et la politique américaine (la religion est par exemple la valeur centrale de la droite religieuse). Tout comme les Américains, les migrants africains sont de cultures religieuses diverses. Les uns sont musulmans et les autres, catholiques, protestants, mormons, etc. La religion joue un rôle important dans leur vie.² 87% d'entre eux croient en Dieu et fréquentent les églises ou les mosquées au moins une fois par semaine.³ A Harlem par exemple, deux mosquées se sont élevées auprès des églises, s'intégrant au paysage urbain. L'église ritualise les rassemblements des migrants africains et les rend visibles. Elle signale la présence de leur groupe social dans l'espace public. La pratique religieuse est liée à leur propre parcours identitaire, ou à la culture et à l'identité de leur pays d'origine. A titre d'exemple, c'est la religion qui unit les Maliens, les Burkinabés, les Soudanais, les Erythréens, les Sénégalais et Nigériens aux États-Unis, c'est-à-dire, l'appartenance et l'identification à un groupe religieux.⁴

De ce fait, Leigh Swigart écrit :

Religious activity is a very important part of daily life in most parts of Africa, and these practises are continued when immigrants make their new homes in the United States. Religion seems to be a solace in particular for refugees who have lived through atrocities, been uprooted,

¹ Dodoo, *op. cit.*, 545.

² Agyemang Konadu partage ce point de vue. Selon lui : « The Churches and Mosques have been very supportive and helpful in the adaptation of African immigrants in the United States. » Cf. Konadu & Takyi, 2001, 44.

³ Notre questionnaire.

⁴ Lincoln, *op. cit.*, 26.

seen some relatives killed, and lost contact with others. Worship is a kind of therapy for the distress associated with resettlement and immigration. Churches and mosques also serve as meeting places for immigrants of the same ethnicity or nationality.¹

Alain Gillette considère qu'il faut sortir des schémas en vertu desquels l'intégration culturelle et sociale ne pourrait être réussie qu'à l'issue d'un dépouillement identitaire. Prendre en compte le rôle des religions autres que la religion dominante (celle des WASPs) dans le processus d'intégration socioculturelle s'avère indispensable dans une Amérique pluriethnique. Assurer une pratique libre et décente à toute religion est conforme aux grands principes fondateurs de l'Amérique (1^{er} Amendement à la constitution), et fait partie des processus d'intégration : cette dernière n'est ni la conversion, ni le renoncement.²

Si la religion peut permettre à certains migrants de s'intégrer, qu'en est-il du sport ?

Il convient à présent d'examiner l'intégration des migrants africains par le sport.

¹ Swigart, *op. cit.*, 17.

² Laremont, *op. cit.*, 9.

5. Sport et intégration.

Le sport est un puissant facteur d'intégration aux États-Unis. Le recrutement de milliers d'ex-sportifs de haut niveau (venus d'Afrique) témoigne d'une intégration par le sport. Les uns sont entraîneurs de boxe ou d'athlétisme et travaillent dans des associations sportives attachées aux mairies des grandes villes américaines comme Chicago, Baltimore ou Atlanta.¹ D'autres animent des clubs sportifs dans des quartiers défavorisés. Ils font en sorte que les jeunes aient d'autres occupations que l'errance.

Le *New Oakland Boxing Club* à Oakland en Californie, le célèbre *Kronk Gym* de Detroit, le *Rosario Gym* de East Harlem à New York, le *Gym* de Palmer Park dans la banlieue de Washington, D.C., le *Stillman's Gym Club* de New York City comptent dans leur « staff » des dizaines de Subsahariens (des Kenyans, Camerounais, Zambiens, Togolais, Ougandais, Mozambicains, Sud-Africains, Gabonais, Érythréens, Namibiens, Soudanais, etc).² Les critères d'intégration par le sport étant, selon Charles Amissah, la compétence, l'efficacité, la discipline et la persévérance.³

Les données statistiques indiquent que près de 15% des migrants africains ont créé leur propre emploi en rachetant des clubs de fitness, de musculation ou de boxe, avec l'aide des associations africaines qui encouragent l'initiative privée.⁴ Ils y donnent des cours de gymnastique, des cours de danse sportive et de boxe et font, en parallèle, du marketing en vantant notamment les vertus de l'exercice physique.⁵ Le sport s'avère être un business florissant dans ce pays. De même, l'enracinement des sports comme la boxe ou le basketball dans la société américaine contemporaine est incontestable.

¹ Cf. Millman, 1994, 6 ; Apraku, 1991, 38 ; Macharia, 2002, 15.

² Amissah, 1994, 114.

³ *Ibid.*

⁴ *Irinkerindo : A Journal of African Migration*, op. cit., 7.

⁵ Cf. *The Black Business Journal*, op. cit., 12.

La salle de sport a une véritable fonction sociale et éducative, les rapports sociaux se tissent au sein et autour de la salle d'entraînement. Sa fonction première est de transmettre et d'inculquer une compétence sportive. Dans certains quartiers populaires aux États-Unis, la salle de sport protège de la rue et joue le rôle de bouclier contre la violence du ghetto et les pressions de la vie quotidienne. Le sport apporte certaines valeurs (la fraternité, l'esprit collectif, etc.). A travers le sport, les entraîneurs inculquent aux jeunes, entre autres, la discipline, la maîtrise de soi, l'esprit d'équipe, l'attachement au groupe, le respect d'autrui comme le respect de soi et développe la sociabilité.¹ C'est à ce titre et selon toute vraisemblance que certains anciens sportifs de haut niveau issus de l'immigration africaine ont été recrutés par des mairies des grandes villes que nous avons citées plus haut pour exercer les fonctions d'animateurs sportifs dans des salles de sport, et par le biais du sport, remplir une mission éducative.²

Le sport permet à certains jeunes nés et enfermés dans des zones urbaines honnies et abandonnées de tous, d'échapper aux « mauvais sorts » que la culture et l'économie de la rue leur réservent. Dès lors, on comprend l'attachement que nombre de jeunes issus des quartiers dits « défavorisés », des boxeurs et entraîneurs portent à leur salle de sport qu'ils comparent volontiers à une « seconde famille » et même à une « seconde mère », ce qui dit bien la fonction protectrice et nourricière qui est sienne à leurs yeux.³

Le travail fourni par certains migrants africains dans le domaine du sport a été récompensé. C'est le cas du boxeur zambien Wilson Keter qui a gagné le *Chicago Golden Gloves* de 2000, le plus prestigieux tournoi amateur de la région. Ce qui lui a valu une reconnaissance aussi bien dans le comté que dans l'État de l'illinois.⁴ Il constitue un bon exemple d'intégration pour les jeunes des quartiers du

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Class Magazine*, vol. 3, 2005, 18.

<<http://www.usafricaonline.com>>. (consulté le 10 octobre 2005)

South Side de la ville de Chicago – quartiers déshérités en plein déclin, avec des immeubles et commerces laissés à l’abandon et voués à la démolition. La plupart des commerces auraient été incendiés par leurs propriétaires avec la complicité des gangs afin de percevoir les primes d’assurance.¹ Le trafic de la drogue constitue la seule source de revenus pour bon nombre de jeunes de Roseland et de Stoneland à Chicago. La moitié des adultes n’ont pas achevé leurs études secondaires et un tiers des ménages vivent en deçà du seuil officiel de pauvreté, et massivement exclus du marché du travail (seuls 54% des hommes disposent d’un emploi salarié) et autant de familles doivent recourir à l’aide sociale (Welfare) pour survivre.²

La salle de sport donne aux jeunes de ces quartiers le choix de faire quelque chose de positif, au lieu de traîner au coin des rues. Un des jeunes de Stoneland le reconnaît volontiers en déclarant dans son vernaculaire africain-américain :

There’s so many young guys out. There rippin’ an’ runnin’ an’ doin’ nothin’. The gym gives them a choice to do somethin’ positive. Everybody doesn’t choose boxin’ Some of ’em choose basketball, some of ’em choose to hang out on corners, but the gym is there for the guys who wanna get off the street for a while. Tha’s one of the reasons why I’m glad the gym is there, because the street calls you and the street can eat you up, so the gym can call you an’ you can get lucky and branch off into better thin’s, but the streets—you usually win’up on a dead-en’ alley somewhere.³

Le Stoneland gym de Chicago offre donc aux jeunes des quartiers sud de la ville un exutoire aux dangers et aux tentations de la rue, un rempart contre l’insécurité qui règne dans le quartier – un rempart contre l’envie de se mêler aux activités risquées et illicites.⁴ Le paupérisme, le nombre croissant de familles

¹ *Irinkerindo : A Journal of African Migration*, op. cit., 9.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ Cf. USAfrica, May 6, 2006, 14. <<http://www.usafricaonline.com>>. (consulté le 22 août 2006)

monoparentales, la violence endémique et l'insécurité sont des caractéristiques des ghettos dans des métropoles américaines. C'est le cas du *South Side* et du *West Side* de Chicago où des gangs se disputent le contrôle de ces territoires à l'abandon.¹ Le banditisme et la criminalité ont pris une telle ampleur que ces quartiers sont devenus des territoires de non-droit. Liberty City à Miami est une autre enclave ethnique où certains jeunes trouvent dans le sport, un moyen d'échapper à la drogue. En 1980, des émeutes ont éclaté dans ce quartier après un verdict impopulaire rendu par la justice dans une affaire de brutalité policière contre un Noir, mais ce verdict n'était sans doute qu'un prétexte et les émeutes manifestaient un malaise social beaucoup plus profond. En effet, l'acquittement de cinq officiers de police blancs qui avaient frappé à mort un motard noir a provoqué une flambée de violence qui a duré une nuit pendant laquelle plus de 850 personnes ont été arrêtées et 18 personnes ont trouvé la mort.² Douze ans plus tard, et très exactement en 1992, une situation similaire s'est produite à Watts (Los Angeles) lorsque l'agression d'un automobiliste noir (Rodney King) par des policiers blancs a généré des émeutes extrêmement violentes.³

D'autres migrants africains ont excellé dans des sports tels que le basket-ball, le base-ball ou le football américain, mais aussi dans l'athlétisme.⁴ Dikembe Mutombo, originaire de la République Démocratique du Congo en est le meilleur exemple. Ce joueur de basket-ball qui évoluait à Philadelphie fut élu meilleur défenseur en *NBA* à quatre reprises (en 1995, 1997, 1998 et 2001), il s'est établi à Houston.⁵ C'est aussi le cas des Nigériens Emeka Okafor et Aron Olaway des

¹ Logements et espaces collectifs dégradés, fort pourcentage de logements vacants, forte délinquance et insalubrité sont des caractéristiques communes à ces espaces urbains.

Cf. *Irinkerindo : A Journal of African Migration*, *op. cit.*, 8.

² *U.S Africa*, *op. cit.*, 8.

³ *Ibid.*

⁴ Takoukang, *op. cit.*, 5.

⁵ *Class Magazine*, *op. cit.*, 12.

Sénégalais Ismael Bakary et Anta Diallo qui ont intégré les universités de sport de Californie et de Floride en 1997.¹ Selon le magazine *Class*, environ 30% des joueurs de basket-ball aux États-Unis sont des immigrants africains. Parmi les plus connus, on pourrait citer : Hakeem Olajuwon (Houston Rockets), Yakhouba Diawara (Denver Nuggets), Diop DeSagana et Didier Ilunga (Dallas Mavericks), Michael Olowokandi (Boston Celtics), Pape Sow et Amare Stoudemine (Phoenix Suns), Hamed Sene (Seattle SuperSonics), Ime Udoka (Portland Trail Blazers), Dwyane Wade (Miami Heat), Kwame Brown (Los Angeles Lakers), Ike Diogu (Golden States Warriors, Arizona) ; la liste est longue.²

Le sport constitue pour la plupart d'entre eux, un moyen de s'intégrer à la société américaine, un moyen d'être « visibles » au sein de leur pays d'adoption.³

Il convient d'examiner à présent l'intégration des migrants africains dans le domaine politique.

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 19.

Chapitre IV

6. Les migrants africains et la politique.

Nous parlerons essentiellement de la citoyenneté¹ politique des migrants africains aux États-Unis, c'est-à-dire, l'exercice des droits politiques (droit de voter et d'être élu) mais aussi nous devons établir le lien entre citoyenneté politique et citoyenneté sociale (droit à l'éducation, au travail, et à la protection sociale), car le processus d'intégration des migrants passe d'abord par la régularisation de leur statut, qui leur permet ensuite de chercher du travail et de s'insérer dans la société. Aux États-Unis, c'est l'obtention de la *Green Card* qui permet aux nouveaux arrivants de travailler et de s'intégrer économiquement et socialement à la société américaine.²

65% des migrants africains (en situation régulière) possèdent la *Green Card*. La possession d'un tel document constitue donc une preuve que son porteur est intégré juridiquement à la société. Ce précieux papier l'autorise à travailler. L'emploi et le logement sont étroitement liés dans la société moderne et l'intégration par le logement se fait plus rapidement quand on a un emploi.

Là encore, une précision s'impose car les résidents légaux, permanents (ceux qui ont la *Green Card*, les réfugiés politiques par exemple) ne disposent pas du droit de vote, ils ne peuvent être jurés (fonction civile essentielle aux États-Unis) et certains emplois administratifs leur sont interdits.³

Pour Maryse Tripier, être intégré revient pour les migrants à réussir l'articulation de trois types de citoyenneté : la citoyenneté civile permettant d'accéder aux droits et libertés, la citoyenneté politique et la citoyenneté sociale. Cette implication dans une citoyenneté ici et maintenant, comme volonté de

¹ « La citoyenneté réfère à la pleine reconnaissance aux personnes de leur statut de citoyen, de leurs devoirs et de leurs droits civils et politiques. »

Cf. *Dictionnaire de sociologie, op. cit.*, 76.

² Konadu & Takyi, *op. cit.*, 46.

³ Cf. Body-Gendrot, 1991, 25.

participer à la vie politique locale témoigne de ce désir de s'intégrer à la société. Cette dynamique ainsi que les pratiques citoyennes se construisent à partir de l'espace du travail. Par ailleurs, la question des droits concernant les enfants de migrants africains nés aux États-Unis ne se pose pas. Ils acquièrent la nationalité et la citoyenneté américaines de fait (14ème Amendement à la constitution).¹ Nous avons examiné la situation des migrants africains devenus Américains ou de ceux que l'on appelle « foreign-born Africans ».²

Quel rapport les migrants africains entretiennent-ils avec le monde politique aux États-Unis? Sont-ils apolitiques? Prennent-ils une part active dans la vie politique du pays? En d'autres termes, les migrants africains ayant acquis la nationalité américaine s'impliquent-ils réellement dans la vie politique américaine? A quel parti politique donnent-ils leurs suffrages?

L'inscription sur les listes électorales, la participation au vote et/ou l'engagement politique (distribuer des tracts, coller des affiches, participer aux réunions et aux meetings politiques, participer aux réunions syndicales) constituent, selon Kofi Apraku, des signes d'intégration dans le pays d'accueil, des gestes d'engagement aux différentes valeurs politiques de ce pays.³ L'intégration nationale suppose, si l'on en croit Maryse Tripiet, le passage du statut d'immigrant à celui de citoyen.⁴

¹ Cf. Rea & Tripiet, 2003.

² D'après *The US Census Bureau* « The term Foreign-born refers to people residing in the United States on census day who were not United States citizens at birth. The Foreign-born population includes immigrants, legal nonimmigrants (e.g., refugees and persons on student or work visas), and persons illegally residing in the United States. By comparison, the term Native refers to people residing in the United States who were United States citizens in one of three categories : (1) people born in one of the 50 states and the District of Colombia ; (2) people born in United States Insular Areas such as Puerto-Rico or Guam ; or (3) people who were born abroad to at least one parent who was a United States citizen.

Source : *US Census Bureau*, Census 2000 Summary File 3.

³ Apraku, *op. cit.*, 35.

⁴ Rea & Tripiet, 2003, 99.

Force est de constater que la participation des migrants africains aux activités politiques reste très faible et ces nouveaux arrivants ne constituent pas un véritable bloc électoral dans leur pays d'accueil.¹ Rares sont les migrants africains qui ont réussi à se tailler une stature politique nationale.

En Californie par exemple, le taux d'inscription sur les listes électorales et la participation au vote des migrants africains représenteraient les deux cinquièmes de la pratique observée chez les Africains-Américains.² A Washington, D.C. ce taux serait encore plus bas (un cinquième selon Kinuthia Macharia).³ Il n'y a pas de corrélation automatique entre la naturalisation et la participation à la vie politique chez certains membres de ce groupe social. John Arthur en apporte la confirmation. Dans *Invisible Sojourners : African Immigrant Diaspora in the United States*, il écrit :

In terms of political participation in the American political system, a majority of the African immigrants follow politics in the news, but they are less likely to participate. Many are constrained by their ineligibility as permanent residents to vote in American elections. But even among those who are citizens and who are registered to vote, few actually vote or participate in politics. Those who do vote tend to favour centrist democrats. Those voting in the 1992 and 1996 presidential elections favored Clinton over Bush and Dole.⁴

Herman Nickel pense que ce manque d'implication des migrants africains dans les activités politiques aux États-Unis trouve sa source en Afrique. La majorité d'entre eux avaient une image négative de la politique et des hommes politiques

¹ Takougang, *op. cit.*, 8.

² Mwamoyo, 2005, 4 ; Bandele, 2006

<<http://www.alloacademic.com/meta/p143656-index.html>>. (consulté le 16 mai 2008)

³ Macharia, 2000, 6.

⁴ Arthur, *op. cit.*, 90.

dans leur pays d'origine (corruption généralisée, tyrans et dictateurs). Sophie Body-Gendrot partage ce point de vue lorsqu'elle affirme qu'aux États-Unis, les nouveaux immigrants de certains pays à régime dictatorial se défient de tout engagement politique. La plupart d'entre eux sont des acteurs économiques : vivre et faire vivre une famille restée au pays constituent le premier impératif.¹ C'est le cas de 70% des migrants africains.² D'autres universitaires comme Agyemang Konadu et Kofi Apraku affirment que tout dépend de la durée et du lieu d'implantation des migrants africains, de la maîtrise de l'anglais, de la classe sociale à laquelle ils appartiennent et des questions politiques débattues.³

Toutefois, le vote des migrants africains naturalisés américains qui exercent leurs droits de citoyens n'influe pas véritablement sur l'orientation politique du pays. La représentativité politique de ce groupe social est encore très locale, se limitant généralement au niveau des comtés et de l'État.⁴

Francisco Borges, contrôleur de l'État du Connecticut en est le meilleur exemple. A trente-neuf ans, cet administrateur né au Cap-Vert est l'un des investisseurs les plus influents de cet État prospère dont il gère, contrôle et investit les fonds : 20 milliards de dollars. Sous sa férule, le fonds de retraite des employés municipaux est passé de 5 à 8 milliards de dollars.⁵ Démocrate, Francisco Borges, depuis son élection en 1987 – est un des rares migrants africains élus à l'échelon de l'État, puis sa réélection à deux reprises, a aidé au développement des compagnies gérées par des Noirs et désinvesti les fonds du Connecticut des compagnies sud-africaines et nord-irlandaises. Ses qualités de leader et d'organisateur lui ont valu de recevoir en 1989 le trophée du meilleur administrateur civil. En 1998, après avoir été adjoint au maire de la capitale de l'État, Hartford, à vingt-neuf ans, puis trésorier six ans plus tard, Francisco Borges a dorénavant les yeux fixés sur le

¹ Body-Gendrot, *op. cit.*, 93.

² Cf. *African Resource Center*

³ Cf. Apraku, *op. cit.*, 40.

⁴ *Ibid.*

⁵ Diouf, 1991, 24.

fauteuil de gouverneur. S'il est élu, il serait le second Noir, après Douglas Wilder de Virginie, à occuper ces fonctions.¹

Avec seulement une centaine de membres aux conseils municipaux (Councilmen et Councilwomen) des mairies,² issus de l'immigration africaine et ce, essentiellement dans des grandes villes comme Springfield, Houston, Albany, Washington, D.C., Detroit, Boston, Philadelphie et Atlanta et un sénateur, la représentativité politique des migrants africains demeure toutefois faible en comparaison avec d'autres groupes sociaux.³ Ils votent majoritairement dans leurs comtés pour élire le Sheriff, le Maire, Conseillers et Juges. Un des deux sénateurs de l'Illinois est un fils de migrant kenyan :

Barack Obama fait partie de la deuxième génération, c'est-à-dire, les enfants de migrants africains nés aux États-Unis. Hamza Mwamoyo écrit à propos de ce politicien :

When Barack Obama, a little-known state legislator from Illinois, was elected to the U.S. Senate last November, the national spotlight was focused on the new wave of African immigrants to the United States, as distinct from African-Americans who are descendents of slaves who were brought to the country generations ago. Senator Obama, son of a Kenyan father and an American mother, became the first-generation African-American to become a U.S. Senator.⁴

¹ Cf. *African Events*, *op. cit.*, 14.

² Hugo Kanya écrit de ce point de vue : « Some African Immigrant associations organize political activities for those of their members who are eligible to vote. They organize political events that bring in candidates for school board, city council, and mayoral elections. Citizens are coming to recognize the importance of participation in local politics, especially if they perceive that they can increase their political base by joining with other immigrant groups, notably Hispanic and Caribbean groups, to define a common agenda for collective political action. »

Cf. Kanya, 1997, 159.

³ Mwamoyo, *op. cit.*, 4.

⁴ *Ibid.*

A propos de ce politicien, lire aussi *Courrier international*, Juin-Juillet-Août (2008): 4.

A Philadelphie, six migrants africains sont membres de l'*Advisory Council* de la ville regroupant des représentants de la municipalité, des écoles, des églises et des hôpitaux. Cette organisation aide les immigrants dans leurs contacts avec le système politique et la société d'accueil, soutient certains projets de loi, exerce une forte vigilance dans la défense de certains quartiers contre les spéculateurs immobiliers et luttent contre toutes formes de discrimination à l'encontre des nouveaux arrivants.¹

A Atlanta, les migrants africains et caribéens s'accordent sur certains points : ils soutiennent les élections dans les districts qui facilitent leur représentation, ils sont favorables au contrôle des loyers et s'opposent au désinvestissement américain dans les pays en voie de développement.²

Les immigrants venus d'Afrique subsaharienne sont traditionnellement attachés au Parti démocrate. A titre d'exemple, 90% des personnes que nous avons interrogées votent pour ce parti.³ Lors de la campagne du leader noir Jesse Jackson à New York en 1984 pour les primaires du Parti démocrate, près de 80% des migrants africains l'ont soutenu.⁴

Le groupe reste divisé, difficile à organiser politiquement.⁵ Il y a une division horizontale au sein du même groupe entre une classe sociale prospère, relativement bien intégrée et qui s'identifie davantage à la bourgeoisie noire, un autre tiers qui parvient difficilement à joindre les deux bouts, qui ne s'intéresse pas à la politique et aux politiciens de Washington, D.C. et un dernier tiers (des migrants illégaux en particulier) aux perspectives d'avenir bien sombres.⁶

¹ Jones, 2006, 6.

² Cf. « Les migrants d'Afrique. » *op. cit.*, 29.

³ Notre questionnaire.

⁴ Mwamoyo, *op. cit.*, 2.

⁵ Apraku, *op. cit.*

⁶ Dodoo, *op. cit.*, 532 ; Stoller, *op. cit.*, 70 ; Huntington, *op. cit.*, 241.

Chapitre V

7. Pauvreté et exclusion : le cas des illégaux africains (travailleurs qualifiés et non qualifiés).

Le nombre de migrants africains vivant illégalement aux États-Unis est difficilement quantifiable. Il est difficile d'évaluer avec certitude leur nombre : les clandestins étant par définition « invisibles ». Toutefois, plusieurs sources¹ estiment que le nombre de clandestins africains serait supérieur ou égal à celui des légaux. Au cours de la décennie 1990 et 2000, environ 601.442 immigrants venus d'Afrique subsaharienne sont entrés légalement aux États-Unis. Mais, parallèlement, il y aurait donc un nombre équivalent, voire supérieur de migrants africains qui seraient entrés illégalement dans le pays, à en croire notamment les statistiques du *U.S. Census Bureau*, citées par le journaliste d'investigation Sam Roberts. Ainsi écrit-il dans *The New York Times* :

The decade from 1990 to 2000 saw the arrival of 601, 442 African immigrants in the U.S. These figures exclude undocumented immigrants, whose numbers, it is guesstimated, may be equal to, or greater than, the number of documented African immigrants.²

Les Africains ne constituent que 4% (0.4 million) des illégaux aux États-Unis, contre 57% des Mexicains (5.9 million), 24% d'autres Latinos-Américains

Ramla Bandele affirme que : « The Census shows over 3 million Africans in the U.S. Most are middle-class and well-educated. This suggests that their voting number may be significant in metropolitan areas as poor uneducated Blacks do not vote or otherwise participate in politics. »

Bandele, *op. cit.*

¹ Cf. *The Migration Information Source : U. S. in Focus*, *op. cit.*, 10 ; *International Migration Review* 4, 1994, 28 ; *Migration Policy Institute*, Aug. 1, 2003 ; *The Urban Institute*, Nov. 6, 2006 ; *US Immigration Institute*, Oct. 2005 ; *African Resource Center*, Apr. 7, 2006 ; *Global Immigration Insight*, Aug. 2004.

² Roberts, 2005, 4.

(Boliviens, Péruviens, Salvadoriens, Nicaraguéens, etc.), 9% d'Asiatique, 6% d'Européens et Canadiens.¹

Dans notre étude, nous nous intéresserons en particulier, aux Africains qui pénètrent dans le pays clandestinement, appelés EWIS (« Entries Without Inspection »), à ceux dont les documents sont faux et aux migrants qui sont entrés aux États-Unis en toute légalité avec un visa de tourisme en bonne et due forme, mais disparaissent ensuite dans la nature, selon la formule consacrée.² Comme le fait remarquer Leigh Swigart :

Some Africans come to the United States on temporary visas that they overstay, finding work in the informal sector where the lack of work permits is often ignored. Such “undocumented” immigrants may stay here for years without returning home. Once they leave the U. S. they would be barred from re-entry, and their extended family in the economically weak home country would thus lose a vital source of income.³

Selon *The Migration Information Source*, 60% des illégaux d'origine africaine seraient entrés aux États-Unis avec un visa de tourisme.⁴ C'est le cas de ce commerçant nigérien dont parle Paul Stoller dans *Money Has No Smell : The Africanization of New York City* :

Boubé came to the United States in September of 1990 on a three-month visa. When his visa expired, he became one of several million undocumented immigrants living in the United States. As his African leather goods business on 125th Street became more and more

¹ **Source** : Statistical Abstract of the United States. Current Population Survey, March 2004.

² Bereket, *op. cit.*, 7.

³ Swigart, *op. cit.*, 15.

⁴ Cf. *The Migration Information Source : U.S. in Focus*, *op. cit.*, 18.

successful, he decided to apply for an employment authorization permit. Boubé believed that he'd be able to increase his revenues substantially if he had "papers." He also thought that if he had papers, he'd be able to go home to visit his family without being barred from returning to the United States.¹

C'est aussi le cas de cet Ivoirien de Charlotte qui a prolongé indûment son séjour dans le pays après l'expiration de son visa et qui avoue : « I decided to stay here when I have overstayed my visa » [sic].² En évoquant la situation des illégaux africains de Washington, D.C., Bereket affirme que :

Many Africans stay with expired visas. [...] A significant portion of African immigrants, particularly those who arrived in the 1960s and 1970s, came to Washington as sojourners, hoping to return eventually to their homelands. Consequently, many did not initially make a psychological or emotional commitment to establishing a life for themselves in this country.³

Sylvie Chedemail précise qu'il y a plusieurs cas de clandestins : le migrant quittant illégalement son pays ; celui qui entre dans un pays étranger à l'insu des autorités ; le migrant qui reste dans un pays au-delà du délai correspondant à ses documents légaux (passeport, visa) et qui échappe au contrôle des autorités.⁴

Il conviendra d'évoquer aussi la situation de certaines femmes africaines en état de gestation qui tentent d'entrer illégalement dans le pays car tout enfant né sur le sol américain est automatiquement citoyen des États-Unis (cf. 14^e Amendement à la constitution), ce qui garantit l'entrée de ses parents. Mais nous parlerons également des déboutés du droit d'asile qui refusent de quitter le territoire américain. En effet, les demandeurs d'asile sont ceux qui se présentent de leur

¹ Stoller, *op. cit.*, 108.

² Notre questionnaire.

³ Bereket, *op. cit.*, 7-8.

⁴ Chedemail, *op. cit.*, 35.

propre gré aux services de l'immigration, à l'entrée des États-Unis. S'ils viennent d'un régime avec lequel Washington entretient de bonnes relations, leur demande a peu de chances d'aboutir, car on les classe parmi les réfugiés économiques, lesquels doivent attendre plusieurs années leur admission. Si les réfugiés politiques ont un statut légal et bénéficient d'un accueil, d'allocations et du droit au travail, ceux à qui l'on dénie ce titre, et qui redoutent les persécutions en cas d'expulsion, n'ont d'autre option que de passer dans la clandestinité.¹

La police des frontières des États-Unis déclare par ailleurs que 862.000 Subsahariens, entrés dans le pays avec un visa B-2 entre 1980 et 2000 ne seraient pas retournés dans leur pays d'origine.² Mais cette statistique reste très imprécise car elle ne prend pas en compte les migrants africains qui sont entrés clandestinement aux États-Unis par les pays limitrophes, c'est-à-dire, par le Canada et le Mexique. C'était une pratique courante chez les immigrants avant 1990, car les États-Unis avaient durci les conditions d'attribution de visas et les autorités américaines étaient bien au courant de ces pratiques migratoires :

Statistics show that before the 1990s, illegal immigrants usually tried to get a visa or passport from a poor country to countries neighboring their ultimate destination. From these neighboring countries they found ways to enter the United States. But after 1990s, the routes for human trafficking became predominately changing from land to sea-based smuggling. With the tighter law enforcement and greater vigilance, smugglers are using more varied and sophisticated methods for conveying illegal aliens into the United States.³

Le trafic d'êtres humains est, selon Harold Adelman, un business très rentable et une filière bien organisée aux États-Unis, tout particulièrement dans le

¹ Body-Gendrot, *op. cit.*, 41.

² Sur ce sujet, voir « Immigration News : Illegal Aliens – A Global Problem », *Immigration Insight*, Aug. 2000.

³ U.S. Immigration and Naturalization service (INS), Washington, D.C. : U.S. Government Printing Office, 1997.

milieu nigérian.¹ L'immigration clandestine est aussi un business opaque où règne la loi du silence. Les migrants mettent leurs économies et leur vie entre les mains de gangs sans scrupules et souvent criminels en échange d'un voyage extrêmement inconfortable de plusieurs milliers de kilomètres, plein de détours et bien souvent dangereux. Le rapport de l'année 2000 sur l'immigration clandestine aux États-Unis stipule que :

Illegal immigration has been regarded as a profitable business. It is estimated that, globally, there are more than 50 organized crime groups engaged in people trafficking activities, charging about \$27,000 for each person. The price for Nigerian passage to the United States, one of the highest among the world, has been raised from \$25,000 a person a few years ago to about \$40,000 as of the year 2000. Profit from human smuggling currently rivals the illegal profits from drug trafficking.²

Au-delà des problèmes statistiques, la question est de savoir quelles sont les conditions de vie et de travail des illégaux d'origine africaine dans la société américaine. Ces migrants ont-ils un emploi ?

Nous nous intéresserons également à leurs conditions de logement et leur éventuelle couverture maladie, indicatrices de leur éventuelle intégration.

Il apparaît clairement que la clandestinité – et, de façon plus générale, l'irrégularité – constitue pour certains migrants africains la seule solution pour vivre aux États-Unis. C'est une immigration de travail souvent temporaire. La plupart ayant quitté leur pays d'origine pour des raisons économiques : tissu économique dégradé, absence de perspectives en l'occurrence pour les jeunes.³

¹ Adelman, 1994, 10.

² *Immigration Insight*, op. cit., 4.

³ Kromah, 2002, 23.

7.1. Leur situation économique et sociale.

La grande majorité (80%) des illégaux (travailleurs qualifiés et non qualifiés) sont très discrets, livrent très peu d'informations, ont peur de la police, des caméras et des appareils photos. Ils ne sont enregistrés nulle part et évitent souvent de s'aventurer dans les lieux très fréquentés de peur d'être interpellés par la police et reconduits à la frontière. Entre 750.000 et 1 million d'illégaux sont arrêtés chaque année aux États-Unis et près de la moitié d'entre eux sont systématiquement reconduits à la frontière.¹

L'enquête réalisée par Agyemang Konadu révèle que 80% des illégaux africains qui vivent à Harlem et à Brooklyn (New York) ne vont que très rarement dans le « Midtown » Manhattan. 60% des commerçants ouest-africains en situation irrégulière n'osent pas aller hors de la ville. En outre, la clandestinité suppose que ces migrants ne peuvent pas se rendre chez le médecin en cas de maladie, ouvrir un compte bancaire ou porter plainte dans un commissariat de police en cas de vol ou d'agression :

Many West African traders in New York City are undocumented immigrants. This status makes it risky for them to travel outside the city limits, where many say they feel more vulnerable to American law enforcement. Lack of documentation means they may avoid going to physicians, postpone English instruction at night schools, keep their proceeds in cash rather than bank accounts, and fail to report the theft of inventory. [...] Many of them fear of being placed in detention or sent home—in disgrace. Many of undocumented traders spend much of their time trying to obtain what they call “papers.” They hire immigration brokers to fill out forms and immigration lawyers to represent them at the INS.²

¹ Pauwels, *op. cit.*, 45.

² Stoller, *op. cit.*, 22-23.

Les migrants africains clandestins de Green Spring (Maryland) et de Watts (Los Angeles) vivent la même situation socioéconomique que ceux de New York. Confrontés à la précarité, la plupart d'entre eux sont hébergés soit chez des amis soit dans des foyers religieux, travaillent dans les pires conditions et en général ne sont pas syndiqués. Ils redoutent l'expulsion et ont peur d'affirmer leurs droits ; ils endurent la persécution et la pauvreté.¹ Dans ces conditions, il est difficile pour cette catégorie de nouveaux immigrants de s'intégrer économiquement et socialement. L'absence de permis de séjour et de travail et les conséquences juridiques qui en découlent se répercutent sur la situation économique et sur les conditions de travail des migrants illégaux qui, par définition, sont employés dans ce que Paul Stoller appelle « the underground economy ».²

Aussi, plus les restrictions au séjour se multiplient, plus le nombre d'illégaux s'accroît et ce de manière significative, touchant les catégories sociales les plus démunies, ne leur laissant d'autres issues que le « travail au noir », ce qui semble une aubaine pour les patrons peu scrupuleux quant au respect de la légalité – ou l'expulsion.³ C'est pourquoi, des villes comme Carpentersville (Illinois) et Hazleton (Pennsylvanie) s'attaquent désormais aux entreprises qui embauchent des migrants illégaux et infligent des amendes aux propriétaires qui leur louent des logements.

L'économie souterraine concerne notamment les chantiers (bâtiment), l'industrie du textile, la restauration, l'hôtellerie, les services et les exploitations agricoles. La majorité des illégaux africains exercent des emplois subalternes, extrêmement difficiles et précaires, travaillent souvent la nuit, ont deux voire trois activités professionnelles.⁴ C'est une main-d'œuvre bon marché, docile, prête à effectuer des tâches difficiles, insalubres et répétitives. Leurs revenus ne leur permettent pas d'avoir un logement décent. Si certains illégaux africains logent chez des amis ou dans des foyers, d'autres par contre vivent à plusieurs dans des

¹ Konadu, *op. cit.*, 30.

² Stoller, *op. cit.*, 18.

³ Body-Gendrot, *op. cit.*, 40.

⁴ *Immigration Insight, op. cit.*, 4.

hôtels miteux, dans des logements insalubres, délabrés, voire dans des immeubles abandonnés. Leurs conditions de vie sont analogues à celles des Africains-Américains des quartiers particulièrement pauvres.¹

D'autre part, c'est dans cette catégorie d'immigrants africains qu'il y a un taux de chômage et de précarité assez élevé, comme le souligne Howard Dodson : « Although unemployment is rare among African immigrants, poverty does exist, particularly among the undocumented, who are underpaid and live precarious, stressful lives ».²

Une dizaine de réseaux de travailleurs clandestins ont été démantelés à New York, Miami et Los Angeles au cours de ces dix dernières années dans l'industrie de l'habillement en particulier et dans certaines sociétés de gardiennage.³

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, le rapport des inspecteurs de travail de l'année 2005 montre qu'à peine 12% des travailleurs illégaux arrêtés au cours de cette année étaient d'origine africaine.⁴ Dans la plupart des cas, il s'agit d'Américains. Travailler dans l'économie souterraine permet à ces derniers d'avoir des revenus supplémentaires et de ne pas payer d'impôts. Les secteurs d'activités sont variés : 37% d'entre eux travaillent dans la restauration, 26% dans le gardiennage, 20% dans l'industrie textile et environ 17% travaillent dans d'autres secteurs (bâtiment, bistrots, etc.).⁵

85% des travailleurs clandestins africains subissent, selon les inspecteurs chargés de démanteler ces réseaux, des conditions de vie et de travail extrêmement précaires, formant un sous-prolétariat essentiellement masculin, ils sont pour la

¹ *Ibid.*

² Dodson & Diouf, *op. cit.*, 12.

³ *Ibid.*

⁴ Cf. *Migration information Source : U. S. in Focus.*

<<http://www.migrationinformation.org>>. (consulté le 8 mai 2006)

⁵ *Immigration Insight, op. cit.*, 5.

plupart sous-payés, mal logés et tenus à l'écart de la société américaine.¹ 80% d'entre eux constituent une population active corvéable à merci.²

Contrairement aux réfugiés qui sont dans le besoin et aux personnes à mobilité réduite qui peuvent recevoir au même titre que les citoyens et les résidents permanents une allocation (Supplemental Security Income – SSI), l'aide médicale gratuite (Medicaid) ainsi que des coupons alimentaires (« food stamps »), les immigrants en situation irrégulière n'ont droit à rien et ne font pratiquement pas appel aux services d'aide, de peur sans doute d'être dénoncés à l'INS.³

A Miami par exemple, l'hôpital Jackson Memorial géré par des fonds publics est l'unique établissement du comté de Dade qui accueille les indigents, les exclus de la société. Lorsque les étrangers s'y présentent, on recherche rapidement à quelle catégorie ils appartiennent : réfugié ou « entrant » (personne vivant illégalement dans le pays mais tolérée jusqu'à clarification de son statut). De même, à San Francisco, les organisations charitables catholiques offrent aux immigrants les plus démunis (parmi lesquels 10% des clandestins africains) des logements temporaires, des repas gratuits. Elles interviennent également pour aider avec leurs propres avocats, fréquemment bénévoles, les demandeurs d'asile venus des quatre coins du monde qui n'ont pas accès à l'aide juridique, faute de ressources ou de maîtrise de l'anglais ; elles informent aussi les réfugiés de leurs droits et les aident à s'insérer. Les subventions proviennent, pour la plupart, de fondations privées.⁴

Cependant, il y a également des migrants africains clandestins qualifiés (environ 8%) qui sont au chômage car les employeurs sont réticents à l'idée de les employer (à cause de la législation répressive à l'égard des employeurs de main-

¹ *Ibid.*

² *Afrique-États-Unis*
<<http://www.allafrica.com>>. (consulté le 4 mars 2007)

³ Body-Gendrot, *op. cit.*, 86.

⁴ *Ibid.*, 106.

d'œuvre clandestine), d'autres alimentent une économie souterraine en pleine expansion.

Certains d'entre eux occupent des postes inférieurs à leurs diplômes ou à leur niveau de qualification. Comme l'affirme Howard Dodson : « Other Sub-Saharan Africans who are equally qualified, cannot find adequate positions because of their status as undocumented aliens ».¹

Invisibles, sans travail ni couverture sociale, la plupart des migrants africains clandestins (85%) vivent des situations catastrophiques, dans la pauvreté et la marginalisation.²

Pourtant, juridiquement, les autorités locales ou les collectivités sont tenues de rendre des services aux immigrants clandestins même s'il n'existe pas de subvention pour eux. En 1988, l'hôpital Jackson Memorial a dépensé 6 millions de dollars en soins prodigués aux sans-papiers.³ L'hôpital a dû se doter d'interprètes et de services supplémentaires (pédiatrie, chirurgie, traitement de la drogue) pour répondre à l'accroissement des demandes. L'hôpital général Elmhurst dans le Queens (New York) a également des interprètes bénévoles dans trente-cinq langues pour mieux communiquer avec les nouveaux immigrants (légaux et illégaux).⁴

Pour certains migrants africains clandestins (70% selon Adelman⁵), le rêve américain ne s'est pas réalisé. L'espoir d'une vie meilleure aux États-Unis s'est muté en désespoir. 90% des illégaux africains espèrent retourner définitivement en Afrique dès qu'ils auront réalisé quelques économies, en cumulant plusieurs emplois sous-payés afin d'entreprendre une activité commerciale ou de subvenir aux besoins de leur famille.⁶ Dodson confirme ce postulat lorsqu'il dit que :

¹ Dodson & Diouf, *op. cit.*

² *Ibid.*

³ Body-Gendrot, *op. cit.*, 134.

⁴ *Ibid.*, 86.

⁵ Adelman, *op. cit.*, 8.

⁶ Notre questionnaire.

African Illegal Aliens often feel they have no choice but to work at several low-paying, exploitative jobs, to accumulate as much money as possible for a number of years, and then return permanently with enough capital to give their family a comfortable life.¹

Aussi, le fait de vivre dans des squats ou dans des foyers permet à certains migrants africains illégaux adeptes de l'économie souterraine, de faire des économies substantielles car ils n'ont pas de loyer à payer.²

Enfin, les syndicats américains craignent que les clandestins prennent les emplois des Américains et que le recours massif à l'immigration irrégulière ne freine les nécessaires évolutions en matière de rémunération et de conditions de travail. Il s'agit bien souvent de recruter du personnel à moindre prix dans des emplois pénibles. Pete Wilson, ancien gouverneur de la Californie, avait d'ailleurs mené une campagne anti-immigration dans son État et au cours de laquelle il proposait le renvoi de tous les immigrants illégaux chez eux. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres.³

¹ Dodson & Diouf, *op. cit.*

² *Ibid.*

³ Stoller, *op. cit.*, 108.

7.2. La restructuration de l'économie américaine et son impact sur le travail des migrants africains non qualifiés.

Les transformations économiques aux États-Unis ont-elles eu un impact sur la situation économique des nouveaux immigrants non qualifiés ? Quels sont les secteurs qui ont été particulièrement touchés par ces changements économiques ?

L'immigration africaine a, en effet, servi l'économie industrielle américaine.¹ A la fin des années 1960, environ 20% des travailleurs migrants africains étaient employés comme dockers dans les ports de New York, dans l'industrie de la confection et l'habillement, dans des usines automobiles² et industries légères implantées dans les grandes villes américaines. C'est le cas de ce Tanzanien qui réside à Boston et qui déclare : « Two months after my arrival in the United States in 1969, I got a job at the General Motors in Detroit. But four years later I lost it. Like me, many other newcomers with limited educational skills found themselves in the ranks of the underclass ».³

Dans les années 1970, l'économie industrielle de l'État de New York a connu un déclin, signalant le début d'une économie dominée par le tertiaire. Ce déclin du secteur industriel, causé, entre autres, par le développement technologique, la modernisation des usines et entreprises a eu un impact négatif sur l'emploi. En raison du départ des industries des métropoles et de l'expansion du secteur tertiaire exigeant une forte qualification, certains migrants africains non qualifiés ne pouvaient plus s'adapter à l'économie urbaine et se sont retrouvés au chômage :

New York City, which most arriving African immigrants considered a garden of economic opportunity, is of course no stranger to social and

¹ Borjas, 1987, 386.

² Detroit est une des villes américaines réputées pour l'activité industrielle. On y trouve les plus grandes usines automobiles (General Motors, Ford & Chrysler) du pays. C'est aussi une des villes les plus touchées par le chômage, suite au déclin du secteur industriel.

Cf. *Afrique-États-Unis*, op. cit., 23.

³ Extrait de notre questionnaire.

economic polarization. Manufacturing in New York City, once a center of the industrial economy, has declined substantially during the past thirty years, resulting in the loss of hundreds of thousands of stable factory jobs. Financial service industries, the key component of postindustrial economy, have replaced the manufacturing sector, attracting to New York City a managerial elite in advertising, finance, real estate, and information technology.¹

Dans *Invisible Sojourners : African Immigrant Diaspora in the United States*, John Arthur analyse les changements structurels de l'économie des villes du Nord-Est des États-Unis et leur incidence sur le marché de la main-d'œuvre sous-qualifiée. Ainsi affirme-t-il :

Structural changes in the American economy have contributed to the employment problems of the African immigrants who do not possess educational credentials. The decline in inner-city manufacturing and production in the cities of the eastern United States has had a deleterious impact on the number of jobs available to immigrants with a low level of education.²

Le second aspect à souligner, c'est l'impact négatif des progrès technologique sur l'emploi. En effet, l'automatisation ou la robotisation dans plusieurs usines automobiles (principalement chez Chrysler, General Motors et Ford) a entraîné la destruction des emplois et généré le chômage de milliers de travailleurs appartenant majoritairement aux minorités. Cette situation économique a également suscité une grande inquiétude chez nombre d'Américains quant à l'avenir de l'emploi dans l'industrie automobile du pays. D'après *The Freeway Focus* :

¹ Stoller, *op. cit.*, 17.

² Arthur, *op. cit.*, 103.

Many people are still frightened of robots: robots, they believe, will take away too many jobs, and millions more people will have no work. This is partly true. In America, a study showed that every robot paint-sprayer installed by General Motors caused the loss of 12 jobs.¹

Les progrès technologiques ont généré chômage et mutations sociodémographiques. Dans certaines industries modernes (la métallurgie, l'automobile, la sidérurgie et la fonderie), la machine a remplacé l'homme :

Industrial robots are rapidly replacing human beings in some sectors of industry. The automobile industry is the best example. In Birmingham as well as in Detroit, cars are built by robots. [...] Factories building radios, machines, motorcycles and all sorts of other products have replaced some of their workers by robots.²

En analysant les causes de ce changement économique, David Reimers établit un lien entre « the growing income stratification and the polarization of social classes, the massive deindustrialization and the loss of jobs in major cities with large minority populations ».³

Le secteur manufacturier est l'un des secteurs qui avaient créé beaucoup d'emplois permanents pour les habitants des quartiers dits « défavorisés », et qui offraient des possibilités d'embauche aux personnes sans ou avec un faible niveau de qualification professionnelle.⁴ Aujourd'hui, avec la modernisation, ce secteur a perdu plusieurs emplois, provoquant ainsi les difficultés économiques que

¹ « Robots Vs Jobs. » *Freeway Focus* 4(1985): 9.

² *Ibid.*, 12.

³ Reimers, 1985, 26.

⁴ *Ibid.*

connaissent certaines populations des quartiers pauvres aux États-Unis (taux de chômage considérable des habitants).

Dans le domaine de l'industrie, et en particulier dans les services, la restructuration de l'économie américaine a, par ailleurs, généré des centaines d'emplois peu rémunérateurs aussi bien pour certains Américains aisés que pour les nouveaux arrivants :

Like other Americans, however, the immigrants are concerned that the high-paying jobs in manufacturing and industrial work that used to provide opportunities for middle-class families are being replaced by low-paying jobs in the service sector.¹

William Julius Wilson soutient que la perte considérable d'emplois dans les espaces urbains et industriels et leur délocalisation dans des espaces périurbains sont à la base de l'apparition de la pauvreté urbaine.² Le départ des activités industrielles et commerciales a entraîné une déstructuration du tissu socioéconomique des grandes villes industrielles.

La question est de savoir combien de travailleurs migrants africains ont été mis au chômage suite à la restructuration de l'économie aux États-Unis. Jean Heller estime que 30% de travailleurs migrants d'origine africaine se sont retrouvés au chômage au cours des années 1970.³

De manière analogue, la globalisation, la mondialisation de l'économie et la délocalisation⁴ des entreprises industrielles et commerciales vers les pays du Tiers-Monde ont eu pour conséquences l'augmentation du taux de chômage et la

¹ Arthur, *op. cit.*, 103.

² Wilson, 1987, 23.

³ Heller, 1982, 8.

⁴ « Deindustrialization, the transfer of millions of jobs from central cities to the suburbs and exurbs as well as to « right-to-work » states in the Sunbelt or Overseas, the polarization of labor demand, and the persisting racial segmentation of the the low-wage labor market have eviscerated the economic base of the ghetto. »

Reimers, *op. cit.*, 17.

précarité de l'emploi.¹ 20% des chefs d'entreprises américains ont (pour des raisons économiques, sociales ou climatiques) dû délocaliser leurs entreprises. David Heller explique :

Les industries (où les coûts de transport sont importants) sont défavorisées et ont tendance à quitter l'agglomération. De plus en plus d'entreprises gagnent les États riches en énergie et au climat plus agréable du Sud et du Sud-Ouest des États-Unis. Ainsi, depuis 1970, la ville de New York City a perdu 600.000 emplois industriels sur un total de 3 800 000 : En revanche, 100.000 emplois ont été créés dans le tertiaire.²

En délocalisant leurs entreprises, certains industriels recherchent une main-d'œuvre bon marché. « Pour prendre l'exemple du textile à New York », ajoute Heller « les ateliers de coupe et les bureaux de dessin des modèles restent dans la ville, tandis que les travaux de couture sont exécutés en Asie et à Porto-Rico ; une fois terminés, les vêtements sont revendus avec la griffe de New York. Le même système fonctionne entre l'édition et l'impression ».³

Les personnes n'ayant aucune qualification professionnelle ont été les premières victimes de cette restructuration de l'économie, les premiers à subir les conséquences de ces transformations économiques. « 15% of recent immigrants », explique David Reimers, « are concentrated in jobs which are vulnerable to deindustrialization and therefore have higher unemployment rates. [...] They lack skills and training to adapt to the changing job market ».⁴

¹ Par exemple Paul Stoller affirme que : « Globalization resulted in spatial dislocations. Manufacturing declined in cities like New York and expanded in sectors—Mexico, the Philippines, and Costa Rica—where cheap labor and tax incentives abounded. »

Stoller, *op. cit.*, 106.

² Heller, *op. cit.*

³ *Supra* note 3.

⁴ Reimers, *op. cit.*, 18.

L'économie et le social sont étroitement liés. Les groupes sociaux qui ne peuvent s'adapter à la mondialisation des échanges économiques sont systématiquement marginalisés au sein des grandes villes industrielles américaines.

Enfin, la globalisation des marchés économiques a engendré de nouvelles formes de travail que l'on a surnommées « emplois atypiques » (emploi à temps partiel, temporaire, contractuel, des tâches payées à la journée, etc.).¹

Depuis le début des années 1980, les emplois de cette nature ont connu une forte croissance aux États-Unis.² Souvent associé à la précarité d'emploi, ce phénomène de l'emploi atypique a soulevé une question fondamentale : les emplois occupés majoritairement par les nouveaux immigrants non qualifiés sont-ils stables ? Ces derniers parviennent-ils à une stabilité sur le marché du travail ?

7.2.1. Leur intégration économique et sociale.

Dans la ville de New York, environ 48% des premiers migrants africains (ouvriers qualifiés et non qualifiés) dans les années 1960 se sont installés à Harlem et à Brooklyn.³ La plupart d'entre eux vivaient dans des logements collectifs compte tenu de leurs ressources financières relativement modestes et du taux de chômage assez important chez ce groupe. La taille du logement n'était pas toujours en rapport avec la taille de la famille, notamment chez les Maliens arrivés dans le quartier à la fin des années 1960, à un moment où la taille de la famille était plus réduite. Certains de ces logements ont fait l'objet d'une rénovation extérieure, mais l'intérieur laisse souvent à désirer. 40% des familles africaines (immigrants subsahariens) vivent toujours dans des vieux immeubles dégradés du Lower East

¹ Okome, 2002, 15.

² Borjas, *op. cit.*, 386.

³ Djamba, 1998, 452.

Side, certaines ont même accédé à la propriété.¹ En 1972, 35% possédaient leur logement.²

Selon John Peper Clark, l'intégration sociale de certains migrants africains dans le quartier s'est faite naturellement, sans grandes difficultés. Pour d'autres, par contre, elle reste problématique.³ Dans certains endroits du quartier, les relations entre groupes sociaux sont loin d'être bonnes : la peur de « l'autre » ou le sentiment de méfiance à l'égard de « l'autre » prédomine. Certains résidents hispaniques, affirme Victoria Ebin, déclarent n'avoir aucune relation avec les gens du quartier, le moins de contacts possible avec leurs voisins et rester repliés sur la cellule familiale.⁴

Conclusion

D'une manière générale, l'intégration culturelle ne signifie pas la négation des cultures d'origine mais leur transformation au contact de la culture dominante, elle sous-entend la sauvegarde des liens socioculturels avec le pays d'origine dans la perspective d'un retour des migrants africains chez eux.

Dans la pratique, l'intégration socioculturelle s'est généralement limitée à établir des ponts culturels entre les individus issus du groupe « majoritaire » et ceux issus du ou des groupe(s) « minoritaire(s) ». Elle admet le maintien de certaines spécificités des nouveaux arrivants et implique donc un effort réciproque, que ces derniers aient des comportements réellement intégrateurs (socialisation). Pour Sophie Body-Gendrot, l'intégration apparaît comme « la convergence progressive des comportements économiques, sociaux, culturels et politiques des différentes

¹ *Ibid.*

² Cf. *African Resource Center, op. cit.*

³ Clark, 1964, 56.

⁴ Ebin, *op. cit.*, 19.

composantes d'une société. Elle suppose la volonté des uns et des autres de participer à la construction de l'identité collective, le respect des droits et devoirs ».¹

Ainsi pour la majorité des migrants africains que nous avons interrogés, la question de l'intégration (économique et socioculturelle) ne se pose pas a priori. Nombre d'entre eux (66%) parlent anglais, 60% des migrants africains diplômés ont été formés dans des universités américaines et un tiers d'entre eux ont d'ailleurs acquis la nationalité américaine. La majorité d'entre eux affirment qu'ils sont bien intégrés dans la société américaine, le degré d'intégration variant avec leurs statuts socio-professionnels.²

Sur le registre culturel (art, musique, sport), l'intégration n'a pas posé de problème. Par exemple, la présence d'une centaine de joueurs venus d'Afrique subsaharienne dans des équipes de basket-ball ou de football professionnelles est évocatrice.³ De même, la discrimination à l'emploi est, à en croire Francis Dodoo, tout à fait relative et n'est pas toujours liée à l'image.⁴ On retrouve certains migrants africains qualifiés sur des postes où il y a une relation avec la clientèle. A titre d'exemple, à New York, ils représentent environ 4% du personnel aux guichets de banques (Citibank, West Bank, Barklays, West Nat, Bank of America, etc.), la compétence professionnelle étant le premier critère d'embauche aux États-Unis.⁵

D'aucuns ont souligné, d'un point de vue culturel, que l'intégration ne signifie pas singer le WASP et ses habitudes alimentaires : être Américain, ce n'est pas nécessairement et obligatoirement consommer des hamburgers et des boissons sucrées. Ce ne sont pas, disent-ils, les manières de table ou la façon d'organiser l'intérieur de sa demeure qui sont des signes d'intégration.⁶ Nous y reviendrons un peu plus loin (Assimilation culturelle, mode de vie).

¹ Body-Gendrot, *op. cit.*, 75.

² Apraku, *op. cit.*, 42.

³ Cf. Takougang, *op. cit.*, 12.

⁴ Dodoo, *op. cit.*, 539.

⁵ Cf. *The Black Business Journal*, *op. cit.*, 22.

⁶ Cf. Diawara, 2003, 16 ; Macharia, 2002, 12.

Certains enfants de migrants africains déclarent connaître et apprécier les différentes « facettes de la culture américaine » (musique, sport, cinéma, etc.), ce qui ne les empêche pas d'être fiers de la culture passée et présente des pays d'Afrique et demeurer fidèles à leurs parents et à leurs propres racines.¹

Intégration équivaut également au droit de vivre dans la sécurité et la dignité, le droit à la formation, lutter contre l'échec scolaire, qui pourrait engendrer la délinquance notamment chez certains jeunes.²

Le fait d'avoir un travail, de participer à la vie sociale et culturelle d'un quartier ou d'une ville donnée et de respecter les lois, sont généralement considérés comme des signes d'intégration à la société d'accueil.³

L'intégration, c'est enfin le droit à la libre expression et le plein épanouissement de l'identité culturelle. Si l'accent est mis ici sur l'identité culturelle, c'est pour affirmer l'attachement des enfants de migrants africains à la culture de leurs parents, ce qu'ils considèrent comme étant un élément indispensable à l'équilibre de leur personnalité et une richesse pour eux-mêmes et pour la société américaine.⁴ Cette volonté de se référer fréquemment à la culture d'origine, s'accompagne du désir d'assumer les droits à la citoyenneté liés à leur nationalité américaine.

Certains estiment qu'il faudrait davantage exhorter les migrants africains naturalisés américains à participer pleinement à la vie politique et sociale afin d'accélérer le processus d'intégration. L'intégration se fait aussi par l'exercice des droits civiques, notamment en votant lors d'élections y compris locales. L'intégration s'opère aussi en participant à la vie de son quartier tout en gardant sa liberté d'expression et préservant sa culture d'origine.

La moitié des migrants africains pensent que la politique électorale n'est évidemment pas la seule forme de mobilisation dont peut se servir un groupe ethnique visant à améliorer son intégration sociale dans le contexte nord-

¹ Waters, 1994, 7.

² Takougang, *op. cit.*, 8.

³ Clark, *op. cit.*, 60.

⁴ Apraku, *op. cit.*, 48.

américain.¹ Les associations d'entraide et de promotion des intérêts d'un groupe social ont aussi une grande importance. Les organisations africaines citées plus haut, ainsi qu'un dense réseau de petites associations locales, se donnent pour mission, entre autres, de soutenir les jeunes issus des minorités, notamment en aidant les plus motivés à faire des études supérieures et à trouver une profession.² Il n'est pas interdit de penser que dans le climat politique conservateur qui règne aux États-Unis depuis quelques années (gouvernement de George W. Bush), ce type d'activités produira autant d'effets que tous les efforts des groupes de pression politique nationaux en faveur des intérêts des minorités noires.

Par ailleurs, ce qui ressort des témoignages recueillis notamment auprès des jeunes issus de l'immigration africaine, c'est leur attachement au pays d'origine des parents, même lorsque certains d'entre eux ne parlent pas wolof, soninké, lari, lingala, yoruba, hausa, igbo, efik, bambara, kitouba ou swahili et quand bien même ne seraient-ils jamais allés de leur vie en Afrique. Cet attachement ne semble pas à leurs yeux incompatible avec leur implication dans la société américaine. L'acquisition de la langue anglaise, la possession de la nationalité américaine ainsi que l'exercice de leurs droits de citoyens constituent à leurs yeux les éléments fondamentaux de l'intégration dans la société américaine.³

Rappelons qu'Anne Marie Gaillard définit l'intégration comme « un processus plus ou moins long grâce auquel un ou plusieurs individus vivant dans une société, étrangère par définition, manifestent leur volonté de participer à l'édification de l'identité nationale de celle-ci qui, sur le plan économique et social, prend à leur égard toute une série de dispositions propres à atteindre cet objectif ».⁴ L'intégration, selon cette anthropologue, suppose le partage d'un certain nombre de valeurs fondamentales et le désir de participer à l'édification de la nation. Cette volonté partagée n'exclut pas un échange qui se réalisera par une interaction

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ Gaillard, 1997, 120.

culturelle ou chacun puisera dans l'autre culture des éléments propres à rapprocher les groupes sociaux et les cultures.¹ Les activités culturelles organisées par les différents groupes sociaux (africains, africains-américains, afro-caribéens) dans certaines villes américaines constituent à n'en pas douter des preuves d'une interaction culturelle. Mais l'acquisition de ces éléments peut s'étaler dans le temps et c'est pourquoi il convient de parler d'un processus plus ou moins long. De plus, cet échange devrait aboutir au partage d'un certain nombre de valeurs telles que la tolérance, la solidarité et la liberté, sans que chacun renonce aux éléments fondamentaux de sa propre culture dans la mesure où ces derniers ne présentent pas d'incompatibilité avec les droits de l'homme.²

C'est dire qu'il revient ici au migrant africain, ce nouveau partenaire de l'Amérique, de s'adapter aux normes et valeurs de la société américaine sans pour autant aliéner ses valeurs propres. Pour le migrant africain, il s'agit dans un premier temps d'une resocialisation, de tout un apprentissage devant lui permettre d'évoluer dans la société américaine. De son côté, la société américaine, comme le déclare Yanyi Djamba, facilitera cette intégration par des mesures en faveur de la scolarisation des jeunes, de la formation professionnelle (de certains adultes) et de la participation progressive à la vie publique, bref assurera une certaine égalité de tous en matière économique, politique et sociale.³

Des chercheurs comme Peter Salins, Francis Doodoo, Milton Gordon et Christin Butcher s'accordent à considérer que, dans le cadre de l'intégration culturelle, les immigrants peuvent conserver leurs différences et que cette intégration ne pourra se faire que sur le long terme, laissant le temps aux nouveaux arrivants de s'adapter à la société en épousant ses mœurs – progressivement et dans une certaine mesure. Les immigrants peuvent s'intégrer sans avoir à renoncer à leur culture d'origine, et dans tous les cas, les particularités ne peuvent pas complètement disparaître. Le lien avec le pays d'origine est maintenu, de même

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ Djamba, *op. cit.*, 214.

que les croyances religieuses qui jouissent d'une totale liberté dans un pays multiculturel comme les États-Unis.

Toutefois, le discours politique prônant le droit à la différence et le respect de cette différence est-il dépourvu d'arrière-pensées ?¹ Il a du moins favorisé le repli de certains immigrants africains sur eux-mêmes. En rappelant aux nouveaux immigrants leur différence on signifie presque une fin de non-recevoir à ceux qui voudraient s'intégrer. Il arrive que les groupes sociaux vivent les uns à côté des autres, sans qu'il n'en résulte aucune interaction, aucune relation sociale, ils entretiennent simplement des rapports de bon voisinage ou parfois les uns et les autres se tolèrent à peine.² De même, la concentration de populations de même origine au sein de ghettos peut générer, selon Hugo Kamya, des tensions sociales au moindre problème ou incident interethnique, dues à la confrontation des différences.³

D'aucuns jugent la concentration de migrants à revenus modestes dans un même espace géographique préjudiciable à l'intégration sociale.⁴ En d'autres termes, l'habitat groupé s'est avéré être un obstacle à l'intégration, dans des quartiers centres des grandes villes américaines désertés par les populations à hauts revenus et où certains nouveaux immigrants reconstituent des réseaux de relations, comme en Afrique, ne laissant que très peu de possibilité à la pénétration de la culture américaine. Les manières de table, les habitudes alimentaires, la parure ou les vêtements sont autant d'éléments de la culture qui subissent constamment des modifications grâce, le plus souvent, à un apport étranger.⁵

Or, chacun sait pertinemment que le décroisement des groupes sociaux et la mixité sociale dans la métropole états-unienne favorisent l'intégration sociale.

Il revient au pays d'accueil de manifester une volonté politique à l'égard des nouveaux arrivants et de prendre des initiatives dans le sens de l'intégration.

¹ *Ibid.*

² Skerry, 2000, 6.

³ Kamya, 1997, 160.

⁴ Cf. Reimers, *op. cit.*, 18 ; Heller & Baubock, 1997, 28.

⁵ Skerry, *op. cit.*, 7.

S'agissant de l'intégration des nouveaux immigrants africains à la société américaine, Bereket affirme :

The incorporation of new African immigrants into American culture depends as much on the host community's ability to support fluid multicultural relations as it does upon the business segment's willingness to tap into the African potential. It is also necessary for different African national groups to organize around common goals, an effort that some of the area's diverse Latino immigrants, for example, have begun to undertake.¹

L'intégration peut s'avérer difficile si la société américaine manifeste sa volonté de maintenir les nouveaux arrivants à l'écart pour des raisons économiques et sociales (main-d'œuvre trop bon marché, exclusion de la couverture maladie), si les institutions locales chargées d'aider les groupes sociaux à s'intégrer n'accomplissent pas leur mission.

Pour John Logan, les pouvoirs publics locaux se doivent de favoriser l'intégration des nouveaux arrivants par diverses actions sociales, économiques et politiques – des actions visant par exemple l'interculturalité grâce à laquelle les nouveaux immigrants pourraient trouver dans l'échange les moyens de s'adapter à la société américaine, d'assimiler ses mœurs. Il s'agit également d'offrir des actions de formation professionnelle pour les non qualifiés lorsqu'ils parlent l'anglais. Dans une ville comme New York, c'est grâce au dynamisme des services municipaux et à l'aide des associations d'entraide et de secours que l'intégration des nouveaux arrivants se trouve facilitée. Cela peut expliquer pourquoi tant d'immigrants choisissent de s'y installer.² A Boston, les pouvoirs publics travaillent en partenariat avec des associations comme l'*American Red Cross*, l'*International Institute* ainsi qu'avec des petites associations créées par des Cap-Verdiens.³ Les

¹ Bereket, 1996, 11.

² Body-Gendrot, *op. cit.*, 104-106.

³ Carreira, 1982, 52.

Catholic charities de San Francisco tout comme celles de la ville voisine d'Oakland rendent d'énormes services sociaux aux immigrants venus de tous les horizons.¹

L'intégration suppose une implication des nouveaux immigrants dans la vie économique, sociale et politique (pour ceux qui se sont vus attribuer la nationalité américaine). Les entreprises, les écoles, les églises ou les mosquées sont des lieux de socialisation (d'intégration sociale) pour bon nombre des migrants. Par exemple, à Chicago, il y a eu un effort de la part de l'église catholique pour tenter d'inciter les migrants africains à s'intégrer dans la société américaine en devenant catholiques.

L'armée est aussi un formidable outil d'intégration où seul le mérite compte, elle incarne la cohésion sociale.² Si l'intégration est un jeu à deux acteurs, c'est tout de même à l'immigrant, candidat à l'intégration de faire l'essentiel du chemin, l'autre partenaire devant lui faciliter la tâche par un certain nombre de dispositions.³

Les témoignages recueillis dans le cadre de notre enquête nous amènent à conclure que les migrants africains sont intégrés, sous diverses formes. En revanche, si la majorité des migrants venus d'Afrique subsaharienne manifeste une volonté d'intégration, et réussit le plus souvent, un tiers d'entre eux rencontrent des obstacles sur leur parcours qui contrarient leur désir d'intégration.⁴ Si certains migrants ont su, à force de persévérance, accéder à leur part du Rêve américain, d'autres n'y sont pas parvenus. Les difficultés d'intégration sont dues notamment à l'âge des intéressés à leur arrivée aux États-Unis, au pays d'origine, à l'identification ethnique mais aussi au degré d'ouverture de la société d'accueil.⁵

La plupart de ces individus sont en proie à des tiraillements entre leur milieu d'appartenance et leur milieu de référence. Souvent les attitudes de rejet et d'intolérance de la société d'accueil les font dévier vers des situations de

¹ *Supra* note 1.

² Diouf, 1991, 26.

³ *Ibid.*

⁴ Diamond, 1996, 12.

⁵ Doodoo, *op. cit.*, 530.

marginalité et parfois de précarité ou conduisent certains à développer un réflexe communautaire en se repliant sur leur groupe ethnique et sur leur culture d'origine. Cette dernière est vécue comme un refuge, la seule solution face au rejet de la société américaine. De plus, certains migrants venus de la campagne africaine éprouvent de grandes difficultés à s'adapter à un mode de vie urbain américain.¹

Notre analyse montre que l'intégration économique n'est un problème que pour une minorité de migrants africains. A peine 5.8% des personnes interrogées vivent dans une situation extrêmement précaire (pauvreté, marginalisation économique).² Certains d'entre eux ont développé des stratégies individuelles d'intégration (réussite scolaire, réussite économique, vie culturelle et associative active, etc.). S'agissant de l'intégration sociale, la participation des migrants africains est visible dans les activités des associations. Il faudrait aussi saluer les progrès considérables réalisés par l'entrepreneuriat féminin africain aux États-Unis pour sa participation active à la vie économique, sociale et culturelle de ce pays.

L'universitaire américain John Arthur estime que le niveau éducatif joue un rôle important dans l'intégration socioculturelle des migrants africains aux États-Unis, en adoptant les valeurs de leur pays d'accueil :

Today, education continues to fulfill the function of introducing African immigrants to American values and culture. It provides access to social mobility and entrance into middle-class lifestyles while, at the same time assisting in cultural integration. African immigrants view education as the only route to pursue to avoid being caught in the web of underclass status in the United States.³

Si une majorité d'entre eux s'intègrent et réussissent parfois mieux que certains Africains-Américains et Afro-Caribéens de même conditions sociales initiales, c'est parce qu'ils sont condamnés à réussir pour mieux être acceptés dans

¹ *Ibid.*

² Notre questionnaire.

³ Arthur, *op. cit.*, 103.

la société américaine.¹ Comme tous les nouveaux arrivants qui veulent être compétitifs sur le marché du travail, les migrants africains se doivent d'acquérir des compétences parfois beaucoup plus élevées que celles du reste de la population.² S'ils ne veulent pas former les bataillons du bas de l'échelle. Ceux qui « débarquent » le savent pertinemment.³ En Amérique, ce rôle étant dévolu aux groupes sociaux précités.⁴

Leurs enfants généralement étrangers à l'échec scolaire sont déjà en train de former une seconde génération hautement éduquée.⁵ Ces derniers représentent ainsi un potentiel non négligeable dont le pays saura tirer profit sur le triple plan économique, social et culturel. A cet égard, Joseph Takougang affirme que :

New African immigrants come to the United States with every intention of establishing permanent residency. Consequently, they are fast learning how to live the American Dream ; they are becoming involved in their social groups, starting small businesses, and participating in local politics. Their children are becoming professional football, baseball and basketball players. They are also becoming highly trained professionals who are employed in both the public and private sectors.⁶

Enfin, si notre enquête a montré que la majorité des migrants africains sont intégrés à la société américaine,⁷ qu'en est-il de leur assimilation ?

¹ Halima, 1999, 7.

² « To remain competitive on the labor market », déclare John Arthur « newly arrived immigrants should attain educational levels higher than those of the general population » Arthur, *op. cit.*, 103.

³ Djamba, *op. cit.*, 213.

⁴ Diouf, *op. cit.*, 26.

⁵ Butcher, 1994, 283.

⁶ Takougang, 2003, 5.

⁷ Cf. Analyse de notre questionnaire (tableau 6).

Troisième partie :
Assimilation linguistique et culturelle

Chapitre I

1. Le concept d'assimilation aux États-Unis.

Dans cette partie, nous tenterons d'examiner l'assimilation ou la non assimilation des migrants africains à la population américaine. Nous commencerons par examiner la notion d'assimilation telle qu'elle est perçue par des politologues, sociologues et historiens américains comme Milton Gordon, John Arthur, Mary Waters, Richard Alba, April Gordon, Peter Skerry, Howard Dodson, Michael Harrington ou Samuel Huntington, pour ne citer que ceux-là. Nous examinerons ensuite la notion telle qu'elle est perçue par les Africains eux-mêmes. Il conviendra aussi d'évoquer quelques critiques que cette notion a suscitées, notamment chez John Arthur ou Kinuthia Macharia.

De prime abord, on peut s'interroger sur ce qu'est l'assimilation. Qu'entendons-nous par assimilation linguistique et culturelle ?

Plusieurs questions se posent : quels sont les critères d'assimilation aux États-Unis ? Les migrants africains répondent-ils à ces critères ? Quelles sont les valeurs culturelles américaines auxquelles les migrants africains « doivent » adhérer ? Peut-on dire que ces nouveaux arrivants sont assimilés à la population américaine ? Quelles sont les statistiques disponibles ?

Pour répondre à ces interrogations, nous présenterons le contenu d'une enquête que nous avons entreprise à ce sujet et qui nous a permis d'élaborer un corpus. Nous nous appuierons sur les statistiques disponibles pour étayer notre démonstration.

Considérée par Anne Marie Gaillard comme un processus par lequel une personne tend à se confondre avec le milieu où elle vit, l'assimilation n'en demeure pas moins un concept polysémique. Elle serait également l'acte de présenter comme « semblable » ou « identique ». Par exemple, « l'assimilation des nouveaux immigrants, une politique d'assimilation, se refuser à toute assimilation. »¹

Dans son article intitulé « Rethinking Assimilation Theory for a New Era of Immigration », Richard Alba nous donne une autre définition de ce concept.

¹ Cf. *Dictionnaire de l'académie française*, 1992, 135.

Selon cet universitaire : « Assimilation can be defined as the decline, and at its endpoint the disappearance, of an ethnic/racial distinction and the cultural and social differences that express it. »¹

Assimiler pour le *Littré*, c'est « comparer », « rapprocher », « convertir en semblable ». Assimiler l'autre revient donc à le comparer à soi, à le rapprocher de soi pour le convertir à soi, à ses idées, sa manière d'être et de faire pour le rendre et le considérer enfin comme semblable à soi.²

Être assimilé pour un immigrant, ce serait donc devenir « semblable » aux membres d'un pays donné. Aux États-Unis, les anciens immigrants se sont assimilés, ils se sont assimilés d'autant plus vite qu'ils connaissaient la langue du pays. Les nouveaux immigrants ont du mal à s'assimiler à la majorité.³ Voilà comment on pourrait pasticher les définitions et exemples des dictionnaires. Samuel Huntington pense que la facilité et la rapidité avec lesquelles les migrants s'assimilent dans la société et la culture américaines dépendent de la compatibilité et de la similarité de leur culture d'origine avec celle des États-Unis.⁴ Ce présupposé, toutefois, n'est que partiellement valide. Une variante de cette idée consiste à se fonder sur le degré de ressemblance entre les institutions politiques et les valeurs de la société d'origine d'un immigrant et celles des États-Unis.

La définition donnée par Madeleine Grawitz suscite quelques interrogations et remarques.⁵ Par exemple, les adjectifs « semblable » (homogène, proche, de même nature) et « similaire » (se dit de choses qui peuvent, d'une certaine façon, être assimilées les unes aux autres) ainsi que les noms « similitude » (ressemblance plus ou moins parfaite, analogie) et « similarité »

¹ Alba & Nee, 1997, 863.

² Cf. *Dictionnaire Le Littré*, 2006, 10.

³ Cf. *Le Petit Larousse*, 2005, 92.

⁴ Huntington, 2004, 186.

⁵ « Assimiler revient à faire devenir « semblable » (sur le plan social et culturel), les immigrants aux membres du groupe social d'accueil. L'assimilation est un processus important aux États-Unis (R. E. Park, E. W. Burgess) par lequel un individu ou un groupe s'intègre dans un autre groupe. » Grawitz, 2004, 29.

(caractère de ce qui est similaire, ressemblance)¹, sont des termes assez abstraits. Dans le cas des États-Unis, il conviendrait donc d'entendre par là que tous les immigrants d'origine européenne arrivés dans ce pays avant ceux des pays du Tiers-Monde (dont les Africains subsahariens) auraient, à la base, la même culture.²

Or, les immigrants européens qui débarquaient, par vagues successives, à Ellis Island au XIXe et début du XXe siècles étaient multiculturels (religion, langue, mœurs, etc.). Ces immigrants sont venus d'horizons géographiques et culturels très divers. Ils étaient différents en termes de culture, de langue et de religion. Nous faisons référence en particulier à l'immigration massive d'Allemands, de Russes, de Polonais (notamment juifs), d'Italiens, d'Irlandais, de Grecs ou de Chinois qui sont venus construire le chemin de fer transatlantique, etc.

Présentée ainsi, la notion homogénéise la culture des anciens immigrants et néglige les variations internes. Par exemple, même quand les immigrants partagent la même nationalité, d'autres paramètres (langues, religions, classes sociales, histoires familiales) interviennent pour marquer les différences ou la distance.

Les termes « similitude » et « homogénéité culturelle » sont complexes car ils impliquent une multitude de définitions et d'interprétations. Peut-on parler d'homogénéité culturelle dans un pays multiculturel comme les États-Unis ? Par exemple, en quoi l'Israélien-Américain du Lower East Side à New York est-il semblable à l'Anglo-Saxon de Staten Island ? Y a-t-il homogénéité culturelle entre le Chinois-Américain de Chinatown et son compatriote l'Africain-Américain du Bronx ? Le Cubain-Américain de Miami a-t-il les mêmes coutumes que l'Irlandais-Américain de Boston ? Peut-on vraiment parler de similitude culturelle entre le

¹ Cf. *Dictionnaire de l'académie française, op. cit.*, 575.

² La « culture » est un terme polysémique que l'on ne peut définir qu'en fonction de son histoire et des domaines dans lesquels on l'utilise. Ainsi, selon Grawitz, elle est l'ensemble des valeurs, des façons de vivre et de penser de tous les membres d'une société.

Grawitz, *op. cit.*, 101.

Mexicain-Américain de San Francisco et le Somalien-Américain de Seattle ? Si oui, quel est le degré de similitude ou d'homogénéité ?

La diversité linguistique et culturelle des immigrants constitue une matière à réflexion. L'imprécision de la notion de « similitude » tient à la difficulté de franchir les frontières culturelles entre les différents groupes sociaux en présence dans le pays. En raison de ces frontières, il est difficile de construire une catégorie sociologique homogène.¹

La définition donnée par Peter Salins, à savoir « to be assimilated into the mainstream American society means to have a common language, a common culture, a shared history and being part of the same socioeconomic political system »² a fait l'objet d'un débat chez certains intellectuels africains aux États-Unis. A l'image de cet universitaire d'origine sierra-léonaise, naturalisé américain, qui s'interroge sur le sens des termes « common language » et « shared history ». Ainsi déclare t-il :

Are the native Americans' languages, the Puerto Ricans, the Hawaiians, the Alaskans' languages close to the Washington Politicians English? Much the same could be said of culture. Shared history? Much of the history between the South and the North, for example, is one of military conflict (civil war), even though America has always been a political unit. Many people feel more Italian, African, Greek, Indian, and Chinese, Japanese than American.³

L'assimilation, selon la définition qu'en donne Dominique Glaymann, est le « processus par lequel une minorité sociale (souvent caractérisée par un niveau économique inférieur) adopte les valeurs dominantes et les comportements traditionnels de la société dans laquelle elle s'insère et avec laquelle elle finit par

¹ Clark, *op. cit.*, 83.

² Salins, *op. cit.*, 6.

³ *Irinkerindo : A Journal of African Migration*

<<http://www.africamigration.com>>. (consulté le 14 février 2007)

fusionner. »¹ Elle suppose, comme nous le verrons plus loin, que le migrant se conforme intégralement aux normes culturelles de la société américaine.

Dans cette perspective se posera la question de la volonté d'un groupe social à s'assimiler, du rapport entre l'assimilateur et l'assimilé. L'assimilation est un jeu à deux acteurs dans lequel le sujet ou le groupe à assimiler ne doit pas rester passif. La société d'accueil (dans le cas de notre étude, les États-Unis) doit donner, aux nouveaux arrivants, la possibilité de s'assimiler, au besoin en imposant un certain nombre de critères (linguistiques et culturels). L'analyse du discours des politiciens et sociologues fournit quelques indications quant à l'assimilation des nouveaux immigrants.

Nous pouvons donner des exemples pour soutenir notre démonstration : l'assimilation des dizaines de millions de migrants originaires d'Europe du Nord, arrivés aux États-Unis entre 1840 et 1860,² ou encore celle des descendants des premiers migrants afro-caribéens à la population africaine-américaine dans les années 1960.³

L'assimilation signifie la dilution dans la société d'accueil, la rupture entre l'ancien et le nouveau. Elle suppose que le migrant abandonne les caractéristiques identitaires de son groupe social pour se fondre dans un modèle du pays d'accueil. Les chercheurs cités précédemment semblent insister sur l'idée d'« abandon » et de « fusion ». Ces termes sous-entendent que les migrants doivent oublier d'où ils viennent et qui ils sont. Or, renoncer à leur culture ou à leurs traditions est quelque chose d'inconcevable pour près de 70% des migrants africains de la première génération aux États-Unis.⁴ N'ont-ils pas par exemple conservé leurs langues maternelles ? Le mot « assimilation » est un de ces termes dont le sens a, semble-t-il, suscité une polémique chez les intellectuels africains.

¹ Cf. Glaymann & Barbusse, 2004, 64.

² Cf. Pauwels, 1998, 40 ; M. Gordon, 1961, 272-73.

³ Alba & Nee, *op. cit.*, 863.

⁴ Source : *Afrique-États-Unis*, 630, 30.

A travers une analyse de l'immigration africaine aux États-Unis, Francis Doodoo, Baffour Takyi et Yanyi Djamba abordent la question de l'assimilation des migrants africains de la première génération. La résistance linguistique constitue la preuve irréfutable de la non assimilation d'environ 54% d'entre eux.¹

Robert Park considère l'assimilation comme

le ou les processus par lesquels des peuples de diverses origines raciales et de différents héritages culturels, occupant un territoire commun, parviennent à mettre en place une solidarité culturelle suffisante pour réaliser au moins une existence nationale. La compréhension commune en la matière veut qu'un immigrant soit assimilé dès qu'il montre qu'il réussit dans le pays d'accueil. Cela implique, entre autres, qu'en tout ce qui concerne les aspects ordinaires de la vie, il est capable de trouver sa place dans la société sur la base de ses mérites individuels, sans références à ses origines ou à son héritage culturel. L'assimilation peut, dans un certain sens et dans une certaine mesure, être décrite comme une fonction de visibilité. L'immigrant est assimilé dès qu'il n'exhibe plus les marques qui l'identifient comme membre d'un groupe étranger.²

L'assimilation correspond à un cycle qui passe par le contact, la concurrence puis l'adaptation, se terminant sur une adhésion du groupe minoritaire à la culture dominante.³

70% des migrants africains de la première génération disent ne pas être acculturés.⁴ Telle qu'elle est définie plus haut, l'acculturation désigne l'ensemble

¹ Takyi, *op. cit.*, 23.

² R. E. Park. « Assimilation Social » *op. cit.*, 121.

³ *Ibid.*

⁴ *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 30.

Par exemple, un commerçant malien déclare que : « America is like a prison. There are so many rules here. Your time is scheduled. You can't just drop by and see someone ; you have to make an appointment. People are in too much of a hurry. They take no time to talk to one another. Everything

des changements qui se produisent dans les modèles culturels originaux, lorsque des groupes d'individus de cultures différentes entrent en contact direct et continu. Autrement dit, on parle d'acculturation, lorsque des populations d'origine étrangère adoptent des « traits » et des modèles de la culture dominante dans la vie publique.¹ Elle inclut les changements produits dans une culture par l'influence d'une autre. A divers degré, ce processus d'interaction et d'assimilation peut contribuer à l'extinction partielle, voire totale des traits culturels hérités. En revanche, d'autres facteurs peuvent intervenir pour permettre de lutter contre cette absorption et conserver une relative autonomie en dépit de la multiplicité des contacts interethniques. Initialement, le groupe ethnique s'identifie le plus souvent par des traits culturels communs, son langage, sa religion. Ces caractères sont partagés dans la pratique de relations intra-ethniques.

Cependant, des chercheurs comme Kinuthia Macharia ou Joel Millman vont jusqu'à remettre en question la pertinence de la notion d'assimilation dans le contexte américain. Il semblerait que l'assimilation culturelle demeure une notion complexe dans un pays comme les États-Unis. Elle poserait un problème de définition, eu égard à la diversité des cultures et ethnies qui ont peuplé l'Amérique. Cette constatation rejoint l'assertion de John Arthur : « Assimilation and acculturation are particularly complex in a society like the United States that is characterized by internal diversity and variety in its material and non-material cultures. »²

is so tight. In Africa we are freer. Even if you're a stranger, people will invite you into their house and talk to you. Here, that never happens. America is a prison. In Africa, there is more fellowship. » Stoller, *op. cit.*, 164.

Ce qui montre bien que certains migrants africains éprouvent des difficultés pour s'adapter à la société américaine.

¹ *Dictionnaire de sociologie*, *op. cit.*, 2.

² Arthur, *op. cit.*, 69.

C'est pourquoi Karl Taeuber a souligné l'aspect individuel de l'assimilation.¹ Il estime par ailleurs que la conception du terme « assimilation » constitue en soi un objet de réflexion. En effet, il n'existe aucun consensus autour de sa définition, car le terme pose problème par son ambiguïté dans le contexte nord-américain. Pour cette raison, il évoque la présence dans le pays des groupes sociaux minoritaires qui se considèrent parfois comme différents et potentiellement antagoniques. Les situations des nouveaux migrants sont donc complexes et diversifiées.

Durant les années 1990, d'après Samuel Huntington, la société américaine a été confrontée à de nombreuses questions qui ont soulevé de vifs débats : l'immigration et l'assimilation, le multiculturalisme et la diversité, la place de la religion dans la sphère publique, l'éducation bilingue, la signification de la citoyenneté et de la nationalité, le rôle politique croissant des Diasporas à l'intérieur et à l'extérieur du pays.²

La question de l'assimilation est d'autant plus pertinente que plusieurs points de vue s'opposent. Comme le soutient Francis Dadoo, l'assimilation des migrants est trop complexe pour être expliquée par une seule théorie.

Par exemple, si l'on en croit April Gordon, culturellement, les populations africaines musulmanes seraient inassimilables aux États-Unis.³ Elles sont considérées comme les plus éloignées culturellement des Anglo-Saxons. Une affirmation pour le moins étrange.

Cela nous rappelle la théorie assimilationniste soutenue par Milton Gordon, Daniel Hamermesh, Frank Bean, Victor Nee et Richard Alba – théorie fondée sur une discrimination entre différents groupes de migrants aux États-Unis. Elle tentait de montrer que certains immigrants étaient moins assimilables que d'autres. Parmi la catégorie des « non assimilables », on comptait les immigrants non européens. Et de ce point de vue Richard Alba affirme :

¹ Sorenson & Taeuber, 1975, 18.

² Huntington, 2004, 21.

³ A. Gordon, 1998, 88.

The descendants of earlier European immigrations, even those composed of peasants from economically backward parts of Europe, could eventually assimilate because their European origins made them culturally and racially similar to American ethnic core groups—those from the British Isles and some northern and western European countries. The opinion of assimilation will be less available to the second and later generations of most new immigrant groups because their non-European origins mean that they are more distinctive, with their distinctiveness of skin color especially fateful.¹

A en croire Karl Taeuber, John Arthur ou Kinuthia Macharia, l'assimilation, dans le contexte nord américain, poserait un problème de définition. D'autres, comme Robert Park, Roger Lawson et Francis Dadoo, soutiennent que les nouveaux immigrants peuvent parfaitement être assimilés à la population américaine. Mais quels sont les indicateurs d'une assimilation aux États-Unis ? Dans quelle mesure y a-t-il véritable assimilation ? A quel moment peut-on dire qu'un nouveau migrant est assimilé ?

L'enquête que nous avons menée auprès des migrants africains a montré que seuls 8.5% d'entre eux sont assimilés. Ceux-ci ont fait un choix délibéré de rompre avec leurs coutumes et ils ont adopté un *modus vivendi* américain. Il s'agit dans la plupart des cas (80%) d'Africains qui sont arrivés aux États-Unis très jeunes (à l'âge de 10 ans au maximum).

L'assimilation doit être analysée comme un processus ayant conduit ces jeunes Africains à rompre avec les pratiques culturelles de leur pays d'origine pour adopter consécutivement les mœurs et coutumes du pays d'accueil, par définition différentes des leurs. Ils se sont coulés dans un mode de vie américain. Nous y reviendrons plus loin. Par ailleurs, ces jeunes ont accédé à la citoyenneté américaine et pris conscience de la notion des droits et devoirs des citoyens (l'exercice des droits civiques en particulier). Ils ont assimilé l'histoire, les

¹ Alba & Nee, *op. cit.*, 845.

traditions¹ et la culture du pays dans lequel ils ont été amenés à vivre. Joseph Takougang porte ce chiffre à 12% d'immigrants africains assimilés.²

En effet, pour Jill Wilson, l'assimilation vise à gommer toutes les différences. Assimiler, c'est rendre semblable à soi. Pour que les nouveaux immigrants s'assimilent aux nationaux, ils se doivent de leur ressembler culturellement. Cela implique une contrainte : exiger des nouveaux immigrants qu'ils abandonnent leurs coutumes pour se fondre dans la société d'accueil.³

D'après Ernest Burgess, l'assimilation est un processus, au cours duquel s'opère la fusion entre l'individu (ou le groupe d'individus) et la société d'accueil. L'individu ou le groupe en phase d'assimilation acquièrent la mémoire, les attitudes et les valeurs de cette société.⁴ L'assimilation suppose une prise de distance importante à l'égard de la culture d'origine, une construction identitaire *ad hoc* qui participe pleinement du pays d'accueil.⁵

Mais tous les chercheurs ne partagent pas cette analyse. Par exemple, Anne Marie Gaillard considère l'assimilation comme une proximité culturelle.⁶ Elle ne croit pas que les particularités doivent disparaître. De plus, elle soutient que l'assimilation est un processus par lequel les individus peuvent s'émanciper de leur groupe social d'origine.⁷ Dans tous les cas, la définition fournie par le *Dictionnaire de sociologie* selon laquelle l'assimilation exclut l'homogénéité ethnique et, partant, les groupes et les individus assimilés conservent leurs particularités nous paraît plus objective.⁸

¹ A titre d'exemple, 62% des foyers de migrants africains célèbrent le « Thanksgiving », le « Kwanzaa » et « Halloween ».

F. Dodoo, 1997, 530.

² Takougang, 2003, 8.

³ Wilson, 2003, 9.

⁴ E. Burgess, art. cit., in *Hommes et Migrations* 1209 (1997): 121.

⁵ Thines & Lempereur, 1975, 14.

⁶ Voir *supra*, note 2.

⁷ Gaillard, *op. cit.* 122.

⁸ *Dictionnaire de sociologie*, *op. cit.*

Des auteurs comme Andrea Rea et Maryse Tripier font référence à la théorie de l'assimilation segmentée sans essayer de définir la notion. Cette théorie, soutenue semble-t-il par Alejandro Portes, distingue trois modes d'incorporation des nouveaux migrants dans la société américaine : le premier est la reproduction du processus d'acculturation rapide associée à une intégration dans la classe moyenne, le deuxième est celui de l'inscription permanente dans la pauvreté et l'intégration dans l'*underclass* et, enfin, le troisième associe une inclusion économique rapide et un maintien délibéré de valeurs et de solidarités interethniques. Il concerne par exemple les Mexicains à Los Angeles et à San Francisco, les Cubains à Miami et les Chinois à New York. Les migrants sont intégrés dans différents segments de la société américaine avec un changement important par rapport au passé dans la mesure où l'identification aux normes culturelles américaines n'est plus nécessairement recherchée.¹

Cette théorie a été critiquée comme sous-évaluant la discrimination subie par les immigrants européens (Italiens, Irlandais...) avant 1924 et présupposant, à tort, que les anciens immigrants ont largement bénéficié d'emplois industriels. En outre, la lecture parfois très ethnicisante d'Alejandro Portes n'offre pas la possibilité d'interpréter les modes d'assimilation en alliant déterminants sociaux et ethniques. Or, au sein d'un même groupe ethnique, les différences de classe influent sur les choix identitaires. Ainsi, Mary Waters démontre que les jeunes de classes moyennes issus de l'immigration africaine et caribéenne à New York adoptent une identité culturelle propre afin d'affirmer leur appartenance à une minorité ethnique, alors que les jeunes de classe ouvrière optent pour l'identité *underclass* de certains Africains-Américains.² Toutefois, la théorie de l'assimilation segmentée a montré ses limites.

¹ Rea & Tripier, *op. cit.*, 59.

² Waters, 1994, 798.

1.1. L'assimilation : un concept progressif.

Assimilation is the process whereby individuals or groups of differing ethnic heritage are absorbed into the dominant culture of a society. Usually they are immigrants or hitherto isolated minorities who, through contact and participation in the larger culture, gradually give up most of their former culture traits and take on the new traits to such a degree that socially they become indistinguishable from other members of the society.

– *The New Encyclopaedia Britannica*¹

L'assimilation comme « processus » suppose une certaine progression. L'assimilation ne va pas de soi et implique un travail de longue haleine de la société d'accueil avec les migrants accueillis. Elle se fait de façon progressive, continue. Le système éducatif, la maîtrise de la langue, la citoyenneté, le travail et la mobilité ascendante demeurent les principaux instruments d'une assimilation.² L'éducation, par sa faculté de transmission directe de l'histoire et des valeurs du pays d'accueil aux générations d'immigrants leur permet d'être assimilés. L'acquisition de ces valeurs peut s'étaler dans le temps et c'est pourquoi il convient de parler d'un processus plus ou moins long. Par exemple, l'abandon progressif, au bout de plusieurs générations, de toute référence à la culture d'origine, l'absorption de la culture du migrant par la culture dominante du pays d'accueil, l'assimilation des mœurs. Cette assimilation ne pourra se faire que sur le long terme, laissant le

¹ *The New Encyclopaedia Britannica*. Vol. 1, 2002, 644.

² Susan K. Brown écrit à ce sujet : « Some members of immigrant groups become cut off from economic mobility, others find multiple pathways to assimilation depending on their national origins, socioeconomic status, contexts of reception in the United States, and family resources, both social and financial.

The assimilation experiences of recent immigrants are more variegated and diverse than the scenarios provided by the classic assimilation and the ethnic disadvantage models. »

Brown & Bean, *op. cit.*, 3.

temps aux migrants de s'adapter à la société d'accueil en épousant ses mœurs. On pourrait citer la célébration de Thanksgiving par les migrants.

Comme le soulignent Andrea Rea et Maryse Tripier, les théories assimilationnistes mettent l'accent sur deux facteurs essentiels : les facteurs individuels (connaissance de l'anglais, motivation, éducation, durée d'installation aux États-Unis) et les facteurs structurels (statut racial, origine socioéconomique des familles, lieu de résidence).¹

Aussi, toute personne, quelles que soient ses origines, peut espérer s'assimiler au groupe social d'accueil, pour peu qu'elle intègre les normes de fonctionnement de base de la société d'accueil par le biais des divers appareils éducatifs qui se sont développés en son sein. Et dans le cas particulier des migrants africains ici étudiés, cela dépend de plusieurs facteurs sur lesquels nous reviendrons.

81.5% des migrants africains interrogés disent qu'ils ne sont pas assimilés et 10% sont sans opinion.

Aussi, parmi ceux qui disent être assimilés il y a 65% de cadres et entrepreneurs. Qu'entendent ces migrants par « assimilation » ? C'est d'abord le fait qu'ils aient adopté la culture américaine et intégré par exemple la mobilité professionnelle dans leur mode de vie. L'installation et le temps ont permis l'assimilation de ces migrants. Leur assimilation s'est traduite aussi par l'abandon de leurs spécificités culturelles. Ici on peut noter chez les migrants, la construction d'une identité intermédiaire, identité empruntant des éléments culturels à la société d'accueil.

Citons trois exemples pour illustrer ce dernier point. Ces migrants disent avoir intégré les pratiques culturelles des Américains (mode de vie, éthique du travail, mobilité professionnelle...). Ils participent au développement économique de la société américaine. Leurs entreprises commerciales contribuent à la production des richesses du pays. D'autre part, des associations comme la *African Services Committee* (New York) et la *Association for the Advancement of Africa* (Hayward, CA) encouragent les migrants africains non seulement à s'intégrer à la

¹ Rea & Tripier, *op. cit.*, 58.

société américaine, mais aussi à s'assimiler. Comme l'indique ce réfugié ougandais :

Association for the Advancement of Africa is a nonpartisan organization which aims at helping first-generation Africans assimilate into American society while aiming at strengthening and enhancing the fundamental relationship between Africans of the Diaspora and Africa.¹

De manière analogue, près 25% des travailleurs migrants africains n'hésitent pas à aller chercher un emploi dans une autre ville lorsqu'ils sont confrontés au problème du chômage.²

Ceux-ci demeurent toutefois des cas particuliers. On ne peut pas affirmer avec certitude que ces migrants sont assimilés. Leur insertion et leur dynamisme économiques ne nous paraissent pas être des garants suffisants de leur assimilation.

Ceci s'apparente plus à une acculturation, c'est-à-dire, à une transformation culturelle qu'à une assimilation qui, rappelons-le, implique la perte totale des traits culturels du migrant (langue maternelle, croyances, mœurs).

Francis Doodoo, *a contrario*, pense que l'initiative privée et la mobilité socioprofessionnelle constituent des indices d'une assimilation culturelle aux États-Unis. Dans *Money Has No Smell: The Africanization of New York City*, Paul Stoller évoque l'esprit d'entreprise et la mobilité professionnelle des migrants ouest-africains. Il confirme leur dynamisme sur le plan économique à New York. Il reste en revanche discret sur les statistiques. Aussi, dès qu'ils obtiennent le titre de séjour, un travailleur migrant africain sur cinq n'hésite pas à quitter cette ville pour aller chercher du travail ailleurs :

Deteriorating urban conditions have made the American "bush" more appealing to many West Africans, luring them away from New York City especially if they have what they call "papers," namely, an

¹ Cf. *African Events*, *op. cit.*

² Stoller, *op. cit.*, 180.

employment authorization permit from the U.S. Immigration and Naturalization Service (INS). This card not only enables them to drive registered cabs, but also allows them to work for wages in factories and stores.

Several years ago a toy factory in Providence, Rhode Island, attracted a small group of Guineans and Senegalese to that community. When the toy factory closed, workers dispersed to Boston and New York City. A woman from Côte d'Ivoire who chose to remain opened the restaurant Benkady, featuring West African cuisine.¹

Dans son étude, il évoque également la non identification culturelle de ces migrants à la norme culturelle américaine, celle du groupe dominant (les WASPs). L'assimilation se traduit, selon lui, par le rejet du communautarisme (la constitution de groupes fondés sur l'appartenance ethnique, voire régionale), du repli identitaire et de toutes formes d'intégrisme. Il est peu probable de s'assimiler dans un pays d'accueil tout en gardant le même mode de vie, les mêmes us et coutumes que celles de son pays d'origine.

Assimiler, pour reprendre la définition du *Littré*, « c'est rendre semblable. Celui qui s'assimile s'efforce d'imiter ceux auxquels il veut ressembler. L'assimilation résulte du désir ou de la nécessité d'imiter les autres. Le cas est particulièrement évident chez un individu isolé dans un milieu étranger. Il ambitionne de se faire accepter. Il y parvient en se rendant semblable à ceux avec lesquels il est amené à vivre. »²

Cette assertion a souvent été contestée. Elle est en outre très réductrice : les divers groupes de migrants africains présentent entre eux de fortes différences ethniques et sociales, parfois plus fortes que celles qui les séparent du pays dans lequel ils vivent. Ils appartiennent à des classes sociales différentes.

On peut toutefois s'interroger sur la signification du terme « assimilation » tel qu'il a été perçu par certaines personnes interrogées. Il semblerait qu'elles aient

¹ *Ibid.*, 7.

² Le *Littré*, *op. cit.*

mal interprété ce concept, d'autres ayant simplement fait allusion à l'assimilation linguistique sur laquelle nous reviendrons plus loin.

Si le migrant peut s'intégrer dans une société tout en conservant ses différences culturelles, l'assimilation en revanche exige que ces différences soient gommées. Il se doit d'abandonner les signes visibles qui le font paraître différent aux yeux de l'autochtone. C'est ainsi que l'entendent certains théoriciens de l'assimilation qui associent cette assimilation à l'obtention de la nationalité américaine et à l'abandon de la culture d'origine. Ce qui semble être difficile, voire irréalisable chez environ 80% des migrants africains de la première génération, car ils restent très attachés à leur culture (folklore musical, gastronomie, décoration, notamment) et à leurs coutumes. Ils ont gardé les coutumes de leur pays d'origine.¹ Ces traditions sont perceptibles notamment lors des festivals d'été dans des grandes villes comme Oakland, Cleveland, Washington, D.C., New York, Baltimore, Atlanta, La Nouvelle-Orléans, Philadelphie, etc.

Ces migrants veulent faire partie de la société américaine tout en préservant leur identité religieuse (croyances, superstitions, dieux protecteurs), ou leurs traditions.² A titre d'exemple, près de 2% des migrants africains aux États-Unis sont animistes. Ils sont d'origine congolaise, togolaise, gabonaise, centrafricaine et ils sont attachés à leurs croyances et pratiques animistes. Rappelons que pour les animistes la terre est la demeure des esprits et des ancêtres. 10% d'entre eux possèdent un ou plusieurs objets protecteurs (telles que les amulettes, statuettes protégeant contre le mauvais sort).³

¹ Notre enquête.

² Citons par exemple les totems, les dieux protecteurs, les traditions orales africaines (les fables, les contes tels que ceux de l'ancien Soudan, les traditions bambara, mandé ou mossi ainsi que leur signification profonde) et la coutume du mariage. D'ailleurs, les Associations de migrants africains de Washington, D.C., de New York et celles d'Atlanta n'hésitent pas à faire venir un conteur africain aux États-Unis lors des festivals d'été.

Cf. *African Events*

<<http://www.africaevent.com>>. (consulté le 10 avril 2006)

³ *Ibid.*

Ils prônent les échanges entre les diverses cultures et le métissage culturel au sein de la société américaine. D'ailleurs, il arrive parfois que la deuxième ou la troisième génération revendique l'identité de leurs parents et grands-parents (coutumes vestimentaires, pratiques religieuses...). Ce que des chercheurs tels que John Logan, Andrea Rea ou Maryse Tripier appellent le renouveau ethnique (ethnic revival), résumé par l'expression « Ce que le fils veut oublier, le petit-fils veut s'en souvenir ».¹

35% des migrants apprennent leur langue maternelle à leur progéniture. Et parfois des coutumes que eux-mêmes n'observent plus (pratiques culturelles, usage de totems). Dans ce contexte, pourrait-on parler d'assimilation culturelle ? Nous reviendrons sur la réaffirmation identitaire des descendants de migrants africains plus loin.

Dans *Migrants internationaux et Diasporas*, Sylvie Chedemail définit l'assimilation comme une attitude des migrants pour s'identifier le plus possible au modèle de la population locale. Cela se traduit, pour les nouveaux immigrants, par l'abandon des coutumes les plus visibles, l'adoption de la langue anglaise même en famille, le changement dans le choix des prénoms des enfants, la célébration des fêtes locales.² L'assimilation, telle que définie ici, évoque essentiellement le modèle américain.

60% des migrants africains de New York maintiennent des liens culturels et linguistiques très forts avec leur pays d'origine, notamment en ce qui concerne l'éducation des enfants. Par exemple, Seth Kugel a constaté que les jeunes Gambiens de New York apprenaient le Coran dans la langue de leur pays : « After school, Gambian children study the Koran in Arabic. That is at least their third language ; at home they speak Soninke, a tongue spoken in Gambia, and in school they speak English. »³

25% des migrants africains interrogés disent qu'ils sont confrontés au conflit des cultures au sein de la société américaine. Leurs enfants se trouvent

¹ Logan, 2000, 17 ; Rea & Tripier, *op. cit.*, 54.

² Chedemail, *op. cit.*, 65.

³ Kugel, *op. cit.*, 4.

également au carrefour des cultures.¹ Joseph Takougang estime qu'une appréciation positive des valeurs américaines (la liberté, la religion, le patriotisme entre autres) et du mode de vie que le pays leur a offert va de pair avec l'acquisition de la citoyenneté américaine.²

Mais certes, le regroupement résidentiel des populations originaires d'un même pays ou la constitution d'enclaves ethniques ne permet pas aux nouveaux arrivants de s'assimiler.

Il est intéressant de relever que, par le passé, l'assimilation a été facilitée par la dispersion des membres des groupes d'immigrants dans de nombreux endroits différents des États-Unis. La dispersion était jugée essentielle par les Pères fondateurs³ des États-Unis d'Amérique pour éviter les conséquences délétères de l'immigration. Ils partageaient la conviction que l'on ne devait pas autoriser les immigrants à se regrouper avec leurs « semblables » dans des zones géographiques ethniquement homogènes. D'après Washington, si les immigrants s'installaient ensemble, ils « conserveraient la langue, les habitudes et les principes (bons ou mauvais) qu'ils avaient amenés avec eux. En revanche, s'ils étaient mêlés au peuple américain, eux et leurs descendants s'adaptent rapidement aux coutumes américaines. » De même, Jefferson avançait que les immigrants devaient « être dispersés en petits groupes parmi les natifs afin d'être assimilés plus vite. »

En outre, la diversité ethnique a contraint les immigrants à apprendre l'anglais pour communiquer non seulement avec les Américains, mais aussi entre

¹ Notre questionnaire.

² Takougang, *op. cit.*, 12.

³ Les Pères fondateurs sont les hommes qui ont signé la Déclaration d'indépendance ou la Constitution des États-Unis, et ceux qui ont participé à la Révolution américaine comme patriotes. Il s'agit entre autres de George Washington, James Wilson, James Madison, William Samuel Johnson, Alexander Hamilton, Benjamin Franklin, Thomas Jefferson, John Adams, Samuel Adams, Josiah Bartlett, Carter Braxton, Charles Carroll, Samuel Chase, Abraham Clark, George Clymer, William Ellery, William Floyd, Benjamin Harrison, William Hooper, Francis Lewis, Thomas McKean, John Morton, George Walton, Thomas Paine, pour ne citer que ceux-là.

eux. Cependant, l'immigration d'après 1965 s'est considérablement écartée de ce modèle de dispersion historique.¹

Une des caractéristiques de la métropole américaine est que les groupes sociaux occupent un espace géographique défini, que les individus de même origine géographique ou culturelle ont tendance à se regrouper. C'est la raison pour laquelle on voit dans certaines grandes villes américaines comme Springfield, San Francisco, New York, Dallas, Atlanta, Miami, Philadelphie, Montgomery, Delaware, Houston..., des quartiers largement fondés sur l'appartenance ethnique. Little Africa, Little Italy, Koreatown à New York, Chinatown à San Francisco et à New York ; Astoria, le quartier grec de Queens, Bay Ridge, le quartier arabe situé au Sud-Ouest de Brooklyn ; Washington Heights, le quartier dominicain situé au Nord de Harlem ; Little Haïti et Little Havana à Miami en sont des exemples parmi tant d'autres.²

Ainsi dans les quartiers défavorisés où résident 70% des immigrants à revenus modestes, on peut aisément distinguer les Africains des Jamaïcains, voire les Portoricains des Cubains. S'agissant des migrants, Agyemang Konadu souligne dans l'article déjà cité que :

Certain streets and neighbourhoods in the Washington area have a high concentration of Ghanaians, Nigerians, and Ethiopians. In the New York area, some neighbourhoods in the Bronx, Queens, and Brooklyn are distinctively Ghanaian or Senegalese.³

Les résidents de ces quartiers ont des origines géographiques et ethniques très diverse. En général, la grande majorité des nouveaux venus (80%) gardent les coutumes de leur pays d'origine. Les migrants africains ne sont pas une exception.⁴

¹ Huntington, *op. cit.*, 193.

² Cf. Kugel, 2002, A2 ; Stoller, *op. cit.*, 181 ; Body-Gendrot, *op. cit.*, 134.

³ Konadu & Takyi, *op. cit.*, 42.

⁴ *Ibid.*

Les Mexicains, Cubains, Boliviens et autres immigrants d'origine latino-américaine sont perçus par nombre de chercheurs américains (Waters, Alba, Sorenson, Portes, Logan, Huntington, Wilson...) comme formant un bloc d'Hispaniques, ils n'en demeurent pas moins extrêmement diversifiés. De plus, les catégories « Latino-Américain » ou « Hispanophone » regroupent aussi bien les immigrants que les Américains de naissance, occultant ainsi la distinction entre nouveaux arrivants et résidents de longue date. Les immigrants chinois, japonais, laotiens, vietnamiens, thaïlandais et philippins, qui n'ont pas grand-chose en commun, sont de même regroupés dans la catégorie d'Asiatiques par le Bureau du recensement des États-Unis. Selon le même principe, les Noirs venus d'Afrique subsaharienne (du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Kenya, du Congo, du Cameroun, du Ghana, d'Angola, du Malawi, de la Zambie, de la Guinée, d'Éthiopie, du Bénin, de Zanzibar, du Centrafrique, de Madagascar, d'Ouganda, des îles du Cap-Vert, du Zimbabwe, etc.) forment le groupe de Subsahariens par opposition aux Afro-Caribéens, c'est-à-dire, aux migrants originaires de la république dominicaine, de la Jamaïque, d'Haïti, de Trinidad & Tobago, de la Barbade, des Bahamas, etc. C'est le cas de Marcus Garvey, leader noir originaire de la Jamaïque.

Tous ces migrants constituent une partie de la minorité noire des États-Unis. Une grande majorité des migrants africains de la première génération (80%) n'ont pas fait table rase de leurs traditions culturelles. Il y a brassage de tous les constituants culturels en présence.¹

Cette juxtaposition de cultures différentes dans des villes cosmopolites comme New York, Miami, San Francisco, Washington, D.C., Cleveland, Seattle, Baton Rouge, Detroit, Denver, Baltimore, Los Angeles, Boston ; la coexistence de groupes d'immigrants venus de tous les horizons, la diversité des langues, des coutumes et traditions culturelles (bien qu'elles soient l'expression d'une identité) ne sont pas sans conséquences sur le plan social.

Les Italiens, Irlandais, Cubains, Chinois, Coréens et Portoricains de New York fonctionnent largement comme des groupes sociaux vivant en autarcie. Leur

¹ Stoller, *op. cit.*, 7 ; Falola & Afolabi, 2008, 46.

répartition dans les quartiers des grandes villes américaines et leur spécialisation professionnelle sont affirmées, même si leur installation est plus ancienne.

La persistance d'une certaine vie centrée sur le groupe est perçue par Loïc Wacquant ou Frank Bean comme un refus d'intégration, voire un obstacle à l'assimilation. Même s'il s'agit-là d'un trait permanent de la vie sociale des grandes villes américaines. Car le concept d'assimilation est tout à fait clair pour Bean. Il insiste sur l'idée de « ressemblance culturelle ». Selon lui :

Assimilation is the process by which the characteristics of members of immigrant groups and host societies come to resemble one another. That process, which has both economic and sociocultural dimensions, begins with the immigrant generation and continues through the second generation and beyond.¹

La diversité culturelle est une donnée de la vie sociale aux États-Unis si l'on en croit Joel Millman. Nous nous permettons de rappeler que près de 65% des migrants africains de la première génération aux États-Unis tiennent à la sauvegarde des liens socioculturels avec leur pays d'origine.²

Par exemple, à New York, Washington, D.C. et à Atlanta, pour ne citer que ces trois grandes villes, 70% des migrants africains maintiennent des relations étroites avec leur pays d'origine. 40% d'entre eux sont membres des Associations africaines et environ 8% d'entre eux sont adeptes des religions afro-chrétiennes.³ Cela s'apparente à une non assimilation.

Notons *a contrario* que des chercheurs comme Karl Taeuber, ou Milton Gordon réfutent l'idée que la société américaine puissent se décomposer socialement et culturellement au profit de groupes sociaux antagonistes ou simplement juxtaposés les uns à côté des autres au sein d'un espace. Ils soulignent

¹ Brown & Bean, 2006, 1.

² Stoller, *op. cit.*, 4.

³ *African Events*, *op. cit.*, 14.

la nécessité de favoriser l'assimilation des nouveaux migrants se traduisant par l'abandon progressif et définitif de leurs spécificités culturelles. L'assimilation doit, selon eux, être analysée en termes de rupture avec les pratiques culturelles du pays d'origine suivi d'une agrégation consécutive au pays d'accueil. Ce qui sous-entend que l'assimilation vise à « gommer les différences », comme l'a souligné Jill Wilson.

Taeuber rappelle à ce titre que : « In countries where ethnic minorities are expected to assimilate to cultural norms, controversies erupt if they assert their identity. »¹

1.2. Les migrants africains aux États-Unis entre tradition et assimilation

1.2.1. Assimilation : quelques changements culturels.

Si l'on s'en tient à la définition donnée par Emeka Nwadiora, à savoir : « Assimilation occurs when the incoming group does away with their original culture and aggressively seeks complete identification with the dominant culture », ² on peut affirmer qu'une large majorité (près de 80%) des migrants africains aux États-Unis, ne sont pas assimilés au groupe dominant. L'adhésion aux normes culturelles de ce pays s'est avérée particulièrement difficile pour eux.³

Néanmoins, on peut noter quelques indices révélant le rapprochement avec d'autres groupes sociaux. Par exemple, l'évolution de la taille des familles de migrants africains observée à Washington, D.C. par Kinuthia Macharia et à New York par Sylviane Diouf constitue un indice d'adaptation ou d'ajustement à la population locale. Dans les populations migrantes africaines au cours de la décennie 1990-2000, le nombre moyen d'enfants par femme oscille entre trois et

¹ Sorenson & Taeuber, *op. cit.*, 18.

² Nwadiora, *op. cit.*, 63.

³ Notre enquête.

quatre,¹ alors que pour les femmes africaines-américaines, il est similaire à celui des femmes latinos.²

Mais d'une manière générale, les femmes originaires d'Afrique subsaharienne alignent leur taux de fécondité sur celui des femmes caribéennes et s'éloignent des modèles familiaux du pays d'origine. A ce sujet, Howard Dodson écrit :

Life in immigration has had definitive repercussions on the African family in America. [...] Immigration has had an impact on the composition of the family: Africans are adjusting their family size. Taking into consideration the housing space available, and the high cost of living and education, many have smaller household—three or four children, still more than the average American family—than what is expected in Africa where the number of children per women (including professional women) is often five or six.³

En Afrique, la famille africaine est beaucoup plus élargie qu'elle ne l'est aux États-Unis. Le nombre d'enfants est en général supérieur à deux.⁴ Aux États-Unis, les migrants africains tiennent compte sans doute de l'espace disponible dans leurs logements mais également du coût de la vie. La prise en compte de l'exiguïté des lieux dans la planification familiale a été citée par près de 44% des migrants interrogés. Puisque l'espace physique est réduit, les migrants sont passés d'une grande famille à une famille nucléaire. Dans *Extended Lives : The African Immigrant Experience in Philadelphia*, Leigh Swigart partage ce point de vue. D'après elle :

Family is very important through Africa. Most people live in households that include not only the nuclear family (mother, father, and

¹ Macharia, *op. cit.*, 8 ; Diouf, *op. cit.*, 26.

² Djamba, *op. cit.*, 214.

³ Dodson & Diouf, *op. cit.*, 10.

⁴ *Ibid.*

children) but also members of their extended family (grandparents, aunts, uncles, cousins, and so on). In the United States, African families are much reduced compared to the extended model they would follow at home.¹

Le nombre d'enfants baisse très rapidement : les femmes venues avant 1980 ont plus d'enfants que celles qui sont venues après 1980 (cinq en moyenne avant 1980 contre deux ou trois après cette date).² D'autres indices indiquent cet ajustement des populations migrantes africaines aux normes dominantes de leur pays d'accueil : l'alignement de l'âge au mariage, la montée du célibat chez les filles ou encore l'indépendance des jeunes vis-à-vis de leurs parents.³

D'une génération à l'autre, les choix culturels et les représentations de l'avenir se rapprochent de ceux des Américains, que ce soit dans les comportements familiaux, en matière scolaire, sur le plan professionnel ou dans les modes de consommation.⁴

Le contraste avec le pays d'origine est parfois saisissant, notamment chez certains migrants originaires des zones rurales d'Afrique. Là-bas, traditionnellement, le père était le seul qui sortait, qui voyageait, qui était en contact avec le milieu extérieur. Aux États-Unis, ce temps semble être définitivement révolu.

Ces quelques exemples ne présument en rien un changement radical des comportements chez les migrants africains. Il semble bien que près de 70% des migrants africains de la première génération soient restés dans une logique migratoire. En effet, ils conçoivent leur présence aux États-Unis comme provisoire. Le retour borne leur horizon.⁵ 74% des migrants ouest-africains de New York se situent dans cette logique.⁶ L'âge d'arrivée aux États-Unis représente un obstacle

¹ Swigart, *op. cit.*, 22.

² *Ibid.*, 96.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ Notre enquête.

⁶ Diouf, *op. cit.*, 23.

pour l'assimilation des migrants de la première génération. Il est, par conséquent, beaucoup plus aisé de parler d'assimilation des migrants qui sont arrivés très jeunes aux États-Unis et des individus de la deuxième génération. Richard Alba fait remarquer :

It is widely accepted that the immigrant generation does experience changes as it accommodates itself to life in a new society, but that these changes are limited for individuals who come mostly as adults and have been socialized in another society, invariably quite different from the United States. Hence, the changes experienced by the immigrants themselves cannot be decisive for conclusions about assimilation. It is only with the U.S. born, or at a minimum the foreign born who immigrate at young ages and are raised mostly in the United States, that there is the possibility of assessing the limits of assimilation for new immigrant groups.¹

A l'opposé, environ 10% des migrants d'Afrique Centrale se disent assimilés. Ils manifestent semble-t-il le désir de s'identifier aux membres de la société d'accueil. Ils fêtent Halloween, Thanksgiving, le Kwanzaa, ou la fête du 4 juillet. L'assimilation étant le résultat d'un changement intervenu après un contact culturel. Solomon Jones estime que, dans une société multiculturelle comme les États-Unis, le contact culturel entre groupes sociaux entraîne inéluctablement un changement culturel :

However strongly social groups may hold to homeland traditions, cultural change is inevitable. African immigrants, like immigrants from everywhere else, change their perceptions, ideas, and interests as they meet people with different backgrounds and become immersed the sounds, sights, concerns, and opportunities of their new environment.

¹ Alba & Nee, *op. cit.*, 849.

They combine what they have learned at home with what they encounter in America.¹

Parmi ces migrants il y a des Camerounais (8%), Togolais (6.5%), Congolais (6%), Centrafricains (5.8%), Rwandais (4%), Zambiens (3.5%), Angolais (3%), Kenyans (2.5%), Ethiopiens (2%), Gabonais (1%) qui disent avoir abandonné tout projet de retour et se considèrent pleinement comme des Américains.² Ceux-ci ont quitté la logique de l'immigration, recherchant la mobilité professionnelle et sociale et alignant leurs comportements culturels sur ceux des Américains. Ils ont pris des distances avec leur pays d'origine et manifestent ostensiblement leur détachement. Mais ils ne renient pas leurs origines. La double appartenance est souvent revendiquée comme une source d'enrichissement.³ Sont-ils pour autant assimilés ?

Par contre, 45% des migrants africains résidant en Californie dénoncent les valeurs culturelles américaines. Ils estiment qu'il est difficile pour eux de rompre avec leurs coutumes ou traditions ancestrales et que l'assimilation est un échec lorsqu'elle ne s'accompagne pas d'une insertion économique réussie.⁴

Cette attitude pourrait s'apparenter à un rejet culturel, selon la définition donnée par Emeka Nwadiora « Cultural rejection is defined as deliberately self-imposed withdrawal from the larger society. The desire of the incoming group to maintain their own traditional ways of life without participation in the larger society leads to rejection through optional separation. »⁵

En ne faisant guère d'efforts visibles pour s'adapter, en préservant des habitudes qui les distinguent ouvertement des Américains parce qu'elles se remarquent aussi de l'extérieur, ces migrants de Californie marquent volontairement ou involontairement, leur refus du mode de vie américain.⁶ Là

¹ Jones, 2006, 5.

² Amissah, *op. cit.*, 167.

³ *Ibid.*

⁴ Diouf, *op. cit.*.

⁵ Nwadiora, *op. cit.*, 62.

⁶ Diouf, *op. cit.*, 7.

encore, il n'est pas question d'attribuer ce comportement à tous les migrants africains de cet État.

Deux migrants africains sur trois font preuve d'une certaine discrétion et ont tendance à imiter les aspects extérieurs des Américains (coutumes vestimentaires par exemple) dans un souci d'invisibilité ou de simple respect d'autrui (passer inaperçu, ne pas choquer l'autre).¹

Par exemple, certains jeunes issus de l'immigration africaine ont souvent essuyé des moqueries de leurs camarades américains, les uns parce qu'ils parlent leur dialecte, les autres parce qu'ils ont un comportement trop révérencieux. Un jeune d'origine ivoirienne raconte qu'il avait remarqué qu'à plusieurs reprises des camarades de classe (Africains-Américains, Latinos-Américains et Afro-Caribéens) étaient contrariés par sa courtoisie trop marquée à l'égard des professeurs et son éducation lorsque, sur le chemin du retour de l'école, celui-ci descendait un trottoir pour laisser le passage aux gens.² A propos des difficultés auxquelles des jeunes Africains se trouvent confrontés aux États-Unis, Howard Dodson affirme que :

Youngsters born in Africa often stress that they have difficulties adjusting to their schoolmates' expectations. They are mocked for their foreign manners, their politeness towards teachers and elders, their accent, and sometimes the darkness of their skin, even by some of their African-American peers. They often feel compelled to reject or hide their "African ways" to avoid being singled out, and to adopt their American peers' mannerisms.³

Contrairement à Milton Gordon et Jill Wilson, Joel Millman considère que l'assimilation linguistique et l'assimilation culturelle, en particulier, la maîtrise des codes linguistiques et culturels américains ainsi que la réussite dans le système éducatif américain (l'obtention d'un diplôme) n'exigent pas l'abandon des

¹ *Ibid.*

² Arthur, *op. cit.*, 108.

³ Dodson & Diouf, *op. cit.*, 11.

appartenances et des identités. Pour lui, la perte de la langue maternelle n'est pas un critère pour conclure à une assimilation linguistique.¹

L'apparition des groupes affirmant leurs identités religieuses ou ethniques aux États-Unis traduit ce double mouvement paradoxal de fragmentation et d'unification. La fragmentation culturelle produit une diversification des comportements et des normes. Si certains migrants africains peuvent s'assimiler à l'univers culturel américain, d'autres par contre (et ceux de culture musulmane en particulier) ont des difficultés pour s'assimiler, soutient April Gordon. C'est leur identité religieuse qui semble incompatible avec la culture dominante des États-Unis.² La polygamie d'environ 5% des migrants en est un exemple.³ Paul Stoller le rappelle :

As Muslims, moreover, African immigrants have the right, if they so choose and are financially able, to marry as many as four women. These are some of the cultural assumptions that many lonely and isolated Africans bring to social relationships with the women they encounter in New York City. To say the least, these assumptions clash violently with contemporary social sensibilities in America.⁴

D'une manière générale, la polygamie de certains migrants africains semble poser des obstacles à leur acculturation. La conservation des modes de vie traditionnels et la diversité de leurs modes de vie nous paraissent incompatibles

¹ Millman, 1997, 12.

² A. Gordon, *op. cit.*, 88.

³ Les trois-quarts d'entre eux sont originaires de la région ouest du continent africain (Guinée, Sénégal, Mali, Gambie, Côte d'Ivoire...). Dans cette zone géographique où l'on valorise la polygamie, la cohabitation entre plusieurs épouses est une pratique relativement fréquente.

Cf. *Afrique-États-Unis*

<<http://www.allafrica.com>>. (consulté le 4 mars 2007)

⁴ Stoller, *op. cit.*, 160.

avec la culture dominante des États-Unis. La gestion de la polygamie africaine dans des appartements exigus, et la déstructuration des familles en sont une illustration.

L'assimilation culturelle suppose une adaptation des migrants aux normes culturelles et aux valeurs séculaires du pays d'accueil. Par exemple, l'assimilation des Mourides de New York, des Somaliens de Seattle, des Soudanais de Greensboro, des Ethiopiens et Tchadiens de Washington, D.C. s'est avérée beaucoup plus difficile parce qu'ils sont considérés comme les plus éloignés culturellement des normes en vigueur dans une Amérique à dominante protestante. Contrairement aux pays musulmans d'Afrique subsaharienne, la liberté et l'égalité y compris entre les femmes et les hommes constituent des valeurs culturelles essentielles de la société américaine.¹

A cause de la trop grande importance qu'ils accordent à leurs identités religieuses respectives, près de 65% des migrants africains (Béninois, Maliens, Sénégalais, Nigériens, Guinéens, Gambiens, Togolais...) sont confrontés au problème d'acculturation. Ces identités religieuses se caractérisent, entre autres, par la pratique du vaudou, des rites religieux et de la sorcellerie.² Leur assimilation paraît dès lors difficile.

¹ Halima, *op. cit.*, 12.

² Stoller, *op. cit.*, 24 & 86.

Par exemple, c'est une coutume ancestrale et une pratique courante chez les commerçants ouest-africains de New York de brûler de l'encens tout en invoquant les esprits de leurs ancêtres afin que leurs activités commerciales puissent prospérer.

Cf. « Les migrants d'Afrique », *op. cit.*, 23.

Autre exemple, près de 10% des migrants congolais pensent que les maux dont souffrent certains patients seraient d'origine mystérieuse. Il pourrait s'agir d'un membre de la famille qui fait appel aux forces du mal pour empoisonner ou tuer à petit feu (envoûtement). C'est pour cela que toute cure préconisée par un guérisseur comporte une grande partie de cérémonies religieuses. La cure s'apparente souvent à des rites magiques : les esprits des ancêtres sont appelés à la rescousse grâce à des sacrifices d'animaux. L'imposition des mains ou les attouchements d'objets sacrés (masques) figurent parmi les autres pratiques pour guérir un patient.

Ibid.

De plus, il y a des migrants qui ont maintenu leurs superstitions autour de certains bestiaires. Des animaux tels que le chat ou le hibou auraient des pouvoirs maléfiques chez les Laris du Congo. Par

Ils sont fidèles aux traditions et coutumes ancestrales et n'hésitent pas à évoquer leur intérêt pour le folklore et les religions traditionnelles. Citons l'exemple de ce couple ghanéen qui réside à Cambridge dans le Massachusetts depuis près de vingt ans et qui est retourné dans son pays d'origine pour se marier de façon traditionnelle, c'est-à-dire, en respectant les rites religieux :

When Emmanuel Akye married his wife, Ruth, in 1995, the couple observed some nuptial customs in their native Ghana before the Episcopalian service in Cambridge. In Accra, their two families sat opposite each other and exchanged gifts, including a Bible, six pieces of cloth, a stool, a mat, a bottle of gin, and two bottles of schnapps.¹

Ce couple n'est pas un cas isolé. Près de 40% des migrants africains aux États-Unis optent pour un mariage traditionnel.² Soulignons au passage que certains migrants africains proviennent de la même ville ou du même village et ils ont tendance à transposer le même mode de vie que celui de leur zone géographique

exemple, le mimétisme d'un chat devant la porte d'une maison ou d'un appartement au milieu de la nuit serait prémonitoire. Il annoncerait un décès imminent au sein de la famille. En conséquence, les migrants appartenant à cette ethnie sont réticents à l'idée d'avoir un chat comme animal de compagnie. Il en est de même pour les ululements d'un hibou.

Ibid.

Chez les Yoruba du Nigeria, chaque enfant est un esprit d'ancêtre qui revient parmi les vivants.

Enfin, dans certaines ethnies au Cameroun, au Gabon, au Bénin ou au Congo, la femme, après la disparition de son époux, se doit de s'habiller en noir pendant au moins un an (ce qui correspond à la durée du deuil). Quoique vivant en Amérique, certaines femmes originaires des pays précités ont gardé ces coutumes. Aussi, le décès d'un enfant est rarement neutre : il est en général attribué à un oncle ou à un grand-père qui aurait fait des gris-gris au fin fond du village en Afrique.

Ibid.

¹ *African Events*

<<http://www.africaevent.com>>. (consulté le 10 avril 2006)

² *Ibid.*

d'origine. Cette difficulté pour certains migrants africains à être assimilés est évoquée par Selassie Bereket :

Whether or not assimilation into the American mainstream, the traditional path of European immigrants' acculturation is possible ; for African newcomers remain problematic, especially given the paramount importance they place on maintaining ethnic identities.¹

Les Ouest-Africains résidant aux États-Unis demeurent attachés à leurs coutumes. 15% d'entre eux disent ne pas consulter un médecin en cas de maladie. Ils préfèrent la médecine traditionnelle africaine à la médecine moderne. Cette médecine traditionnelle est pratiquée en général par des marabouts africains dans des grandes villes américaines (Austin, New York, Atlanta, San Francisco, Denver, Houston, Jackson...).²

Il est très courant chez les migrants ouest-africains de Harlem de porter des gris-gris et autres amulettes ou de consulter un guérisseur-féticheur que l'on appelle aussi « tradipraticien ». L'appartement de ce dernier est en général un « sanctuaire » encombré de statuettes et autres objets rituels ainsi que d'un bric-à-brac de fioles, paquets, calebasses pleines de poudres, feuilles, plumes, cornes de chèvre importées d'Afrique. Puisant dans son abondante pharmacopée

¹ Bereket, 1996, 10.

² Comme l'a constaté Paul Stoller, « There are West Africans, however, who place little or no faith in modern Western medicine. In New York City, these men rely on traditional West African healers. Some of these healers are Muslim clerics, or marabouts, who specialize in healing. They treat people in one of several fashions. If the cause of a physical ailment is determined to be spiritual, the marabout may write a sequence of numbers on a piece of paper, recite a corresponding passage from the Qur'an, spit on the paper, fold it into a tight bundle, and instruct his client to encase the paper in a leather pouch and wear it on a string around neck or waist. In Francophone West Africa, these pouches are called *gris-gris*. For spiritual illnesses that have somatic manifestations, the marabout may use black ink to write a powerful Qur'anic verse on a tablet. He then washes the passage from the tablet with water, making sure to collect the inky fluid in glass. The patient is then asked to drink the contents of the glass. »

Cf. Stoller, *op. cit.*, 148-49.

traditionnelle, le marabout est capable de confectionner en un tournemain le médicament recherché (par un migrant souffrant de migraine, d'asthme ou d'un ulcère par exemple) en pilant des écorces, des feuilles ou des racines. Pour les guérisseurs africains, les maux dont souffrent leurs patients ont une cause surnaturelle : les esprits des ancêtres qui ont été délaissés. Certains guérisseurs ouest-africains n'hésitent pas à utiliser la religion à des fins thérapeutiques ; ainsi écriront-ils sur une planchette avec une encre « spéciale » des sourates du Coran, puis ils la lessiveront à l'eau pour que le liquide recueilli serve à guérir les ulcères et autres maladies. Si ces pratiques séculaires font sourire certains Américains, il ne faut pas, pour autant, rejeter en bloc toute la médecine et la pharmacopée traditionnelles africaines sur lesquelles chercheurs (en l'occurrence des chimistes) et médecins occidentaux se penchent de plus en plus, à en croire Paul Stoller.¹

Il y a en Afrique de l'Ouest des traditions qui imposent aux jeunes filles des mutilations sexuelles. Au Sénégal et en Guinée, elles concernent un pourcentage important de jeunes filles. Le maintien de cette pratique a des répercussions jusqu'au États-Unis où les familles africaines appartenant aux ethnies concernées par ces coutumes continuent à faire opérer leurs filles. En perpétuant cette pratique, ces familles veulent semble-t-il respecter une coutume ancestrale.² Il est facile d'observer qu'il n'y a pas d'assimilation en vue pour ces dernières.

L'assimilation exige que l'immigrant sorte de son milieu culturel d'origine. La première période d'adaptation présente des difficultés, d'après Bereket. Après une ou deux générations, les descendants de l'ancien immigrant sont complètement assimilés à la société qui les a adoptés.³

Toutefois, il serait absurde de prétendre que les nouveaux immigrants puissent abandonner leur culture d'origine. 80% des migrants africains de la première génération aux États-Unis restent fidèles à leur culture d'origine. Ils ont

¹ *Ibid.*

² Les statistiques officielles ne sont pas connues car ces actes se déroulent dans la clandestinité. Ils sont pratiqués par certains migrants originaires de Guinée, du Mali, du Sénégal et de certaines régions du Cameroun.

³ Bereket, *op. cit.*, 10.

conservé les coutumes et traditions de leur pays d'origine.¹ Ce désir de manifester sa propre culture exprime la volonté d'être fidèle à soi. L'origine, la religion, l'appartenance ethnique et la langue sont pour ces migrants une source de richesse. Ils réclament le droit à la différence : la différence culturelle, la pluralité et l'affirmation de leur identité. Parmi les migrants qui sont particulièrement attachés à leur identité culturelle se trouvent les commerçants mourides venus d'Afrique de l'Ouest. Leur assimilation aux États-Unis semble compromise. Comme l'explique Paul Stoller :

West African vendors find themselves both catering to and resisting a stereotypical image of themselves (as Africans they say that they are seen as more "primitive" intellectually by some of their clientele) that both benefits them economically and denies their cultural specificity. They, however, may have less at stake in maintaining a ... cultural identity than we, as scholars whose disciplinary authority still rests upon such distinctions, might presume.²

Les migrants devraient donc oublier leurs traditions culturelles afin d'être mieux assimilés à la société américaine. Dans son ouvrage, Stoller étudie par ailleurs les rapports entre langues, identités et assimilation. Pour lui, Harlem, tout comme de nombreuses enclaves ethniques aux États-Unis, est devenu un espace conflictuel de cohabitation linguistique entre groupes sociaux francophones, hispanophones et anglophones.

28% des migrants africains se trouvent confrontés aux difficultés inhérentes à la rencontre de deux cultures. Leurs pratiques linguistiques en constituent la preuve. Ils ont beaucoup de difficultés à se fondre dans leur pays d'accueil et à apprendre l'anglais, si l'on en croit Harold Adelman. Les frontières géographiques et linguistiques semblent infranchissables. Le manque de pratique de l'anglais (à l'écrit comme à l'oral) rend leur intégration, voire leur assimilation

¹ *Ibid.*

² Stoller, *op. cit.*, 82.

difficile. A la maison, ils ne parlent non pas anglais, mais wolof, soninké, bambara, songhay, lari, bamiléké, swahili, vili, etc.¹

Les seuls journaux qu'ils lisent sont rédigés en wolof ou en swahili. Leur principale distraction est la musique africaine.²

Les journaux écrits en swahili, les radios diffusant en songhay, les mosquées et le commerce ethnique contribuent à la formation d'une identité culturelle et d'un espace public singulier à l'intérieur de la société américaine. A New York par exemple, l'association africaine la plus active, à savoir la *New York African Businesswomen's Association*, jouit d'un ancrage local très fort de ce point de vue.

Les rencontres festives des migrants disséminés donnent l'occasion d'une affirmation identitaire transnationale – expression d'une solidarité entre migrants de la ville, mais aussi avec ceux d'autres villes.

La binationalité, tout autant que les liens transnationaux ne vont pas nécessairement dans le sens de l'assimilation.³ Cela concerne environ 32.5%⁴ des migrants africains. Partagés entre deux cultures, 20%⁵ d'entre eux n'ont aucun doute sur leur identité. Ils sont Africains et très attachés à leur terre d'origine.

Dans cette perspective, Ottavia Schmidt indique : « le problème du mouridisme à New York est celui de la langue de communication, qui reste le wolof, ce qui constitue indéniablement un frein important à l'assimilation du groupe. »⁶

Certes, Schmidt se refuse d'essentialiser les cultures ou de prôner la suprématie d'une culture quelle qu'elle soit. Le conflit et le changement étant des éléments constitutifs. Aussi, la nation américaine, affirme t-elle, a été édifiée sur le

¹ Adelman, *op. cit.*, 10.

² *Ibid.*

³ Cf. Kymlica, 1995.

⁴ *Immigration Insight, op. cit.*, 12.

⁵ *Ibid.*

⁶ Ottavia & Blion, 2000, 43.

principe de liberté et de tolérance. Elle est un creuset où se confondent différentes cultures.¹

Chapitre II

2. L'assimilation linguistique.

Il convient de préciser que, dans l'ensemble, l'assimilation à une langue autre que la langue d'origine est courante chez les immigrants (environ 60% des migrants africains). En revanche, l'abandon de la langue d'origine, renoncer à sa pratique signifie que celle-ci devient inutilisée et, à la longue, oubliée. Il est rare que ce phénomène se produise chez les migrants africains (90%), car seule une minorité (10%) d'entre eux en arrivent à oublier une langue qu'ils maîtrisaient parfaitement jadis.² Il est donc préférable de percevoir l'assimilation linguistique comme un processus se déroulant sur au moins deux générations.

2.1. Sociabilité et pratiques linguistiques.

2.1.1. Maîtrise de l'anglais.

La maîtrise de l'anglais joue un rôle déterminant sur le type de loisir adopté et sur les relations avec le voisinage. On fréquente les personnes avec lesquelles on peut converser. Aussi, les difficultés à comprendre et à s'exprimer en anglais notamment pour les migrants originaires des pays d'Afrique francophones peuvent entraîner une coupure très forte avec le pays d'accueil.

Les sorties se trouvent généralement favorisées par une bonne maîtrise de l'anglais. Ce qui est compréhensible dans la mesure où un certain nombre d'activités sont rendues difficiles, voire impossibles, si l'on ne parle pas anglais (cinéma, théâtre, etc.).

¹ *Ibid.*

² *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 28.

De façon parallèle, le type de personnes fréquentées dans le voisinage est également fortement lié au degré de maîtrise de l'anglais. Pour les enfants de travailleurs migrants qui sont nés ou ont grandi aux États-Unis, la pratique linguistique ne constitue pas un problème. C'est probablement pour cette raison que l'universitaire Charles Amissah affirme que « most of the African Immigrant youngsters speak perfect English and they are pretty much assimilated. »¹

Cependant, 35.8% des personnes de la première génération d'immigrants africains ne parviennent pas à parler un anglais totalement fluide, hormis lorsqu'ils viennent de pays anglophones. 40% des migrants africains (en particulier ceux originaires de la zone francophone et lusophone) ne maîtrisent pas l'anglais, ou parlent un anglais approximatif.² Par exemple, 28.5% des Guinéens de New York parlent une autre langue que l'anglais à la maison. 38.5% des Érythréens de Charlotte parlent swahili.³ Ce qui constitue un véritable obstacle à leur assimilation linguistique aux États-Unis. C'est le cas de certains commerçants ouest-africains à New York dont parle Paul Stoller :

Many of the West African traders don't like going to public hospitals where medical staffers often have difficulty understanding their English, let alone their French, Wolof, Bamana, Songhay, or Hausa. These immigrants also face the difficulties of finding their way through the bureaucratic mazes of American regulation without a shared cultural foundation, without first-language competence in English, and without documentation.⁴

¹ Amissah, 1994, 206.

² Halima, *op. cit.*, 6.

Joseph Takougang confirme cette idée lorsqu'il déclare : « The new African immigrants to the United States no longer come only from former English-speaking colonies—as had been the case for decades since those from none English-speaking often found it difficult to learn a new language—but include immigrants from former Portuguese, Spanish and French colonies. »

Takougang, *op. cit.*, 3.

³ *Ibid.*

⁴ Stoller, *op. cit.*, 22

Cet obstacle linguistique reste aussi un handicap à la formation professionnelle dont très peu d'immigrants non qualifiés profitent de manière satisfaisante. Autrement dit, la maîtrise linguistique est essentielle pour entreprendre une formation professionnelle. De même, la marginalité sociale liée aux difficultés socioéconomiques rencontrées par certains d'entre eux constitue une des raisons de leur exclusion de la société américaine.

C'est également à cause de la non maîtrise de l'anglais, idiome indispensable pour communiquer avec la société d'accueil, que les réunions de parents d'élèves sont désertées par près de 25% des migrants ouest-africains à New York.¹ Il est à noter toutefois que la désaffection des réunions à l'école s'explique davantage par l'appartenance à un milieu socioprofessionnel donné qu'à un groupe social.²

Victoria Ebin estime que 28% des migrants africains francophones ne maîtrisent pas suffisamment la compréhension orale et écrite de l'anglais.³ 67% des migrants venus d'Afrique centrale parlent le français à la maison.⁴

Par exemple, pour certains commerçants ouest-africains, l'apprentissage de l'anglais dans le Nouveau Monde est vécu davantage comme une nécessité matérielle que comme la voie d'une assimilation linguistique. La langue maternelle demeure en effet la langue des racines culturelles, et ces racines ne s'effacent pas avec le temps, loin de là.

Il serait certes exagéré de prétendre que ces racines se maintiennent intégralement après quelques trois ou quatre générations. Certains migrants savent pertinemment que les difficultés à communiquer dans leur pays d'adoption sont source d'isolement et d'obstacle pour leurs activités économiques. C'est le cas de ce commerçant sénégalais dont parle Paul Stoller dans l'ouvrage cité plus haut :

¹ Ottavia & Blion, *op. cit.*, 40.

² *Ibid.*

³ Ebin, *op. cit.*, 26.

⁴ Notre enquête.

Idrissa just can't learn English. He doesn't have the head for it. He knows it hurts his business. He can't really talk to the shoppers about the goods. When confronted with various financial, social, or personal problems, men like Idrissa have to rely on more fluent traders, which affects their self-image negatively and makes them even more socially isolated.¹

L'assimilation linguistique pose problème à d'autres migrants africains. 25% des migrants ghanéens, gambiens et nigériens se trouvent confrontés au problème linguistique aux États-Unis. Ceux-ci parlent le « Pidgin English » très marqué. Il s'agit d'une variété d'anglais pratiquée dans certains pays d'Afrique anglophone. D'où une certaine difficulté pour se faire comprendre des Américains.² Contrairement à leurs compatriotes qui ont fait des études à l'étranger (Royaume Uni, Australie, Canada voire aux États-Unis), la grande majorité de ces migrants (99%) sont des ouvriers non qualifiés venus des zones rurales de leur pays.³

La compétence linguistique est donc un élément essentiel pour l'adaptation des immigrants quels qu'ils soient dans leur pays d'accueil et pour leur assimilation. S'agissant des migrants ouest-africains à New York, Paul Stoller ajoute que :

The social group that West Africans have constructed for themselves in New York City, then, provide resources for, but not necessarily solutions to, their individual confrontations with social life in America. [...] The key, perhaps, to comprehending the variable adaptability of West African traders in New York is to focus on their cultural competence.

¹ Stoller, *op. cit.*, 172.

² Cf. « Les migrants d'Afrique », *op. cit.*, 29.

Paul Stoller a fait le même constat chez les commerçants ouest-africains : « Many of the West African traders don't like going to public hospitals where medical staffers often have difficulty understanding their English, let alone their French, Wolof, Bamana, Songhay, or Hausa. »

Stoller, *op. cit.*, 22.

³ « Les migrants d'Afrique. » *op. cit.*, 30.

The notion of competence has a long history in social sciences. In linguistics, it refers to the capacity of speakers to master the grammatical rules of a language in order to produce comprehensible sentence strings.¹

Ces migrants ne sont que faiblement imprégnés de la culture américaine car par exemple, un Mouride sénégalais sur trois a fait l'effort d'apprendre l'anglais.² En revanche, l'adaptation linguistique et culturelle de leurs enfants s'est faite facilement. Faut-il rappeler que ce sont des raisons économiques qui ont conduit 48% des Africains de l'Ouest à émigrer vers les États-Unis.³ « Travail et Dieu t'aidera », dit-on chez les Mourides ouest-africains. Dieu est le partenaire de toutes les entreprises. Quel que soit le métier, et si humble soit-il, il est paré de toutes les vertus.⁴

Gerald Jaynes pense que la compétence linguistique est loin d'être suffisante pour que les immigrants venus d'Afrique de l'Ouest s'assimilent. Ceux-ci se doivent de connaître la culture de leur pays d'adoption :

Although West African street vendors in New York City display various linguistic abilities, they must confront the problem of cultural competence. Many of them seem to have mastered the culture of capitalism, but their lack of a more general cultural competence has had serious negative consequences.⁵

¹ Stoller, *op. cit.*, 169.

² « Les migrants d'Afrique. » *op. cit.*

³ *Ibid.*, 30.

⁴ *Ibid.*

⁵ Jaynes & Williams, 1989, 19.

2.1.2. Pratiques linguistiques et assimilation.

There are other indicators—of English acquisition, of residential mobility, of intermarriage—demonstrating that African immigrants are assimilating socially, culturally, and to some extent even economically.

— Ian Diop¹

70% des personnes interrogées disent ne pas être assimilées à la population américaine.² En outre, l'assimilation de la deuxième génération est beaucoup moins problématique que celle des personnes de la première génération.

De la maîtrise de la langue anglaise à la réussite scolaire et au recrutement de certains migrants africains qualifiés dans des grandes entreprises américaines telles que Bull, Exxon, Coca-cola, Texaco, Microsoft, etc. en passant par la mobilité socioprofessionnelle,³ le taux d'activité des femmes originaires d'Afrique subsaharienne et les mariages interethniques, les indicateurs de l'assimilation sont extrêmement variés.⁴

¹ Ian Diop in *Irinkerindo : A Journal of African Migration*. Issue 2, Dec. 2003
<<http://www.africamigration.com>>. (consulté le 14 avril 2006)

² Notre questionnaire.

³ D'après Victor Nee, « Assimilation and social mobility are inextricably linked. »
Alba & Nee, *op. cit.*, 836.

Par ailleurs, Marie-Christine Pauwels écrit : « Mobility is inherited from the frontier days, in which moving West to settle the country held more than territorial significance : it expressed Americans' belief that theirs was an almost boundless land of freedom and opportunity, where it was possible to make a fresh start elsewhere. One left one's past behind and was given a second chance. This mobility is also present in the American character which is forward-looking, energetic, optimistic. Americans take pride in living in a society that is not static, but "on the move." »

Americans are also socially mobile. Upward mobility is indeed one of the expectations of all Americans, if not for themselves, then for their children. »
Pauwels, 1998, 28.

⁴ Waters, 1994, 798 ; Alba & Nee, *op. cit.*, 831.

Francis Dodoo soutient que l'assimilation des nouveaux immigrants aux États-Unis est liée, entre autres, à leur niveau éducatif et économique (emploi et revenu).¹ Andrea Rea et Maryse Tripier évoquent les ressemblances entre Noirs et Blancs à niveaux socioéconomiques identiques. D'après elles, la classe moyenne noire adopte les mêmes modes de vie que les Blancs ; Comme eux, ils quittent le centre-ville pour la périphérie lorsqu'ils deviennent propriétaires de leur logement.²

Faut-il préciser que tous les migrants africains ne sont pas confrontés à la barrière linguistique. 60% d'entre eux parlent très bien l'anglais.³ Certains commerçants ouest-africains de New York ont acquis au fil des années une compétence linguistique suffisante pour mener à bien leurs activités. Stoller le montre à travers ces deux Sénégalais :

Linguistic competence certainly plays a major role in adaptive success. There is a wide diversity of linguistic competence among the West African traders.

Men like Boubé and Mayaki speak English well. Boubé's linguistic competence helps to make him socially confident. His facility in English has enabled him to construct transnational exchange networks with African-Americans, and Middle Easterners and hence to expand his operations.

Using his skills in English, Boubé arranged to purchase a vehicle, buy automobile insurance, and obtain a driver's licence.

Boubé also employs his considerable linguistic skills to charm his mostly African-American customers. Mastery of English, in short, has increased Boubé's profits and expanded his social horizons

¹ « Assimilation as a process, as opposed to a specific definable point. In that vein, we can consider income appreciation as a marker of assimilation ».

Dodoo, 1997, 530.

² Rea & Tripier, *op. cit.*, 51.

³ Dodoo, *op. cit.*

considerably. Lack of competence in English, however, can result in missed opportunities.¹

65.5% des migrants africains parlent anglais avec leurs enfants. Pour eux, le fait de parler anglais avec leurs enfants facilite l'adaptation de ces derniers à l'école. Ils sont moins de 20% à n'utiliser que leur dialecte.² En outre, les critères ayant trait à la vie quotidienne, comme les taux de lecture de la presse du pays d'accueil, les relations avec le voisinage indiquent que ces migrants se reconnaissent largement dans les mœurs de leur pays d'adoption. Mais ils ne sont pas assimilés.

S'agissant de la pratique de l'anglais des migrants africains aux États-Unis, Francis Dodoo a fait une étude comparative intéressante, montrant les différences d'assimilation entre différents groupes sociaux minoritaires du pays. 60.4% des migrants africains parlent « un anglais de très bonne qualité » contre 17% des Afro-Caribéens et 2.1% des Africains-Américains. 58% des migrants africains sont diplômés des universités américaines contre 14.6% des Africains-Caribéens et 13.1% des Africains-Américains.

Certes, les limites de cette étude tiennent au fait que l'universitaire kenyan s'est intéressé essentiellement aux minorités noires du pays. Nous aurions préféré une étude qui englobe toutes les minorités (y compris les minorités asiatiques et latinos) en comparaison avec les Anglo-Saxons.

¹ Stoller, *op. cit.*, 171.

² Arthur, *op. cit.*, 90. ; Dodoo, *op. cit.* ; Amisah, *op. cit.*, 154.

Chapitre III

3. L'assimilation culturelle.

3.1. Éducation scolaire et assimilation.

Assimilation Differences among Africans in America.

Table 1: Averages of Selected Variables for Black Males in America.

	African- Americans	African Immigrants	Caribbean Immigrants
Human Capital			
Years of Schooling	12.2	15.4	11.7
College Degree (percent)	13.1	58.0	14.6
American Degree	13.1	24.8	7.6
Foreign Degree	0.0	33.2	7.0
Years of Experience			
American Experience	22.0	9.9	13.1
Foreign Experience	0.0	5.4	10.1
English Ability (percent)			
Speaks Only English At Home	97.0	22.8	60.1
Very Good	2.1	60.4	17.0
Good	0.6	14.3	12.4
Poor	0.3	2.4	8.7
None	0.0	0.1	1.9
Married (percent)			
Age	40	35	40
N	14,347	1,973	7,346

Source : Francis Doodoo. « Assimilation Differences Among Africans in America. » *Social Forces* 76(1997): 534.

Les trois indicateurs de base du statut socioéconomique aux États-Unis sont l'éducation, l'emploi et le revenu.¹ L'école est, selon Francis Doodoo, le principal instrument de l'assimilation. Aux États-Unis elle a également une fonction assimilatrice. Elle permet la réussite et l'obtention d'un diplôme. En cela, elle reflète bien sa fonction dominante qui est de former les futurs citoyens du pays. Par les études, les enfants des migrants s'insèrent dans la société et s'assimilent. Ils acquièrent plus rapidement la langue et la culture du pays d'accueil (célébration des fêtes : Halloween, Thanksgiving, Kwanzaa, etc., coutumes vestimentaires²).

L'école joue également un rôle d'assimilation pour les jeunes issus de l'immigration, en ce sens qu'il y a une certaine proximité culturelle entre les enfants appartenant à différents groupes sociaux. Elle favorise un certain décloisonnement ethnique. Elle mélange des populations par la création de liens d'amitié ou plus simplement par la vie de groupe.³

En d'autres termes, l'école est un milieu qui met en contact avec les réalités de la société d'accueil puisqu'il est possible d'y rencontrer d'autres enfants. Elle joue ce rôle indirectement en provoquant un investissement familial, et donc un alignement sur les pratiques des Anglo-Saxons en matière de stratégies scolaires. Elle le joue directement par l'apprentissage de la langue, de l'histoire des États-Unis et de la culture américaine.

L'échec scolaire et les difficultés d'insertion professionnelle peuvent résulter d'une inadaptation à un environnement donné. L'échec n'invalide pas l'assimilation et, inversement, l'assimilation n'est pas un gage de réussite.⁴ Cette assimilation signifie la maîtrise des codes culturels dominants.

Toute amélioration du statut économique des migrants dépend d'une amélioration de leur niveau d'études. L'école offre à la fois la possibilité d'une mobilité sociale ascendante et d'une assimilation culturelle réussie. Comme le

¹ Arthur, *op. cit.*

² En général, ils mettent des pantalons jeans amples, tee-shirts, et chaussures de Basket.

³ Maldwin, 1992 ; Kolm, 1980.

⁴ Takougang, *op. cit.*, 5.

déclare Dodoo : « Schooling is widely acknowledged to be the vehicle through which individuals can improve their socioeconomic status in America. »¹ Parfois, l'école est l'objet d'investissements familiaux importants. Certains migrants intellectuels y voient le principal vecteur de leur assimilation. Les comparaisons faites entre groupes sociaux montrent que les taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire des enfants de migrants africains, en 1990, étaient assez élevés notamment chez les Kenyans (82.5%), Camerounais (84.6%), Congolais (90%), Zimbabwéens (86%), Libériens (67%), Angolais (84.5%), Zambiens (78.9%), Nigériens (80%), Ghanéens (72.5%), Togolais (65.2%), Zimbabwéens (86%), Sud-Africains (77.1%), Soudanais (69.5%), Ougandais (77.8%), Sierra-Léonais (72.5%), Malawi (68.5%), Gambiens (70.5%), etc. Les taux de réussite les plus bas sont observés chez les jeunes Sénégalais (56.2%), Béninois (44.4%) et Maliens (54.5%).²

L'étude réalisée par l'Université de Boston a montré par ailleurs que 48% des jeunes Sénégalais font des études beaucoup plus courtes que d'autres jeunes Africains et obtiennent des diplômes inférieurs au Bac + 2. Globalement, leurs familles investissent moins dans la scolarité des enfants, jugeant qu'un retard scolaire justifie l'arrêt des études.³

Chez les migrants âgés de 25 ans et plus, 92.8% de filles et 96.1% de garçons ont terminé leurs études au lycée.⁴ En se basant sur les statistiques du U.S. Census Bureau de l'année 2000, Howard Dodson a été amené à faire le constat suivant :

African women are the most educated female group in the nation: 93 percent have at least a high school education (compared to 81 percent in

¹ Dodoo, 1999, 386.

² Source : *Migration to the USA by Educational Attainment for Selected Africans*, 1990. Boston College & Council for the Development of Social Sciences Research, 2004.

³ Dodoo, *op. cit.*

⁴ Source : *U.S. Bureau of the Census 2000*. « Educational Attainment of the African Foreign-Born Population 25 Years and Over. »

the general female population) and 31 percent have a bachelor's degree or higher (compared to 23 percent in the general female population).¹

La mobilisation familiale et l'importance accordée à la réussite scolaire sont les facteurs du succès, bien avant la proximité culturelle : les enquêtes menées par Yanyi Djamba et Agyemang Konadu ont révélé que, pour une même catégorie sociale, le taux de réussite scolaire des enfants de migrants africains est supérieure à celle des enfants des minorités latinos, africains-américains et afro-Caribéens.²

Liberty High School de Chelsea (New York) accueille des enfants de migrants récents en provenance des pays non-anglophones (30% d'entre eux sont originaires d'Afrique francophone). Ils y sont inscrits pour parfaire leurs connaissances en anglais et pour se préparer à l'examen dénommé *Graduation Equivalency Diploma*, qui est un peu l'équivalent du baccalauréat français.³ Les statistiques montrent qu'en fin de cursus, près de 68.5% des jeunes Africains obtiennent leur GED, contre 52.5% des Afro-Caribéens et 40% des jeunes Latinos.⁴

On peut dire que la solidité de la culture familiale et le maintien d'une éthique du travail favorisent la réussite scolaire, alors que la déstructuration culturelle et familiale peut créer un handicap important. 80% des migrants africains travaillent et transmettent à leur progéniture le goût de l'effort, ils leur inculquent le principe que chacun est responsable de son propre destin.⁵ Les valeurs familiales, l'éducation et l'ardeur au travail sont les principaux facteurs d'assimilation des nouveaux immigrants aux États-Unis.⁶ Ils constituent pour ainsi dire les facteurs clés de leur ascension sociale dans le pays.

Un quart des immigrants adultes arrivés aux États-Unis en 1980 sont des cadres ou des membres de professions libérales. En 1990, environ un de ces

¹ Dodson & Diouf, op. cit., 10.

² Cf. Djamba, 1998, 458 ; Konadu & Takyi, 1999, 18.

³ Stapp, 2000, 1.

⁴ *Irinkerindo : A Journal of African Migration*, op. cit. 12.

⁵ Djamba, op. cit., 457.

⁶ *Ibid.*

nouveaux arrivants sur quatre possédait un diplôme universitaire contre un sur cinq chez leurs prédécesseurs.¹

Il est cependant difficile de croire que les fonctions d'assimilation de l'école, de l'église ou de l'armée aient pu suffire à américaniser tous les migrants africains. C'est aussi leur attitude à l'égard du savoir et du travail.

3.2. L'assimilation de la seconde génération.

Par deuxième génération, il faut entendre les enfants nés aux États-Unis de parents africains ayant migré ainsi que ceux qui y sont entrés dans le cadre du regroupement familial.

Les jeunes de la deuxième génération s'assimilent plus facilement que leurs parents. Dans la vie sociale, il est difficile de distinguer les jeunes Africains des jeunes Africains-Américains, Afro-Cubains ou Afro-Caribéens. Les critères socioprofessionnels ne les différencient guère. 94% des membres de la deuxième génération, arrivés dans le pays en bas âge ou ceux nés aux États-Unis, possèdent une maîtrise relativement élevée de l'anglais. Comme le montrent les données relatives à l'assimilation linguistique, près de 65% d'entre eux maîtrisent parfaitement l'anglais et ne connaissent généralement que très peu, voire pas du tout la langue maternelle de leurs parents.²

Les critères nationaux ne sont pas non plus discriminants : 90% d'entre eux possèdent la nationalité américaine. Les jeunes issus de l'immigration africaine sont de culture américaine, ils ont intégré les valeurs culturelles américaines. Le lien entre jeunes Africains et jeunes Américains paraît davantage fondé sur la similitude des comportements.

¹ Martin & Midgley, 1994, 4.

² *African Events*, Jun. 2006.

<<http://www.africaevent.com>>. (consulté le 10 avril 2006)

De par leurs goûts en matière de loisirs ou encore leurs pratiques sportives, rien ne les distingue des autres jeunes Américains. Près de 40% d'entre eux financent (avec leurs propres économies) leur vacances de printemps (le fameux « Spring Break ») à Miami, Cancun, à Hawaï ou à Acapulco.¹ Ils pratiquent des activités de loisirs (cinéma), invitent leurs amis pour un pique-nique. Par exemple, lors de la fête de la déclaration d'indépendance.

La pratique du sport est également courante chez ces jeunes (80%). Ils aiment aussi regarder le Hockey sur glace, les compétitions de basket-ball, le Superbowl (un grand match de football rituel de la fin janvier qui oppose les deux meilleures équipes nationales) qui est un grand événement sportif aux États-Unis. Certains (10%) ont intégré les équipes de leurs établissements scolaires et universitaires.² C'est ce qui a amené Milton Gordon à affirmer que la deuxième génération a subi une assimilation pratiquement totale aux valeurs culturelles américaines d'origine.³ L'assimilation est synonyme d'« américanisation. »

98% des jeunes Lycéens issus de l'immigration africaine que nous avons sondés ont fait leur *Community Service*. Il s'agit en effet d'un travail obligatoire (quarante heures) que tout Lycéen américain doit fournir au cours de sa scolarité : travail dans un hôpital, tutorat scolaire, assistance à des personnes âgées ou à des personnes à mobilité réduite, collecte de fonds pour des œuvres charitables...⁴ Ils participent par ailleurs au bal de fin d'année organisé par les élèves pour célébrer la fin des études au lycée (« prom »). Certains ayant même été désignés pour prononcer le discours d'adieu à l'établissement. 12% des élèves de la Ron Clark Academy d'Atlanta sont des enfants de migrants africains. Ces derniers semblent

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ M. Gordon, 1999, 127 & 244-45.

Voir également M. Gordon, cité par Samuel Huntington, 2004, 184.

⁴ Notre enquête.

A titre d'exemple, en 2006, près de 25% des enfants issus de l'immigration africaine qui vont au Lycée de Palo Alto en Californie ont collecté des fonds pour des œuvres caritatives.

s'impliquer comme les autres dans les activités scolaires et extra-scolaires de leur établissement.¹

Ces jeunes se considèrent comme des Américains, leur assimilation signifie un alignement de leurs habitudes sur celles des Américains. On peut aisément conclure qu'ils sont assimilés au sens gordonnien du terme² ; leur culture devenant la culture américaine. Cette jeune fille d'origine éthiopienne qui réside à Baltimore nous en fournit la preuve :

Unlike her younger sister, however, Maya has never been to Ethiopia. She dresses like an American woman, recently acquires citizenship, boasts Western ideologies, has predominantly American friends, and proclaims proudly her Ethiopian heritage. So, too, with Alan, her little brother who is completely monolingual, yet for whom living in an important family definitely bespeaks certain negotiations in the realm of identity.³

La conception gordonnienne de l'assimilation est, on peut le dire, tout à fait différente de celle de Paul Stoller ou celle de Francis Dadoo. Si ces derniers mettent davantage l'accent sur le rapprochement culturel entre nouveaux migrants et Américains, Gordon pour sa part fait référence à « l'abandon » de la culture d'origine des nouveaux arrivants.

25% des migrants africains de la première génération estiment que la transmission de traditions culturelles à leur progéniture semble vouée à l'échec dans certains domaines. Les domaines les plus cités étaient les habitudes alimentaires, goûts et pratiques culturelles (la télévision) et autres loisirs comme la

¹ *African Events, op. cit.*, 18.

² Selon Milton Gordon, « Assimilation refers to the absorption of the cultural behavior patterns of the "host" society. [...] The entrance of the immigrants and their descendants into the social cliques, organizations, institutional activities, and general civic life of the receiving society. »
M. Gordon, 1961, 279.

³ *African Events, op. cit.*

musique de variétés américaines ou internationales, en particulier l'attrait pour les genres populaires (variétés, rap, techno, rock, musique du monde).¹

Le niveau d'instruction des migrants africains et de leurs enfants est également matière à réflexion. En fait, comme nous l'avons déjà indiqué, les migrants africains constituent une des populations les plus diplômées du pays. Selon *The Journal of Blacks in Higher Education* :

African-born immigrants who now reside in the United States are more highly educated than are U.S. Whites. [...] It is important to note that their level of education exceeds that of immigrants in the United States from any other country in the World including all Asian groups.

More than 22 percent of all African-born U.S. residents hold a graduate degree and 4 percent hold a Ph.D. Only 2.7 percent of U.S. residents from all Asia and 2 percent of all immigrants from Japan hold a doctorate. Immigrants from Africa also have far higher levels of educational attainment than does the entire white population of the United States—including immigrants and native-born Whites.²

En 2000, le nombre de titulaires d'un diplôme de fin d'études secondaires (chez les personnes nées à l'étranger) était de 81.3% pour les Européens ; 83.8% pour les Asiatiques ; 94.4% pour les Africains et de 49.6% pour l'ensemble des Latinos.³

49.2% des personnes interrogées possèdent un titre universitaire dans des domaines variés : juridique, économique, scientifique, littéraire.⁴ Howard Dodson confirme :

¹ Notre enquête.

² Cf. « African-Born U.S. Residents are the Most Highly Educated Group in American Society. » *The Journal of Blacks in Higher Education*, 13(1996): 33.

³ Huntington, *op. cit.*, 230.

⁴ Notre questionnaire.

Besides their migration experience, the most significant characteristic of the African immigrants is that they are the most educated group in the nation. Almost half (49 percent) have bachelor's or advanced degrees compared to 23 percent of native-born Americans, and fewer than 0.5 percent have less than a fifth-grade education, which is the lowest such percentage among all immigrants. Studies show that black Africans, on the whole, have a higher educational level than white Africans (from North Africa and South Africa).¹

Toutes ces données nous permettent de dire que les migrants africains s'en sortent plutôt bien sur le plan scolaire. Il semble incontestable que les performances scolaires de ces migrants continuent d'intéresser certains chercheurs. John Arthur, Yanyi Djamba, April Gordon, Kinuthia Macharia ou Francis Dodoo ont étudié cet aspect lié à l'assimilation par l'école. Ils ont établi des comparaisons significatives entre groupes sociaux. Comme l'a montré Macharia, en 2000, 96% des jeunes Africains (18-20 ans) sont allés au bout de leurs études secondaires contre 59% des Hispaniques.² Le taux d'abandon de la scolarité parmi les étudiants originaires d'Afrique subsaharienne était de un sur dix, contre un sur six parmi les jeunes Africains-Américains, et de un sur quatorze parmi les jeunes Blancs. Dans son analyse de la situation scolaire et du niveau global d'instruction, voire de qualification professionnelle des migrants africains, April Gordon souligne :

The average African immigrant continues to have 15.7 years of education, and a higher proportion of Africans than any other group in the U.S. have college degrees. Many have attended graduate schools. In 1980, Nigerians, along with Indians, Taiwanese, and Egyptians, were the four most educated groups in the U.S. ; 96.4% of Nigerians were high school graduates, and almost 49% had at least a four-year college degree, and 43% of all foreign-born Africans in the U.S. do. Africans,

¹ Djamba, 1999, 212-13.

² Macharia, 2002, 11.

along with Asians, were also more likely than any other immigrant group to be highly skilled professional and technical workers. In 1975, for example, 22.6% of Africans and 17.8% of Asians were in this category.¹

Ces observations sont entérinées par les analyses de Gumisai Mutume et Kyle Brown. Plus de 50% des enfants de migrants africains réussissent brillamment dans le système scolaire américain.² Ils obtiennent de bons résultats (52% de réussite en 2003 selon Kyle Brown³) à l'examen national du *Scholastic Aptitude Test* (SAT) passé l'avant-dernière année des études secondaires. Il s'agit essentiellement des résultats aux tests d'aptitude en mathématiques et en anglais, publiés par origine ethnique, comme c'est toujours le cas dans ce pays racialement polarisé.⁴ Les établissements les plus prestigieux ne recrutent que les étudiants ayant obtenu des résultats excellents.⁵

Les différentes sources⁶ auxquelles nous avons eu recours révèlent que le taux de réussite des enfants de migrants africains aux tests d'entrée à l'université est bien supérieur à celui des Africains-Américains de même âge.⁷ En 1990, 34%

¹ Gordon A., *op. cit.*, 85.

² Mutume, *op. cit.*, 18.

³ Brown, *op. cit.*, 3.

⁴ Source : *Educational Attainment of the African Foreign-Born Population* U.S. Bureau of the Census 2000.

⁵ Pauwels, 2001, 94.

⁶ Cf. U.S. Bureau of the Census 2000. « Educational Attainment of the African Foreign-Born Population 25 Years and Over. » ; *Migration Information Source : U.S. in Focus* ; *Irinkerindo : A Journal of African Migration* ; *The Urban Institute* ; *African Resource Center*.

⁷ Par exemple, en 2006 il y a eu 53% de réussite au SAT/ ACTP chez les enfants de migrants africains contre 30% chez les jeunes Africains-Américains et 17% chez les jeunes Afro-Caribéens. Source : CollegeBoard SAT, Table 4-1, 2006 « cité par les personnes interrogées. »

des enfants de migrants africains¹ contre 13% des Africains-Américains et 10% des Hispaniques sont entrés à l'Université.² En 2000, 60.4% des garçons ont obtenu leur *Bachelor degree*.³ Seuls 2.1% des garçons et 5.6% des filles issus de l'immigration africaine, sont sortis du système éducatif sans diplôme au cours de la même année.⁴

En 2005, 62% d'entre eux sont entrés en *Community College* (Bac + 2) et 47.5% dans le programme de *Four Year University* (Bac + 4 et au-delà).⁵

Les résultats de l'examen national du SAT de la même année montrent quelques disparités ethniques : 64.214 (42%) des garçons et 88.918 (58%) des filles issus de la minorité noire ont été reçus ; 25.024 (43%) des garçons et 32.802 (57%) des filles issus de la minorité hispanique contre 387.092 (47%) des garçons et 437.684 (53%) des filles issus de la majorité blanche.⁶

L'analyse des résultats aux examens des enfants appartenant à la minorité noire – conduite par un anthropologue américain en 2004 – a révélé des différences significatives entre sous groupes : 60% de réussite chez les enfants de migrants africains, 25% chez les jeunes Africains-Américains et 15% chez les Afro-Caribéens.⁷

Les trois-quarts des jeunes Africains nés aux États-Unis reproduisent largement le modèle de leurs parents en poursuivant généralement les mêmes carrières.⁸ Des enquêtes récentes menées par des universitaires Agyemang Konadu, Francis Doodoo, Kofi Apraku, Howard Dodson et Sylviane Diouf arrivent au même

¹ Konadu, 1999, 14.

² Pauwels, 1998, 82.

³ Cf. *U.S. Bureau of the Census, op. cit.*

⁴ *Ibid.*

⁵ Notre enquête.

⁶ Source : CollegeBoard SAT, Table 4-1, 2005.

⁷ *Migration Information Source : U.S. in Focus*
Washington, D.C.

<<http://www.migrationinformation.org>>. (consulté le 8 mai 2006)

⁸ Amissah, *op. cit.*, 207.

constat. Ils ont montré que plus de la moitié des jeunes issus de l'immigration africaine ont la particularité de suivre des études longues.¹ Et ce, dans des filières variées (scientifiques en particulier) et susceptibles de déboucher sur des emplois très rémunérateurs. Sur ce point, Howard Dodson nous rappelle que

The most popular majors among African students are business (21 percent), engineering (14 percent) math and computer science (8.4 percent), and physics and life sciences (8.4 percent). Only 5 percent of undergraduates—and 1.5 percent of graduate students—pursue studies in the humanities. They generally rationalize that given the high cost of studying in the United States, they should focus on fields that will offer them the best opportunities for employment and high salaries. They prize education as an investment in human capital. It is often through education that Africans have been able to settle in the United States, and they frequently stress its importance to their children.²

En 1990, seuls 19% des enfants de migrants africains aux États-Unis ont intégré les grandes Universités du pays.³ Est-il utile de rappeler ici que certains établissements d'enseignement supérieur (technologique) sont très élitistes dans ce pays. De même, les Universités les plus prestigieuses (celles de la *Ivy League*) ont des critères de sélection redoutables. Ainsi, un élève qui a l'ambition d'y poursuivre ses études devra avoir obtenu des notes compétitives jusqu'au niveau pré-universitaire dans les matières scientifiques, littéraires, historiques et sportives. Il devra, en outre, avoir obtenu d'excellents résultats à l'examen national du SAT.

¹ Cf. Konadu, 2001 ; Dodoo, 1997 ; Apraku, 1991 ; Dodson & Diouf, 2005.

² Dodson & Diouf, *op. cit.*, 7.

³ Apraku, *op. cit.*, 44.

Par exemple, en 2002, près de 12% des jeunes Africains ont obtenu leur « Application for Admission to Princeton University ».

Cf. *Afrique-États-Unis*

<<http://www.allafrica.com>>. (consulté le 4 mars 2007)

Il devra réussir à un examen d'entrée organisé par chaque Université et passer l'étape d'un entretien avec les autorités des Universités. De plus, il avancera sur son cursus universitaire grâce à l'obtention de *Advanced Placement* (AP). Ainsi, les élèves les moins acharnés au travail ne peuvent y être admis. Certains jeunes Africains y parviennent. A l'image de Bety, une étudiante originaire d'Ethiopie et qui réside à New York :

Bety is a 25 year-old graduate of Cornell University, with a degree in Africana Studies. Currently, she studies at Hunter College, working towards her Master's while serving as well at a hospital in Brooklyn. Her story begins in the summer 1991, when Bety and her family decided to make a new life for themselves, leaving their home, Addis Ababa, the Ethiopian capital. They arrived in America and initially made Alexander, Virginia their new place of residence. For her, living in America greatly facilitated her efficiency in the language, perhaps in part due to, in VA, the presence of a more homogenized brand of English.¹

80% des migrants de la première génération² estiment que les études supérieures permettent de s'assurer à long terme d'un avenir professionnel radieux. Elles permettent de prétendre aux emplois prestigieux, bien rémunérés et de monter dans l'ascenseur social dans une société aussi compétitive que les États-Unis.³ Pour étayer notre propos, citons cette déclaration d'un Ougandais qui réside à Charlotte, en Caroline du Nord :

¹ *African Events*, op. cit., 14.

² Ils sont issus en majorité de milieux intellectuels.

³ Voir *African Events*, op. cit. ; Falola & Afolabi, op. cit., 249.

Selon Joseph Takougang, « Most Africans still perceive a good education as one of the sure ways of climbing the socioeconomic ladder, failure to achieve that education is often seen as a deficiency. » Takougang, 1995, 55.

I see the connection between higher education and high status. I will do everything in my power to teach my children to see this connection. For without it, they will automatically disqualify themselves from a labor market that is very credentialized and competitive. To me, the lack of education is the missing link in the inability of Blacks and other minorities to empower themselves. Good quality education is the key to advancement and personal empowerment everywhere you go.¹

Tout comme dans certains pays européens, les métiers exigeant une grande qualification professionnelle (la banque, la finance, les assurances, la médecine, l'enseignement supérieur, etc.) sont extrêmement compétitifs aux États-Unis. Comme le reconnaît, à juste titre, cet enseignant ghanéen de l'Ohio : « Academic jobs are highly competitive in the United States ».²

Un des meilleurs exemples de réussite scolaire, d'assimilation linguistique et culturelle de la seconde génération des Africains aux États-Unis – souvent cité dans la presse écrite (*The Chicago Tribune*, *The New York Amsterdam News*, *The Washington Post*, *The New York Times*, *The Los Angeles Times*, *Class Magazine*, *Afrique-États-Unis*, *The Black Business Journal Magazine*, *USA Today*, *Jeune Afrique*, *Courrier international*, *Ebony Magazine*) – est celui du politicien d'origine kényane Barack Obama.³ Steve Sailer, journaliste du *Washington Post*, écrit :

¹ Arthur, 2000, 102.

² Notre questionnaire.

³ A titre d'exemple, dans *USA Today* du 3 mars 2008, on pouvait lire : « Obama offers inspiration to children of African immigrants by proving to them that if they work hard, they too can achieve great things », MShale said ; « Obama's success serves as a positive example for the children of immigrants who can often feel torn between their roots and their desire to blend into American society », a woman said ; « Our kids say "I'm not Nigerian, I'm American," but with Obama, they can see they can be both and still be President », Ify Agbo said ;

« Houston—Barack Obama barely knew the Kenyan-born father whose name he carries. He has visited the small rural village of Kogelo, where his grandmother and other relatives still live, just a handful of time. He speaks but a few words of Luo, his inherited tribal language.

Obama is certified elite: Punahou School, Occidental, Columbia, Harvard Law. Also, he's no affirmative action flyweight: magna cum laude and President of the Law Review as well as Lecturer at University of Chicago. To top it off, he hides his intelligence well behind a Tiger Woods-like charisma, has excellent people and effective public speaking skills. No doubt any lily-white Wall Street PAC or D.C. players would feel more comfortable with Obama at the dinner table than 59% of "Whites".¹

Cet avocat qui brigue la plus haute fonction du pays est loin d'être le seul enfant de migrant africain à avoir fait de longues études et réussi à monter dans l'ascenseur social. Près de 35%² des enfants issus de l'immigration africaine réussissent leur cursus universitaire aux États-Unis – cursus très sélectif dans ce pays. C'est le cas Titilayo Rachel Adedokun que nous avons citée plus haut :

Titilayo Adedokun was born in Nashville, Tennessee, USA to parents of Nigerian origin. She received a bachelor and a master of music in voice from the University of Cincinnati College-Conservatory of Music and a bachelor of arts in English from Judson College in Marion, Alabama, USA. She was a 1996/97 recipient of the Rotary International

But for many Kenyans living in the U.S., the presidential contender is one of their own—a true son of Kenya, a cause for national pride and a model of encouragement for other children of African immigrants », Monica Rhor, Associated Press Writer.

Cf. *USA Today*

<Disponible sur http://www.usatoday.com/news/politics/2008-03-03-4279719716_x.htm>. (consulté le 17 mai 2008)

¹ Cf. <<http://www.isteve.com>>. (consulté le 24 janvier 2007)

² Cf. *African Resource Center* ; « Les migrants d'Afrique. » *Afrique-État-Unis* 630 (1993):26.

Ambassadorial Scholarship to Milan, Italy, where she has lived for five years studying with Vincenzo Manno and Renata Scotto.¹

A Washington, D.C., 50% des migrants africains aisés envoient leurs enfants dans des écoles privées pour ensuite intégrer de grandes universités américaines. Ils les poussent également à devenir les meilleurs dans les études et dans le sport.² Comme l'a également constaté ce journaliste américain :

Most of the white elite in Washington, D.C. attended private prep schools and Ivy League Universities with more rich African immigrants' kids than with inner-city U.S. born Blacks. Obama probably reminds much of the D.C. establishment of the smart immigrant kid from Penn or Brown.³

Investir dans l'éducation de leur progéniture constitue une priorité pour les classes sociales aisées. Les données dont on dispose sur ce point sont limitées et, à certains égards, contradictoires. Il s'agit dans la plupart des cas (75%) de migrants qui eux-mêmes sont issus de milieux éduqués.⁴ Cela semble être le cas pour cette famille de migrants nigériens dont parle cet autre journaliste du *Washington Post* :

I see African Immigration as a good thing for the country where Mexican Immigration is a negative. I have a friend from Nigeria who is

¹ *The Black Business Journal Magazine*
<<http://www.blackbusinessonline.com>>. (consulté le 5 février 2007)

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Afrique-États-Unis, op. cit.*

D'après *The Journal of Blacks in Higher Education* cité *supra* : « Black Africans who come to the U.S. to further their education often belong to rather affluent and highly educated families in their nations on the African continent. »

Cf. *The Journal of Blacks in Higher Education, op. cit.*, 34.

an engineer who talks about how he cleped a few math classes against his advisors advice and he did great. His wife has a Ph.D., his son is well on his way to an engineering degree and his remaining son is doing well in grade school.¹

Plusieurs explications ont été données à propos du niveau d’instruction et de qualification professionnelle des migrants africains aux États-Unis.² Là encore il faut être prudent dans l’interprétation des statistiques. Un autre journaliste du quotidien cité plus haut interprète ce fait comme le résultat d’une politique d’immigration choisie. Aussi, il pense qu’il y a, depuis le pays d’origine, une auto-sélection des Africains, candidats à l’émigration vers les États-Unis. Ce dernier déclare, nous citons :

It may have something to do with the self-selection of African Immigrants to this country. Every African or child of an African immigrant I have ever known had a graduate degree in science or engineering or was in the process of obtaining one. Consequently, when I hear that someone is an African, I assume he is intelligent and highly educated.³

Cette assertion est contestable. Tous les migrants africains aux États-Unis ne sont pas hautement qualifiés. Ils appartiennent à des classes et catégories socioprofessionnelles diverses. Les Africains sont aussi des travailleurs qualifiés et non qualifiés. De la même manière, près de 33% d’entre eux avaient d’abord immigré en Europe, en Australie ou au Canada avant de s’établir aux États-Unis,⁴

¹ <<http://www.floccina.com>>. (consulté le 24 janvier 2007)

² *Migration Information Source : U.S. in Focus*

³ <<http://www.floccina.com>>.

⁴ Okome, 2002, 15.

sans parler des réfugiés économiques et politiques, et des illégaux qui, eux, n'ont pas été sélectionnés.

L'assimilation des nouveaux immigrants aux États-Unis est liée à des facteurs socioéconomiques, linguistiques et au niveau d'instruction. C'est la raison pour laquelle certains migrants s'adaptent et s'assimilent plus vite que d'autres. Francis Doodoo est très explicite à ce sujet. Dans son article intitulé « Assimilation Differences Among Africans in America », on peut lire :

The final reason why some African immigrants assimilate faster than others is because of class differences. Some ethnic and immigrant groups on the whole have higher levels of education, job skills, and English proficiency than others. This in turn gives them specific advantages in achieving socioeconomic success faster than others by allowing them to get jobs that are higher-paying, more stable, and that offer higher status. As a result, they are able to achieve socioeconomic mobility and success faster than other groups.¹

Les enquêtes menées par Leigh Swigart, Yanyi Djamba, Jean Philippe Dedieu, Agyemang Konadu et Baffour Takyi sur les nouveaux immigrants africains et leurs enfants aux États-Unis ont donné des résultats similaires. C'est pourquoi des chercheurs tels que Kyle Brown, John Logan, Glenn Dean et James Butty parlent d'une immigration africaine hautement qualifiée. Cependant, comme nous l'avons déjà dit, tous ne sont pas qualifiés. 35% d'entre eux appartiennent davantage aux classes populaires. Ils sont pauvres, 10% sont sans qualification et d'un niveau d'instruction faible.² Steve Sailer confirme cette idée :

I've noticed two types of African immigration into the United States.
(1) The elite well-educated students and professionals and (2) the

¹ Doodoo, *op. cit.*, 546.

² *Migration Information Source : U.S. in Focus, op. cit.*

masses driving taxis in New York City, etc. I'm guessing the latter overwhelm the former, but my exposure has been more of the former.¹

Aux États-Unis, les nouveaux immigrants ou leurs descendants peuvent très bien occuper des postes de haute responsabilité s'ils en ont les compétences et s'ils travaillent dur. Comme en témoignent les cadres de grandes entreprises américaines, dont près de 12% seraient Africains.²

Chris, un Camerounais anglophone naturalisé américain, est un des meilleurs exemples d'assimilation. Plutôt aisé car il est ingénieur-informaticien dans la Silicon Valley et a des revenus importants (74.000 dollars par an).³ Ce migrant africain, marié à une Africaine-Américaine et protestant pratiquant, affirme qu'il est bien intégré, et assimilé à la population américaine. Il réside aux États-Unis depuis trente ans et a complètement abandonné sa culture d'origine (langue maternelle, traditions). Depuis son arrivée dans ce pays à l'âge de quinze ans, il n'est jamais retourné en Afrique. Pour lui, son pays désormais c'est les États-Unis, où il a fait ses études et où il travaille. Il a intégré les valeurs culturelles et familiales américaines. Celui-ci déclare que :

Education, proficiency in English, occupation, home ownership, and ethnicity have helped me shape the status integration in the United States. As you know, education is the key to social mobility. In other words, the collective familial recognition of the value of education has worked well to incorporate us into the fabric of American society. The stress on education,

¹ Cf. <<http://www.isteve.com>>. (consulté le 24 janvier 2007)

² *The Black Business Journal Magazine*
<<http://www.blackbusinessonline.com>>. (consulté le 5 mars 2006)

³ *Afrique-État-Unis, op. cit.*, 25.

strong family bonding, hard work, and labor force participation have facilitated our incorporation.¹

Philip Emeagwali, originaire du Nigeria et scientifique de renommée internationale résidant à Georgetown (Washington, D.C.), Tumi Makgabo, journaliste d'origine sud-africaine de CNN International à New York ou encore le philosophe-écrivain d'origine ghanéenne Kwame Anthony Appiah (enseignant à Harvard) font figure d'exemples d'assimilation à suivre pour certains migrants africains.

Toutes sortes de questions s'imposeront toujours dès lors que l'on souhaite s'intéresser à l'éventuelle assimilation des migrants africains, notamment les diplômés. Elles sont résumées par le journaliste américain que nous venons de citer :

I agree the civilities of the elites from Africa are more akin to British than American norms. I've liked and hoped for the success of everyone I've met. However, I have been disappointed by the actual abilities I've witnessed in the field.

I've reasoned this is because they've systematically been put in a way over their heads due to affirmative action and the absolute dearth of American blacks in any of the sciences at high level. One unfortunate result can be people like Philip Emeagwali—the “Father of the Internet,” Africa's Bill Gates and history's greatest African scientist.

What are the long-term outcomes of such talented immigrants from Africa? What has been their contribution to their fields? To which sub-culture in America do they acculturate to? Are there enclaves in the U.S. where they have enough critical masses to maintain their own values and, if so, how do they perform over time?²

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

L'éducation occupe une place centrale dans l'assimilation des nouveaux immigrants aux États-Unis. Kofi Apraku accrédite cette idée en affirmant : « It was through education that some African immigrants finally were able to assimilate into the American mainstream ».¹ C'est ce que pense également Lena Sene, une jeune Sénégalaise de 28 ans, qui a été retenue parmi 14 candidats pour participer au *White House Fellows*², le plus compétitif et le plus prestigieux des programmes de leadership public aux États-Unis. Ce qui lui a permis de travailler pendant un an (de septembre 2006 à août 2007) à la Maison Blanche. Dans une interview qu'elle a accordée à un journaliste de *West Africa*, elle reconnaît la valeur des études pour l'ascension sociale des migrants.

Felix Ayadi, originaire du Nigeria et enseignant à Fayetteville State University en Caroline du Nord, estime que :

As long as the current political and economic climates persist, leading to a negative impact on the economies of minority population, institutions of higher learning, particularly Historically Black Colleges and Universities (HBCUs) have a unique opportunity to be the catalyst of change in the development and promotion of minority businesses.³

¹ Apraku, *op. cit.*, 114.

² Ce programme hautement compétitif est basé sur les réalisations professionnelles impressionnantes du candidat, ses capacités de leader ainsi que son engagement solide pour le service public.

Par le passé, ce programme (*White House Fellows*) a déjà formé des personnalités comme l'ancien Secrétaire d'État Collin Powell, l'ancien président de CNN, Tom Johnson ou encore Marshall Carter, directeur du New York Stock Exchange.

Cf. *African Events*, *op. cit.*

³ F. Ayadi in *Journal of Black Studies* 32(2001-2002): 166.

Chapitre IV

4. Citoyenneté et assimilation.

Aux États-Unis, l'assimilation des nouveaux immigrants est autant associée à l'acquisition de la citoyenneté américaine qu'à l'abandon progressif de la culture d'origine.¹ Et le passage du statut d'étranger au citoyen américain se réalise préférentiellement par l'acquisition de la nationalité américaine. L'accès à la citoyenneté américaine est considéré par Francis Dadoo, Richard Alba, Victor Nee ou Joseph Takougang comme représentant la dernière étape du processus d'assimilation des nouveaux migrants. Richard Alba le réitère : « Assimilation occurs when a newcomer absorbs the cultural norms, values, beliefs, and behavior patterns of the host society. This may involve learning English and/or becoming an American citizen. »²

Pour les tenants de cette thèse, l'acquisition de la citoyenneté américaine est considérée comme un honneur qui doit se mériter. Andrea Réa fait remarquer que la citoyenneté fait de tous les citoyens des individus égaux devant l'État en transcendant toutes les appartenances individuelles (culturelles, religieuses, sociales, économiques, etc.).³

De même, l'éducation et la sociabilité s'avèrent être des marqueurs essentiels pour l'assimilation des migrants. Des assimilationnistes américains tels que Milton Gordon et Peter Skerry mettent l'accent d'avantage sur l'apprentissage linguistique, la mobilité professionnelle et résidentielle et les mariages interethniques comme autant d'indices d'une assimilation linguistique et culturelle. Dans son article intitulé « Assimilation in America : Theory and Reality », Gordon fait référence au concept d'Anglo-conformité et à l'américanisation en expliquant notamment comment, par le passé, les autorités américaines incitaient les nouveaux arrivants à s'assimiler. Il fait remarquer ceci :

¹ Cf. Skerry, 2000 ; Alba & Nee, 1997 ; Salins, 1997.

² Alba & Nee, *op. cit.*, 834.

³ Rea & Tripier, *op. cit.*, 99.

Americanization was essentially a consciously articulated movement to strip the immigrant of his native culture and attachments and make him over into an American long Anglo-Saxon lines—all this to be accomplished with great rapidity. To use an image of later day, it was an attempt at “pressure-cooking assimilation.” [...] It was during the height of the World conflict that federal agencies, state governments, municipalities, and a host of private organizations joined in the effort to persuade the immigrant to learn English, take out naturalization papers, buy war bonds, forget his former origins and culture, and give himself over to patriotic hysteria.¹

Baffour Takyi partage ce point de vue. Il estime qu’outre l’éducation et les mariages interethniques, l’accès à la propriété et la citoyenneté sont des critères essentiels d’assimilation aux États-Unis. La citoyenneté américaine des nouveaux immigrants est perçue comme un facteur d’assimilation. Et l’accès à la propriété montre qu’on est là pour rester. D’après lui :

Assimilation may be cultural (adoption of lifestyle of the native society), marital (intermarriage, etc), legal (citizenship acquisition), socioeconomic (home ownership). [...] Housing tenure or the ability to accede to home ownership in North America is synonymous with success, commitment, and permanent roots in society.²

La loi américaine stipule que toute personne vivant légalement aux États-Unis depuis cinq ans peut demander la nationalité américaine.³ Pour être plus précis, les nouveaux arrivants de 18 ans et plus peuvent acquérir la nationalité américaine s’ils sont résidents légaux depuis au moins cinq ans, parlent, lisent et

¹ M. Gordon, 1961, 269.

² Konadu & Takyi, 1999, 34.

³ Selon Pauwels, « *Any person having legally resided in the United States for five years can apply for the American citizenship* ».

Pauwels, 1998, 48.

écrivent l'anglais, possèdent une certaine connaissance de l'histoire et du gouvernement des États-Unis, et n'ont pas commis de crime sur le territoire américain. Le choix de devenir un citoyen des États-Unis constitue, selon Peter Salins, l'un des signes d'assimilation les plus clairs qu'un immigrant puisse donner. Les candidats prêtent serment et s'engagent à être loyaux à leur nouvelle patrie.

L'acquisition de la nationalité américaine symbolise l'assimilation culturelle pour un migrant africain sur cinq.¹ La proportion est dans ce sens très significative. Paul Tiyaambe et Joseph Takougang ont constaté qu'aujourd'hui, le nombre de migrants africains qui demandent la nationalité américaine en vue d'une assimilation est semble-t-il en augmentation.² Takougang soutient que :

Unlike their counterparts in the 1960s and 70s, who always had the vision of returning home after completing their course of study and were therefore reluctant to become United States citizens, the new immigrants are quick to apply for citizenship once they become qualified to do so. [...]The number of African immigrants acquiring U.S. citizenship increased from 7,122 in 1988 to 21,842 in 1996. Altogether, about 108, 441 Africans became naturalized citizens during this period. A major reason why an increasing number of Africans are acquiring United States citizenship rather than remaining just permanent residents with a green card is because many of them have finally reconciled themselves to the fact that the United States is home and that they are here to stay.³

C'est aussi ce que pense Selassie Bereket : « Today more African immigrants are getting married, buying homes, and starting families, and some are becoming U.S. citizens. »⁴ Mais il ne nous donne aucun chiffre sur la portée de ce phénomène.

¹ Apraku, *op. cit.*, 28.

² Tiyaambe, *op. cit.*, 12 ; Takougang, *op. cit.*, 2.

³ Takougang, *op. cit.*, 3-4.

⁴ Bereket, *op. cit.*, 8.

Or, la documentation statistique disponible montre que le taux de naturalisation des migrants africains dans ce pays demeure globalement faible : 22% en 1990, 28.1% en 1998,¹ 27.3% en 1999² et 32% selon les statistiques du Bureau du recensement des États-Unis en 2000. De même que 32% des personnes interrogées ont acquis la nationalité américaine par la voie de la naturalisation.³

A titre comparatif, l'étude de Philip Martin et Elizabeth Midgley montre que les immigrants italiens et allemands ont enregistré les taux les plus élevés de naturalisation (près des trois-quarts des immigrants de ces deux groupes) entre 1990 et 1993 et les immigrants d'Amérique centrale le taux le plus bas (moins de 20%).⁴

Le désir d'acquérir la nationalité américaine n'est pas particulièrement prononcé parmi les migrants africains aux États-Unis. Par exemple, seuls 15% des commerçants ouest-africains de New York demandent la naturalisation.⁵ Paul Stoller a fait un constat identique :

Few of the traders aspire to American citizenship and they feel little connection to the communities in which they live. As a result, they contribute little to community life in places like Harlem, where I've often heard local shoppers grumbling about how the African traders have exploited them. This attitude, expressed all too frequently, has kept a low-grade fever of mutual resentment simmering between West African traders and African-American shoppers.⁶

¹ Chiffre de l'INS cité par Konadu & Baffour, 2001, 38.

² *Migration Information Source : U.S. in Focus*
<<http://www.migrationinformation.org>>. (consulté le 8 mai 2006)

³ Notre questionnaire.

⁴ Martin & Midgley, *op. cit.*, 4.

⁵ Bangura, 2005.

⁶ Stoller, *op. cit.*, 23.

Cette réticence à demander la nationalité américaine s'explique, en partie, par un manque d'information, et par le fait que la législation des pays d'origine de certains migrants africains se trouve en contradiction avec celle des États-Unis.¹

En effet, des pays d'Afrique tels que le Kenya, le Niger, la Côte d'Ivoire, le Gabon, l'Angola, le Togo, le Zimbabwe, le Burkina Faso, l'Ouganda, le Malawi ne reconnaissent pas la double nationalité. Autrement dit, dans ces pays, l'acquisition d'une autre nationalité entraîne *ipso facto* la perte de la citoyenneté d'origine.² En conséquence, les migrants naturalisés américains originaires de ces pays-là devront demander un visa pour séjourner dans leur pays. Ce qui pose problème à près de 80% d'entre eux, c'est le fait d'être considérés comme des étrangers dans leur propre pays.³

Il faut signaler que, dans des pays tels que le Niger, opter pour une nationalité étrangère quelle qu'elle soit est synonyme de trahison. Les migrants ayant opté pour la naturalisation américaine sont généralement perçus comme des « traîtres » à leur patrie. Cette réticence face à la nationalité américaine s'explique aussi par la propagande des pays d'émigration, en majorité musulmans (Mali, Gambie, Sénégal, Ethiopie, Soudan, Kenya, Guinée...) qui, par ailleurs, incitent au retour leurs migrants. A titre d'exemple, certaines familles maliennes, sénégalaises ou gambiennes restées en Afrique rappellent aux leurs que c'est un devoir moral de rentrer au pays pour contribuer au développement de celui-ci.

55.5% des migrants africains ont le statut de résident permanent. Ce qui est remarquable ici, c'est que près de 12% des migrants possédant la *Green Card* n'entreprennent pas de démarche pour l'acquisition de la nationalité américaine. Ils y sont hostiles car ils restent attachés à la nationalité de leur pays d'origine, même s'ils ont toujours vécu aux États-Unis.⁴

¹ *Ibid.*

² « Les migrants d'Afrique. » *op. cit.*, 25.

³ Okome, *op. cit.*, 14.

⁴ « Les migrants d'Afrique. » *op. cit.*, 26.

Mais, selon la catégorie socioprofessionnelle à laquelle ils appartiennent et les objectifs visés à court ou à long terme, tous les migrants africains n'ont pas la même motivation pour demander la nationalité américaine. Les statistiques fournies par Howard Dodson le montrent :

In 1997, only 34 percent of foreign-born Africans were naturalized citizens, a much lower percentage than for any other group, except for South and Central Americans (who include large numbers of undocumented aliens). No more than 9,000 Africans became American citizens in 1998, and of those, 40 percent held professional and managerial positions—the highest proportion for any immigrant group. But in 2002, more than 25,700 sub-Saharan Africans became American citizens. Nigerians (6,419) were in the lead, followed by Ethiopians (3,902) and Ghanaians (3,328).¹

Au-delà des problèmes statistiques, l'universitaire américain s'interroge sur les motivations profondes de ces nouveaux arrivants pour devenir des citoyens américains. Il pense que certains d'entre eux optent pour la nationalité américaine non par patriotisme mais par commodité. Il semblerait que certains d'entre eux aient des motivations purement socioéconomiques telle que leur libre circulation (pour voyager librement) entre l'Afrique et l'Amérique, afin de promouvoir leurs activités commerciales. La nationalité facilite les allers et retours de part et d'autre de l'océan atlantique et le maintien des contacts avec leur pays d'origine. Réduire ainsi l'assimilation à l'acquisition de la nationalité américaine paraît trop simpliste, si l'on en croit Dodson. D'autres migrants, selon Diouf, auraient évoqué des raisons sécuritaires :

Are these numbers an indication that Africans want to remain in the United States? Not necessarily. Many new citizens stress that they became Americans in order to travel more easily without having to ask

¹ Cf. United States Citizenship and Immigration Services (USCIS). *Naturalizations by Country of Birth and Intended State of Residence*, cité par Dodson in Dodson & Diouf, *op. cit.*, 18.

for—and be refused—visas. Others explain that in post 9/11 America they felt less secure as foreigners.¹

Examinons d'autres exemples. Celui de ce Centrafricain installé à New York depuis dix ans est aussi atypique. Ce n'est qu'après le 11 septembre 2001 qu'il a décidé de devenir citoyen américain ; il a été assez explicite à propos de ses motivations : « Je paye mes impôts, je travaille. Il est temps que je puisse voter et exprimer mon point de vue », déclare t-il.²

Plusieurs raisons expliquent le désir de naturalisation de certains nouveaux immigrants originaires des pays d'Afrique subsaharienne. En revanche, Joseph Takougang pense que les migrants africains qui demandent la nationalité américaine veulent avant tout prendre une part active dans la vie politique de leur pays d'adoption. Par exemple, ils souhaiteraient participer au vote et influencer sur la prise de décisions politiques tant à l'échelle locale (État) que nationale. A en croire cet historien :

The acquisition of American citizenship allows Africans to participate in the political process, thereby giving them a voice, albeit a small one, in the political decision-making process in the local, state and national government.³

En général, des pays d'émigration d'Afrique subsaharienne comme le Libéria, le Tchad, la République Démocratique du Congo, le Bénin, le Centrafrique, la Zambie, la Tanzanie, le Cameroun, la Sierra Leone, le Ghana, les îles du Cap-Vert, etc. trouvent un intérêt à ce que leurs membres puissent être à la fois citoyens des États-Unis et citoyens de leur pays d'origine. Ce double statut crée un lien supplémentaire avec le pays d'origine tout en encourageant les migrants à

¹ *Ibid.*

² *Afrique-États-Unis*

<<http://www.allafrica.com>>. (consulté le 4 mars 2007)

³ Takougang, *op. cit.*, 4.

contribuer au développement de ces pays. Comme nous l'avons décrit dans la seconde partie de notre recherche, les gouvernements des pays africains précités encouragent leurs migrants à soutenir les pays qu'ils ont quittés. Ce soutien revêt, nous l'avons vu, diverses formes. Il se manifeste par le biais des sommes considérables que les membres de la Diaspora envoient chez eux. En 2006, le volume global de transferts de fonds était compris entre 500 et 700 millions de dollars.¹ Il serait, à cet égard, intéressant de citer quelques exemples de destination de ces fonds.

Environ 45% des migrants contribuent au développement économique de leur pays d'origine par le biais d'investissements importants dans des projets, des entreprises dont ils partagent les bénéfices avec des partenaires autochtones.² De ce point de vue, les gouvernements zambiens et tanzaniens ont encouragé de tels investissements en provenance des États-Unis. En 2004, les entrepreneurs sénégalais prospères aux États-Unis ont été sollicités par le gouvernement de leur pays pour investir au Sénégal. Au cours de la même année, près de 10.000 Béninois hautement qualifiés en ingénierie et dans les secteurs de la technologie ont réagi favorablement aux sollicitations du gouvernement béninois qui les a incités à investir dans des programmes d'éducation dans leur pays.³ Nous pouvons aussi citer l'exemple de Dikembe Mutombo, star de basket-ball originaire du Congo et dorénavant citoyen des États-Unis qui s'est impliqué dans plusieurs projets dans son pays natal. En 2005, il a fait construire un hôpital à Kinshasa. Il y a également l'informaticien d'origine camerounaise Jacques Bonjawo, ex-ingénieur chez Microsoft, puis Président-Directeur-Général d'une start-up internationale, qui a créé une société d'informatique à Douala en 2006.⁴ Il s'agit là de quelques exemples parmi tant d'autres.

Peter Skerry souligne l'importance de l'acquisition de la citoyenneté américaine pour l'assimilation des nouveaux arrivants aux États-Unis. La

¹ *Afrique-États-Unis, op. cit.*

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

citoyenneté sous-entend l'attachement aux valeurs patriotiques du pays. Elle permet aux migrants de s'insérer socialement et économiquement dans leur nouveau pays :

The naturalization process is the best means for absorbing the nearly one million individuals who come to America each year. [...] To advance socially and economically in the United States, immigrants need to become American in order to overcome their deficits in the new language and culture. As they shed the old and acquire the new, they acquire skills for working positively and effectively.¹

Ce politologue américain s'oppose au pluralisme culturel dans la société d'accueil. Ce concept suppose que les groupes minoritaires maintiennent des normes et des attitudes spécifiques tout en partageant des valeurs et des institutions du pays d'accueil. Il soutient que les organisations politiques établies sur la base de l'appartenance à une race ou à une ethnie favorisent le séparatisme et rendent difficile la cohabitation des divers groupes sociaux.²

Aux États-Unis, l'idée d'un pluralisme ethnique et culturel renvoie entre autres à l'essai du philosophe juif Horace Kallen, « Democracy versus the Melting Pot », dont la politique assimilatrice envers les immigrants au début du XXe siècle fut critiquée. Kallen était un multiculturaliste, pour qui la compréhension du concept de différence aboutit à la constatation que « personne ne peut choisir son grand-père ». Il estimait que les immigrants n'avaient pas le choix de leurs racines culturelles profondes, mais qu'en revanche ils pouvaient effectuer consciemment le choix de la loyauté politique en matière de migration. C'est pourquoi les États-Unis pouvaient, et devaient même, exiger une loyauté politique, mais ne pas effacer les différences. La politique devait ne pas considérer l'origine ethnique, comme d'ailleurs la confession religieuse.³ Cette devise des sociétés multiculturelles

¹ Skerry, 2000, 8.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

semble être aujourd'hui défiée par l'afflux des nouveaux migrants et leur affirmation ethnique.

Horace Kallen est l'un des premiers auteurs à dénoncer ce qu'il appelle « l'assimilation à outrance ». Il estime que tout immigrant qui se respecte a le droit, sinon le devoir, de préserver l'ensemble de son bagage culturel, religieux et linguistique. « L'assimilation à outrance », c'est *l'unisson* : un chant uniforme où chacun s'exprime comme son voisin, avec la même note. Or, l'idéal pour lui, est tout le contraire : la *polyphonie*, c'est-à-dire un chant combinant plusieurs voix, les voix des différents groupes ethniques récemment débarqués en Amérique du Nord. La nation américaine est ainsi représentée par Kallen comme « un tout hétérogène mais harmonieux. »¹

A propos de la diversité ethnique et l'assimilation des immigrants récents dans la société américaine, *The New Encyclopaedia Britannica* précise que :

Complete assimilation rarely occurs, as evidenced, for example, by the great diversity of local and regional cultures in Western countries, despite recurrent attempts to force assimilation. There are, nonetheless, been some notable instances of assimilation, particularly in the United States, the so-called melting pot of ethnic groups. Millions of immigrants to the United States, through relocation, the influences of the public-school systems, and other forces in American life, became almost completely assimilated within two or three generations.²

Il y a lieu ici évidemment de s'interroger sur l'identité de ces nouveaux immigrants. La question de l'identité et de la culture américaine a, semble-t-il, suscité quelques polémiques. Deux points de vue s'opposent, selon Nathan Glazer. Ce qu'il appelle la vision « totaliste » de la culture américaine et celle des « tribalistes ». Ainsi explique-t-il :

¹ Kallen, cité dans Pelissier & Paecht, *op. cit.*, 190.

² *The New Encyclopaedia Britannica*, *op. cit.*, 644.

The totalists argue that there is a single American culture and that anyone inclined to stand outside that culture had better shape up and abandon his opposition. The tribalists argue that there is no American culture, no American center, but rather a set of autonomous cultures struggling to maintain their integrity.¹

Le point de vue des totalistes est pour le moins étrange. En effet, le terme « single culture » a soulevé de nombreuses interrogations. Tout comme les concepts de « melting pot », de « culture américaine » ou de « pluralisme culturel », il a suscité une multitude de débats chez les chercheurs dont on a parlé plus haut. D'aucuns (et tout particulièrement Frank Bean) l'ont qualifié d'anglo-conformiste.

Glazer souligne toutefois que « the totalist vision is impossible for the United States, since it requires people of diverse identities to consciously and perhaps forcibly suppress those identities, something they will not do. »²

Sur le plan religieux, le pays favorise la pratique de tout culte, sous prétexte que cela permettrait de mieux intégrer et de respecter les libertés individuelles, si l'on en croit Alain Gilette.³

Force est de constater que tous les migrants africains ne partagent pas le même point de vue sur la citoyenneté américaine. Ainsi par exemple, pour l'Américain d'origine sierra-léonaise dont on a parlé plus haut :

Being American means you understand the institutions of this country : Congress, the Supreme Court, democracy, the rule of law, certain inalienable rights, certain freedoms. That is what makes us all

¹ Glazer, *op. cit.*, 1077.

² *Ibid.*

³ Gilette, 1985, 79.

American—having a common ground of society, with all of our individual characteristics and merits.¹

L'assimilation apparaît comme une situation idéale, propice à l'enracinement des migrants dans une société.

Aussi, le faible taux de naturalisation observé par l'INS chez les migrants africains aux États-Unis, rend fort contestable l'affirmation de Joseph Takougang que nous avons citée plus haut. On pourrait en dire autant pour la participation de ces migrants à la vie politique de leur pays d'accueil.

Harold Adelman souligne que 55% des migrants africains aux États-Unis (même lorsqu'ils acquièrent la nationalité) ne sont pas prêts pour une américanisation totale, immédiate et brutale.² L'américanisation suppose, entre autres, l'adoption des coutumes et du mode de vie des populations locales y compris la mobilité professionnelle et résidentielle. Elle n'implique pas, loin s'en faut, l'adhésion intégrale du groupe social à toutes les habitudes socioculturelles de masse.

Mariages et obsèques comptent parmi les célébrations qui, sous l'effet de l'assimilation, s'américanisent progressivement. Par exemple, Margaret Peil a pu observer que les rites funéraires des migrants ghanéens de Chicago dépendaient étroitement de la famille dans les années 1970. Puis la cérémonie perdit peu à peu de sa charge émotionnelle en public. Les pratiques du deuil furent reléguées à la sphère privée tandis que la famille s'intéressait davantage au luxe qui entoure le « Funeral parlor », comme expression d'un rang social.³

Le fait de résider aux États-Unis a néanmoins incité environ 20% des migrants africains à changer leur mode de vie (famille, relation dans le couple, ou le rôle de la femme dans la famille), c'est-à-dire, à adopter un mode de vie américain. Car les migrants originaires des pays d'Afrique subsaharienne n'ont pas

¹ *Irinkerindo : A Journal of African Migration*, op. cit., 12.

² Adelman, 1994, 7.

³ Peil, op. cit., 357.

initialement un style de vie semblable à celui des Américains. Par exemple, à propos de la relation dans le couple, Sylviane Diouf rappelle que : « Americans and Africans often have different views of marriage, family life, and gender roles. New perspectives and opportunities for women have led some African Immigrants to favour a more Americanized model of gender relations at home. »¹

Les changements observés par Yanyi Djamba et Sylviane Diouf sont probablement dus au contact avec d'autres groupes sociaux aux États-unis, à l'apprentissage d'une nouvelle langue (pour les migrants francophones) et à l'adaptation à la culture dominante de ce pays.

A y regarder de plus près, l'assertion de Diouf n'est pas tout à fait convaincante. 70% des personnes interrogées disent n'avoir rien changé à leurs us et coutumes, et prônent les valeurs culturelles et traditionnelles africaines. Il s'agit principalement des migrants de la première génération. Plusieurs exemples corroborent cet état de fait. Interrogées sur leur propre identité, la grande majorité (89%) des personnes que nous avons sondées (en particulier celles qui ont acquis la nationalité américaine) disent se considérer comme « Africains tout court », membres d'un groupe social plutôt que comme des « Américains à trait d'union » (Chinese-American, Italian-Américan, Irish-American, par exemple).

Ces migrants s'accommodent très bien de leur double nationalité : l'américaine pour vivre et travailler aux États-Unis et la sierra-léonaise, la camerounaise, l'angolaise... comme référence identitaire.

Agyemang Konadu, Kofi Apraku ou John Arthur ont étudié la question de l'assimilation des migrants africains. Il ressort de leurs études respectives que près de 62% de ces migrants et 25% de leurs descendants ne s'identifient pas en priorité aux États-Unis. 65% d'entre eux demeurent fidèles à leurs propres racines.² Il n'est donc pas surprenant que Donna Perry et Harold Adelman aient considéré que le repli identitaire entrave l'assimilation de ces nouveaux arrivants. L'assimilation

¹ Diouf, 1997, 10.

² Konadu, 1999 ; Apraku, 1991 ; Arthur, 2000.

intègre entre autres, l'acquisition et la maîtrise parfaite de la langue et la possibilité de s'approprier la culture du pays dans lequel on essaie de s'implanter. De ce point de vue, elle suppose un réel effort individuel.

56.8% des migrants interrogés ont insisté sur la nécessité pour leurs enfants d'apprendre et de parler couramment la langue vernaculaire de leur milieu d'origine. La langue d'origine est souvent utilisée entre les parents et leurs enfants. On peut raisonnablement dire que, malgré une diversité culturelle affirmée, des spécificités perdurent chez les migrants africains. Cette attitude contraste avec celle des autres groupes sociaux tels que les Afro-Caribéens. John Arthur l'approuve :

The majority of African immigrants have been able to preserve their traditional cultures. They have managed to retain their languages, value and normative systems, and socialization patterns. For example, they use their traditional African languages as a means of strengthening ethnic and clan affiliation and, at the same time, creating trust.¹

Par exemple, à Washington, D.C. et plus exactement à Hyattsville, l'influence culturelle africaine est prépondérante, écrasante : le mariage traditionnel est célébré dans près de 45% des familles de migrants africains. Elles sont très attachées aux coutumes de leur pays en donnant par exemple, la dot à la famille de la mariée, en invoquant les divinités africaines pour la protection du couple, en respectant les tabous, en faisant des offrandes pour la fertilité du couple, etc.² Cela est bien sensible lors des festivités comme la fête de tabaski chez les migrants africains originaires d'Afrique occidentale.

D'une manière générale, il y a conflit entre tradition et modernité chez ces migrants. Par ailleurs, Kinuthia Macharia a étudié le folklore des migrants somaliens vivant dans la capitale fédérale. Il a montré l'évolution de la cérémonie du mariage où, maintenant, l'ambiance musicale de l'orchestre moderne altère le

¹ Arthur, *op. cit.*, 107.

² Bereket, *op. cit.*, 16.

rituel religieux traditionnel.¹ Il s'agit d'une « promotion » spectaculaire qui, peut-être au détriment d'une expérience intérieure, permet la socialisation.

Dans le Massachusetts, 65% des Cap-Verdiens originaires de Mindelo, de Santiago et de Sal conservent leurs coutumes ancestrales. 60% d'entre eux pensent que l'on est Cap-Verdien en buvant du rhum, ils ont un bâti leur identité culturelle à travers la musique et la langue (le créole). Religion, langue, alimentation et fêtes sont les bases de l'identité culturelle des migrants africains aux États-Unis.² La floraison des festivals africains dans les métropoles américaines (New York, Washington, D.C., Chicago, Miami, Albany, Boston, Atlanta, Philadelphie, Richmond, Detroit, Indianapolis...) a remis à la mode l'artisanat, les costumes et la musique africaines.³ Parmi les festivals africains de printemps, d'été ou d'automne les plus connus aux États-Unis, on peut citer : le *African Festival of the Arts* de Chicago, le *Africamerica Festival*, le *Parade and Market* de Philadelphie, le *African Heritage Festival International* de la Nouvelle Orléans, le *AFR'AM Festival* de Norfolk (Virginie), le *International Freedom Festival* et le *African World Festival* de Detroit.⁴

En général, les rituels ont une signification spirituelle chez les migrants africains et servent d'instrument d'identification ethnique. Anecdotes, chansons et festivités participent à l'élaboration d'un nouveau patrimoine culturel de ces migrants dans leur pays d'adoption. Ils servent de lien culturel avec leur pays d'origine.

John Arthur se réfère à cette identité culturelle africaine lorsqu'il écrit : « Despite the naturalization of African immigrants, they have maintained the link with their homeland and continue to act as role models for the African youth. »⁵

Un journaliste du *African Times/USA* reconnaît l'impact de l'identité africaine sur l'assimilation des migrants venus des pays d'Afrique subsaharienne.

¹ Macharia, op. cit., 3.

² Falola & Afolabi, 2008 ; Martin & Midgley, op. cit., 4.

³ Diouf, op. cit.

⁴ Stoller, op. cit., 78-79.

⁵ Arthur, op. cit., 64.

En parlant de ce groupe social, il déclare que : « The continued preservation of their African identity has limited their assimilation into the mainstream American society. »¹

Notre recherche ainsi que les différentes observations faites par les chercheurs cités *supra* nous poussent à dire que la grande majorité des migrants africains de la première génération sont loin d'être assimilés.

La fabrication de produits spécialement conçus pour des Africains, dont les plus évidents sont les journaux, les magazines, les livres, les radios et les chaînes de télévision (câblées) diffusant en langues swahili, yoruba, kikuyu ou en malinké, en atteste. Quoique cette presse fait aussi la publicité de toute une gamme de produits divers destinés à des groupes sociaux tels que les Afro-Caribéens, Afro-Cubains ou Africains-Américains.

Tout comme l'intégration, l'assimilation implique à la base, selon John Arthur, un certain nombre de critères : l'âge à l'arrivée, le pays d'origine du migrant, mais également le degré d'ouverture de la société d'accueil. Pour 80% des Africains ayant migré aux États-Unis à un certain âge, s'adapter au mode de vie américain relève de l'exploit.² Arthur développe :

The history of immigrant adjustments in the United States shows that the pace of assimilation and integration into the affairs of the host society varies significantly among immigrants. A number of factors affect immigrant adjustment and integration patterns. These include age at immigration, country of origin, racial and ethnic identification, immigrant normative and cultural values and the presence of relatives already settled in the United States.³

¹ *The African Times/ USA*

<<http://www.theafricantimes.com>>. (consulté le 5 juillet 2006)

² Bereket, *op. cit.*, 7.

³ Arthur, *op. cit.*, 69.

25% des migrants africains rencontrent des difficultés d'adaptation aux États-Unis et sont confrontés à des obstacles linguistiques.¹ Il est également difficile pour certains d'entre eux, et singulièrement ceux venus des pays francophones, d'apprendre l'anglais au-delà d'un certain âge. La barrière linguistique, comme nous l'avons déjà dit, constitue un véritable obstacle non seulement pour l'intégration des migrants mais aussi pour leur assimilation. A cet égard, la situation de certains Sénégalais de New York est particulièrement édifiante. Près de 10% des migrants sénégalais de cette ville viennent du milieu rural et ont un niveau d'instruction scolaire très bas ; 5% d'entre eux sont analphabètes (ils ne sont jamais allés à l'école).² Il s'agit en particulier de certains commerçants venus des villages du Sénégal et qui ont du mal à s'accommoder à un mode de vie hautement urbain. Ce journaliste américain a pu le constater :

I should say that many Senegalese people in Harlem are not well educated and did not go to school. These people come from small villages in Senegal and are not even used to the big cities in Senegal. When the Senegalese people are educated they move elsewhere like New Jersey, they don't like Harlem. So all the people around here are business people like vendors, peddlers and restaurant workers basically the working class.

At Harlem Hospital or the Health Center on 125th Street there are a lot of Senegalese patients. Sometimes there are Wolof interpreters who volunteer at Harlem Hospital. However, patients eventually learn English although it is a broken English that they use to communicate.³

D'autres migrants d'instruction primaire (environ 12%) écrivent un français douteux et un anglais voisin du « Pidgin English ». Ils sont originaires des

¹ Notre enquête.

² Diouf, 1997, 8.

³ *Voices of New York City*

<http://www.nyu.edu/classes/blake.map2001>

pays africains de la zone francophone. On ne peut dès lors s'empêcher de penser que l'assimilation de ces migrants africains de la première génération serait problématique.

C'est la langue qui fait l'identité culturelle d'un pays. Par exemple, c'est à la pratique de langue orale (l'accent) que l'on peut distinguer d'emblée un Américain, d'un Anglais ou un Irlandais. La pratique linguistique permet une socialisation beaucoup plus aisée car le migrant peut se fondre dans la population et adopter ainsi les habitudes du pays d'accueil. Solomon Jones a évidemment raison d'affirmer : « Language barriers, cultural differences and limited job skills can jeopardize an African immigrant's adjustment to this country. »¹

Certes, le problème de communication se posait déjà dans les relations intra-ethniques des migrants africains, compte tenu de la diversité d'ethnies et de langues vernaculaires dans les pays (africains) d'où ils sont originaires. C'est ce qu'explique cette Sénégalaise qui habite à New York :

Countries like Nigeria, Ghana, South Africa, Kenya, and Tanzania were British colonies so their official language, in addition to their national languages, is English. We can communicate in French and English, but communication is rather difficult among Africans because there are many ethnic groups. For example, the Ivory Coast has about one hundred ethnic groups, Nigeria has a little more than one hundred ethnic groups and Senegal has about five main ethnic groups. These ethnic groups are the Bambara, the Jola, the Fulani, the Wolof and the Hassaniyya. In Senegal, English is mandatory but I am not sure that French is mandatory in Nigeria. In Senegal you learn French and English in school, so before I came to the United States I was already speaking English.²

Cependant, tous les migrants africains ne partagent pas le même point de vue sur le concept d'assimilation. Ils sont 48% à considérer que

¹ Jones, *op. cit.*, 4.

² *Voices of New York City, op. cit.*

l'assimilation culturelle est une forme de déracinement, voire d'aliénation culturelle.¹ Pour eux, l'américanisation s'apparente à une déculturation.²

Il faut dire que cette forme de « résistance » culturelle et l'incapacité pour certains Africains à s'assimiler à la société occidentale remonte à la période postcoloniale. De nombreux intellectuels africains (Anta Diop, Sédar Senghor, Birago Diop, Alioune Diop, entre autres) incitaient leurs compatriotes établis en Occident à affirmer leur identité culturelle. C'est dans cette optique qu'Alioune Diop écrit :

Incapables de nous assimiler à l'Anglais, au Français, au Belge, au Portugais, à l'Américain – de laisser éliminer au profit d'une vocation hypertrophiée de l'Occident certaines dimensions originales de notre « génie » – nous nous efforcerons de forger à ce « génie » des ressources d'expression adaptées à sa vocation dans le XXe et XXIe siècles.³

Quoique perçus comme des nouveaux immigrants, près de 60% des Africains originaires d'Afrique subsaharienne refusent toutes les formes d'assimilation que les Anglo-Saxons veulent leur imposer : maintien de leur

¹ Apraku, *op. cit.*, 123.

Selon Emeka Nwadiora, « Alienation is generally referred to as that state of separation between the individual or group and her environment. Its main attributes are feelings of social isolation, social and cultural estrangement, feeling of despair and hopelessness. [...] Cultural alienation of immigrants and refugees is a perceived feeling among foreigners of distance from the host culture. » Nwadiora, 1995, 58.

Toujours à propos de la question d'aliénation culturelle de certains migrants, Paul Stoller déclare que : « West African traders are, for the most part, culturally alienated from American life. To combat this alienation, they have used their various networks to construct an array of community forms that provide the potential for economic, political, and cultural integration. »

Stoller, *op. cit.*, 10.

² Halima, 1999, 6.

³ Alioune Diop, cité dans *Afrique-États-Unis*, *op. cit.*, 17

culture, de leurs traditions, de leurs langues vernaculaires. Ne possèdent-ils pas des radios en langues de leur pays d'origine, à Miami, à Houston ou à Oakland ?¹

45% des commerçants ouest-africains ont évoqué les difficultés d'adaptation auxquelles ils se trouvent confrontés à New York. Adaptation sur les plans culturel et social. Tout comme de nombreux Américains, ils estiment que la ville est trop bruyante, surpeuplée et en proie à la criminalité.² En outre, il est difficile pour eux d'adhérer aux normes culturelles du pays d'accueil.

Selassie Bereket écrit : « The vast majority of West African street peddlers in New York City have complained of loneliness, cultural isolation, and alienation from mainstream American social customs. These conditions, moreover, seem to have an impact on their subjective well-being. »³

Nous sommes loin d'une assimilation culturelle. Dans la mesure où celle-ci exige que le migrant adopte les manières de penser et d'agir de la majorité, et accepte les conditions que lui impose le nouveau milieu où il s'établit.⁴

A New York, 30% des migrants sénégalais, gambiens et maliens portent leurs grands boubous unis ou multicolores, un des symboles de leur identité culturelle africaine. Cette identité s'exprime aussi à travers leurs habitudes alimentaires, leur musique, leurs religions et leurs traditions.⁵ Diana Baird souligne que :

¹ Cf. African Diaspora in the U.S., *op. cit.*

<http://melanet.com/connections>

<http://www.wakisha.com>

² Stoller, *op. cit.*, 179.

³ Bereket, *op. cit.*, 12.

⁴ Kromah, *op. cit.*, 24.

⁵ Kugel, 2002, C: 14 ; Millman, 1997, 17 ; Stoller, 2002, 93 & 156.

Par exemple, Joel Millman écrit à propos des coutumes vestimentaires des Ouest-Africains du Bronx : « Africa has arrived in the South Bronx in a big way over the past five years. In adjacent room, the local Gambian club is holding its monthly meeting. Outside, along the Grand Concourse, immigrants stroll by in their Sunday finery—Ghanaians in patterned wrap-around dresses, Nigerians in billowy pastel gowns. Malians in white roll-up trousers under ponchos of dusky “mud” cloth. » Millman. « Caste Party : Africa Arrives in America. »

African immigrants actively and explicitly use a language of tradition—cooking Ghanaian Kele Wele, wearing Senegambian gran boubous, dancing to Congolese soukous—to define themselves in the context of the USA to each other, and to the World.¹

De même, la coiffure des femmes ouest-africaines symbolise le style et la personnalité de celles-ci. C'est l'appartenance ethnique qui semble caractériser l'identité des migrants ouest-africains. La cohésion du groupe repose en effet sur l'adhésion à des formes culturelles communes d'ordre rituel ou social, sur des pratiques culturelles internes. Ils revendiquent leur appartenance à une identité spécifique relevant de leur origine géographique. Les pratiques magiques, les recettes médicinales et les célébrations rituelles (mariages, naissances, obsèques) constituent certaines de leurs traditions culturelles. Aussi, les pratiques sociales et culturelles sont particulièrement complexes en Afrique de l'Ouest. Par exemple, 90% des Mourides sénégalais aux États-Unis se marient au sein de leur propre groupe.² Ils ont un fort sentiment d'identification au groupe. Cet attachement aux us et coutumes du pays d'origine est la manifestation concrète d'une non assimilation.

Tout comme ceux venus de l'Ouest, 65% des migrants africains originaires de l'Est du continent africains (Kenya, Ouganda, Tanzanie, Burundi) ne conçoivent pas l'abandon de leurs langues vernaculaires. Ils adoptent sans réserves les traditions culturelles de leur pays et utilisent le swahili, le kikuyu ou le luo pour communiquer non seulement entre eux, mais aussi avec la famille restée en Afrique. Comme le disait David Diop : « Tout un domaine de la sensibilité de l'homme ne peut s'extérioriser que dans sa langue maternelle. C'est la part

<Article disponible sur <http://www.aliciapatterson.org/APF1703/Millman/Millman.html>>. (consulté le 27 février 2006)

¹ Baird, *op. cit.*, 4.

² Nwadiora, *op. cit.*, 60.

inviolable, particulière, intraduisible de toute culture. L'homme africain ne peut renoncer à ses idiomes traditionnels sans ressentir une amputation grave de sa personnalité. »¹

L'étude d'Agyemang Konadu a montré que, contrairement à ceux de confession chrétienne, les migrants africains de confession musulmane se convertissent rarement à d'autres religions.²

La prolifération des églises afro-chrétiennes³ dans certaines villes des États-Unis (New York, Philadelphie, San Francisco, Miami, Washington, D.C., ou Cleveland) témoigne d'un repli identitaire chez près de 3.5% des Africains venus d'Afrique subsaharienne. Comme l'a relevé Leigh Swigart :

The many Liberian Pentecostal churches that exist throughout the United States address a diversity of Liberian issues and attract Liberians irrespective of their religious beliefs. There are now hundreds of Ghanaian, Nigerian, Kenyan, and Liberian churches across the country. In New York City alone, African churches number at least 110. Some denominations were born in Africa and have established churches throughout the United States. The Redeemed Christian Church of God, a Pentecostal church based in Nigeria that has a very large following,

¹ David Diop, cité dans *Afrique-États-Unis*, *op. cit.*, 20.

² Konadu, 1999, 16.

³ Par exemple, le Kimbanguisme, le Gisianisme ou le Harrisme sont des églises afro-chrétiennes indépendantes.

Smith, 2005, 64.

Citons à titre d'exemple cette congrégation religieuse dirigée par un migrant kenyan dans le Maryland, dont parle Hamza Mwamoyo : « The Reverend David Gitome is a Kenyan-born minister, who for more than seven years has been heading Umoja (unity) Church, in the Washington suburb of Prince Georges County, Maryland. In recent years his congregation has swelled to about 200 parishioners. On Sundays, one of the masses is conducted in the Swahili language. He says the mushrooming of African Churches in the U.S. mirrors the growth in numbers of African immigrants. »

Mwamoyo, *op. cit.*, 2.

has established fourteen branches in New York. The Presbyterian Church of Ghana has four branches in the city.¹

Ces églises témoignent de leur identité culturelle et jouent un rôle social important. En effet, les centres religieux africains apportent une aide aussi bien qu'aux migrants nouvellement arrivés qu'à ceux qui sont au chômage ou en situation irrégulière. Ces derniers peuvent y être hébergés à titre temporaire. Ils peuvent aussi se faire servir un repas et obtenir des conseils pour (re)trouver un travail. La solidarité et l'entraide sont des valeurs essentielles pour les migrants d'Afrique. De ce fait, Howard Dodson écrit :

African religious institutions of all denominations have taken on new roles in the United States to respond to the needs of an immigrant population. They serve as orientation focal points for recent immigrants, conference halls, community and counseling centers, religious schools, temporary shelters, and social aid societies. They have become job-referral centers, and clergy often act as intermediaries between undocumented congregants and the authorities.²

Les intellectuels et entrepreneurs africains jouent un rôle essentiel dans l'implantation de ces lieux de cultes aux États-Unis. De niveau culturel élevé, maîtrisant la langue anglaise et les techniques modernes de la production, du commerce et de l'informatique, les leaders religieux africains négocient avec les pouvoirs locaux le droit d'établir sur place les bases religieuses et culturelles de la spiritualité traditionnelle africaine.

Nombre de groupes ont ainsi pu ériger un lieu de culte, grâce auquel s'entretient une identité collective redéfinie par l'installation aux États-Unis. Malgaches, Béninois, Centrafricains ou Camerounais, devenus citoyens américains, revendiquent avec vigueur leur identité africaine. Ils ont forgé entre migrants appartenant à des ethnies différentes d'Afrique subsaharienne, une solidarité

¹ Swigart, 2000, 19.

² Diouf & Dodson, *op. cit.*, 13.

nouvelle qui transcende les identités locales de l'Afrique. Ils ont fait construire au cours de ces deux dernières décennies environ une cinquantaine d'églises afro-chrétiennes outre-Atlantique – expressions et instrument de la vie du groupe social.¹

Aujourd'hui, les adeptes de ces églises sont originaires de divers pays du continent africain. L'église afro-chrétienne de Houston en est une illustration, car 65% de ses membres sont originaires des pays d'Afrique anglophone et francophone. 25% de ses adeptes sont des Afro-Caribéens et 10% des Africains-Américains.² La référence religieuse tend à transcender les différences géographiques des populations en migration.

La présence de ces lieux de culte dans leur environnement immédiat montre leur difficulté à s'assimiler dans la société d'accueil, car ceux-ci ne correspondent pas aux normes de la société dominante. Rappelons que les États-Unis ont, par le passé, imposé aux immigrants une langue commune et un credo fondé sur les valeurs de la culture anglo-protestante transplantée sur la terre d'Amérique par ceux qui avaient proclamé l'indépendance du pays au XVIIIe siècle.

L'apprentissage de la langue, les manières et usages, et l'amour du pays sont les bases de cette culture.

Les migrants, à leur arrivée dans une société déjà constituée, se doivent de s'y adapter. Or, ces migrants ont tendance à se replier sur le plan identitaire. Ils affirment leurs particularismes culturels et éprouvent la difficulté de se séparer de la terre d'origine. Leur présence et leur mode de vie transforment plus ou moins sensiblement les quartiers où ils sont installés. L'exil a parfois pour conséquence de multiplier les cadres de référence. Les références nationales d'origine s'estompent au profit des références religieuses sur la base desquelles de nouvelles solidarités sont progressivement construites. Il faut dire que la transnationalisation des

¹ *Afrique-États-Unis*

<<http://www.allafrica.com>>. (consulté le 4 mars 2007)

² *Ibid.*, 32.

religions n'est certes pas un phénomène nouveau. La transmission des valeurs, les pèlerinages, et le cas échéant les missions ont toujours franchi les frontières et relié les Diasporas et les peuples.

Donna Perry pense que les migrants originaires d'Afrique de l'Ouest sont beaucoup trop tournés vers leurs traditions tribales et trop attachés à leurs cultes, leurs pratiques, leurs croyances, ou leur notion du « sacré ». Ce qui rend leur assimilation difficile dans leur pays d'installation.¹ A New York, les commerçants Haoussas venus du Niger, du Ghana et du Nigeria forment un groupe vivant en autarcie. Ils parlent leur dialecte et pratiquent leur religion. Paul Stoller le fait remarquer dans son ouvrage :

West African traders, including Hausa from Nigeria, Niger, and Ghana, have created some degree of ethnic specialization, but it appears to be based as much on country of origin as on strict ethnicity. Hausa-speaking traders in New York City sell T-shirts, scarves, gloves, hats, but so do people from other West African ethnic groups. [...] No matter their location, Hausa traders tend to live near one another, engage in similar social pursuits, share similar cultural beliefs, and practice the same religion: Islam.²

On peut également évoquer certaines des traditions ancestrales des Yoruba du Nigeria qui sont installés dans la capitale fédérale des États-Unis, des traditions comme la « Names and Naming ceremony » qu'ils respectent et font respecter lors d'une naissance, d'un mariage ou d'un décès dans leur famille.³ On ne peut dès lors s'empêcher de penser que la survie de ces traditions dépendra essentiellement du crédit que les jeunes de la seconde génération leur accorderont.

¹ Perry, 1997, 250.

² Soller, *op. cit.*, 31.

³ Pour en savoir plus sur ce sujet, le lecteur peut consulter le site :

National Association of Yoruba Descendants in North America – Egbe Omo Yoruba

<<http://www.yorubanation.org>>.

L'assimilation culturelle pose problème pour des migrants qui sont susceptibles de se définir uniquement par rapport à des critères d'identité ethnique ou par rapport aux origines géographiques. De ce point de vue, l'article de Joel Millman qui s'intitule « From Dakar to Detroit » est particulièrement saisissant. Il retrace l'itinéraire des migrants sénégalais qui sont partis chercher du travail et des meilleures conditions de vie à Detroit. Mais ces derniers sont confrontés au « choc des cultures » aux États-Unis, pour reprendre l'expression de Samuel Huntington.

62% des migrants africains de Seattle gardent une culture résolument centrée sur le pays d'origine, préservant leurs traditions dans l'attente du retour au pays.¹ Leur départ du continent africain correspond simplement à une absence géographique. Ils ne veulent pas se dévouer à la culture anglo-protestante de l'Amérique et aux valeurs du credo américain.²

Pour Huntington, le dernier critère d'assimilation est le degré auquel les immigrants s'identifient aux États-Unis en tant que pays, ont foi en leur credo, adoptent leur culture et rejettent toute loyauté envers d'autres pays, leurs valeurs et leur culture.³ Emeka Okoli estime qu'il est difficile d'être assimilé tout en restant très attaché aux coutumes de son pays natal.⁴

¹ Wilson, *op. cit.*, 10.

² Le credo représente le fondement de la culture américaine, fondement créé par les pèlerins et assimilé par tous les immigrants ayant atteint le Nouveau Monde. Le « credo américain » constitue un élément clef de l'identité américaine, il réfère entre autre à la culture protestante. Il est l'héritage anglo-saxon, en termes de conception de justice, de langue, de littérature, de philosophie, de musique, etc. et est associé aux principes de liberté, d'individualisme et d'égalité.

L'expression « credo américain » a été popularisée en 1944 par Gunnar Myrdal dans son ouvrage *The American Dilemma*. Constatant l'hétérogénéité raciale, religieuse, ethnique et économique des États-Unis, il a affirmé que les Américains avaient néanmoins « quelque chose en commun : une morale sociale, un credo politique » qu'il a baptisé « credo américain ». Ce concept est désormais communément accepté comme désignant un phénomène préalablement observé par nombre de chercheurs (Sorenson, Jaynes...).

Huntington, *op. cit.*, 69 & 74.

³ *Ibid.*, 238.

⁴ Okoli, 1994, 88.

Les travaux d'Emeka Nwadiora sur les migrants africains aux États-Unis ont révélé que 60% d'entre eux éprouvent des difficultés à s'assimiler même lorsqu'ils ont un niveau de qualification professionnelle élevé et parlent couramment l'anglais. Aussi, écrit-il : « Some of the professionally trained Black African immigrants have found employment opportunities. Although these Africans live in the United States physically, emotionally most still reside in their homelands on the African continent. »¹

Au cours des premières années de leur migration aux États-Unis, 80% des Ouest-Africains laissent épouses et enfants chez leurs familles et celles-ci ont le devoir moral de s'en occuper. Autrement dit, ils se doivent de subvenir aux besoins matériels et de pourvoir à l'éducation des enfants des émigrants.² Parmi eux, il y a des commerçants nigériens de New York. Cette affirmation de Paul Stoller en atteste :

In Niger, for example, marriage binds families in webs of mutual rights and obligations. Men expect their wives, even during their long absences, to remain faithful to them. To avoid opportunities for infidelity, long-distance traders often insist that their wives live in the family compound, surrounded by observant relatives who not only enforce codes of sexual fidelity, but also help to raise the family's children.³

60% des migrants (dont une majorité de Ouest-Africains) gardent leurs traditions culinaires (le jollof rice, le fufou, l'igname, le thie bou djeine, les bananes plantains, la patate douce, le tapioka, etc.). Si certains migrants se sont intégrés, la majorité d'entre eux s'assimilent rarement. Chez les Harlémites

¹ Nwadiora, *op. cit.*, 60.

² Cf. «Les migrants d'Afrique. » *op. cit.*, 28.

³ Stoller, *op. cit.*, 160.

d'origine ouest-africaine, le samedi soir, de grands banquets font revivre les musiques et les cuisines de leur culture d'origine.¹

Ceux-ci sont également effrayés à l'idée de perdre leur culture, d'être américanisés ou d'adopter une culture qui est différente de la leur. D'après Manthia Diawara, « African culture refers to the vernacular, the religion, the music, the dance, and the food. »² Ce sentiment est partagé par des Sud-Africains et Centrafricains. C'est le cas d'une migrante africaine originaire du Lesotho (Afrique australe) mariée à un Africain-Américain qui affirme :

In 1981 I arrived in the United States. Little do I know that this becomes a turning point in my life. I meet new people, and I make new friends. It doesn't take me long to realize that I am now swimming in the belly of a new culture. The question is, do I swim or do I sink? I begin to feel the burden of being expected to think and rationalize like an American... The fear of losing my culture and tradition in a foreign country continues to stay with me... I begin to feel a tremendous guilt of raising my children in a culture that has no room to accommodate my cultural identity. At this point ... maybe this fear begins to motivate me to be actively involved in collecting, preserving the cultural music and art of Basotho people.³

Préoccupés par l'avenir de leur progéniture, les migrants africains veulent préserver les liens culturels avec l'Afrique subsaharienne. 82% des migrants interrogés ne veulent pas que leurs enfants abandonnent leur culture d'origine ainsi que les valeurs culturelles africaines (la famille, le respect des aînés, entre autres). La destruction de ces valeurs constituerait sans doute « un drame », pour reprendre le terme utilisé par l'un d'eux. Il est difficile pour ces migrants de recomposer leur identité aux États-Unis en laissant de côté les références culturelles. Certes, les processus de construction identitaire sont complexes. L'américanisation de leur progéniture est source d'inquiétude. Comme le fait remarquer Sylviane Diouf :

¹ «Les migrants d'Afrique », *op. cit.*, 32.

² Diawara, *op. cit.*, 148.

³ Notre questionnaire.

This potential « Americanization » is a constant source of concern for African parents. Many fear that the next generation will adopt American attitudes that Africans often find destructive of the very values they hold dear : the strong sense of family, respect for elders, emphasis on education, and age hierarchy.¹

Le conflit des cultures, la dissolution des cultures et la préservation des identités sont des thèmes qui ont été traités par des chercheurs tels que Richard Alba, Loic Wacquant, Yanyi Djamba, Kristin Butcher, entre autres. Par exemple, Richard Alba considère l'assimilation culturelle comme un processus dynamique qui met l'accent sur l'évolution entraînée par la confrontation culturelle de groupes sociaux différents (en général, il s'agit de groupes minoritaires dans une société dominante).² Il définit l'ajustement réciproque entre le migrant et la culture de son pays d'adoption. En conséquence, il dénie de fait la validité du pluralisme culturel en tant que coexistence de groupes sociaux isolés qui ne s'influenceraient pas mutuellement. Selassie Bereket estime qu'il y a conflit entre l'assimilation culturelle et la préservation de l'identité ethnique chez les migrants africains de la première génération aux États-Unis :

First-generation African immigrants struggle to maintain a balance between putting down roots in America and preserving their ethnic heritage and identity. The tension between these two considerations is especially visible in the daily interaction between parents and their children. The adults strive to instill African values in their children—especially a sense of solidarity and respect for elders—while the latter, often more fluent in English, pull their parents toward a better understanding of the American culture.³

¹ Diouf, *op. cit.*, 11.

² Alba & Nee, *op. cit.*, 828.

³ Bereket, *op. cit.*, 8.

Parmi les fléaux de la société américaine cités de façon récurrente par les personnes que nous avons interrogées, il y a le phénomène des gangs, de la violence et de la criminalité. Tout comme de nombreux Américains, 80% des migrants africains (60% des femmes) ont peur de ces phénomènes, notamment pour leur progéniture : « I don't feel we're safe here, » soutient une Ivoirienne de Baltimore « I don't allow my children to go anywhere by themselves. I drive them wherever they need to go. At home, they had much more freedom. And so did I. »¹ 40% d'entre eux ont fait état de l'impact négatif qu'aurait la culture américaine sur l'éducation de leurs enfants et de ce qu'ils qualifient d'aliénation culturelle : « The values we brought from Africa are our anchor of survivability in America. Our kids who are copying the fads of the urban culture, especially their choice of music and clothes, are going to estrange themselves from us, their family. »²

Il importe toutefois de préciser que près de 48% de ces femmes récemment arrivées d'Afrique portent un regard négatif sur certaines grandes villes américaines comme New York, Atlanta, Chicago et Miami qu'elles considèrent comme dangereuses pour leurs enfants.³ Elles éprouvent des difficultés à s'adapter aux mœurs américaines, en particulier, le port d'armes à feu (garanti par le deuxième Amendement à la constitution américaine). Les statistiques révèlent que 40% des foyers américains possèdent une ou plusieurs armes à feu. En outre, l'homicide par balle est la principale cause de mortalité chez les jeunes Américains.⁴ Cela constitue une crainte supplémentaire pour les nouveaux immigrants africains. Howard Dodson partage cet avis :

For youngsters born in African countries, life in American cities comes with both restrictions and advantages. On the one hand, the freedom of

¹ Notre questionnaire.

² *Ibid.*

³ Takougang, *op. cit.*, 6.

⁴ *Migration Information Source : U.S. in Focus*
Washington, D.C.

<<http://www.migrationinformation.org>>. (consulté le 8 mai 2006)

movement they enjoyed in their hometown neighbourhoods—where everyone knows everyone else, and the crime rate is lower than in many American cities—is often restricted by parents who think that the world outside their door is dangerous and violent, with risky temptations.¹

55% des personnes sondées critiquent le style vestimentaire, le langage et le comportement des jeunes Africains-Américains et Afro-Caribéens des quartiers défavorisés.² C'est sans doute la raison pour laquelle certains migrants africains (environ 30%) envoient leurs enfants au pays d'origine pendant les vacances d'été afin de préserver les liens culturels et linguistiques, les valeurs morales (la sagesse ancestrale, le respect et l'obéissance envers l'aînesse et l'autorité), des valeurs supposées sacrées dans l'Afrique profonde. Ce que Dorothy Winbush Riley appelle « African ancient wisdom ».³ Des séjours réguliers au pays d'origine des parents permettent, semble-t-il, à ces enfants de ne pas être déconnectés de la culture africaine. Sylviane Diouf corrobore cette idée :

Parents also worry that once they go back home—for vacations or for good—their children will no longer be able to fit within their own family and society. So those who can afford it send their children home for the summer to help them maintain cultural and linguistic links with their countries of origin.⁴

D'autres migrants (près de 5%) veulent que leurs enfants fassent une partie de leur cursus scolaire dans leur pays d'origine.⁵ Les enfants de migrants ont

¹ Dodson & Diouf, *op. cit.*, 10.

² Notre questionnaire.

³ Dorothy Winbush Riley, citée par Paul Stoller dans *Money Has No Smell : The Africanization of New York City*, *op. cit.*, 69.

⁴ Diouf, *op. cit.*, 11.

⁵ Cf. Halima, *op. cit.*, 7.

tendance à oublier la langue du pays d'origine aussi vite qu'ils acquièrent la langue du pays d'accueil.

Les cérémonies et fêtes traditionnelles organisées par certains migrants sont aussi des occasions pour évoquer la situation sociopolitique des pays qu'ils ont quittés, pour préserver le contact de leurs enfants avec la culture d'origine, perpétuer les traditions et établir une continuité culturelle. Ces traditions constituent un héritage culturel auquel leur progéniture pourrait se référer. De ce fait, Howard Dodson écrit :

Weddings, baptisms, and holy days frequently take on more significance than they had in the country of origin. They are occasions for gathering and sharing news, discussing social and political developments at home, and passing on information that can make life here more manageable. They also are an essential instrument of cultural continuity. It is during these events that young Africans—many of whom were born here—learn firsthand about history and culture, as well as the proper way to behave—respect for elders, sharing, the importance of community.¹

Parmi les fêtes traditionnelles, nous pouvons citer la cérémonie d'initiation, c'est-à-dire, le passage de l'adolescence à l'âge adulte organisée par des migrants Béninois de Baltimore. Ce sont des coutumes qui régissent leur vie depuis des siècles, des traditions ancestrales très ancrées. Aux États-Unis, 70% des migrants venus d'Afrique de l'Ouest ont du mal à sortir du carcan oppressant des

C'est le cas de ce Nigérien dont parle Paul Stoller : « I speak to my son in Songhay, but he doesn't yet know his country. But I will send him to Niger when he is old enough for middle school. I don't want him to go to middle school in New York. The schools are not good, and he'd be exposed to bad people. I'll send him to Niger so that he will learn discipline from relatives. »

Stoller, *op. cit.*, 163.

¹ Cf. Dodson & Diouf, *op. cit.*, 6.

traditions.¹ Dans de telles conditions, il est difficile d'être assimilés aux Américains.

Cette idée de sauvegarder à tout prix la culture d'origine est partagée par certains Africains de la seconde génération. Le témoignage ce jeune Américain d'origine nigériane qui réside à Springfield en atteste :

I am forever grateful to my father for sending me back to Nigeria as a young man to learn the culture of respect, discipline, self-worth and the dignity of labor. Granted, my father used to spank me when I misbehaved and I was caned at school by teachers and older students. What the heck ! It is better for me because I escaped the gang culture of America.²

Les relations transnationales, la mobilité géographique ou les séjours réguliers dans le pays d'origine constituent aussi un moyen de préserver les liens culturels. Cette analyse est confortée par les recherches réalisées par Diana Baird sur la culture des nouveaux immigrants africains aux États-Unis. Ainsi, dans son article intitulé « The African Immigrant Folklife Study Project, » elle écrit :

Some African newcomers to the United States consider their residence temporary and plan to return to live in their countries of origin at a later date. Many actually move between residences in Africa and North America. Others have chosen to reside permanently in the United States but still hold it important to teach their children everything they need to know to maintain ties with relatives in Africa, if only for brief visits "home."³

Pour garder un lien avec le pays d'origine, 40% des migrants africains consacrent une grande partie de leur budget aux vacances qu'ils passent au pays

¹ *Ibid.*

² Cf. *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 11.

³ Baird, *op. cit.*, 1.

natal chaque année ou tous les deux ans et à l'accueil de parents de passage aux États-Unis, aux dépenses desquels ils se doivent de pourvoir.¹ Il faut ajouter pour certains, comme nous l'avons déjà dit dans la seconde partie de ce travail, l'envoi régulier d'argent au pays et la thésaurisation destinée à la réalisation d'un objectif précis (achat d'un véhicule, construction d'une maison, mariage, etc.). Tous ces éléments conduisent le travailleur migrant africain à réaliser des économies sur des postes budgétaires qui ne lui paraissent pas indispensables.

Nous reviendrons sur le projet de retour au pays natal de certains migrants africains aux États-Unis dans la quatrième partie de notre travail.

D'une façon générale, si l'on s'en tient à la définition de l'assimilation donnée *supra*, il est évident que les migrants africains aux États-Unis ne sont pas assimilés. Il s'avère difficile, pour près de 70% des migrants, de faire disparaître les signes les plus visibles qui les font paraître différents aux yeux des Américains.²

« Abandonner sa culture n'est pas un acte volontariste », déclare un Angolais qui réside à Charlotte, « si tous les migrants africains aux États-Unis changeaient leurs coutumes alimentaires et vestimentaires », poursuit-il « le business ethnique serait mis à mal. Cela générerait un taux de chômage particulièrement élevé, car environ 55% d'entre eux travaillent dans ce secteur. Ils vendent des produits alimentaires, des tissus et des statuettes importés d'Afrique. »³

Cette affirmation nous semble pertinente. Par exemple, le commerce des objets africains à Little Africa (Harlem) fait vivre deux familles ouest-africaines sur trois à New York.⁴

L'assimilation d'un nouveau migrant dans la société américaine se traduit par une rupture totale avec son milieu et sa culture d'origine. Elle implique l'acquisition de la langue anglaise et de la nationalité américaine. A cet égard, les migrants qui refusent d'apprendre la langue et les rituels du pays d'accueil composent une sorte d'isolat culturel ou une enclave dans la culture d'accueil.

¹ *Ibid.*

² Notre questionnaire.

³ *Ibid.*

⁴ Stoller, *op. cit.*, 34.

Si l'assimilation des immigrants anglo-saxons s'est faite sans problème, en revanche celle des immigrants originaires des pays du Tiers-Monde, dont l'Afrique, est difficile, si l'on en croit April Gordon, Seth Kugel et Milton Gordon.¹ Ils considèrent que ces nouveaux arrivants sont inassimilables eu égard à leur appartenance confessionnelle et culturelle. En 2005, un journaliste anonyme américain écrivait :

Americans feel that there is an accompanying assault on their collective identity. The expression of Islamic based loyalties seems to confuse space, culture and nation, and it has led 40% of Americans to question the ability of African immigrant to assimilate.²

Les immigrants récents originaires des pays en voie de développement (en particulier ceux de confession musulmane) sont accusés de mettre en danger les fondements de l'identité américaine. Pour Samuel Huntington, cette identité repose sur quelques valeurs essentielles qui ont prévalu entre le XVII^e siècle et les années 1960 et ont contribué à façonner la culture WASP. Il s'agit entre autres de valeurs protestantes, de moralisme et d'éthique du travail, de principes de liberté, de justice, d'égalité, d'individualisme, de propriété privée, du patriotisme, etc.

L'idée de l'impossibilité d'assimiler les immigrants venus des pays en voie de développement nous paraît extrêmement discriminatoire et ambiguë. Il s'agit souvent d'un discours fondé sur des critères purement raciaux.

Cette immigration est particulièrement diverse linguistiquement et culturellement : elle comprend entre autres de nombreux Latinos (54%), Asiatiques (36%), Africains (6%) et Caribéens (4%).³ Pour prendre un exemple, en 1990, 18% des nouveaux arrivants d'Afrique subsaharienne étaient sans ressources, et ils

¹ Voir A. Gordon, 1998, 79 ; Kugel, 2002, 4 ; M. Gordon, 1961, 264.

² Cf. *The African Times/ USA*
<<http://www.theafricantimes.com>>. (consulté le 5 juillet 2006)

³ *Migration Information Source : U.S. in Focus*, op. cit., 17.

parlaient un anglais approximatif. 5% d'entre eux étaient illettrés et sous-qualifiés. 40% d'entre eux résident dans des quartiers défavorisés des grandes villes du Nord-Est.¹

Cependant, les immigrants venus des pays en développement ne sont pas tous pauvres et ne sont pas tous de culture musulmane. A titre d'exemple, au cours de la même année, environ 25% des migrants africains hautement qualifiés ont été admis aux États-Unis (politique d'immigration choisie). Ces migrants appartiennent à la catégorie socioprofessionnelle supérieure, ils travaillent dans des secteurs d'activité exigeant un niveau de qualification élevé, en particulier dans l'aéronautique, l'informatique et les laboratoires scientifiques.² Ils sont de confession chrétienne. Leur culture religieuse, leur niveau d'études et leurs compétences ont permis à ces migrants de s'intégrer à la société américaine et de s'assimiler progressivement à la population locale.³ Nous pourrions aussi évoquer les Asiatiques qui sont considérés par Marie-Christine Pauwels et par Sylviane Diouf, comme une « minorité modèle ». ⁴ De ce point de vue, Samuel Huntington rappelle que les critères auxquels on peut avoir recours pour évaluer le degré d'assimilation d'un individu, d'un groupe ou d'une génération sont : la langue, le niveau d'instruction, l'activité professionnelle et le revenu, l'acquisition de la nationalité, le mariage mixte et l'identité.⁵

April Gordon évoque par ailleurs la crainte suscitée par l'arrivée des travailleurs migrants chez certains Américains aux États-Unis dans les années 1980 :

In the late 1980's, anti-immigrant sentiment, especially towards those deemed "unassimilable" (mostly Third World people) grew along with

¹ *Ibid.*

² Mutume, *op. cit.*, 18.

³ *Ibid.*

⁴ Pauwels, 2001, 70 ; Diouf, 1991, 16.

⁵ Huntington, *op. cit.*, 228.

increasing numbers of highly visible, culturally distinct foreign immigrant workers.¹

L'inassimilabilité de ces migrants s'explique notamment par les écarts de religion et de culture trop marqués avec les Anglo-Saxons que nous avons déjà évoqués.

Gordon pense que, pour être assimilé, le migrant doit rompre totalement et définitivement avec sa culture d'origine. Seth Kugel partage ce point de vue. Selon lui, les migrants africains de culture musulmane seraient inassimilables car la différence culturelle est trop importante.² Les Cap-Verdiens, au contraire, sont assimilables parce qu'ils sont de culture religieuse chrétienne. Le catholicisme est la religion du Cap-Vert comme celle de près de 22.4% des Américains.³

L'assimilation des jeunes Africains de la deuxième génération aux États-Unis est, selon Francis Dodoo, la conséquence directe de leur installation.⁴ La dimension temporelle s'est avérée importante. Le temps érode les cultures d'origine, gomme les différences culturelles.⁵ Les individus s'adaptent, puis s'assimilent dans la société d'accueil. Certes, le processus n'est ni univoque ni absolu (des différences peuvent subvenir). Plus le temps passe et plus les différences s'amenuisent.

Kofi Apraku estime que 55% des personnes ayant migré d'Afrique subsaharienne et résidant sur le territoire américain n'envisagent pas d'y rester durablement. L'attachement à leur patrie d'origine, à leurs mœurs et à leurs croyances religieuses, rend leur assimilation difficile.⁶

¹ A. Gordon, *op. cit.*, 79.

² Kugel, *op. cit.*, 5.

³ Cf. Statistiques générales et religieuses
http://infocatho.ccf.fr/fichiers_html/pays/amernord/etatsunis.html

⁴ Dodoo, *op. cit.*, 545.

⁵ *Ibid.*

⁶ Apraku, *op. cit.*, 145.

Situer les pratiques religieuses de migrants de confession extrêmement diverses n'est pas très aisé. La fréquentation des églises et des mosquées varie selon les populations et leurs origines géographiques. Ce qui caractérise les migrants venus des pays musulmans d'Afrique subsaharienne, ce sont des interdits alimentaires, la non consommation de boissons alcoolisées, et d'autres rites culturels. Pour ceux originaires des régions plutôt catholiques, ce sont les femmes qui se montrent les plus assidues à l'église, le dimanche (70%) ; contre 30% des hommes.¹ Les hommes ayant laissé leurs épouses au pays vivent dans un environnement très centré sur le pays d'origine et ont un fort désir de retour.²

L'assimilation devrait s'analyser comme le résultat d'une série de processus ayant conduit un ou plusieurs migrants à abandonner leur culture d'origine pour adopter consécutivement les mœurs et coutumes des États-Unis, par définition différentes des leurs. Cela implique une rupture totale avec les traditions de la société d'origine. Milton Gordon explique : « Assimilation requires the extinction of any form of ethnic identity in favor of an exclusively national, American identity. »³

L'adoption de la religion dominante du pays, l'apprentissage et la maîtrise de la langue anglaise et la connaissance des institutions de ce pays constituent quelques exemples. De même, les nouveaux venus peuvent assimiler les mœurs de la société d'accueil. La religion, les institutions et le mode de vie sont à cet égard des éléments essentiels.

C'est dans cette optique que Boris Cyrulnik a écrit : « L'assimilation exige une amputation de la personnalité pour que le migrant prenne sa nouvelle place. Il va s'adapter grâce à cette triste réduction de sa personnalité qui lui demande de faire comme si ses origines n'avaient jamais existé. »⁴

¹ *Migration Information Source : U.S. in Focus*, op. cit., 8.

² Apraku, op. cit., 146.

³ M. Gordon, op. cit., 53.

⁴ Boris Cyrulnik, cité dans *Hommes et Migrations*, op. cit., 54.

Pour sa part, Francis Dodoo estime que, par le biais du brassage qu'entraînent la fréquentation de l'école, le mariage hors du milieu d'origine, l'assimilation des nouveaux migrants venus des pays en voie de développement est tout à fait possible aux États-Unis.¹ Sur le plan juridique, cela se traduirait comme nous l'avons souligné plus haut par une naturalisation.

Les États-Unis encouragent non seulement l'initiative privée mais exhortent aussi les nouveaux immigrants à s'assimiler, à épouser ses valeurs patriotiques. L'assimilation apparaît comme le résultat de la politique d'intégration dont elle constitue l'aboutissement.²

Aux États-Unis, l'immigration est séculaire et plurielle par ses origines et sa démographie est en constante évolution. Le pays constitue une mosaïque de populations, extrêmement variées et extrêmement diverses par leur culture. Comme le disait Walt Whitman, « America is a nation of nations ».³ La diversité culturelle dans cet univers multiethnique pose sans doute quelques problèmes quant à la norme culturelle que les nouveaux venus devraient pouvoir adopter.

La cohabitation, au sein de la société américaine, d'immigrants de cultures différentes rend la notion même d'assimilation culturelle complexe. Glenn Dean, Victor Nee ou Richard Alba considèrent qu'il est difficile d'assimiler des nouveaux migrants dans un environnement qui est fondamentalement multiculturel, pluriethnique.⁴

Société multiethnique, les États-Unis se distinguent des autres pays développés par sa diversité culturelle. Plusieurs groupes sociaux cohabitent dans le pays : des Amérindiens, des Italo-Américains, des Mexicains-Américains, des Franco-Américains, des Japonais-Américains, des Philippins-Américains, des Coréens-Américains, des Américains d'origine irlandaise, chinoise, pakistanaise,

¹ Dodoo, *op. cit.*, 546.

² A. Gordon, *op. cit.*

³ Walt Whitman cité dans M. Gordon « Assimilation in America : Theory and Reality. » *Daedalus* 90 (1961): 278.

⁴ Dean & Logan, 2003, 455 ; Maldwin, 1992, 34 ; Alba & Nee, *op. cit.*, 850.

caribéenne, allemande, cubaine, égyptienne, polonaise, kenyane, australienne, sud-africaine, grecque, etc. Le terme « groupe social » désigne un ensemble d'individus proches par leur histoire, leurs origines, etc.¹ Par exemple, les Africains-Américains, les Asiatiques ou les Latinos-Américains. Comme nous le rappelle Daniel Royot, chaque Américain peut d'ailleurs revendiquer une double identité que traduit le trait d'union (« hyphen ») des termes comme Japonais-Américains, Italiens-Américains ou Africains-Américains.²

Même entre individus d'un même groupe social, des divergences culturelles subsistent, des écarts culturels sont parfois très importants. Par exemple, Porto Ricains, Mexicains et Cubains n'ont pas forcément les mêmes habitudes alimentaires, les mêmes coutumes vestimentaires, les mêmes goûts en matières de musique. De même que les Subsahariens de culture musulmane (Maliens, Sénégalais, Gambiens, Somaliens, Ethiopiens, Nigériens) n'ont pas les mêmes coutumes vestimentaires et alimentaires que ceux de confession chrétienne (Camerounais, Congolais, Gabonais, Ghanéens, Centrafricains, Angolais, Togolais, Malgaches). L'Amérique latine est aussi plurielle (sur le plan culturel) que l'Afrique subsaharienne. Sans évoquer la diversité des aires culturelles de l'Afrique rurale et traditionnelle.

Les nouveaux immigrants ont deux identités, cultivent deux loyautés, et parfois une double nationalité. Selon Samuel Huntington, l'afflux massif d'immigrants hispaniques avait, par le passé, soulevé des interrogations sur l'unité culturelle et linguistique de l'Amérique.³

Cependant, si l'on considère la culture du groupe social dominant aux États-Unis, il est évident que la norme culturelle à laquelle les nouveaux arrivants devraient se conformer est celle des Anglo-Saxons, protestants, blancs et puritains rigoureux.⁴ Ce que Milton Gordon appelle « the core culture ».¹ Huntington

¹ *Dictionnaire de sociologie, op. cit.*, 98.

² Royot, Bourget & Martin, 1993, 293.

³ Huntington, 2004, 16.

⁴ Cf. M. Gordon, 1999 ; Salins, 1997.

rappelle de ce point de vue que « la supériorité numérique est synonyme de pouvoir, particulièrement dans une société multiculturelle. »²

John Arthur confirme cette hypothèse lorsqu'il écrit :

As strangers in a highly diverse cultural system, immigrants as a social group are expected to become acculturated into the dominant culture. The expectations of assimilation theorists (notably Milton Gordon) is that new immigrants will adopt and embrace the values and beliefs of the host society, especially Anglo-Protestant conformity.³

Pour l'Anglo-Saxon, censé être ce « grand homme » auquel il faut se comparer, culturellement supérieur, c'est au candidat à l'assimilation de faire l'ensemble du chemin : « il doit être comme nous, penser comme nous, boire et manger comme tout le monde ». ⁴ Cette opinion est comparable au modèle français d'assimilation qui correspondait à la volonté politique française postcoloniale d'accepter les immigrants, à condition qu'ils se coulent complètement dans la matrice culturelle française. ⁵ Le migrant doit donc épouser les us et coutumes du pays d'accueil et, *a contrario*, renoncer aux aspects les plus voyants de sa culture d'origine, ceux qui le font paraître différent.

Pays multiculturel et multiethnique par excellence, Les États-Unis continuent d'accueillir des immigrants venus de tous les horizons géographiques et

Il s'agit plus particulièrement des premiers colons britanniques qui ont quitté leur pays pour des raisons religieuses. Comme l'affirme Marie-Christine Pauwels : « The English Puritans, a group of Protestants who took issue with the Church of England and had sought refuge in Holland, headed for the New World in the 17th century, establishing a settlement on the east coast. Among them, the Pilgrim Fathers who sailed from Plymouth, England, in 1620, aboard the Mayflower and settled in what would become New England. »

Pauwels, 1998, 39.

¹ M. Gordon, *op. cit.*, 72.

² Huntington, *op. cit.*

³ Arthur, *op. cit.*, 70.

⁴ Gaillard, 1997, 120.

⁵ *Ibid.*, 122.

culturels.¹ D'après Marie-Christine Pauwels, *l'homo americanus* est né de cette diversité culturelle.² En d'autres termes, dans ce pays d'immigrants, le concept de base du *melting pot*³ repose sur le fait que le brassage d'individus d'origines différentes engendre un homme entièrement nouveau, *l'homo americanus*. D'ailleurs, la devise américaine n'est-elle pas *E pluribus unum* ?

Le *melting pot* ou creuset est la première variante théorique de ce que certains Américains appellent l'anglo-conformité.⁴ Au début des années 1960, la théorie du *melting pot* fut plus ou moins abandonnée comme perspective scientifique et politique, et céda le pas à la recherche d'un pluralisme culturel. Aujourd'hui, l'affirmation ethnique démontre les limites de la conception assimilationniste.⁵ Sans parler de l'expansion démographique des Hispaniques, parlant espagnol et de culture latine. Huntington parle même de la « latinisation » de la société états-unienne. L'espagnol est devenu la deuxième langue des États-Unis.

¹ Le pays accueille environ 1 million de nouveaux immigrants tous les ans.

Source : Le Centre d'étude des populations, *The Urban Institute*, Washington, D.C.

² Pauwels, *op. cit.*, 26.

³ Cette notion élaborée par Israël Zangwill, qui comparait l'assimilation des immigrants dans la société américaine à la fusion des groupes sociaux sous la « flamme purificatrice » du « grand alchimiste » dans le grand creuset, mettait l'accent sur « l'absorption » des différences en une uniformité culturelle par une conversion mystique de tous les immigrants en bons Américains. C'est pourquoi, cette notion fut contestée dès ses origines et qu'on lui opposa les idées du pluralisme culturel.

Cf. Israël Zangwill, cité par Gaillard, *op. cit.*, 122.

⁴ Gaillard, *op. cit.*, 121.

Selon Milton Gordon, « Anglo-conformity is a broad term used to cover a variety of viewpoints about assimilation and immigration. They all assume the desirability of maintaining English institutions (as modified by the American Revolution), the English language, and English-oriented cultural patterns as dominant and standard in American life. »

Gordon, 1961, 265.

⁵ Rea & Tripier, *op. cit.*, 54.

Les indications rédigées en anglais, en espagnol, voire en chinois dans certaines grandes villes du pays témoignent de ce multiculturalisme.

Dans *Money Has No Smell : The Africanization of New York City*, Paul Stoller souligne que :

As the waves of new immigrants come and go, culturally distinct immigrant communities have taken root in many urban, suburban, and rural areas of the United States. The presence of these neighbourhoods within neighbourhoods has threatened the myth of the American *melting pot*, making the new immigration a bitter political issue of national scope.¹

Cependant, la culture anglo-saxonne a toujours été dominante dans la construction de l'identité américaine², et les nouveaux arrivants devaient s'adapter aux normes établies par les Anglo-Saxons. Comme l'attestent la prédominance de la langue anglaise et la supériorité numérique de la population anglo-saxonne. L'assimilation implique l'acceptation des normes culturelles établies par les premiers colons. De ce fait, Marie-Christine Pauwels écrit : « The Anglo-Saxon culture has always been largely predominant in the make-up of an American identity. For the generations of immigrants that followed, the assimilation process was a matter of adapting to established patterns. »³

Le WASP reste le point de référence auquel tout Américain potentiel s'identifie ou s'oppose. Mais cette hégémonie de la culture anglo-protestante est de plus en plus contestée par certains groupes minoritaires (les Africains-Américains, les Latinos en l'occurrence). Certains Africains-Américains et Latinos-Américains

¹ Stoller, *op. cit.*, 9.

² Par exemple, le *melting pot* est une des composantes de l'identité américaine. Mais également le puritanisme et l'individualisme. Le drapeau américain constitue par ailleurs l'indice de saillance de l'identité nationale. Cette identité se définit aussi par une série de principes universels, fondés sur la liberté et la démocratie.

Huntington, 2004, 19 & 21.

³ Voir *supra*, note 4.

n'hésitant pas à qualifier la culture européenne d'« impérialiste. »¹ Il en est de même pour les concepts du *melting pot* et d'anglo-conformité.²

Nathan Glazer écrit de ce point de vue : « The United States is not the product exclusively of Anglo-American settlers speaking English, that many strands have contributed to the making of the American population and American society and culture. »³

Le concept d'anglo-conformité est remis en cause par ces groupes minoritaires. Anne Marie Gaillard considère que ce concept est chargé d'ethnocentrisme, eu égard aux changements culturels unilatéraux qu'il sous-tend entre le groupe majoritaire et les groupes minoritaires au sein de la société américaine.⁴

D'une part, les mouvements séparatistes se multiplient (cf. Louis Farrakhan et les autres radicaux africains-américains comme Al Sharpton et Morris Powell) et la notion de pluralisme culturel est soutenue par ceux qui sont contre la domination de la culture anglo-saxonne. Par exemple, la *Nation of Islam* de Louis Farrakhan prône le séparatisme et est favorable à la création de groupes ethniques autonomes.⁵ 62% des Africains-Américains préfèrent parler de *salad bowl* plutôt que de *melting pot* (si celui-ci a jamais existé).⁶ Le multiculturalisme valorise les minorités⁷ et les différences qui constituent la société américaine. Pauwels écrit à ce propos :

¹ Pauwels, 2001, 34.

² Cette affirmation de Frank Bean est particulièrement édifiante. Il déclare en effet que : « Classic assimilation theory expects immigrants residing the longest in the host society, as well as the members of later generations, to show greater similarities with the majority group than immigrants who have spent less time in the host society. Early versions of the theory have been criticized as "Anglo-conformist" because immigrant groups were depicted as conforming to unchanging, middle-class, White Protestant values. »

Brown & Bean, 2006, 2.

³ Glazer, *op. cit.*, 1077.

⁴ Gaillard, 1997, 121.

⁵ Pelissier & Paecht, *op. cit.*, 188.

⁶ Millman, *op. cit.*, 19.

⁷ Sont considérées comme minorités : les femmes, les homosexuel(les) et les minorités raciales.

De nombreux groupes ont en effet tendance à récuser le concept même du *melting pot* et à mettre en avant celui de pluralisme culturel (multiculturalism), selon lequel toutes les cultures présentes sur le sol américain ont eu la même importance dans l'édification d'une culture commune et devraient, par conséquent, être mises sur un pied d'égalité et reconnues au même titre que la culture d'origine européenne. Les États-Unis de cette fin de siècle s'apparentent de plus en plus à une gigantesque mosaïque (ou à une sorte de macédoine, pour reprendre le terme fréquemment employé de *salad bowl*), chaque groupe ethnique souhaitant conserver ses caractéristiques propres.¹

On peut toutefois s'interroger sur le terme « culture commune » dans ce pays. Le *E pluribus unum* est discutable.

On sait pertinemment que le multiculturalisme, en exaltant le « *Pluribus* » plus que « *l'unum* » met à mal le model américain d'intégration et d'assimilation, encourage l'affirmation des groupes ethniques. Et l'émergence de l'affirmation identitaire ethnique engendre le séparatisme. Certains quartiers ethniques sont perçus comme des enclaves séparatistes. Deux nouveaux immigrants sur cinq appartenant aux groupes sociaux (Caribéens, Africains ou Cubains) prônent la différence et l'autonomie culturelle.²

Cette attitude est renforcée, selon Joseph Takougang, par la pensée multiculturaliste dans les cercles intellectuels (et plus particulièrement universitaires) qui depuis les années 1960 stigmatisent par leurs écrits et leurs enseignements la culture anglo-protestante.

Le Sud-Ouest des États-Unis est bilingue et il s'agit-là d'une réalité sociologique. De ce fait, l'enseignement bilingue dans des États tels que la Californie, l'Arizona ou le Nouveau Mexique défie sérieusement la domination de

¹ Pauwels, *op. cit.*, 34.

² Cf. « Africans, American Blacks find Few Places to Connect : One race Separated by Two Cultures. » *The Washington Times*, Dec. 2, 2001.

l'anglais et rend difficile l'assimilation linguistique des migrants (notamment hispanophones) dans le pays. On pourrait en dire autant d'autres États comme le Texas, la Floride ou le Nebraska. Le bilinguisme remet en cause l'intégrité culturelle du pays et constitue une entrave à l'assimilation. Et la langue¹ joue un rôle fondamental de ce point de vue. Comme le fait remarquer Marie-Christine Pauwels :

Le bilinguisme – passage indispensable pour réussir dans la société américaine pour certains – est perçu par d'autres comme une véritable voie de garage qui retarde l'assimilation et condamne de fait une frange de la population à vivre en marge.²

A titre d'exemple, la ville de New York compte plus de 60 programmes d'éducation bilingues, qui allient l'anglais à l'apprentissage de langues comme l'espagnol, le chinois ou l'italien.³

Des chercheurs américains tels que William Goldsmith, Lionel Maldonado, Nathan Glazer, Frank Bean, Susan K. Brown et Annemette Sorenson mettent davantage l'accent sur le multiculturalisme de la société états-unienne. Ils soutiennent la prise en compte de la diversité des situations des migrants et principalement de la structure de classes et des inégalités entre migrants.

Ils insistent par ailleurs sur les apports culturels de ces migrants. Ils reconnaissent le caractère inhérent des cultures ethniques et leurs valeurs positives, à la fois pour l'immigrant et pour la société américaine. Aussi rappellent-ils que l'Amérique est un pays d'immigrants. De ce point de vue, la diversité culturelle constitue une richesse pour le pays.⁴

¹ La langue, selon Samuel Huntington, représente une des dimensions majeures d'une culture. Huntington, *op. cit.*, 76.

² Pauwels, *op. cit.*, 91.

³ *Voices of New York*, *op. cit.*, 7.

⁴ *Migration Information Source : U.S. in Focus*

<<http://www.migrationinformation.org>>. (consulté le 8 mai 2006)

Le *melting pot* reste, selon eux, une composante importante du modèle américain : nombre d'immigrants récents (près de 80%) rêvent de l'intégrer politiquement et civiquement en se retrouvant autour du drapeau le 4 juillet.¹ Enfin, ils mettent l'accent sur l'importance de la maîtrise linguistique, de l'éducation et de la citoyenneté pour l'assimilation des nouveaux arrivants à la population locale. D'ailleurs la compétence linguistique et la qualification professionnelle sont les principaux critères d'admission des nouveaux immigrants aux États-Unis.² Richard Alba affirme :

Assimilation as a concept and as a theory has been subjected to withering criticism in recent decades. Much of this criticism rejects assimilation out of hand as hopelessly burdened with ethnocentric, ideological biases and as out of touch with contemporary multicultural realities.³

Pour George-Claude Guilbert, le vrai *melting pot* américain s'apparenterait plus à un « TV dinner » qu'à un « Salad Bowl ».⁴ Les différents groupes sociaux ont tendance à vivre les uns à côté des autres mais pas ensembles.

Mais qu'en est-il des critères d'assimilation aux États-Unis ?

Peter Salins retient trois critères essentiels d'assimilation des nouveaux immigrants à la population américaine – critères linguistiques (l'anglais) et culturels (l'adhésion à l'éthique protestante du travail, à l'identité américaine et aux

¹ Le drapeau est le symbole du patriotisme et du dévouement vis-à-vis de leur nouveau pays. Huntington, *op. cit.*, 74.

² Cf. La loi sur l'immigration de 1990, citée par Sylviane Diouf, 1991, 22.

³ Alba & Nee, *op. cit.*, 863.

⁴ « Melting Pot or Salad Bowl ? » s'interroge t-il. « Does “salad bowl” really constitute an appropriate metaphor ? Not to me. I suggest we try “TV dinner.” All the elements isolated in their own plastic cavities, on the same TV tray ; but all watching the same shows, even if they are broadcast in different languages, and of course, all badly defrosted in an aging microwave oven. In a TV dinner, there is no sauce, as there might be in a salad bowl, to give a superficially similar taste to the various ingredients. »

Guilbert, 2002, 154-55.

valeurs patriotiques). Les immigrants se doivent d'adopter la langue anglaise comme langue nationale, d'être fiers de leur identité américaine, de croire aux principes de la société américaine et de vivre conformément aux préceptes de « l'éthique protestante (autonomie, âpreté au labeur, rectitude morale) ». Ainsi, écrit-il :

To become part of the mainstream of American life, Immigrants (Newcomers) have to conform to three criteria. First, they have to accept English as the national language. Second, they are expected to live by what is commonly referred to as the protestant work ethic (to be self-reliant, hardworking, and morally upright). Third, they are expected to take pride in their American identity and believe in America's liberal democratic and egalitarian principles. These three criteria certainly get at what most Americans consider essential to successful assimilation.¹

S'appuyant sur quelques statistiques, il montre par ailleurs comment la morale protestante et en particulier calviniste a coïncidé avec le développement du capitalisme.² Il explique par ailleurs ce qu'il entend par l'éthique protestante du travail.

La notion calviniste de prédestination implique l'idée que l'homme est sauvé ou damné par Dieu, quoi qu'il fasse. L'homme reçoit son salut par une pure grâce de Dieu. Mais ce salut est réservé à un nombre restreint d'élus et personne ne sait s'il en fait partie ou non. Par conséquent, un des moyens de vérifier son salut est de s'engager de manière besogneuse dans le travail (l'oisiveté étant considérée comme un péché) car ce dont on est sûr, c'est que Dieu ne choisit pas ses élus parmi les pécheurs. Ainsi, la pratique d'une vie parfaitement disciplinée et austère

¹ Salins, 1997, 6 & 48-49.

² Le capitalisme doit être compris ici comme « un système économique et social fondé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange ; Un système de production basée sur la libre entreprise. Il se caractérise par la recherche du profit, l'initiative individuelle, la concurrence entre les entreprises. »

Cf. Le Petit Larousse, 2005, 175.

devient une obligation dont l'une des prescriptions est le travail. Or, travailler, gagner de l'argent et le réinvestir plutôt que le dilapider constituent des composantes essentielles du développement du capitalisme.¹

A travers cet exemple, on voit bien que la morale protestante induit, de la part de ses pratiquants, des comportements propices au développement de la logique capitaliste. Inversement, ce fonctionnement économique et social convient aux adeptes du protestantisme.

Car les premiers colons anglais installés sur la côte est du pays au XVII^e siècle étaient des puritains, des protestants qui voulaient créer sur le sol américain une société nouvelle et pure, inspirée de la Bible. Leur mode de vie austère plaçait au premier plan l'éthique du travail et le goût de l'épargne.

Déjà, entre 1870 et 1920, l'arrivée de la deuxième vague d'immigrants venus d'Europe centrale, d'Europe du Sud et de l'Est avait suscité quelques interrogations quant à leur assimilation à la population locale. A en croire Denis Lacorne, les immigrants originaires d'Europe centrale et méditerranéenne étaient jugés inassimilables, politiquement dangereux, socialement inadaptés et racialement incompatibles avec le vieux stock des « Nordiques », ou des Américains dits « de souche », d'origine anglo-saxonne.²

Culturellement, ces immigrants étaient différents des Anglo-Saxons Protestants qui les avaient précédés et n'avaient pas semble-t-il l'éthique protestante du travail. Il s'agissait notamment des réfugiés Italiens, Grecs, Russes, Polonais, Austro-Hongrois, Roumains, etc. Par exemple, en 1909, un Anglo-Saxon écrivait :

These southern and eastern Europeans are of a very different type from the north Europeans who preceded them. Illiterate, docile, lacking in self-reliance and initiative, and not possessing the Anglo-Teutonic conception of law, order, and government, their coming has served to dilute tremendously our national stock, and to corrupt our civic life...

¹ Salins, *op. cit.*

² Denis Lacorne in Pelissier & Paecht, *op. cit.*, 189.

Everywhere these people tend to settle in groups or settlements, and to set up here their national manners, customs, and observances. Our task is to break up these groups or settlements, to assimilate and amalgamate these people as a part of our American race, and to implant in their children, so far as can be done, the Anglo-Saxon conception of righteousness, law and order, and popular government, and to awaken in them a reverence for our democratic institutions and for those things in our national life which we as a people hold to be of abiding worth.¹

Marie-Christine Pauwels évoque aussi les disparités culturelles entre Anglo-Saxons et nouveaux arrivants. Ces derniers étaient confrontés aux difficultés d'intégration et d'assimilation car ils étaient pauvres, illettrés et non qualifiés. Ils constituaient par ailleurs une menace pour la cohésion sociale du pays. Nous n'avons toutefois aucun chiffre sur le taux d'illettrisme et de non qualification de ces réfugiés politiques et économiques. Ainsi dit-elle :

Since they had very different national origins, cultures and languages, and were not of protestant creed, these newcomers were often regarded with suspicion, deemed incapable of fitting into the predominantly Anglo-Saxon society and judged a potential threat to the cohesiveness of the social fabric. Moreover, often poor, illiterate, and unskilled, unable to resist employers' pressures and often desperate for a job, they were looked upon with scorn and blamed for lowering wages and taking the jobs of "old stock" American workers.²

D'autre part, des chercheurs tels que William Goldsmith ou Milton Gordon ont mis en évidence l'apport culturel des nouveaux immigrants à la société américaine. Comme le soutient, à juste titre, Milton Gordon : « The immigrant, too,

¹ Cf. M. Gordon, *op. cit.*, 269.

² Pauwels, 1998, 40.

had an ancient and honorable culture, and that this culture had much to offer an America whose character and destiny were still in the process of formation. »¹

Les transformations économiques et l'afflux de nouvelles immigrations non européennes (Africains, Asiatiques, Cubains, Mexicains, etc.) ont conduit des sociologues tels que Karl Taeuber, Annemette Sorenson, ou John Arthur à reformuler les théories sur l'assimilation dans les années 1980.²

Tout comme ceux d'origine européenne, les migrants originaires des pays en développement sont multiethniques et multiculturels. C'est ce qui rend l'assimilation de certains d'entre eux difficile. Par exemple, les migrants d'Afrique sont multiethniques et polyglottes. Du point de vue linguistique, les pays d'Afrique dont ils sont originaires sont très divers. Stephen Smith le confirme :

L'Afrique au Sud du Sahara se caractérise par une richesse linguistique exceptionnelle : avec près de 2000 langues parlées par des groupes sociaux d'importance très variées, des quelques centaines de locuteurs du mbugu (Tanzanie) aux 60 millions de swahiliphones, le continent noir est le réceptacle de près d'un tiers des langues vivantes dans le monde. Le multilinguisme n'y est pas l'exception, mais la règle.³

Dans un pays comme le Nigeria, il y a près de cent dialectes. Au Mali et en République centrafricaine, il y en a environ une cinquantaine et près d'une trentaine au Burkina Faso. Le Kenya compte cinquante ethnies différentes et le Togo, environ quarante-cinq. A cette multitude de peuples correspond autant de dialectes.⁴

Les deux tiers des personnes interrogées disent qu'elles n'ont pas abandonné leur culture d'origine. 75% d'entre elles continuent d'observer les pratiques culturelles de leur pays d'origine et déclarent qu'elles croient au rapprochement des cultures.

¹ M. Gordon, *op. cit.*, 276.

² Rea & Tripier, *op. cit.*, 58 ; Sassen, 1989, 819.

³ Smith, *op. cit.*, 18.

⁴ Cf. *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 12.

D'après Daniel Royot, certains observateurs attachés à l'anglo-conformité estiment que les différences ethniques se dissiperont à l'avenir dans la culture américaine. Avant que les nouveaux venus ne s'assimilent en adoptant les valeurs anglo-saxonnes, les traits de leur culture ancestrale se seront dilatés sous la pression des nouvelles conditions de vie.¹

Mais qu'en est-il de l'assimilation des migrants venus d'Afrique subsaharienne ? Répondent-ils aux critères d'assimilation évoqués par Peter Salins ? La culture américaine favorise-t-elle l'assimilation de ce groupe minoritaire ?

4.1. Les migrants africains et le *modus vivendi* américain.

Notre enquête a révélé que 80% des migrants africains ont du mal à assimiler les habitudes de consommation des Américains. 60% des Américains seraient de grands consommateurs vivant généralement à crédit.² Le rapport que certains Américains entretiennent aux armes à feu et à l'automobile a été fustigé par près de 30% des migrants interrogés. L'automobile a donné lieu au concept du *drive-in*, le conducteur n'ayant pas à descendre de voiture pour déjeuner, voir un film, ou pour retirer de l'argent dans un distributeur. La préférence pour la restauration rapide compte tenu du rythme de travail (journée continue, une pause déjeuner très courte).

La grande majorité des migrants africains (environ 65%) qui travaillent dans le business ethnique ont tendance à consommer les produits de leur pays. 52% de migrants passent les vacances dans leur pays d'origine.³ En revanche, ils ne sont

¹ Royot, Bourget & Martin, *op. cit.*, 289.

² Notre enquête (statistique à prendre avec précaution).

³ Comme le montrent les vols charters en direction d'Afrique qui sont généralement pris d'assaut pendant la période estivale.

Cf. Diouf, 1991, 23.

que 20% à visiter d'autres États du pays et 5% visitent des monuments historiques, parcs nationaux et réserves naturelles. La Statue de la liberté, Ellis Island (New York) et Mount Rushmore National Memorial (South Dakota) sont parmi les monuments historiques les plus cités. A cela s'ajoutent des parcs tels que Death Valley National Park (Nevada), Yellowstone (Wyoming), Rocky Mountain National Park et Yosemite (California).¹

Les modes de vie des Africains et celui des Africains-Américains peuvent parfois être sensiblement différents. Cela est particulièrement visible dans les relations sociales, l'attitude face au travail, le respect des coutumes lors des cérémonies de mariage, etc. Partant de ce constat, leur assimilation culturelle s'est avérée problématique. A ce sujet, Sylviane Diouf écrit :

The African immigrants' backgrounds, preoccupations, and lifestyles may differ from those of some of their neighbors who struggle with poverty, addiction, unemployment, juvenile delinquency, and single motherhood. African immigrants for whom the respect for elders, marriage, entrepreneurship, education, and social conformity are paramount, tend to reprove their neighbors and make social and cultural generalizations about the African-American population at large.²

Une enquête réalisée en 1999 par Agyemang Konadu a montré qu'environ 68% des migrants africains ont une éthique du travail proche de celle des Anglo-Saxons. Cette enquête a par ailleurs établi que seuls 25% d'entre eux font l'éloge des valeurs attachées à la liberté, à la démocratie et à la libre entreprise dans le pays.

Par exemple, 85% des migrants ouest-africains suivent les préceptes d'Amadou Bamba. Ils connaissent la valeur du travail, le travail sans relâche. Contribuer à la création de la richesse, favoriser l'esprit d'entreprise sont essentiels

¹ Notre questionnaire.

² Dodson & Diouf, *op. cit.*, 17.

pour eux. De ce point de vue, on peut dire que les Mourides sénégalais ont une éthique du travail proche de celle des WASPs.

Les trois-quarts des migrants africains travaillent et transmettent le goût de l'effort, inculquent à leur progéniture le principe que chacun est responsable de son propre destin, donnent l'exemple de l'effort et du labeur et ce, depuis leur pays d'origine.¹ Comme en témoigne cette affirmation d'Howard Dodson : « African immigrants bring to the United States their robust work ethic, dynamism, and strong attachment to family, culture, and religion ».²

Les travaux de Gumisai Mutume sur le travail des nouveaux migrants originaires d'Afrique subsaharienne et vivant aux États-Unis confirment cette hypothèse. Au terme d'une analyse de données, il apparaît clairement que près de 81% d'entre eux travaillent de façon acharnée. Il affirme : « 81 percent of African immigrants say they have to work very hard in this country to make it—nobody gives you anything for free. »³ Yanyi Djamba corrobore cette hypothèse. Car explique-t-il :

African Immigrants show deep commitment to the work ethic, once again reflecting a historically prized American value. A large majority (73 percent) think it is “extremely important” for newly arrived immigrants to work and stay off welfare. In focus groups, many talked about the stark reality that greeted them when they first came to the United States—and the understanding that, without hard work, their dream of America as the land of plenty would not come true.⁴

D'autres chercheurs (P. Skerry, F. Doodoo, A. Halima, S. Diouf et H. Dodson) ont fait une étude comparative sur l'éthique du travail des minorités africaines-américaines et africaines. En parlant du dynamisme économique de ces

¹ *Ibid.*

² Dodson & Diouf, *op. cit.*, 18.

³ Mutume, 2003, 22.

⁴ Djamba, 1999, 211.

derniers, Skerry suggère que « to succeed, African-American males need to imitate African immigrants by adopting their work ethic ».¹

Ces différences culturelles sont également perceptibles dans le domaine de l'éducation, notamment celle des enfants. De même, seuls 10% des migrants africains que nous interrogés ont fait référence à des valeurs d'ordre patriotique. Ce sont ces disparités culturelles qui ont amené Paul Stoller à écrire : « There are many differences between Africans and African-Americans. Two different cultures. »²

Outre le travail, les valeurs familiales et les valeurs traditionnelles africaines constituent l'héritage auquel près de 65% des migrants africains attachent une importance particulière. Le patrimoine folklorique est à cet égard révélateur des valeurs traditionnelles des groupes de migrants africains aux États-Unis. Ces migrants trouvent semble-t-il un sens à leur vie en se pliant aux normes de la tradition africaine. Il y a antagonisme entre leur milieu d'appartenance et la société de référence (les États-Unis). Ils se définissent par rapport à une origine géographique comme nous l'avons vu dans la seconde partie de cette recherche. Dans ces conditions, il est difficile de parler d'assimilation à la population américaine.

40% des personnes interrogées ont évoqué l'importance qu'elles attachent aux valeurs de solidarité et aux valeurs familiales. La solidarité et le partage constituent quelques unes des valeurs cardinales de la société africaine traditionnelle. Et ils souhaitent transmettre à leur progéniture un certain nombre de ces valeurs. Dans son article intitulé « Therapy with African Families », Emeka Nwadiora fait référence aux valeurs familiales et au sens du collectif associés à l'identité africaine :

For the African psyche, the collective or the group is the ideal. For the African, the clan, the ethnic group is the base for unity and survival. The unit of identity among Africans is "we" and not "I." According to an Ashante Ghana proverb, "I am because we are; without we I am not

¹ Skerry, *op. cit.*, 6.

² Stoller, *op. cit.*, 3.

and since we are, therefore I am.” Therefore all shame, guilt, pain, joys and sorrows of any particular individual are partaken by the group. The major source of identity is, therefore, for the African the group, beginning with the smallest unit: the family.¹

Il est intéressant de relever que la solidarité est le fondement même de la société traditionnelle africaine. Dans son article intitulé « Société traditionnelle et Migrations », Jean Malou montre clairement que la solidarité et la sagesse africaines remontent à la société africaine précoloniale. Cet article, qui est aussi un voyage au cœur de l’Afrique profonde, montre que dans des villes africaines comme Enugu, Ibadan (Nigeria), Boko Songo, Kinkala (Congo), Mbandaka (RDC), Tombouctou ou Djenné (Mali), ayant une dimension religieuse très importante et dans des villages tels que Banganté, Moloundou (Cameroun), Lalara, Batoala (Gabon), Cassinga, Luau (Angola), Kimpila, Linzolo, Yangui, Kouka-Ibouka (Congo), Mueda, Mabote (Mozambique), Falaba, Kabala (Sierra Leone), Dodel, Diomandou, Thialaga, Bokidiave (Sénégal), les groupes sociaux vivaient en harmonie avec la nature qui leur offrait tout. Dans les empires africains, les royaumes ou les chefferies (groupes dirigés par un chef), il y avait une grande solidarité entre les individus. Du chef dépendait toute l’organisation de la société, parachevée par le recours à la religion. En outre, les individus vivaient essentiellement de la pêche, de la chasse, de la culture vivrière, du commerce et du troc. Et chaque membre du groupe se devait d’offrir quelque chose pour la survie du groupe. Jusqu’aujourd’hui, le marché ponctue et régule la vie sociale des villages que nous venons de citer.²

Aux dires de l’auteur, l’article « Société traditionnelle et Migrations » symbolise à la fois une certaine nostalgie du passé et une volonté de retrouver les racines gommées par plus d’un siècle de colonisation.³

¹ Nwadiora, 1996, 118.

² Jean Malou, « Société traditionnelle et Migrations » in *Afrique-États-Unis*, op. cit., 11.

³ *Ibid.*

Par ailleurs, les critères d'assimilation évoqués par Peter Salins ont suscité quelques polémiques. Par exemple, la droiture morale des nouveaux immigrants à laquelle il fait référence est un critère totalement subjectif, difficilement vérifiable. De même, Jean Kozol estime que le principe égalitaire de la société américaine est un leurre.¹

Certes, les migrants africains aux États-Unis sont anglophones à 64% (58%² selon Sylvianne Diouf), propriétaires de leur logement (37%). 32% d'entre eux ont acquis la nationalité américaine ; 65% d'entre eux ont créé leur propre entreprise, travaillent dur et ont des revenus importants et 60% montrent un fort attachement aux valeurs familiales traditionnelles.³

D'un point de vue critique, il faut dire que 70% des migrants africains devenus Américains ne sont pas particulièrement fiers de l'être, eu égard disent-ils aux difficultés économiques et sociales que rencontrent des millions d'individus appartenant aux minorités.⁴ Ils évoquent notamment les discriminations dont sont victimes les minorités dans leur recherche d'emploi ou de logement dans de très nombreuses villes américaines. Ils disent ne pas croire au principe égalitaire de l'Amérique.⁵ L'égalité des chances dans une société capitaliste et individualiste comme les États-Unis apparaît comme une utopie, selon un Camerounais de Baltimore.⁶

Au pays des mythes fondateurs et du tout est possible, il y a une paupérisation de toute une catégorie de la population. Les États-Unis décrits par Godfrey Hodgson reflètent cette disparité socioéconomique. Depuis près de quarante ans, très exactement, du milieu des années 1970 jusqu'à nos jours, une nouvelle Amérique a surgi. Une Amérique conservatrice et inégalitaire. Si tous les

¹ Kozol, 1991.

² Diouf, *op. cit.*, 22.

³ U.S. Bureau of the Census 2000. « Earnings of African Foreign-born Workers 16 Years and Over. »

⁴ Notre enquête.

⁵ Cf. Djamba, 1999 ; Bereket, 1996.

⁶ Notre enquête.

Américains sont égaux, ironise-t-il, certains sont plus égaux que d'autres, et le fossé qui les sépare semble aujourd'hui plus qu'hier, difficile à franchir.¹

40.5%² des migrants africains considèrent que la société américaine a tendance à exclure les minorités. Et c'est souvent l'exclusion qui incite les migrants à se refermer sur eux-mêmes, à réaffirmer leur culture d'origine qu'ils vivent comme un refuge. Les cassures sociales dues au facteur racial sont aggravées par les inégalités de classe. Le mode d'organisation économique et social, accentué par la territorialisation des groupes d'immigrants, accroît cette fragmentation.

Notons au passage qu'aucun des migrants africains naturalisés américains que nous avons rencontrés au cours de notre dernier séjour à New York, à Baltimore et à Washington, D.C. en avril 2007, n'accroche le drapeau américain sur le fronton. Car, selon Andrea Rea, l'assimilation suppose, entre autres, l'identification du migrant aux symboles de la société d'accueil et de ses institutions.³

Le drapeau américain sur les façades des maisons⁴ et sur les voitures ainsi que des affiches stipulant « Proud to be an American » apposées dans des séjours, constituent des signes visibles du patriotisme chez près de 70% d'Américains.⁵ Il semble qu'il y ait eu un sursaut de patriotisme depuis le 11 septembre 2001. L'omniprésence du drapeau dans des lieux privés en est l'illustration. D'après Samuel Huntington, « le drapeau occupe une place centrale dans l'imaginaire des Américains. Il a le statut d'une icône religieuse. »⁶

L'individualisme, initié par les pionniers a souvent été critiqué par la presse internationale.⁷ Si, à l'époque des Puritains, l'enrichissement et le confort

¹ Hodgson, 2008.

² Notre enquête.

³ Rea & Tripier, *op. cit.*, 55.

⁴ Marie-Christine Pauwels interprète ce geste comme un symbole du patriotisme. Pauwels, 2001.

⁵ Bereket, *op. cit.*

⁶ Huntington, *op. cit.*, 15.

⁷ Cf. *Afrique-États-Unis ; West-Africa ; The Economist*, etc.

matériel réfèrent à la notion de mérite et de labeur, ils ont tendance aujourd'hui à devenir une fin en soi.

Au regard des témoignages recueillis et des ouvrages lus (en particulier ceux de Claude Jacquier, William Goldsmith, Edward Blakeley, et Mari-Christine Pauwels), on peut affirmer que la société américaine a tendance à être impitoyable à l'égard des « perdants » ou des pauvres qui sont généralement accusés d'être responsables de leur situation précaire. Dans cette société, la réussite ou l'échec sont avant tout des affaires personnelles, d'où le sentiment d'indifférence et parfois de mépris à l'égard des « perdants ». Personne n'est semblé t-il voué à l'échec social.¹

Par ailleurs, l'idéologie américaine dominante a tendance à montrer que, pour réussir, il ne faut compter que sur ses propres efforts. A ce titre, les « self-made men » sont exaltés et toute intervention des pouvoirs publics dans la vie des individus est vécue comme une entrave.²

Partant de ce principe, l'Américain se doit d'être autonome, il ne doit pas systématiquement recourir à l'État. Et n'oublions pas l'éthique protestante du travail fondée entre autres sur l'ardeur au travail, le labeur, le travail et profit, le goût de l'épargne, mais aussi diraient certains sur l'exploitation de la main-d'œuvre. Comme l'affirme Peter Skerry, « people had to work long hours for low wages [...]; historically [...] immigrants assimilated by embracing the Protestant work ethic when they accepted low-paying jobs with long hours. »³

¹ *Afrique-États-Unis*

<<http://www.allafrica.com>>. (consulté le 4 mars 2007)

Lire également JACQUIER, Claude. *Les quartiers américains, rêve et cauchemar*. Paris : L'Harmattan, 1992 ; GOLDSMITH William & BLAKELEY Edward. *Separate Societies : Poverty and Inequality in U.S. Cities*. Philadelphia : Temple University Press, 1992 ; PAUWELS, Marie-Christine. *Civilisation des États-Unis*. Paris : Hachette Supérieur, 1998.

² Pauwels, *op. cit.*, 26.

³ Skerry, 2000, 6.

Il semblerait que l'augmentation du nombre de travailleurs pauvres¹ dans la société américaine aujourd'hui résulte de cette idéologie.

La société américaine est aujourd'hui une société de consommation qui s'est emballée, où le taux d'endettement, selon Marie-Christine Pauwels, atteint des records alors même que le taux d'épargne est au plus bas niveau (0.8% du revenu net disponible en 2000 contre 9% vingt ans plus tôt).² L'omniprésence du dollar, ajoute-t-elle, entraînerait une frénésie de consommation chez les Américains.

Vue sous cet angle, cette société va à l'encontre de son héritage puritain qui faisait du sens de l'épargne une valeur fondamentale. On pourrait en dire autant en ce qui concerne la permissivité de la société américaine actuelle en matière de mœurs (sexualité, violence) qui est totalement contraire à la morale stricte voire austère des puritains, si l'on en croit Pauwels.³

Peter Skerry évoque les dysfonctionnements de la société américaine et n'hésite pas à remettre en cause l'hégémonie politique et culturelle des Anglo-Saxons qu'il considère comme un mythe. Ce dernier prône ainsi le pluralisme ethnique et linguistique au sein de l'Amérique. Car déclare-t-il :

The idea of a White Anglo-Saxon Protestant (WASP) amalgamating culture is a myth for five reasons : although America's British roots cannot be denied, American culture has developed independently of Britain for centuries; those British influences that have survived in the United States are relatively benign; most Americans prefer a unified Anglo-American culture to the kind of ethnic federalism being pushed by minorities ; for

¹ En 2000, les travailleurs pauvres représentaient 6.4% de la population active aux États-Unis. En 2001, 4.9% des Américains étaient considérés comme des « Working Poor ». En 2003, le pays comptait 7. 4 millions de travailleurs pauvres. Et en 2006, sur 30 millions de travailleurs, 1 sur 4 gagnait moins de 8. 70 dollars de l'heure.

Sources : *U.S. Department of Labor. Bureau of Labor Statistics*, March 2007 ; *U.S. Census bureau*, 2000.

² Pauwels, *op. cit.*, 36.

³ *Ibid.*

most Americans, the Anglo uniculture is more authentic than their ethnic culture, however much they appreciate it. Contrary to conventional wisdom, the United States has long since ceased to be a WASP society. Today, the manifestation of ethnic pride, the practice of ethnic customs, and even the speaking of foreign languages are neither feared nor discouraged by the larger society.¹

Ne pourrait-on pas voir dans cette assertion une forme d'exagération, notamment en ce qui concerne la fin de la domination culturelle des Anglo-Saxons dans le pays ?

D'aucuns évoquent la crise, voire l'échec du *melting pot* aux États-Unis.² Certains Américains (Africains-Américains et Latinos-Américains) se définissent avant tout comme membres d'un groupe social ou d'une classe sociale donnée, et non comme membres d'une société multiethnique, plurilingue.³ C'est pourquoi, l'hypothèse généreuse d'une fusion de cultures d'où naîtrait une civilisation originale nous paraît improbable. Si une civilisation unique triomphe c'est toujours celle du groupe majoritaire qui jouit de la force que donne le nombre, le succès et la richesse, souligne Victor Nee.⁴

La glorification du « hard work », héritage des pionniers puritains qui est aussi une des valeurs essentielles de l'Américain, a souvent été critiquée par la presse étrangère.⁵ Une des conséquences liées à cette idéologie serait l'addiction d'environ 10% des Américains au travail.⁶ Sans parler de la course à l'excellence,⁷ du culte de la performance et du résultat ; de l'importance accordée aux biens

¹ *Ibid.*

² Cf. Gaillard, 1997 ; M. Gordon, 1999 ; Tiyanbe, 2002.

³ Butcher, *op. cit.*, 270.

⁴ Alba & Nee, *op. cit.*, 859.

⁵ Cf. *The Economist*, *West Africa*, *Afrique-États-Unis*, etc.

⁶ Mutume, *op. cit.*, 19.

⁷ En particulier, le fait d'apprendre aux enfants dès leur plus jeune âge l'esprit de compétition et d'être les meilleurs.

matériels et à l'argent. Le dollar est érigé par certains américains en valeur suprême. Dans un pays où l'on affiche ostensiblement sa fortune, la réussite se mesure à l'épaisseur du portefeuille. D'ailleurs, cette idéologie considère la réussite matérielle comme une récompense du Divin pour l'effort entrepris ici-bas.¹

Le Rêve américain accessible à tous relève du mirage. C'est un concept vide de sens pour des millions d'Américains qui sont confrontés aux problèmes de discrimination et de pauvreté dans leur vie quotidienne. Les laissés-pour-compte de Sacramento, d'Atlanta ou de Los Angeles témoignent de cette misère sociale.² C'est le contraste saisissant qu'offre la société américaine.

Société profondément inégalitaire, l'Amérique a montré ses lacunes en matière de politique sociale.³ La catastrophe naturelle causée par le cyclone *Katrina* à la Nouvelle-Orléans en août 2005 a révélé au monde, l'existence d'une « autre Amérique », appauvrie, qui est à l'opposé de l'image de l'Amérique riche et prospère véhiculée par l'industrie cinématographique ou présentée sur les écrans de télévision (Beverly Hills, Malibu, Manhattan, Las Vegas, Palm Spring, Santa Monica ou Dallas en sont quelques exemples).

Steve Sailer, journaliste américain, ne disait-il pas : « New Orleans should remind us that we still live in a harsh world. The make-believe that passes for public discourse, even at the elite level, simply isn't adequate for protecting American citizens. » ?⁴

Dès lors, on peut s'interroger sur les valeurs américaines que prônent certains conservateurs.⁵ « La société américaine », déclare Marie-Christine Pauwels « est très concurrentielle, exigeante et dure envers les perdants, condamnant

¹ Pauwels, *op. cit.*, 110.

² Djamba, 1998, 456.

³ Cf. Hodgson, 2008 ; Harrington, 1971 ; Jacobs, 1991 ; Verillaud, 1986.

⁴ Sailer, *op. cit.*, 6.

⁵ Clark, 1964.

« John Pepper Clark is the author of *America, Their America* (1964), a travel book in which he criticizes the American society and its values. »

Durden & Pieterse, 1972, 18.

implicitement ceux qui se trouvent en situation d'échec, soupçonnés de manque d'investissement personnel, de laxisme, voire d'une déficience quelconque. »¹

On sait pertinemment que l'uniformisation sociale de la population des quartiers défavorisés des grandes villes des États-Unis est source d'appauvrissement. L'absence de mixité sociale et culturelle dans ces quartiers est néfaste pour la société américaine. Il est difficile de construire un avenir radieux quand on est enfermé dans une enclave ethnique. Par exemple, certains jeunes du Bronx, de Roseland ou de Watts ont du mal à se donner une image positive ou une représentation positive d'eux-mêmes.²

Un migrant africain sur deux n'est pas moins conscient que pour survivre dans une société où l'argent demeure roi ou du moins une valeur centrale, il lui faut d'abord compter sur ses propres efforts, tout élan altruiste n'étant que convenance de forme. D'ailleurs, le nombre de *Catholic charities* ne cesse de décroître dans une ville comme San Francisco : six en 1998 et quatre en 2006.³

Les inégalités économiques aux États-Unis, la culture du consumérisme, les injustices sociales abyssales qui touchent certains Américains, les valeurs religieuses de l'Amérique (*One Nation Under God, Indivisible With Liberty And Justice For All*), le déclin de la foi, l'ethnisation des rapports sociaux, les réflexes xénophobes contre certaines minorités ont été fustigés par des universitaires tels que James Jennings, Gerald David Jaynes, Claude Jacquier, Frank Bean, Loïc Wacquant, D. Wilkinson, William Goldsmith, Roger Lawson, Annemette Sorenson et Lionel Maldonado.⁴

¹ Pauwels, *op. cit.*, 39.

² Durden & Pieterse, *op. cit.*, 18.

³ Cf. *Poverty Level Guidelines (FPL) for Premium Assistance*, Feb. 2006.

⁴ Voir par exemple, Claude Jacquier. *Les Quartiers américains, rêve et cauchemar* ; Gerald Jaynes & R. Williams. *A Common Destiny : Blacks and American Society* ; Loïc Wacquant. « Morning in America, Dusk in the Dark Ghetto – The New “Civil War” in the American City. » ; Annemette Sorenson et « al ». « Indexes of Racial Residential Segregation for 109 Cities in the United States. » Lionel Maldonado & Joan Moore. *Urban Ethnicity in the United States : New Immigrants and Old Minorities*.

Lorsque nous parlons d'ethnicisation, nous entendons par là que les relations sociales s'établissent prioritairement en référence à des identités ethniques spécifiques définies en termes socioculturels (culture, religion, langue, origine géographique, histoire commune, mode de vie). D'après Lionel Maldonado, l'affirmation identitaire est considérée, par certaines minorités, comme un mode de mobilisation contre le racisme et la marginalisation sociale et économique.¹ Elle est l'équivalent de ce que le nationalisme est à la nation dans le contexte européen, si l'on en croit Stephen Smith.²

Le déclin moral de la société américaine, le port des armes à feu et le retour aux valeurs chrétiennes que prône la Droite conservatrice au cœur de l'Amérique profonde ont fait l'objet de maints débats. A titre d'exemple, la pureté et l'abstinence jusqu'au mariage pour les jeunes Américains que défendent certaines associations religieuses comme *Abstinence Clearinghouse*, semble être un échec. Pour les organisations laïques, les lois de l'Église ne doivent pas se substituer aux lois des États et des institutions du pays. Celles-ci ne veulent pas que les religieux imposent leurs valeurs chrétiennes à tous les Américains. Par exemple, lors du procès d'un maire évangéliste qui aurait financé des activités religieuses dans sa ville avec des fonds publics, en septembre 1995 à Washington, D.C., on pouvait lire sur des pancartes : « Their religion, Our Money, No Way ! ».³

Du point de vue de la politique d'intégration, la concentration au cœur des villes des problèmes de chômage, de pauvreté et de dégradation des conditions d'habitat constitue une menace sérieuse pour la cohésion de la société américaine, les pauvres étant souvent confrontés à l'indifférence des plus aisés. D'ailleurs, le peu d'attention accordée par les autorités politiques aux quartiers défavorisés des grandes villes américaines est l'une des causes principales des émeutes qui ont embrasé certaines d'entre elles au cours de ces trois dernières décennies. Ces quartiers sont généralement des lieux de concentration de tous les fléaux

¹ Maldonado & Moore, *op. cit.*, 12.

² Smith, *op. cit.*, 17.

³ Bereket, 1996, 3.

(criminalité, drogue). Par exemple, les émeutes de Los Angeles au printemps 1992 étaient la manifestation brutale d'une détérioration profonde des conditions de vie de millions d'individus appartenant aux minorités.

Un Américain sur cinq appartenant aux minorités se sentirait exclus de la société américaine.¹ Ils ont le sentiment de ne pas être considérés comme des membres à part entière de cette société. C'est ce qui explique l'émergence, dans la société américaine, de mouvements protestataires revendiquant l'égalité. Il est de surcroît bien connu que, face à l'adversité et aux discriminations multiformes, les groupes sociaux renforcent leur cohésion en privilégiant les relations intra-ethniques et en retrouvant leurs racines culturelles.

L'argent reste le plus puissant facteur de comportement social dans les quartiers défavorisés, non seulement parce qu'il permet de subvenir aux besoins matériels, mais aussi parce qu'il permet d'acquérir une certaine autonomie. Or, il y a souvent inadéquation entre le coût de la vie (loyers, transports, etc.) et les revenus des populations de ces quartiers.²

Il est vrai que les moyens (matériels et financiers) mis au service des groupes sociaux dits « défavorisés » sont extrêmement disproportionnés. Dans son article intitulé « Deux Amérique noires séparées par les injustices de l'économie » paru dans *le Monde diplomatique* du mois de juillet 1992, Serge Halimi considère que la violence et la drogue constituent l'une des données fondamentales des quartiers pauvres aux États-Unis ; elles se manifestent avec d'autant plus d'acuité que, à proximité de ces quartiers, se développe un commerce illicite. Pour les jeunes en situation de grande difficulté, exclus du monde économique et qui se retrouvent dans la rue, les revenus de la drogue constituent un moyen d'accéder à la consommation.

Le dysfonctionnement de la société américaine, la crise des politiques urbaines et les problèmes socioéconomiques et environnementaux représentent des obstacles au développement des quartiers en difficultés par l'emploi, le revenu, la consommation, l'épargne, l'éducation et l'habitat. A cet égard, Claude Jacquier fait

¹ *Ibid.*

² Jacquier, *op. cit.*, 18.

remarquer qu'« il est difficile de concevoir un développement économique durable fondé sur la déchirure sociale ».¹

4.2. La discrimination raciale aux États-Unis vue par les migrants africains.

Milton Gordon estime qu'une des étapes du processus d'assimilation est celle où le groupe ethnique minoritaire n'est plus l'objet d'hostilité et d'intolérance de la part du groupe majoritaire, lorsqu'il ne souffre plus de discrimination.² Susan K. Brown soutient cette idée lorsqu'elle dit :

Immigrants who become “racialized” and are treated as disadvantaged racial or ethnic minorities may find their pathways to economic mobility and assimilation blocked because of racial/ethnic discrimination. [...] Assessing the degree of racialization is important for reaching conclusions about assimilation, but it has not been an easy task for researchers. Policymakers and the public often want to know how well a particular immigrant group is doing in terms of education or employment, for example, and whether racial discrimination plays a part in causing such differences.³

Être assimilé revient, pour le migrant naturalisé, à être considéré comme un Américain à part entière.⁴ Notre étude nous mène à penser que ce n'est pas le cas pour l'ensemble des migrants africains devenus Américains.

¹ *Ibid.*

² M. Gordon, cité par Rea & Tripier, 2003, 55.

³ Brown & Bean, 2006, 2.

⁴ M. Gordon, 1999, 89.

En effet, 25% des personnes interrogées ont évoqué des problèmes de discrimination raciale auxquels elles sont confrontées aux États-Unis. Ce chiffre est porté à 35% par John Arthur.¹

Le pays semble miné par la division raciale. L'observation de John Arthur montre que les migrants africains offrent bien des similitudes avec les immigrants venus d'Asie. A titre d'exemple, par le passé, les Japonais subirent des discriminations aussi violentes que les Chinois notamment durant la Seconde Guerre mondiale où ils furent enfermés dans de véritables camps de concentration avant que l'on vienne y recruter des soldats.

La discrimination raciale constitue un frein à l'assimilation. Comme l'a souligné Frank Bean : « Linger discrimination and institutional barriers to employment and other opportunities block complete assimilation. »²

24.5% des migrants africains considèrent qu'il est difficile d'être assimilés dans une société où ils ne sont pas acceptés. C'est pour cette raison que Richard Alba parle « d'assimilation sociale ».³

Une question demeure cependant. Comment ces migrants perçoivent-ils la discrimination raciale dans ce pays ? Y a-t-il des domaines du quotidien qui sont particulièrement concernés ?

Il est évident que dans un pays qui est racialement polarisé, et qui a une longue tradition d'exclusion et de discrimination à l'encontre des minorités (noires en particulier), les nouveaux arrivants d'Afrique ne peuvent échapper aux pratiques discriminatoires de certains Américains blancs. John Arthur écrit :

African immigrants in the United States are not immune from the economic and cultural segregation encountered by American-born blacks. [...] For African immigrants, economic factors seem to dominate their perception of race relations and racial encounters with

¹ Arthur, *op. cit.*, 66.

² Cf. Brown & Bean, *op. cit.*, 3.

³ Alba & Nee, *op. cit.*, 836.

the core society. But most of them are troubled by the Black-white racial polarization and the pervasiveness of institutionalized discrimination.¹

Sur ce plan, l'analyse d'Howard Dodson et Sylviane Diouf nous paraît objective. Dans *In Motion : The African-American Migration Experience*, ils soulèvent la question raciale aux États-Unis. En évoquant les discriminations dont sont victimes les Noirs dans leur recherche d'un emploi ou d'un logement dans de très nombreuses villes américaines, ils montrent la manière dont les Africains et les Africains-Américains perçoivent ce problème dans ce pays. Comme l'écrit à juste titre, Dodson :

Africans have several layers of identity: national origin, ethnicity, gender, class, and religion. At home, their color or "race" had no relevance. But in the United States, they find themselves defined by that specific criterion, and have to live as a racial minority in a country that has a long history of exclusion and segregation of and discrimination against Black people. Encounters with racism often evoke feelings of bafflement, shock, indignation, and humiliation in people who have grown up in societies where their intellectual, physical, social, and even human qualities were never questioned on the basis of color. Nevertheless, Africans have a tendency to see racism as less pervasive than African-Americans generally do. This may be because they do not recognize its subtler aspects, because they interpret some attitude as anti-immigrant rather than anti-black, and because they usually see non-blacks as unprejudiced until proven to the contrary, whereas African-Americans, socialized in a racialized context, tend to have the opposite view.²

¹ Arthur, *op. cit.*, 84.

² Dodson & Diouf, *op. cit.*, 16.

La discrimination raciale est un fléau qui touche aussi bien les Africains-Américains, les Afro-Caribéens que les migrants africains.¹ Les principes de liberté, d'égalité et de justice sont largement bafoués dans le pays, estiment près de 60% d'entre eux.

D'ailleurs, Maryse Tripier souligne la contradiction qu'il y a entre le credo démocratique de la société américaine et les préjugés raciaux.² John Arthur partage cette analyse :

Immigrants of the African Diaspora in the United States find themselves caught in the complex web of race relations in America. Prior to their emigration, they identified America as a land of opportunity and was eager to travel to the Promised Land. But now they are really convinced that the racial polarization and the institutionalized patterns of discrimination in America are antithetical to what America stands for: freedom, equality and justice for all.³

Cette assertion correspond à une certaine vision de la société américaine. Par exemple, à New York, 24% des personnes que nous avons interrogées se disent être victimes de discrimination raciale à l'embauche et dans l'octroi de prêts. D'autres ont éprouvé des sentiments ambivalents à l'égard de cette société. Ils sont 20% à dénoncer la haine raciale, la violence et la brutalité policières à l'égard des Noirs. Ce Zambien de Minneapolis en a fait la triste expérience :

The police are very aggressive with our type, people of color, people with accent, and, moreover, those of us who are non citizens. I have been stopped at night, had lights flashed in my face, and been questioned by them sometimes just because I happen to be a black man in an all-white community. This experience is not an individual one; it

¹ Apraku, *op. cit.*, 24 ; Dodoo, 1999, 387 ; Hamermesh & Bean, 1998, 18 ; Mead & Baldwin, 1972, 34.

² Rea & Tripier, *op. cit.*, 53.

³ Arthur, *op. cit.*, 74.

is a shared experience. Go to the West Bank of Minneapolis near the university and talk to Ethiopians and Somalis, and they will corroborate what I am saying.¹

Des agressions à l'encontre des individus appartenant aux minorités noires, des insultes à caractère raciste sont monnaie courante dans certains quartiers défavorisés des grandes villes américaines. Ce migrant exprime aussi la difficulté ressentie par près de 67% des migrants africains qui ont décidé de retourner dans leur pays d'origine selon l'étude réalisée par Kofi Apraku.²

La brutalité policière et l'intolérance sont aussi ressenties par certains migrants qui se disent assimilés à la population américaine. La police a souvent été tenue responsable des émeutes ou des échauffourées qui se sont produites ici et là.³ En 2000, les Associations des groupes sociaux minoritaires d'Atlanta, de Los Angeles, de New York ou de Miami ont demandé instamment que des mesures soient prises afin que toutes les agressions présumées imputables à la police fassent l'objet d'enquêtes et que les auteurs soient déférés à la justice.⁴ Dans son étude sur les nouveaux immigrants africains aux États-Unis, Joseph Takougang explique :

The February 1999 killing by New York police officers of Amadou Diallo, an African immigrant from Guinea near his home in the Bronx has become a metaphor for the way African immigrants are perceived and treated by some law enforcement authorities. Uwah, for instance, questions why successful African immigrants like himself, who have all the right American values of hard work, and education, and have embraced assimilation into the mainstream culture are still not accepted

¹ Notre questionnaire.

² Apraku, *op. cit.*, 24.

³ Stoller, *op. cit.*, 137.

⁴ *The Black Business Journal Magazine*, *op. cit.* 14.

like immigrants from Europe, Cuba or Asia who also possess those same values or are even less enterprising.¹

La diversité linguistique et culturelle (langues, coutumes² et traditions culturelles) dans des grandes villes américaines comme New York, Los Angeles, Miami, Atlanta, San Francisco ou Albany ; l'existence de microgroupes et la cohabitation des populations venues d'horizons culturels si lointains et si différents sont loin d'être harmonieuses.

La question raciale est omniprésente. Nous pouvons citer cet extrait d'interview accordée par Richard Rive, un intellectuel sud-africain noir qui a passé près de dix ans aux États-Unis, plus précisément à Boston dans le quartier de Beacon Hill.

« The first thing I'd like to ask is: the ten years or so that you've been in the United States, what kind of impression have they left with you ? » Telle est la question posée par Robert Serumaga à Richard Rive. Ce dernier répond :

The impression the United States left on my mind really concerned the bigness of the whole race question in the country. The Negro at the moment in America is a synthetic human being, made up of so many impressions and so many cultures. He wants political and economic integration in America—to do these—he has to fulfill these desires which he feels without compromising his own Negro self. The southern Negro, for instance, is politically besieged by Whites and oppressed so that he takes it for granted.

¹ Takougang, *op. cit.*, 5.

² Parmi les coutumes ancestrales auxquelles les migrants africains sont attachés, on peut citer le respect des rites, cérémonies traditionnelles, des dieux et superstitions. A titre d'exemple, certains Africains originaires de l'Ouest du continent africain sont polythéistes et très superstitieux. Selon eux, chaque individu possède un « Chi » (dieu personnel) qui contrôle et gouverne sa vie et auquel il doit apporter des offrandes saisonnières afin d'apaiser sa colère.

Voir *Afrique-Etats-Unis* 630(1994) :13.

« Did you personally experience any form of racial discrimination in the United States? », poursuit-il. La réponse de Richard Rive est la suivante :

Yes, of course! As black you cant really escape from racism in the United States. Try to go to some restaurants, hotels or to some residential districts—you're sometimes taken for a robber, for a gangster. [...] Because of racial prejudices or the distorted and stereotyped picture of the Black.¹

Il y a dans un grand nombre de grandes villes du pays, une stigmatisation des Noirs. Ce qui n'est pas étonnant car le pays a un passé esclavagiste et ségrégationniste notoire (ségrégation institutionnalisée). Dans des villes comme New York, Baltimore, Chicago ou Detroit, il y a une classe ouvrière noire formée d'Africains-Américains (50%), d'Africains (22%) et d'Afro-Caribéens (28%). Historiquement, la grande migration des Noirs des États du Sud vers les grandes villes industrielles du Nord, entre 1916 et 1930, est à l'origine de la formation d'une classe ouvrière noire.

La discrimination raciale constitue un des problèmes auxquels près de 35% des migrants africains sont assujettis aux États-Unis, du fait de leur appartenance, semble t-il, à la minorité noire. Ils dénoncent la xénophobie et la stigmatisation dont certains Noirs sont victimes. On peut citer le témoignage de ce Congolais qui a vécu pendant une quinzaine d'années aux États-Unis :

Dans certaines parties des États-Unis, plus précisément dans les parties où j'ai longtemps séjourné telle la partie centrale, vous avez une certaine discrimination dans l'occupation de l'espace qui semble caractériser cette séparation de races. De nombreux entretiens que j'ai eus avec [les Africains-Américains], de façon voilée, il en ressort que ces derniers sont encore victimes d'une certaine discrimination dans le monde du travail. Sous divers prétextes, le travailleur noir est souvent

1

Richard Rive in Duerden & Pieterse, 1972, 62.

refusé. L'une des conséquences d'une telle situation c'est le taux de chômage très élevé que l'on retrouve dans ce milieu noir. De plus, on peut également dénoter des cas d'injustice dans ce sens que, tout ce qui arrive dans le milieu noir comme délits, est largement commenté au niveau des médias, donnant ainsi à l'homme noir la réputation d'un être dangereux dont il faut se méfier. Sous cette logique, les verdicts judiciaires que l'on inflige aux Noirs sont souvent exagérés.¹

D'autres migrants ont été confrontés à des obstacles administratifs pour obtenir une licence de commerce. 40% des marchands itinérants africains à New York ayant fait la demande du permis de travail « Vendor General » ont attendu quatre, voire cinq ans avant de l'obtenir.² C'est aussi le cas de ce commerçant d'origine béninoise qui réside à Little Rock :

At the beginning, it was very difficult to get a license to start a business. There was endless paperwork that made it especially hard for us non-Americans, but that has been simplified and now Americans are getting used to dealing with business run by people who are not from here.³

Dans des États comme la Californie, le Kentucky, l'Idaho, le Texas ou l'Arizona, il y a un sentiment anti-immigration chez certains habitants, observé par près de 28% des migrants interrogés. Aussi, les nouveaux venus font peur par leur nombre et sont fréquemment accusés de concurrence déloyale sur le marché du travail.⁴ Un Togolais de San Francisco explique : « As the immigration population

1

Extrait de la communication d'Antoine Sita (universitaire congolais) à l'occasion de la célébration du trentième anniversaire de la mort de Martin Luther King, Jr. sur le thème « Où en est-on avec le rêve, trente ans après sa mort ? », *Journal de l'Université de Brazzaville*, Nov. 1998, 5.

² Notre enquête.

³ *Ibid.*

⁴ Pauwel, 2001, 42 ; Stoller, *op. cit.*, 107.

grows so does the discontent some people of San Francisco feel about the changes their city is going through. Racist comments from high-level politicians are not uncommon. »¹

Ce sentiment est exacerbé par les agressions verbales dont certains de ces migrants sont victimes. La multiplication des comportements agressifs, des actes racistes et attentatoires à l'encontre des « colored people » dans des États du Sud (Alabama, Georgie, Texas, Louisiane...) prouve l'intolérance de certains Américains.² En outre, des entraves sociales et politiques empêchent certains Noirs d'être assimilés. Il faut dire que les pratiques discriminatoires à l'égard des populations noires s'inscrivent dans un contexte historique.

Il convient aussi de rappeler que c'est dans les domaines de l'emploi, de l'éducation et du logement que la discrimination raciale est notoire dans ce pays.³ D'ailleurs, Howard Dodson dénonce la discrimination dont sont victimes certains Africains :

Africans face the same problems as other people of color in the workplace: namely, racism, which prevents some from even getting a job ; and job discrimination, which results in lower incomes than for

Sur ce sujet, Paul Stoller écrit : « Opponents of immigration believe that recent immigration—meaning Third World immigration—has hurt the U.S. economy by lowering wages and taking jobs away from lower-income American citizens. »

Stoller, *op. cit.*, 114.

Nathan Glazer partage cette opinion lorsqu'il déclare : « Current immigration displaces natives from jobs, lower wages, and hurts local economies through the expenses required for welfare, education, health care and the like. »

Glazer, 1998, 1076.

¹ Notre enquête.

² Paul Tiyanbe a eu raison d'écrire : « The dreams of building a multicultural society has been increasingly imperilled by the rising spectre of racism, violence, and discrimination against foreigners, especially those from the South. »

Tiyanbe, *op. cit.*, 10.

³ Voir M. Gordon, 1961, 283.

white employees, employment in positions for which they are overqualified, and the lack of promotion.¹

Ce ne sont là que des cas individuels qu'il fallait signaler mais ils ne reflètent pas la réalité vécue par l'ensemble des migrants venus d'Afrique subsaharienne. Il faut dire également que les expériences vécues par les migrants africains en matière de discrimination raciale dans leur pays d'adoption sont variées et diffèrent selon les groupes. Sur ce sujet, John Arthur déclare :

As a group, African immigrants in the United States have had varying racial experiences. With the exception of the African immigrants from South Africa who suffered from apartheid system of racial exclusion until a few years ago, Africans in the United States came from countries where Blacks are in the majority and have responsibility for shaping their own social, cultural, political, and economic destinies.²

D'aucuns ont évoqué les discours xénophobes de certains hommes politiques (souvent des conservateurs) sur les nouveaux immigrants. Le sentiment anti-immigration et l'intolérance de certains Américains à l'égard des nouveaux arrivants ont incité Steve Sailer à rappeler lors d'un débat que :

As we debate the immigration issue, we must remember there are hard-working individuals, doing jobs that Americans will not do, who are contributing to the economic vitality of our country. America is a nation of immigrants, and we're also a nation of laws.³

Il exhortait, pour ainsi dire, ses compatriotes à dépasser les clivages raciaux dans une Amérique de plus en plus diverse (ethniquement et culturellement).

¹ Dodson & Diouf, *op. cit.*, 8.

² Arthur, *op. cit.*, 73.

³ Sailer, *op. cit.*, 6.

4.2.1. La discrimination raciale dans le domaine économique.

Aux États-Unis, près de 8% des migrants africains sont dans une situation d'extrême pauvreté.¹ Il s'agit en l'occurrence des migrants illégaux et de ceux qui sont sans emploi et qui ne peuvent pas créer leur propre entreprise. Ils sont dans une situation voisine de celle de nombreux Africains-Américains des quartiers pauvres des grandes villes du pays. Par exemple 40% des Africains-américains d'Harlem et près de 35% à Watts.²

22% des commerçants africains ont vu leurs demandes de prêt refusées par des banques américaines telles que la Citibank, la Metropolitan National Bank, la Chase bank ou la Bank of America à cause de la situation géographique de leurs commerces.³ John Arthur écrit à ce sujet :

Gaining access to capital from banks and other institutions is the major problem encountered by African immigrant store owners. [...] Due to their location in predominantly minority communities, these businesses have difficulty securing loans from banks even though their owners can prove that they are capable of paying back the loan. Their location in predominantly minority and crime-prone areas is a major drawback. Most are located in minority districts not served by financial institutions.⁴

C'est probablement à cause de la discrimination raciale dans le domaine de l'économie que certains migrants africains ont été amenés à créer leur propre emploi.⁵ Comme a pu l'observer Howard Dodson : « To be one's own boss is a common aspiration, and Africans in the United States make the most of the

¹ Notre enquête.

² Diamond, *op. cit.*, 14.

³ Notre enquête.

⁴ Arthur, *op. cit.*, 106.

⁵ Nous n'avons pas de statistiques fiables sur leur nombre.

opportunities offered by a free-market economy. These entrepreneurs do not look for a job, they come to create one. »¹

D'autres jugent que se mettre à son propre compte est une mission qui devient de plus en plus difficile dans certaines enclaves ethniques. L'environnement ne s'y prête pas ; les principaux freins cités, sont dans l'ordre, la frilosité des établissements financiers et la pauvreté et la criminalité.

Il semble bien pourtant que 60% des Américains valorisent et glorifient l'initiative privée et la libre-entreprise.²

Il est d'ailleurs à remarquer qu'au sein de la société américaine, les disparités en ce qui concerne l'éducation, la santé et le niveau de vie entre les couches favorisées les « well-off » et celles qui sont défavorisées les « have-nots » sont considérables.³ Les problèmes sociaux qui touchent les enfants de milieux défavorisés créent également un environnement peu propice à l'apprentissage.⁴

L'organisation du système scolaire est extrêmement ségrégative. La compétence dans le domaine éducatif est confiée aux collectivités locales qui assurent le financement par l'impôt, c'est-à-dire essentiellement par les taxes foncières et immobilières. Plusieurs « school districts », bénéficiant d'une large autonomie financière tout en restant dans le cadre juridique municipal, peuvent être créés sur une même commune et sélectionner les enfants qu'ils accueillent en raison de l'éloignement géographique entre quartiers pauvres et riches. Il est évident que dans un tel système, certaines écoles disposent de meilleurs équipements et de meilleurs enseignants, ces derniers ayant une forte tendance à refuser les postes dans les écoles des quartiers pauvres.⁵

¹ Dodson & Diouf, *op. cit.*, 9.

² *African Events*
<<http://www.africaevent.com>>. (consulté le 10 avril 2006)

³ Dodoo, *op. cit.*, 543.

⁴ Pauwels, 2001, 77.

⁵ Halimi, *op. cit.*

Dans cette perspective, les taux d'échec scolaire dans les quartiers pauvres restent les plus élevés des États-Unis : près de 50% dans certaines enclaves ethniques urbaines. Ainsi, 35% des jeunes Africains-Américains quittent l'école sans aucun diplôme.¹

Marie-Christine Pauwels estime que le chômage touche les minorités noires deux fois plus que les Blancs : 9% en 1998, contre une moyenne nationale de 4.3% ; ce chiffre était de 4.2% en 1999. Près de la moitié des jeunes Noirs sont sans emploi. 80% des arrestations, 50% des prisonniers, et 99% des « crack babies » (enfants nés narco-dépendants de mères droguées au crack, dérivé de la cocaïne) sont noirs.² Au-delà de ces statistiques effrayantes et inquiétantes, on pourrait se demander si certaines autorités politiques ne se satisfont pas de cet état de fait.

Dans cette société où la libre entreprise s'assimile à une course effrénée vers l'argent, où l'on met en avant des préoccupations d'ordre matériel, les chômeurs et les indigents semblent avoir du mal à trouver leur place. Pour s'en convaincre, il suffit de se rendre dans certaines enclaves de New York (Bronx, Brooklyn), de Chicago (South Side et West Side), de Greenville en Floride, de San Francisco ou de Los Angeles (Inglewood, Gardena, Compton, Watts, South Central).

Dans le domaine économique, le chômage qui touche en termes quantitatifs la minorité (Africains-Américains, Africains et Afro-Caribéens) est semble-t-il lié à la discrimination raciale dans certaines villes américaines au profit des autres groupes d'origine européenne, au détriment souvent du développement de l'économie, conduite et dominée par les Anglo-Saxons. William Goldsmith parle d'une stratification socioprofessionnelle dans cette société.³ C'est sans doute la raison pour laquelle certains groupes sociaux minoritaires s'opposent à l'hégémonie politique et culturelle des Anglo-Saxons. Manning Marable déclare à cet égard que : « Despite the victories of Civil Rights Movements of the 1960s and

¹ Jacquier, *op. cit.*, 49.

² Pauwels, *op. cit.*, 63.

³ Goldsmith & Blakeley, *op. cit.*

legislative reforms, racial discrimination and socioeconomic inequality continue to compromise and undermine efforts for Black empowerment. »¹

Les rapports de maître à serviteur persistent, notamment dans le cas du personnel domestique. Le manque de qualification professionnelle empêche près de 10% des migrants africains d'accéder aux emplois qualifiés. D'autres, qui ont une qualification, se trouvent souvent confrontés au problème de racisme dans le monde du travail. Rappelons que 90% des emplois qui n'exigent aucune qualification et sont mal rémunérés sont occupés par des nouveaux immigrants qui n'ont en général pas d'alternative. Les emplois qualifiés sont occupés à 70% par les Blancs.² Par exemple, 65% des vigiles dans les casinos d'Atlantic City (sur la côte est du pays) et de Las Vegas sont Africains-Américains, Africains et Afro-Caribéens.³ L'emploi des Noirs comme vigiles s'expliquerait aussi par le fait qu'ils font beaucoup plus peur, de par leur corpulence, que les Mexicains par exemple.

4.2.2. Les pratiques discriminatoires dans le domaine du logement.

Aux États-Unis, comme nous l'avons dit dans la première partie de cette recherche, 95% des migrants originaires d'Afrique subsaharienne résident en zone urbaine.⁴ Howard Dodson nous le rappelle :

The African-born are scattered throughout the country, with the highest concentrations found near large cities. One-third of the African-born counted in Census 2000 lived in just three states, yet no state had fewer than 150 Africans. Ninety-five percent of the African born counted in Census 2000 were living in metropolitan area.⁵

¹Marable, 1996, A: 12.

²Beauge, *op. cit.*, 20.

³ Cf. *Migration information source, op. cit.*

⁴ Apraku, *op. cit.*, 123 ; Wilson, *op. cit.*, 4.

⁵ Statistiques du *US Census Bureau*, citées par Howard Dodson, 2005, 11.

48% des personnes interrogées résident dans les quartiers défavorisés des grandes villes américaines,¹ 50% des Afro-Caribéens, 53.1% des Afro-Américains contre 21.2% des Blancs (non hispaniques).² 30% d'entre eux vivent dans des logements insalubres. C'est le cas de certains Ouest-Africains de Harlem, du quartier populaire d'Atlantic City à Brooklyn, du Bronx, de Queens, Fulton (New York City), des migrants africains de Watts, South Central et Compton à Los Angeles, ceux de Summerville à Atlanta, de Liberty City et Overtown à Miami.³

Il s'agit dans la plupart des cas (80%) des ouvriers non qualifiés et des illégaux. Plusieurs questions se posent : Quelle est leur situation en matière de logement ? Dans quelles écoles vont leurs enfants ? Sont-ils assimilés à la population américaine ?

Certains migrants, du fait de leurs origines ou de leur situation sociale, rencontrent des difficultés à se loger. Ils se sont vus opposer un refus de location de logement vacant. Les témoignages que nous avons pu recueillir le confirment. 35% des participants à notre enquête disent rencontrer des difficultés dans la location d'un logement. Même lorsqu'ils ont des revenus importants (parfois jusqu'à 40.000 dollars par an) comme c'est le cas pour 12% d'entre eux.⁴ Or, la concentration géographique des populations en difficulté sociale ou économique génère des dysfonctionnements.

14% des migrants pensent que leur difficulté à trouver un logement décent est plutôt due à la pénurie de logements dans les métropoles américaines. La ségrégation sociale et résidentielle aux États-Unis est un problème qui a retenu l'attention de Karl Taeuber, Loïc Wacquant et Gerald David Jaynes. En effet, chaque groupe ethnique réside dans des espaces géographiques déterminés : c'est

¹ Notre questionnaire.

² D'après *The Migration Policy Institute*, « 88% of African-Americans live in and around metropolitan areas, 53.1% live inside the inner-city (compared to 21.24% of Whites).

Migration Information Source : U.S. in Focus, op. cit.

³ Notre enquête.

⁴ *Ibid.*

ainsi que se sont créées, dans plusieurs métropoles américaines, des zones d'habitation exclusives, subdivisées en quartiers ethniques ou linguistiques.

Ce qui caractérise ces quartiers ethniques, c'est particulièrement la disparité des moyens financiers et matériels dont dispose chaque groupe social. Il est vrai que les quartiers résidentiels habités par des populations à hauts revenus disposent de moyens matériels considérables, de nombreux atouts économiques, de bonnes écoles bien équipées.

Tandis que dans les quartiers centres des métropoles américaines se trouvent concentrées les populations à faibles revenus ou sans revenus, toutes les misères, des écoles dégradées et sous-équipées qui n'assurent pas une bonne formation à la jeunesse de ces quartiers dits « populaires » ou « défavorisés ». Cette distinction explique clairement certains des dysfonctionnements de la société américaine. Cela a pour inconvénient majeur de rendre précaire l'accès au monde économique. D'autre part, la concentration ethnique n'est pas synonyme d'assimilation.

Cette division sociale ou cette séparation géographique des groupes sociaux et des classes sociales dans le cadre d'une même agglomération a des conséquences néfastes sur les populations. Quelles sont les causes de la ségrégation sociale et urbaine aux États-Unis ?

10% of the residential racial segregation observed in American cities can be attributed to economic causes, to the poverty of urban Blacks, the remainder is due to racial attitudes which in the United States have continued to distort the spatial structure of American cities. Even though middle-class Blacks have become more numerous in recent years, and many have moved to the suburbs, they still tend to be concentrated in segregated suburbs, or to integrate suburbs that are really extensions of existing ghettos.¹

¹ Sorenson & Taeuber, 1975, 18.

Dans les grandes métropoles américaines, 48.3% des migrants africains résident dans les quartiers défavorisés où l'habitat et les espaces collectifs se sont fortement dégradés,¹ où le taux de chômage est très important (jusqu'à 38.6% à Watts), où les commerces ont fermé leurs portes, où il y a également une forte délinquance et un grand nombre de logements vacants qui ont été transformés en lieux de prostitution, voire de commerce illicite de la drogue par les narco-trafiquants.²

Pour ce qui est de New York où réside le plus grand groupe de migrants africains (158.175 en 2000)³ du pays, c'est à Harlem que 40% des migrants africains ont élu domicile.⁴ Ils y ont même créé un marché africain où ils vendent

¹ 40% des logements insalubres à New York sont occupés par des nouveaux immigrants (Africains, Cubains, Jamaïcains, Mexicains...). Certains quartiers de la ville tels que le Sud-Est près du pont de Brooklyn, le port au voisinage de l'Université Columbia, Bronx, ou East Harlem sont d'une vétusté extrême. [...] En 1975, la ville n'a pas pu payer ses dettes et a dû réviser son budget : moins d'assistance, fermeture d'hôpitaux, moins d'argent pour les écoles. Elle a dû également accepter un contrôle sur ses finances de la part des banques et du gouvernement fédéral.

Heller, 1982, 12.

² *Afrique-Etats-Unis, op. cit.*, 12.

³ Cf. *US. Census Bureau*, 2000, Summary File 3.

⁴ Harlem se situe entre la 96^e rue et Washington Heights. Il a longtemps été et demeure encore aujourd'hui un lieu où se concentrent les Africains-Américains, Africains et Afro-Caribéens. Les Noirs représentent 67% de la population de Central Harlem. Il y a aussi des Portoricains (19%), des Blancs non hispaniques (9%) et des Juifs (5%).

Depuis les années 1990, le quartier connaît d'importants changements, à la fois dans sa structure sociale et dans son paysage urbain. Le fait que Bill Clinton ait choisi d'y installer ses bureaux (en 2001) traduit bien cette mutation urbaine et montre la volonté de Rudolph Giuliani et de son successeur Michael Bloomberg d'en faire l'un des centres attractifs de New York. La ville a financé la rénovation des logements désaffectés laissés à l'abandon. Les rénovations des *brownstones* ont été réalisées sur Strivers Row, Hamilton Heights, Mount Morris Park, ainsi que l'hôtel Theresa. Des incitations fiscales et la réduction de taxe ont été consenties pour encourager les investissements. A cela s'ajoutent la construction de centres commerciaux (Harlem USA, Harlem Center en 2002 sur Lenox Avenue), de cinéma (un multiplex en 2000), de musées (Studio Museum in Harlem, en 2001) ; la construction d'un Starbucks, soutenue par l'ex-joueur de Basket Magic Johnson, originaire du quartier ; l'apparition de commerces de gros tenus par des Mourides ouest-africains, de magasins d'articles de sport sur Amsterdam Avenue.

des objets d'art africain (sculptures en bois, tissus et bijoux divers). Mais également à Brooklyn et dans des immeubles surpeuplés du Lower Manhattan.

Le marché africain de New York symbolise l'identité culturelle des migrants ouest-africains. Car ceux-ci tiennent à se distinguer des Africains-Américains. Et cette attitude s'apparente plutôt à un repli identitaire. D'ailleurs, ce marché situé sur la 125^e rue est devenu un lieu touristique de la ville. Paul Stoller nous le fait remarquer :

The market's informality gave it an easy, festive air. Double-decker buses from Apple Tours brought camera-packing Europeans to shoot the African market—from a safe distance. Swarms of shoppers moved freely up and down the sidewalks, looking at bags, touching print fabrics, trying on straw hats or jewelry. Their movement was constrained only by the presence of other shoppers and by Senegalese women selling African food from shopping carts.¹

La focalisation sur la notion d'identité culturelle a tendance à favoriser l'exclusion et la séparation. Cette argumentation a été interprétée par Alejandro Portes, Agnes Heller et Raine Baubock comme une attitude discriminatoire.²

Harlem forme, au sein de la grande métropole, un monde à part. Le quartier a été dévalorisé économiquement à cause de la dégradation accentuée des maisons ; on y trouve d'infests taudis et des immeubles abandonnés ou détruits par des incendies volontaires, une forte concentration des populations les moins

La composition ethnique s'est également modifiée avec l'arrivée progressive de résidents blancs (2% de plus tous les ans depuis 1990). Comme le montre aussi l'arrivée d'une importante population italienne (25%) à East Harlem.

Avec la pénurie de logements et les embouteillages quasi-permanents dans le Midtown, Harlem apparaît de plus en plus comme un quartier intéressant pour les New Yorkais.

Migration Information Source : U.S. in Focus, op. cit ; Community Health Profiles, New York City Department of Health and Mental Hygiene, 2006 ; Gothef, 2004.

¹ Stoller, *op. cit.*, 14.

² Cf. Rumbault & Portes, 2001 ; Heller & Baubock, 1997.

solvables, qui n'ont pas accès aux soins médicaux par manque de couverture sociale. Ces mauvaises conditions d'habitat contribuent effectivement à détériorer l'image de ce quartier situé au nord de Manhattan et à avoir un effet repoussoir sur les activités qui souhaiteraient éventuellement s'y implanter. Le taux élevé de chômage (29.2%) est l'une des conséquences de la situation dans cette zone urbaine.

D'une part, la ségrégation spatiale et sociale est due à des causes économiques (chômage, misère...)¹, aux disparités entre les classes sociales. Mais aussi au problème de l'insécurité dans les grandes villes qui a incité certaines couches aisées de la population à quitter les quartiers du centre pour la banlieue, en quête de rues et d'écoles sûres.

D'autre part, la ségrégation est due à la discrimination raciale.² Le pays semble empoisonné par les questions raciales, comme l'a constaté Margaret Mead en son temps. Pour prendre un exemple, c'est à cause de préjugés raciaux que certains propriétaires blancs refusent de vendre ou de louer des maisons ou des appartements aux Africains et aux Africains-Américains dans les quartiers résidentiels des grandes villes américaines. Plusieurs plaintes contre des propriétaires blancs ont ainsi été déposées dans les tribunaux de ces grandes villes.³ Il existe aux États-Unis une certaine discrimination dans l'occupation de l'espace

¹ Le taux de chômage à Harlem était de 11% en 2006. Il y a 25% d'ouvriers et 38% de manœuvres. Le seuil de pauvreté était plus élevé dans ce quartier que pour le reste de New York (36.7% de la population). East Harlem est beaucoup plus touché par la pauvreté, l'obésité et l'analphabétisme que Central Harlem. D'autre part, 40% des appartements datent d'avant 1901. *Voices of New York., op. cit.*

² Mead & Baldwin, 1972.

³ Cf. *The New York Amsterdam News* n°14 du mois d'avril 1996.

qui semble caractériser la séparation géographique des groupes sociaux, susceptible d'encourager la division.¹ L'existence des *gated communities*² en est l'illustration.

Pour se protéger contre l'insécurité, certaines populations aisées qui résident en majorité dans les banlieues des grandes villes américaines comme Miami, Los Angeles, Washington, D.C., Orlando, New York ou San Francisco n'hésitent pas à avoir recours à des milices privées.³ De ce fait, l'État semble se désengager d'un de ses devoirs fondamentaux, à savoir : assurer la sécurité, la protection de tout citoyen quelle que soit la classe sociale à laquelle il appartient. En d'autres termes, tout citoyen a droit à la protection. C'est d'ailleurs cette ségrégation entre les populations de classes sociales, d'origines ethniques et de confessions religieuses différentes qui est à l'origine de nombre de tensions sociales et dysfonctionnements de la société américaine.⁴

La dévalorisation économique des « inner-cities » américaines, matérialisée par la fermeture des commerces, des agences bancaires locales et le refus des propriétaires d'entretenir les immeubles sont perçus, par les résidents, comme une discrimination raciale dans la mesure où ces quartiers sont peuplés, en grande majorité, de gens appartenant aux minorités.⁵ Ce genre de décisions ne peut

¹ « Racial discrimination in housing is common in the US. [...] recent immigrants are in the worst housing. »

Sorenson & Taeuber, *op. cit.*, 18.

² Le terme *gated communities* désigne des quartiers résidentiels dont l'accès est contrôlé, interdit aux non-résidents, et dans lequel l'espace public (rues, trottoirs, parcs, terrains de jeu, etc.) est privatisé. Ce phénomène immobilier, qui s'est développé aux États-Unis dans les années 1960-70, symbolise en effet l'éclatement social et spatial de la métropole États-unienne, en phase avec les mutations socioéconomiques. Selon les régions, ces quartiers représentent de nos jours entre 10 et 30% des lotissements neufs dans ce pays.

³Cf. *Grand Larousse universel*, Tome 3.

Bauge, *op. cit.*, 20.

⁴ *Ibid.*

⁵

Ibid., 107.

que développer la précarité, le chômage et la délinquance. Elles s'apparentent à une forme de « surmarginalisation » des groupes sociaux déjà désavantagés. Les Africains ayant migré d'Afrique subsaharienne sont donc les nouveaux venus dans une société où la stratification s'était déjà effectuée avant leur arrivée, ce qui rend encore plus difficile l'intégration et l'assimilation de certains d'entre eux dans le nouveau milieu.

Annemette Sorenson estime qu'il est indispensable et urgent de redonner confiance à ces populations qui ont le sentiment d'être abandonnées ; il faut accroître les possibilités d'embauche qui leur permettront d'avoir des revenus et de vivre décemment, en retrouvant de l'espoir et des perspectives d'avenir.¹

Le rôle primordial du gouvernement fédéral et des élus locaux devrait être, d'après Claude Jacquier, d'aider ces quartiers à se développer, de reconstruire le tissu économique qui s'est sérieusement dégradé au cours de ces dernières années en privilégiant notamment la création d'emplois (les commerces, entreprises...), la formation et l'information.

Le gouvernement se doit également de réhabiliter les logements collectifs délabrés et impliquer les résidents non seulement dans l'entretien et la gestion de leurs immeubles, mais dans la prise des décisions importantes, car, ces derniers sont, en général, sous représentés au niveau local.²

D'ailleurs, on s'aperçoit que certains migrants, malgré les difficultés qu'ils rencontrent, réalisent des parcours exemplaires et éduquent leurs enfants de façon remarquable.

Traiter la question de la discrimination raciale aux États-Unis dans sa totalité serait trop vaste, trop complexe et hors-propos. On sait pertinemment que, même si les lois ségrégationnistes ont été abrogées, le racisme reste omniprésent notamment dans les domaines de l'emploi et du logement.

Ainsi, pour tous les migrants qui sont confrontés au racisme, aux préjugés et à l'intolérance, l'assimilation est un concept vide de sens. Il est donc difficile pour nous de parler d'assimilation des migrants qui sont confrontés à l'intolérance

¹ Sorenson & Taeuber, *op. cit.*, 18.

² Jacquier, *op. cit.*, 18.

et la xénophobie, ou qui ont le sentiment d'être exclus de la société d'accueil. Face aux agressions dont ils sont parfois les victimes, certains migrants envisagent à court ou à long terme de retourner dans leur pays d'origine comme nous le verrons dans la partie suivante. « Les nouveaux arrivants ne devraient pas être vus comme des membres d'un autre peuple, mais plutôt comme de futurs citoyens. Ils ont pour cette raison le droit d'être traités d'égal à égal », déclare un Ivoirien qui réside à Montgomery.¹

Il est cependant hasardeux de généraliser en matière de racisme et d'intolérance, bien sûr. 36% des migrants interrogés disent ne pas être confrontés à ce type de problème. Comme l'explique ce Ghanéen qui habite à Greensboro (North Carolina) : « I think that one's experiences depend on where you go, the group in which you move, the attitude of people towards you and, of course, your own particular attitude. I certainly have nothing to complain about ».²

Les exemples comme ceux de cet Ivoirien et de ce Ghanéen peuvent être multipliés à souhait. La perception de la société américaine des uns ne correspond pas forcément à celle des autres. En d'autres termes, les migrants africains ont vécu des expériences variées.

Chapitre V

5. La crise identitaire de la seconde génération.

Les enfants dont les parents ont immigré aux États-Unis n'échappent pas aux crises d'identité auxquelles s'ajoutent des problèmes de repères culturels.

Dans 65% de foyers de migrants africains, il y a souvent rupture entre une génération de parents qui s'identifient culturellement à leur pays natal et une « seconde génération » assimilée et éloignée de la culture d'origine.³ Il arrive qu'il

¹ Notre questionnaire.

² *Ibid.*

³ Doodoo, *op. cit.*, 532.

y ait, entre parents et enfants, un écart trop important pour que puissent se perpétuer ou se transmettre des modes de vie et des pratiques culturelles spécifiques. La distance entre parents et enfants est susceptible d'engendrer des incompréhensions, des conflits, voire des ruptures.¹ Anne Marie Gaillard interprète cette rupture comme une période de crise sociale où les jeunes issus de l'immigration, écartelés entre différentes cultures, ne trouvent pas leur place dans la société.²

La deuxième génération des Africains est caractérisée par l'écart qui existe entre une assimilation culturelle forte et une insertion économique problématique. C'est le cas d'environ 15% des jeunes Africains, et particulièrement, ceux qui sont sortis du système éducatif sans qualification professionnelle.³

Ceux parmi les enfants de migrants africains qui sont nés et ont grandi aux États-Unis se trouvent généralement partagés entre deux cultures, entre deux systèmes de référence. C'est ce que René Ricardo Laremont appelle « une identité hybride ». Cela génère quelquefois des problèmes au sein de la famille : incompréhension mutuelle, conflit de cultures, conflit de générations. C'est dans ce contexte que Mary Waters écrit :

The subjective understandings African immigrant youngsters have of being American, of being black American, and of their ethnic identities are described and contrasted with the identities and reactions of first-generation immigrants from the same countries.⁴

Selassie Bereket écrit également : « Young African immigrants are increasingly self-identifying as Americans, despite their parents' efforts to the contrary. »

Bereket, *op. cit.*, 9.

¹ Voir Dodoo, *op. cit.*, 532 ; Falola & Afolabi, *op. cit.*, 154.

A ce sujet, Emeka Nwadiora déclare : « In the United States it is not uncommon for immigrant children to challenge and confront their parents, whereas in the culture of the immigrants, children are expected to revere their parents with unquestionable obedience. »

Nwadiora, *op. cit.*, 68.

² Gaillard, *op. cit.*, 130.

³ Bereket, *op. cit.*, 9.

⁴ Waters, *op. cit.*, 796.

La biculturalité ou la double culture est une richesse pour la deuxième génération des Africains. Elle est aussi source de déchirements, de crises d'identité, car il arrive que la synthèse des deux cultures ne soit pas harmonieuse.¹

90% des enfants de migrants africains sont américains. De fait, nous avons vu que les enfants nés aux États-Unis bénéficient d'une acquisition automatique de la nationalité américaine du fait de la législation.² Cependant, près de 35% d'entre eux ne sont jamais allés en Afrique et ont par conséquent une connaissance vague et très superficielle des traditions culturelles et ancestrales africaines.³ Francis Dodoo, pour sa part, soutient que les enfants de migrants africains nés aux États-Unis s'identifient en très grande majorité (85%) à la culture américaine plutôt qu'à celle du pays d'origine de leurs parents. Souvent ils ne parlent pas la langue d'origine de ces derniers.⁴ Les manières de table, les goûts musicaux et artistiques de ces jeunes Africains le confirment.

On peut également noter le non-respect des abstinences alimentaires, la rupture d'interdits alimentaires (par exemple, la consommation d'alcool, de porc) chez près de 25% des jeunes issus de l'immigration ouest-africaine, et de culture musulmane. Ce qui sous-tend un reniement de la culture d'origine.⁵

Au sein de cette catégorie de population, nous rencontrons tous les cas de figure, comme d'ailleurs dans tous les groupes sociaux, mais nous avons cherché à obtenir une idée plus précise de la situation. A la lumière des statistiques disponible, l'assimilation des jeunes de la deuxième génération nous semble effective et globalement réussie. Ils s'identifient aux jeunes Américains, 68%

¹ *Ibid.*

² C'est pourquoi l'appellation d' « immigrant » de la seconde ou énième génération est incorrecte et ne recouvre aucune réalité.

³ Okome, *op. cit.*, 16.

⁴ Dodoo, *op. cit.*

⁵ *Ibid.*

d'entre eux ne parlent pas la langue du pays de leurs parents, et près de 60% n'en pratiquent pas la religion.¹

Cependant, s'il est facile de s'abstenir de pratiquer la religion, il est en revanche moins aisé de rompre les interdits alimentaires prescrits par la religion (pour les jeunes dont les parents sont musulmans). La rupture d'interdits alimentaires a tendance à être vécue comme un recul vis-à-vis de la religion des parents, et considérée, un moment, comme un obstacle à l'assimilation. Elle témoignerait aussi d'un désir de liberté, voire d'une volonté d'émancipation par rapport à la culture d'origine. Ces pratiques culturelles sont souvent rapprochées des liens que les migrants africains aux États-Unis garderaient avec leurs pays d'origine pour être présentées comme des entraves à leur assimilation.

Reste à s'interroger sur les relations de ces jeunes avec l'Afrique subsaharienne, lesquelles se réalisent le plus souvent par l'intermédiaire des parents au niveau du discours comme au plan pratique. Ils sont près de 30% à revendiquer ouvertement leur identité africaine – identité qu'ils considèrent comme une partie de leur héritage culturel.²

Par ailleurs, Diana Baird affirme :

Ethnic identity among second generation Africans is inevitably tied to the process of assimilation. [...] We should recognize the different forms of assimilation and how different factors can affect assimilation outcomes (acculturation and structural assimilation).³

C'est sans doute la raison pour laquelle Milton Gordon écrit : « The children and grandchildren of immigrants of non-English origins must be taught to be proud of the cultural heritage of their ancestral ethnic group and its role in

¹ *Migration Information Source : U.S. in Focus*
<<http://www.migrationinformation.org>>. (consulté le 8 mai 2006)

² Voir *supra* note 3.

³ Baird, *op. cit.*, 6.

building the American nation. »¹ Ce mélange de culture ou ce métissage culturel est enrichissant pour la seconde génération.

D'autre part, certains Africains de la seconde génération occupant des positions de classe moyenne et vivant dans des espaces résidentiels non ethniquement connotés connaissent aussi une affirmation identitaire exprimée principalement lors d'activités de loisirs ou festives.²

Il en va de même pour l'utilisation des dialectes. 58% des familles de migrants africains établies aux États-Unis conservent leurs langues vernaculaires (le wolof, le bambara, le soninké, le lari, le lingala, le vili, le swahili, le yoruba, le igbo, le malinké, le kikuyu, le songhay, le kikongo, le bamiléké, le kitouba, etc.) afin d'éviter une rupture totale avec leur pays d'origine, voire un déracinement total de leur progéniture.³ La langue étant l'expression inaliénable d'une culture.⁴

La pratique des langues vernaculaires est assez courante chez les migrants africains aux États-Unis. Les migrants francophones parlent aussi bien le français (héritage du passé colonial) que les dialectes qui constituent leurs racines culturelles. De ce point de vue, John Arthur affirme :

A cultural aspect of the African immigrant household is the language used in communicating at home. Families communicate in English, French, or various African languages and dialects. In immigrant households with young children, English is the preferred language of communication even if the immigrants come from Francophone Africa. Immigrant parents who speak French also teach their children how to speak French to ensure that the children are exposed to their linguistic and cultural heritage.⁵

¹ M. Gordon, *op. cit.*, 278.

² Baird, *op. cit.* 6.

³ Cf. « Les migrants d'Afrique. » *Afrique-États-Unis* 630(1993): 29.

⁴ Kromah, *op. cit.*, 12.

⁵ Arthur, *op. cit.*, 98.

Les enfants de migrants arrivés aux États-Unis en bas âge ont tendance à oublier la langue du pays aussi vite qu'ils acquièrent l'anglais. Il y a des parents qui ont fait le choix de ne parler qu'anglais aux enfants pour faciliter leur adaptation à l'école. D'autres essayent de ne pas totalement abandonner la langue du pays. Dans 65%¹ des cas, ils sont plus portés à parler anglais. C'est le cas de ce Béninois qui réside à Charlotte : « Avec mes enfants, puisque nous sommes aux États-Unis, nous parlons anglais mais il arrive des fois que nous parlions les dialectes de notre pays pour que les enfants ne deviennent pas totalement acculturés. »²

Cette stratégie de communication linguistique est cohérente avec le fait que ces migrants ne souhaitent pas que leurs enfants perdent toute identité africaine. Ils parlent à la fois la langue officielle du pays d'origine et la langue de l'ethnie à laquelle ils appartiennent. Il y a donc une volonté de transmission d'une identité culturelle propre qui se retrouve dans la manière dont les parents envisagent l'avenir de leurs enfants.

La situation qui s'instaure dans la plupart du temps est celle, classique, des cas de bilinguisme dans l'immigration africaine où les parents parlent dans la langue du pays d'origine et les enfants répondent dans la langue du pays d'accueil. Dans près de 10% des familles, nous sommes en situation de plurilinguisme. Les migrants parlent la langue officielle du pays d'origine et la langue de la minorité à laquelle ils appartiennent. Quelques fois ils utilisent d'autres langues minoritaires parce qu'elles sont parlées par les grands-parents ou d'autres membres de la famille, plus quelquefois une autre langue vernaculaire permettant la communication orale. Dans le contexte des États-Unis, certaines de ces langues sont oubliées plus vite que d'autres. C'est le cas du portugais pour les familles venues d'Angola ou des îles du Cap-Vert. L'exemple de cet Angolais en est une illustration. Celui-ci déclare que :

On parle anglais, portugais et lingala. Les enfants ont oublié le portugais. Notre langue maternelle, c'est le kizombo. Le portugais c'est

¹ Notre enquête.

² *Ibid.*

la langue du colonisateur. Mes parents ne comprennent pas et ne parlent pas du tout le portugais. Notre province se situe entre la RDC (ex-Zaïre) et l'Angolais. Il n'y a que dans notre province qu'on parle le kizombo au Nord. Au Sud c'est une autre langue, le mundu. A l'Est, ils parlent le mwila. C'est ceux qui ont fait des études qui parlent portugais. Mais dans les écoles privées où l'on paye cher, on apprend l'anglais et le français. Nous, nous sommes allés à l'école où l'on enseignait le français et le portugais. C'est pour cela qu'on parle le français.¹

Pour les familles venues d'Afrique centrale, c'est le français que les enfants oublient en premier. En général, ces migrants aussi parlent plusieurs langues.

Tout aussi fréquente est l'utilisation des dialectes dans la vie professionnelle des migrants africains. Comme le montre également ce groupe de Nigériens qui exercent des emplois sous-qualifiés à New York :

Not all the West Africans living in New York City, however, are merchants. Many of them work as stock clerks, security guards, and grocery store delivery people. At Lexington and 92nd Street on the Upper East Side of Manhattan, sidewalk conversations sometimes take place in Songhay, a major language in the Republic of Niger, as several Nigeriens take a break from delivering groceries.²

Pérenniser les liens culturels avec les pays d'origine des parents s'avère indispensable. Aussi, l'environnement social et urbain influent grandement sur l'assimilation des enfants de nouveaux migrants. 42% des migrants africains interrogés disent qu'ils ont la hantise de voir leurs enfants perdre les valeurs qu'ils considèrent comme essentielles.³ Comme l'a noté Mary Waters :

¹ *Ibid.*

² Stoller, *op. cit.*, 7.

³ Notre questionnaire.

Assimilation to America for the second-generation black immigrant is complicated by race and class and their interaction, with upwardly mobile second-generation youngsters maintaining ethnic ties to their parents' national origins and with poor inner city youngsters assimilating to the black American peer culture that surrounds them.¹

Dans l'ensemble, les migrants africains francophones que nous avons interrogés sont satisfaits de la rapidité avec laquelle leurs enfants apprennent l'anglais. Ils s'efforcent de faire en sorte qu'au moins ces derniers continuent à comprendre leur dialecte à défaut de le parler quitte à accepter l'oubli de langues de communication plus large qui étaient auparavant bien maîtrisées. Il y a donc une volonté de transmission d'une identité culturelle propre qui se retrouve dans la manière dont les parents envisagent l'avenir de leurs enfants.

Mais il y a aussi des enfants de migrants qui ont tendance à rompre avec les pratiques des parents, refusant notamment de parler leur langue et ce, en dépit des efforts faits par ces derniers. On souligne l'utilisation presque exclusive de l'anglais chez eux. En d'autres termes, ils refusent d'apprendre les langues vernaculaires pour ne parler qu'en anglais dans leurs relations avec les parents. De l'Afrique, ils dénoncent les traditions, le poids de la famille, l'absence de démocratie, la précarité, l'insalubrité, l'absence de loisirs, l'absence d'emplois, etc.²

Comme l'écrit justement Emeka Okoli :

As the second-generation Immigrants adopt Western ways, they reject much of their parents' culture. Traditions such as arranged marriages, which are common in West-African groups, create conflict between Immigrant parents and their American-born kids.³

¹ Waters, *op.cit.*

² Notre enquête.

³ Okoli, 1994, 102.

Mais d'une manière générale, l'identification à une culture spécifiquement africaine demeure assez forte chez près de 65% des migrants africains, quelles que soient les ambivalences engendrées par l'identité culturelle du pays d'accueil. Ceux-ci veulent transmettre les coutumes de leur pays d'origine à leur progéniture. Comme nous l'avons souligné plus haut, 70% des migrants originaires de l'Ouest du continent africain (Gambie, Nigeria, Guinée, Sénégal, Mali, Niger, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Burkina Faso, Cap-Vert...) revendiquent le droit d'affirmer leurs différences et s'opposent à toute forme d'assimilation (culturelle, linguistique).¹ Par exemple, 58% d'entre eux vouent un culte effréné à leurs divinités, en somme, ils maintiennent leur culture (religion, musique), leurs traditions, leurs dialectes et leurs habitudes alimentaires. Selassie Bereket écrit sur ce point :

Reflecting the African immigrants' strong belief in maintaining national and cultural identity, a new phenomenon has emerged in recent years: the spread of weekend and summer schools where adults teach native-born youngsters the languages of their communities, history, geography, dance, storytelling, cooking, and the proper way to behave in their respective societies. In the Washington, D.C. area, Ghanaian, Nigerian, and Ethiopian schools have been in operation for several years.²

Dans cette optique, l'assimilation est perçue comme une perte de leur entité ou de leur « être », voire comme une aliénation culturelle. « L'immigration est déracinement, elle engendre du désarroi », disait Léopold Sédar Senghor.³

Les migrants africains sont au carrefour de deux civilisations et de deux sociétés : la société américaine et la société africaine. L'ethnicité apparaît, pour certains, comme un refuge face aux difficultés d'insertion économique, face à l'hostilité de leur nouvel environnement, au racisme et à l'intolérance. Elle est un

¹ Bereket, *op. cit.*, 8.

² *Ibid.*, 11.

³ Cf. Senghor dans *Afrique-États-Unis*, *op. cit.* 17.

moyen de protéger la culture d'origine ou de se distancer d'une société perçue et vécue comme brutale et destructrice.¹

Le fait de créer des groupes ou microgroupes de migrants, souvent sur des bases purement ethniques, atteste une difficulté à s'assimiler culturellement. C'est le cas d'environ 58% des migrants ouest-africains de New York. Paul Stoller parle même de l'Africanisation de cette ville. Il fait notamment référence à une immigration importante issue de cultures très différentes de celle du pays hôte, celle des Ouest-Africains.² De même, Seth Kugel, journaliste du *New York Times*, parle d'une mutation culturelle que certains quartiers du *Uptown* de New York sont en train de connaître, et de façon implicite, d'une culture très éloignée de la sienne avec l'arrivée des populations musulmanes africaines venues d'espaces socioculturels aux antipodes de la ville américaine.³ A titre d'exemple, le journaliste cite le cas des femmes africaines originaires de Gambie (Afrique de l'Ouest), qui affichent ostensiblement leur identité religieuse quand elles viennent chercher leurs enfants à la sortie d'école. Ce témoignage de Seth Kugel en atteste :

Gambia is the smallest country on mainland Africa. But when school lets out at C.E.S. 88 on Sheridan Avenue and Marcy Place (N.Y.), it is safe bet that most of those mothers wearing colourful turbans and speaking in foreign tongues are from that sliver of land on the continent's westernmost tip.⁴

L'absorption de sa propre culture dans une autre, refusée par la première génération de migrants africains, peut se produire à la seconde (assimilation de la seconde génération). Le choc entre les cultures peut entraîner, d'après Peter Skerry, une « réorganisation de la culture du migrant ».⁵ Les crises d'identité issues de ces

¹ Waters, *op.cit.*, 798.

² Stoller, 2002, 18.

³ Kugel, 2002, C : 14.

⁴ *Ibid.*

⁵ Skerry, *op. cit.*, 6.

contacts s'expriment éventuellement par la délinquance et des troubles de la personnalité chez les jeunes de la seconde génération.¹ La situation de certains enfants de migrants africains qui ont de mal à s'intégrer aussi bien dans le pays d'accueil de leurs parents que dans le pays d'origine de ces derniers est particulièrement édifiante (racisme, rejet dans les deux sociétés, perte de repères).² Il s'agit singulièrement de Jeunes nés Américains, de parents naturalisés Américains mais qui ne se reconnaissent pas Américains. On peut raisonnablement penser que ces derniers sont confrontés à une crise d'identité.

Dans un article intitulé « The second generation of Africans », Steve Sailer rappelle les problèmes socioéconomiques posés aux jeunes issus de l'immigration africaine aussi bien aux États-Unis qu'en Afrique lorsqu'ils s'y rendent pendant les vacances. En effet, 48% de ces jeunes (de nationalité américaine) disent qu'ils rencontrent des difficultés aux États-Unis. Bien qu'ils y soient nés, ces jeunes souffriraient d'un sentiment d'exclusion, et seraient confrontés au problème de discrimination raciale. Ils se sentent rejetés de la société américaine.³ C'est pour cette raison que Ricardo Laremont déclare que « les jeunes de la deuxième génération des immigrants africains héritent souvent des caractéristiques de l'étranger. »⁴

Milton Gordon évoque les difficultés sociales auxquelles certaines personnes de la deuxième génération se trouvent confrontées dans une société américaine qui prétend garantir la liberté et la justice de tous les citoyens. Aux dires de celui-ci :

The second generation found a much more complex situation. Many believed they heard the siren call of welcome to the social cliques, clubs, and institutions of white Protestant America. After all, it was simply a matter of learning American ways, was it not?

¹ Gaillard, *op. cit.*, 120.

² Cf. Halima, 1999.

³ Sailer, *op. cit.*, 9.

⁴ Laremont, 1995, 9.

Had they not grown up as Americans, and were they not culturally different from their parents, the greenhorns?¹

Au sein d'une société encore très profondément marquée par la discrimination, ces jeunes ont le sentiment d'être des étrangers dans leur propre pays. Cette hypothèse semble s'être en partie avérée. Sans vouloir évoquer tous les discours allant dans ce sens, citons quelques exemples concrets. Par exemple, Steve Sailer fait référence la crise d'identité à laquelle une jeune Togolaise s'est trouvée confrontée aux États-Unis :

Never before had Lena been treated differently because of the color of her skin. Being African in America, one has two matters to contend with: how one is seen in the eyes of Whites, and the other being how one is seen in the eyes of Blacks. Lena saw this boundary for the first time immediately upon attempting to integrate herself into American culture. There was nothing about these divisions that she liked, and in truth it made her even more determined to define her personal identity as proof of the principle that no one person or collectivity may dictate to one who one is. (Although Togo also has its antagonisms, Lena grew up in what she describes as a relatively unprejudiced community, therefore upon immigrating, not only was she a foreigner to the US, but a foreigner to US separatism.)²

Il s'agit là d'un exemple parmi tant d'autres des problèmes auxquels certains enfants de migrants africains sont confrontés. 68% des jeunes Africains que nous avons interrogés pensent que l'Amérique est une société raciste. D'autres jeunes ne se sentent ni Américains ni Africains. Ils ne se reconnaissent pas dans les valeurs de leur pays, ils ne savent plus qui ils sont. 42% de ces jeunes s'interrogent sur leur identité.³ Cette crise d'identité, cette perte de repères peut avoir un impact

¹ M. Gordon, 1961, 282.

² Sailer, *op. cit.*, 12.

³ Halima, *op. cit.*, 7.

négatif (mouvement de repli ethnique) et entraver la construction identitaire de ces jeunes Africains.¹ Cette attitude se retrouve essentiellement chez les jeunes en situation d'échec scolaire et résidant dans les « inner-cities » ; ceux-là souffrent d'une crise d'identité et se définissent par dérision comme des « enfants de nulle part », c'est-à-dire, des enfants rejetés partout et par tous.² Dès lors, comme nous le rappelle René Laremont, « la nationalité américaine n'est une garantie ni contre le chômage ni contre le racisme. »³

Cependant, les statistiques sont trop partielles pour déterminer la proportion exacte d'échec scolaire en milieu de migrants africains dans les « inner-cities », au demeurant, à milieu social égal l'échec est-il plus fréquent chez les enfants de migrants africains ? On devrait donc nuancer le propos à chaque fois que l'on évoque cette question.

L'assimilation est par ailleurs associée à des facteurs socioéconomiques. L'identité invisible des jeunes issus de l'immigration africaine va de pair avec l'expression d'un fort désir de mobilité sociale. Elle apporte un soutien affectif et matériel sans constituer un obstacle à l'assimilation. Si l'accent est mis ici sur l'identité culturelle, c'est pour affirmer leur attachement à la culture de leurs parents, ce qu'ils considèrent comme étant « un élément indispensable à l'équilibre » de leur personnalité et une richesse pour eux-mêmes et pour la société américaine.⁴

Il est difficile d'attribuer cette attitude à tous les jeunes de la deuxième génération. Tous n'ont pas adopté cette attitude. Environ 65% d'entre eux ont abandonné toute référence à leur milieu ou à leur pays d'origine et se sont fondus socialement et culturellement dans la société américaine. Pour d'autres (35% environ), l'assimilation est plus difficile et se heurte à des obstacles. L'identité est

¹ M. Gordon, *op. cit.*, 275-76.

² Laremont, *op. cit.*

³ *Ibid.*

⁴ Halima, *op. cit.*, 6.

alors plus défensive.¹ On peut en effet considérer que le sentiment d'exclusion chez certains jeunes Africains est révélateur d'une crise.

Si 90% des jeunes Africains de la seconde génération possèdent la nationalité américaine, les 10% restants doivent faire un choix bien souvent difficile. Près de 48% des migrants ouest-africains considèrent que l'acquisition de la nationalité américaine implique une « trahison » ou tout simplement, elle rend plus irrémédiable l'installation et entérine l'abandon du projet de retour.² Leur installation aux États-Unis est clairement dictée par l'intérêt économique. 54% des personnes interrogées ont affirmé que les raisons de leur immigration sont essentiellement économiques. L'insertion économique n'entraîne pas toujours une assimilation culturelle. Tous les groupes sociaux n'ont pas la même vision de la société américaine.

De même, l'Anglo-conformité est loin de constituer un point de référence pour l'assimilation des immigrants, comme ce fut le cas par le passé.³ Milton Gordon l'approuve : « Anglo-conformity in various guises has probably been the most prevalent ideology of assimilation in the American historical experience. »⁴

S'identifier à la culture anglo-saxonne protestante s'avère aussi difficile pour des migrants qui sont venus des pays d'Afrique subsaharienne de culture musulmane (singulièrement ceux originaires d'Afrique occidentale).⁵

L'anglo-conformité a été remis en cause avec l'arrivée des immigrants d'horizons culturels divers (Italiens, Polonais, Russes, Portoricains, Jamaïcains, Thaïlandais, Antillais, Africains, Cubains, Boliviens, Équatoriens, Salvadoriens, etc.). Les façons d'être Américains sont somme toute diverses : il y a des migrants africains aux États-Unis et des Américains d'origine africaine. Les deux groupes

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ Rappelons que la première vague d'immigration était composée d'immigrants originaires de pays européens dont les cultures étaient semblables à ou compatibles avec la culture américaine. Huntington, *op. cit.*, 185.

⁴ M. Gordon, *op. cit.*, 270.

⁵ « Les migrants d'Afrique », *op. cit.*, 28.

sociaux ont chacun leur propre identité culturelle.¹ On pourrait en dire autant des Italiens, des Grecs, des Espagnols, des Cubains, des Chinois, etc. Gordon nous rappelle : « The various ethnic groups in America were coincident with particular areas and regions, and with the tendency for each group to preserve its own language, religion, communal institutions, and ancestral culture. »²

A titre comparatif, ce modèle nous paraît proche du modèle britannique où les différents groupes sociaux conservent leurs particularismes. Comme le souligne cet Africain :

The British approach (also found in the Netherlands and Sweden) is summed up in a Home Office policy statement: Government has a responsibility to make it possible for everyone to participate freely and fully in the economic, social public life of the nation while having the freedom to maintain their own religious and cultural identity. Tolerance and respect for difference are the keys to this approach.³

S'agissant en revanche des enfants de migrants africains, un autre discours est souvent tenu par leurs parents. Pour eux la question se pose en termes d'emploi, de stages, de discrimination, de religion, etc. Ils ont en général les mêmes problèmes que les autres jeunes Américains.

Conclusion

L'Amérique est une nation d'immigrants. Comme l'a montré Milton Gordon, la réussite de l'assimilation des immigrants a été déterminée par leur degré d'adoption des modèles de la société hôte. Le pays a été un pseudo *melting pot* d'immigrants d'origines différentes qui ont créé une nouvelle culture plus ou moins

¹ Voir Halima, *op. cit.*, 5.

² Gordon, *op. cit.*, 277.

³ Okoli, *op. cit.*, 146.

spécifiquement américaine. Même les plus optimistes ont pourtant reconnu que l'homogénéisation ethnique n'a pas eu lieu et que l'assimilation s'est faite au prix de l'acceptation des normes culturelles établies par les Anglo-Saxons.

Cependant, le *melting pot* américain n'aboutit pas nécessairement à une assimilation des migrants, voire à une « homogénéité » culturelle de la population, eu égard à la diversité ethnique dans le pays. Les revendications ethniques des années 1960 ont généré une nouvelle théorie, celle du « pluralisme culturel » : mosaïque de différents groupes ethniques cohabitant mais décidés à préserver leur héritage culturel, l'Amérique devenait ce que Walt Whitman appelle « a nation of nations ».

Selon Samuel Huntington, les États-Unis se définissent d'abord comme un assemblage d'identités culturelles et ethniques, ils sont un pays « unique » ou « exceptionnel ».¹ Les identités ethniques semblent occuper le devant de la scène. Chaque groupe ethnique affirme son identité spécifique, en vertu d'un passé commun, de traditions ou d'un héritage culturel partagé. De ce point de vue, certains groupes sociaux soutiennent la transmission identitaire à leur progéniture.

Mais les minorités sont, dans l'ensemble, économiquement et socialement défavorisées.

Pour être assimilés, les migrants africains se doivent d'abandonner leurs pratiques culturelles, langue maternelle, usages et coutumes, tout ce qui peut les identifier comme « Africains ».

Or, aux États-Unis, les différents groupes sociaux ont tendance à conserver leurs spécificités culturelles. Il arrive que des rivalités les opposent (les émeutes de Liberty City à Miami en 1980 et celles de Los Angeles en 1992 en sont une illustration). Ces groupes se caractérisent également par leur concentration géographique dans les quartiers centres de certaines grandes métropoles : New York, Los Angeles, Washington, D.C., Detroit, Atlanta, San Francisco, Dallas, Austin, Baton Rouge, Charlotte, Albany, Houston, etc. Il peut y avoir des écarts culturels et de grandes différences de comportement et de mode de vie (éducation des enfants, nourriture, etc.) car chaque groupe ethnique a ses propres particularités.

¹ Huntington, *op. cit.*, 21.

Aussi, il semble bien que le mode de vie des migrants africains diffère de celui des descendants de la première grande vague d'immigration anglo-saxonne, antérieure à 1890 et qui constituent la majorité WASP du pays.

Certains migrants dénoncent ce qu'ils considèrent comme une discrimination. Ils se sont élevés contre ce qu'ils perçoivent comme une injustice. On sait par ailleurs que la discrimination raciale et la ségrégation urbaine entravent l'assimilation des migrants africains.¹ Elle produit pessimisme et frustration chez ceux qui en sont victimes. L'existence d'un sous-prolétariat noir urbain, qui rencontre des difficultés pour trouver un emploi dans une économie à la recherche de main-d'œuvre qualifiée, semble le confirmer.

Tous ces éléments concourent à la production de groupes sociaux hostiles qui nient les normes et les valeurs dominantes de la société américaine. Mais cela n'explique certainement pas la survie de ce qu'il faut bien appeler un système d'inégalité fondée sur l'idée de discrimination.² On peut faire le constat que la fracture sociale coïncide, de plus en plus, avec une fracture ethnique, culturelle et confessionnelle, révélant ainsi un certain échec de l'assimilation des nouveaux immigrants. Par exemple, les valeurs morales et identitaires de la Diaspora africaine outre-Atlantique ne sont pas nécessairement celles des Afro-Caribéens.

Une nette majorité des migrants africains qui résident dans les États de la *Sunbelt* (58%) disent ne pas être assimilés. Ces derniers ne sont pas en accord avec les valeurs de la société d'accueil. Ils n'ont pas abandonné les cultes traditionnels. Ils sont adeptes des églises afro-chétiennes et sont très attachés à leurs traditions culturelles (mariages traditionnels, rites, ésotérisme, consultation des marabouts).³ Ils espèrent que leurs enfants perpétueront ces traditions.

¹ Comme nous le rappelle Frank Bean : « External barriers could block assimilation and foster ethnic identification. »

Brown & Bean, *op. cit.*, 3.

² Manning Marable, *op. cit.*

³ Cf. *Irinkerindo : A Journal of African Migration*
Issue 1, sept. 2002, 12.

Cette non assimilation est confirmée par un taux de mariage interethnique relativement faible chez les migrants africains (1.5%).¹ A titre d'exemple, près d'un tiers des migrants africains originaires des zones rurales d'Afrique subsaharienne s'opposent au mariage entre membres de groupes ethniques, culturels ou religieux différents.²

Ces réticences aux unions dites « mixtes », c'est-à-dire celles concluent entre personnes appartenant à des religions, des « races », des ethnies différentes, ne semblent pas être le fruit du hasard. Elles s'expliquent en partie par un contexte historique. En effet, avant les années 1960, par exemple aux États-Unis, 30 États avaient une législation interdisant une forme ou l'autre de mariage mixtes (interethniques, inter-religieux ou inter-raciaux). Vers la fin des années 1960, cette législation était encore appliquée dans 17 États, et ce n'est qu'au mois de juin 1967 que la Cour Suprême des États-Unis statuait sur l'illégalité de ce genre de législation qui a donc été complètement abolie.

Il convient de rappeler que dans certaines zones rurales d'Afrique d'où sont venus les migrants cités plus haut, les familles ne sont pas très ouvertes à ce qui est étranger. L'acceptation des différences et la remise en question de ses propres valeurs ne sont pas de mise. C'est ce qui explique le fait que l'on se marie, en général, dans le plus proche voisinage. Les unions endogamiques³ sont monnaie courante dans la zone de Djado (Niger), Samburu (Kenya), Boko (Congo), Kayes (Mali), Malabo (Cameroun), Garoua (Tchad), ou Tambao (Burkina Faso).⁴

Les frontières culturelles sont parfois infranchissables. Les migrants africains aux États-Unis sont majoritairement attachés à leurs identités ethniques respectives. Il est difficile de donner des informations générales sur le degré

¹ Notre enquête.

² Cf. « Les migrants d'Afrique. » *op. cit.*, 29.

³ L'endogamie est l'obligation pour l'individu de choisir son conjoint dans le groupe auquel il appartient. Il peut s'agir de groupes de parenté (mariage préférentiel entre cousins parallèles), de groupes territoriaux (tels des isolats géographiques) ou de groupes dont les individus ont le même statut social (endogamie de caste).

Dictionnaire de sociologie, op. cit., 23.

⁴ « Les migrants d'Afrique. » *op. cit.* 27.

d'attachement à leur(s) groupe(s) d'origine. Or, l'ethnicité altère l'assimilation. L'affirmation ethnique est perçue, par des politiciens tels que Pete Wilson, comme un danger pour la cohésion sociale. L'afflux de migrants de cultures différentes en Californie risquerait, selon l'ancien gouverneur républicain de cet État, de déséquilibrer la balance démographique et compromettre la cohésion sociale.¹ Compte tenu de la multiplicité de leurs références identitaires. Il faut dire qu'au cours de ces deux dernières décennies, des villes comme Los Angeles, San Francisco et Sacramento ont accueilli des immigrants venus d'Amérique latine, d'Asie, des Caraïbes et d'Afrique. Une telle diversité d'origine, de cultures et de croyances rend peu probable l'intégration de ces migrants dans le creuset.

D'après Franklin Frazier, pour que les membres d'un groupe minoritaire soient assimilés, il ne suffit pas qu'ils acquièrent les éléments culturels en vigueur dans un groupe majoritaire dominant (comme la langue, la pratique religieuse ou certains modes de vie), ni qu'ils intègrent et respectent les codes moraux et les règles de vie pour qu'ils soient acceptés par ce groupe dominant. Il faut qu'il y ait égalité de droits entre nouveaux arrivants et membres de la société d'accueil et l'État a le devoir de protéger les droits des individus, quelle que soit leur affiliation ethnique.² En d'autres termes, il s'agit d'accorder les mêmes droits et devoirs aux nouveaux arrivants qu'aux nationaux en matière sociale, économique, syndicale...

Être assimilé à la population locale, nous l'avons déjà dit, c'est devenir membre à part entière d'une société donnée. De ce point de vue, l'acquisition de la citoyenneté joue un rôle essentiel aux États-Unis.³ Pourtant, comme nous l'avons montré dans notre étude, le taux de naturalisation chez les migrants africain demeure globalement faible. Un quart des migrants africains ayant vécu auparavant en France disent tout de même préférer le modèle américain d'intégration et

¹ *Migration Information Source : U.S. in Focus*
<<http://www.migrationinformation.org>>. (consulté le 8 mai 2006)

² F. Frazier, in Gaillard, *op. cit.*, 122.

³ Gordon, 1999, 45.

d'assimilation.¹ Sans vouloir reprendre toutes les affirmations des migrants allant dans ce sens, citons celle de ce Sénégalais de New York :

En France, si vous êtes comme les Français, si vous abandonnez votre culture tout va bien. Dans le cas contraire, vous vous heurtez à toutes les difficultés. Or je veux avoir la liberté d'être moi-même, Africain, Sénégalais, et cela je peux le vivre ici. Personne ne me demandera de renoncer à ma culture. Les États-Unis sont constitués de groupes distincts dont chacun conserve sa personnalité. Je n'y remettrai plus les pieds.²

Pour ce migrant qui connaît bien la France pour y avoir vécu pendant une dizaine d'années, les États-Unis symbolisent donc la liberté. Ce pays offre des perspectives d'emploi ouvertes, encourage les migrants et leur progéniture à s'intégrer, voire à s'assimiler. Il a adopté ce pays comme le sien et n'a guère envie de le quitter.³ Comme l'affirment Andrea Rea et Maryse Tripier, le sentiment d'appartenance du migrant se construit en référence à la société d'installation et non plus à celle d'origine.⁴

C'est aussi le point de vue de ce Gabonais résidant en Floride et qui indique clairement que :

L'Amérique a longtemps incarné la liberté et l'optimisme. Ici vous avez une liberté extraordinaire de manifester vos talents. Vous êtes vous-mêmes, sans avoir à justifier vos racines. [...] Ici, si vous travaillez bien, si vous croyez aux meilleures valeurs de l'Amérique c'est-à-dire à la méritocratie, vous allez réussir. On ne cherche pas à savoir qui vous êtes, mais en quoi vous contribuez au système. Si vous comprenez vite,

¹ Notre enquête.

² Diouf, 1991, 24.

³ *Ibid.*

⁴ Rea & Tripier, *op. cit.*, 55.

vous pouvez faire un grand saut en une année. Ailleurs, il vous faudrait dix ans.¹

On peut également établir un parallèle avec la Grande Bretagne où les immigrants gardent leurs coutumes alimentaires, vestimentaires ou religieuses. Comme l'affirme cet intellectuel africain : « In schools and workplaces all over Britain, Hindu girls wear headscarves, Pakistani women wear trousers, Sikh men wear turbans and no-one raises an eyebrow. Like it or not, the Union Jack is flying over a multicultural society. »²

Toutefois, si l'on considère l'assimilation comme un processus d'ajustement à la culture du pays d'accueil, il est évident que ces migrants africains sont loin d'être assimilés. Les résultats de notre recherche nous permettent ainsi de conclure à une non assimilation de la grande majorité des migrants à la culture dominante de leur pays d'accueil, c'est-à-dire, celle des WASPs.

Ces résultats se fondent aussi bien sur les statistiques issues de notre questionnaire que sur les travaux de recherche sur ce sujet. Nous sommes bien conscients du fait que ces chiffres sont d'interprétation délicate. Il reste beaucoup à faire pour comprendre comment l'immigration africaine évoluera au cours des décennies à venir et comment les migrants africains perçoivent leur avenir dans ce pays. On peut dès lors s'interroger sur les perspectives de cette population.

¹ Notre enquête.

² Okoli, *op. cit.*

Quatrième partie :
Perspectives d'avenir des migrants
africains

Chapitre I

1. Les migrants africains : gens d'ici et d'ailleurs.

1.1. Les relations avec le pays d'origine.

Notre attention se porte ici sur les perspectives des migrants africains à court ou à long terme. Nous essaierons d'étudier les projets de retour de ces migrants au pays natal en mettant en lumière les liens qui les attachent à l'Afrique, le rôle ou l'influence de la famille dans la prise de décision tout en nous interrogeant sur l'aboutissement de ces projets.

Trois constats majeurs dans les réalités économiques, politiques et sociales animent nos préoccupations et éclairent nos premières interrogations. Tout d'abord, il s'agit de comprendre comment l'immigration africaine évoluera au cours des années à venir. Ensuite, on peut s'interroger sur les perspectives de la deuxième génération. Enfin, il semble pertinent d'aborder la législation américaine en matière d'immigration. Ainsi, nous serons à même de montrer comment les autorités américaines essaient de lutter contre l'immigration illégale, en provenance des pays en développement, dont ceux d'Afrique.

En parallèle, nous étudierons les aspects les plus significatifs de la vie des migrants africains aux États-Unis, à savoir leur intégration à la société d'accueil ainsi que leur assimilation. L'immigration étant en général associée à la question de l'intégration et/ou de l'assimilation des migrants.

Des informations sur les retours (spontanés ou contraints) de migrants dans leur pays d'origine présenteraient un intérêt majeur pour la connaissance des phénomènes migratoires africains aux États-Unis. L'absence de statistiques fiables sur le refus de renouvellement de titres de séjour et l'attitude délibérée de ne pas renouveler leur *Green Card* laisse présumer un départ. *The Migration Information Source* estime à 3500 le nombre de migrants africains qui retournent définitivement dans leur pays chaque année. En 2005, il y aurait eu 3.800 retours (volontaires et

contraints) de migrants en Afrique subsaharienne ;¹ chiffre qu'il faudrait prendre avec beaucoup de réserves.

Il convient de rappeler qu'aux États-Unis, il n'existe pas de politique cohérente et globale à l'échelon national en matière d'intégration des migrants. Les responsables politiques locaux sont évidemment enclins à favoriser en priorité les groupes sociaux qui, du fait de leur ancienneté, de leurs efforts, de leurs succès, ont un poids politique important. Dès lors, les nouveaux arrivants des pays du Tiers-Monde sont en situation de faiblesse, même s'ils parviennent à susciter certaines formes de « solidarité » de la part des groupes minoritaires. Cette mobilisation est rendue difficile, comme nous l'avons vu dans la seconde partie de ce travail, compte tenu des conflits ou des rivalités interethniques.

En s'appuyant sur les enquêtes menées par des chercheurs tels que Rick Bodie, Howard Dodson, John Arthur, Joel Millman, John Logan ou Yanyi Djamba auprès des migrants africains, on peut considérer que ces derniers ont, au prix d'efforts et de séparation, contribué au développement de l'économie américaine. Ils reconnaissent le rôle économique actif de ces migrants, et l'apport des différentes vagues d'immigration africaine à la société américaine.

Ces migrants ont apporté aux États-Unis un enrichissement considérable. Ces gens venus d'ailleurs ont apporté une identité culturelle diverse et multiple. Comme l'affirme Selassie Bereket :

Like Black immigrants from the Caribbean and Latin America, African immigrants are developing a new ethnic identity that is not necessarily "African-American" as the racial/ cultural designation is generally understood in the United States, where race is seen as an undifferentiated category.²

¹ *Migration Information Source : U.S. in Focus*

<<http://www.migrationinformation.org>>. (consulté le 8 mai 2006)

² Bereket, *op. cit.*, 10.

Les migrants africains ont su, de manière plus ou moins inédite et courageuse, saisir des opportunités leur permettant d'affirmer leur identité. Modes de vie, monde du travail, œuvres artistiques, les exemples sont variés de cette influence des pratiques et des formes culturelles apportées par les populations migrantes originaires d'Afrique subsaharienne.¹ Ces migrants ont introduit, par exemple, des pratiques quotidiennes empruntées aux habitudes méditerranéennes ou subsahariennes. Par exemple, l'ouverture de leurs commerces jusque tard la nuit. Ils sont portés par la volonté de participer à la vie collective de leur quartier. C'est aussi grâce aux qualités de persévérance, d'épargne et de travail acharné qui leur sont prêtées par les chercheurs que nous avons cités plus haut. Un domaine particulièrement révélateur est celui de la cuisine. Les restaurants africains sont très visibles à Greensboro, à Atlanta, à Miami ou dans la capitale fédérale.

Cependant, près de 75.5 % d'entre eux gardent un lien très étroit avec le pays d'origine.² Cette statistique semble traduire une volonté, pour ces migrants, de ne pas s'assimiler. Citons deux exemples pour l'illustrer. Tout d'abord, cette affirmation de Leigh Swigart concernant les migrants africains installés à Philadelphie :

They hail from several dozen countries, speaking a range of languages and practicing varying religions. They come to flee

¹ Agyemang Konadu a eu raison de dire que : « African migration, African grocery shops, businesses, and languages are fast becoming subcultures in some cities. The emergence of Wolof-speaking immigrants in New York since the 1980s and their effort to introduce Dakar-style street-trading, for instance, has been a subject of considerable interest to the media. »

Konadu & Takyi, 2001, 42-43.

D'après Toyin falola, « Despite their minority status, African immigrants are making their marks in various areas of human endeavor and accomplishments—from academic, to business, to even scientific inventions. »

Cf. Falola & Afolabi, *op. cit.*

² *African Events*

<<http://www.africaevent.com>>. (consulté le 10 avril 2006)

political turmoil, to study, or to seek their future. More than 50,000 African immigrants make their home in Philadelphia, representing a diverse and growing community with one common thread: they are transnational citizens—extended between two worlds—connected to their homeland while creating a new life here.¹

Nous pouvons également citer le cas de ce commerçant nigérien, établi à New York, qui garde un lien économique et social très fort avec la Côte d'Ivoire et le Niger où ses parents résident. Paul Stoller explique :

Issifi's personal economic network among West Africans is not limited, of course, to New York. He has economic and social ties to both Côte d'Ivoire, where his father and brother reside, and to Niger, where his mother and her kin live. Like many West African long-distance traders, his kinship and economic networks are inextricably linked. This linkage, a process of using kinship idioms and ideology to shift social dislocation into culturally productive categories, transforms urban social instability and uncertainty into economically productive social continuity.²

Les migrants africains sont des gens d'ici et de là-bas. Même lorsqu'ils ont acquis le statut de résident permanent aux États-Unis, ces Africains revendiquent leur identité africaine et se considèrent comme des migrants transnationaux. Comme en témoignent les dires de ce migrant d'origine camerounaise. Francophone, cet Africain vit dans la capitale fédérale où il travaille comme cadre à la Banque Mondiale. A la question : « Vous êtes installé aux États-Unis depuis plus de dix ans : retournez-vous souvent au Cameroun ? », ce dernier répond :

¹ Swigart, *op. cit.*

² Stoller, *op. cit.*, 58.

Je ne suis pas installé aux États-Unis. J'y réside. L'Amérique a eu la générosité de m'accueillir et de m'offrir d'autres perspectives. Je lui en sais gré. Mais je ne m'y suis pas installé, au sens d'y implanter mes racines et mon imaginaire. Je ne suis donc jamais vraiment parti du Cameroun, sauf physiquement. J'y ai effectué quelques voyages évidemment pour humer l'air du village, regarder la couleur du ciel, me reconnecter au brouhaha de Douala, y confronter le regard des enfants, admirer l'élégante désinvolture des vendeurs à la sauvette et l'héroïsme des marchands de la rue. Et me ressourcer à travers le courage de tous ceux qui s'y battent de mille manières pour donner un sens à leur vie.¹

L'approche privilégiée, c'est-à-dire, l'observation, le récit et l'entretien avec des migrants africains nous a donné la possibilité de mieux cerner leurs perspectives. Elle nous a permis de mieux évaluer l'assimilation d'une minorité de migrants et la non assimilation d'une majorité d'entre eux. Cela accrédite la thèse selon laquelle les migrants africains sont à cheval sur les deux rives de l'Atlantique. Leigh Swigart nous le rappelle :

African immigrants remain emotionally, politically, spiritually, and financially invested in their home countries, even as they create a new life in the United States. African immigrants are transnational—their lives and identities extend across national boundaries.²

Emeka Nwadiora, chercheur d'origine ghanéenne établi aux États-Unis corrobore cette affirmation. Dans un article qu'il a écrit et qui pourrait être considéré comme un regard croisé sur les migrants africains vivant outre-Atlantique et leurs familles restées au pays, il déclare que : « Some of the professionally trained African immigrants have found employment opportunities. Although these

¹ Notre enquête.

² Swigart, *op. cit*

Africans live in the United States physically, emotionally most still reside in their homelands on the African continent. »¹

60% des migrants ont une culture centrée sur le groupe parce qu'ils sont très attachés à leurs racines africaines.² Ils ont conservé leur(s) culture(s) d'origine, une double nationalité (28% des migrants sont naturalisés Américains), deux langues.³ 35% d'entre eux sont intégrés sur les plans culturel et social dans leur pays d'adoption.⁴ De ce point de vue, Agyemang Konadu nous fait remarquer que :

As African immigrants become citizens, they use aspects of traditional culture to maintain connections with their roots, affirm their identity, maintain positive self-image for their children, express their links to other African world people, and assert their unique contribution to their land of adoption.⁵

Le fait d'être perçus, par des chercheurs précités, comme des migrants transnationaux montre leur non assimilation à la population américaine. Cela dénote un manque de volonté pour la majorité d'entre eux (environ 65%)⁶ de s'assimiler aux groupes sociaux d'accueil. C'est sans doute ce que l'historien Howard Dodson révèle à travers cette assertion :

Africans represent a new type of immigrants: they are transnationals, people who choose to maintain their separateness in the host country, and retain tight links to their community of origin. They generally view their American experience as transitory, the most effective way to construct a better future at home for themselves and their relatives. This

¹ Nwadiora, 1995, 60.

² Cf. « Les migrants d'Afrique. » *op. cit.*, 26.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ Konadu, 1999, 12.

⁶ *Ibid.*

perspective informs the manner in which they live in the United States, their rate of naturalization, and their engagement, or lack thereof, in the broader society.¹

Il est difficile d'être assimilé à la culture dominante du pays d'accueil en étant à cheval sur deux continents, en ayant deux identités et en gardant des liens très forts avec son pays d'origine. Si l'on considère la définition du mot « assimilation » donnée par Emeka Nwadiora, « assimilation denotes the abandoning of the group's own cultural identity and quickly taking on the attributes and characteristics of the larger culture »², il nous paraît évident que la grande majorité des migrants africains (près de 70%)³ sont loin d'être assimilés.

30%⁴ des mariages continuent à être conclus selon la logique clanique. Les migrants africains entretiennent par ailleurs des relations économiques et culturelles avec les autres membres du groupe social dispersés dans tous les États-Unis. Pour étayer ce que nous avançons, citons quelques exemples.

Entre 2000 et 2005, près d'un millier de migrants nigériens appartenant à l'ethnie haoussa sont retournés dans leurs villages d'origine, ils ont restauré les tombes de leurs ancêtres et reconstruit quelques maisons, ils y ont assisté aux rituels traditionnels de commémoration. La volonté de maintenir un lien, fût-il tenu, avec la terre d'origine définit l'expérience sociale de la Diaspora.⁵

L'action solidaire avec le pays d'origine, les contributions importantes pour aider les populations des villages quittés révèlent une face cachée du travailleur migrant et donne une certaine légitimité à sa migration.

John Arthur nous fournit une description assez objective des migrants africains aux États-Unis, au regard de leur avenir. Car déclare t-il :

¹ Dodson & Diouf, *op. cit.*, 18.

² Nwadiora, *op. cit.*, 62.

³ Statistique relevant de notre enquête.

⁴ Nwadiora, *op. cit.*, 62.

⁵ Cf. *African Events*, *op. cit.*, 23-24.

It is conceivable, therefore, that cultural factors and economic benefits converge to influence and explain how the African immigrants negotiate the complex terrain of race relations in the United States. Generally, as people of low visibility, Africans are not meddlers. They will participate in the affairs of their host society only to achieve culturally predetermined goals, mainly economic and educational. Their individual and migratory activities in the United States, according to one immigrant, are constructed to “keep one foot in the United States. The other foot mediates the connection and ties with Africa, the ultimate place of return.”¹

Un journaliste anonyme du *African-Times/USA* partage le point de vue de John Arthur sur les populations migrantes venues d’Afrique subsaharienne et établies outre-Atlantique. Ces migrants vivent aux États-Unis tout en gardant des liens culturels étroits avec les pays dont ils sont originaires. Pour étayer son propos, il fait référence à un adage africain :

The African immigrant in the United States reminds me of the story of the little boy who tried to peep inside a bottle with both eyes opened. The little boy’s parents, watching the futile efforts of their son, advised him to close one eye and then peep inside the bottle with the other eye. The African immigrant must always keep one eye open to appreciate the realities of being an immigrant. Meanwhile, the other eye is left free to focus on the realities of life at home in Africa.²

De plus, les techniques de communication contribuent à la perpétuation des « traits culturels » traditionnels. Le commerce et les échanges de supports audiovisuels entre migrants permettent en effet la circulation des informations et témoignent du maintien des rituels. Par exemple, en cas de décès, les Mourides installés aux États-Unis envoient les fonds nécessaires à l’accomplissement des

¹ Arthur, *op. cit.*, 76.

² Cf. *The African Times/USA*, *op. cit.*, 16.

rites funéraires au Sénégal pour la transmigration de « l'âme du défunt » dans le monde des « morts ». Il s'agit là des coutumes séculaires et bien établies dans ce pays.

D'après les informations recueillies auprès de leur Association à New York, en 2006, il y aurait eu 36 décès dans leur microgroupe. Et 20 cérémonies rituelles avaient été célébrées au Sénégal selon la tradition.¹

Grâce aux moyens audiovisuels (et singulièrement la télévision par satellite), ces migrants peuvent suivre le déroulement des cérémonies qui permettent à « l'âme du défunt » de rejoindre définitivement les ancêtres. D'autres supports sont utilisés. Les Mourides établis aux États-Unis et tenants d'un islam modéré, utilisent également l'Internet pour communiquer avec les descendants de leur chef spirituel Amadou Bamba, dont ils suivent les préceptes à la lettre. Les familles mourides installées à Harlem ont ainsi conservé leurs pratiques religieuses. Elles maintiennent des liens continus avec leurs parents, grands-parents et amis restés là-bas.

Comme nous l'avons souligné dans la troisième partie de ce travail, les trois-quarts des migrants africains de la première génération ont reconstitué leur identité autour de la religion et des dialectes de leur pays d'origine. Églises, fêtes traditionnelles, système d'entraide économique, et traditions ésotériques ont pour vocation de perpétuer les traditions du groupe social et de réaffirmer leur identité culturelle. De même, l'éducation des enfants, l'apprentissage de la langue, l'investissement identitaire de la connaissance des rites, la conclusion des mariages traditionnels, et la participation aux rencontres festives sont le reflet d'une vie centrée sur le groupe.

35% des migrants interrogés déclarent participer assidûment aux fêtes de quartier organisées par les Associations religieuses et laïques africaines. Il s'agit en particulier des fêtes mensuelles ou annuelles organisées par les associations des Nigériens de New York, des Maliens aux USA, des Sénégalais aux USA, la *New York African Businesswomen's Association*, la *Tanzania Association of Atlanta*, la

¹ Notre enquête.

Senegalese Association of Michigan, et la *Union of Tanzanians North Carolina*, entre autres.¹

La perpétuation des traditions² dans la Diaspora africaine tient notamment au contenu de l'héritage culturel et à l'attitude de la société d'installation à l'égard des particularismes.

Aux États-Unis, c'est à New York que se trouve la plus grande population de migrants venus d'Afrique subsaharienne (280.610 en 2005).³ Les raisons de la migration vers cette ville sont diverses. Outre la beauté exceptionnelle de ses sites touristiques (lieux propice de commerce pour les marchands itinérants africains), cette mégapole dispose de sérieux atouts : une grande richesse ethnique et culturelle, des immigrants conscients de leurs droits et prêt à les faire valoir à travers leurs Associations, un milieu d'affaires actif sur le plan international et soucieux d'utiliser la position stratégique de la ville par rapport à l'Atlantique.

Cependant, force est de constater qu'à terme, l'installation de près de 40% de migrants dans des enclaves ethniques des grandes villes américaines s'est avérée

¹ Stoller, *op. cit.*, 167.

Dans une large mesure, c'est à travers le mouvement associatif et par le biais du culturel et du religieux que les migrants tentent aujourd'hui de promouvoir des pratiques interculturelles et de donner du sens à leur migration. La dynamique associative dans les quartiers où ces migrants sont installés, l'expression, voire les échanges culturels, constituent à ce titre autant de voies pour une intégration dans l'espace public et une meilleure visibilité.

² A titre d'exemple, à Baltimore, les migrants originaires d'Afrique de l'Ouest participent à des événements locaux tels que Africolor, festival annuel de musique où les femmes présentent des plats cuisinés maliens et sénégalais, ou encore à la fête de la Nouvelle-Orléans, qui regroupe plusieurs Associations locales et où l'Association des Maliens tient un stand. Ces dernières activités leur permettent de favoriser leur collaboration avec les autres groupes sociaux locaux.

Cf. *African Events*, *op. cit.*, 25.

Par exemple, lors des activités culturelles africaines, le pagne reste un moyen d'identification important. Dans de nombreuses Associations religieuses ou non religieuses tant en Afrique qu'aux États-Unis, les femmes peuvent endosser un uniforme, signe de leur ralliement à une idée ou à une cause. Soit elles se contentent de choisir un tissu et un style, le même pour toutes, soit elles font imprimer un motif pour l'occasion. Ce dernier peut symboliser une organisation d'entraide mutuelle.

³ *The Migration Information Source*, *op. cit.*, 15.

être un obstacle à leur assimilation. Dans la plupart des quartiers du centre de ces grandes villes, désertés par les populations aisées, les migrants africains ont tendance à reconstituer des réseaux de relations¹, comme en Afrique, ne leur laissant que très peu de possibilité de s'assimiler à la population américaine. On peut citer l'exemple des migrants ivoiriens, ghanéens, malgaches, angolais et togolais qui se sont installés, au début des années 1990, à Crown Heights, un quartier de Brooklyn.² Les clivages entre différents groupes sociaux, le caractère souvent récent de leur installation, l'hégémonie des autres groupes sociaux (Africains-Américains, Caribéens, Portoricains, Chicanos ou des Mexicains de citoyenneté américaine), l'insensibilité des autorités municipales à l'égard de cette enclave créent une situation propice à un retour de la violence et des émeutes.

Par le passé, la cohabitation entre les différents groupes a donné lieu à nombre de confrontations, chaque groupe tentant de défendre ses acquis, d'affirmer sa singularité et de mieux se placer dans la compétition économique et sociale.

La migration africaine a donné naissance à ce qu'on pourrait appeler un « groupe ethnique »³ aux États-Unis ou une « minorité ethnique » en Grande Bretagne : leurs membres, tout en se référant à une culture particulière, se définissent d'abord en fonction de la société d'origine. Pour la première génération des migrants originaires d'Afrique subsaharienne, la frontière les séparant du monde « anglo » ne s'est pas modifiée.

Un grand nombre de sociologues de l'immigration (dont April Gordon, Mary Waters, Yanyi Djamba, Francis Dodoo, Ruben Rumbaut et Alejandro Portes)

¹ Selon une enquête d'Harold Adelman, 65% des réfugiés africains disent avoir en moyenne 6 amis proches dont cinq sont Africains.

Adelman, 1994, 22.

Sur cette question, voir aussi Konadu, Takyi & Arthur, 2006.

² Adelman, *op. cit.*

³ « Les groupes ethniques », selon Sophie Body-Gendrot, « sont des collectivités partageant des normes culturelles, des valeurs, des identités et des conduites à travers lesquelles ils se reconnaissent et sont reconnus par les autres. »

Cf. Body-Gendrot, 1991, 51.

s'accordent à penser que l'ethnicité est préjudiciable à l'assimilation des immigrants récents à la population locale. A ce titre, Paul Stoller fait remarquer :

As the waves of new immigrants come and go, culturally distinct immigrant communities have taken root in many urban, suburban, and rural areas of the United States. The presence of these neighborhoods within neighborhoods has threatened the myth of the American *Melting Pot*, making the new immigration a bitter political issue of national scope. By the same token, the proximity of peoples with conflicting social practices has sparked controversy in local contexts.¹

L'ethnicité, rappelons-le, peut s'apparenter à un repli sur soi. Les perspectives d'assimilation culturelle sont faibles. 65%² des migrants originaires d'Afrique subsaharienne n'aspirent pas à se fondre dans le moule de la culture majoritaire. Leurs solidarités internes permettent aux liens identitaires de se construire et de se renforcer et, ce faisant, de maintenir un particularisme au sein de la société d'accueil. Ils participent (économiquement) à la société dans laquelle ils sont installés et dont certains sont devenus les citoyens tout en maintenant un investissement identitaire dans la Diaspora. D'après John Arthur :

An understanding of the cultural and ethnic identity of African immigrants is central to the economic, political, and cultural progress of the members of the African Diaspora in the United States. The processes involved in the formation of cultural and ethnic identities are immensely complicated. A standard notion undergirding African immigrants' negotiation of racial identity and status integration involves the reaffirmation of the determination to become economically successful in the United States while socially and culturally remaining noninterventionist. African immigrants are yet to become fully integrated into mainstream American society. The ethnic Associations

¹ Stoller, *op. cit.*, 9.

² Notre enquête.

that they form are not set up to enable the immigrants to put down roots in America. They are designed for the preservation of immigrant ethnic enclaves.¹

Les membres d'une Diaspora peuvent aussi s'assimiler en deux ou trois générations à la population locale et perdre tout sentiment d'appartenance à un groupe ethnique particulier ou singulier. Car, la première génération va s'éteindre naturellement avec le temps, pour reprendre les termes d'Andrea Rea.

La question reste toutefois posée : si les migrants africains ne souhaitent pas quitter les États-Unis et retourner en Afrique, s'ils gardent des liens spécifiques entre eux et avec les autres migrants dispersés dans le pays d'accueil, s'ils organisent encore le retour de leurs morts en terre d'Afrique, pendant combien de temps maintiendront-ils ces identités et ces conduites ?

Chapitre II

2. Projet de retour au pays natal.

Parallèlement à la croissance de l'émigration africaine vers les États-Unis, des mouvements de retour se développent depuis le milieu des années 1990. Ceci en raison des difficultés d'adaptation dans le pays d'accueil, mais aussi par le fait des migrants eux-mêmes, qui élaborent de nouvelles stratégies professionnelles, résidentielles et familiales.

On l'aura constaté, la présence de migrants africains aux États-Unis constitue à la fois un flux et un stock. Le flux est formé par les personnes qui migrent pour quelques années, le stock par celles qui restent des décennies, voire toute leur vie. Dans ces deux cas de figure, il existe une issue qui est le retour en Afrique.

Le retour est une période difficile. En premier lieu, pour des raisons psychologiques : il faut quitter les États-Unis où on a des habitudes depuis

¹ Arthur, *op. cit.*, 92-93.

longtemps, pour retourner au pays, où en général on constate bien des changements. L'épreuve du retour est toujours un décalage psychologique.¹ Pendant leur absence, le pays, la région, la ville d'où ils sont natifs, ou la profession qu'ils exercent, ont subi des mutations sans qu'ils y aient participé, c'est pourquoi ils ont quelquefois des difficultés pour retrouver leur place.

Plusieurs questions se posent pour le chercheur. Les migrants africains envisagent-ils de retourner dans des pays où le niveau de vie est relativement faible et où le revenu *per capita* n'excède pas mille dollars par an ? Quel type de migrant souhaite retourner ? et pourquoi ?

Le retour au pays natal, à court ou à long terme, se heurte à quelques obstacles. D'une part, le travail salarié est plus présent et plus rémunérateur aux États-Unis qu'en Afrique subsaharienne, et d'autre part, les migrants ne peuvent prétendre au bénéfice des prestations sociales dans leur pays.

D'une façon générale, les migrants africains bénéficient des revenus nettement plus élevés contrairement à ceux qu'ils pourraient avoir dans leur pays d'origine. Pour citer un exemple, le salaire moyen au Cap-Vert est de 350 euros par mois.² Depuis 1990, le niveau de vie a beaucoup augmenté, les produits alimentaires de base importés d'Europe ou des États-Unis sont très chers pour le salarié moyen ; le manque d'eau et d'électricité est récurrent. Le développement du tourisme sur l'île de Sal et, en particulier, la construction des hôtels près des plages de Santa Maria ne profitent pas vraiment aux Cap-Verdiens. La majorité d'entre eux (65%) continuent de vivre dans une grande pauvreté. L'archipel est aussi devenu une plaque tournante du trafic de la drogue, voire de la prostitution pour certains Ghanéens, Sénégalais et Sierra-Léonais.³ C'est la raison pour laquelle il y a très peu de migrants cap-verdiens vivant aux États-Unis (à peine un sur cinq) qui

¹ Nwadiora, *op. cit.*, 60.

² *Afrique-États-Unis*, 19.

<<http://www.allafrica.com>>. (consulté le 4 mars 2007)

³ *Ibid.*

envisagent de retourner définitivement au Cap-Vert dans un avenir proche.¹ L'analyse des données disponibles sur la question de retour des autres migrants africains retiendra ici notre attention.

Les données fragmentaires suggèrent que, parmi les migrants africains arrivés dans les années 1960 et 1970, le taux de retour est relativement fort (60%)². En revanche, 52%³ des migrants qui sont arrivés après 1970 sont retournés en Afrique et près de 48% d'entre eux sont restés aux États-Unis. Ils venaient dans leur grande majorité (65.5%) d'Afrique du Sud et d'Afrique de l'Est.⁴ Parmi eux, on comptait plus d'hommes jeunes et célibataires que parmi ceux arrivés au cours de la décennie 1980-1990.⁵

On peut toutefois s'interroger sur la fiabilité de ces statistiques. Le taux de retour chez les migrants de la période post 1990 serait compris entre 30 et 35%.⁶ C'est le cas des commerçants ouest-africains de New York dont parle Paul Stoller :

Most West African traders come to New York City as single men, leaving behind their wives, children, parents, and complex extended families. The fact that most of them are able to support their families in West Africa does not diminish the loneliness they feel for their kin, neighbourhoods, and villages—for the connectedness of social life in West Africa. Many men like El Hadj Moru Sifi have been profoundly alienated from social life in America. On the streets of Harlem, they speak regularly to their compatriots and customers. They work, eat, and sleep with only the slightest exposure to American social life. They count their days in America, waiting to have made enough money to

¹ Cf. *African Events*
<<http://www.africaevent.com>>. (consulté le 10 avril 2006)

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ « Les migrants d'Afrique. » *op. cit.*, 32.

⁵ Amissah, *op. cit.*, 45.

⁶ Swigart, *op. cit.*, 59.

return home with honor. Some are so unhappy that they return home without honor.¹

L'exemple le plus significatif reste celui des migrants africains originaires de l'Ouest du continent et, singulièrement les jeunes migrants, célibataires, venus de Thiès et de Kaolack (Sénégal), mais aussi ceux qui ont émigré de Diourbel. Deux migrants sur trois envisagent de rentrer au pays natal dans les années à venir. Cela s'explique, comme nous l'avons déjà dit, par le fait que la migration ouest-africaine affecte en priorité la population active masculine. Elle tend cependant à s'élargir à d'autres couches de la population (familles, très jeunes adultes).

L'émigration ouest-africaine correspond à plus de 70% à des départs temporaires vers l'Occident.² Si les trentenaires (30-35 ans) ont déjà passé plus d'une dizaine d'années aux États-Unis, pour les plus jeunes (25 ans et moins), la migration constitue une expérience récente (de 3 à 4 ans).³

A New York, 65% des commerçants ouest-africains seraient installés de façon temporaire.⁴ Cet Ivoirien en fait partie :

On the east wall of his room, Issifi had hung a calendar featuring the image of the Kaba. Two clocks framed the calendar. One clock indicated time in New York City, the other in Abidjan six hours earlier. Knowledge of time differences, the trader said, facilitates intercontinental business transactions, not to forget contact between families separated temporally, and spatially.⁵

Dans *African Emigrés in the United States : A Missing Link in Africa's Social and Economic Development*, Kofi Apraku estime à 90% le pourcentage des migrants qui envisagent, à terme, un retour en Afrique. Ainsi, déclare t-il : « 90

¹ Stoller, *op. cit.*, 174.

² « Les migrants d'Afrique. » *op. cit.*

³ Cf. *Journal of African Migration*, *op. cit.*, 28.

⁴ *Ibid.*

⁵ Stoller, *op. cit.*, 155.

percent of African immigrants plan to resettle in their home countries sometime in the future, they want to see some fundamental changes in their countries, particularly in the political and economic sphere. »¹

Leigh Swigart le confirme. Sans nous donner de chiffres, cette anthropologue affirme : « Some Africans arrive with the idea resettling for ever. Many others view their time here as temporary and dream of returning home when they have accomplished their goals, or conditions improve in their country of origin. »² Ces exemples et bien d'autres montrent que nombre de migrants africains de la première génération n'envisagent pas de s'enraciner dans la société américaine.

Quant aux pays comme la Somalie, le Soudan, le Tchad, le Rwanda, le Kenya, le Libéria, le Congo ou l'Érythrée, on peut émettre l'hypothèse que très peu de migrants (environ 5%) retournent y résider définitivement, étant donné la situation intérieure de ces pays. 63.9% des migrants africains interrogés par Agyemang Konadu ont l'intention de retourner en Afrique pour leur retraite, 26.1% désirent rester aux États-Unis et 10% n'ont aucune idée.³ Paul Stoller explique :

The majority of recent immigrants to the USA come from third world nations. Like previous generations of newcomers, many of these immigrants—both registered and unregistered—have no intention of

¹ Apraku, *op. cit.*, 22.

² Swigart, *op. cit.*, 14.

³ Konadu & Takyi, 2001, 44.

Kinuthia Macharia indique dans son étude que de nombreux migrants africains expriment leur intention de retourner en Afrique quand ils seront à la retraite. Il ne donne aucun chiffre précis sur ce point. D'après lui : « The "African migrants as sojourner" in the United States may be disappearing. There are, however, still many Africans who say they will be going back to their home countries. They may do so during their retirement years, although their return may be complicated by the fact that their adult children will most likely be here in America, and the thought of living out their immediate families so far away may be a major factor in the final decision whether to return to Africa or to stay indefinitely in the United States. »

Macharia, *op. cit.*, 6.

remaining in the United States. [...] Most of them want to return one day to their country of origin.¹

Il résulte de l'analyse de notre questionnaire et des entretiens que nous avons eus avec les migrants que près de 90% d'entre eux disent qu'ils retourneront définitivement dans leur pays d'origine, à l'âge de la retraite. Il s'agit majoritairement (80%) des personnes de la première génération. 55% d'entre eux sont originaires des pays comme le Malawi, le Mali, le Ghana, le Gabon, la Gambie ou la Guinée Bissau où la situation politique est relativement calme.²

En outre, dans des zones rurales des pays africains tels que le Sénégal, le Mali, le Niger ou la Gambie, le retour est généralement perçu comme un devoir social. L'émigré se doit de regagner son village natal une fois le but du départ atteint. Même s'il n'a pas fait fortune, il aura néanmoins réussi en quelques années à rembourser les dettes de son groupe ethnique et amassé des moyens financiers suffisants pour rehausser son statut social et celui des siens restés au village.

C'est d'ailleurs à cause de ce retour « obligé » que l'émigration dans les pays précédemment cités s'est longtemps traduite par l'exil d'hommes seuls. Souvent d'ailleurs, et jusqu'à ces dernières années, avant que le groupe consente au départ d'un des siens, il le contraignait au mariage, gage de son retour, et c'est fréquemment que des hommes quittaient leur village au lendemain de leur mariage, laissant derrière eux des épouses sur lesquelles devaient veiller les familles. Le retour est le fondement même du projet d'émigration. Par exemple, 64% des Nigériens estiment que l'émigration n'a de signification que si elle permet le retour.³

¹ Stoller, *op. cit.*, 9.

² Notre questionnaire.

Tous ces chiffres sont à considérer avec précaution quand on connaît la remarquable diversité des perspectives et opinions des migrants. Rien ne peut en effet nous laisser préjuger que l'avenir de tous ces migrants se dessinera au pays d'origine.

³ *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 22.

Le départ d'Afrique relève surtout d'une logique économique. Dans cette optique, 60%¹ des migrants venus des régions dont il est fait état plus haut n'adoptent pas les normes culturelles dominantes de leur pays d'accueil. Ils créent, à en croire Kinuthia Macharia, les conditions de leur propre mobilité en réinvestissant parfois leurs gains dans le pays d'origine et en préparant ainsi favorablement leur retour.

Mais il y a aussi une certaine appréhension de l'exil, à cause d'un éventuel non-retour, souvent liée à l'assimilation de mœurs étrangères contraires à certaines régions du Sénégal ou du Mali. On peut s'en rendre compte chez environ 38%² des migrants originaires des régions citées plus haut, où chacune des familles villageoises a envoyé au moins un des siens en exil pour des raisons multiples que nous avons analysées par ailleurs. Le succès économique qu'ils obtiennent dans des villes comme New York, Washington, D.C. ou Atlanta leur permet de contourner la naturalisation et les obligations qu'elle suppose. La connaissance de deux sociétés, l'étendue de leur « répertoire » culturel, de leurs réseaux, de leurs pratiques, bref leur capital social, donnent à ces entrepreneurs, qu'il s'agisse de Mourides, de Gambiens, de Kenyans ou de Béninois, une capacité d'action transnationale.

De même qu'au Mali et au Burkina Faso, en général ce n'est pas la famille entière qui émigre mais souvent un membre qui est envoyé à l'étranger pour gagner la vie de ceux qui restent au pays. Il s'agit souvent d'hommes seuls, chargés de « réparer » le désespoir d'une famille en difficulté économique mais attachée à sa culture.³

Dans cette perspective, diverses contraintes pèsent sur les migrants de retour. D'une manière générale, il s'agit de rapporter la preuve de la réussite dans le périple de la migration : l'épargne permettant de bâtir sa propre maison dans l'enclos familial est un bon exemple pour les migrants maliens originaires de la région de Kayes. Les jeunes ayant quitté la famille et le village en situation de cadet minorisé, souhaitent en particulier revenir avec un statut amélioré par rapport à

¹ *Ibid.*, 28.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

celui qui prévalait à leur départ. Leur réussite ou leur échec sera donc évalué par la collectivité.¹

De source guinéenne, depuis 2000, près d'une centaine d'individus retournent chaque année dans le pays définitivement, tandis que, selon les mêmes sources, près de cinquante autres entrent chaque année aux États-Unis (pour des raisons économiques et dans le cadre du regroupement familial).² Le regroupement familial fait partie des règles communes en matière d'immigration et constitue un instrument juridique fort de l'intégration des migrants.

La décision de rentrer au pays est souvent motivée par des facteurs personnels. Dans leurs perspectives de retour au pays, environ 60% des migrants originaires d'Afrique de l'Ouest envisagent d'établir un commerce dans leur pays d'origine.³ Il faut noter qu'avant leur migration vers les États-Unis, 45% d'entre eux travaillaient déjà comme vendeurs ambulants, proposant cigarettes et journaux dans des grandes villes comme Dakar, Abidjan ou Niamey.⁴ Ils partagent les mêmes origines, les mêmes croyances et parfois les mêmes rituels. Rentrer au pays natal c'est aussi retrouver des racines, se fixer et se réinstaller dans la région d'origine.

¹ *Ibid.*

² *African Events*

<<http://www.africaevent.com>>. (consulté le 10 avril 2006)

³ *Ibid.*

⁴ Aujourd'hui, outre le commerce qui reste un des symboles de la réussite pour la grande majorité des Ouest-Africains, le transport est aussi une activité essentielle pour les migrants. Partant de ce constat, un migrant se doit de rentrer au pays avec un ou plusieurs véhicules, à en croire un Sénégalais de New York.

Par ailleurs, les retours en milieu urbain demeurent majoritaires et donnent lieu à des investissements productifs dans des grandes villes. Près de 38% des migrants investissent dans des petites activités commerciales et artisanales : ils ouvrent des épiceries ou des ateliers de réparation. L'argent peut être également investi dans les zones d'origine, sans que le migrant soit pour autant présent ; il peut avoir confié cette charge à un parent.

Notre enquête.

De même, près de 50% des migrants venus d'Afrique de l'Est déclarent vouloir développer une activité immobilière ou productive dans l'agriculture, le commerce, la petite production marchande ou encore la restauration, dans le cadre d'un projet de retour au pays d'origine.¹

Les initiatives ainsi soutenues portent, pour l'essentiel, sur des activités de commerce (petite épicerie en milieu rural par exemple), de services (transport, restauration), agricoles, et dans une moindre mesure sur des activités artisanales. Au fil du temps, c'est ce type de projets que ces migrants souhaitent initier : autant parce qu'ils correspondent aux savoir-faire que parce qu'ils répondent à des besoins soit en milieu urbain soit en milieu rural.² Nous pouvons citer l'exemple de ce Nigérien qui est retourné définitivement dans son pays en 2001, après avoir passé près de 12 ans à New York :

El Hadj did not like city life in New York. He remained in the States long enough to amass a respectable sum of money, which enabled him to return to his family in Niger. Word has it that he has established a business in Niger and that his two wives take turns preparing him sumptuous dishes of rice and millet smothered with zesty sauces. El Hadj does not intend to return to New York.³

La question se pose de façon plus aiguë encore pour les migrants au chômage et ceux qui appartiennent à la catégorie des travailleurs pauvres. Comment en effet se projeter dans l'avenir quand le présent est souvent fait

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

Paul Stoller partage cet avis. D'après lui, « The vast majority of West African traders, however, remain single and have no plans to marry in America. As they almost invariably put it, they've come to exploit an economic situation and return to West Africa as soon as they possibly can. In other words, they will leave New York when they've made enough money to return home with dignity and start a new enterprise. »

Stoller, *op. cit.*, 23.

³ *Ibid.*, 180.

d'incertitude, quand on appartient aux couches de la population socialement désavantagées et quand l'objectif premier est de travailler aux États-Unis pour envoyer de quoi subsister à ceux restés au pays ? De telles questions peuvent relever d'évidences maintes fois énoncées ; l'avantage de cette enquête, certes limitée, semble être de les confirmer.

Souvent, les migrants se fixent comme moment de retour, le départ à la retraite.¹ D'autre part, la pérennisation de l'immigration de certains Africains aux États-Unis est liée bien sûr aux conditions socioéconomiques des pays d'origine (absence de vie culturelle, pénuries en tous genres, absence de liberté véritable, etc.).

Parmi les migrants africains en situation irrégulière, le taux de retour est semble t-il plus important (45% en 2001) que pour les migrants légaux, si l'en croit Olufunké Okome. Cela s'explique, en partie, par les difficultés institutionnelles rencontrées. En effet, la législation américaine en matière d'entrée et de séjour des étrangers aux États-Unis a été durcie au cours de ces dernières années. *The Journal of African Migration* révèle qu'il est dorénavant très difficile pour les migrants clandestins d'obtenir la *Green Card*.²

En 2006, près de 8.600 migrants clandestins sont rentrés dans leur pays d'origine, pris par la crainte permanente du contrôle de police et de la reconduite à la frontière.³ 48% d'entre eux ont financé un projet de commerce. Statistiquement, on a pu se rendre compte aussi que les candidats au retour étaient majoritairement (85.5%) des hommes mariés dont le plus souvent la famille est restée au pays d'origine.⁴ Tous ne se trouvaient pas économiquement en situation d'échec. 25%⁵

¹ Notre enquête.

A titre d'exemple, 80% des migrants cap-verdiens disent qu'ils rentreront au pays pour la retraite.

² *Journal of African Migration*, 2002, 34.

³ *African Events*, op. cit.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

d'entre eux ont pu se constituer un capital grâce au « travail au noir » et en cumulant plusieurs emplois généralement dans des secteurs sous qualifiés.

Toutefois, cela ne signifie pas que les membres de la Diaspora africaine sont socialement homogènes. Si de l'extérieur, cette Diaspora semble former un ensemble ethno-culturel, de multiples frontières la traversent qui ont trait aux classes, aux générations et aux origines nationales.

Les migrants africains outre-Atlantique sont d'autant plus divisés sur la question du retour qu'ils proviennent de régions aux langues et coutumes différentes. Ils ne forment pas un groupe soudé, organisé et discipliné. Ils se répartissent, comme nous l'avons vu, par zone géographique, voire par ethnies. Cette différence est perceptible sur les plans de l'intégration et de l'assimilation. Ne pas prendre en compte ces différences culturelles reviendrait à octroyer une culture et une religion uniques à des individus qui sont originaires des anciennes et diverses colonies britanniques, françaises, espagnoles ou portugaises, et qui sont musulmans, catholiques, protestants, animistes, etc. La question du retour est abordée différemment selon les origines des migrants.

Par exemple, rares sont les Sud-Africains qui sont retournés s'installer dans leur pays au cours de cette dernière décennie.¹

La diversité des situations, des niveaux d'instruction, des types de socialisation a par ailleurs donné lieu à des trajectoires d'intégration, puis d'assimilation contrastées. L'étude de Francis Doodoo sur les migrants africains aux États-Unis est révélatrice de ce point de vue.² Elle indique la difficulté pour les migrants pauvres et incultes à s'agréger aux classes moyennes de leur pays d'accueil. Elle montre également qu'à l'intérieur d'un groupe donné, les différences en termes de réussite sociale, d'intégration et d'assimilation peuvent être extrêmement prononcées. Enfin pour lui, l'intégration des migrants se fait principalement par le biais de l'espace professionnel. La volonté de retour est bien souvent proportionnelle à la non intégration.

¹ *Ibid.*

² Doodoo, 1997.

Les migrants africains ont des expériences migratoires diverses. Leurs perspectives d'avenir sont somme toute différentes. D'après les données factuelles et statistiques dont on dispose, il y aurait 3800 intellectuels africains résidant aux États-Unis qui décident de rentrer dans leur pays d'origine, chaque année.¹ C'est le cas de ce Libérien qui s'était établi dans le Wisconsin :

Yoquai Lavala (pronounced Yo-Kaway Lav-lah) landed a job with General Electric when he graduated from North Carolina's Livingstone College in 1996. By the time the 31-year-old financial analyst quit "in a moment of clarity" last September, he had moved through six promotions and worked in at least eight American, European and Asian cities.

Settled with his wife, and two daughters in a farmhouse in Jackson, Wis., the young entrepreneur made the boldest move of his career last November. Cashing in his 401(k) pension fund, he left for his war-torn home country, Liberia, to start his own business.²

On peut aussi citer l'exemple de l'économiste ghanéen Kofi Apraku, aujourd'hui Ministre de l'agriculture de son pays. Ce fut également le cas de l'économiste Barack Hussein Obama senior, qui est arrivé aux États-Unis dans les années 1960 et est rentré définitivement au Kenya, au début des années 1980. Les raisons évoquées pour retourner en Afrique sont multiples. 56.5% des migrants veulent contribuer au développement économique de leur pays d'origine. L'assertion de Kofi Apraku est éclairante de ce point de vue :

It is important to note that many African immigrants have during their long sojourn in America acquired additional formal education, training, and experience that give them the ability, confidence, and desire to want to help the development process in their home countries. [...] Perhaps African immigrants looking at the continent from the outside feel a

¹ *The Journal of African Migration*, op. cit., 36.

² Henry, 2007, 1.

greater sense of responsibility to Africa, or perhaps feel a sense of guilt, and would want to return home to help in Africa's development.¹

Outre la contribution au développement économique de leur pays, il y a des raisons sociales qui incitent nombre de migrants à retourner en Afrique. « The most important factors », poursuit Apraku « in the immigrants' decision to go home are : to help the development of their countries ; to restore family ties and break the feelings of isolation in the United States, and to raise their children in Africa—in an environment relatively free of drugs, crime, and racism. »²

En 1991, un journaliste du magazine *Newsweek* écrivait :

Slowly, however, Africa is winning back some of its best and brightest. Some Africans are surprisingly willing to return to rock-bottom salaries, poor professional facilities and limited opportunities. Many are drawn by family responsibilities, others by a simple conviction that home is where they belong.³

Toutefois, ce dernier ne nous donne aucune statistique sur le nombre de talents africains qui ont fait le choix de retourner en Afrique pour y travailler. Les migrants africains qui sont arrivés aux États-Unis il y a moins de cinq ans et qui désirent retourner vivre dans leur pays d'origine ont évoqué plusieurs raisons. 70.5% d'entre eux résident dans des petites villes américaines⁴ et ont été confrontés à des problèmes d'adaptation à la société américaine. Le quotidien dans ce pays dit d'accueil où tout est nouveau, et la peur, le deuil de ce qu'on a perdu ou

¹ Apraku, *op. cit.*, 22.

² *Ibid.*, 37.

³ *Newsweek*, July 1991, 12.

⁴ Il s'agit principalement des migrants qui résident dans des villes comme Greenville (Caroline du Sud), El Carmen, Stockton, Bakersfield (Californie), Corpus Christi (Texas), Mercier (Louisiane), Wilmington (Caroline du Nord), Rochester (Minnesota), Ithaca (New York), Harleysville, Sellersville, Hazleton et Youngstown (Pennsylvanie), Flint (Michigan), Carpentersville (Illinois), etc. et qui ont répondu à notre questionnaire.

l'inquiétude pour ceux dont on n'a plus de nouvelles. Ils disent par ailleurs se sentir isolés dans leur nouvel environnement. Citons à titre d'exemples quelques dires de certains de ces migrants : « It is difficult for me to understand the American way of life » (un Guinéen de Rochester) ; « I feel awkward and out of place in America » (une Ougandaise de Wilmington) ; « I feel alone in America » (un Béninois d'El Carmen) ; « I can't get adjusted to the life here. » (un Zambien de Mercier).¹

Ces exemples, et bien d'autres, montrent une certaine difficulté pour ces migrants à s'intégrer ou s'assimiler à la population américaine. Les différences culturelles sont souvent importantes. Car pour beaucoup, le mode et le niveau de vie contrastent considérablement avec celui de leur pays d'origine. Les habitudes de consommation et le comportement des populations d'accueil divergent souvent, en liaison, bien sûr, avec le mode de vie dans le pays d'origine. Les migrants originaires de la zone francophone arrivent dans un pays dont ils ne parlent pas la langue, ils ont quitté leur pays, leurs familles et leurs maisons...

Parmi les difficultés rencontrées par les migrants africains dans leur pays d'adoption, il y a le problème de la solitude qui a été récurrent dans les réponses apportées à notre questionnaire. Cette difficulté a été évoquée aussi par les migrants africains interrogés par Kofi Apraku :

Many of the immigrants in our study stated that they feel isolated and alienated in the United States. Again, many indicated a strong desire to raise their children in their home countries. Our data therefore suggests that family ties in the home country may act as a very strong "pull" factor for the return of these immigrants to their home countries.²

Au-delà de la famille, 28.5% d'entre eux regrettent surtout une certaine ambiance. Ils évoquent la convivialité de la vie quotidienne, la facilité de relation avec les voisins, les soirées animées et une certaine gaieté populaire malgré les

¹ Notre questionnaire.

² Apraku, *op. cit.*, 32.

situations de guerre ou de dictature. Ils évoquent souvent cela en le mettant en parallèle avec ce qu'ils observent dans leurs quartiers où l'ambiance leur paraît triste. C'est ce qu'un Camerounais de Little Rock appelle le « pittoresque du pays d'origine ».¹ La plupart de ces migrants (62.8%) viennent des pays tropicaux et des grandes villes africaines comme Kinshasa, Lagos, Yaoundé, Lomé, Addis-Abeba, Nairobi... où l'animation dans les rues se prolonge toujours jusque tard dans la nuit.²

Cette évocation de l'ambiance si chaleureuse d'un pays quitté il y a quelques années les plonge dans une telle nostalgie qu'ils expriment l'espoir d'y retourner vivre.³

Cependant, la grande nostalgie parfois exprimée par certains à propos de ce qui leur manque du pays ne fait pas disparaître pour autant la conscience du danger qu'il y aurait eu à y rester et n'efface pas les souvenirs des événements désagréables qui ont provoqué le départ.

80% des migrants ayant l'intention de retourner en Afrique disent qu'ils ne sont pas assimilés aux États-Unis.⁴ Comme le disait un réfugié politique qui a subi la torture dans son pays (le Rwanda), mais qui veut y retourner : « Pour être assimilé », affirme t-il, « le migrant africain doit faire comme si hier, là-bas, avant, le pays d'où l'on vient n'existait pas ou n'existait plus. Ou encore, comme si l'on mettait un voile sur cet ailleurs. »⁵ Aussi, s'interroge t-il : « Comment pourrais-je oublier ce pays ? Comment pourrais-je m'en détacher ? »

Le développement économique et social de l'Afrique incombe aux Africains, en particulier à ceux qui ont été formés à l'étranger. Kofi Apraku l'indique clairement dans son ouvrage que nous avons cité plus haut. D'après lui, « The missing link in Africa's social and economic development is the African

¹ *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 22.

² *Ibid.*

³ Stoller, *op. cit.*, 172.

⁴ Notre questionnaire.

⁵ *Ibid.*

immigrant who has become educated and experienced abroad but who has not been able to go home. Africa's development remains an African's responsibility.»¹

Ainsi par exemple, en 2000, près de 8.5% des migrants sont retournés dans leur pays pour tenter de contribuer à leur développement.² C'est aussi ce que pense ce Nigérien qui habite à Baltimore : « I want to help people that need help. They need me more back home than they need me here. »³

En 2002, ils étaient 65% à opter pour le milieu urbain au retour de leur migration, en 2005, ils étaient environ 70%.⁴ Si le milieu urbain accueille davantage de migrants de retour, respectivement les capitales des pays (Kigali, Dakar, Niamey, Yaoundé, Nairobi, Kinshasa, Brazzaville, Lomé, Libreville, Luanda, Porto-Novo, etc.) demeurent les destinations privilégiées.⁵

3. Quelles perspectives pour la deuxième génération ?

Notre regard s'est aussi porté vers les migrants qui excluent, pour le moment, toute idée de retour au pays natal pour diverses raisons. Mais également, la situation de la deuxième génération : les jeunes issus d'une immigration africaine en développement.

Il serait excessif de prétendre que tous les migrants africains veulent retourner vivre en Afrique. Aux États-Unis, il y a aussi des migrants africains qui n'envisagent pas un retour définitif en Afrique pour des raisons économiques, sociales ou politiques. Ils représenteraient 12.8% de la population migrante venue d'Afrique subsaharienne, selon *The Migration Information Source*⁶ ; et environ

¹ Apraku, *op. cit.*, 22

² Irinkerindo : *A Journal of African Migration*, *op. cit.*, 23.

³ Cf. Brown, 2002, 3.

⁴ *The Migration Information Source*, *op. cit.*

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

10% des migrants que nous avons interrogés. Mais il faut prendre ces statistiques avec beaucoup de réserves, car ces personnes pourraient toutefois changer d'avis dans un avenir proche ou lointain.

Si les facteurs d'émigration peuvent être clairement identifiés, en revanche, il est difficile de relever des facteurs communs et particuliers quant aux mouvements de retours chez les migrants africains. Ni les entretiens, ni les documents disponibles n'apportent un éclairage pertinent.

Joseph Takougang estime que nombreux sont les migrants africains qui envisagent de retourner en Afrique, sans toutefois donner de chiffres : « Many Africans are reluctant to return to their home countries where their monthly salaries may not be enough to maintain the standard of living they had grown used to while studying or working in the United States. »¹

Néanmoins, il porte un regard objectif sur eux et établit, par ailleurs, une comparaison entre la première vague des migrants africains arrivés dans les années 1960 et ceux arrivés plus récemment en ce qui concerne leurs intentions et projets de retour :

Unlike their counterparts in the 1960s and 70s whose aspirations was to return to their respective countries with an American education and skills necessary for the task of nation-building, many of the immigrants in the last two decades are more interested in settling in United States and building a comfortable life for themselves and their families.²

¹ Takougang, 1995, 53.

Par exemple, les migrants nigériens résidant dans la capitale fédérale ont exprimé leur scepticisme sur leur intention de retourner au Nigeria, eu égard à la situation politique dans ce pays. Comme l'affirme Selassie Bereket : « A growing number of Nigerians in the Washington area now say that they doubt they will ever return home—even if civilian rule is restored. A few say they will wait and see, “to make assurance doubly sure.” »

Bereket, *op. cit.*, 6.

² Takougang, 2003, 1.

Les parents dont les enfants sont nés et ont grandi aux États-Unis se trouvent confrontés à un dilemme. 40%¹ d'entre eux expriment leur inquiétude quant aux difficultés d'adaptation socioéconomiques auxquelles leur progéniture devra faire face, une fois de retour dans leur pays, difficultés liées en particulier aux conditions matérielles de leur éducation là-bas. Joseph Takougang confirme :

The fear of social disorganization that a return home would entail is heightened by such factors as the resettlement of children born in and already partly educated abroad under more sophisticated surroundings, the difficulty of breaking ties of friendship and so forth that have been built over many years, and the difficulties of resettling oneself or one's family in a social milieu from which the man has been absent for a long period.²

La plupart des enfants dont les parents ont fui les régimes totalitaires de leurs pays ne veulent plus entendre parler de ces pays. Les soubresauts de l'histoire africaine les ont marqués,³ nous l'avons mis en évidence dans notre analyse. Cela dépend des circonstances vécues et du type de relations nouées avec le pays d'origine.

Les plus nostalgiques du pays d'origine disent ne pas se sentir à l'aise aux États-Unis et ne pas vouloir s'y installer définitivement. Ils sont près de 45% à exprimer le désir de retourner vivre en Afrique si la situation politique et économique s'améliorait. Rares sont les migrants originaires de l'Ouest du continent qui déclarent que les ponts sont définitivement coupés.

L'enquête menée par Kofi Apraku a révélé qu'à peine 10% des migrants ne souhaitent pas retourner en Afrique. D'une part, pour des raisons socioéconomiques. Les pays d'Afrique subsaharienne subissent une croissance démographique considérable en même temps qu'ils s'appauvrissent et d'autre part,

¹ *African Event*, *op. cit.*, 18.

² Takougang, *op. cit.*, 55.

³ Cf. Okome, *op. cit.*, 23.

c'est le second point, les gouvernements des pays d'origine ne sont plus crédibles auprès de ces migrants dans leur volonté affichée de favoriser leur retour. La liberté leur semble essentielle. C'est pourquoi, malgré les difficultés évoquées par près de 25% d'entre eux, force est de constater que c'est le plus souvent aux États-Unis, plus que dans leur pays, qu'ils bénéficient d'une plus grande sécurité sur les plans juridique et matériel. Comme le note Kofi Apraku :

10% of the respondents in our study plan never to resettle in Africa. [...] The factors cited by African immigrants as being important in their continued stay in the United States are: the desire to raise their children in the United States, an American spouse, and personal freedoms and civil liberties which are enjoyed in the United States.¹

Pour les familles qui sont encore en situation de demandeurs d'asile, il est difficile de faire des projets d'avenir tant pour eux-mêmes que pour leurs enfants. Le souhait général est que leurs enfants restent aux États-Unis, y fassent leur vie et de préférence deviennent Américains. De même, plus de la moitié des migrants interrogés ont exprimé l'idée qu'ils voudraient bien ne pas les voir oublier leur pays d'origine. Ils veulent se persuader que le fait de devenir Américain n'empêchera pas leurs enfants de garder une part de leur identité d'origine. L'identité, rappelons-le, c'est la représentation de soi, le regard sur soi mais aussi le regard des autres sur soi.

Dans l'incertitude juridique qui caractérise la position actuelle de ces familles, le fait de souhaiter que leur progéniture garde le souvenir du pays et sa culture apparaît comme un fil conducteur auquel se raccrocher. Certains (30% environ) disent avoir fui leur pays dans l'intérêt de leurs enfants. En ayant conscience des efforts à faire pour ne pas compromettre les chances de réussite des enfants dans la société d'accueil et sans trop se faire d'illusions sur la perte inévitable de certaines valeurs chez ceux-ci, ces migrants africains souhaitent pourtant voir survivre en eux quelques « traits » dans lesquels ils puissent se

¹ Apraku, *op. cit.*, 25-27.

reconnaître. Ce n'est pas nécessairement contradictoire avec le processus d'intégration.

En revanche, pour ceux qui ont obtenu le statut de réfugié, les choses sont plus claires. La possibilité de construire un avenir immédiat aux États-Unis ne peut plus être remise en cause pour eux, mais quelques uns (environ 6.5%) se heurtent aux difficultés économiques et sociales, c'est-à-dire, pour trouver leur place dans leur nouveau pays. L'emploi reste une préoccupation pour quasiment tous.¹

L'immigration africaine a changé de nature avec la loi sur le regroupement familial citée dans la première partie de ce travail et, partant, les solutions traditionnelles ne peuvent plus être de mise. En effet, avec cette loi, le regroupement familial s'est amplifié. Dès lors, le centre des intérêts du travailleur migrant se trouve aux États-Unis, quand bien même il garderait des relations avec son pays d'origine. L'idée de retour est ainsi contrariée par le regroupement familial : la présence d'épouses et d'enfants contribue grandement à la pérennisation de l'immigration en atténuant affectivement et matériellement les liens avec les autres parents restés là-bas.

Cependant, les discours des uns et des autres par rapport à l'avenir sont bien sûr nuancés en fonction de l'âge. 58% des jeunes de 18-25 ans interrogés disent qu'ils sont habitués à vivre aux États-Unis et que, sans écarter tout projet de retour au pays, c'est dans ce pays qu'ils voient leur avenir proche. Leur projet de rester aux États-Unis est souvent lié aux études ou à un projet professionnel. Par exemple, dans le Maryland, un jeune Ivoirien qui porte un regard assez critique sur les États-Unis et qui partage la déception de ses parents de se voir ramenés ici à un niveau social beaucoup plus bas que celui qui était le leur chez eux (avant la guerre civile de 1999) n'envisage pourtant pas sérieusement de retourner vers un pays qu'il affirme avoir quitté avec des regrets.² Ainsi, nous a-t-il confié :

Moi aussi, j'aurais envie de rentrer en Côte d'Ivoire si la situation change. S'il n'y a plus de danger pour notre famille. Peut-être dans dix

¹ Notre questionnaire.

² *Ibid.*

ans. Si je suis habitué à vivre ici, je ne sais pas, j'aurais envie juste d'aller en vacances et voir ma famille. Je ne sais pas. C'est vrai que je commence déjà à m'habituer ici.¹

Après avoir beaucoup critiqué le lycée dans lequel il étudie et s'être plaint d'avoir perdu quelques années à cause de ses difficultés linguistiques, il finit par constater qu'il aura peut-être plus de chance ici de faire les études de mécanique automobile qu'il envisageait.

Pour des gens qui occupaient dans leur pays une position sociale élevée, le fait de se voir assimilés à des migrants économiques de bas niveau de qualification est difficile à accepter. 25% des migrants africains occupent des emplois précaires ne correspondant pas à leur niveau de compétence.² Le fait de ne pas se voir reconnaître les compétences professionnelles acquises en Afrique, ou encore le fait d'exercer des métiers qui ne correspondent pas à leur véritable niveau de qualification est difficilement acceptable. 14% des migrants africains sont contraints d'accepter des emplois sous-qualifiés (ouvrier, travaux de ménage, travaux d'entretien, vigile...) par rapport à leur formation et à leur parcours professionnels dans leur pays d'origine.³ Pour citer quelques statistiques, près de 12% des chauffeurs de taxi africains à New York et à Washington, D.C. sont diplômés des universités africaines.⁴ Ils seraient 8.5% à Philadelphie et environ 14.5% à Atlanta.¹

¹ *Ibid.*

² Cf. *The Migration Information Source*, *op. cit.*, 14.

³ *African Event*, *op. cit.*, 20.

⁴ Notre questionnaire.

C'est le cas de ce « gypsy cab driver » d'origine sénégalaise dont parle Joel Millman et qui espère faire fortune à New York : « « The soul of a new ghetto lies in service workers like Mourtala Sall and his wife. He drives taxis six nights a week, and she cares for their two-year-old daughter while earning up to \$50 an hour braiding hair for African-American women in their kitchens. They are saving to open a Senegalese restaurant, the first one, Mourtala hopes, to cross out of Harlem and into middle-class Manhattan. "Americans like our food," Mourtala says. "But White people won't go to Harlem." »

Millman, 2006, 2.

Ce Soudanais qui réside à Philadelphie en fait partie. Celui-ci se plaint à cet égard : « It is at times degrading when you come here and find that all the education you have from home does not mean anything here. It is a shock. We had to start over from nothing. »²

Les diplômes obtenus en Afrique ne sont pas toujours reconnus aux États-Unis, voire transférables dans certains établissements d'enseignement supérieur.

Pour près de 30% de ceux qui n'envisagent pas de rentrer au pays en raison des mauvais souvenirs qu'il évoque pour eux, il n'y a pas toutefois d'acceptation des États-Unis « par défaut ». Ils pensent que leurs projets ont plus de chance de se réaliser ici que chez eux. Ce pays a semble-t-il été construit pour que chaque enfant ait une chance dans sa vie, nous a confié un migrant originaire du Malawi.

Un jeune Malgache de 20 ans exprime d'abord une volonté de rompre définitivement avec son pays d'origine : « Je veux vivre ici, me marier ici. Je regrette juste la famille là-bas et mes cousins, c'est tout. Sinon, je ne veux plus jamais retourner là-bas. »³

Après ce mouvement d'humeur contre son pays d'origine, il révèle un projet professionnel précis qu'il pense pouvoir plus aisément accomplir aux États-Unis qu'à Madagascar. Actuellement en *12th grade*, il espère réussir l'examen national afin de pouvoir entreprendre des études supérieures en pharmacie.

Il s'agit pour ces jeunes de reconquérir des objectifs d'avenir à travers les études et prendre la distance avec le passé. On peut parler ainsi d'assimilation par l'école. Pour les migrants africains, nous l'avons déjà dit, elle est très directement liée au niveau de scolarisation des parents, à la structuration de la famille et à l'investissement de celle-ci dans le soutien scolaire de leur progéniture. L'école fournit des repères fondamentaux et communs aux jeunes.

Dans une certaine mesure, quand il y a rejet du pays d'origine du fait de ce que l'on y a souffert, la volonté de demander la nationalité du pays d'accueil peut

¹ *The Black Business Journal Magazine, op. cit.*, 16.

² Swigart, *op. cit.*, 14.

³ Notre questionnaire.

s'accompagner aussi d'une volonté d'oublier ce que l'on a été.¹ Cette ambiguïté montre également les limites de la volonté d'oubli.

Les jeunes Africains de la seconde génération ont plus de chances de s'assimiler pleinement à la population d'accueil. 72.5%² d'entre eux expriment plutôt un désir de s'établir outre-Atlantique. Ceux-là se sentent bien intégrés et tout à fait à leur aise dans le pays où les a conduits l'exil de leurs parents. Comme ce garçon de 14 ans originaire du Bénin qui déclare vouloir rester dans ce pays, si ses parents décident de retourner en Afrique : « Pourquoi pas devenir Américain, sans oublier mes origines et ma culture. Je reste Africain, je garde la culture africaine, j'essaie de garder mon dialecte, de le pratiquer assez régulièrement avec mes compatriotes »³, déclare t-il.

Pour lui, le souhait de devenir Américain ne signifie pas qu'il veuille renoncer à ses origines.

Cette stratégie de communication linguistique ou la pratique régulière de son dialecte est cohérente avec le fait qu'il ne souhaite pas perdre son identité africaine. Il admet que son avenir se situe aux États-Unis, mais il ne renonce pas à l'idée d'un retour. Ce cas illustre bien la crise identitaire à laquelle la majorité des jeunes Africains se trouvent confrontés. Mais également la question du déracinement et de l'adaptation à un nouvel environnement. Il parle anglais mais aussi la langue de son pays d'origine à la maison. S'il est aisé de relever des signes d'américanisation, on peut s'interroger sur leur signification.

Chez d'autres enfants de migrants africains, cet aller-retour entre deux identités est exprimé de façon plus confuse et traduit un embarras à vivre avec une double référence.

Face aux souvenirs de guerre, de violence ou de menaces, ces jeunes ont abandonné toute idée de retour. Si leur souhait dominant est de rester aux États-Unis, ils veulent surtout vivre dans un lieu où ils pourront plus facilement trouver

¹ Nwadiora, *op. cit.*, 60.

² Notre questionnaire.

³ Notre enquête.

des activités correspondant aux centres d'intérêt de ceux de leur âge. La volonté de rester exprime donc un attachement à leur nouveau pays.

« Même s'il y a encore des problèmes dans ce pays, je préfère ici parce que les gens sont plus libres », affirme un jeune Angolais de 19 ans qui est arrivé avec ses parents aux États-Unis au début des années 1980 et qui est par ailleurs inscrit dans une section de mécanique correspondant à ses souhaits, à Charlotte.¹

Il n'est pas un cas particulier. Environ 35.8%² des jeunes majeurs disent apprécier leur nouvelle vie aux États-Unis. Ils s'identifient davantage à leur nouveau lieu de vie et se sont immergés dans la culture de ce pays. Pour eux, même s'il y a parfois eu déception par rapport à ce nouvel environnement, c'est tout de même là qu'ils envisagent leur avenir. C'est le cas de ce jeune Sud-Africain qui affirme que : « The future looks bright for me in America » ou de cette jeune Sierra-Léonaise qui affirme que « I feel like I belong in American Society. »³

C'est la réussite scolaire, l'emploi et la durée de séjour qui déterminent largement le degré d'intégration de ces jeunes dans la société américaine, on l'a vu.

70%⁴ des jeunes de la seconde génération expriment une double identité par la culture africaine et la culture américaine. Ils considèrent qu'ils sont bien intégrés dans leur nouvel environnement social grâce à l'école. Sylviane Diouf parle d'une assimilation de la seconde génération des Africains par l'école. La fréquentation scolaire apparaît comme le moyen de s'élever dans la hiérarchie sociale et contribue, selon elle, à acculturer les jeunes.

Au-delà des différents projets que formulent les uns et les autres et en particulier la volonté de conserver quelque chose de leur culture d'origine qu'expriment près de 30% des migrants rencontrés au cours de cette enquête, leur souhait principal est de trouver leur place dans le nouveau pays où les a conduits un exil non choisi et souvent mal compris, mais qu'ils n'envisagent pas de remettre en cause.

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ Notre questionnaire.

⁴ *Afrique-États-Unis, op. cit.*, 27.

Le pays d'origine est très lointain dans la mémoire des enfants de migrants (environ 12%) que nous avons interrogés. On pourrait parler de la disparition des repères, car le plus souvent les grands-parents, les tantes et les cousins qui rattachent au pays ont disparu ou se sont éparpillés. 9.5%¹ d'entre eux ont été semble-t-il marqués par les conflits interethniques de ces dernières décennies en Afrique subsaharienne ; beaucoup ont été directement victimes de violences et persécutions. Il faut noter que certains enfants n'ont connu leur pays qu'en situation de guerre et n'en gardent que des images de destruction. L'idée de retour est donc associée à l'idée de danger.

Il s'agit dans 42.5% des cas de migrants qui ont été obligés de partir devant la brutale dégradation de la situation. Les menaces qu'ils ont subies leur ont laissé une rancœur qui les pousse à vouloir oublier le pays d'origine en faisant la distinction entre l'attachement à la famille restée là-bas et le pays lui-même que l'on veut rejeter. Ils ont par ailleurs exprimé la douleur liée à l'absence des proches dont on est sans nouvelles.

C'est le cas de cette jeune Rwandaise de 18 ans que nous avons rencontrée à Baltimore et qui a exprimé un certain nombre de regrets du fait d'avoir dû quitter son pays en 1994 et surtout sa famille, une partie de ses frères et sœurs étant restés là-bas. Elle s'est montrée toutefois résignée autant que désabusée par rapport à l'avenir :

Là-bas on vivait tous ensemble. Nous avons été séparés et, psychologiquement, c'est très difficile. Je n'espère pas retourner là-bas pour le moment. C'est trop loin. Je ne fais aucun projet. Je ne m'intéresse plus à ce qui se passe là-bas.²

Plus de la moitié des enfants de migrants africains souhaitent construire leur avenir aux États-Unis. Les cas des jeunes que nous venons de citer témoignent ainsi d'une volonté de s'intégrer à la société américaine.

¹ Notre enquête.

² *Ibid.*

75%¹ des descendants des migrants africains sont désormais citoyens des États-Unis. 48%² d'entre eux ne parlent pas la langue du pays de leurs parents et ils connaissent peu les rituels. Les dialectes relèvent d'une aire culturelle particulière censée être la leur. D'une manière générale, les enfants et les petits enfants de migrants africains sont à l'aise dans la culture d'accueil où ils sont on peut le dire assimilés.

On peut affirmer que ces jeunes Africains sont majoritairement acculturés, car, outre quelques pratiques culturelles, peu de choses les distinguent de leurs concitoyens non Africains. Leur assimilation à la population s'est faite naturellement. Il n'est d'ailleurs pas d'exemple de la deuxième génération qui, dans ses conduites, ne s'adapte à la société dans laquelle elle est née ou installée et ne connaisse pas un processus d'assimilation.

S'il est vrai que la grande majorité (environ 80%) de ces jeunes s'accommodent de leur double identité, ils sont près de 38% à se déclarer fidèles à la culture de leurs parents (dont 25% se prétendent pratiquants de la religion de leurs parents). Ils attribuent cela à l'éducation qui leur a été prodiguée dans leur famille.³

Parmi ceux qui pratiquent, 70% le font pour l'affirmation de leur identité africaine face au rejet dont ils ont, à un moment ou à un autre, fait l'objet.⁴ 30% pour faire plaisir aux parents (dont 80% de jeunes filles) et 12% par conviction.⁵

¹ *The Migration Information Source*, *op. cit.*, 19.

² *Ibid.*

³ C'est le cas de ce Guinéen de 26 ans qui réside en Georgie, et qui reconnaît à juste titre les valeurs religieuses que ses parents lui ont inculquées : « My Muslim discipline gives me great strength to withstand America. I have been to Mecca. I give to the poor. I rise before dawn so that I can pray five times a day, every day. I fast during Ramadan. I avoid pork and alcohol. I honor the memory of my father and mother. I respect my wife. And even if I lose all my money, if I am able, Inshallah, to live with my family, I will be truly blessed. »

Cf. Stoller, *op. cit.*, 166.

⁴ *Afrique-États-Unis*, *op. cit.*

⁵ Notre enquête.

La religion n'est pas au centre de leurs préoccupations en dépit des difficultés socioéconomiques que certains d'entre eux rencontrent. Des traditions ancestrales de leurs parents, 5% de ces jeunes affirment ne rien y connaître. Environ 22% d'entre eux ont une vague connaissance de la religion qui est censée être la leur. C'est particulièrement vrai chez les enfants de migrants originaires de la vallée du fleuve Sénégal.

René Ricardo Laremont estime que près de 55%¹ des jeunes issus de l'immigration africaine ne versent pas dans la religion et leur pratique religieuse reste fantaisiste ou, à tout le moins, discrète. Contrairement à la démarche des parents, dont le retour n'est souvent envisageable que dans de « bonnes » conditions économiques, les enfants ne conçoivent le « retour » au pays des parents qu'en cas d'échec aux États-Unis, car l'asile, le refuge politique ou la réussite socioéconomique personnelle n'ont pas été les causes de leur départ d'Afrique. Qu'ils soient nés en Afrique ou aux États-Unis, leur condition d'enfants de migrants n'est due qu'au hasard d'une naissance ou d'un périple forcé du fait de l'âge. Aujourd'hui encore, c'est une infime minorité (10%) qui souhaitent retourner vivre en Afrique.²

La question de l'identité des enfants de migrants africains aux États-Unis conduit John Arthur à la réflexion suivante :

Whether future generations of immigrant children will be able to maintain the patterns of cultural and ethnic identity formation cannot be predicted. Suggestions can, however, be made. In the future, the vitality of African immigrant networks will influence the degree of social integration into American society. In the dynamics of cultural integration and African lifestyles in the United States, economic and educational forces are bound to converge to determine the type of inclusion that the immigrants can negotiate with the host society.³

¹ Ricardo, cité dans *Afrique-États-Unis*, *op. cit.*, 18.

² Notre enquête.

³ Arthur, *op. cit.*, 93.

Enfin, il convient de tenir compte des retours contraints. La législation sur l'immigration illégale mise en œuvre par le gouvernement fédéral des États-Unis mérite à cet égard d'être explorée. Les interdictions du territoire sont des décisions judiciaires, accompagnant une peine principale. A titre d'exemple, en 2005, les expulsions de migrants africains ont représenté 1.2% des mesures d'éloignement prononcées par les services de l'immigration américains.¹

Chapitre III

4. Les nouvelles lois sur l'immigration et les expulsions aux États-Unis.

4.1. La lutte contre l'immigration clandestine

La politique d'immigration est traditionnellement considérée comme l'apanage du gouvernement fédéral. L'application de la législation en la matière ou la mise en œuvre de la politique d'immigration à l'égard des immigrants incombe aux États. La dévolution complète demeure pour le moment irréalisable.

Pour endiguer le phénomène migratoire illégal, les autorités politiques américaines ont pris des mesures drastiques à l'encontre des employeurs de main-d'œuvre clandestine.² Il incombe au Congrès de légiférer sur l'immigration. Par

¹ Statistique de l'INS, citée dans *The African Event*, *op. cit.*, 23.

² Cf. La loi « Illegal Immigration Reform and Immigrant Responsibility Act (IIRIRA) », votée par le Congrès en 1996 permet de lutter contre l'immigration illégale.

Comme l'explique Stoller : « By 1996, it should be reiterated, approximately five million people resided illegally in the United States. The Republican-controlled Congress sought, among other things, to curb illegal immigration by enacting tough legislation that would increase border patrol enforcement, increase the number of annual deportations, and make the removal process more expeditious by eliminating judicial reviews of deportation cases. Legislators designed some of the new immigration provisions to punish illegal immigrants. They proposed to eliminate food stamps and reduce access to welfare for legal and, by extension, illegal immigrants. They also threatened, as we have seen, to enact a provision to bar the children of illegal aliens from public schools. »

exemple, juridiquement, les illégaux ne peuvent pas prétendre au bénéfice des programmes sociaux financés par l'État. Les migrants clandestins venus d'Afrique subsaharienne ne sont pas exemptés, comme le fait remarquer Hamza Mwamoyo : « Like many other immigrants, Africans who are in the country illegally are not willing to participate in the census exercise or even seek government help in other matters. »¹

Aussi, le gouvernement fédéral est le seul habilité à décider comment la condition d'étranger affecterait l'aptitude à bénéficier des prestations, même pour les programmes financés à l'échelon local. Cependant, avec la loi de 1996 portant réforme de la protection sociale, les gouvernements des États ont, pour la première fois, été autorisés à subordonner à la qualité de citoyen l'admissibilité à certains programmes importants. Nous y reviendrons plus loin.

Dans son ouvrage *Money Has No Smell : The Africanization of New York City*, Paul Stoller revient sur quelques volets des lois votées par le Congrès américain contre les travailleurs clandestins. Nombre de migrants illégaux étant désormais soumis à des mesures d'éloignement que le gouvernement fédéral veut rendre plus efficaces par le projet de loi relatif à l'immigration, adopté au Congrès en 1996. Certaines mesures, en particulier celles qui concernent la scolarité des enfants de migrants clandestins, furent largement contestées par la population américaine. Il écrit à ce sujet :

Citing the negative economic consequences of illegal immigration, there have been a number of policy initiatives to reduce, eliminate, and punish illegal immigration to the United States. In 1994, a federal panel proposed a national computerized register of all people authorized to

Cf. Stoller, *op. cit.*, 106.

De même, le projet de loi « Security Through Regularized Immigration and a Vibrant Economy (STRIVE) Act of 2007 » a pour but de renforcer la lutte contre l'immigration clandestine dans le pays.

Cf. *Migration Information Source : U.S. in Focus*, *op. cit.*

¹ Mwamoyo, 2005, 1.

work in the United States. In this way the government would provide an easy way for employers to check the immigration status of potential employees. In 1995, Congress explored how to fight illegal immigration. One proposal required public hospitals to report any illegal immigrant who had sought medical treatment. The same proposal asked public schools to refuse instruction to the children of illegal aliens. In New York City, this proposal would have affected between forty and sixty thousand children, some of whom were the sons and daughters of West African traders in Harlem.¹

Cependant, l'hégémonie du gouvernement fédéral sur l'application de la législation sur l'immigration est incontestable. C'est en 1875 que la Cour suprême décide que l'immigration est de la responsabilité de l'État fédéral et non des États. Les gouvernements locaux n'ont qu'un rôle indirect, périphérique, dans le processus de décision en matière d'immigration.

Les migrants africains en situation irrégulière ont exprimé leur inquiétude face à cette législation. Elle introduit suspicion et doute sur les motivations des demandeurs d'asile. Elle aurait semble-t-il un impact négatif sur leur vie ainsi que celle de leur progéniture. Comme l'explique Paul Stoller :

African traders expressed concern over Congress's proposals that would bar the children of illegal immigrants from public schools and force public hospitals to report undocumented aliens seeking medical treatment. Mayor Giuliani's sharp criticism of these proposals won the praise of West African traders. Giuliani, himself the son of immigrant parents, condemned both ideas. He said that to bar from the public schools some forty to sixty thousand students whose parents were undocumented would create tens of thousands of new street kids, leading to an increase in crime. He also said that it was morally wrong to refuse to treat sick people in public hospitals.²

¹ Stoller, *op. cit.*, 107.

² *Ibid.*, 145.

A Washington, D.C., un demandeur d'asile africain sur trois a vu sa demande d'asile rejetée en 2005. Près de 40% des migrants rencontrés lors de notre enquête ont dénoncé le traitement expéditif de certains dossiers et une accélération excessive des rejets. Beaucoup déplorent le durcissement des conditions d'obtention de la *Green Card*.

En Californie, Pete Wilson a fait appliquer la nouvelle législation sur l'immigration. Des mesures draconiennes ont été prises contre les illégaux. Il a interdit notamment le versement de prestations sociales et de bons d'alimentation aux étrangers résidant illégalement dans son État. Il considérait par ailleurs que le recours à une migration maîtrisée et organisée pourrait contribuer à la réduction des dépenses de son État. Les décisions en matière de prestations sociales sont transférées aux autorités locales. C'est ce que confirme l'exemple de la réforme de la protection sociale de 1996.

Ces mesures répressives de lutte contre l'immigration illégale remettaient aussi en cause l'équilibre entre les questions d'accès aux droits et à l'égalité de traitement, singulièrement, pour les enfants des nouveaux arrivants en situation irrégulière. Nombre de nouveaux arrivants seraient également privés de prestations. Il s'agissait en particulier de l'accès aux services sociaux et autres prestations. Les services sociaux incluent, entre autres, l'aide sociale, le logement et les soins de santé :

In August 1996, in response to the perceived cost of illegal immigration to state social welfare programs, California governor Pete Wilson signed an executive order to cut off illegal immigrant access to such state programs as prenatal care, public housing, and child abuse prevention.¹

L'idée de réserver certaines prestations sociales aux seuls migrants légaux soulève des questions à la fois humaines et juridiques ; en toute hypothèse une telle

¹ *Ibid.*, 108.

mesure ne suffirait pas à elle seule à rendre les États-Unis moins attractifs aux migrants du Tiers-Monde en général et à ceux d'Afrique subsaharienne en particulier. Cette mesure entraînerait par ailleurs l'exclusion des migrants illégaux présents dans le pays.

Même si les gouvernements locaux ont été investis d'un pouvoir général en ce qui concerne les programmes sociaux, l'application des lois peut varier d'un État à un autre.

La législation en matière d'immigration implique également le contrôle aux frontières et l'exécution des dispositions prévoyant le refoulement des étrangers entrés clandestinement ou n'ayant pas respecté les conditions de l'entrée légale. Dans la plupart des États, cette fonction s'est révélée être la chasse gardée du gouvernement central, par l'intermédiaire des services de l'immigration qui sont chargés de faire respecter la loi.

En 2000, près de 85 migrants africains clandestins ont ainsi été détenus dans les centres de rétention de l'INS dans le New Jersey (*Esmor Detention Center*) et en Floride (*INS Detention Center, Miami*), en 2005, ils étaient environ 134. De même, en 2006, il y avait près de 48 migrants africains illégaux au centre de rétention de Phoenix en Arizona.¹

De même, face à la défaillance de (ou aux difficultés rencontrées par) la garde nationale pour surveiller les frontières, des Associations bénévoles comme la *Minuteman Civil Defense Corps*, ou la *National Citizens Neighborhood Watch* n'hésitent pas à prêter main forte à la police fédérale pour empêcher l'immigration illégale. Elles aident à garantir la sécurité du pays. La *Minuteman Civil Defense Corps*, dirigée par Chris Simcox, travaille en collaboration avec les juges de l'immigration qui décident de l'expulsion ou de l'incarcération des migrants clandestins.

En effet, le juge fédéral d'un État a le pouvoir de déterminer si l'expulsion se justifie en vertu de ses pouvoirs discrétionnaires de sanction. Les autorités fédérales répressives peuvent aussi prêter main forte aux autorités locales si le climat local s'y prête. Tel a été le cas en 1996, dans le pays, où l'exécution de la loi

¹ *African Event, op. cit.*, 30.

sur l'immigration a été plus rigoureuse dans les États du Sud-Ouest, région qui a connu des phases de sentiment xénophobe intense. On pourrait citer, à titre d'exemple, la politique californienne des années 1990 hostile à l'immigration.

Depuis 1996 et la grande réforme de l'immigration aux États-Unis, le *Department of Justice* est autorisé à conclure avec les gouvernements des États et les administrations locales, des accords leur déléguant les pouvoirs d'enquêter sur les étrangers en situation irrégulière dans le pays, de les arrêter et de les incarcérer. Un État exposé à une forte immigration clandestine pourrait être habilité (comme le permet désormais la législation américaine) à prêter son concours pour la maîtrise de l'immigration.

Les autorités politiques américaines privilégient une immigration fondée sur la compétence professionnelle. A ce titre, plusieurs critères de sélection ont été définis, en particulier celui qui définit les qualifications requises des immigrants permanents. L'octroi du statut de résident permanent est par ailleurs subordonné à une certaine durée de séjour dans le pays visée après l'entrée. Ainsi, le visa d'immigration d'un médecin admis au titre de la compétence professionnelle serait renouvelé sans grande difficulté.

Il existe d'autres dispositifs pour l'immigration liée au mariage ou à l'investissement.

Les gouvernements des États ne participent pas encore officiellement à la détermination des niveaux d'immigration ni des priorités en la matière. Toutefois, il a été proposé récemment une augmentation des admissions de travailleurs migrants temporaires dans des États agricoles du pays.

La naturalisation demeure visiblement une attribution exclusivement nationale, du double point de vue de la définition des politiques et de l'administration. La dévolution des règles de naturalisation aux gouvernements locaux est exclue.

A titre d'exemple, des membres de l'association *The Minuteman Civil Defense Corps* ont exprimé, au mois de Février 2008, leur inquiétude face à l'augmentation de l'immigration clandestine et au regard de la sécurité des citoyens américains :

The Minuteman Civil Defense Corps (MCDC) are disgusted by President George W. Bush's State of the Union Address this evening where he continued the rhetoric of an administration that has failed to protect its citizens from a foreign invasion of terrorists, drug and sex traffickers from over 200 different nations. *MCDC* believes that the lack of strict employment verification laws and the funding for a physical border fence have emboldened the lawless invasion of America by illegal aliens, thereby contributing to our current economic downturn and leaving the President with a legacy filled with empty promises to secure our nation's porous borders.¹

Ils n'ont pas hésité à fustiger les employeurs de la main d'oeuvre illégale, en brandissant des pancartes sur lesquels il était écrit : « Jail Employers of Illegals. »²

D'une façon générale, la nouvelle police d'immigration (ICE) tente d'interpeller les immigrants n'ayant pas vocation à demeurer aux États-Unis. Les statistiques des services de l'immigration américains font état de 12 millions de clandestins.

Depuis la réforme de la législation sur l'immigration, deux demandes d'asile sur trois sont rejetées. On peut citer l'exemple de ce migrant africain qui réside à New York et qui s'est vu refuser l'asile aux États-Unis en 1995. Voici un extrait de la réponse à sa demande d'asile qu'il a reçue des services de l'immigration des États-Unis :

¹ Cf. « Bush Concedes America's Security to lawbreakers. »

<Article disponible sur <http://www.minutemanhq.com/hq/print.php?sid=560>>. (consulté le 20 février 2008)

² *Ibid.*

Following a review of your asylum application and any attachments, it has been determined that your Request for Asylum in the United States is frivolous.

You state that you are seeking asylum in the United States because you need to be a legal alien who can work and stay in the United States. You did not answer the majority of the questions on the asylum application. You have not indicated what would happen to you if you returned to your home country. You have not indicated if you or any member of your family have ever belonged to or been associated with any organizations or groups in your home country. You have not indicated if you or any member of your family have ever been mistreated/ threatened by the authorities of your home country or by a group(s) controlled by government or by a group(s) which the government of your home country is unable or unwilling to control.

You also have not indicated if you or any member of your family have ever been arrested, detained, interrogated, convicted and sentenced, or imprisoned in your home country. These questions were all left blank on your asylum application.

You have not made a claim for asylum based on one of the five grounds of persecution on which a claim for asylum may be made.

Form 1-589, Request for Asylum in the United States, must be based on your fear of persecution on account of race, religion, nationality, membership in a particular social group, or political opinion. You have failed to show a relationship between your request for asylum and one of the five grounds of persecution on which a claim for asylum may be based.

For that reason, your application for employment authorization, Form 1-765, is denied. There is no appeal to this decision. This decision is without prejudice to consideration of subsequent applications for employment authorization filled with the Immigration and Naturalization Service.¹

¹ Notre enquête.

En 2005, près de 250 migrants africains auraient vu leur demande d'asile refusée.¹ 45% des migrants fustigent la lenteur administrative dans le traitement des dossiers et la fréquence des refus.

Compte tenu de l'évolution des flux migratoires africains observée par *The Immigration Information Source* au cours de ces deux dernières décennies, on est en droit de se demander si l'immigration africaine outre-Atlantique va connaître un fléchissement. Cela reste problématique. Il semble que les États-Unis continuent et continueront d'attirer les migrants d'Afrique. L'attraction croissante des États-Unis et la réduction de l'émigration africaine vers l'Europe occidentale peuvent se comprendre au regard de l'évolution économique globale et de la situation politique de ces deux destinations.

Par exemple, les États-Unis ont connu dans les années 1990, une forte croissance économique fondée sur le développement de l'économie des marchés et singulièrement la création d'une multitude de start-ups. En parallèle, le pays a attiré une proportion croissante des migrants (légaux et illégaux) venus de tous les horizons.

De même, Agyemang Konadu indique que tant que les facteurs conduisant à l'émigration persisteront, il serait difficile de mettre un terme aux flux migratoires. L'immigration africaine aux États-Unis est vouée à se perpétuer et même à progresser dans les années à venir :

It has to be noted that so long as there continue to exist sociopolitical and economic problems on the African continent, push forces will continue to work and cause African to emigrate. Furthermore, so long as the U.S. remains a powerful economy and plays a leading role in higher education, its pull power on Africans will be irresistible.²

¹ *African Event*, op. cit., 33.

² Konadu & Takyi, op. cit., 45.

En outre, le continent se doit d'offrir « un environnement favorable et ouvert à la critique constructive, sans violence ni persécution. »¹

Joseph Takougang partage cette analyse. Selon lui, l'incertitude et l'instabilité politiques sur le continent africain constituent les principaux facteurs de l'immigration. Nombre de pays d'Afrique subsaharienne ont engendré une période d'incertitude politique et incité certains de leurs membres à migrer en Occident, à cause des politiques répressives de certains gouvernements, on l'a vu. Les migrations sont également générées par une marginalisation économique des candidats au départ, on l'a dit. Il y a un taux de chômage et de sous-emploi élevé parmi les jeunes diplômés. Crise économique, taux de chômage élevé, violation des droits de l'homme, conflits armés et services sociaux inadaptés ont contribué à la migration des Africains qualifiés et hautement qualifiés.

Les difficultés économiques récentes des pays d'Afrique subsaharienne conduisent à s'interroger sur l'évolution des stratégies migratoires individuelles et familiales des populations de ces pays, d'autant que leurs migrations internationales prennent des formes plurielles. Nous avons longuement évoqué ces facteurs dans la première partie de cette recherche. Ainsi, explique Takougang :

What the future holds for the continued flow of African migration to the United States is unclear. But from all indications it appears that African migration, immigration, and integration into American political, social and economic spheres will continue. The continuous proliferation of civil wars across the continent—Liberia, Sierra Leone, Côte d'Ivoire and the Democratic Republic of Congo—is not a positive sign for a continent where nearly half a century ago the prospect of independence was greeted with tremendous optimism and great expectations.²

C'est aussi le point de vue de l'historienne Carolyn Jenkins. L'incertitude des jeunes Africains face à l'avenir constitue un facteur essentiel de leur migration

¹ *Ibid.*

² Takougang, *op. cit.*, 7-8.

vers l'Occident. Les perspectives économiques étant limitées dans leur pays. Jenkins souligne que « While the future is uncertain, and incomes are eroded by bad policies, people will seek a better life abroad. [...] 20,000 African professionals leave the continent for new jobs in the West every year. »¹

Là-bas, les stratégies migratoires s'élargissent, s'adaptent au gré des conjonctures économiques et politiques. Les migrations africaines tendent à devenir internationales. Et dans deux cas sur trois, elle a pris une orientation Sud-Nord. Ce, dès le début des années 1980, période au cours de laquelle la question des migrations africaines commence à occuper une place de premier plan dans le débat public en Afrique.

Sur la base d'une analyse détaillée de la presse quotidienne et hebdomadaire, de magazines scientifiques et d'ouvrages issus de la sociologie urbaine, publiés entre 1982 et 1990, des chercheurs comme Selassie Bereket, Rick Bodie ou Joel Millman ont étudié non seulement les facteurs de l'immigration africaine mais également l'orientation des flux migratoires africains. Des recherches menées par Millman auprès des migrants africains révèlent précisément l'importance de l'émigration africaine vers des grandes villes américaines comme Austin, Montgomery, Detroit, Boston, Minneapolis, New York, Philadelphie, Oklahoma city, Jackson ou Miami.² Par exemple, deux migrants africains sur trois originaires de l'Ouest du continent travaillent dans le commerce. Deux sur cinq connaissent des réussites commerciales. Certains groupes de migrants sont en perpétuel renouvellement.³ Le départ des uns succède à l'arrivée des autres. Les

¹ Carolyn Jenkins, citée par K. Brown, 2002, 2.

² Cf. Millman, 1997.

³ Il s'agit en majorité de ceux de culture musulmane.

C'est le cas de ce commerçant d'origine ivoirienne qui a fait venir son frère à New York, pour lui apprendre à gérer un commerce. Il a pu développer véritablement son assise économique :

« Issifi now shares space with his blood kin. "He will have to learn English, and then I will train him, and teach him the business. Then I can travel and not lose opportunity here in New York. In time, I will return to Abidjan and leave him to tend the business. He will then do as I do now—help support his family from America." »

Stoller, *op. cit.*, 157.

membres de la famille les plus âgés laissent leurs activités commerciales aux plus jeunes générations lorsqu'ils prennent leur retraite. Mais, la relève suffira t-elle à soutenir économiquement la famille rentrée au pays et celle qui y est restée ?, s'interroge t-il.

Dans une étude publiée en 2003 et consacrée aux migrants africains, Rick Bodie a observé que les flux migratoires s'autoalimentent. Les migrants permettent aux parents ou aux amis qu'ils ont laissés au pays de migrer en leur fournissant des informations sur la manière de procéder, des fonds pour faciliter leur déplacement, et une aide pour trouver un travail et un logement. Ce mécanisme fait que le déplacement devient plus facile pour chaque groupe de migrants successif, entraînant ce que l'on appelle la « migration en chaîne. »

C'est le cas d'un migrant nigérien qui réside à Baltimore. Arrivé en 1996 aux États-Unis, ce jeune homme de 23 ans a travaillé avec son oncle avant de reprendre le commerce de celui-ci ; marié en 1998, il a fait venir son épouse à Baltimore en 2000. Son oncle est rentré définitivement à Niamey en 2002, après seize ans passés aux États-Unis. Chef de famille, il fait vivre aujourd'hui les membres de sa famille élargie à partir des envois réguliers de fonds de ses neveux.¹ Ce migrant n'est pas un cas isolé. A Greensboro, deux commerçants guinéens sur trois font appel aux membres de leur famille restés au pays natal pour reprendre le flambeau.² Il s'agit en général de frères, de cousins ou de neveux utérins. C'est aussi le projet de ce Sénégalais qui souhaite faire venir son cousin à New York pour prendre la relève de ses activités commerciales, pendant qu'il rentrera définitivement au pays.³

Toutefois, ces itinéraires américains de migrants africains ne peuvent pas être généralisés. Seules des observations sur un temps long, recouvrant plusieurs générations et intégrant l'ensemble des parcours migratoires en interaction, pourraient conduire à des interprétations décisives. Rien ne peut en effet nous

¹ Millman, 2006.

² *Ibid.*

³ Stoller, *op. cit.*, 180.

laisser préjuger que l'avenir migratoire de ces jeunes générations de migrants africains se dessinera selon les mêmes contours que les destinées de leurs aînés.

C'est en analysant les conditions initiales du parcours migratoire des Africains, au regard des caractéristiques socioéconomiques des pays d'origine et du pays d'accueil que l'on peut comprendre les migrations de retour qui participent d'un système plus large. C'est en fait prendre le retour au pays comme un révélateur des stratégies migratoires des Africains, et donc des trajectoires professionnelles, résidentielles et familiales qui y sont associées, leur évolution, et leurs effets probables dans un cadre socioéconomique dynamique et évolutif.

Enfin, si 48%¹ des départs s'inscrivent dans des réseaux structurés, les retours sont moins organisés et dépendent d'initiatives individuelles.

Paul Tiyaambe estime, pour sa part, que la politique de regroupement familial va certainement engendrer un accroissement de l'immigration africaine aux États-Unis. En 2005, le nombre de migrants africains admis au titre du regroupement familial était estimé à 68%.² Car déclare-t-il :

It is difficult to predict future flows of African immigrants to the United States. Insofar as family migration constitutes the main component of permanent immigration into the country, accounting for 65 percent in 1996, more Africans are likely to enter as family members as their relatives resident in the United States adopt citizenship.³

Notre regard s'est enfin porté vers les réfugiés politiques. Issus d'une migration en développement qui a pour origine les guerres civiles, ils sont de plus en plus nombreux à chercher refuge aux États-Unis. Les conflits interethniques récurrents et violents dans des pays africains tels que le Tchad, la Somalie,

¹ *Irinkerindo : A Journal of African Migration*, op. cit., 23.

² Cf. *The Migration Information Source*, op. cit., 12.

³ Tiyaambe, op. cit., 12.

l'Erythrée, le Soudan ou le Rwanda, pourraient encore générer un flux de réfugiés africains outre-Atlantique. Tout comme les pays européens, les États-Unis se devront de les accueillir, au regard de la convention internationale. Celle-ci stipule que : « la qualité de réfugié sera accordée à la personne qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité. [...] ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner. »¹

Il s'agit en effet de protéger une personne ayant quitté temporairement ou définitivement son pays d'origine, vu l'impossibilité ou le danger pour cette personne de regagner le pays d'où elle vient. C'est un droit concrétisé par un statut. Par exemple, en 1992, 38% des réfugiés somaliens à Washington, D.C. se disaient être en danger en raison de leur appartenance confessionnelle.²

4.2. Les expulsions.

Les reconduites à la frontière des migrants originaires d'Afrique subsaharienne ne sont pas rares. Près de 400 migrants africains seraient reconduits dans leur pays d'origine chaque année.³ Un journaliste d'*Afrique-États-Unis* nous en donne quelques chiffres. Il résume la situation des migrants africains (expulsés et réfugiés) aux États-Unis de la manière suivante :

Les expulsions : chaque année les autorités demandent le départ de certains étrangers. Ceux qui refusent d'obtempérer sont expulsés. Ce fut le cas en 1997 de 474 touristes africains, 325 étudiants, 68

¹ Extrait de l'article 1 de la convention internationale relative au statut des réfugiés du 28-7-1951, cité dans *Hommes & Migrations*, *op. cit.*, 32.

² Il s'agit essentiellement des migrants africains de culture catholique venus des pays musulmans d'Afrique subsaharienne.

Ibid.

³ Cf. *Immigration Insight*, *op. cit.*, 20.

membres d'équipage et 47 passagers clandestins : des Nigériens, Ghanéens et Nigériens pour la plupart.

Dans l'immense majorité des cas, les migrants expulsés le sont pour infraction à la loi sur les titres de séjour : visa touristique périmé, emploi sans visa de travail. Les expulsions pour cause « d'anarchisme » et de subversion sont rares chez les migrants africains. Pourtant en 1995, 129 Nigériens, 76 Ghanéens, 58 Ivoiriens et 34 Camerounais ont été expulsés pour ces raisons.

Les expulsions aux États-Unis passent inaperçues. Elles n'ont jamais provoqué les remous qu'elles suscitent en France. D'autre part le processus est long et les immigrants expulsables sont d'abord invités à quitter le pays de leur plein gré. Il se passe généralement plusieurs mois avant qu'ils ne soient effectivement mis à la porte. [...] **Les réfugiés :** en 1999, 2.166 immigrants africains ont obtenu le statut de réfugiés politiques alors que 7.452 l'avaient demandé. Ethiopiens pour la plupart, les réfugiés sont aussi dans une moindre mesure Togolais, Ougandais, Mozambicains, Angolais, Zambiens, Namibiens et Sud-Africains. On comptait aussi 88 ex-Zaïrois.

Chaque année, le Président, en consultation avec le Congrès, décide d'un nombre plafond de réfugiés à accepter. Les chiffres varient tous les ans (par exemple, 6.700 Africains en 1993).

L'Afrique, qui compte le plus grand nombre de réfugiés, est donc particulièrement mal lotie lorsqu'il s'agit de les faire accepter aux États-Unis. Un certain racisme n'y est pas étranger.¹

En 2004, 280 migrants africains clandestins ont été arrêtés par la police départementale de Baltimore et 70 d'entre eux ont été relâchés, prétextant une nationalité qui les rend inexpulsables (somaliennne, éthiopienne, rwandaise et sierra-léonaise, érythréenne, entre autres).² Au cours de la même année, une vingtaine d'autres migrants africains illégaux ont été arrêtés à New York puis placés dans le

¹ Source : U.S. INS, cité dans *Afrique-États-Unis*, Jun. 30(2004): 16.

² *African Resource Center*.

centre de rétention de l'*Immigration and Naturalization Service* du New Jersey.¹ Par exemple, en 2005, le juge de l'immigration de New York a ordonné l'expulsion de 40 migrants africains auxquels l'asile avait été refusé.²

Les textes en vigueur aux États-Unis stipulent que tout enfant né sur le sol américain est citoyen des États-Unis et que tout parent étranger d'enfants nés sur le territoire américain est inexpulsable lorsque ce dernier est ou se retrouve en situation irrégulière dans ce pays.³

Par contre, pour ceux qui tentaient d'obtenir le permis de séjour (*Green Card*) par le mariage, la loi votée en 1986 (relative à la fraude au mariage) et renforcée en 1992, prévoit que l'immigrant qui fonde son statut sur un mariage de moins de deux ans n'est qu'un immigrant conditionnel. Trois mois après le second anniversaire de son mariage avec un citoyen américain, il doit demander le relèvement de la conditionnalité. S'il ne peut pas prouver, devant un agent de l'immigration autorisé à lui poser les questions les plus intimes, que son mariage est authentique, il risque l'expulsion.⁴ La même année, une autre loi (*Immigration Reform and Control Act*) a permis la régularisation des milliers d'illégaux entrés aux États-Unis avant le 1er janvier 1982 qui pouvaient apporter la preuve d'une résidence discontinue. Certains ont obtenu la résidence temporaire, d'autres la résidence permanente.⁵ Parmi eux, on compte plusieurs Camerounais, Ghanéens, Congolais, Togolais, Zambiens et Gabonais qui ont une qualification professionnelle : ils ont un travail, un logement, bref ils sont désormais bien intégrés dans le pays.⁶

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ United States Citizenship and Immigration Services (USCIS). *Naturalization by Country of Birth and Intended State of residence*, Fiscal Year, 2002.

⁴ Stoller, *op. cit.*, 115 & 118.

⁵ Wilson, 2003, 4.

⁶ Adelman, 1994, 6.

38%¹ des migrants africains en séjour irrégulier sur le territoire américain qui, jusque là, n'avaient pas osé aller passer les vacances chez eux de peur de ne plus retourner aux États-Unis, peuvent désormais rendre visite régulièrement à leur famille. Depuis le début des années 2000, les deux vols hebdomadaires d'Ethiopian Airlines sur Brazzaville-Kinshassa via Addis-Abeba, de Cameroon Airlines sur Nairobi-Johannesburg via Douala et d'Air Gabon sur Dakar-Lagos via Libreville sont pris d'assaut par les migrants africains, particulièrement en période de fêtes religieuses.²

En dépit des moyens mis en œuvre, l'immigration clandestine reste un fléau. Il n'y a pas de réponse simple à une question d'une telle complexité. Les gouvernements successifs n'ont pas réussi à résoudre ce problème, c'est-à-dire, à mettre un terme à l'immigration irrégulière et régulariser la situation des douze mille immigrants illégaux dans le pays. Au-delà des clandestins, se pose, à l'évidence, le choix de la politique de l'immigration aux États-Unis.

4.3. La pratique de la double peine aux États-Unis.

Sous la double peine, un migrant en situation régulière commettant un « crime » ou un « délit » peut être condamné à la prison ou à la réclusion (première peine), puis à l'interdiction du territoire national, entraînant de plein droit sa reconduite à la frontière, après avoir purgé sa peine de prison ou de réclusion (deuxième partie).

En clair, lorsqu'un Américain est emprisonné pour un délit, il est relâché après avoir purgé sa peine. Lorsqu'un nouveau migrant est incarcéré pour le même délit, il est expulsé vers son pays d'origine. Peu importe qu'il soit en situation régulière ou irrégulière, qu'il ait vécu trois ans ou trente ans aux États-Unis, qu'il

¹ *African Events*, op. cit., 32.

² Cf. *Irinkerindo : A Journal of African Migration*, Apr. 6, 2006.

<<http://www.africamigration.com>>. (consulté le 14 avril 2006)

ait ou non des attaches familiales aux États-Unis, il risque la double peine, prévue par la loi, dans des États comme la Floride, New York, la Georgie, l'Arizona, etc.

Le principe de la « peine complémentaire » existe dans la législation américaine et qu'elle est susceptible d'être appliquée pour un certain nombre d'infractions sur lesquelles nous reviendrons plus loin. Dans cette perspective, les migrants africains (légaux et illégaux) ne sont pas épargnés.

Qu'ils soient intégrés à la société américaine ou non, tous les ans, près de 5.5% d'entre eux seraient sous le coup d'une expulsion du territoire américain ou d'une mesure d'interdiction du territoire, avec la loi de 1996 appelée *Illegal Immigrant Reform and Immigrant Responsibility Act of 1996 (IIRIRA)*. Et ce, qu'ils aient commis des infractions mineures ou graves, qu'ils soient mariés ou célibataires et qu'ils aient des enfants nés aux États-Unis ou non. Un juriste américain écrit de ce point de vue :

One major part of IIRIRA was its expansion of the categories of criminal activity for which both documented and undocumented immigrants can be deported. It also did away with relief that was previously available to those who had been convicted of crimes.

Previously, immediate deportation was triggered only for offenses that could lead to five years or more in jail. Under the Act, even minor offences like shoplifting, which might be punished with merely a probationary sentence, are enough for deportation. The act even applies to residents who have married American citizens and have American-born children.¹

Cette loi est appliquée de façon rigoureuse depuis les attentats du 11 septembre 2001. Elle autorise les autorités fédérales à expulser les immigrants jugés dangereux. En outre, des actes tels que le vol à l'étalage, le trafic des substances illicites, la violence ou l'incitation à la révolte peuvent être considérés comme un délit. Ainsi par exemple, en 2000, près de 200 migrants africains ont été

¹ *African Events, op. cit.*, 33.

renvoyés en Afrique pour avoir commis ce genre d'infractions.¹ Un quart d'entre eux étaient originaires du Malawi. Les délits susceptibles d'entraîner l'expulsion des migrants sont variés.

Dans son article, intitulé « Deported in a Different Kind of Prison », Alexandra Zavis évoque le cas des migrants cap-verdiens qui ont été expulsés des États-Unis au cours de ces dernières années pour diverses infractions. Ainsi, affirme-t-elle :

There are at least as many—if not more—Cape Verdeans living in the United States as on this Atlantic archipelago of ten volcanic islands and eight islets. In recent years, however, growing numbers of Cape Verdeans have been sent back under U.S. immigration laws that make deportation mandatory for offenses as small as shoplifting or stealing a car radio. About 20 people have been shipped home every year since 1996. While only a tiny portion of those living in the United States, it's enough to affect an island like Brava, where more than 30 deportees are concentrated in Vila Nova Sintra, a town of just 2,000 people.²

Cette loi qui prévoit l'expulsion des migrants en séjour légal vers leur pays d'origine même quand il y a présomption d'intégration dans la société a des conséquences néfastes sur la vie sociale des condamnés. Une fois renvoyés dans leur pays d'origine, les migrants cap-verdiens disent également être victimes d'ostracisme de la part de leurs compatriotes. Ils ont du mal à se réintégrer dans leur propre pays. L'enquête menée par Alexandra Zavis auprès des migrants expulsés des États-Unis l'a bien montré :

While emigrants are usually feted when they visit, those who return to Brava after a term in a U.S. prison say they are treated like outcasts. Referred to disparagingly as the “deportados”, they are widely feared in a country where most people don't have locks on their doors, but which

¹ *Ibid.*

² Zavis, 2001, 1.

experienced its first ever gang-style killing just over two years ago. When a window breaks or a chicken disappears, the deportees are the first to be blamed.

They come here, they rob, they destroy your property, they take your bananas”, says Toy Silva, 47, himself a U.S. resident who returns regularly to visit family in Brava. “They’re like animals.”¹

Des migrants intégrés et vivant aux États-Unis depuis parfois plus de quinze ans se voient expulsés pour vol ou pour trafic de produits illicites, ou sont confrontés à un refus de renouvellement de leurs *Green Card* et se retrouvent ainsi dans des situations inextricables.

On pourrait en dire autant pour cet Africain qui est arrivé aux États-Unis à l’âge de onze ans, et qui a été expulsé de ce pays pour trafic de stupéfiants. Ce dernier était intégré à la société américaine, car il était marié et avait un travail en Floride :

Goncalves was 11 when his family moved to Pawtucket, R.I. He finished high school in the United States, married an American woman and moved to Tampa, Flo., where he worked as a truck driver. After all those years living on a *Green Card*, it did not occur to him he wasn’t a U.S. citizen until he was arrested for dealing drugs. By then, it was too late. Sweeping changes to U.S. immigration law in 1996 dramatically expanded what are considered deportable offenses and withdrew a waiver that had previously been available for permanent residents.²

L’exemple de ce Cap-Verdien est une illustration de la double peine à laquelle près de 350 migrants africains sont condamnés chaque année aux États-Unis. A titre d’exemple, en 2005, ils représentaient 9.5% de la population carcérale d’origine africaine si l’on en croit *The African Events*.³ Ils ont été poursuivis dans

¹ *Ibid.*, 2.

² *Ibid.*, 3.

³ *African Events*, *op. cit.*, 35.

l'interprétation la plus étendue possible de la loi et pour les crimes les plus graves que justifient les faits. Et, il y a autant de *Court Houses* américains que d'interprétations et d'applications de la double peine, chaque État étant indépendant en matière pénale. Cette situation est dénoncée par certaines Associations comme étant particulièrement scandaleuse. Une vingtaine d'Associations africaines et asiatiques demandent aux tribunaux américains de tenir compte de l'intégration personnelle et familiale avant toute condamnation à une double peine. Mais elles n'ont pas eu gain de cause.¹ L'approche de ces Associations est exclusivement centrée sur un soutien financier en faveur des condamnés et de leurs familles. Comme l'illustre cette affirmation de Paul Stoller :

From the fall of 1997 to the spring of 1998, advocates of immigrant rights intensified their efforts to amend the tough immigration laws of 1996. They sought to amend provisions for the quick removal of aliens who are caught entering the country with fraudulent documents as well as for the compulsory imprisonment and deportation of immigrants convicted of serious felonies.²

Il faut toutefois préciser que parmi les migrants africains expulsés des États-Unis au cours de ces dernières années, rares sont ceux qui l'ont été parce qu'ils étaient qualifiés d'individus présentant une menace pour l'ordre public.³

¹ *Afrique-États-Unis* <<http://www.allafrica.com>>. (consulté le 4 mars 2007) ; *Voices of New York* Selon l'Association africaine de New York, quand il est établi qu'un immigrant dispose de l'essentiel de sa vie aux États-Unis, et notamment de sa famille, le bannissement ajouté à une condamnation pénale est un traitement cruel et inhumain. Cf. *Voices of New York*, *op. cit.*, 12.

² Stoller, *op. cit.*, 116.

³ *Immigration Insight*, *op. cit.*, 10.

Conclusion

Les migrants africains expriment des points de vue variés quant à leur avenir. Tous ne voient pas forcément cet avenir aux États-Unis. La grande majorité des Africains de la première génération espèrent rentrer dans leur pays quand la paix y sera revenue. A noter également qu'un quart des migrants qui souhaitent retourner en Afrique sont des hommes mariés dont les épouses et les enfants sont restés au pays.¹

Le flux annuel moyen des retours est estimé à 3.800 personnes, selon les données d'*African Resource Center*.² Ce mouvement peut être évalué à plus de 4.000 personnes. Cependant, et pour être plus précis, l'augmentation des départs est 10 fois supérieure à celle des retours. C'est d'Afrique de l'Est et de l'Ouest que continuent de partir trois migrants africains sur quatre.³

Plusieurs facteurs expliquent la décision de retourner en Afrique. Ils sont près d'un tiers de migrants à avoir insisté sur le fait que les grandes villes américaines ne constituent pas, selon leurs critères, un bon milieu pour l'éducation de leurs enfants.⁴ C'est le cas des migrants africains de Miami qui disent être

¹ *Ibid.*

² *African Resource Center*

<Disponible sur <http://www.arceam.org>>. (consulté le 16 avril 2006)

³ *Ibid.*

⁴ Notre questionnaire.

A cause notamment du taux de criminalité qui est particulièrement élevé dans des métropoles comme Los Angeles, Chicago, Miami, Atlanta...

Comme le dit John Arthur : « The fear of crime is also a major concern to the African immigrants. Since the majority of them live in large urban areas, they are confronted with crime and its toll on inner-city minorities. Over 90 percent of the immigrants believe that crime is out of control in their communities. They attribute crime to family breakup, minority unemployment, the lack of affordable housing, and economic deterioration. »

Arthur, *op. cit.*, 92.

Toutefois, ce sentiment est bien sûr partagé par nombre d'Américains résidant dans les grandes villes du pays.

effrayés par des gangs ultra violents de cette ville, mais aussi par le climat social qui y règne et, singulièrement, la cohabitation entre riches et pauvres qui devient de plus en plus difficile. Par exemple, entre 1968 et 1990, pas moins d'une vingtaine d'explosions de violence se sont produites dans les quartiers noirs de Miami. Dans la plupart des cas, des bavures policières étaient à l'origine des émeutes.¹ Ils disent également craindre les influences déstabilisantes d'un environnement trop permissif. Naturellement, cette crainte est partagée par nombre d'Américains.

Les migrants que nous avons interrogés ont par ailleurs exprimé l'idée qu'ils voudraient bien ne pas voir leurs enfants oublier leur pays d'origine, car soutiennent-ils, le pays d'origine, même abhorré, restera toujours la terre de leurs racines et le lieu d'expression de leur culture.² En général, le retour au pays d'origine a souvent été lié à la dégradation des conditions d'existence dans le pays de résidence, voire à des difficultés dans la vie sociale.

La moitié des migrants qui envisagent de retourner en Afrique se disent être victimes de discrimination. Et la discrimination les a conduits à vivre en milieu fermé. En d'autres termes, c'est à cause du sentiment de rejet que ces migrants se sont repliés sur des valeurs liées à leur culture d'origine. C'est ce qui explique d'ailleurs le repli ethnique des groupes de migrants dont on a parlé dans la troisième partie de cette recherche. L'ethnicité est souvent vécue par ces migrants, comme un refuge face aux agressions multiples.³ Paul N'Da considère, à cet égard, que : « l'hostilité de la société ambiante nourrit la tentation de se réfugier dans l'entre-soi ».⁴

D'autres (environ 30%) se disent plus sceptiques sur la capacité de leurs enfants à accepter le retour dans un pays où, comme nous l'avons dit plus haut, ils

¹ Dodoo, 1999, 386.

² Aux dires de ces migrants, aucun ne semble envisager à long terme rester dans ce pays. 12% d'entre eux affichent nettement leur volonté de rentrer en Afrique dans les dix ans à venir. Ils y séjourneraient régulièrement pour préparer les conditions matérielles de leur retour.

Notre questionnaire.

³ Daniels, 1992, 133.

⁴ N'Da, 1987b., 25.

auront du mal à se réadapter et dont ils gardent parfois de mauvais souvenirs. Ils soulignent par ailleurs la difficulté pour leurs enfants nés aux États-Unis de se réhabituer à vivre là-bas. A côté des causes du non-retour que nous venons d'évoquer, un certain nombre d'indices nous confortent dans notre analyse. Le taux de chômage qui est particulièrement élevé dans les pays d'émigration. Un autre indice : le développement de l'épargne et l'investissement immobilier qui sont le signe d'un long séjour, voire d'une intégration dans le pays d'accueil.

Pour certains migrants (25%), le retour définitif est souvent reporté en raison de la guerre dans des pays tels que le Libéria, le Soudan, la Côte d'Ivoire, l'Angola ou le Congo démocratique. Mais aussi à cause des conflits interethniques ou des calamités naturelles comme la sécheresse qui frappe les pays situés près du Sahel.

Entre 2000 et 2005, certains migrants (environ 15%) n'ont pas eu le choix. Leurs demandes d'asile ayant été rejetées, ils ont été contraints de retourner en Afrique. D'autres (10%) ont fait l'objet d'une double peine.¹ Les autorités de certains États ont adopté des mesures répressives à l'encontre des migrants.

Nous avons évoqué la situation des groupes de migrants transnationaux à cheval sur les frontières entre deux pays. Ceux qui sont à la lisière de deux pays, de deux ou trois langues, de plusieurs traditions culturelles. Ils souhaitent préserver leur identité. Et cette identité révèle entre autres l'appartenance à une tradition religieuse, à une nationalité, parfois deux ; à un groupe ethnique ou linguistique. De la même manière, ils revendiquent le statut de migrant d'ici et d'ailleurs. L'identité culturelle propose un schéma collectif où les migrants ont à partager les mêmes origines, les mêmes croyances, les mêmes rituels, et parfois la même apparence physique.² Or, l'assimilation comme le déclare Boris Cyrulnik, « exige une amputation de la personnalité pour que l'émigrant prenne sa nouvelle place. » Cela

¹ Cf. *African Resource Center*, *op. cit.*

² Paul Stoller a pu l'observer chez les commerçants ouest-africains de New York : « No matter their location, Hausa traders tend to live near one another, engage in similar social pursuits, share similar cultural beliefs, and practice the same religion : Islam. » Stoller, *op. cit.*, 31.

suppose que le migrant renonce aux rituels de son milieu d'origine, à son attachement à ce milieu, qu'il apprenne la langue et les rituels de son pays d'accueil, qu'il renonce au rêve et s'adapte au réel.

Les migrants qui refusent d'apprendre la langue et les rituels du pays d'accueil composent une sorte d'isolat culturel, une enclave dans une culture d'accueil. De ce point de vue, les Mourides de New York en constituent l'exemple emblématique. Ces migrants ont en effet participé à la vie économique du pays dans lequel ils sont installés sans avoir pour autant cessé de cultiver des singularités liées à la Diaspora. Le business ethnique se maintient à Harlem, les petits entrepreneurs y installent leurs lieux de stockage de la marchandise, ils utilisent des compatriotes comme gérants et de façon progressive un groupe social, avec ses solidarités et ses tensions, s'y établit.

C'est ce qu'un journaliste du *African Times/USA* a observé chez les commerçants venus d'Afrique de l'Ouest et établis à New York :

West African traders have created complex and highly flexible transnational networks from which they derive valuable information, generate trust, and receive economic support. Their economic values are profoundly influenced by their faith and by their cultural and family histories. [...] African traders in Harlem collect money among themselves to help their compatriots settle their hospital bills and to pay for their airfare back to Africa.¹

Les enfants dont les parents ont émigré n'échappent pas, comme nous l'avons vu dans la partie précédente, à une crise d'identité. Ils se trouvent confrontés à une difficulté de repère culturel. Ils ont une identité hybride – ils sont africains, américains, noirs, métis, musulmans ou chrétiens.²

L'installation durable de la première génération de migrants africains ne signifie pas pour autant une assimilation à la population locale. Nous l'avons vu,

¹ *The African Times/USA*, op. cit., 9.

² Cf. *Courrier international*, op. cit., 10

80% d'entre eux nouent des liens assez forts avec la terre d'origine, preuve en sont les retours réguliers au pays pour un tiers de migrants.¹ De manière similaire, les traditions du milieu d'origine restent profondément enracinées chez ces migrants. Autrement dit, cette pérennisation va de pair avec la conservation de l'essentiel de la culture d'origine et de la pratique religieuse au développement duquel ont contribué les associations de migrants des grandes villes américaines comme Atlanta, New York, Philadelphie, Montgomery, San Francisco ou Washington, D.C. C'est le cas des Dioula (Malinkés originaires du Mali et de Guinée) qui résident à Atlanta, et des migrants originaires de Bokidiave (village pluriethnique de la moyenne vallée du fleuve Sénégal) qui sont installés dans le Queens.²

Il est tentant de croire que, numériquement, la première génération de migrants africains va progressivement et naturellement disparaître à plus ou moins longue échéance. Il restera leurs enfants et leurs petits-enfants qui auront acquis la nationalité américaine en naissant aux États-Unis ou en la sollicitant à leur majorité, et pour lesquels on ne saurait parler de retour.

C'est dans ces conditions, à défaut de retours massifs de migrants, qu'il convient de parler d'intégration de ces populations, au sens que le Haut Conseil à l'Intégration donne à ce terme, c'est-à-dire de « la mise en place d'un processus devant conduire les migrants à participer à l'édification nationale par une adhésion volontaire. »³

Cette intégration, rappelons-le, suppose le partage d'un certain nombre de valeurs, sans pour autant exiger que chacun renonce à l'essentiel de sa culture, encore que des adaptations de part et d'autre s'avèrent indispensables.

¹ *The African Times/USA*, *op. cit.*

² *African Events*, *op. cit.*, 23.

³ Cf. « Intégration » in Pellissier & Paecht, *op. cit.*, 12.

Conclusion

L'idée centrale de notre recherche était d'explorer l'intégration socioéconomique, politique et culturelle des migrants africains aux États-Unis. Cette recherche s'est également fixée pour objectif de montrer leur assimilation ou leur non assimilation à la population américaine. Tels sont les éléments de la problématique à laquelle s'est attachée la présente étude.

Nous espérons avoir répondu à nos interrogations initiales. Les travaux des chercheurs américains et africains en particulier nous ont permis d'apporter un éclairage que nous espérons suffisant sur la question de l'intégration et/ ou de l'assimilation des migrants africains aux États-Unis.

Dans la première partie, nous avons étudié les facteurs liés à la migration des Africains vers l'Amérique du Nord. Mais aussi, leur appartenance à une vaste Diaspora – Diaspora constituée d'une majorité de Nigériens, anglophones, talonnés depuis le début des années 1990 par une forte population éthiopienne, somalienne, rwandaise et soudanaise fuyant la guerre civile ; loin derrière, les Ghanéens, les Kenyans et les Cap-Verdiens. Ceux-ci, en fait, représentent le plus ancien et, pendant des années, le plus important groupe de Subsahariens des États-Unis. Arrivés au début des années 1960 sur les chalutiers, les marins cap-verdiens se sont installés sur la côte Nord-Est, où ils forment un groupe social bien intégré. Un des enjeux de cette étude était aussi d'éclaircir les concepts d'« intégration » et d'« assimilation » avant de les appliquer aux populations étudiées.

De plus, les recherches entreprises ont clairement identifié les causes qui amènent les Africains à vouloir migrer aux États-Unis. Les courants migratoires des Africains outre-Atlantique sont liés à des facteurs sociaux, démographiques, économiques, culturels ou politiques.

L'intensification des flux migratoires s'accompagne d'une diversification des caractéristiques des migrants africains. Si l'immigration féminine a souffert d'une faible visibilité, actuellement le rôle des femmes africaines dans

l'immigration ne peut se réduire à celui de l'épouse qui suit son époux ou la mère qui élève ses enfants. Le travail des femmes africaines ayant migré aux États-Unis occupe une place accrue et certains secteurs économiques, tels le commerce, les services d'aide à la personne, ou les services de nettoyage, reposent sur leurs effectifs dans certaines régions.

Aux prises avec des difficultés économiques (absence de croissance, faible taux d'investissements étrangers), et troublés par des conflits locaux aux implications souvent ethniques, les États d'Afrique subsaharienne connaissent une forte instabilité politique et une forte migration de leurs populations.

La seconde partie étudie, sur la base des statistiques disponibles et d'une enquête que nous avons menée, la place des migrants africains et de leurs descendants immédiats dans la société américaine. Elle porte sur l'intégration économique et socioculturelle des migrants telle que la recherche sur le terrain a pu le révéler, une intégration somme toute réussie dans l'espace économique.

Notre analyse est fondée sur la question de l'intégration et/ou de l'assimilation des migrants africains d'origines géographiques et de catégories socioprofessionnelles diverses. C'est celle à laquelle nous avons tenté de répondre dans les trois dernières parties. Il nous a semblé important d'examiner en détail l'intégration des migrants par l'activité économique (emploi, revenus, perspectives de mobilité économique ascendante, mobilité professionnelle...). Outre leur situation économique, nous avons cherché à savoir quelle était leur situation sociale (sécurité sociale, conditions de vie, entre autres), politique et culturelle. Sur ce dernier point, les résultats d'une enquête conduite par certains chercheurs, sur les migrants, sont édifiants.

Les migrants africains se différencient les uns des autres en ce qui concerne leur pays d'origine, leur vécu avant la migration et leur motivation. En d'autres termes, les nouveaux immigrants africains proviennent de pays de plus en plus divers. Par les effets de la mobilisation des réseaux sociaux, la diversité des flux migratoires ne peut que s'accroître. Les facteurs de l'émigration étant multiples : socioéconomiques, politiques, religieux, etc. Par exemple, pour près

d'un tiers des migrants que nous avons interrogés leur migration correspond à la recherche d'un « refuge salvateur ». Tant que les États-Unis soutiendront des régimes tyranniques et corrompus d'Afrique subsaharienne (ex-Zaïre, Congo, Angola, Togo, Soudan, Tchad, Burundi, Zimbabwe etc.), les guerres civiles ne pourront pas cesser et les populations seront tentées d'émigrer. Les flux migratoires ne se sont pas taris en raison des salaires attrayants aux États-Unis. La corruption perdure encore dans certains pays, le chômage a augmenté et l'immigration s'est poursuivie. Les exemples de la RDC, du Centrafrique, du Cameroun, du Gabon et du Bénin sont éloquentes à maints points de vue. Il faut rappeler également qu'en Afrique subsaharienne, les mercenaires occidentaux ont contribué à plusieurs reprises à la violation des droits de l'homme (en aidant notamment certains militaires à renverser le gouvernement, coups d'États, etc. Ce fut par exemple le cas en République centrafricaine dans les années 1980, mais aussi en Angola, en ex-Zaïre, au Ghana ou au Soudan). Il serait donc plus judicieux pour les États-Unis de promouvoir dans les pays précités une véritable démocratie.

Par ailleurs, la plupart des enquêtes portant sur l'immigration africaine aux États-Unis ont révélé une différenciation de l'origine sociale du migrant : la migration ne concerne plus nécessairement les plus pauvres ou les ruraux. Les migrants africains sont aussi des personnes hautement qualifiées, provenant de milieux urbains et des classes moyennes des pays d'origine.¹ La migration devient aussi un moyen pour certains Africains hautement qualifiés d'accélérer le processus de mobilité sociale auquel ils aspirent. De même, la mobilité du petit entrepreneur, cette figure particulière du Subsaharien identifiée par Joel Millman, tend aussi à devenir une figure plus fréquente de l'immigration africaine.²

Entrepreneur, ouvrier, travailleur illégal, les figures du migrant se multiplient.

¹ Selon le journal *Financial Times* du 17 septembre 2004, 55% de la main d'œuvre qualifiée migre au États-Unis. Ce *brain drain* s'explique par la politique de l'immigration américaine, il est encouragé par le système d'attribution de la *Green Card*.

² Millman, 1997.

Au sein d'un même groupe social peuvent exister des disparités importantes. De même qu'il peut y avoir des différences culturelles au sein d'une même catégorie socioprofessionnelle. C'est le cas des commerçants venus d'Afrique de l'Ouest et ceux originaires d'Afrique centrale à New York. Comme a pu le constater Paul Stoller :

African traders in New York have faced social problems resulting from immigration politics and state regulation. There are, however, profound differences in their trading practices. As we shall see, among West African traders, who are Muslims, commerce is an honourable profession. Traders are members of highly structured networks and follow a strict set of commercial procedures that are stipulated in the Qur'an. Violation of these procedures brings disrespect and shame. Among Central Africans, trade is less esteemed and religion has no central role in their individual trading activities.¹

Les migrants africains ont développé des stratégies individuelles d'intégration. La nature et la portée de l'intégration variant d'un individu à un autre. Ces variations sont déterminées par des différences de milieu familial, de compétences professionnelles et linguistiques. Ces migrants constituent un groupe social important et économiquement diversifié.

D'une manière générale, la Diaspora africaine s'intègre désormais assez bien dans le Nouveau Monde. Cela nous paraît se vérifier dans un certain nombre de domaines et dans le domaine économique en particulier, eu égard aux statistiques sur son taux de chômage relativement bas. C'est vrai également dans le domaine de l'éducation, compte tenu de son niveau d'instruction assez élevé par rapport aux autres groupes sociaux. Jean-Philippe Dedieu écrit à propos des intellectuels africains originaires de la zone francophone :

¹ Stoller, *op. cit.*, 183.

French-speaking African intellectuals have gained true recognition in the United States. A large number of the most prominent or promising African researchers, originating from francophone Africa (whether or not they are graduates of a French university) are now established in the United States : Manthia Diawara, Mamadou Diouf, Augustin Holl, Achille Mbembé, Mohamed Mbodj, Valentin Mudimbe, and others.¹

On peut ainsi affirmer que l'insertion économique et sociale des migrants africains ne pose pas de problème spécifique, par rapport à celle d'autres groupes minoritaires. C'est dans cette perspective comparative que Yanyi Djamba a été amené à écrire : « Compared to native Blacks, black African immigrants are more educated, less likely to be on welfare, more heavily concentrated in some states, more likely to be married, and more employable. »²

Il est intéressant de comparer cette prise de position à celle de Sylvianne Diouf. En effet, selon elle, le commerce ethnique est une des activités que certains migrants africains ont su développer dans les métropoles américaines que nous avons citées plus haut. A titre d'illustration, le *African Market* de Harlem, le *Oyingbo International Market* de Hyattsville dans le Maryland ou encore le *Gold Coast Market Store* d'Atlanta en Georgie témoignent du dynamisme économique de ces migrants et de la vitalité de leurs initiatives privées : créer leurs propres emplois en diversifiant les services (alimentation, tourisme, fax, internet, journaux) et en mettant leurs entreprises au service des autres groupes sociaux noirs : Afro-Caribéens, Afro-Cubains et Africains-Américains.³

¹ Dedieu, *op. cit.*, 68.

² Djamba, 1999, 210.

³ Diouf, *op. cit.*, 24 ; Macharia, 2000, 12.

Joseph Takougang écrit à ce sujet : « African immigrants work as cab drivers, parking lot attendants, airport workers or waiters, waitresses, and cooks in restaurants. Still others have become entrepreneurs. In Washington, D.C., New York, Atlanta, Los Angeles, Houston and Miami, for example, they own restaurants, healthcare agencies and specialty stores that cater to the needs of the large African and other immigrant in these cities. Even African women who have traditionally been in the background of most traditional African family structure now find themselves at the forefront

Le succès de l'intégration professionnelle des migrants est la clé d'une intégration sociale réussie. De la même manière, on ne pourrait conclure à une intégration réussie sans que les migrants n'adhèrent à un ensemble de droits et de responsabilités qui forment la charpente civique de la société d'accueil.

Il semble donc que dans l'ensemble les migrants africains ne constituent pas un fardeau économique pour les États-Unis qui les accueillent. Les comportements économiques, sociaux, culturels et politiques de ces migrants, leurs perspectives humaines (une cellule familiale stable, éducation), socioéconomiques (rémunération, niveau de vie, faible taux de chômage) et culturelles permettent, a priori, d'envisager un avenir radieux. En parlant des migrants africains de la capitale fédérale, Selassie Bereket déclare que : « African immigrants will continue to contribute their talents and traditions to Washington's social and cultural life. The growing African presence in Washington holds much promise for the city's evolving multicultural identity. »¹

Cette étude tend à montrer également qu'aujourd'hui, les migrants africains ne sont pas tous des travailleurs non qualifiés résidant dans des foyers ou des clandestins. Ils sont aussi des diplômés, des cadres et des personnes exerçant des professions libérales, des artistes originaires d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale, d'Afrique australe, d'Afrique de l'Est et des îles du Cap-Vert. Par leur niveau d'éducation, leur profil professionnel et leur niveau de revenus, ces derniers se sont bien intégrés. Si certains ont réussi à atteindre une position sociale élevée dans la société américaine, c'est notamment parce qu'ils se sont intégrés à la culture américaine dominante. Ils ont pris conscience du fait que l'intégration passe par la participation à la vie en société, et particulièrement par le travail et la participation civique.

of economic opportunities in the United States and thus are playing important economic roles in maintaining the family structure both for the family members who are still in Africa and those in the United States. »

Takougang, 2003, 5.

¹ Bereket, *op. cit.*, 12.

Les données disponibles que nous avons utilisées pour évaluer le statut socioéconomique des migrants africains proviennent principalement de *The Migration Information Source*, de l'*Immigration and Naturalization Service* (INS) et des études des chercheurs cités plus haut.

L'intégration suppose une participation des migrants à la vie économique, politique, sociale et culturelle du pays d'accueil. La définition du Haut Conseil à l'Intégration (HCI) le confirme. Car selon cette instance « l'intégration consiste à susciter la participation active des migrants à la société, en acceptant sans arrière pensée que subsistent des spécificités notamment culturelles. »¹ Aussi avons-nous largement évoqué la contribution des migrants africains en matière d'actions sociales, culturelles ou économiques.

Certains migrants venus d'Afrique subsaharienne s'impliquent dans des actions culturelles et artistiques. S'agissant de la contribution économique, la majorité des migrants participent à la création des richesses de leur pays d'accueil.² C'est pourquoi, Joel Millman parle des avantages considérables que représentent les migrations pour la croissance économique et la revitalisation démographique de leur pays d'accueil.³

D'autres expériences sont réussies dans les différents domaines de la création artistique et du sport. Par exemple dans les salles de sport, nous l'avons vu, certains migrants inculquent aux jeunes des quartiers défavorisés des grandes villes américaines, les valeurs du sport.

L'immigration africaine montre aussi le rôle décisif du travail et de la solidarité intra-ethnique dans l'intégration.⁴ Il suffit pour s'en convaincre

¹ HCI, cité dans *Hommes & Migration*, op. cit., 45.

² *A Journal of African Migration*, op. cit., 19.

³ Millman, 1997.

⁴ C'est dans ce contexte que John Arthur a écrit : « The African immigrants' survival in the United States has not been achieved by reaching out and establishing social and economic connections with the host society. Cultural and economic survival has come through the immigrants' ability to expand their contacts and connections with other immigrants of the African Diaspora. Using the social capital of trust, kin bonding, belief in group as opposed to individual fulfilment, and a strong tradition of ethnic pride, the majority of the immigrants has been able to carve an immigrant

d'observer les itinéraires des migrants africains qui affluèrent sur la côte est au début des années 1980 (les Cap-Verdiens en majorité).¹ Souvent sans permis de travail, les trois-quarts d'entre eux vécurent sous la menace continue d'une expulsion. 80% d'entre eux trouvèrent du travail, pourquoi ? Parce qu'ils le voulaient, parce que le travail était et demeure une éthique pour eux. Mais aussi, parce qu'ils ont reçu l'appui d'autres migrants, arrivés avant eux, et déjà établis dans l'épicerie, la buvette, le commerce de proximité, etc. Une fois encore, l'entraide a joué pratiquement le rôle d'une assurance, et la solidarité intra-ethnique, a souvent facilité l'installation des nouveaux arrivants. Parfois, l'aide est venue d'un parent, parfois d'un ami. Les anciens aidaient les nouveaux venus à trouver un travail ou un logement.²

Si certains migrants africains se sont intégrés économiquement (soit en travaillant pour des sociétés diverses soit en créant leur propre entreprise), d'autres par contre, ceux qui n'ont aucune qualification professionnelle, sont payés à la pièce et assujettis à un rythme saisonnier très contraignant : horaire de travail écrasant, rythme très soutenu, etc. C'est le cas des illégaux qui constituent, pour certains employeurs américains, une main-d'œuvre bon marché, et qui se voient attribuer de faibles rémunérations et des conditions de travail pénibles.

Les difficultés que certains migrants africains rencontrent aux États-Unis sont souvent inhérentes à des insuffisances ou à des méconnaissances en matière de langue, de culture et d'accès aux droits, voire aux discriminations à l'emploi et au logement en particulier. Ces migrants ont des difficultés à s'adapter à leur nouvel environnement, parce qu'ils ne parlent pas l'anglais et qu'ils sont de cultures très diverses. Or, le perfectionnement linguistique et l'expérience en milieu professionnel sont indispensables pour s'intégrer dans le pays d'accueil.

identity. This identity is based, in part, on the cultural expectation of becoming economically successful in the United States. »

Arthur, *op. cit.*, 93.

¹ Carreira, 1982, 122.

² *Ibid.*

Nous avons évoqué la situation des illégaux qui sont globalement confrontés à la pauvreté et à la précarité. Leur situation socioéconomique est des plus préoccupantes. Toutefois, dans des villes comme New York, Sacramento, Detroit ou Atlanta, des Associations tentent d'aider les nouveaux venus. Ces migrants, eu égard à leur situation et à leur parcours personnel, bénéficient d'actions destinées à favoriser leur intégration dans le respect des lois et des valeurs fondamentales du pays d'accueil.

L'école, l'armée, le syndicat et la famille jouent un rôle important dans l'intégration des enfants de migrants africains aux États-Unis. Par le biais du mélange ou du brassage qu'entraîne la fréquentation de l'école ces jeunes Africains sont intégrés dans la société américaine. Par exemple, c'est à l'école que l'on acquiert les apprentissages et le comportement requis pour « réussir » normalement dans la vie : discipline, incitation à l'effort et au travail, respect de la loi et d'autrui. L'école inculque aux jeunes quels qu'ils soient, une formation civique, une formation linguistique qui donnera lieu à une compétence linguistique, à la connaissance et l'exercice des droits. L'étude de Francis Dodoo a montré qu'à l'école, tout le monde est logé à la même enseigne. A défaut de fraternité dans cette enseigne, la camaraderie place tous les individus sur un même plan : le port d'un uniforme, dans certains établissements, établit « une égalité » dans l'apparence en gommant un instant, le temps de la « trêve » scolaire, toutes les différences.¹

De même, l'armée a souvent été un ascenseur social et la famille, un lieu privilégié d'éducation, donc d'intégration. Il ne s'agit pas pour nous de faire l'apologie de valeurs familiales ou militaristes. Notre enquête suggère tout au plus que certaines structures sont porteuses d'un faisceau de valeurs et d'attitudes qui peuvent se révéler utiles.

C'est dans ce contexte que John Arthur déclare : « Family structure, educational attainment, and entrepreneurial participation help shape and define the contents of the relationships that African immigrants forge with the members of the host society as well as among themselves. »²

¹ Dodoo, *op. cit.*

² Arthur, *op. cit.*, 95.

Lorsqu'on parle d'intégration, il est aujourd'hui acquis par les différentes associations et institutions¹ qui en ont la charge que cela engage également l'État. Le rapport du Haut Conseil à l'Intégration indique clairement :

[II] faut être deux pour que l'intégration réussisse, et le succès repose aussi sur la volonté de la société qui accueille. L'État doit agir parce que l'intégration ne se fait pas spontanément. Il doit permettre aux migrants de trouver leur place dans le « vivre-ensemble » du pays. Sur le plan social, il doit œuvrer pour une politique de lutte contre les discriminations, ce qui permettrait l'accès des migrants à l'emploi. Discriminations fondées sur l'origine géographique et culturelle des migrants pour reprendre les termes des intéressés.²

Le rapport définit l'intégration comme un processus à double sens, impliquant d'une part aussi bien la société d'accueil que les personnes arrivant dans un pays, et s'appuyant d'autre part sur les droits des migrants mais également sur leurs devoirs. Enfin, ce rapport a établi que l'intégration est un concept global ne se limitant pas uniquement à favoriser une « inclusion » sociale ou à éviter la marginalisation. Une politique d'immigration se doit, selon le HCI, d'intégrer les individus dans leur globalité, tant au niveau économique (par l'accès à l'emploi), que culturel (par l'éducation, l'apprentissage linguistique étant une donnée primordiale) et religieux.

La lutte contre les discriminations reste un domaine complexe. Les résultats ne sont pas toujours garantis et d'après le HCI, il faut modifier les comportements. L'intégration économique est souvent liée au statut juridique des migrants. Ainsi aux États-Unis, les titres de séjour à vocation permanente (comme la *Green Card*) incluent de plein droit l'accès au marché du travail. Par exemple, en 2005, l'association des travailleurs migrants africains d'Atlanta affirmait qu'il faut que soit facilité l'accès à la formation professionnelle continue, à l'acquisition de

¹ On pourrait citer à titre d'exemple, the MPI's National Center on Immigrant Integration Policy de Washington, D.C. ; Carnegie's International Migration Policy Program ; Le HCI...

² Rapport du HCI, *op. cit.*, 62.

nouvelles qualifications et à la validation des acquis professionnels pour toute personne, immigrant ou non, candidate à exercer une activité durable ou permanente. Elle a par ailleurs mis l'accent sur l'apprentissage de l'anglais pour les immigrants francophones.¹

Force est de constater que telle vague d'immigration s'intègre plus facilement et plus rapidement que telle autre. L'intégration implique la reconnaissance de la diversité culturelle, elle suppose une implication dans la vie économique, sociale et politique (conséquence de l'attribution de la nationalité américaine); le lien avec le pays d'origine est maintenu, de même que les croyances religieuses qui jouissent d'une totale liberté.

Les actions sociales menées par certains migrants africains aux États-Unis montrent que « la sociabilité » n'est pas un vain mot. De même, l'action spécifique des femmes africaines dans les associations de quartier, leur rôle de trait d'union entre l'école et la famille ont considérablement modifié la physionomie des groupes sociaux africains dans le pays. Désormais, quoi que l'on en dise ici et là, l'intégration (économique, sociale et culturelle) d'une grande majorité de migrants africains est réussie. Ils font désormais partie de ce que Sylvianne Diouf appelle la « catégorie des immigrants modèles ».²

L'« invisibilité » de certains d'entre eux, est un aspect positif. Invisibilité présentée par John Arthur comme la preuve d'une bonne intégration de ces migrants. On pourrait en dire autant pour l'intégration de la deuxième génération.

¹ *African Events*

<<http://www.africaevent.com>>. (consulté le 10 avril 2006)

² Diouf, 1991, 22.

C'est aussi ce que pense ce journaliste américain : « In addition to black immigrants' need to hold onto their own identities, many Whites have historically tended to regard black immigrants as a model minority within a troublesome native-born black population. A good proportion of immigrants tend to be better educated than African-Americans, don't have the "chip" of racial resentment on their shoulder and exhibit the classic immigrant optimism about assimilation into the mainstream culture. »

Cf. *The Los Angeles Times*, *op. cit.*, 1.

Les données dont on dispose sur leur insertion professionnelle montrent que ces derniers sont économiquement intégrés. Ces données se fondent aussi bien sur l'enquête que nous avons entreprise à ce sujet que sur celle des chercheurs tels que Jill Wilson, Mary Waters ou Alexandra Zavis.

Pour René Laremont, « c'est un ensemble de déterminants culturels, institutionnels et économiques qui gouverne l'intégration des migrants récents, leur épanouissement ou leur altération. »¹

Les études réalisées par les universitaires Agyemang Konadu et John Arthur sur les migrants africains aux États-Unis ont révélé que leur assimilation culturelle s'avère problématique, compte tenu des écarts culturels trop marqués de certains de ces nouveaux arrivants avec les Américains. Les disparités sont importantes en particulier entre Américains et migrants originaires d'Afrique de l'Ouest ou l'Afrique de l'Est. Ce qui caractérise ces microgroupes, c'est l'ethnicité. Les migrants africains appartiennent à des ethnies diverses. L'ethnie étant, selon Konadu, une appartenance à un groupe culturellement figé.

L'objectif des recherches de Konadu et Arthur était de découvrir, entre autres, le moyen de préserver l'identité culturelle des migrants tout en s'assurant qu'ils partagent les valeurs de leur pays d'accueil et en respectent les règles. Dans cette perspective, un journaliste américain a noté quelques divergences entre Américains et migrants africains de culture musulmane : inégalité de statuts des femmes et des hommes issue de certaines cultures traditionnelles, mariages forcés, polygamie, excision, port du foulard islamique, de la djellaba, rituels religieux...²

D'une manière générale, l'assimilation reste une question complexe et délicate dans une société multiethnique et fondamentalement inégalitaire comme les États-Unis, eu égard notamment à la montée des affirmations identitaires collectives. Autrement dit, la machine assimilatrice a beaucoup de mal à fonctionner dans une société américaine éclatée et multiculturelle. Par ailleurs, les

¹ Laremont, *op. cit.*, 18.

² *African Events*, *op. cit.*, 24.

critères d'assimilation retenus par Peter Skerry ou Samuel Huntington sont éminemment subjectifs.

L'assimilation des différents groupes d'immigrants qui ont composé et composent le pays n'a pas toujours été sans heurt. Dans une société fragmentée en groupes ethniques, les rapports entre les différents groupes de la population sont parfois tendus. On pourrait évoquer les phénomènes de discrimination dans certaines villes du pays et notamment dans le Sud profond.

Pour étayer notre point de vue, nous pouvons citer des témoignages de migrants kenyans et zimbabwéens qui résident à Jena (Louisiane), Mercier (Nouvelle-Orléans) et de migrants camerounais de Stockton, une ville située à quelques kilomètres de San Francisco. Par exemple, des dizaines de migrants kenyans et zambiens de Mercier nous ont fait part de leur stupéfaction à propos de l'existence de deux bals de fin d'année dans les lycées de la ville où leurs enfants sont scolarisés. Un bal pour les enfants de Blancs et un autre pour les jeunes Noirs. Cette tradition qui existe depuis 1954 est-elle bien ancrée chez les habitants de cette ville. Ces migrants dont certains sont membres de l'Association des parents d'élèves qualifient cette tradition de ségrégationniste.¹

Dans cette recherche, nous avons tenté de montrer comment les migrants africains se sont intégrés dans la société américaine sur les plans économique, social et culturel (participation à la production, sociabilité). Notre enquête a également révélé que la majorité des migrants ne sont pas assimilés et ce, en dépit du dynamisme économique que des chercheurs tels que Macharia ou Arthur leur reconnaissent. En pratique, cette non assimilation se traduit par la perpétuation aux États-Unis de la culture et des coutumes que ces migrants ont apportées avec eux. Sam Roberts a largement critiqué ces traditions et pratiques importées qui seraient contraires aux valeurs de son pays (mutilations sexuelles, polygamie, mariages forcés, etc.)²

Les coutumes des pays d'Afrique subsaharienne sont ancrées chez certains d'entre eux. Ils sont nombreux à s'y rendre lors des grandes migrations estivales.

¹ Notre enquête.

² Roberts, *op. cit.*

Cette statistique semble indiquer le maintien, par ces migrants, des liens transatlantiques. Ces séjours témoignent aussi d'une volonté de se ressourcer.

L'attachement aux traditions est un exemple particulièrement révélateur d'une non assimilation pour ces migrants. Mais aussi l'appartenance religieuse des migrants venus d'Afrique de l'Ouest. L'islam étant leur référent identitaire. Cette non assimilation s'explique aussi par une forte ethnicité et par la réticence de certains migrants à adhérer à certaines valeurs fondamentales de la société américaine.¹

Les données quantitatives disponibles indiquent une faible identification à l'Amérique chez les migrants africains. Certains d'entre eux refusent de demander la naturalisation, car ils risqueraient, selon eux, de perdre leur citoyenneté d'origine, c'est-à-dire leurs droits civiques, sociaux et même politiques.² Cette réticence à devenir Américain est notoire chez les migrants ouest-africains qui gardent un attachement très fort à leur pays d'origine. La naturalisation, à en croire Yanyi Djamba, représente la voie de la pleine citoyenneté et donc la plénitude des droits et des devoirs de tout citoyen.

L'attachement de la majorité des migrants africains à leur pays d'origine, à leurs coutumes, ou à leurs croyances religieuses rend leur assimilation difficile. John Arthur l'a bien montré car selon lui, les migrants originaires d'Afrique subsaharienne accordent une trop grande importance aux traditions et aux valeurs de la société traditionnelle africaine.³ Il soutient par ailleurs que « the strong intra-ethnic ties that African immigrants forge among themselves serve to impede

¹ *Ibid.*

² Par exemple, ils ne peuvent pas se porter candidat lors des élections dans leur pays d'origine.

³ Arthur, *op. cit.*, 76.

De même, les religions pratiquées par ces migrants sont multiples : les uns restent attachés aux religions ancestrales (Kimbanguisme, harrisme, Matsouanisme...), tandis que les autres sont musulmans, animistes ou adeptes des églises chrétiennes (catholique, protestante, etc.) Et d'une manière générale, on pourrait difficilement parler de rapprochement culturel entre Américains et Migrants africains de la première génération.

assimilation, leading to further isolation and disengagement from wider social discourse. »¹

Cette hypothèse se fonde sur l'existence, dans des villes comme Oklahoma city, Jackson, New York, Denver, Atlanta, Baton rouge, Greensboro ou Washington, D.C., de groupes d'immigrants africains vivant en autarcie. Emeka Nwadiora écrit : « Black African immigrants place a very strong emphasis on collective thinking or attributes that are relation in nature, while the western model of worldview is individualist in nature. »²

Ce qui ressort des entretiens que nous avons eus notamment avec les migrants ouest-africains aux États-Unis, c'est leur attachement à l'identité afro-musulmane. De plus, ceux-ci prônent le respect commun des cultures et des religions et apprécient que l'on reconnaisse l'existence de leur identité. Ils ne se considèrent pas comme les membres d'une minorité restreinte devant s'adapter au groupe dominant et adopter sa culture. Par exemple, pour les migrants africains de Harlem, les incitations à s'assimiler à la culture majoritaire américaine ont été faibles, voire inexistantes. Paul Stoller a pu l'observer. Dans plus de 50% de cas, a-t-il remarqué, l'assimilation s'effectue dans la direction opposée.

En outre, lors de notre entretien avec les migrants africains francophones, naturalisés Américains, la question suivante a été posée : « Comment vous définissez-vous, c'est-à-dire quel adjectif de nationalité vous attribuez-vous ? » La grande majorité de ces migrants se définissaient comme « Kenyans, Ivoiriens, Soudanais, Erythréens, Libérien, Togolais, Burundais, Béninois, Burkinabé... », même lorsqu'ils avaient la nationalité américaine et résident aux États-Unis depuis plus de vingt ou trente ans.

Les témoignages recueillis et les études citées *supra* nous amènent à conclure que la première génération des migrants africains n'est pas assimilée. En revanche, la majorité des membres de la deuxième génération sont assimilés. Ils ont adopté, selon John Logan, la culture des jeunes Américains. Ils alignent très majoritairement leurs goûts et leurs pratiques sur ceux des autochtones. Pour le dire

¹ *Ibid.*

² Nwadiora, 1995, 70.

autrement, les centres d'intérêt des enfants de migrants africains témoignent d'une certaine forme d'assimilation. Leurs goûts en matière de chanson et de mode, par exemple, et leurs espoirs en termes de métiers attestent qu'ils se conforment aux tendances dominantes dans leur environnement présent, ce qui signifie que ces jeunes perçoivent bien ces tendances et se sentent en harmonie avec leur environnement.

Cette recherche montre, in fine, que la majorité des migrants venant d'Afrique subsaharienne sont loin d'être assimilés à la population américaine. Et les migrants que nous avons interrogés ne sont pas patriotes non plus. Par exemple, la majorité d'entre eux disent ne pas exhiber le drapeau national.¹ A titre comparatif, Samuel Huntington fait remarquer qu' : « Autrefois, les immigrants pleuraient de joie en voyant apparaître la statue de la liberté. Ils s'identifiaient avec enthousiasme à ce nouveau pays qui leur offrait la liberté, le travail et l'espoir, et devenaient bien souvent des citoyens profondément patriotes. »²

Il fait référence en particulier aux immigrants arrivés à bord des grands navires au début du XIXe siècle, et qui étaient attirés par les opportunités économiques, la liberté politique et religieuse. Les États-Unis sont une terre de migrations depuis très longtemps. Ces personnes étaient européennes : suédoises, hollandaises, allemandes, irlandaises, grecques, etc. Nombre d'entre elles ont adopté la culture anglo-protestante des colons fondateurs, en raison de la domination culturelle et démographique des Anglo-Saxons dans la société américaine.

Par le passé, les migrants se devaient d'adhérer à la culture et aux valeurs de leur nouvelle patrie. Comme dirait Arthur Paecht « J'ai l'intention de vivre chez vous, je vais donc vivre comme vous, avec vous. Mais, une fois franchi le seuil de ma porte, je fais ce que je veux. »³

Autrefois (du XIXe jusqu'au milieu du XXe siècles), les Américains attendaient des immigrants qu'ils s'américanisent, c'est-à-dire, qu'ils adoptent les

¹ Notre enquête.

² Huntington, *op. cit.*, 17.

³ Cf. Pelissier & Paecht, *op. cit.*, 24.

idées, la culture, les institutions et les modes de vie de la société anglo-protestante américaine. Dans l'Amérique de l'après 1965, les incitations à l'américanisation sont devenues faibles. La présence des Africains ou Latinos dits « binationaux » va à l'encontre de cette idéologie. Il s'agit de migrants qui ont deux nationalités (américaine et celle de leur pays d'origine), deux attachements et souvent deux loyautés.

Certes, l'immigration a grandement contribué à façonner la population américaine. Le pays se caractérise par la présence de nombreux groupes ethnico-religieux : Asiatiques, Indiens pawnees, Hispaniques, Caribéens, Eskimos, Ashantis, Juifs, Musulmans...¹ Ce qui les distingue c'est la religion, l'appartenance ethnique, les valeurs, la culture, la richesse et la politique. Considérons, par exemple, les questions posées lors du dernier recensement américain, celui de l'an 2000. Chaque personne recensée était tenue de s'identifier en choisissant une (ou plusieurs cases) correspondant à sa race ou à son mélange de races. Elle avait le choix entre les catégories suivantes : personne blanche, noire, asiatique, amérindienne et native des îles Hawaï. Une autre case permettait d'identifier l'ethnicité des recensés. Il leur était demandé : « Êtes-vous ou non de souche hispanique ou latino ? »

Du reste, la diversité linguistique des populations migrantes, les quartiers ethniques des grandes villes du pays attestent ce multiculturalisme. On y trouve des groupes sociaux concentrés régionalement comme les Cubains dans le Sud de la Floride ou les Mexicains dans le Sud-Ouest. L'Amérique est-elle, comme le soutiennent Peter Salins et April Gordon, une « nation universelle » fondée sur des valeurs communes à l'ensemble et censée englober tous les peuples, ou une nation dont l'identité est définie par son héritage anglo-saxon et ses institutions ?

On sait que la religion demeure essentielle à l'identité américaine. Martin E. Marty, historien des religions à l'Université de Chicago, insiste sur les origines religieuses des valeurs américaines. Le pays se définit comme protestant dans les manuels scolaires et dans la littérature.²

¹ Huntington, *op. cit.*, 20-21.

² Marty, cité dans *Hommes & Migrations*, *op. cit.*, 71.

Du XVII^e au XIX^e siècles, les Américains définissaient leur mission dans le Nouveau Monde en termes bibliques. Ils étaient un « peuple élu », envoyé pour accomplir une « mission dans le désert », destiné à créer un « nouvel Israël » ou la « nouvel Jérusalem », sur un territoire qui était clairement considéré comme la « terre promise ».¹

Force est de constater qu'à mesure où le nombre de nouveaux immigrants augmente dans un espace géographique particulier, leur fidélité à leur identité ethnique et à leur culture se renforce. La difficulté pour les Africains de confession musulmane à s'assimiler aux États-Unis est due à leur identité religieuse. Ces migrants résident aux États-Unis, mais ne sont pas convertis à la religion dominante de l'Amérique. April Gordon souligne la différence culturelle de ces migrants par rapport à la culture anglo-protestante américaine. La ville de Dearborn, dans le Michigan, comporte une population musulmane importante. Elle a été le théâtre de nombreuses tensions et parfois de violences entre musulmans et chrétiens.² De ce fait, Nathan Glazer affirme que :

American culture and polity are adversely affected by the entry of so many people of races different from that of the majority of Americans, from cultures distant in language and religion and custom from American culture, and that divisiveness threatens American society.³

La concentration géographique des immigrants récents en est l'illustration. Les Africains dans la capitale fédérale, les Mexicains dans le Sud de la Californie, les Cubains à Miami, les Dominicains et les Portoricains (bien qu'ils ne soient pas techniquement des immigrants) à New York. Cela est démontré aussi par la présence de migrants africains dans les États suivants : Texas, Colorado, Georgie, Caroline du Nord, Tennessee, Nevada, Alabama et Connecticut. Kinuthia Macharia

¹ Huntington, *op. cit.*

² Cf. Gordon, *op. cit.*

³ Glazer, *op. cit.*, 1076.

disait à ce sujet que Washington, D.C. est devenue pour ainsi dire une « capitale internationale ».¹

Les résultats de notre enquête auprès des migrants africains nous permettent de soutenir qu'à peine une minorité d'entre eux prônent les valeurs du credo américain. Rappelons-le, le credo américain intègre entre autres, les principes libéraux et démocratiques. Ces principes sont une composante centrale de l'identité américaine. Le citoyen américain bénéficie d'un certain nombre de droits. Les droits et libertés inscrits dans la constitution américaine (1^{er} amendement), les droits économiques, les prérogatives et les aides fournies par le gouvernement (voter, exercer un mandat officiel ou faire partie d'un jury au tribunal...).

Enfin, cette recherche a voulu montrer, au-delà de la question de l'intégration, l'importance de l'attachement des migrants au continent africain et à sa culture. Cette étude ouvre la porte à de futures études. Elle est naturellement susceptible de donner lieu à divers prolongements. A moyen terme nous envisageons notamment une étude comparative entre migrants africains aux États-Unis et au Canada afin d'en dégager certains points de similitude et de divergence. Car aujourd'hui – tout comme les États-Unis – le Canada abrite sur son territoire un important groupe de migrants venus d'Afrique subsaharienne, telle est la prochaine piste que nous souhaitons emprunter.²

¹ Macharia, 2000.

² D'après les statistiques de 2006, 10% des nouveaux immigrants au Canada sont originaires des pays africains ; 26% de la population de Montréal.

Source : Canada Statistiques 2006.

Bibliographie

I. Ouvrages.

A. Ouvrages généraux.

BODY-GENDROT, Sophie. *Les États-Unis et leurs immigrants : des modes d'insertion variés*. Paris : La documentation française, 1991.

BEAN, Frank & GILLIAN, Stevens. *America's Newcomers : Immigrant Incorporation and the Dynamics of Diversity*. New York : Russel Sage Foundation, 2003.

CHEDEMAIL, Sylvie. *Migrants internationaux et Diasporas*. Paris : Colin, 1998.

EDMONSTON, Barry & PASSEL, Jeffrey. *Immigration and Ethnicity : The Integration of America's Newest Arrivals*. Washington, D.C. : Urban Institute Press, 1994.

GOLDSMITH William & BLAKELEY Edward. *Separate Societies : Poverty and Inequality in U.S. Cities*. Philadelphia : Temple University Press, 1992.

GORDON, Milton. *Assimilation in American Life. The Role of Race, Religion and National Origins*. New York : Oxford Univ. Press, 1999.

GRANJON, Marie-Christine. *L'Amérique de la contestation. Les années 60 aux États-Unis*. Paris : Presse de Sciences Po., 1985.

GUILBERT, Georges-Claude. *Madonna as Postmodern Myth : How One Star's Self-Construction Rewrites Sex, Gender, Hollywood and the American Dream*. Jefferson : McFarland & Company, Inc., 2002.

HAMERMESH, Daniel S. & BEAN, D. Franck. *Help or Hindrance? The Economic Implications of Immigration for African-Americans*. New York : Russell Sage Foundation, 1998.

HARRINGTON, Michael. *The Other America*. New York : Penguin, 1971.

HELLER, Agnes & BAUBOCK, Raine. *The Challenge of Diversity. Integration and Pluralism in Societies of Immigration*. Aldershot : European Centre Vienna Avebury, 1997.

HODGSON, Godfrey. *De l'inégalité en Amérique*. Paris : Gallimard, 2008.

JACOBS, Jane. *Déclin et survie des grandes villes américaines*. Liège : Mardaga, 1991.

JACQUIER, Claude. *Les quartiers américains, rêve et cauchemar*. Paris : L'Harmattan, 1992.

JAYNES, Gerald David & WILLIAMS, Robin. M. Jr. *A Common Destiny : Blacks and American Society*. Washington, D.C. : National Academy Press, 1989.

KOLM, Richard. *The Change of Cultural Identity : an Analysis of Factors Conditioning the Cultural Integration of Immigrants*. New York : Arno Press, 1980.

KOZOL, Jean. *Savage Inequalities : Children in America's School*. New York : Crown Books, 1991.

Kymlica, Will. *Multicultural Citizenship : A Liberal Theory of Minority Rights*. New York : O.U.P., 1995.

MALDONALDO, Lionel & MOORE, Joan. *Urban Ethnicity in the United States : New Immigrants and Old Minorities*. Beverly Hills : Sage Publications, 1985.

MALDWIN, Allen Jones. *American Immigration*. Second Edition. Chicago : University of Chicago Press, 1992.

MEAD, Margaret & BALDWIN, James. *Le racisme en question*. Paris : Calmann-Lévy, 1972.

MURPHY, Emmett Jefferson. *Creative Philanthropy : Carnegie Corporation and African Education 1953-1973*. New York : Teachers College Press, 1976.

NEE, Victor & ALBA, Richard. *Remaking the American Mainstream : Assimilation and Contemporary Immigration*. Cambridge : Harvard University, 2003.

PAUWELS, Marie-Christine. *Civilisation des États-Unis*. Paris : Hachette Supérieur, 1998.

_____. *Civilisation américaine (4è édition)*. Paris : Hachette, 2001.

PELISSIER, Michel & PAECHT, Arthur. *Les Modèles d'intégration en question*. Paris : P.U.F., 2004.

REA, Andrea & TRIPIER, Maryse. *Sociologie de l'immigration*. Paris : La découverte, 2003.

REIMERS, David. *Still the Golden Door : The Third World Comes to America*. New York : Columbia University Press, 1985.

ROYOT, Daniel, BOURGET, Jean Loup & MARTIN, Jean Pierre. *Histoire de la culture américaine*. Paris : P.U.F., 1993.

RUMBAUT, Ruben & PORTES, Alejandro. *Ethnicities : Children of Immigrants in America*. Berkeley : University of California Press, 2001.

SALINS, Peter. *Assimilation, American style*. New York : Basic Books, 1997.

WILSON, William Julius. *The Truly Disadvantaged : The Inner City, the Underclass and Public Policy*. Chicago : The University of Chicago Press, 1987.

.Livres de voyage.

CLARK, John Pepper. *America, Their America*. New York :
Africana Publishing Corporation (A.P.C.), 1964.

DUERDEN, Dennis. & PIETERSE, Cosmo. *African Writers Talking*.
(*A Collection of Radio Interviews for Travel Experiences-USA/ Britain*).
New York : A.P.C., 1972.

B. Ouvrages spécifiques.

ALMEIDA, Raymond. *Cape Verdeans in America : Our Story*. Boston :
TCHUBA-American Committee for Cape Verde, 1978.

APRAKU, Kofi . *African Emigrés in the United States : A Missing Link in Africa's Social and Economic Development*. New York : Praeger Publishers, 1991.

ARTHUR, John. *Invisible Sojourners : African Immigrant Diaspora in the United States*. New York : Praeger, 2000.

BONJAWO, Jacques. *Mes années Microsoft – un Africain chez Bill Gates*. New York : Cosmos Publishing, 2007.

CHUKUNTA, N. K. Onuoha. *The Nigerian Brain Drain : Factors Associated with the Expatriation of American-educated Nigerians*. Rutgers : State University of New Jersey, 1976.

FALOLA, Toyin & AFOLABI, Niyi. *African Minorities in the New World*. New York : Routledge, 2008.

HOROWITZ, Donald. & NOIRIEL, Gérard. *Immigrants in Two Democracies*. New York : New York University Press, 1992.

HUNTINGTON, Samuel. *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*. New York : Touchstone, 1998.

_____. *Qui sommes-nous ? Identité nationale et choc des cultures*. Paris : Odile Jacob, 2004.

KONADU, Agyemang, TAKYI, Baffour & ARTHUR, John. *The New African Diaspora in North America : trends, community building, and adaptation*. Lanham MD : Lexington Books, 2006.

LOGAN, John R. *Black Diversity in Metropolitan America*. Albany : Lewis Mumford Center for Comparative Urban & Regional Research University at Albany, 2000.

STOLLER, Paul. *Money Has No Smell : The Africanization of New York City*. Chicago : The University of Chicago Press, 2002.

SWIGART, Leigh. *Extended Lives : The African Immigrant Experience in Philadelphia*. Philadelphia : The Balch Institute for Ethnic Studies, 2001.

WEISBORD, Robert. *Ebony Kinship : Africa, Africans, and the Afro-American*. Westport, Conn. : Greenwood Press, 1974.

.Sur les problèmes des nouveaux États indépendants d'Afrique noire : tribalisme, guerres civiles, persécutions, émigration, asile (sociologie, crises économique et politique, apartheid).¹

AKE, Claude. *Democracy and Development in Africa*. Washington, D.C. : Brookings Institution, 1996.

CARREIRA, Antonio. *The People of the Cape Verde Islands : Exploitation and Emigration*. Hamden : Anchor Books, 1982.

DAVIDSON, Basil. *The Black Man's Burden : Africa and the Curse of the Nation State*. New York : Times Books, 1993.

DIAWARA, Manthia. *We Won't Budge : An African Exile in the World*. New York : Basic Civitas, 2003.

DIOP, Mbacke. *Histoire des crises sociales en Afrique de l'Ouest. tome II*. Paris : L'Harmattan, 1975.

FOY, Colm. *Cape Verde : Politics, Economics and Society*. New York : Printer Publishers, 1998.

GATES, Louis Henry & APPIAH, Anthony. *Africana : The Encyclopedia of the African and African-American Experience*. New York : Perseus, 1999.

¹ Ces ouvrages traitent de la situation géopolitique des pays d'Afrique subsaharienne et posent de façon claire et précise les problèmes liés à la décolonisation, à l'indépendance des pays d'Afrique noire anglophone et francophone (la dictature et la tyrannie des dirigeants, le règne de la terreur, les arrestations arbitraires, la corruption, les guerres tribales, le massacre des populations civiles, etc.) – situation qui fut à l'origine de nombreuses migrations des populations africaines, de la fuite des « cerveaux » vers d'autres continents et notamment vers les États-Unis d'Amérique.

MARK, J. Miller. *The Age of Migration : International Population Movements in the Modern World*. New York : Guilford Press, 1993.

N'DA, Paul. *Pouvoir, lutte de classes, idéologie et milieu intellectuel africain*. Paris : Présence africaine, 1987a.

_____. *Les intellectuels et le pouvoir en Afrique noire*. Paris : L'Harmattan, 1987b.

OLLIVIER, Marc. & De ANDRADE, Mario. *La guerre en Angola*. Paris : Maspéro, 1980.

RICHMOND, Anthony. *Global Apartheid : Refugees, Racism and the New World Order*. Toronto : O.U.P., 1994.

.Sur la religion et l'intégration de la Diaspora africaine aux États-Unis : le cas de l'église mormone (UTAH) et les missionnaires africains.

BREWER, David. *Utah Elites and Utah Racial Norms*. Utah : University of Utah, 1986.

GILETTE, Alain. *Les Mormons, théocrates du désert*. Paris : Desclée de Brouwer, 1985.

STEWART, John. *Mormonism and the Negro*. Utah : Bookmaker, 1987.

.Sur l'islam et les minorités noires aux États-Unis.

BLANKINSHIP, Khalid. « L'islam aux États-Unis d'Amérique. » *Afrique-États-Unis* 825(1994): 8.

EBIN, Victoria. « Commerçants et missionnaires : une confrérie musulmane sénégalaise à New York. » *Hommes et Migrations* 1132(1990): 25-31.

LAREMONT, Ricardo René. « L'Afrique subsaharienne et l'islamisme. » *Afrique-États-Unis* 829(1995): 8-9.

LINCOLN, Eric. *The Black Muslims in America*. New York : Greenwood Press, 1973.

II. Articles, périodiques & essais.

ADELMAN, Harold. « African Refugees. » *Westview Press*, 1994.

ALBA, Richard & NEE, Victor. « Rethinking Assimilation Theory for a New Era of Immigration. » *International Migration Review* 31 (1997): 826-74.

AMISSAH, Charles Kofi. « The Socio-Economic Achievement of Sub-Saharan African Immigrants in the United States. » *Ph.D. thesis*, University of Illinois at Chicago, 1994.

Anonyme. « De Bamako à Portland : l'itinéraire de Wagué, conteur et céramiste. » *Afrique-États-Unis* 829 (1995): 14-15.

_____. « On the Streets of New York. » *The Economist*, June 19 (1999): 61.

_____. « Immigration News : Illegal Aliens – A Global Problem. » *Immigration Insight* 45 (2000): 1-9.

_____. « The Illegal Immigration Reform and Immigrant Responsibility Act of 1996. » in *Migration World* 24 (1997): 42-46.

_____. « Les migrants d'Afrique. » *Afrique-États-Unis* 630 (1993): 24-30.

_____. « Africans, American Blacks find Few Places to Connect : One race Separated by Two Cultures. » *The Washington Times*, Dec. 2, 2001.

_____. « African-Born U.S. Residents are the Most Highly Educated Group in American Society. » *The Journal of Blacks in Higher Education*, 13 (1996): 33-34.

_____. « Nigeria : Where Does it Go From Here ? » *West Africa*, Oct. 4-5 (1993): 1760.

_____. « Robots Vs Jobs. » *Freeway Focus* 4 (1985): 9-17.

_____. « Walking on 125th Street. » *The New York Times*, Oct. 21 (1994): A21.

_____. « Black immigrants in the United States. » *The Florida Times*, May 7 (2000): C5.

_____. « 14 Senegalese men search for economic asylum. » *The New York Amsterdam News*, March 29-April 4 (2007): A6.

_____. « La révolution Obama. Son parcours, ses idées, ses réseaux. »
Courrier international, juin-juillet-août (2008): 3-86.

BAIRD, Diana. « The African Immigrant Folklife Study Project. »
<Article disponible sur <http://www.folklife.si.edu/africa/about.htm>>. (consulté le 29 août 2006)

BANDELE, Ramla. « The Changing Diaspora : African Immigrants and American Politics. »
<Article disponible sur <http://www.allocademic.com/meta/p143656-index.html>>. (consulté le 16 mai 2008)

BANGURA, Karim. « African Immigration and Naturalization in the United States from 1960 to 2002 : A Quatitative Determination of the Morris or the Takougang Hypothesis. »
<Article disponible sur <http://www.purehost/articles/bangura.html>>. (consulté le 3 janvier 2005)

BEATY, Anita. « Atlanta : des sans-abris évacués afin de revitaliser l'économie, et privatisation du centre ville au nom du triangle des touristes. »
<Disponible sur <http://base.d-p-h.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-6924.html>>. (consulté le 28 juin 2007)

BEREKET, Selassie. « Washington's New African Immigrants. » in *Urban Odyssey : A Multicultural History of Washington, D.C.* Washington, D.C. : The Smithsonian Institution Press, 1996.

BEAUGE, Florence. « La face cachée de l'Amérique. » *Le monde diplomatique* 16(1985) : 20.

BODIE, Rick. « Entrepreneurial Spirit Brings Africans Here : Growth Points to Bright Future. » *The Atlanta Journal Constitution*, March 9, 2003.

BORJAS, J. George. « Immigrants, Minorities, and the Labor Market Competition. » *Industrial and Labor Relations Review* 40 (1987): 382-92.

BROWN, Kyle. « Africa's Loss in the Brain Drain. » *West Africa* 16 (2002): 1-4

BROWN, K. Susan & BEAN, Frank. « Assimilation Models, Old and New : Explaining a Long-Term Process. » *The Migration Information Source*, Oct. (2006): 1-6.

BUTCHER, Kristin. « Black Immigrants in the United States : A Comparison with Native Blacks and other Immigrants. » *Industrial and Labor Relations Review* 47 (1994): 265-84.

BUTTY, James. « Africans Abroad. Liberian to head a U.S. University. » *West Africa* 30 (2003): 6.

CARSON, Rob. « African Immigrants at 172-year High. » *The News Tribune*, Jan 5, 2003.

DAFF, Marieme. « Women-Migration : Women Taking Their Place in African Immigration. » *Inter Press Service*, August 9, 2002.

DANIELS, Roger. « Coming to America : A History of Immigration and Ethnicity in American Life. » *The Pacific Historical Review*, Vol. 61, 1 (1992): 132-33.

DEANE, Glenn & LOGAN, John. « Immigration and the New Diversity in America's Black Community. » *International Migration Review* 37 (2003): 453-76.

DIAMOND, Jeff. « African-American Attitudes Towards United States Immigration Policy. » *American Demographics* 16 (1996):12-16.

DIOUF, Sylviane Anna. « Les Africains aux USA : “battants” et intellectuels. » *Hommes et Migrations* 1160 (1991): 20-26.

_____. « The Senegalese in New York : A Model Minority ? » *Black Renaissance*, vol. 2, Summer 1997.

DJAMBA, Yanyi. « African Immigrants in the United States : A Socio-Demographic Profile in Comparison to Native Blacks. » *Journal of Asian and African Studies* 2 (1999): 210-15.

_____. « The Relations Between Recent African Immigrants and African Americans. » *International Migration Review* 32 (1998): 451-70.

DEDIEU, Jean-Philippe. « U.S. Exit, African Voices, and Francophone Loyalty. » *African Issues*, Vol. 30, 1 (2002): 66-69. (traduction de Denise Seclève-Granderton)

DODOO-AMOO, Francis. « Assimilation Differences Among Africans in America. » *Social Forces* 76 (1997): 527-46.

_____. « Black America and Minority Immigrants : The Competing Disadvantaged? » *Contemporary Sociology*, Vol. 28, 4 (1999): 385-87.

DODSON, Howard & DIOUF, Sylviane Anna. « African Immigration : 1970 – present. » in *In Motion : The African-American Migration Experience*. New York : The Schomburg Center for Research in Black Culture, 2005.

EBIN, Victoria & LAKE, Rose. « Camelots sénégalais à New York : les pionniers de l'immigration sénégalaise. » *Hommes et Migrations : migrants d'Afrique de l'Ouest* 1160 (1992): 32-37.

FRANKLIN, John W. & SEITEL, Peter. « Learning from Cape Verdean Experience. »

<Disponible sur <http://www.umassd.edu/specialprograms/caboverde>>. (consulté le 20 avril 2005)

GAILLARD, Anne Marie. « Assimilation, insertion, intégration, adaptation : un État des connaissances. » *Hommes et Migrations* 1209 (1997): 119-30.

GLAZER, Nathan. « To be an American : Cultural Pluralism and Rhetoric of Assimilation. » *International Migration Review*, Vol. 32, 4 (1998): 1076-77.

_____. « Is Assimilation Dead? » *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 530 (1993):122-36.

GORDON, April. « The New Diaspora - African Immigration to the United States. » *Journal of Third World Studies* 15 (1998): 79-103.

GORDON, Milton. « Assimilation in America : Theory and Reality. » *Daedalus* 90 (1961): 263-85.

GOTHELF, Eldad. « The Economic Redevelopment of Harlem. » *Ph.D. thesis*, Columbia University, 2004.

HALIMA, Abdullah. « Between African and African American Immigrant Families Feel the Pull of Both Worlds. » *The Dallas Morning News* 2 (1999): 5-7.

HALIMI, Serge. « Deux Amériques séparées par les injustices de l'économie. » *Le Monde diplomatique* 14 (1992) :10-60.

HELLER, Jean. « New York. » *Notes et Études documentaires* 3872 (1982): 7-10.

HENRY, Tanu. « A High Return : Returning Home, Entrepreneur Takes Huge Risk. »

<Disponible sur <http://blackvoices.aol.com/workmonmain/smallbiz/y1021705>>.
(consulté le 3 avril 2007)

HOLMES, Baron. « East Africa : Tanzania and Kenya » in *The International Migration of High-level Manpower : Its Impact on the Development Process*. New York : Praeger, 1970.

JONES, Solomon. « Out of Africa. » *Philadelphia Weekly* 2925 (2006): 1-6.

KAMYA, Hugo. « African Immigrants in the United States : The Challenge for Research and Practice. » *Social Work* 2 (1997): 154-65.

KASSARDA, D. John. « Urban Change and Minority Opportunities. » in Paul E. Peterson's *The New Urban Reality*. Washington, D.C. : The Brookings Institute, 1985, 57.

_____. « The Worst Schools in America. » *The Chicago Tribune* (1992): 7.

KONADU, Agyemang & TAKYI, Baffour. « African Immigrants in the USA : Some Reflection on Their Pre-and Post-Migration experiences. » *The Arab World Geographer* 1 (2001): 31-47.

_____. « Some Perspectives on African Immigrants in the USA. »
Association of Geographers Meeting, Hawaii : Honolulu, March, 1999.

KROMAH, Alhaji. « Reporting Africa : Nothing Has Changed. » *West Africa Magazine* 4325 (2002): 23-24.

KUGEL, Seth. « Little Africa Flourishes, Fufu Flour and All. »
The New York Times, Feb. 17, 2002.

LOGAN, I. Bernard. « The Reverse Transfer of Technology from Sub-Saharan Africa to the United States. » *The Journal of Modern African Studies*, Vol. 25, N°4 (1987): 597-612.

LUCAIN, Pierre. « Note sur quelques problèmes sociaux à New York. »
Metropolis, 9 (1974): 1-12.

MACHARIA Kinuthia. « African Immigrant Entrepreneurs in the United States. »
Africa Recovery 6 (2002):10-16.

_____. « National Capital or International Capital? The African Immigrant Presence in Washington, D.C. » *American Sociological Association*, vol. 28, 3 (2000)1-5.

MARABLE, Manning. « L'impact de la restructuration économique sur la situation économique des minorités aux États-Unis. » *The New York Amsterdam News*, April 24 (1996): 12.

MARTIN, Philip & MIDGLEY, Elizabeth. « Immigration to the United States : Journey to an Uncertain Destination. » *Population Bulletin* 49 (1994):4.

MILLMAN, Joel. « From Dakar to Detroit. » *Forbes* 26 (1994):12-16.

_____. « Boubous Over Broadway: The New African-Americans » in *The Other Americans : How Immigrants Renew Our Country, Our Economy and Our Values*. New York : Viking, 1997.

_____. « Caste Party: Africa Arrives in America. »

<Article disponible sur

<http://www.aliciapatterson.org/APF1703/Millman/Millman.html>>. (consulté le 27 février 2006)

MUTUME, Gumisai. « Reversing Africa's Brain Drain : New Initiatives Tap Skills of African Expatriates. » *Africa Recovery* 2 (2003):17-19.

MWAMOYO, Hamza. « African Immigrants to U.S. Make Presence Known in Some American Communities. » Washington, D.C. May 2, 2005.

<Article disponible sur <http://www.voanews.com/english/archive/2005-05>>. (consulté le 26 février 2006)

NICKEL, Herman. « Democracy or Disaster for Africa. » *Wall Street Journal* 31 (1990): A18.

NWADIORA, Emeka. « Alienation and Stress Among Black Immigrants : An Exploratory Study. » *The Western Journal of Black Studies*. N°1, 19 (1995): 58-70.

_____. « Therapy with African Families. » *The Western Journal of Black Studies*. N°20, 3 (1996): 117-25.

OKOLI, Emeka Jonathan. « Organizational Entry, Socializations, and Assimilation : A Study of "Brain Drain" and the Assimilation of African Students into the American Culture. » *Ph D. Dissertation*, Howard University, 1994.

OKOME, Olufunké. « The Antinomies of Globalization : Causes of Contemporary African Immigration to the United States of America. » *Journal of African Migration* 96 (2002):14-34.

OTTAVIA, Schmidt di Friedberg & BLION, Reynald. « Du Sénégal à New York, quel avenir pour la confrérie mouride?. » *Hommes et Migrations* 1224 (2000): 36-43.

PEIL, Margaret. « Ghanaians Abroad. » *African Affairs* 94 (1995): 345-67.

PERRY, Donna. « Rural Ideologies and Urban Imaginings : Wolof Immigrants in New York City. » *Africa Today* 44 (1997): 229-60.

PORTES, Alejandro. « Migration and Underdevelopment. » In Evans & Clay Henry's *Chile : Politics and Society*. New York : Academic press (1978): 1-48.

ROBERTS, Sam. « More Africans Enter U.S. Than in Days of Slavery. » *New York Times*, Feb. 21, 2005.

RODRIGUEZ, Cindy. « Study Shows US Blacks Trailing Immigrants from Africa, Caribbean. » *The Boston Globe*, Feb. 17 (2003): 6-12.

SASSEN, Saskia. « America's Immigration Problem. » *World Policy Journal* 6(1989): 819.

SKERRY, Peter. « Do We Really Want Immigrants to Assimilate? » *Society* 2000.

SORENSEN, Annemette & TAEUBER, Karl. « Indexes of Racial Residential Segregation for 109 cities in the United States. » *Sociological Focus* 88(1975):18.

STAPP, Katherine. « Les écoles pour nouveaux venus s'ouvrent à des étudiants plus âgés. » New York, Avril 2000

<Article disponible sur <http://www.unesco.org/education/wef/fr-news-ips-usa.shtml>>. (consulté le 2 janvier 2008)

TAKOUGANG, Joseph. « Recent African Immigrants to the United States : A Historical Perspective. » *The Western Journal of Black Studies* 19 (1995): 50-57.

_____. « Contemporary African Immigrants to the United States. » *Irinkerindo : A Journal of African Migration* 2 (2003): 1-8.

TOMASI, Lydio. « Ethiopian Refugees in the United States. » *Ethiopian Community Development Council*, Washington, D.C., 1983.

TEFERRA, Damtew. « Brain Drain of African Scholars and the Role of Studying in the United States. » *Center for International Higher Education*, Boston College, March, 1997.

<Article disponible sur http://www.bc.edu/bc_org/avp/soe/cihe/newsletter/News07/text2.htm>. (consulté le 4 avril 2007)

TIYAMBE-ZELEZA, Paul. « Contemporary African Migrations in a Global Context. » *African Issues*, Vol. 30, N°1 (2002): 9-14.

U.S. Census Bureau. *Data set: Census 2000 Summary*.

Washington, D.C.: U.S. Department of Commerce, Economics and Statistics Administration, 2000.

U.S. Bureau of the Census 2000. « Earnings of African Foreign-Born Workers 16 Years and Over. »

U.S. Bureau of the Census 2000. « Educational Attainment of the African Foreign-Born Population 25 Years and Over. »

United States Citizenship and Immigration Services (USCIS). *Naturalizations by Country of Birth and Intended State of Residence, Fiscal Year 2002.*

<Disponible sur <http://uscis.gov/graphics/shared/aboutus/statistics/SupplementalTables.htm>>. (consulté le 22 mai 2006)

U.S. Immigration and Naturalization Service (INS). *Statistical Year Book of the Naturalization Service, 1996.*

Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1997

VERILLAUD, Francis. « La pauvreté aux États-Unis. » *Revue française des affaires sociales* 1 (1986): 3-10.

WATERS, Mary. « Ethnic and Racial Identities of Second-generation Black Immigrants in New York City. » *International Migration review* 28, 4 (1994): 795-820.

WILSON, Jill. « African-born Residents of the United States. » *Migration Policy Institute*, Aug. 1, 2003.

Wisconsin Medicaid and BadgerCare Federal. *Poverty Level Guidelines (FPL) for Premium Assistance*, Feb. 2006.

ZAVIS, Alexandra. « Deportees in a Different Kind of Prison. » *SouthCoast Today*, Jul. 10, 2001.

.Sources électroniques.

African Diaspora : African Diaspora in the U.S.

<Disponible sur <http://www-sul.stanford.edu/africa/african-diaspora/>>. (consulté le 5 mai 2008)

African Connections, Inc.

<Disponible sur <http://www.melanet.com/connections>>. (consulté le 2 janvier 2006)

African Events (African Immigrants in the United States)

Washington, D.C.

<Disponible sur <http://www.africaevent.com>>. (consulté le 10 avril 2006)

African Resource Center

<Disponible sur <http://www.arceam.org>>. (consulté le 16 avril 2006)

The African Observer

New York City

<Disponible sur <http://www.nycobserver.com>>. (consulté le 2 juillet 2006)

The African Times/ USA

New York City

<Disponible sur <http://www.theafricantimes.com>>. (consulté le 5 juillet 2006)

« Articles on Sports, Race & Gender. »

<<http://www.isteve.com>>. (consulté le 24 janvier 2007)

The Black Business Journal Magazine

Houston (Texas)

<Disponible sur <http://www.blackbusinessonline.com>>. (consulté le 5 mars 2006)

Class Magazine

Vol. 3 & 2, 2005.

Houston (Texas)

<Disponible sur <http://www.usafricaonline.com>>. (consulté le 10 août 2006)

« Community Health Profiles : Central Harlem and East Harlem. »

New York City Department of Health and Mental Hygiene, 2006.

<Disponible sur <http://www.theafricantimes.com>>. (consulté le 14 juillet 2006)

Irinkerindo : A Journal of African Migration

Issue 1, Sept. 2002 ; Issue 2, Dec. 2003 ; Issue 3, Sept. 2004.

Brooklyn (NYC.)

<Disponible sur <http://www.africamigration.com>>. (consulté le 14 avril 2006)

« Liberia. »

<<http://africanhistory.about.com/od/liberia/p/Sirleaf.htm>>. (consulté le 14 mars 2007)

The Los Angeles Times

<Disponible sur <http://www.latimes.com/news/opinion/la-op-chude-sokei18feb>>.

(consulté le 17 mai 2008)

The Migration Information Source : U.S. in Focus

Washington, D.C.

<Disponible sur <http://www.migrationinformation.org>>. (consulté le 8 mai 2006)

The New York Amsterdam News, Apr. 2, 1999.

<Disponible sur <http://www.amsterdamnews.org>>. (consulté le 14 février 2006)

The New York Post, Jul. 6, 1991.

<Disponible sur <http://www.nypost.com>>. (consulté le 14 février 2006)

The New York Times, Apr. 26, 1990.

<Disponible sur <http://www.nytimes.com>>. (consulté le 3 janvier 2006)

Voices of New York.

<Disponible sur <http://www.nyu.edu/classes/blake.map2001>>. (consulté le 23 janvier 2007)

U.SAfrica

<Disponible sur <http://www.usafricaonline.com>>. (consulté le 23 juin 2006)

USA/ Africa Dialogue, n°657 : *A Troubled Diaspora*.

<Disponible sur <http://www.utexas.edu/conferences/africa/ads/657.html>>. (consulté le 4 mai 2008)

USA/ Africa Dialogue, n°668 : *A Troubled Diaspora IX*.

<Disponible sur <http://www.utexas.edu/conferences/africa/ads/668.html>>. (consulté le 8 mai 2008)

USA Today

<Disponible sur http://www.usatoday.com/news/politics/2008-03-03-4279719716_x.htm>. (consulté le 17 mai 2008)

III. Références sur les méthodes de travail et d'enquête (recherches bibliographiques, questionnaire, analyse de contenu).

GIBALDI, Joseph. *MLA Handbook for Writers of Research Papers*. Fifth Edition. New York: The Modern Language Association of America, 1999.

BARDIN, Laurence. *L'analyse de contenu*. Paris : P.U.F., 1991.

GHIGLIONE, Rodolphe & MATALON, Benjamin. *Les enquêtes sociologiques : théories et pratiques*. Paris : Armand Colin, 1978.

JAVEAU, Claude. *L'Enquête par questionnaire*. Bruxelles : Université de Bruxelles, 1978.

LABÈRE, Nelly, et al. *Méthodologie de la thèse et du mémoire*. Levallois-Perret : Studyrara, 2005.

MANN, Thomas. *A Guide to Library Research Method*. New York : Oxford University Press, 1986.

IV. Ouvrages de références

ALPE, Yves, et al. *Lexique de sociologie*. Paris : Dalloz, 2005.

BLAISE, Rodolphe, et al. *Dictionnaire d'économie et des sciences sociales*. Paris : Ellipses, 2005.

BONTE, Pierre & IZARD, Michel. *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*. Paris : P.U.F., 1991.

Dictionnaire de l'académie française, IXe édition, Tome 1. Paris : imprimerie nationale, 1992.

Dictionnaire de sociologie. Paris : Robert/Seuil, 1999.

Dictionnaire Le Littré, 2006.

Dictionnaire encyclopédique Alpha, 2006.

Encyclopédie Microsoft ENCARTA, 2005.

Encyclopaedia Universalis. Corpus 3, 1996.

GLAYMANN, Dominique & BARBUSSE, Sylvie. *Introduction à la sociologie*. Vanves : Éditions Foucher, 2004.

Grand Larousse Universel, Tome 3, 1994

GRAWITZ, Madeleine. *Lexique des sciences sociales* (8^e édition). Paris : Dalloz, 2004.

GRESLE, François, et al. *Dictionnaire des sciences humaines*. Paris : Nathan, 1994.

Le Petit Larousse. Paris : Larousse, 2005.

Le Robert. Dictionnaire de la langue française, Tome I, 1985.

SMITH, Stephen. *Atlas de l'Afrique*. Paris : Editions Autrement, 2005.

The New Encyclopaedia Britannica. Vol. 1, 2002.

THINES, Georges & LEMPEREUR, Agnes. *Dictionnaire général des sciences humaines*. Paris : Éditions Universitaires, 1975.

Annexes

Résumé du questionnaire anonyme adressé aux migrants africains résidant aux États-Unis d'Amérique.

A. Objectifs et méthode de l'enquête réalisée.

En novembre et décembre 2005, nous avons envoyé par la poste et par e-mail, un questionnaire anonyme aux migrants africains outre-Atlantique en vue d'évaluer leur situation économique et socioculturelle dans la société américaine. Nous avons élaboré ce questionnaire afin qu'il nous permette de recueillir un maximum d'informations pertinentes par rapport à la population étudiée. A travers ce questionnaire, nous avons voulu savoir si ces nouveaux arrivants étaient intégrés ou non, mais également si ils étaient assimilés ou non à la population américaine.

Nous avons choisi d'enquêter sur un échantillon de 870 migrants africains à travers les États-Unis, en particulier dans les régions métropolitaines du grand New York, de Washington, D.C., de Baltimore, de Chicago, de Miami, de Détroit, de Charlotte, d'Austin, de Dallas, de San Francisco, de Portland, de Boston, de Cleveland, d'Atlanta, de Greensboro, d'Albany, de Springfield, de Los Angeles, d'Annapolis, de Newark, de Phoenix, etc.

La distribution s'est faite par le biais de plusieurs associations africaines des grandes villes précitées. Les migrants africains devaient remplir le questionnaire en cochant la ou les cases correspondant à leur situation, en exprimant parfois leur point de vue sur les thèmes abordés. 640 questionnaires nous ont été renvoyés sur les 870 expédiés. Rappelons-le, l'enquête dont les résultats sont ici évoqués visait à recueillir les témoignages des migrants africains qui vivent aux États-Unis. Les sujets interrogés n'ont pas été choisis, mais sollicités au hasard des rencontres, des réseaux d'amis et d'associations. Ils sont originaires de maints pays d'Afrique subsaharienne, appartiennent à des groupes d'âge différents et sont issus de catégories socioprofessionnelles diverses.

B. Analyse

Au terme d'une première analyse de données issues de l'enquête sur l'intégration économique et l'assimilation linguistique des migrants africains aux États-Unis, nous avons distingué trois catégories de Subsahariens :

- Une première catégorie composée de migrants africains hautement qualifiés et naturalisés américains. Ils sont ingénieurs, informaticiens, médecins, avocats, techniciens supérieurs, enseignants du supérieur, etc.. Ils constituent les cadres et intellectuels africains. Les données recueillies montrent qu'ils sont intégrés économiquement et socialement dans le pays (emploi, revenu, logement, couverture sociale, relations sociales). Certains de ces migrants voyagent beaucoup dans le cadre de leur profession (participer à des colloques, défendre un client à l'autre bout du pays, etc.). S'agissant de la question de l'assimilation, seuls 8.5% de ces migrants sont assimilés sur les plans linguistique et culturel.

- Un groupe intermédiaire constitué de travailleurs qualifiés, d'entrepreneurs et d'hommes d'affaires (65.7%). Ils ont la *Green Card* et sont bien intégrés dans le pays d'accueil : il s'agit notamment des commerçants africains spécialisés dans l'import-export, propriétaires de nombreux magasins, de taxis, de garages, des petits restaurateurs. Sylviane Anna Diouf les appelle « les battants ». Les affaires leur procurent des revenus décents. La majorité des migrants africains de cette catégorie ne sont pas assimilés culturellement. Ils sont profondément attachés à l'Afrique et à la culture africaine, ils parlent les dialectes de leur pays (le wolof, le soninké, le lari, le kikuyu, le swahili, le malinké, le kitouba, le kikongo, le Luo ...) qu'ils apprennent à leurs enfants également. Selon eux, Il s'agit d'éviter le déracinement total et pour les enfants, la déperdition de l'usage de la langue des parents. Celle-ci détermine largement les liens que les enfants peuvent entretenir avec le pays d'origine de leurs parents. Pour eux, l'assimilation culturelle est perçue comme une aliénation culturelle donc la perte de leur identité culturelle, l'américanisation des migrants, selon Paul Stoller. 90% des personnes interrogées disent qu'ils retourneront en Afrique pour prendre leur retraite.

. Une troisième catégorie de migrants africains qui rencontrent d'énormes difficultés, qui ont beaucoup de mal à s'intégrer au sein de la société américaine. Ce sont des camelots sénégalais, des illégaux (travailleurs qualifiés et non qualifiés). Ils représentent environ 5.8% des migrants africains que nous avons interrogés. A la recherche d'un emploi sans aucune réelle formation professionnelle et parfois sans titre de séjour, la majorité de ces migrants sont souvent confrontés au problème du chômage et de logement. La plupart d'entre eux vivent en dessous du seuil de pauvreté.¹ Leur intégration économique et sociale semble être utopique. Leurs problèmes sont similaires à ceux de la majorité des Africains-Américains.

Les informations relatives aux conditions économiques et sociales des migrants africains non qualifiés nous ont été données par des associations de travailleurs migrants africains situées dans les quartiers défavorisés de Summerville et Douglasville (Atlanta), de Brooklyn et Harlem (New York), de Liberty City et d'Overtown (Miami), d'Inglewood et de Compton (South Los Angeles), de Roseland et de Fernwood (Chicago), de Detroit et de Washington, D.C. Certains migrants de la catégorie trois sont issus de milieux modestes, voire pauvres et constituent une main-d'œuvre sous-qualifiée.²

C. Les difficultés rencontrées.

L'enquête dont les résultats servent à évaluer l'intégration et/ ou l'assimilation des migrants africains aux États-Unis n'a pas été sans difficultés. Compte tenu de la grande hétérogénéité de la population africaine migrante en

¹ En 2006, le seuil de pauvreté aux États-Unis était de 9.800 dollars par an.

Source : Wisconsin Medicaid and BadgerCare Federal. *Poverty Level Guidelines (FPL) for Premium Assistance*, Feb. 2006.

² Ils font partie des 5% des personnes sondées qui n'ont aucun diplôme et qui viennent des pays extrêmement pauvres comme le Mali, le Niger, l'Éthiopie ou le Soudan.

fonction de l'origine géographique : les migrants africains viennent de différents pays (voir tableau 1) et n'appartiennent pas tous à la même classe sociale. Ils avaient entre 18 et 65 ans.

Au départ, nous avons été confrontés à la réticence de certains migrants sénégalais et somaliens en l'occurrence, qui voulaient se garder de livrer d'informations sur eux (leur mode de vie, leur culture), mais aussi des migrants clandestins qui se voulaient discrets, à en croire les présidents des associations africaines de New York et de Washington, DC, qui nous ont servi d'intermédiaires. Il nous a donc fallu insister sur l'intérêt que ce questionnaire revêtait pour nous, pour notre recherche.

Ceux qui sont devenus Américains et qui constituent, à notre avis, les populations les mieux assimilées, ont été volontaires pour répondre à notre questionnaire. Ils sont intégrés culturellement et institutionnellement : ils sont citoyens américains et peuvent participer à la vie politique américaine.

Pour étudier l'assimilation des populations immigrées originaires d'Afrique subsaharienne, il est fondamental de prendre en compte plusieurs éléments (culturels, linguistiques), mais aussi le temps. La dimension temporelle découle de la succession des générations : celle des parents puis celle des enfants nés aux États-Unis. C'était un enjeu réel que d'en savoir un peu plus sur la deuxième génération.

Cependant, certains migrants qui se disent intégrés, ne sont pas forcément assimilés (voir tableau 6).

L'assimilation linguistique fait référence non seulement à la maîtrise linguistique mais aussi à l'abandon des langues du pays d'origine. L'assimilation culturelle symbolise l'abandon de la culture d'origine et l'adoption, par le migrant, de la culture du pays d'accueil, donc du mode de vie des Américains. Être assimilé(e) c'est acquérir la langue et le mode de vie du pays d'accueil.¹

¹ M. Gordon, 1961, 246.

L'assimilation culturelle est synonyme d'acculturation.¹ Le *Dictionnaire de sociologie* définit l'acculturation comme « un processus de transformation de la culture d'un individu ou d'un groupe résultant du contact direct et prolongé avec une autre culture. »² Environ 8.5% des migrants africains qui se disent « assimilés » (catégorie 1) ne pratiquent plus leur langue vernaculaire, ils parlent l'anglais américain sans accent, fréquentent les mêmes lieux de divertissement que les Américains (cinéma, théâtre, boîte de nuit), vont au restaurant, à la plage, etc. Bref, ils ont adopté le même « *modus vivendi* » que les Américains.

Aussi, il nous a été difficile d'obtenir des réponses à certaines questions sensibles relatives à la religion ou à l'origine ethnique qui s'avèrent pour nous des indicateurs indispensables du mode d'intégration culturelle des participants à notre enquête, en raison de réticences de nature culturelle précédemment évoquées.

Enfin, le dépouillement et l'analyse des données se sont révélés complexes et délicats notamment pour synthétiser les questions ouvertes, pour faire ressortir l'essentiel en tenant compte des spécificités de chacun.

D. Les principaux thèmes abordés dans le questionnaire.

Le questionnaire a porté sur de nombreux thèmes à caractère essentiellement biographique. Il comporte :

- . le pays d'origine et les facteurs de migration, les conditions d'arrivée aux États-Unis et les intentions en matière de retour.
- . la tranche d'âge et le statut d'immigration.
- des éléments d'appréciation sur la scolarité suivie (niveau scolaire, diplômes acquis).
- . le lieu de résidence et le type de logement.

¹ Cf. Arthur, 2000 ; M. Gordon, 1999 ; Dodoo, 1997 ; Skerry, 2000.

² *Dictionnaire de sociologie*, Le Robert/Seuil, 1999, 40.

. la cellule familiale.

Outre ces aspects biographiques, des informations ont été collectées sur des domaines spécifiques telles que la formation et l'activité professionnelles aux États-Unis, le revenu.

Enfin l'enquête a apporté des informations permettant de caractériser les pratiques culturelles, la sociabilité (relations humaines), la pratique religieuse et les représentations en matière de discrimination.

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de 640 migrants africains aux États-Unis.¹

Tableau 1

Pays d'origine, tranche d'âge, sexe et situation matrimoniale des enquêtés.

Pays d'origine des migrants africains : Nigeria : 30% Cap-Vert : 15% Sénégal : 14% Afrique du Sud : 12% Rwanda : 11% Ghana : 10% Autres nationalités² : 8%
Tranche d'âge : 18-29 ans : 22% 30-39 : 24% 40-49 ans : 38% 50-59 ans : 12% 60 ans et plus : 4%
Sexe : Hommes : 70% Femmes : 30%
Situation matrimoniale : Mariés : 85% Célibataires : 10% Divorcés : 5%

¹ 640 questionnaires nous ont été renvoyés.

² Congo, Angola, Ethiopie, Cameroun, Zambie, Côte d'Ivoire, Libéria, Somalie, Sierra Léone, Mali, Nigeria, Soudan, Erythrée, Zimbabwe, Mozambique, Ouganda, Tanzanie, Kenya, Togo, Gabon, Burundi, Malawi, etc.

Tableau 2

Facteurs d'émigration, nombre d'années de résidence aux États-Unis et statut.

Facteurs : - économiques : 54%¹ - politiques : 30%² - sociaux : 16%³
Nombre d'années de résidence aux États-Unis : - moins de 5 ans : 8% 6-10 ans : 10% 11-15 ans : 38% 16-20 ans : 28% 21 ans ou plus : 16%
Statut d'immigration (titre de séjour) : 62% possèdent la Green Card 32% ont acquis la nationalité américaine 6% sont des Illégaux (Undocumented African Aliens)

¹ Chômage, absence de débouchés et incertitude face à l'avenir (pour près de 38% des jeunes Africains).

² Dictature, tyrannie, Apartheid. C'est le cas des Sud-Africains noirs, des réfugiés politiques nigériens, congolais, ivoiriens et angolais en particulier.

³ Persécutions religieuses, conflits sociaux, guerres civiles.

Tableau 3

Niveau d'études, emploi et catégorie socioprofessionnelle.

Niveau d'études : 39.5% ont fait des études supérieures, diplômés des universités américaines ou étrangères. 34.5% ont fait des études post secondaires (autres qu'universitaires) 21% ont fait des études secondaires, techniques ou professionnelles 5% n'ont aucun diplôme
Emploi : 94.2% ont un emploi 5.8% des migrants africains actifs sont au chômage Catégorie socioprofessionnelle : Commerçants, chefs d'entreprise : 40% Ouvriers (qualifiés et non qualifiés) : 17% Enseignants (professeurs, instituteurs): 10% Informaticiens : 9% Employés (employés administratifs, employés de commerce, infirmiers, agents de service de la fonction publique ...) : 8% Cadres et professions libérales (médecins, avocats, ingénieurs, cadres commerciaux ...) : 6% Autres secteurs d'activités : 3%¹

¹ Gardiennage, manutention, vigiles, serveurs (pubs, restaurants), chauffeurs de taxis, conducteurs d'autocars (« Greyhound ») en particulier.

Tableau 4
Revenus annuels.

7% de migrants africains gagnent moins de 10.000 dollars par an
15% : entre 10.000 et 19.999 dollars
10% : 20.000 – 29.999 dollars
40% : 30.000 – 39.999 dollars
12% : 40.000 – 49.999 dollars
8% : 50.000 – 59.999 dollars
6% : 60.000 – 69.999 dollars ¹
2% : 70.000 dollars ou plus

Tableau 5
Sécurité sociale (la couverture maladie).

65% de migrants africains ont la sécurité sociale
35% n'en ont pas

¹Self-employed African Immigrants/ Families operating African Immigrant stores.

Tableau 6

Logement et conditions de vie (intégration, assimilation).

Logement :

Locataires : 60%

Propriétaires : 37%

Sans domicile fixe : 8%

Intégration, assimilation :

68.5% des migrants se disent intégrés.¹

8.5% sont intégrés et assimilés²

5.8% sont exclus de la société (ils ne sont ni intégrés ni assimilés)

10% n'ont pas d'opinion

¹ L'emploi est le premier critère d'intégration. S'intégrer c'est aussi avoir un logement décent, une couverture maladie, une meilleure éducation ou formation pour sa progéniture.

² Ils ne renient en rien de leurs origines africaines mais sont devenus pleinement Américains, et se sentent désormais plus Américains qu'Africains.

Tableau 7

Les relations interethniques.

Avec les Africains-Américains :

assez bonnes relations : 60%

bonnes relations : 32%

mauvaises relations : 8%¹

Avec les Blancs :

assez bonnes relations : 38%

bonnes relations : 32%

mauvaises relations : 30%

Avec les autres minorités (Latinos, Asiatiques) :

mauvaises relations : 45%²

bonnes relations : 30%

assez bonnes relations : 25%

¹ Toutefois, les avis sont partagés.

² Relations conflictuelles, cohabitation souvent tendue entre Migrants africains et Asiatiques à New York, à Washington, D.C. et à San Francisco.

Tableau 8

**Estimation du taux de réussite des enfants de migrants africains au
« High School Degree », « Scholastic Assessment Test » & « American
College Testing Program. »**

High School Degree : 58% de réussite. ¹
College/ University entrance exams : « American College Testing Program (ACTP) & Scholastic Assessment Test (SAT) » : 53% de réussite. ²

¹ Sur les 640 personnes sondées, 426 seulement ont répondu à cette question. 382 ont cité comme sources : *National Center for educational Statistics (statistical Abstract)*. Toutefois, les statistiques évoquées correspondent à une moyenne car elles varient selon les années.

² Les sources citées : CollegeBoard SAT & *National Center for educational Statistics (statistical Abstract)*.

Tableau 9

Les problèmes rencontrés.

- ☐ Aucun problème : 16.8%
- ☐ **L'isolement par rapport au pays d'origine, à la famille restée au pays : 40%**
- ☐ Discrimination raciale, ségrégation sociale, notamment dans les quartiers défavorisés où résident près de 48% des migrants africains : 25%¹
- ☐ Chômage, marginalisation économique : 5.8%²

¹ En effet, 25% des personnes interrogées ont évoqué des problèmes de discrimination raciale auxquels elles sont confrontées aux États-Unis, notamment en matière de logement et d'emploi. Certains dénoncent également la brutalité policière à l'égard des Noirs. C'est le cas de ce Zambien de Minneapolis qui déclare, nous citons :

« The police are very aggressive with our type, people of color, people with accent, and, moreover, those of us who are non citizens. I have been stopped at night, had lights flashed in my face, and been questioned by them sometimes just because I happen to be a black man in an all-white community. This experience is not an individual one ; it is a shared experience. Go to the West Bank of Minneapolis near the university and talk to Ethiopians and Somalis, and they will corroborate what I am saying. »

Extrait de notre questionnaire.

² Certains migrants africains ne sont pas épargnés par le problème du chômage qui touche majoritairement les populations des quartiers pauvres de certaines grandes villes américaines (San Francisco, Atlanta, New York, Madison, Baltimore, Miami, Detroit, Los Angeles, etc.). C'est ce qu'affirme ce Tanzanien qui réside à Detroit : « Joblessness is the central problem for inner-cities populations in this country. »

Ibid.

Tableau 10

La religion, les pratiques culturelles.

Musulmans : 35%
Catholiques : 32.5%
Protestants : 20%
Mormons : 5%
Autres religions : 3.5% ¹
Athées : 3%
Bouddhistes : 1%

Tableau 11

Les pratiques culturelles.

Loisirs :
60% : musique, sport, cinéma
20% : lecture, cinéma, musique
15% : théâtre, lecture
4% : autres loisirs (promenade, sortie en boîte de nuit, etc.)
1% : aucun loisir

¹ Église évangélique, Kimbanguisme, Gisianisme, Matsouanisme, Harrisme, Animisme (du latin *animus*, « l'esprit »), etc.

Il convient de préciser que le Kimbanguisme, le Gisianisme ou le Harrisme sont des églises afro-chrétiennes indépendantes. (Cf. Smith, 2005, 64).

Tableau 12

La citoyenneté, devoir citoyen.

Taux de participation des Africains ayant acquis la citoyenneté américaine aux élections :

68% ne vont pas voter

32% votent lors des élections

Orientation politique :

99% votent pour les Démocrates

1% : pour les Républicains

Tableau 13

Relation avec le pays d'origine, liens familiaux.

94.8% des migrants africains sondés ont de la famille au pays

5.2% d'entre eux n'ont plus de parents au pays

Tableau 14

Les perspectives d'avenir, projet de retour au pays d'origine.

Retour au pays d'origine : Oui : 90%¹ Non : 10% Causes du non retour au pays natal (pour ceux qui ne souhaitent pas retourner dans leur pays d'origine): 8%² 2%³
Projet de retour (pour ceux qui souhaitent retourner en Afrique): 90%⁴ 10%⁵

¹ Les raisons évoquées sont les suivantes : Contribuer au développement de leur pays d'origine ; des liens familiaux trop forts ; le racisme. Un Angolais de Chicago soutient que : « There's no place like home » (On se sent mieux chez soi).

² **8%** des migrants africains que nous avons interrogés évoquent l'instabilité politique dans leur pays d'origine ; une rémunération jugée trop basse, ou parce qu'ils sont mariés à des citoyens américains.

³ **2%** (pour d'autres raisons).

⁴ **90%** des personnes interrogées veulent contribuer au développement de leur pays, au redressement économique et politique du pays d'origine, en mettant les savoir-faire acquis à l'étranger au service de leur nation.

⁵ 10% d'entre eux n'ont aucune idée.

Questionnaire

Purpose : To get a general view about the living conditions of the African Diaspora in the United States of America (Job, Accommodation, Social Security, Educational background, Religion...)/ to assess their integration and/ or their assimilation in(to) the guest society.

1-Where are you from?

☐ South Africa ☐ Ghana ☐ Congo ☐ Angola

☐ Senegal ☐ Zambia ☐ Ivory Coast ☐ Ethiopia

☐ Cameroon ☐ Liberia ☐ Cape Verde Islands

☐ Somalia ☐ Sierra Leone ☐ Mali ☐ Niger

☐ Sudan ☐ Eritrea ☐ Zimbabwe ☐ Mozambique

☐ Ouganda ☐ Tanzania ☐ Nigeria ☐ Kenya

☐ Rwanda ☐ Other country (which one?)

2-Age category

Between :

☐ 18– 29 years old

☐ 30 – 39

☐ 40 – 49

☐ 50 – 59

☐ 60 – or more

3-Gender

- ☐ Male
- ☐ Female

4-Current marital status

- ☐ Currently married
- ☐ Previously married
- ☐ Never married

5-Why did you emigrate to the United States?

Because of :

- ☐ Economic situation in my country
- ☐ Political dictatorship - lack of freedom
- ☐ Civil wars and tribalism
- ☐ Family and Cultural (religious) pressures

- ☐ A wish to Seek further training and education

6-Where do you live in America?

- ☐ In a city
- ☐ In a town
- ☐ In the country

7-Do you have accommodation?

- ☐ yes
- ☐ No (Homeless)

8-Where?

- ☐ In the suburbs
 - ☐ In the inner city
 - ☐ In another area
- Where exactly?

9-Is it an apartment?

☐ Yes

☐ No

10-Is it a private house?

☐ Yes

☐ No

11-Was it difficult for you to get accommodation?

☐ Yes

☐ No why?

12-What is your immigration status in the United States?

☐ Green Card holder

☐ Naturalized citizen

☐ Refugee - Asylee

☐ Undocumented / Illegal African immigrant

☐ Other

13-How long have you been living there?

☐ Less than 5 years

☐ 6 to 10 years

☐ 11 to 15 years

☐ 16 to 20 years or more

☐ 21 years or more

14-Do you feel at home in the host country?

☐ Yes

☐ No

15-Are you accustomed to the American way of life?

☐ Yes

☐ No

16-What is your level of Education?

☐ Secondary/ Technical/ Vocational

☐ Post secondary (Non University)

☐ College/ University

17-Have you got a job?

☐ No (Unemployed)

☐ Retired

☐ Yes

In which field?

☐ Non skilled job

☐ Liberal profession

☐ Civil servant

☐ Sales

☐ Service

☐ Health

☐ Teaching/ Education

☐ Computer science

18-Did you easily get it?

☐ Yes

☐ No

Why?

19-Does it correspond to your qualifications or training?

☐ Yes ☐ No why?

20-About your income.

How much money do you earn per year?

- ☐ Less than US \$10,000
- ☐ Between US \$10,000 and 20,000
 - ☐ US \$20,000 – 30,000
 - ☐ US \$ 30,000 – 40,000
 - ☐ US \$ 40,000 – 50,000
 - ☐ US \$ 50,000 – 60,000
 - ☐ US \$ 60,000 – 70,000
 - ☐ US \$ 70,000 and more

21-Do you have Social Security?

- ☐ Yes
- ☐ No

22-Do you feel accepted by American society?

- ☐ Accepted
- ☐ Not accepted Why?

23-What are the problems you're faced with?

- ☐ Violence
- ☐ Ostracism
- ☐ Segregation, racism, discrimination
- ☐ Unemployment
- ☐ Humiliation
- ☐ Hatred
- ☐ Jealousy
- ☐ Threat
- ☐ Isolation
- ☐ Harassment
- ☐ No problem

24-What are your relationships with African-Americans?

- ☐ good
- ☐ good enough
- ☐ bad

Why? Is it as you expected or is it different?

25-And what about your relationships with White Americans?

- ☐ good
- ☐ good enough
- ☐ bad

Why?

26-And with other minorities? (Latinos, Asians?)

☐ good

☐ good enough

☐ bad

Why?

27-Have you got children?

☐ No

☐ Yes

☐ one

☐ two

☐ three

☐ four

☐ five

☐ six

☐ seven or more

28-Do they go to school?

☐ Yes

Where?

☐ No

Why?

29-Where is their school situated?

☐ In your neighbourhood

☐ Out of your neighbourhood

30-Do you happen to know the rate of Success to High School Graduation among young Africans in your neighbourhood?

☐ No

☐ Yes

About _____ %

Source?

31-What about the Africans' rate of Success to the tests (*Scholastic Assessment Test - American College Testing Program*) required to enter College?

☐No

☐Yes About _____ %

Source?

32-About the social and professional future of your children, you're rather :

☐ optimistic

☐ pessimistic Why?

33-Generally speaking, have you the feeling of being integrated into American society or excluded from that society?

Could you explain why?

34-Are you assimilated?

☐ Yes

☐ No

35-Which confession or religious congregation do you belong to?

☐ Catholic

☐ Protestant

☐ Muslim

☐ Buddhist

☐ Mormon

☐ Atheist

☐ Other Which one?

36-Are you involved in politics?

☐ No

☐ Yes. In which political party?

☐ The Republican party

☐ The Democratic party

☐ Other

37-What are your hobbies?

☐ Sport

☐ Music

☐ Movies

☐ Reading

☐ Dance

☐ Other

38-Do you plan to return home?

☐ No

☐ Yes

Why? (Factors influencing your return decision)

- ☐ Desire to help my country develop
- ☐ Racism and discrimination in America
- ☐ Lack of opportunities for advancement in my U.S. job
- ☐ Family ties in my country
- ☐ Better economic conditions in my country
- ☐ Restoration of political freedoms and civil liberties in my country
- ☐ Desire to raise my children in my home country

39-What will you do when you get back?

40-What are the reasons for your not returning home?

- ☐ Monetary rewards from my current job
- ☐ Professional development and satisfaction from my current job
- ☐ Desire to raise my children in the United States
- ☐ My Spouse is American
- ☐ Personal freedoms and civil liberties I enjoy in the United States

- ☐ Unstable political situation and civil war in my country
- ☐ Trying to avoid family pressure in my country
- ☐ Other

Index alphabétique

Nota :

Les numéros renvoient aux pages.

Acculturation, 32, 236, 319, 320, 324, 327, 341, 342, 600.

Afrique du Sud, 43, 61, 62, 104, 228, 237, 241, 252, 499.

Alba, Richard, 314, 321, 333, 338, 377, 405, 415, 443, 447.

Apraku, Kofi, économiste d'origine ghanéenne, 15, 71, 107, 108, 145, 281, 376, 413, 446, 500, 508, 509, 510, 511, 514, 515.

Arthur, John, sociologue américain, 18, 34, 50, 51, 79, 135, 136, 144, 151, 152, 190, 198, 205, 206, 207, 209, 217, 222, 282, 298, 311, 314, 322, 389, 390, 391, 417, 443, 445, 451, 452, 467, 492, 496, 523, 558, 560, 562, 563.

Assimilation, 9, 18, 31, 33, 34, 87, 314, 315, 317, 319, 321, 323, 326, 327, 328, 334, 338, 340, 344, 353, 355, 356, 359, 360, 369, 373, 375, 386, 391, 394, 401, 410, 412, 421, 433, 462, 470, 479, 518, 547, 561, 563.

Baltimore, 18, 44, 91, 102, 140, 142, 179.

Bean, Frank, sociologue américain, 321, 334, 387, 422, 439, 443.

Bereket, Selassie, 47, 49, 61, 76, 91, 92, 123, 145, 204, 224, 288, 309, 379, 396, 471, 486, 555.

Body-Gendrot, Sophie, 200, 303.

Brown, Kyle, 40, 102, 109, 198, 365.

Cameroun, pays d'Afrique centrale, 42, 46, 383, 432, 480, 552.

Cap-Vert, Afrique de l'Ouest, 78, 79, 126, 152, 154, 155, 283, 383, 468, 498, 555.

Césaire, Aimé, poète martiniquais, 213.

Chedemail, Sylvie, 29, 288, 330.

Clark, John Pepper, écrivain-journaliste d'origine nigériane, 15, 16, 303.

Congo, pays d'Afrique centrale, 42, 46, 48, 55, 57, 121, 126, 130, 146, 432.

Côte d'Ivoire, pays d'Afrique de l'Ouest, 42, 49, 62, 66, 68, 130, 381.

Culture, 19, 21, 28, 29, 32, 41, 184, 202, 237, 242, 327, 343, 350, 375, 385, 387, 399, 409, 411, 414, 417, 420, 462, 469, 502.

Daff, Marieme, 184, 225.

Diawara, Manthia, universitaire d'origine malienne, 15, 16, 36, 53, 113, 404.

Diouf, Anna Sylviane, universitaire d'origine sénégalaise, directrice du *Schomburg Center for Research in Black Culture* (New York), 19, 25, 40, 116, 117, 125, 136, 217, 232, 243, 263, 335, 382, 389, 404, 412, 429, 433, 554, 560.

Djamba, Yanyi, universitaire congolais, 10, 138, 207, 212, 234, 307, 364, 389, 430, 554, 563.

Dodoo-Amoo, Francis, sociologue kenyan, 10, 16, 137, 151, 273, 307, 319, 327, 354, 355, 373, 413, 415, 507, 558.

Erythrée, 47, 59, 110, 146.

États-Unis, 9, 15, 17, 23, 25, 34, 37, 40, 49, 53, 58, 61, 65, 68, 69, 80, 92, 100, 106, 110, 115, 122, 126, 149, 154, 170, 179, 186, 200, 222, 227, 244, 248, 260, 270, 286, 304, 314, 317, 336, 367, 378, 384, 391, 410, 450, 477, 491, 503, 515, 522, 52, 563.

Ethiopie, pays d'Afrique de l'Est, 46, 47, 49, 58, 78, 99, 119, 121, 130, 241, 368.

Ethnicité, 15, 93, 471, 481, 496, 546, 561, 563, 566.

Freetown, capitale de la Sierra Leone, 66, 270.

Gillette, Alain, 387.

Gordon, April, sociologue américaine, 75, 87, 89, 95, 104, 321, 341, 364, 411, 566, 567.

Gordon, Milton, sociologue américain, 26, 31, 34, 314, 340, 361, 377, 414, 416, 426, 442, 466, 473.

Greensboro, Caroline du Nord, 18, 82, 261, 265, 342, 463, 487, 535.

Huntington, Samuel, politologue américain, 19, 314, 321, 402, 411, 412, 416, 418, 434, 478, 562, 565.

Identité, 13, 19, 25, 39, 41, 188, 271, 300, 327, 339, 392, 400, 411, 422, 438, 458, 464, 471, 473, 518, 547.

Intégration, 9, 16, 26, 28, 30, 33, 92, 133, 162, 184, 189, 196, 226, 256, 271, 274, 277, 299, 300, 302, 306, 332, 413, 480, 506, 519, 548, 550, 555, 558, 559.

Jacquier, Claude, 435, 439, 441, 462.

Jones, Solomon, 77, 78, 139, 218, 338.

Kenya, pays d'Afrique de l'Est, 43, 49, 83, 146, 237, 241, 381, 480, 501.

Konadu, Agyemang, géographe d'origine ghanéenne, 46, 56, 67, 68, 70, 75, 85, 96, 134, 151, 159, 175, 195, 283, 291, 332, 398, 429, 490, 501, 532, 561.

Kromah, Alhaji, universitaire libérien, 12, 78.

Kugel, Seth, journaliste américain, 142, 143, 330, 411, 472.

Lagos, capitale économique du Nigeria, 53, 77, 270, 511.

Laremont, René, 59, 260, 464, 473, 475, 523, 561.

Lomé, capitale du Togo, 49, 511, 512.

Louisiane, 8, 450, 562.

Macharia, Kinuthia, sociologue d'origine kenyane, 56, 84, 120, 146, 148, 149, 224, 282, 314, 320, 335, 390, 567.

Malawi, 43, 85, 104, 121, 333, 358, 502, 518, 542.

Miami, 18, 48, 61, 161, 233, 278, 456, 478, 545.

Millman, Joel, 17, 81, 175, 243, 334, 402, 556.

Mwamoyo, Hamza, 284, 525.

N'Da, Paul, 243, 546.

Négritude, 213.

New York, 12, 29, 52, 56, 112, 123, 139, 140, 157, 165, 169, 173, 182, 227, 230, 241, 252, 290, 295, 325, 342, 401, 409, 446.

Niger, 42, 46, 59, 81, 240, 381, 401, 480, 502.

Nigeria, pays d'Afrique de l'Ouest, 42, 44, 45, 48, 65, 77, 85, 118, 121, 126, 237, 242, 244, 252, 375, 376, 401, 427.

Okome, Olufunké, 15, 67, 127, 130, 506.

Peil, Margaret, 257, 388.

Religion, 19, 37, 195, 255, 256, 259, 264, 272, 331, 413, 522, 566.

Royot, Daniel, 248, 416, 428.

Sacramento, 120, 186, 438, 481, 558.

Salins, Peter, 195, 307, 317, 379, 423, 433, 566.

San Francisco, 18, 56, 161, 237, 310, 317, 447, 461.

Seattle, 18, 102, 170, 179, 265, 317, 342, 402.

Senghor, Léopold Sédar, écrivain d'origine sénégalaise, 21, 58, 213, 238, 395, 471.

Skerry, Peter, 194, 384, 430, 435, 436, 472.

Smith, Stephen, 46, 128, 427.

Somalie, Afrique de l'Est, 42, 49, 59, 76, 78, 126, 130, 146, 259, 501.

Soudan, Afrique de l'Est, 44, 46, 59, 113, 121, 126, 130, 259, 501, 537, 552.

Stoller, Paul, anthropologue américain, 34, 40, 70, 72, 73, 82, 83, 163, 165, 170, 210, 241, 264, 287, 292, 327, 341, 345, 346, 349, 350, 351, 354, 380, 401, 403, 419, 431, 459, 472, 488, 496, 499, 501, 525, 526, 544, 553, 564.

Swigart, Leigh, 18, 40, 80, 121, 192, 238, 273, 287, 336, 398, 487, 489, 501.

Takougang, Joseph, historien d'origine camerounaise, 25, 44, 47, 60, 63, 65, 72, 105, 107, 115, 132, 141, 210, 222, 247, 258, 265, 312, 323, 331, 379, 383, 388, 421, 446, 513, 514, 533.

Takyi, Baffour, 66, 68, 251, 378.

UNESCO, United Nations Educational Scientific and Cultural Organization, 57.

Washington, D.C., 18, 48, 56, 100, 141, 145, 179, 199, 226, 230, 233, 243, 244, 250, 257, 282, 371, 434, 503, 527, 537.

Wilson, Jill, 119, 124, 323, 340, 561.

Zambie, pays d'Afrique australe, 43, 55, 121, 333, 383.

Zavis, Alexandra, 155, 542, 561.

Zimbabwe, pays d'Afrique australe, 43, 64, 104, 121, 252, 333, 381, 552.

Résumé

La Diaspora africaine aux États-Unis de 1960 à nos jours : intégration et/ ou assimilation ?

Les migrants africains aux États-Unis sont-ils intégrés ? Sont-ils assimilés ? Les deux ? Quelle est leur place dans la société américaine, notamment par rapport aux WASPs ? Pour répondre à ces questions ce travail tente de définir les notions d'intégration et d'assimilation et se penche pour commencer sur la genèse et le contexte sociohistorique de l'immigration africaine aux États-Unis. A l'aide de la bibliographie disponible, de statistiques officielles, d'un questionnaire inédit et d'entretiens il observe les causes de l'immigration et les différentes catégories de migrants, selon leurs origines géographiques, sociales, religieuses, etc. puis selon leurs activités aux États-Unis (prenant en compte la fuite des cerveaux, le business ethnique, etc.). Les degrés et stratégies d'intégration économique, sociale, politique, culturelle sont étudiés ainsi que les degrés et stratégies d'assimilation. Pour finir les perspectives d'avenir des migrants étudiés sont examinées.

Mots clés.

Intégration, assimilation, Diaspora, migrants, religion, identité, multiculturalisme, perspectives, États-Unis, WASPs.

Abstract.

The African Diaspora in the US from 1960 to nowadays: integration and / or assimilation ?

Are African migrants to the United States integrated? Are they assimilated? Both? What is their place exactly in American society, notably in regards to WASPs? To answer those questions this research work attempts to define the notions of integration and assimilation and looks at the birth and the sociohistorical context of African immigration to the U.S. With the help of the available bibliography, official statistics, an original poll and personal interviews it observes the causes of immigration and the different categories of African migrants, according to geographical, social, religious, etc. origins, then according to their activities in the U.S. (notably taking into account the "brain drain," ethnic business...). The extent and strategies of economic, social, political then cultural integration are studied, as well as the extent and strategies of linguistic and cultural assimilation. To conclude, the perspectives of African migrants in the U.S. are examined.

Key words.

Integration, assimilation, Diaspora, migrants, religion, identity, multiculturalism, perspectives, United States, WASPs.

